UNIVERSITÉ PARIS I - PANTHÉON SORBONNE
INSTITUT DE GÉOGRAPHIE

LES TERRITOIRES DE L'OPIUM

Géopolitique dans les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or

THESE

POUR OBTENIR LE GRADE DE
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE PARIS I
PANTHÉON - SORBONNE

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT
PAR

PIERRE-ARNAUD CHOUVY

2001

Directeur de thèse:
Professeur Roland Pourtier

Volume 1

UNIVERSITE PARIS I –PANTHEON SORBONNE
INSTITUT DE GEOGRAPHIE

LES TERRITOIRES DE L'OPIUM

GEOPOLITIQUE DANS LES ESPACES DU TRIANGLE D'OR ET DU CROISSANT D'OR

Deux volumes

Volume 1

THESE
POUR OBTENIR LE GRADE DE
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE PARIS I
PANTHEON – SORBONNE

DISCIPLINE : GEOGRAPHIE

PRESENTEE ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT
PAR
PIERRE-ARNAUD CHOUVY

Directeur de thèse :
Professeur Roland Pourtier

2001

An historical geographer must use the materials of many people and must go into many fields of study, with all of the interest and danger that such trespass entails. Although many of the following pages are concerned with materials not immediately geographical, the structure of the argument can be compared to that of an arch, for which the many voussoirs, that individually give no suggestion of a vault, must be put in place before the final form is apparent.

Stanislawski D., 1975,
Dionysus Westward : Early Religion and the Economic Geography of Wine,
Geographical Review, Vol. 65, N° 4, pp. 427-444 (p. 427)

Les drogues nous ennuient avec leurs paradis.
Qu'elles nous donnent plutôt un peu de savoir.
Nous ne sommes pas un siècle à paradis.

Michaux H., 1967, *Connaissance par les gouffres*, NRF, Gallimard, p. 9.

"Just say no", says Escohotado, is not an option. Just say "know" is.

Escohotado A., 1999, *A Brief History of Drugs*.

CAESAR [recovering his self-possession] : Pardon him, Theodotus: he is a barbarian, and thinks that the customs of his tribe and island are the laws of nature.

Shaw G. B., 1899, *Caesar and Cleopatra*, Act II

Where there is no common power, there is no law; where no law, no injustice.
Force and fraud are in war the two cardinal virtues.

Hobbes T., 1651, *Leviathan*. Chapter XIII

Le Maréchal de Saxe avait coutume de dire : « Pour faire la guerre il faut trois choses : premièrement : de l'argent ; deuxièmement : de l'argent ; troisièmement : de l'argent ».

Bouthoul G., (1991) 1951, *Trait de polémologie*, PUF, p. 191.

On peut comparer le monde à un bloc de cristal aux facettes innombrables.
Selon sa structure et sa position, chacun de nous voit certaines facettes.
Tout ce qui peut nous passionner, c'est de découvrir un nouveau tranchant, un nouvel espace.

Giacometti A.

The empire might have defined the map's extent, but mapping defined the empire's nature.

Edney M.H., 1997, *Mapping an Empire. The Geographical Construction of British India, 1765 – 1843*, p. 2.

Nous trouverons un chemin… ou en créerons un.

Hannibal

Remerciements

La Rochefoucauld estimait que *la reconnaissance de la plupart des hommes n'est qu'une secrète envie de recevoir de plus grands bienfaits* (*Réflexions morales*, 1678, maxime 298). La mienne est sincère et va aux personnes qui m'ont aidé et conseillé sans contrepartie, à celles et ceux qui ont accepté de relire mon texte et de me faire bénéficier de leurs critiques et de leurs diverses compétences.

Je sais gré à mon directeur de thèse, le Professeur Roland Pourtier, d'avoir accepté le sujet que je lui proposais, et cela dès mon D.E.A., alors que beaucoup d'autres l'auraient refusé.

Je tiens à remercier particulièrement, et par ordre alphabétique : David Bello, Francis Christophe, Gilbert Etienne, Bernard Frahi, Alain Labrousse, Guillaume Le Hégarat, Bertil Lintner, Tamara Makarenko, Alfred W. McCoy, Ahmed Rashid, Justin Rudelson, M. Nazif Shahrani, Imran Akbar Syed, Carl A. Trocki, Zhou Yongming.

Je témoigne également ma gratitude à toutes les personnes qui m'ont assisté dans la tâche qui était la mienne et qui, pour une raison ou une autre, ne désirent pas être mentionnées nominativement.

Mes remerciements vont bien sûr aussi à ceux, et tout particulièrement ma famille, qui, outre le fait de m'avoir fait part de leurs remarques et de m'avoir encouragé, ont vécu avec moi la conduite de cette recherche et la longue rédaction à laquelle elle a donné lieu.

SOMMAIRE

LES TERRITOIRES DE L'OPIUM
Géopolitique dans les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or

Remerciements ____ ***4***

Sommaire ____ ***5***

Avant-propos ____ ***7***

Introduction ____ ***8***

I. L'opium: des origines à sa production asiatique de masse ____ ***21***

1.1. L'opium, une drogue qui « colle à l'homme comme la peau à sa chair » ____ **21**
1.1.1. Origine et extension géographique du pavot à opium ____ **21**
1.1.2. Histoire du phénomène opiacé ____ **30**
1.1.3. L'opium et son commerce : de l'émergence du narcotrafic ____ **42**

Conclusion ____ **51**

1.2. Du pavot à l'héroïne : culture, production, transformation et revenus ____ **52**
1.2.1. Le pavot à opium : botanique et agriculture ____ **53**
1.2.2. De l'opium à l'héroïne, processus et techniques de transformation ____ **64**
1.2.3. De la plante à la drogue : rendements, prix et profits ____ **72**

Conclusion ____ **85**

1.3. L'opium dans le Triangle d'Or et le Croissant d'Or ____ **87**
1.3.1. L'émergence du Triangle d'Or : la diffusion de l'opium de la Chine aux hautes terres de l'éventail nord indochinois ____ **88**
1.3.2. La genèse du Croissant d'Or : le renouveau de l'opium ____ **99**
1.3.3. Croissant d'Or et Triangle d'Or : configurations géographiques et productions illicites ____ **111**

Conclusion ____ **125**

II. L'opium en Asie : permanences et mutations ____ ***126***

2.1. Des espaces de production d'opium mouvants ____ **126**
2.1.1. Le remaniement du Triangle d'Or ____ **126**
2.1.2. Le Croissant d'Or et les potentiels d'Asie centrale ____ **147**
2.1.3. Les drogues de synthèse : reconversion ou diversification des régions de production ? ____ **166**

Conclusion 179

2.2. L'évolution des routes du trafic 181
2.2.1. Réorientations multiples autour du Triangle d'Or 181
2.2.2. L'Asie centrale et les nouveaux itinéraires du Croissant d'Or 205
2.2.3. Nouvelles routes ou anciennes routes réactivées ? 238

Conclusion 261

2.3. Modification des aires et des phénomènes de consommation 263
2.3.1. Régions productrices ou consommatrices : fausses nuances 263
2.3.2. La diffusion de la consommation depuis le Triangle d'Or et le Croissant d'Or 271
2.3.3. Impacts et conséquences de la consommation : de l'explosion récente de l'épidémie du VIH/sida 280

Conclusion 284

III. Géopolitique des territoires de l'opium *286*

3.1. Le territoire entre opium et Etat 286
3.1.1. Triangle d'Or et Croissant d'Or : ensembles spatiaux, niches écologiques, et frontières 286
3.1.2. Le jeu complexe des relations « centres-périphéries » 300
3.1.3. Le territoire au cœur de la problématique de l'économie de l'opium 312

Conclusion 321

3.2. Le moteur des grands rapports de force asiatiques 323
3.2.1. Triangle d'Or et Croissant d'Or : des angles géopolitiques 323
3.2.2. Une similarité de situations géopolitiques : relations Afghanistan – Pakistan et Birmanie – Thaïlande 339
3.2.3. Les puzzles régionaux des relations internationales 359

Conclusion 385

3.3. Le nœud gordien de l'intégration 387
3.3.1. L'Afghanistan et la Birmanie, entre isolationnisme et isolement 387
3.3.2. Diversités, disparités, fragmentation politique et rôle de la guerre 405
3.3.3. Intégration et Etat : le rôle des acteurs étatiques et non-étatiques 423

Conclusion 439

Conclusion générale *441*

TABLE DES MATIERES *449*

Avant-propos

Quelques grands principes ont été adoptés dans ce texte afin d'uniformiser les noms de lieux et de personnes. Toutefois, le choix des différents auteurs a bien sûr été respecté dans les citations qui ont été extraites de leurs ouvrages et qui ont été reproduites ici en italiques et non entre guillemets.

L'orthographe française a logiquement été préférée aux usages anglo-saxons, le fleuve Salween (en anglais) étant écrit Salouen en français. Mais certains noms ou sigles ont été conservés en anglais afin de ne pas désorienter le lecteur qui est habitué à lire par exemple NWFP et non PFNO pour la *North West Frontier Province* du Pakistan. Les sigles et les acronymes désignant des organisations diverses varient quant à eux de façon quasi systématique selon qu'ils sont utilisés en anglais ou en français et ce sont les versions anglaises, les plus couramment utilisées, qui ont été retenues ici, sauf lorsque leurs équivalents français sont connus de tous : si les FATA et les PATA sont donc conservés tels quels, le UNDCP est quant à lui mentionné dans le texte sous son sigle français de PNUCID.

Les noms de personnes, d'origine chinoise par exemple, peuvent bien sûr également varier de façon importante selon les sources : Chang Chi-Fu devenant ainsi Shan Shi-foo, alors qu'il est plus connu sous le nom de Khun Sa, qu'il adopta plus tard. Certains titres, à l'instar de celui de la noblesse shan, que l'on trouve écrit *Sawbwa* ou *Sahopa*, ont aussi été homogénéisés.

Les ethnonymes, quant à eux, posent un problème plus complexe. Leur possible méconnaissance de la part des lecteurs implique qu'ils ne portent pas la marque du pluriel, certaines confusions étant ainsi évitées : les Lao, groupe ethnique majoritaire du Laos (Lao PDR), devenant, en cas de l'application de cette marque, les Laos (le problème se pose aussi avec les noms comme « *Inouk* » ou « *talib* » qui possèdent une marque du pluriel dans leur langue d'appartenance : « *Inuit* » et « *taliban* »). Certains auteurs estiment que les accords doivent être faits lorsque les ethnonymes sont courants ou plus ou moins entrés dans la langue française, ce qui fait que les « Birmans », les « Thaïs », les « Viets » et les « Khmers » bénéficient de la marque du pluriel alors que les Hmong, Shan, et Karen, par exemple, seraient contraints au singulier. Si la pratique consistant à ne pas mettre au pluriel les ethnonymes les moins usités permet en effet de ne pas les déformer par une mauvaise prononciation, la non-homogénéité qu'elle peut provoquer ne la rend pas simple d'usage. Je suis plutôt partisan de n'accorder la marque française du pluriel à aucun ethnonyme, mais de l'attribuer aux noms de citoyenneté ; ainsi : les Thaïlandais, les Laotiens et les Birmans. Il convient de préciser un point précis, celui de la différence, qui n'est pas faite en français, entre les « Birmans » de citoyenneté et les « Birman » d'ethnicité, mais qui, en anglais se traduit par deux termes différents, respectivement *Burman* et *Burmese*. L'usage différentiel de la marque du pluriel ne permet donc pas de confusion lorsque l'emploi est fait en français, les citations étant quant à elles bien sûr reproduites précisément.

Concernant le nom de l'Union de Birmanie, celui de « Birmanie » restera préféré à « Myanmar » qui fut imposé en 1989 par la junte militaire, afin de ne pas avaliser un régime qui n'est pas reconnu par l'opposition démocratique du pays. Il est d'autre part problématique que le terme de Myanmar, qui désigne l'ethnie birmane, soit appliqué tel quel en tant que nom de pays. Le nom complet devrait en effet être « Myanmar Naing Ngan », « Naing Ngan » signifiant « pays » en birman. Rangoun, quant à elle, n'est pas transformée en Yangon, ni Pagan en Bagan d'ailleurs.

Précisons enfin qu'il a été fait le choix, dans l'organisation du texte et de ses illustrations, de proposer deux volumes dont le premier comprend l'intégralité du corps du texte et la table des matières, soit 453 pages, et le second regroupe les 29 cartes, la bibliographie, l'index toponymique, les annexes et les tables. Le texte conserve ainsi son unité alors que la consultation des cartes, de la bibliographie et des annexes est facilitée lors de la lecture.

Introduction

L'opium, tout à la fois remède et poison, est une substance qui exerce en Occident une fascination d'autant plus grande qu'elle y fut longtemps entourée d'un mystère que les origines et les utilisations extrême-orientales que l'on voulait bien lui prêter, certes à tort, peuvent en partie expliquer. Moyen de soulager la peine de Déméter après l'enlèvement par Hadès de sa fille Perséphone, ou d'atteindre aux « paradis artificiels » pour Baudelaire, le pavot à opium exprime toujours cette dualité selon laquelle il peut soulager maux et douleurs, mais aussi enchaîner son consommateur invétéré dans une grave dépendance, ou bien même, pour d'autres, se révéler une source d'inspiration créatrice et artistique incomparable.

Cependant, si la pratique consistant à fumer de l'opium est certes chinoise, quoique de façon indirecte, l'origine géographique du pavot somnifère, *Papaver somniferum* L., est loin d'être extrême-orientale, puisque l'on estime que la plante est apparue entre la région méditerranéenne et l'Asie mineure. Le mystère qui subsiste quant aux origines exactes du pavot n'a donc d'égal que l'opacité qui caractérise ses deux régions de production actuelles les plus importantes au monde : le Triangle d'Or, en Asie du Sud-Est continentale, et le Croissant d'Or, en Asie du Sud-Ouest. L'imposition de la consommation d'opium à la Chine par les Britanniques au XIX^{e} siècle et l'apparition, en Asie, de ces deux espaces de production, ont fortement contribué à la construction des conceptions orientalisantes du produit et de ses utilisations. C'est précisément à l'étude de ces terres à pavot d'Asie, à leur inscription dans l'espace géographique, que ce texte est consacré.

L'opium illicite mondial est produit, dans son immense majorité, au long de ces 7 500 kilomètres d'étroite succession de montagnes qui s'étirent depuis la Turquie jusqu'au Vietnam, en passant bien sûr par l'Afghanistan. Mais c'est à l'ouest et à l'est de cette bande montagneuse, de part et d'autre de l'Inde, que se situent les deux plus importantes régions productrices d'opium au monde, respectivement le Croissant d'Or et le Triangle d'Or. Mais il n'en a pas toujours été ainsi, et les bouleversements caractéristiques de la culture du pavot à opium comme de son trafic, qui ont marqué l'histoire de l'Asie depuis le début du XIX^{e} siècle, semblent plus que jamais être d'actualité (voir annexe A).

En effet, si le Croissant d'Or (*stricto sensu*, l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan) d'une part, et le Triangle d'Or (*stricto sensu* le Laos, la Birmanie et la Thaïlande) d'autre part, fournissaient 97 % de

la production illicite mondiale d'opium en 1989[1], ce qui, en proportions, n'a pas changé à la fin des années 1990, il n'en était pas de même au début du XX^{e} siècle. En 1989, donc, les 4 209 tonnes d'opium non médical produites dans le monde provenaient ainsi à 73 % du Triangle d'Or (63 % du total mondial pour la Birmanie) et à 24 % du Croissant d'Or (14 % du total mondial pour l'Afghanistan), les 3 % restant étant d'origine mexicaine[2]. Ces données concernant la répartition des productions mondiales d'opium montrent, lorsqu'elles sont comparées avec celles de 1906, de 1970, et de la fin des années 1990, d'une part, l'extrême amplitude des variations des quantités produites mondialement comme, d'autre part, le profond bouleversement des régions de production : l'Afghanistan ayant produit à lui seul 79 % du total mondial en 1999.

Ainsi, en 1906 ce sont 41 624 tonnes d'opium illicite qui étaient produites dans le monde, dont 85 % en Chine (35 364 t.) et 12 % aux Indes britanniques (5 177 t.), soit près de dix fois plus qu'en 1989. En 1970, après l'éradication chinoise, conduite entre 1949 et 1955, et à la suite des efforts de la politique multilatérale de la Société des Nations puis de ceux des Nations unies, la production illicite d'opium avait chuté à 1 066 tonnes, désormais réparties à 67 % dans le Triangle d'Or (Birmanie : 47 % du total mondial) et à 23 % dans le Croissant d'Or (Pakistan : 13 %, et Afghanistan : 10 %). La production mondiale d'opium avait donc été incroyablement réduite, mais les aires de culture du pavot avaient changé et le Triangle d'Or émergeait alors en tant que principal fournisseur, tandis que le Pakistan voyait son importance conservée, malgré la chute de sa production en valeur absolue, (139 t. en 1970, mais toujours 13 % du total mondial).

Ces résultats encourageants dans le cadre d'un effort international de réduction et de suppression de la production et du trafic de drogue furent néanmoins rapidement remis en cause puisque, en 1989, avec 4 209 tonnes, la production illicite mondiale d'opium avait largement augmenté. Mais la croissance des quantités d'opium produites correspondait également à une transformation marquée de l'importance des différentes aires de culture. Si la Birmanie affirmait sa prédominance avec 2 625 tonnes d'opium pour 63 % du total mondial, l'Afghanistan prenait désormais, en valeur relative, la place du Pakistan, produisant 14 % du total mondial (3 % pour le Pakistan qui conserve néanmoins ses 130 t.) après avoir multiplié sa récolte par 5 par rapport à 1970. Mais, au milieu, puis, surtout, à la fin, de la décennie 1990, la répartition et l'importance des productions avaient encore évolué, la Thaïlande et le Pakistan ayant certes réduit leurs productions de

[1] Sources du *U.S. Department of State* (divers INCSR) et McCoy A., 1991, *The Politics of Heroin : CIA Complicity in the Global Drug Trade*.
[2] 1 % pour la Thaïlande et 9 % pour le Laos, 7 % pour l'Iran et 3 % pour le Pakistan.

façon drastique, alors que la Birmanie et l'Afghanistan ont connu des modifications profondes des quantités ou même des drogues produites sur leurs territoires respectifs.

*
* *

Compte tenu de ces irrégularités de production et de la particularité de leurs localisations, l'objectif de cette thèse est de déterminer quels ont été les facteurs majeurs d'émergence des espaces de production illicites d'opiacés du Triangle d'Or et du Croissant d'Or (outre, bien sûr, la présence de populations productrices « traditionnelles » d'opium, même si celle-ci doit aussi être expliquée) et quels sont ceux qui permettent d'expliquer leur pérennisation et leur ancrage territorial. C'est toutefois l'espace qui constitue ici l'objet de la recherche et non pas la quantification précise des productions d'opium ou même les acteurs individuels de celles-ci. Si les activités de production et de trafic sont certes évaluées et décrites, c'est principalement en tant que manifestations révélant les deux espaces et permettant de les appréhender à travers leurs réalités phénoménales. Ce sont les espaces de production et, surtout, leurs facteurs d'émergence et de pérennisation qui, à travers les processus de territorialisation qui les caractérisent, sont au centre de cette étude, l'accent n'étant pas tant porté sur les facteurs humains et individuels de production que sur les facteurs spatiaux et historiques. Bien sûr, l'« émergence » des espaces de production dont il s'agit ici n'est pas celle des espaces physiques à proprement parler, qui préexistent au phénomène étudié, mais celle des aires de productions qui, à travers le jeu des représentations, permettent de réifier les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or : c'est donc de l'apparition d'une nouvelle dimension de l'espace, celle de la production illicite d'opiacés, dont il est question.

Ces deux espaces, ceux dits du « Triangle d'Or » et du « Croissant d'Or », réunissent de nombreux territoires dont les différences et les similitudes sont transcendées par un phénomène majeur commun : la culture illicite du pavot somnifère et la transformation de l'opium en héroïne. Quant aux autres caractéristiques des aires en question, nombre d'entre elles permettent également que soient opérés certains rapprochements et que soit établie leur comparaison, le Triangle d'Or et le Croissant d'Or correspondant en effet à deux régions altitudinales qui ont longtemps été difficiles d'accès, ou qui le sont toujours. Ils peuvent ainsi être dit marginaux en fonction de leur position de marche, les espaces montagneux les constituant en partie pouvant être qualifiés de périphériques par rapport aux bassins et aux vallées qui accueillent les centres étatiques régionaux. Mais le Triangle d'Or et le

Croissant d'Or présentent aussi cette caractéristique commune d'être superposés à des espaces polyethniques et, surtout, interétatiques.

En effet, dans les deux régions, les aires de production de pavot à opium chevauchent chacune les frontières interétatiques des trois pays qui les abritent : historiquement et *stricto sensu*, les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or (carte 5) sont surimposés aux espaces frontaliers contigus de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande d'une part (carte 9), et de l'Afghanistan, de l'Iran et du Pakistan d'autre part (carte 8). Si les deux espaces sont invariablement le lieu de production d'opium, leurs limites et donc leurs superficies respectives sont quant à elles difficilement évaluables et doivent être en permanence soumises à de nouvelles estimations. La délimitation et la cartographie du Triangle d'Or et du Croissant d'Or sont donc bien sûr sujettes à de grandes imprécisions et ne peuvent être accomplies que de façon très approximative, à petite échelle et à une époque donnée. L'approche de tels espaces doit donc être réalisée selon le jeu complexe des échelles de l'espace et du temps.

C'est donc à travers les tendances de la production et du trafic que les évolutions du Triangle d'Or et du Croissant d'Or seront analysées ici puisque, nous le verrons, les controverses et contradictions concernant les estimations quantitatives sont nombreuses. Et ce sont les territoires sur lesquels s'organise la production illicite d'opium qui seront au centre de l'analyse, laquelle procèdera d'une approche géopolitique comparative.

*
* *

Un tel sujet permet en premier lieu d'explorer un domaine d'étude et une thématique qui sont restés notablement absents des géographies française et étrangère. Les recherches universitaires concernant l'industrie des drogues illicites ont en effet davantage été menées par des historiens, des politologues, des anthropologues, des économistes et, dans un autre domaine mais de façon incontournable, des journalistes, que par des géographes. Les problématiques spatiales sont pourtant particulièrement riches et le géographe est en mesure d'apporter beaucoup à la compréhension de ce phénomène mondial majeur, depuis la production et le trafic, jusqu'à la consommation. La production de plantes à drogues, notamment, est tributaire d'avantages et de contraintes qui s'expriment dans l'espace à travers le degré de contrôle que les acteurs étatiques et non-étatiques en ont. L'industrie de la drogue peut ainsi prêter à des problématisations géographiques à part entière dès lors que l'on

considère que ses différentes activités s'inscrivent dans l'espace et en révèlent le caractère aréal (production et consommation) et réticulaire (trafic).

Mais le renouveau somme toute récent de la géopolitique permet, à travers les approches que ses objets appellent et que ses méthodes autorisent, que l'étude des problématiques de la drogue soit intégrée dans le champ de la recherche géographique[3]. La géographie, savoir pluridisciplinaire s'il en est, s'accommode ainsi d'autant mieux de l'approche géopolitique du phénomène « narcotique » que ses dimensions spatiales sont fondamentales et que l'approche pluridisciplinaire[4] est favorisée par la variété des *corpus* existants. C'est ainsi, à travers une approche géopolitique et comparative des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, que les facteurs de leurs émergences respectives sont abordés, le territoire, espace approprié, étant au cœur des problématiques de la drogue. Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, véritables « laboratoires vivants » de la géopolitique peuvent ainsi être appréhendés à travers l'industrie de la drogue, laquelle, en plus de les révéler en tant qu'espaces, révèle aussi les situations géopolitiques qui ont permis leurs constructions.

L'intérêt du sujet ne réside toutefois pas seulement dans son apport à la recherche géographique. En effet, l'approfondissement et la diffusion des connaissances relatives aux espaces de production de drogues illicites permettent aussi une meilleure compréhension de certains de ses cas les plus importants et, à travers eux, de la nature réelle des problèmes qui s'y posent comme des politiques qui doivent être mises en œuvre afin d'y remédier. Car la pluridisciplinarité qui sous-tend une telle recherche n'est, à ce titre, pas seulement attribuable à la diversité des *corpus* existants : elle est aussi et surtout imputable à la grande diversité des paramètres qui favorisent le développement des productions illicites comme aux nombreux domaines qui sont concernés et par la genèse de tels espaces. Les problématiques de la drogue sont en effet multiples et intéressent les sciences humaines et sociales, mais aussi les sciences politiques et économiques. C'est à travers les apports de chacune d'entre elles que cette recherche a pu aborder les problématiques connexes et indissociables de celles de la drogue,

[3] L'Observatoire géopolitique des drogues (OGD), créé à Paris en 1990 à l'initiative d'Alain Labrousse, a initié le développement de la « géopolitique des drogues » et a permis que l'approche des problématiques de la drogue soit intégrée dans l'étude des rapports de force et des relations de pouvoir qui s'exercent autour des productions, de leur commercialisation, de leur transport, mais aussi des autour des territoires et de leurs divers acteurs. L'OGD a dû cesser ses activités en 2000.

[4] Sinon transdisciplinaire, lorsqu'un effort est fait de dépasser les frontières et les limites de chaque spécialité : *La transdisciplinarité est complémentaire de l'approche disciplinaire ; elle fait émerger de la confrontation des disciplines de nouvelles données qui les articulent entre elles ; et elle nous offre une nouvelle vision de la nature et de la réalité. La transdisciplinarité ne recherche pas la maîtrise de plusieurs disciplines, mais l'ouverture de toutes les disciplines à ce qui les traverse et les dépasse* : Article 3 de la Charte de la transdisciplinarité, 1994, rédigée par Lima de Freitas, Edgar Morin, Basarab Nicolescu, et adoptée en 1994 au Congrès mondial de la transdisciplinarité à Convento de Arrabida, au Portugal.

qu'il s'agisse des questions de la sécurité des Etats ou des personnes, du développement économique et politique des « Etats-nations » et de leurs populations, ou encore des impacts et des conséquences des conflits sur l'économie de la drogue.

*
* *

La problématique adoptée dans le cadre de cette recherche doctorale est basée sur le fait que le Triangle d'Or et le Croissant d'Or sont deux terrains suffisamment proches l'un de l'autre, du point de vue de leur localisation comme de leurs similitudes géographiques, pour être comparés. Ils présentent toutefois suffisamment de différences pour que la comparaison permette de dégager des points communs fondamentaux, et que ceux-ci puissent servir à l'analyse géographique comparative des d'autres espaces de production illicite. Mais la problématique principale de la thèse procède d'une constatation et réside dans une interrogation aux multiples dimensions.

Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or apparaissent en effet comme des espaces interétatiques et polyethniques, comme des espaces frontaliers qui ont toujours constitué des aires de passage et de contact, étant localisés à l'est et à l'ouest de la chaîne himalayenne, à l'intersection des grands empires et des grands domaines coloniaux. La géohistoire des deux régions a également été marquée, de façon significative et durable, par les deux conflits asiatiques et mondiaux les plus importants de la guerre froide (Afghanistan et Laos – Vietnam) et les multiples instrumentalisations, dont celle de l'opium, auxquelles ils ont donné lieu.

On peut alors légitimement s'interroger sur la nature des facteurs qui ont permis, sinon favorisé, le développement de telles productions d'opiacés en Asie. Quels sont ceux, particulièrement, qui ont pérennisé et ancré le recours à l'économie de l'opium précisemment dans les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ? Et comment expliquer, enfin, que ce même recours ne se soit pas étendu aux régions périphériques des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, alors même que certains Etats présentent un fort potentiel de production d'opium et, à l'instar de la Chine, l'ont parfois amplement prouvé ? Outre la question du recours à une activité économique particulière, c'est donc celle de la localisation et de la spatialisation de la production illicite d'opium qui est au centre de la présente problématique.

En effet, l'hypothèse de départ, qui a orienté le traitement de la problématique, postulait que, dans le cadre de l'explication de l'émergence des espaces de production illicites du Triangle d'Or et du

Croissant d'Or, les facteurs politiques primaient sur les facteurs économiques, que la pauvreté et le sous-développement, s'ils constituent certes un terreau favorable au recours à l'économie de la drogue, ne pouvaient justifier et expliquer la localisation spécifique des productions ni leurs limites spatiales dans un continent largement caractérisé par la pauvreté. C'est donc en adoptant une démarche comparative, à travers laquelle les différences et les similitudes des deux régions ont pu laisser apparaître les facteurs communs qui permettent d'y expliquer l'apparition et la pérennisation de la production d'opium, que l'hypothèse fondant la réflexion a pu aboutir à la disqualification partielle du facteur économique et à la démonstration de la primauté du facteur politique.

*
* *

Compte tenu de l'étendue géographique et conceptuelle du sujet, une telle problématique et une telle hypothèse, toutes deux éminemment géopolitiques, impliquaient que soient abordées les géohistoires des deux régions, et ceci afin d'y resituer l'émergence et le développement de la production d'opiacés. C'est à travers les grandes tendances spatiales, historiques et politiques que l'hypothèse de départ a pu être vérifiée, à l'échelle de longues périodes et de grands espaces. Les sources quantitatives relatives aux productions et à leur distribution dans le temps et l'espace étant, nous l'avons dit, largement controversées, c'est là aussi à l'étude des tendances que nous nous sommes attachés.

Les recherches menées à deux occasions sur le terrain ont notamment permis de discuter des termes de la problématique avec certains spécialistes des questions des drogues dans la région, qu'ils soient universitaires (historiens, anthropologues, politologues, économistes) ou, bien sûr, officiels de la lutte antidrogue ou journalistes d'investigation. Quant aux pérégrinations qu'un tel sujet imposait, compte tenu de l'étendue des aires considérées et de la distance qui les sépare l'une de l'autre, elles ont aussi permis une familiarisation avec les zones frontalières des divers pays, comme avec les réalités physiques de terrains difficiles, ou encore avec l'instabilité de la plupart des régimes concernés. Si les recherches dites « de terrain » sont certes difficiles et qu'elles présentent, du fait de l'objet étudié et des acteurs qui y sont liés, des risques certains, ceux-ci ont toutefois pu être minimisés par la nature précise de la problématique qui imposait de se baser sur l'analyse des tendances, sur celle des discours, des représentations, mais aussi sur celle des controverses et des contradictions (les discours comme les controverses servant particulièrement l'analyse géopolitique des rapports de force

et des relations de pouvoir). La dangerosité que les problématiques de la drogue peuvent impliquer pour le chercheur doit donc être minimisée, sans être niée, afin de ne pas entraver le développement de ces axes particuliers de la recherche. Ceux-ci ont en effet longtemps été marqués par un large désintérêt, l'industrie des drogues apparaissant à l'évidence comme un véritable sujet tabou. Culpabilités issues des responsabilités coloniales, simple refus d'aborder une réalité dont l'objet et la manifestation ne sont pas « scientifiquement » mesurables, ou crainte de la violence armée qui accompagne certes le narcotrafic, toujours est-il que la recherche géographique relative aux problématiques de la drogue a largement pâti de ce déficit marqué. Il est à ce titre significatif que parmi les meilleurs connaisseurs des régions de production comme de leurs problématiques soient quelques journalistes dont les publications bénéficient d'une large reconnaissance dans les milieux académiques.

Mais les sources académiques sont néanmoins assez importantes pour permettre la conduite d'une telle recherche, même si, à l'instar des matériaux journalistiques, elles doivent être maniées et utilisées avec circonspection. Nombreux et variés sont les *corpus* dans lesquels sont abordées, avec plus ou moins de détails et de profondeur analytique, les problématiques de la drogue dans les espaces asiatiques comme, d'ailleurs, américains, l'Afrique restant à cet égard le parent pauvre de la recherche. Comme la bibliographie qui accompagne cette thèse le montre clairement, ces différents *corpus* se présentent en grande majorité en langue anglaise, qu'il s'agisse de sources classiques ou, bien sûr, électroniques. L'importante et longue présence britannique dans le continent asiatique et le récent et fort dynamisme des publications de langue anglaise expliquent bien sûr ce phénomène.

Les *corpus* consultés et exploités ont donc été extrêmement nombreux et variés, sans toutefois que leur utilisation permette de prétendre à l'exhaustivité. Ainsi, les publications d'universitaires et de chercheurs de divers centres et organisations ont constitué le substrat de la réflexion et fourni les matériaux essentiels du contexte géohistorique des deux régions. L'opportunité de procéder à de longues recherches bibliographiques (notamment : *University of California*, Berkeley ; *Library of Congress*, Washington ; *University of Chulalongkorn*, Bangkok ; *Jawaharlal Nehru University*, New Delhi) ont permis de réunir une quantité importante de documents souvent difficilement accessibles. La lecture quotidienne de la presse internationale pendant quatre ans a d'autre part constitué un fond de documentation d'une richesse extraordinaire que les technologies modernes de communication (*Internet* et *World Wide Web*) ont seules pu autoriser à cette échelle.

A ce titre, il est important de noter que pendant la guerre froide, 85 % des renseignements collectés par les services de renseignements provenaient de sources dites « ouvertes » (*open sources*, de type presse et communications d'acteurs économiques et politiques) et de sources dites « grises » (*gray sources* : personnes en place émettant des rapports occasionnels). Désormais, compte-tenu de l'ouverture accrue des gouvernements à la fin des années 1990 et de la multiplication des technologies de l'information, ce sont les sources ouvertes seules qui procurent entre 90 et 95 % de l'information collectée mondialement[5]. La recherche universitaire bénéficie dès lors aussi de ces nouveaux moyens d'investigation et de collecte de données qui m'ont permis, jour après jour et durant quatre années, d'accumuler et de traiter une masse considérable de documents[6], l'outil informatique autorisant bien sûr leur consultation, mais aussi leur conservation et surtout leur indexation complète et systématique. Ces sources journalistiques obtenues par voie électronique ont aussi été enrichies par l'apport incontournable des nouveaux médias et des moyens de diffusion électronique au rang desquels figurent par exemple les publications de nombre d'organisations non gouvernementales, de centres de recherches et autres *Think Tanks*, de services de presse spécialisés. L'accès aux sources académiques classiques, aux publications et rapports officiels des organisations internationales (PNUCID) ou de certains gouvernements (Etats-Unis bien sûr, mais aussi Chine ou Laos) a aussi été grandement facilité grâce à ces technologies, ce qui est loin d'être négligeable lorsque deux espaces aussi distants l'un de l'autre sont étudiés. C'est en procédant au recoupement et à la confrontation critique de ces différentes sources que les tendances peuvent alors être dégagées et que les contradictions apparaissent, révélant les enjeux et les intérêts des différents acteurs institutionnels (cas des estimations fournies par le *U.S. Department of State* – INCSR – et par les Nations unies – PNUCID).

S'il n'est pas possible de prétendre à l'exhaustivité, le choix des sources, qui dépend dans la présente étude des contraintes et des limites imposées par l'objet d'étude envisagé comme de la nature de l'approche, permet de donner une image d'une réalité qui, par sa nature illicite et répréhensible, est voulue aussi discrète et insaisissable que possible. Les estimations, lorsqu'il ne s'agit pas d'extrapolations, ou de « *guesstimates* », sont le seul matériau disponible au chercheur qui doit donc s'attacher à considérer davantage les tendances de la production, du trafic et de la consommation, que

[5] Johnson L.K., 2000, *Spies*, Foreign Policy, September – October 2000. Ainsi, certains organismes privés (*Janes Information Group*, *Oxford Analytica*, *Lexis Nexis*), de renom international, émettent des rapports d'une précision et d'une profondeur analytique parfois supérieures à celles des agences et bureaux de renseignement gouvernementaux.

[6] 12 000 articles, issus d'une vingtaine de quotidiens et, ou, hebdomadaires. Auxquels s'ajoutent de nombreux dossiers et rapports officiels et une important quantité d'articles de revues scientifiques éditées en Asie, en Australie, en Amérique du Nord et en Europe.

les données quantitatives absolues. Celles-ci, nous l'avons dit, prêtent en effet à nombre de controverses qui, si elles peuvent certes renseigner sur les enjeux politiques qu'elles sont susceptibles de cacher ou de révéler, sont autant de contradictions dont l'écheveau est parfois bien difficile à démêler. Dans le cadre de ce travail, les saisies, par exemple, n'ont été considérées qu'en tant que révélateurs de la permanence ou de la multiplication et de la complexification des itinéraires du narcotrafic, tout en gardant à l'esprit que l'augmentation des contrôles provoque tout autant celle des saisies que la croissance du trafic.

*
* *

La problématique principale, celle qui pose le problème des causes de l'apparition des deux espaces majeurs de production d'opium de l'Asie de la deuxième moitié du XX^{e} siècle, impose que soient préalablement précisés les itinéraires et les périodes de diffusion du *Papaver somniferum* L. vers ces régions. Dans ce dessein, l'origine géographique du pavot doit donc être déterminée au mieux, afin que les axes de sa diffusion puissent ensuite être décrits et qu'ils soient replacés dans les différents contextes historiques et culturels des utilisations de l'opium. C'est donc à une estimation des origines du pavot à opium et à une géohistoire de sa diffusion que la ***première partie*** est consacrée, en insistant sur la symbiose écologique qui a très tôt existé entre l'homme et la plante, mais aussi sur la façon dont celui-ci a pu intégrer l'opium dans ses rituels et ses pharmacopées. Véritable panacée au sein de différentes cultures et à différentes époques, le pavot fut également intégré dans les circuits commerciaux eurasiatiques et instrumentalisé par les politiques coloniales impériales européennes. Ainsi, si les Arabes diffusèrent la plante comme personne ne l'avait fait auparavant, les Britanniques en exploitèrent quant à eux la culture dans leur empire des Indes avant d'imposer leurs exportations d'opium à la Chine et d'y provoquer une vague sans précédent d'opiomanie. C'est toute la dimension du pavot et de l'opium qui fut alors transformée, les mouvements prohibitionnistes européens et états-uniens parachevant ce qu'un commerce colonial de type triangulaire avait initié puisque, en frappant la production et la consommation d'illégalité, ils réunirent les conditions favorables au trafic international des drogues tel que nous le connaissons aujourd'hui[7]. La culture de *Papaver somniferum*

[7] Francis Caballero explique, à propos des monopoles de l'opium, et plus particulièrement de celui des Français, c'est-à-dire de la Régie indochinoise de l'opium, laquelle consistait en un système de *distribution contrôlée de l'opium*, qu'ils furent un *épisode de l'histoire du droit de la drogue, un état transitoire sur la route de la prohibition générale des drogues* : Caballero F., 1989, *Droit de la drogue* : 122,123.

et la récolte de l'opium, mais aussi l'extraction de la morphine et sa transformation en héroïne, se développèrent ainsi en Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest où les techniques agricoles et les procédés de transformation sont similaires, alors que les rendements et les profits diffèrent entre les deux régions comme en leur sein. Quant aux genèses respectives du Triangle d'Or, puis du Croissant d'Or, elles se firent dans des contextes écologiques, historiques et culturels très différents mais selon des logiques politiques et économiques similaires.

Une fois la culture du pavot à opium ancrée dans les deux espaces asiatiques, c'est-à-dire après la Seconde Guerre mondiale, leurs productions varièrent en fonctions des aléas politiques et climatiques, chacune des deux régions concurrençant l'autre ou prenant sa relève par effet dit de « vase communicant ». Des régularités de production mais aussi des tendances opposées ou même des irrégularités caractérisent désormais les différents pays du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, l'immense majorité de l'opium mondial produit en 1999 ayant été récolté en Birmanie et en Afghanistan. Ces permanences et ces mutations des productions des deux espaces, et parmi elles celles des drogues de synthèse en Asie du Sud-Est, sont abordées et analysées dans la ***deuxième partie***, comme le sont les routes du trafic de l'héroïne. Les itinéraires empruntés par les narcotrafiquants ont connu de nombreuses réorientations et une multiplication considérable qui se sont traduits par la complexification des réseaux et des flux de drogue, révélant ainsi la dialectique de l'accessibilité et de l'inaccessibilité (routes et « antiroutes ») qui est celle des espaces de productions illicites et de leurs exportations. La réouverture de certaines frontières au commerce international, suivant les politiques de porte ouverte de la Chine et l'accès aux indépendances des républiques d'Asie centrale ont par exemple autorisé et favorisé la réorientation des flux du narcotrafic comme la diffusion de la consommation des opiacés et, avec elle, celle de ses maux associés, parmi lesquels le VIH/sida et la violence armée.

Ces permanences et ces mutations peuvent être corrélées avec certains des bouleversements géopolitiques qui se sont produits d'une part dans chacun des six pays concernés et, d'autre part, au sein des grands ensembles géographiques et politiques entre lesquels le Triangle d'Or et le Croissant d'Or se situent. C'est la géopolitique des territoires de l'opium qui est décrite dans la ***troisième partie*** : l'adoption d'une approche comparative permettant donc d'isoler d'abord les caractères significatifs et explicatifs de l'apparition de la production d'opium dans les deux espaces, comme, ensuite, ceux du développement et de la pérennisation d'un tel recours à une économie illicite. Nombreux sont en effet ces paramètres communs qui sont similaires quant à leur nature mais peuvent bien sûr différer dans

leurs modalités respectives. Ainsi, l'analyse du géographe s'attache à considérer la production de drogue comme un révélateur des situations géopolitiques complexes qui sous-tendent et permettent celle-ci. La localisation et la distribution de la production dans l'espace sont consécutivement appréhendées à travers le jeu multiscalaire et la superposition des multiples ensembles spatiaux, la spécificité des niches écologiques de production, le rôle structurant des frontières et celui, porteur de désordre, des fronts que l'industrie de la drogue et la guerre qui lui est livrée impliquent. Puis, à travers les « centres » et les « périphéries » qui peuvent être décelées au sein des différents pays, c'est le territoire qui s'impose au cœur de la problématique de la production d'opium dans les deux régions.

Mais la dimension géopolitique de la production d'opium dans le Triangle d'Or et le Croissant d'Or s'exprime aussi à travers les lourds héritages que la géohistoire a légués aux Etats des deux régions. Nous verrons comment celles-ci peuvent en effet apparaître comme des angles géographiques et géopolitiques majeurs au sein du continent asiatique et par rapport à la distribution de ses entités politico-territoriales. A l'est et à l'ouest de la chaîne himalayenne, aux angles nord-est et nord-ouest de l'ex-Empire des Indes britanniques et de l'actuelle Union indienne, les particularités des deux espaces de production procèdent du jeu de nombreux rapports de force et de relations de pouvoir qui, depuis les rivalités impériales et coloniales jusqu'au contexte conflictuel de la guerre froide, y ont favorisé la mise en œuvre de « politiques de l'accès » et de développement particulières. Nous évaluerons ainsi dans quelle mesure les dimensions sécuritaires ont, pour les Etats concernés, été articulées avec celles du développement économique et politique de certaines de leurs périphéries. Il nous sera alors donné de considérer les longs isolationnismes et les isolements consécutifs qu'ont connus et que connaissent toujours l'Afghanistan et la Birmanie dans le contexte géopolitique des grands rapports de force asiatiques, et ce, par rapport à l'émergence des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. Enfin, au sein des relations bilatérales et multilatérales asiatiques, celles qui caractérisent les deux binômes Afghanistan-Pakistan et Birmanie-Thaïlande se montreront particulièrement révélatrices de l'influence du jeu géopolitique sur le développement de la production, du trafic et de la consommation de drogue, ce que la nature de leurs frontières respectives et des flux qui les franchissent illégalement tend à montrer. Il apparaît aussi que l'Afghanistan et la Birmanie sont placés, encore à la fin du XX^{e} siècle, au cœur de rivalités régionales dont les acteurs instrumentalisent les conflits et les économies de la drogue. Dans les deux cas, celles-ci sont en fait au centre des logiques de perpétuation des guerres civiles qui interdisent le développement humain et économique des deux pays et de leurs populations.

L’objectif de l’analyse des deux espaces consistera à vérifier l’hypothèse de départ selon laquelle les facteurs économiques ne peuvent expliquer à eux seuls le recours à l’économie de la drogue, et à préciser quels facteurs politiques ont pu jouer un rôle déterminant dans la constitution des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. A travers le jeu des centres et des périphéries, de l’isolationnisme et de l’isolement, de l’accès et de sa dénégation, à travers les logiques de fragmentation politique et celle de l’économie de la guerre, c’est une lecture géopolitique de la genèse des territoires de l’opium qui est ici proposée.

I. L'opium: des origines à sa production asiatique de masse

1.1. L'opium, une drogue qui « colle à l'homme comme la peau à sa chair »[8]

1.1.1. Origine et extension géographique du pavot à opium

1.1.1.1. Papaver somniferum L. : du fixisme de Linné au darwinisme

Le pavot à opium est une plante dont l'histoire même est controversée. En effet, son origine géographique, les modalités de son apparition ou encore sa nature sauvage ou cultivée, ne sont pas encore déterminées de façon satisfaisante. Le pavot à opium a été classifié en tant que *Papaver somniferum* par Linné en 1753 dans *Genera Plantarum*[9]. Le genre *Papaver* comprend à lui seul environ 110 espèces dont la plupart sont des herbes annuelles et certaines peuvent être pérennes. La famille des Papavéracées, à laquelle appartient *Papaver somniferum*, regroupe quant à elle 42 genres et 650 espèces[10]. Si celles-ci contiennent toutes du latex, une émulsion aqueuse naturelle, seulement certaines en contiennent dans leurs nervures, comme celles du genre *Papaver* par exemple, mais c'est toute la famille qui est particulièrement riche en alcaloïdes, que ce soit en quantité comme en variété. La présence simultanée d'alcaloïdes de groupes différents, comme la thébaïne, la codéine et la morphine d'une part, la nornarcéine et la narcéine d'autre part, et enfin la narcotine et la narcotoline, est une caractéristique majeure de *Papaver somniferum* L. et de *Papaver setigerum* DC. Quant à *Papaver glaucum*, par exemple, s'il comporte certes des alcaloïdes, il n'en présente toutefois aucun du groupe des morphiniques (thébaïne, codéine, morphine)[11]. Pour ce qui est de l'opium, il ne contient pas moins d'une quarantaine d'alcaloïdes, ces alcali végétaux dont la découverte s'est faite lorsque le premier d'entre eux, la morphine, a été isolé en 1803[12]. Mais l'importance bien connue de la plante à travers ses multiples propriétés et usages, et ce, au cours des temps et au sein de cultures et de civilisations parmi les plus diverses, a très tôt soulevé la question de son origine précise.

L'origine géographique de *Papaver somniferum* est une question qui se encore aujourd'hui pose au botaniste, comme au géographe ou à l'historien. A l'instar d'autres cultivars, comme

[8] Pelt J.M., 1983, *Drogues et plantes magiques* : 14.
[9] Booth M., 1996, *Opium, A History :* 1.
[10] Kapoor L.D., 1995, *Opium Poppy : Botany, Chemistry, and Pharmacology* : 19.
[11] *Ibidem* : 20.
[12] Hogshire J., 1994, *Opium for the Masses* : 49.

Nicotiana tabacum (le tabac), qui est la seule parmi les 50 espèces de *Nicotiana* à ne jamais avoir été trouvée à l'état réellement sauvage, et *Erythroxylon coca* L. (le cocaïer), *Papaver somniferum* se caractérise par l'absence totale de population connue à l'état sauvage[13]. Cet état de fait soulève à lui seul plusieurs questions : quelle est l'origine géographique exacte de cette plante désormais si répandue ? Quelle a été l'évolution botanique de ce qui est actuellement un cultivar ? Enfin, à dans quelle mesure les évolutions de *Papaver somniferum* et des sociétés humaines peuvent-elles être liées l'une à l'autre ? Ces interrogations permettent en fait d'une part de mettre l'accent sur le rôle des sociétés dans la dissémination géographique du pavot à opium comme, d'autre part, de révéler l'importance que la plante a pu revêtir jusqu'à nos jours dans les sociétés humaines. En effet, *l'étroite dépendance de l'homme et de ses plantes cultivées…ne peut être bien comprise que si l'on a constamment à l'esprit les conditions dans lesquelles les variétés et les espèces végétales prennent naissance et se répartissent géographiquement*[14]. Le fait qu'il n'y ait pas de populations sauvages connues de pavot, de tabac ou de cocaïer semble donc en soi déjà indiquer l'existence d'un processus de sélection par les sociétés humaines. Le pavot à opium aurait ainsi évolué dans des milieux écologiques donnés résultant de l'action perturbatrice et sélective des sociétés humaines. La plante et l'homme seraient donc plus intimement liés que nous pourrions le penser de prime abord.

Si la classification de *Papaver somniferum* L. est l'un des innombrables apports de Carl von Linné (1707-1778) à la botanique, le fixisme et le finalisme dont il faisait preuve en croyant à la permanence immuable des espèces et en leur gestion par Dieu pour l'homme, contrastent néanmoins avec l'apport non moins conséquent de la théorie de Charles R. Darwin (1809-1882). Celui-ci pose en effet, en 1859, le problème de « l'origine des espèces »[15], de leur évolution ainsi que celui des interdépendances primordiales des composantes de la nature dans ce qui préfigure déjà des « niches écologiques » à venir[16]. Si *Papaver somniferum* doit certes sa classification à Linné, l'explication et la compréhension de sa place dans les écosystèmes comme des relations que l'homme a pu nouer avec la plante bénéficient désormais grandement des théories issues du darwinisme.

[13] Un cultivar (ou cultigène) ne peut être sauvage (« Qui est à l'état de nature, qui n'a pas été modifié par la main de l'homme », *in* Grand Robert) puisque c'est une forme vivante apparaissant en culture, souvent en tant que résultat d'une ou de plusieurs hybridations. Voir : Merlin M.D., 1984, *On the Trail of the Ancient Opium Poppy* : 54.
[14] Haudricourt A.-G., Hédin L., 1943, *L'homme et les plantes cultivées* : 21.
[15] Dans *L'Origine des espèces* où il pose les principes de la sélection naturelle.
[16] Guille-Escuret G., 1989, *Les sociétés et leurs natures* : 25-30.

1.1.1.2. Le pavot et l'homme : origine et diffusion d'une plante

Le problème de l'origine géographique du pavot à opium est bien sûr concomitant de celui de la nature de son évolution botanique. En effet, l'inconnue majeure à propos de *Papaver somniferum*, le fait qu'il n'en soit connu aucune population sauvage, interdit de définir avec certitude et précision son aire d'origine, et donc l'évolution botanique et historique de la plante[17]. C'est ce lien, manquant, qu'évoque le professeur J.M. de Wet en s'adressant en ces termes à M.D. Merlin : *si vous pouviez trouver de vrais exemplaires sauvages, des colonisateurs naturels le plus probablement, mais pas des herbes en ce qu'elles sont spontanées seulement dans des habitats humains perturbés, vous devriez être proche de l'aire de domestication originelle*[18].

L'évolution botanique du pavot à opium a, quant à elle, prêté à nombre d'hypothèses[19], mais, apparemment, toutes les variétés de *Papaver somniferum* sont connues pour ne se développer que dans des milieux d'habitat pionnier, soit directement créés et maintenus par l'homme, soit aux marges de ceux-ci, sur les décharges et déblais et en bordure des champs cultivés par exemple. Selon une des hypothèses émises par de Wet et Harlan[20], la sélection, lorsqu'elle s'est effectuée, aurait opéré selon un double processus de sélection artificielle et naturelle : des graines provenant de la plante sauvage cultivée ayant colonisé les espaces périphériques d'anthropisation et les pavots « échappés » s'étant peu à peu adaptés au phénomène de constante perturbation, caractéristique de cette anthropisation des milieux. *Cette hypothèse suggère que la co-évolution à partir d'une souche sauvage a eu pour résultat le développement de variétés domestiquées produites sous l'influence d'une sélection artificielle* [cultivars développés par sélection naturelle]*, et de variétés semi-sauvages produites sous l'influence d'une sélection naturelle* [« échappés » développés par sélection artificielle][21].

---

[17] *Il est difficile d'attribuer à chaque drogue sa terre d'origine. Depuis les temps préhistoriques, l'énorme brassage des populations sur le continent eurasiatique a largement brouillé les cartes. Tandis qu'au morcellement tribal primitif se substituaient des entités plus larges fondées sur des valeurs culturelles communes, les drogues passaient d'un peuple à l'autre au gré des caravanes et du négoce* : Pelt J.M., 1983, *Op. cit.* : 55.

[18] Merlin M.D., 1984, *Op. cit.* : 53.

[19] Ces hypothèses, et leur présent compte-rendu sommaire, sont tirés de l'ouvrage de M.D. Merlin (1984) : Veselovskaya M.A.., *The Poppy : Its Classification and Importance as an Oleiferous Crop* 1976 . Wet J.M. de, Harlan J.R., 1975, *Weeds and Domesticates : Evolution in the Man-Made Habitat*, in Economic Botany, Vol. 29, N° 2, April-June 1975: 99-107.

[20] Wet de J.M., Harlan J.R., *Op. cit.* : 1975.

[21] *Ibidem* : 51.

Les variétés semi-sauvages et cultivées de *Papaver somniferum* ne semblent ainsi différer l'une de l'autre qu'en fonction de leur degré de dépendance à l'homme et à son environnement perturbé ; les botanistes Alphonse de Candolle, Georg Buschan, Johannes Hoops ou encore Matthaus Much affirmant ainsi tous leur conviction selon laquelle le pavot à opium ne serait qu'un échappé[22]. De la même façon, le cannabis (*Cannabis sativa* L.), même s'il est estimé exister à l'état réellement sauvage en Asie centrale, n'est jamais devenu complètement dépendant de l'homme tout en ayant conservé une certaine relation symbiotique avec celui-ci : *Dans nombre de régions où le cannabis était cultivé, il s'est aisément échappé pour se naturaliser comme mauvaise herbe…Dans ce nouveau rôle, le cannabis a envahi beaucoup d'habitats perturbés, surtout anthropisés, s'établissant et se répandant sans intervention humaine directe*[23]. Il semblerait donc que, pour en arriver à son état actuel d'expansion, le pavot opium ait dû se développer en relation plus ou moins étroite avec l'homme, ce qui a amené plusieurs auteurs[24], dont M.D. Merlin, à poser la question de la nature de cette relation.

Le pavot à opium, et le cannabis par ailleurs, sont des herbacées annuelles dont le caractère commun est de présenter des variétés cultivées et semi-sauvages qui ont réalisé une adaptation écologique aux milieux ouverts, perturbés et instables, offrant des sols maigres mais présentant une faible concurrence végétale[25]. Avec les débuts de la sédentarisation des sociétés humaines et, ceux, concomitants, de l'agriculture, le pavot à opium a certainement pu profiter de l'expansion de ces milieux favorables à son développement, avec d'autres « mauvaises herbes » dont certaines, ayant également des propriétés psychoactives, sont souvent entrées dans des compositions à base d'opium. Comme *Datura metel* L., probablement originaire du Pakistan ou de l'Afghanistan[26],

[22] *Ibidem* : 53.
[23] Schultes R.E., Klein W.M., Plowman T., Lockwood T.E., 1975, *Cannabis : An Example of Taxonomic Neglect* : 22-23.
[24] C. A. Trocki remarque ainsi, à la lecture de M.D. Merlin (1984), que seules les plantes les plus importantes pour l'homme ont été sujettes à une telle sélection de sa part : *The opium poppy has thus been associated with human beings for a very long time and can be considered to be dependent on human beings for its very existence… Only the most basic food plants also show evidence of this kind of genetic tinkering at such an early period in human technological development* : Trocki C.A., 1999, *Opium, Empire and the Global Political Economy* : 16.
[25] Merlin M.D., 1984, *Op. cit.* : 106-109.
[26] Schultes R.E., Hofmann A., 1993, *Les plantes des dieux*, Paris, Les éditions du Lézard : 42. En Amérique du Sud, les différentes espèces de *Datura* arborescente ne sont jamais trouvées à l'état sauvage et sont à l'évidence d'anciens cultivars dont la place est centrale dans les rituels chamaniques de la région : La Barre W., 1980, *Anthropological Perspectives on Hallucination, Hallucinogens, and the Shamanic Origins of Religion*, in La Barre W., 1980, *Culture in Context*, *Selected Writings of Weston La Barre*, Durham, Duke University Press : 66. Au cours des rites religieux shivaites, des sucreries (*majun*) à base de cannabis, de sucre de palme et d'épices, comprennent parfois également un mélange de datura et d'opium : La Barre, *Op. cit.* : 1980, *History and Ethnography of Cannabis*, in La Barre W., 1980, *Op. cit.* : 96.

Datura stramonium L. qui est inclus lors de l'élaboration, entre autres, du népenthès grec à base d'opium[27 et 28], et *Lactuca virosa* L., au latex épais et abondant, et également hallucinogène. Parmi ces autres plantes, le pavot à opium devait alors se développer d'autant plus facilement que ce type d'espaces ensoleillés à sols légers et riches en nitrogène lui convenait parfaitement. Etant donnés les aspects esthétiques (floraisons très colorées), les nombreuses utilisations qu'offre le pavot à opium (nourriture, huile, médicament, fourrage, drogue de récréation et / ou rituelle), et son développement facilité autour des espaces anthropisés, l'homme a très vite dû le remarquer et en accélérer l'expansion dans une sorte d'« écosystème généralisé », c'est-à-dire dans un écosystème présentant une abondance d'espèces différentes toutes présentes en nombre restreint[29]. Le pavot s'est en effet vraisemblablement propagé avec et parmi d'autres plantes, ce qui explique peut-être certaines des méthodes traditionnelles de culture du pavot qui subsistent encore par exemple en Asie du Sud-Est, l'horticulture s'y pratiquant dans le cadre spécifique de l'écosystème généralisé, où l'on diversifie ses cultures en associant différentes espèces, dont *Papaver somniferum*, sur la même parcelle[30].

Ce sont les recherches archéologiques qui ont permis de déterminer l'origine géographique probable du pavot à opium, que ce soit à travers des découvertes d'ordre linguistique, paléobotanique, ou encore iconographique. Au plan linguistique par exemple, l'étymologie des termes de « pavot » et « opium » est grecque (*mekon* : pavot, et *opos* : suc), les mots étant eux-mêmes cognats et peut-être dérivés de racines indo-européennes. A travers leurs racines, les deux termes témoignent de l'importance culturelle de la diffusion du pavot aux Grecs par les Egyptiens[31]. Toujours parmi les indices linguistiques révélés par les recherches archéologiques, figure la plus vieille liste écrite de prescriptions médicales qui soit connue et qui fait partie des

[27] Kapoor L.D., 1995, *Op. cit.* : 7.
Le népenthès était *un breuvage magique, un remède qui dissipe la tristesse, la colère*, et c'est dans le but de faire oublier le traumatisme vécu par les soldats de la guerre de Troie que, dans *L'Odyssée*, Hélène leur procure la potion. D'une façon similaire, les pavots qui ont poussé sous les pieds de Déméter après qu'elle ait longuement et vainement cherché sa fille Perséphone, enlevée par Hadès, la plongèrent dans un sommeil réparateur. La statue grecque de Déméter (V^e^ siècle Av. J.-C.) de l'agora d'Athènes représente ainsi la déesse avec des épis de blé et des pavots dans les mains.
[28] La présence d'opium dans le népenthès n'est que supposée sinon extrapolée : La Barre W., 1980, *Op. cit. :* 66.
[29] Pour de plus amples informations quant à l'écosystème généralisé, se reporter à Haudricourt A.G. et Hédin L., 1943, *L'homme et les plantes cultivées*.
[30] Anderson E.F., 1993, *Plants and People of The Golden Triangle, Ethnobotany of the Hill Tribes of Northern Thailand*, Chiang Maï, Silkworm Books : 16, 56, 57, 69. Voir également la description d'un tel écosystème et la place du pavot à opium en son sein par Hubert A., 1985, *L'alimentation dans un village Yao de Thaïlande du Nord*, Paris, CNRS Editions.
[31] Merlin M.D., 1984, *Op. cit.* : 150.

milliers de tablettes en argile de Nippour (carte 1), le centre spirituel des Sumériens. Cette tablette, écrite vers la fin du troisième millénaire avant J.-C. (*circa* 2 100 avant J.-C.), comporterait selon certains auteurs[32] une référence au pavot à opium, malgré le fait que d'autres, après avoir étudié la même tablette, n'aient même pas mentionné l'existence d'un idéogramme qui puisse être identifié avec le pavot à opium[33]. C'est Dougherty (1877-1933) qui a indiqué le premier que les Sumériens avaient un idéogramme spécifique pour l'opium : *hul-Gil*, « qui signifiait la drogue ». Il expliqua l'idéogramme comme étant composé de *hul*, la « joie », et de *gil*, qui servait à représenter nombre de plantes différentes. Cette interprétation a depuis été largement reprise comme si elle était définitivement acquise, malgré le fait que Krikorian[34], par exemple, ait démontré les erreurs commises à propos de l'interprétation de l'idéogramme, et ait déclaré qu'il n'y avait pas de mot en sumérien, en acadien ou en assyrien, désignant l'opium, le pavot à opium ou même le pavot, sur lequel les chercheurs puissent s'accorder[35]. Ainsi les recherches étymologiques, associées aux fouilles et recherches archéologiques, ont également abordé le problème de l'origine géographique du pavot à opium, sans toutefois apporter de réponses satisfaisantes et définitives.

Certes, le pavot à opium serait originaire d'Asie mineure si l'on retient la tablette de Nippour comme l'indice le plus valide, malgré les controverses persistantes. Mais il pourrait également être originaire de la Méditerranée occidentale, ainsi que Veselovskaya et d'autres l'affirment en se fondant sur des indices paléobotaniques. Mais c'est en Suisse, parmi les vestiges datant de l'âge de la pierre, dans les cités lacustres, ou palafittes, du lac de Neuchâtel, que l'on a retrouvé les traces paléobotaniques parmi les plus anciennes à ce jour en Europe et dans le monde : des graines et des capsules de pavot à opium vieilles de plus de 4 000 ans. L'un des plus anciens indices archéologiques méditerranéens, celui du site de Cueva de los Murciélagos (actuelle Albuñol en Espagne), consiste en des capsules qui sont estimées dater d'environ 3100 avant J.-C.[36]. En ce qui concerne les sites néolithiques de la Méditerranée orientale ou du Proche-Orient, et selon

[32] Pour les plus connus : Terry C.E., Pellens M., 1970, *The Opium Problem*, Montclair, Patterson Smith. Kritikos P.G., Papadaki S.P., 1967, *The History of Poppy and Opium and Their Expansion in Antiquity in the Eastern Mediterranean Area*, in Bulletin on Narcotics, Vol. 19, N° 3, July-September 1967 : 18-40. Vol. 19, N° 4, October-December 1967 : 1-10.
[33] Merlin M.D., 1984, *Op. cit.* : 153-157
[34] Krikorian A.D., 1975, *Were the Opium Poppy and Opium Known in the Ancient Near East?*, in Journal of the History of Biology, Vol. 8, N° 1, Spring 1975 : 95-114.
[35] Merlin M.D., 1984, *Op. cit.* : 157.
[36] Estimation de 2 500 avant J.-C. par le professeur Obermaier et selon l'étude de 1935 de Neuweiler et Netolitzky. Des capsules de pavot fossilisées ont également été trouvées dans le tuf des Aygalades près de Marseille (datant du quaternaire, sans plus de précisions), sur le site des Baux (environ 3 020 avant J.-C.), et à Châteauneuf-les-Martigues (environ 5 500 avant J.-C.) : Merlin M.D., 1984, *Op. cit.* : 173-175.

Krikorian (1975), aucune trace paléobotanique de pavot n'a pu y être détectée. La première indication trouvée dans cette région serait une représentation statuaire de la plante dans le palais de Knossos, en Crète, représentation qui daterait de 1600 avant J.-C. Il faut toutefois mentionner ici la découverte, toujours sur le pourtour méditerranéen, dans la tombe égyptienne de l'architecte royal Cha (mort sous le règne d'Amenhotep III (Aménophis III), r. 1390-1353 avant J.-C.), d'un produit composé de graisse végétale, de fer et de morphine qui pourrait être de l'opium, mais qui reste indéfinissable. Si l'exemplaire, daté du XV^{e} siècle avant J.-C., se révélait être effectivement de l'opium, cela en serait alors le plus vieil échantillon connu à ce jour[37]. L'aire précise d'origine du pavot à opium, comme celle de sa première domestication et culture, ne peuvent donc être déterminées avec certitude. Si la majorité des spécialistes s'accorde à penser, sans preuve archéologique formelle toutefois, que ce soit d'ordre scriptural, linguistique, paléobotanique ou iconographique, que le pavot à opium est originaire de la région comprise entre la Méditerranée orientale et l'Asie mineure, voire centrale, la présence de fossiles de pavots à opium en Suisse au néolithique récent n'est pas expliquée de façon satisfaisante. Il n'est ainsi permis que de supposer des aires possibles d'origine du pavot[38].

Si les origines du pavot à opium restent incertaines, nous savons néanmoins avec plus de certitude comment il s'est propagé au cours des siècles. Les Persans ont pu en apprendre l'existence lors de leur conquête de l'Assyrie et de Babylone. En effet, l'opium est mentionné dans un texte perse du VI^{e} siècle sous les noms de *thêriakê*, *malideh*, et *afiun*. En Egypte, si la ville de Thèbes (carte 1) a donné son nom à la thébaïne, une controverse existe là aussi au sujet de la date à laquelle le pavot à opium y aurait été introduit (bien avant l'ère romaine en tout cas). Ce seraient de toute façon les Egyptiens qui auraient propagé de façon significative la culture du pavot à opium en Europe, en la transmettant d'abord aux Grecs[39]. En Europe du Sud toutefois, l'utilisation de l'opium déclina à la suite de la chute de l'Empire romain pour ne réapparaître vraiment qu'avec le retour des croisades[40]. Ce sont en définitive les Arabes qui ont le plus contribué à la diffusion au reste du monde du pavot à opium comme à celle du savoir qui lui était lié. Ils l'auraient en effet transmis aux Indiens après avoir conquis l'Espagne, l'Egypte, l'Asie mineure, le Turkestan, la

[37] *Ibidem* : 9.
[38] Les excellentes conditions de préservation des fossiles dans la région suisse expliquent par exemple à elles seules l'abondance des restes archéologiques et ne peuvent bien sûr pas permettre de déterminer la distribution préhistorique des espèces : *Ibidem* : 177.
[39] *Ibidem*.
[40] Booth M., 1996, *Op. cit.* : 22.

Perse, et certaines parties des Indes au VII^e^ siècle après J.-C., même si certains estiment qu'Alexandre le Grand l'y avait déjà introduit quelque dix siècles auparavant. La première référence indienne connue au pavot daterait d'environ 1000 après J.-C., alors qu'il faut attendre deux siècles de plus pour trouver l'opium mentionné d'un point de vue médical[41]. Les Arabes ont également la réputation d'avoir introduit l'opium, et le savoir qui l'entourait, en Chine au VIII^e^ siècle, alors qu'il y existe des références à son usage dès le III^e^ siècle[42]. En 973 avant J.-C., l'opium était même déjà mentionné dans un livre médical chinois où l'on en recommandait la prescription contre la dysenterie. Et si des gâteaux d'opium y étaient déjà préparés au XII^e^ siècle, à la fin de XV^e^, il existait en tout cas un certain trafic d'opium, importé comme d'origine locale[43]. Mais l'importance du rôle arabe dans la diffusion du pavot à opium est soulignée par base commune que le mot latin *opium* présente dans de nombreuses langues : opium en français comme en anglais, *opos* ou *opion* en grec, *afium* en turc, *afiun* en persan et en arabe, *ahipen* en sanskrit, *aphin* en hindi. *Fu-yung* en chinois (*ya-pien* selon d'autres transcriptions) dérive également, selon les linguistes, de la racine arabe. Le pavot à opium s'est plus tard réellement disséminé à la surface de la planète, que ce soit en suivant de près les migrations de travail des Chinois vers les Amériques, en accompagnant les politiques expansionnistes japonaises en Chine septentrionale, ou encore en bénéficiant de l'esprit d'entreprise des narcotrafiquants modernes. Le pavot à opium fleurit désormais dans des proportions très différentes en Europe, et en Asie bien sûr où le Triangle d'Or et le Croissant d'Or sont les deux espaces de production illicite les plus importants au monde ; mais également en Tasmanie où existent des cultures licites, en Afrique où l'on signale sa présence sur le pourtour du Golfe de Guinée, et en Amérique du Nord et du Sud, où le Mexique est un important producteur d'opium illicite (voir annexe A), et où certains Etats andins, déjà cocaïers, connaissent une culture grandissante du *Papaver somniferum* qui témoigne du souci de diversification des activités des narcotrafiquants locaux[44].

L'homme, à un moment de son évolution, a d'une façon ou d'une autre découvert l'espèce *Papaver somniferum*. Celle-ci, comme beaucoup d'autres « mauvaises herbes », présentait à l'évidence des caractéristiques botaniques qui le prédisposaient l'homme à sa découverte. A l'instar du cannabis par exemple, le pavot à opium se développait particulièrement bien à la

[41] Husain A., Sharma J.R., 1983, *The Opium Poppy* : 25.
[42] Ainsi le chirurgien chinois Hua To, qui vécut pendant la période des Trois Royaumes (220-264), utilisait-il déjà des préparations à base de cannabis et d'opium : Booth M., 1996, *Op. cit. :* 104.
[43] Lewin L., 1988, *Phantastica* : 34.
[44] Observatoire géopolitique des drogues, 1996, *Atlas mondial des drogues*.

périphérie des espaces anthropisés et, d'autre part pouvait être d'un apport pratique non négligeable pour les sociétés humaines en voie de sédentarisation (les sites européens dont celui, par exemple, des palafittes suisses). Le fait qu'il y ait parmi les premiers cultivars autant de plantes aux propriétés psychoactives (tabac, pavot à opium et même datura), a d'ailleurs amené de nombreux spécialistes[45] à s'interroger sur la coïncidence entre la découverte cérémonielle des enthéogènes[46] et le passage à l'agriculture : *L'émergence des enthéogènes dans un cadre cérémoniel peut être expliquée (ou au moins décrite) comme une réponse dialectique à un changement d'ordre économique prenant place lors du passage de la chasse et de la cueillette à l'agriculture*[47]. D'autre part, outre l'aspect esthétique des fleurs de pavot qui aurait pu permettre à la plante d'être remarquée, les nombreuses utilisations possibles de celle-ci ont sans aucun doute mené à la sélection progressive de l'espèce *somniferum* par l'homme. Celui-ci a ensuite probablement diffusé la plante consciemment ou inconsciemment, les sélections naturelle et artificielle permettant au pavot de se propager dans les différentes régions anthropisées. Les capacités d'adaptation de la plante sont en effet particulièrement développées et mériteront que l'on s'y attarde. Comme l'histoire des migrations humaines et du commerce nous l'a montré, l'homme n'a eu de cesse, depuis lors, de répandre le pavot à opium à la surface de la planète, en trouvant à celui-ci des utilisations et des applications des plus variées.

[45] Eliade M., 1978, *Occultisme, sorcellerie et modes culturelles* ; 1983, *Le chamanisme et les techniques archaïques de l'extase*. La Barre W., 1990 (1970), *The Ghost Dance : Origins of Religion*. McKenna T., 1992, *Foods of the Gods*. Wasson R.G., 1986, *Persephone's Quest : Entheogens and the Origins of Religion*. Wilson P.L., 1999, *Ploughing the Clouds, The Search for Irish Soma*.

[46] R.G. Wasson, le créateur de l'ethnomycologie, est également le créateur du terme *entheogen* décrivant ces plantes au sein desquelles sont générés des dieux (*god generated within*) : Wasson R.G., Kramrisch S., Ott J., Ruck C.A., 1986, *Persephone's Quest : Entheogens and the Origins of Religion*.

[47] Wilson P. L., 1999, *Ploughing the Clouds : the Search for Irish Soma* : 10.

1.1.2. Histoire du phénomène opiacé

1.1.2.1. L'opium dans les systèmes culturels : les cultes de la Déesse mère

La variété des usages de l'opium a une dimension historique, ses utilisations et celle et de ses dérivés s'étant progressivement modifiées au cours des temps avec l'évolution des techniques et des modes. Elle a une dimension géographique aussi, la place et le rôle des opiacés dans les différents systèmes culturels ayant toujours présenté une grande diversité. Les différentes utilisations de l'opium peuvent être réparties entre les domaines des systèmes culturels, de la médecine et de ses remèdes, et enfin des drogues illicites.

L'opium, à l'instar de bien d'autres produits psychoactifs, semble avoir été assimilé pendant les temps préhistoriques au monde féminin. Les femmes auraient en effet dominé au moins les cultures européenne et proche orientale jusqu'à ce que les sociétés alors égalitaires (*partnership societies*) soient remplacées par les sociétés patriarcales basées entre autres sur la prêtrise et la guerre[48]. L'opium ne pouvait pas de toute façon constituer la drogue du héros ou du guerrier[49], ni le pavot la fournir de toute façon, comme d'autres pouvaient le faire (à l'instar du cannabis par exemple), ses propriétés chimiques le destinant plutôt à un usage médicinal.

Les exemples abondent de cultures basées sur le culte de la Déesse mère, par exemple sur le continent européen ou au Proche-Orient. Sur les rives du Danube, en 7000 avant J.-C., certaines populations, comme celles de l'actuelle Yougoslavie, érigeaient déjà des temples à des déesses. En Crète minéenne (carte 1), la Déesse mère était vénérée sous ses différents aspects et l'une de ses effigies, la « Déesse minéenne aux mains levées » (*The Minoan Goddess With Uplifted Hands*) ainsi que son excavateur S. Marinatos l'avait nommée, arbore trois capsules de pavots fichées au sommet de sa tiare. Elle a depuis été renommée « Déesse du pavot, patronne de la guérison » (*The Poppy Goddess, Patroness of Healing*). Mentionnons également que, sur le même site archéologique de Gazi, fut trouvée une pipe à opium en céramique. Quant au célèbre site grec de Mycènes, l'archéologue grec C. Tsountas y découvrit entre 1886 et 1906, un assortiment

[48] McKenna T., 1992, *Food of the Gods* : xx (référence à l'ouvrage de Riane Eisler (1987), *The Chalice and the Blade*).

[49] Même si Belon et Charas, respectivement aux XVI^{e} et XVII^{e} siècles, décrivent la prise d'opium par les Turcs avant d'aller au combat. La vigueur et la force du Turc devaient, pensait-on à l'époque, beaucoup à l'opium : Butel P., 1995, *L'opium, histoire d'une fascination* : 25, 33.

d'aiguilles de bronze à tête de pavot qui, selon le pharmacognosiste P.G. Kritikos, étaient non pas des broches mais des *yen-hoks* tels que ceux que les mandarins n'allaient utiliser en Chine que trente siècles plus tard : en fait, des aiguilles servant à percer les boulettes d'opium à fumer. Elles fournissent la dernière indication selon laquelle l'opium aurait été fumé à une époque antérieure à celle de la « redécouverte » orientale du procédé, ou de l'importation de sa technique, quelque trois mille ans plus tard. Mais les Grecs avaient plutôt tendance à ingérer l'opium et le faisaient en honneur de la Déesse mère, *Rhéa, Amalthéa* ou encore *Gaïa*[50]. Mais le culte de la Déesse mère semble également avoir été au centre de la civilisation de Çatal Hüyük (6000 à 5500 avant J.-C.) en Anatolie dans la haute plaine de Konya (carte 1)[51]. Le site a fourni une documentation sans égal sur la religion de l'âge néolithique et l'art qui lui était lié en permettant la découverte de statuettes féminines dont une au moins représente la Déesse mère.

Ces cultes de la Déesse mère revêtent une importance toute particulière lorsque l'on prend en compte les théories selon lesquelles les femmes auraient eu un rôle primordial dans l'apparition de l'agriculture et le développement du langage. Les femmes, en effet, ont traditionnellement eu tendance à être les cueilleuses dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs, les chasseurs étant les hommes. Elles auraient donc été d'avantage familiarisées avec les plantes que ne l'auraient été les hommes, ce qui aurait, selon certains, requis le développement d'un langage de plus en plus élaboré et précis, alors que les hommes, chasseurs, auraient eu des besoins plus limités[52]. En effet, la précision et la richesse de vocabulaire requises pour décrire les localisations et les détails botaniques des plantes à récolter ou à éviter sont prodigieuses, et ce, même encore de nos jours parmi les populations paysannes sédentarisées. L'horticulture, et ensuite l'agriculture, auraient ainsi pu être mises en œuvre par les femmes, en relation avec le monde végétal, les cultes des déesses ayant alors probablement émergé du rôle que les femmes avaient déjà universellement dans les mythes de création et dans les cosmogonies : *c'est la Terra Mater ou la Tellus Mater bien connue des régions méditerranéennes, qui donne naissance à tous les êtres… l'assimilation de la mère humaine à la Grande Mère tellurique est complète*[53]. A ce titre, il est intéressant de remarquer que c'est à l'endroit où s'est éteint l'un des derniers cultes des déesses, à Çatal Hüyük

[50] Latimer D., Goldberg J., 1981, *Flowers in the Blood : the Story of Opium* : 20-22.
[51] Le site n'a fourni aucune trace de graines ou de capsule de pavot : Merlin M.D., 1984, *Op. cit. :* 161.
[52] McKenna T., 1992, *Op. cit.* : 55.
[53] Eliade M., 1957, *Mythes, rêves et mystères* : 192-233.

(Anatolie, au sud de l'actuelle Konya), que l'on estime se trouver l'un des berceaux de l'agriculture[54].

Quelles que soient les conditions exactes dans lesquelles la transition entre la chasse-cueillette et l'agriculture s'est effectuée, les plantes psychoactives, et parmi elles *Papaver somniferum*, ont vraisemblablement dû participer à cette transition. En effet, le passage à l'agriculture était alors un abandon de l'intimité originelle partagée par les hommes, les animaux, les plantes et leurs esprits associés. Certains auteurs, comme P.L. Wilson, pensent que *l'expérience enthéogénique aurait été régularisée par le biais du rituel afin d'accommoder les exigences d'ordre propres à l'agriculture et afin de dépasser l'anxiété culturelle du passage à l'agriculture en trouvant une voie sûre vers les forces de la Nature, ceci dans un dessein propitiatoire et d'appropriation de la Nature*[55]. Ainsi, selon l'anthropologue J. Wilbert, *les plantes psychotropiques apparaissent dans les cultes et dans les cultures en même temps que l'agriculture. Les chasseurs-cueilleurs connaissent sans aucun doute les propriétés psychotropiques de ces plantes, mais celles-ci n'ont été ritualisées qu'avec le passage à une économie basée sur l'agriculture*[56]. Les plantes psychoactives ont été très présentes au moins depuis l'Age du Bronze, selon W. La Barre, dans les systèmes culturels des sociétés humaines, qu'elles soient nomades ou sédentaires, et quel que soit leur type d'économie. Ainsi, M.D. Merlin estime que le pavot à opium, en ce qu'il fournissait une drogue psychoactive, aurait très bien pu être incorporé dans le groupe de plantes utiles de certains des premiers groupes humains, non seulement pour ses vertus thérapeutiques, mais également en tant que *medium* divinatoire permettant l'accès aux expériences magico-religieuses[57]. S'inspirant de W. La barre, il écrit également que les premiers usages de l'opium ont tout simplement pu consister en intoxications rituelles, en divinations chamaniques, en cultes divers ou encore en rêveries extatiques[58]. Mais les usages culturels de l'opium dans des cadres rituels ou cérémoniels, s'ils semblent avoir pu exister durant les périodes pré- et protohistoriques, n'ont subsisté peut-être que dans les rituels shivaïtes qui intègrent parfois de l'opium dans leurs consommations rituelles de haschich (*charas*) : *L'opium et ses dérivés constituent la principale, et peut-être la seule, indiscutable drogue narcotique pouvant entraîner une dépendance. Mais, curieusement, considérant ses effets hallucinogènes connus, l'opium, aussi*

[54] McKenna T., 1992, *Op. cit.* : 56.
[55] Wilson P.L., 1999, *Op. cit.* : 10.
[56] *Ibidem* : 9.
[57] Merlin M.D., 1984, *Op. cit.* : 101.
[58] *Ibidem* : 97.

loin que le savoir ethnographique aille, apparaît n'avoir jamais été utilisé rituellement (à l'exception des populations pré- et protohistoriques). L'opium apparaît comme avoir été seulement utilisé médicalement en tant qu'analgésique, et de façon séculière en tant qu'euphorisant - dans les deux cas sans aucun doute parce qu'il est un vrai narcotique, induisant le sommeil, ce qui n'en permettrait pas une utilisation rituelle ; à la différence de la mescaline, la psilocybine, et dans une certaine mesure du soma[59]*, dont les intoxications gardent le sujet éveillé*[60]. L'opium, s'il a peut-être eu des usages rituels et cérémoniels lors des époques pré- et protohistoriques, ce qui reste à confirmer, semble bien toutefois les avoir perdus, ses utilisations médicales et ses vertus narcotiques seules ayant été retenues par les sociétés humaines. Pour le meilleur et pour le pire donc.

1.1.2.2. L'opium, panacée historique

L'opium a très tôt fourni à l'humanité une drogue puissante et précieuse qui permettait de soulager maux et douleurs. On peut penser que les propriétés analgésiques de *Papaver somniferum* ont pu être découvertes au cours des temps préhistoriques, le mode de consommation ayant quant à lui probablement été limité aux décoctions. En effet, le procédé, même simple, de récolte de l'opium requiert des outils et une technique qui n'ont pas dû être développés avant au moins la fin des temps préhistoriques. Mais les exemples historiques sont particulièrement nombreux des applications médicinales des dérivés opiacés, l'opium lui-même ayant constitué une véritable panacée pour d'innombrables populations européennes et asiatiques.

L'homme a ainsi dû être en mesure de réduire considérablement l'intensité et la permanence de certaines des douleurs qui l'affligeaient : *nous savons que l'homme s'est très tôt tourné vers l'utilisation des narcotiques comme l'opium, l'alcool, et la mandragore pour atténuer ses douleurs mais qu'aucun de ces narcotiques n'était réellement efficace contre la tourmente que représentaient les douleurs intenses*[61]. Il est également fort probable que les qualités analgésiques du pavot à opium ont dû susciter à son égard une considération toute particulière de la part des

[59] *Mot sanskrit qui signifie simplement «jus» (obtenu par pressurage d'une substance végétale) et qui désigne dans la religion védique l'élixir d'immortalité, le nectar, l'ambroisie* : in *Encyclopaedia Universalis*, 1999, Version 5. Voir Wasson R.G., Kramrisch S., Ott J., Ruck C.A., *Op. cit.* : Wasson estime que la plante du même nom que le breuvage est en fait l'amanite tue-mouche ou fausse oronge, l'*Amanita muscaria* L. Voir entre autres : Heim R., 1978, *Les champignons toxiques et hallucinogènes* où l'auteur décrit les liens tissés entre les règnes humain et fongique.
[60] La Barre W., 1980, *Op. cit.* : 68.
[61] Merlin M.D., 1984, *Op. cit.*, (citant Malcom, 1971 : 61) : 96.

populations l'utilisant, son rôle de panacée dans les pharmacopées traditionnelles d'alors s'ajoutant aux modifications de la perception que sa consommation entraîne : *Les cultures primitives, où la maladie et la mort sont généralement attribuées à des causes surnaturelles, ont pendant longtemps accordé aux plantes psychoactives un rang élevé, même sacré, dans leurs pratiques magiques, médicales et religieuses, leur ethnopharmacologie valorisant souvent plus les effets « médicinaux » que physiologiques*[62].

L'opium, ou du moins le pavot à opium, nous l'avons dit, a perdu son double usage, cérémoniel et médicinal, pour n'être plus consommé que pour ses multiples vertus thérapeutiques. L'usage qualifié de récréatif, lui, ne s'est réellement développé pour atteindre l'importance qu'on lui connaît maintenant qu'encore plus tard. C'est dans le monde grec de l'époque archaïque, vers 600 avant J.-C., qu'un changement s'opère, le monde magique étant peu à peu remis en question par celui de la raison. C'est à cette époque également que l'institution du *pharmakos* (lapidation à mort des lépreux, lors des épidémies ou des famines par exemple) disparut. C'est d'ailleurs de ce traitement sacrificiel des maladies que nous vient le terme de pharmacologie[63]. La tradition de la médecine masculine prenait le pas sur la magie de Déméter, la puissante déesse de l'agriculture qui engendra le pavot, avec l'apparition d'Asclépios (Esculape en latin) qui devient l'avatar du docteur-prêtre, trait d'union entre les médecines divine et humaine : la médecine helladique[64] primitive se dépouillait peu à peu de son caractère mythico-religieux originel[65]. Les statues d'Asclépios étaient couronnées de capsules de pavots et les premiers sanatoriums dignes de ce nom furent construits en relation avec les temples l'honorant. C'est d'ailleurs au grec Hippocrate (460-377 avant J.-C.), le père de la médecine moderne, l' « Asclépiade de Cos » comme l'avait appelé son contemporain Platon, que l'on attribue les écrits de la faculté des Asclépiades. Pour Hippocrate donc, l'opium était moins une drogue magique qu'un supplément nutritionnel et il distinguait les propriétés des différents pavots comme les différents états de fraîcheur de l'opium. Quant à Galien (129-216 après J.-C.), grec également, qui fut le dernier des grands Asclépiades, un alchimiste de renom et peut-être le père de la pharmacologie, on lui attribue les techniques

[62] *Ibidem*, (citant Schultes, 1969 : 245) : 98.
[63] Latimer D., Goldberg J., 1981, *Op. cit.* : 24.
[64] *C'est à la suite des travaux d'Arthur Evans en Crète, au début du XXe siècle, que l'histoire de la Grèce continentale à l'Âge du bronze (IIIe et IIe millénaire av. J.-C.) fut caractérisée par le terme d'Helladique, qui la distinguait de la Crète (domaine minoen) et des Cyclades (domaine cycladique)* : in *Encyclopaedia Universalis*, 1999, Version 5 : Treuil R., Vol. 11, p. 269.
[65] Coury C., *Encyclopaedia Universalis*, 1999, Version 5 : Vol. 14 : 797.

d'application du suppositoire d'opium[66] et la première préparation publique de la thériaque[67] dont l'un des soixante-quatorze ingrédients était l'opium. La thériaque fut ensuite réservée aux pharmaciens de la république de Venise, puis, à partir du XV^{e} siècle, aux collèges de pharmaciens de Lyon et de Paris, avant que son usage ne soit abandonné à la fin du XIX^{e} siècle.

Toutefois, toujours en Europe, c'est le médecin suisse Paracelse[68] (1493-1541), qui joua un rôle considérable dans l'histoire de la médecine, mais aussi de celle de la philosophie et des religions, qui aurait, selon la légende qui l'entoure, appelé l'opium « la pierre de l'immortalité »[69] et aurait déclaré posséder un remède secret, le laudanum[70], censé être supérieur à tous les autres. L'opium entrait dans la composition du laudanum dans une proportion d'environ 25 %. Mais comme Ibn Sina et d'autres, Paracelse était lui-même consommateur d'opium, le pommeau creux de son épée ayant même probablement servi à dissimuler son opium personnel[71].

Quant au Moyen-Orient, c'est à Bagdad, où le calife Harun al-Rashid installa sa capitale en 880 et créa la célèbre université avec son fils le calife al-Mamun, que le médecin personnel de ce dernier, Hunayn ibn Ishaq, référença les usages pharmacologiques de Dioscoride et de Galien en faisant tout particulièrement référence à leurs utilisations de l'opium. Le confrère de Hunayn, Abulhassan al-Tabari, fait mention des multiples propriétés de l'opium dans la première encyclopédie arabe en 850. La dépendance induite par la consommation d'opium était décrit dès 1030 dans le monde arabe (phénomène décrit par Al-Biruni[72]) et Abdulla ibn al-Nafis, qui remarquait vers 1250 dans son *Sharh al-Qanum* que l'opium était une drogue (*narcotic*) puissante qui soulageait les douleurs, notait également ses effets secondaires néfastes sur la volonté et la raison. Les patients d'alors, souffrant d'ulcères, de tuberculose, de malaria ou encore de migraines chroniques apprirent sans aucun doute à tolérer de fortes doses d'opium. Les problèmes de dosage

[66] Latimer D., Goldberg J., 1981, *Op. cit.* : 28-29.
[67] La thériaque est un ancien remède dont l'origine remonte au début du I^{er} siècle, qui aurait été inventé par Mithridate et vulgarisé par Andromaque, le médecin de Néron. La thériaque tient son nom de ce qu'elle était supposée soigner des morsures des bêtes sauvages, ou malfaisantes selon l'étymologie.
[68] De son vrai nom, Theophrast Bombast von Hohenheim
[69] La « pierre de l'immortalité » est l'équivalent médical de la « pierre philosophale » qui, en alchimie, pratique née dans l'Egypte ancienne, permet de réaliser la conversion en or de tout métal vulgaire. Dans ses utilisations thérapeutiques, le pierre est une panacée soulageant tous les maux, une médecine universelle et un élixir de longue vie.
[70] Le laudanum, mis au point par l'Anglais Thomas Sydenham (1624-1689), est une « teinture alcoolique d'opium safranée et parfumée à la cannelle ou à la girofle, qui devint au XIX^{e} siècle une sorte d'apéritif fort apprécié » : *Encyclopaedia Universalis*, 1999, *Op. cit.* : « Opium ».
[71] Booth M., 1998, *Op. cit.* : 24.
[72] Baasher T.,1983, *The use of drugs in the islamic world*, in Edwards G., Arif A., Jaffe J., (Ed), 1983, *Drug Use and Misuse : Cultural Perspectives* : 28.

devaient être particulièrement importants puisque ce n'est que vers 1010, qu'Abu 'Ali al-Husayn ibn Sina (Avicenne, 980-1037) put mettre au point le standard de la dose d'opium. Faisant partie de l'hôpital mondialement connu de Bagdad, qui fut le premier à avoir ses propres pharmacie et dispensaire, Ibn Sina était familier des symptômes d'empoisonnement à l'opium. Dans son ouvrage fondamental, *Kitab al-Shifa'* (Livre de la guérison de l'âme), il traite des thérapies permettant de remédier à ces problèmes d'overdose. Mais il travailla également sur une variable qui posait beaucoup de problèmes à l'établissement d'un dosage précis : les grandes variations de la teneur en morphine (laquelle n'était bien sûr encore ni connue, ni isolée) présentées par des opiums de provenances différentes. Ibn Sina s'attacha donc à essayer de standardiser les techniques de culture et de sélection[73]. Ce qui ne l'aura pas empêché de mourir lui-même d'une overdose d'opium en 1037 en Perse[74].

Si les propriétés médicinales de l'opium étaient donc connues des Grecs, des Romains et des Arabes, les Egyptiens, quant à eux, l'utilisaient bien sûr aussi, celui de Thèbes, tellement célèbre et puissant, ayant même donné son nom à l'un des alcaloïdes de l'opium, la thébaïne. Et le célèbre papyrus (datant d'environ 1600 avant J.-C.) retrouvé par G. Ebers à Louxor (carte 1), donnait déjà les recettes de fabrication de remèdes pour toutes les parties du corps, en intégrant l'opium dans la composition de plus de 700 d'entre eux, et, plus tard un papyrus de Ramsès II (1279-1213 avant J.-C.) vantait aussi les mérites de l'opium. L'opium occupe également une place de choix dans le traité vétérinaire et gynécologique du papyrus de Kahun, premier document connu traitant des maladies du bétail. F.L. Griffith, qui le découvrit, l'estime dater de 1900 avant J.C[75].

Quant au monde indien on n'y trouve pas de références à l'opium dans les textes hindous classiques que sont les *Vedas*, les *Puranas* et les premiers classiques médicaux comme le *Charaka Samitha* (III^{e} au II^{e} siècle avant J.-C.) ou le *Sushruta Samhita* (V^{e} au IV^{e} siècle avant J.-C.). Les premières n'apparaissent qu'à partir du XII^{e} siècle : comme dans le *Ashwavaidyaka*, un traité médical écrit par Jayaditya entre les XII^{e} et XIII^{e} siècles. Les écrits ayurvédiques comme le *Dhanwantari Nighantu* (1374) et *Raja Nighantu* (1450) ont décrit les propriétés, les effets et les prescriptions du cannabis comme de l'opium, et l'importance donnée à ces deux drogues ne fera

[73] *Ibidem* : 35-37.
[74] La Barre W., 1980, *Op. cit.* : 66.
[75] Booth M., 1998, *Op. cit.* : 16. *Encyclopaedia Universalis*, 1999, Version 5 : Froget J., Vol. 14 : 821 b et Vol. 23 : 507.

ensuite qu'augmenter dans les travaux ayurvédiques des siècles suivants[76]. Enfin, en Chine, et selon le Dr. Eldein, le terme de pavot était mentionné dans un texte médical du X^e^ siècle sous des noms attribués au millet (*minang* et *yingsu*). Plus tard, les écrits médicaux compilés par Sung en 1057 mentionnent la large présence du pavot en Chine ainsi que la grande importance de sa culture ornementale[77].

Mais c'est la médecine occidentale moderne qui a permis de faire des progrès réels et remarquables permettant l'exploitation des potentiels du pavot à opium, ouvrant ainsi la voie aux nouvelles avancées de la chirurgie. Ainsi, au début du XIX^e^ siècle, les recherches de trois pharmaciens européens, F. Derosne, A. Seguin et F.W. Sertürner, ont mené, à partir de l'opium, à la découverte du premier alcaloïde connu, la morphine. Les deux premiers, français, ont étudié les constituants de l'opium en 1803 et 1804, mais c'est l'Allemand Sertürner qui, à travers la publication de ses travaux en 1805-1806 et 1817, a montré, en l'isolant, que la substance cristalline précédemment entrevue était un « alcali végétal », ou alcaloïde, combiné dans l'opium à l'acide méconique. La codéine, elle, fut isolée par le Français P.J. Robiquet en 1832 et l'héroïne, un dérivé diacétylé de la morphine, synthétisée en 1898 par le chimiste allemand Dreiser. La découverte de la seringue hypodermique, attribuée au Français C.-G. Pravaz[78] en 1851, d'une part, et celle de la morphine d'autre part, mais surtout leur utilisation conjointe lors de la guerre de Sécession des Etats-Unis (*American Civil War* : 1861-1865) et, de celle dite « franco-prussienne » (1870-1871), ont depuis fortement développé le phénomène de toxicomanie tel que nous le connaissons. Les dérivés opiacés allaient ensuite être multipliés, les chimistes ne cessant de mettre au point de nouvelles formules : la thébaïne, par exemple, qui est plus un stimulant qu'un narcotique, allait servir de base à l'élaboration de centaines de produits chimiques connus sous l'appellation de « composé de Bentley » dont l'un des éléments, l'étorphine, est peut-être 1 000 à 3 000 fois plus puissant que la morphine. L'étorphine est ainsi, relativement à son poids, la drogue la plus puissante au monde[79].

Le pavot à opium, l'opium, et ensuite les nombreux dérivés opiacés, ont constitué un apport vital à l'humanité, atténuant les douleurs depuis les temps préhistoriques et permettant à la

[76] Kapoor L.D., 1995, *Op. cit.* : 10.
[77] Husain A., Sharma J.R., 1983, *Op. cit.* 27.
[78] La question de l'attribution de la découverte de la seringue hypodermique n'est toujours pas résolue, le terme de *ipodermic* ayant été créé pour sa part en 1854 par le Dr. C/ Hunter de l'hôpital Saint-Georges de Londres, après que le Dr. A. Wood of Edinburgh en ait perfectionné un modèle en 1853 : Booth M., 1998, *Op. cit.* : 72.
[79] Hogshire J., 1994, *Op. cit.* : 50.

médecine chirurgicale de faire d'immenses progrès. L'histoire du *Papaver somniferum* est donc intimement liée à celle de l'homme, à ses religions, ses mythes et légendes, ses guerres et ses souffrances, ses sciences. Mais si l'immense majorité des apports des opiacés aux sociétés humaines est bénéfique, le pavot à opium a également, et de tout temps, été un *Janus bifrons*, capable d'atténuer les douleurs comme de les induire. La toxicomanie est en effet indissociable du phénomène opiacé comme nous le montrent l'opiomanie, la morphinomanie et l'héroïnomanie.

1.1.2.3. Opium et toxicomanie : les drogues illicites

Le champ lexical est caractérisé par un flou conceptuel important, tout comme les notions qui composent le domaine d'étude des narcotiques, des drogues et de la toxicomanie : certaines d'entre elles doivent être définies. La toxicomanie[80] par exemple, cet *état d'intoxication engendré par la prise répétée de substances toxiques*[81], est un terme qui comme « toxique », vient du grec *toxicon*, « poison pour flèches », lui-même dérivé de *toxon*, « arc, flèche ». Ainsi, R.E. Schultes et A. Hofmann conviennent *d'appeler toxiques les substances végétales, animales ou chimiques qui, ingérées pour des raisons non alimentaires, ont sur l'organisme des effets biodynamiques*. Ils rappellent également la différence qui existe entre le langage courant et le langage scientifique, concernant par exemple l'emploi du mot « narcotique » ; étymologiquement, il signifie *qui assoupit, engourdit la sensibilité*, du grec *narkôtikos* : on ne peut donc pas qualifier comme tels tous les produits provoquant une accoutumance[82]. Il est intéressant de mentionner ici qu'un des alcaloïdes de l'opium porte le nom évocateur de narcotine.

Les substances narcotiques contenues dans l'opium et ses dérivés sont ainsi célèbres pour les diverses toxicomanies qu'elles peuvent induire chez leurs consommateurs mal avertis. En effet, opiomanie, morphinomanie et héroïnomanie ont jalonné l'histoire des rapports que l'homme a pu établir avec la plante-mère qu'est le pavot à opium. Opium, morphine, héroïne sont également

[80] On parle, à propos des substances qui, lorsqu'elles sont consommées, impliquent une augmentation progressive des prises (dans le temps comme en quantité) afin que les effets restent de même intensité, de tolérance. La toxicomanie, ou l'assuétude, est cette très grande dépendance physique, plus que psychologique, qui est entraînée par la consommation abusive d'une telle substance toxique et qui requiert que le consommateur procède à un sevrage afin d'y mettre un terme. Le terme d'addiction, qui tend à être de plus en plus employé dans la langue française, est d'origine anglaise et s'apparente plus à la notion de dépendance que de toxicomanie, puisqu'il peut être question de pratiques addictives sociales sans rapport avec des substances toxiques (jeu, sport, travail, sexe…). L'avantage du terme d'origine anglaise est de pallier, avec « addictif » à un déficit de la langue française

[81] Définition du Nouveau Petit Robert, 1994.

[82] Schultes R.E., Hofmann A., 1993, *Op. cit.* : 10.

considérés comme des drogues. L'acception moderne du terme de drogue implique celles de dépendance et de toxicomanie alors que la signification première est celle d'*ingrédient, matière première employée pour les préparations médicamenteuses*. E. Jünger estime ainsi que *dans notre contexte, la « drogue » est une matière qui provoque l'ivresse…Pour produire l'ivresse, il faut recourir non seulement à une certaine substance, mais aussi à une quantité donnée ou à un degré précis de concentration*[83].

C'est là probablement que peut figurer une définition de la drogue qui conserve un relativisme nécessaire. L'importance du dosage et de la fréquence de consommation d'une substance donnée peut en effet déterminer la façon dont celle-ci va agir sur l'organisme, comme un spiritueux ou un stupéfiant, comme un remède, comme un poison mortel ou encore comme une « drogue » provoquant une accoutumance dangereuse. Paracelse écrivait ainsi au XVI^{e} siècle qu'*il y a du poison dans toute chose et* qu'*il n'est rien sans poison. Qu'un poison le devienne ou pas, ne dépend que de la dose*[84]. Si l'exemple des opiacés peut témoigner d'une telle ambivalence lorsque l'on considère ses usages thérapeutiques *versus* ses usages « récréatifs », celui du muguet ne l'est pas moins, puisque le simple fait d'en inhaler les émanations dans de grandes proportions peut s'avérer fatal. Quant au menthol à l'état pur et à l'essence de mélisse, par exemple, ce sont également de puissants stupéfiants[85]. Mais si la définition de la drogue peut être donnée en fonction de la présence dans certains produits de composés chimiques particuliers, elle relève également de la législation internationale sur les stupéfiants. Ainsi, entre 1909 à Shanghai et 1988 à Vienne, la tenue de nombreuses conventions internationales promues par les Etats-Unis a permis de classifier et de réglementer la production, le commerce et la consommation des produits définis comme stupéfiants, de l'opium aux tranquillisants en passant par les hallucinogènes. Mais là encore l'ambivalence subsiste puisque la nature de l'emploi d'une même substance peut en elle-même déterminer son caractère licite ou illicite. On peut alors peut-être estimer avec J. M. Pelt, que la drogue, outre la nature des effets biodynamiques qu'elle induit, se définit essentiellement

[83] Jünger E., 1973, *Approches, drogues et ivresse* : 30-31.
[84] Schultes R.E., Hofmann A., 1993, *Op. cit.* : 10. *Pharmakon* signifie d'ailleurs aussi bien poison que médicament.
[85] *Déjà employé empiriquement au XVIe siècle, en Allemagne…, contre les palpitations et pour «fortifier le cœur», le muguet reste utilisable en cardiologie, au voisinage de la digitale et du strophantus africain* ; *le menthol stimule les nerfs moteurs et sensitifs mais restreint leurs réactions en cas d'excitation anormale (douleur). Aussi les menthes sont-elles à la fois stimulantes, sédatives et antispasmodiques... L'essence est antiseptique, bactéricide*. La mélisse, à doses médicinales, est quant à elle *un excellent antispasmodique doublé d'un stimulant* : in *Encyclopaedia Universalis*, 1999, Version 5 : *Op. cit.*

par *les rapports qu'elle entretient avec celui qui la consomme*[86] et qu'elle doit donc être replacée dans un contexte culturel donné, relativisme culturel et relativisme historique s'avérant ainsi complémentaires.

Le phénomène de dépendance[87] aux opiacés ne date bien entendu pas d'aujourd'hui, comme les expériences d'Ibn Sina et de Paracelse semblent nous l'indiquer. Mais c'est en Chine que la plus importante dépendance s'est développée. L'opiomanie qui a sévi en Chine n'a jamais eu d'égal par la suite, où que ce soit dans le monde. En effet, le poids de la population concernée et son importance relative par rapport à la population totale étaient démesurés : parmi une population totale d'environ 415 millions de personnes, un homme chinois sur deux fumait de l'opium en 1890 mais seulement très peu d'entre eux étaient considérés comme « intoxiqués » : ainsi, à Changsha, chef-lieu de la province du Hunnan, seuls 2 % des hommes étaient de véritables opiomanes[88]. A l'autre extrémité du commerce triangulaire dans lequel les Britanniques avaient intégré l'opium, en Angleterre, où dès le XVIII^{e} siècle la tisane de pavot constituait un remède des plus courants, la consommation d'opiacés, récréative et thérapeutique, s'est très vite répandue parmi les différentes couches de la population. En vente libre, le laudanum, cette teinture alcoolique d'opium, permettait à la classe ouvrière de pratiquer une certaine forme d'automédication[89]. Le développement de la consommation d'opiacés dans l'Angleterre du XIX^{e} siècle peut s'expliquer de plusieurs façons. Mais ce qu'il est particulièrement intéressant de noter, c'est que la popularité grandissante des remèdes narcotiques s'est déclarée à un moment bien précis de l'histoire socio-économique britannique. Ainsi, *l'augmentation de la consommation de masse de narcotiques semble être partie intégrante de la transformation des modes de vie des années 1800*[90]. A. McCoy explique que la révolution industrielle et les modifications profondes des modes et des rythmes de vie comme de travail ont très fortement influé sur la nature et la quantité des aliments consommés. Ainsi les régimes alimentaires ont-ils été modifiés, reflétant des besoins énergétiques différents : la

[86] Pelt J.-M., 1983, *Drogues et plantes magiques* : 14.
[87] La notion de dépendance fut définie en 1964 par l'Organisation mondiale de la santé : *État psychique et quelquefois également physique résultant de l'interaction entre un organisme vivant et un médicament, se caractérisant par des modifications du comportement et par d'autres réactions, qui comprennent toujours une pulsion à prendre le médicament de façon continue ou périodique afin de retrouver ses effets psychiques et quelquefois d'éviter le malaise de la privation. Cet état peut ou non s'accompagner de tolérance. Un même individu peut être dépendant à plusieurs médicaments* : O.M.S., Rapport technique no 407, 1969.
[88] Butel P., 1995, *Op. cit.* : 378.
[89] Butel P., 1995, *Op. cit.* : 37.
[90] McCoy A., 1972, *The Politics of Heroin in Southeast Asia*, New York, Harper & Row, 464 p. ; 1991, *The Politics of Heroin : CIA Complicity in the Global Drug Trade*.

consommation individuelle de sucre a été multipliée par quatre entre 1850 et 1900 et celle de thé par trois. La composition d'un petit déjeuner typique d'alors est d'ailleurs intéressante à plus d'un titre tant elle met en relief une certaine théorie des *synergies des drogues commerciales*[91] : *une saucisse de bœuf d'Argentine, un œuf ou deux de Chine, et une tasse de thé indien ou chinois enrichi de deux ou trois cuillères de sucre des Caraïbes*[92]. Si le régime alimentaire britannique était très dépendant des productions exotiques et permettait aux ouvriers de maintenir un niveau de performance constant durant leurs journées de labeur, ceux-ci n'hésitaient ensuite pas à se tourner vers une automédication à base de narcotiques pour soulager leurs maux quotidiens. La révolution industrielle a donc joué un rôle certain dans le recours massif aux opiacés qui fut opéré, en Angleterre et aux Etats-Unis.

Il est donc facile d'imaginer à quel point la dépendance aux opiacés a pu se développer. C'est l'ensemble du monde occidental qui a connu des vagues successives d'opiomanie, de morphinomanie puis d'héroïnomanie. L'opiomanie a eu tendance à être un phénomène de mode, les cercles littéraires et artistiques ayant compté de nombreux consommateurs. La morphinomanie s'est quant à elle développée par l'intermédiaire de la médecine et de la chirurgie qui avaient trouvé là une drogue miracle. La dépendance à la morphine n'avait pas été prévue car, d'une certaine façon, le phénomène de dépendance, appréhendé empiriquement, était associé à l'ingestion d'une drogue et non à son injection[93]. Mais la vague de toxicomanie qui suivit la guerre de 1870 et la guerre d'Indépendance des Etats-Unis remit brutalement en question ces *a priori*. L'héroïne, synthétisée en 1898 eut une action providentielle sur les tuberculeux incurables et l'on découvrit que sa consommation par les morphinomanes supprimait leur dépendance. On se rendit ensuite compte, bien sûr, que l'héroïne n'était pas la drogue salvatrice que l'on pensait. La facilité avec laquelle l'héroïnomanie s'est développée est d'autant plus compréhensible que l'héroïne est une variante moléculaire de la morphine, qui permet une distribution de drogue au cerveau en quantité beaucoup plus importante que celle-ci. D'autre part, le désavantage majeur de la morphine comme de l'héroïne réside dans la courte durée de leurs effets qui implique une consommation

[91] McKenna T., 1992, *Op. cit.* : 183 : Ainsi la consommation de sucre augmenta entre autres grâce aux boissons excitantes (thé, café, chocolat) qui permettaient sa diffusion en même temps que la leur. Et lorsque le marché du thé s'effondra, son système de distribution, dont la mise en place et les investissements avaient été réalisées par la British East India Company, servit à la production et à la vente de l'opium qui se sont faites par l'exploitation d'une population chinoise restée jusqu'alors à l'écart du système colonial proprement dit.
[92] McCoy A., 1991, *Op. cit.*
[93] La dépendance était en effet associée à la faim et supprimer l'ingestion de la drogue, pensait-on, en supprimerait également l'appétit (de *appetitus*, désir) : Booth M., 1998, *Op. cit.* : 72.

sans cesse répétée[94]. Mais ces phénomènes de dépendance aux opiacés eurent notamment comme conséquence de générer toute une série de conférences internationales visant à réglementer la production, la consommation et le commerce des drogues qui devinrent licites ou illicites, promouvant un fort et long mouvement prohibitionniste qui, jusqu'à nos jours, conditionnera les nature et structure de l'économie illégale des drogues illicites.

1.1.3. L'opium et son commerce : de l'émergence du narcotrafic

1.1.3.1. Le commerce antique des opiacés

L'histoire de l'opium et de ses dérivés est indissociable de celle de leur commerce. Etablir avec précision l'origine du commerce des opiacés n'est pas chose facile mais on peut imaginer que les premiers échanges ont dû être établis peu de temps après la découverte par l'homme du *Papaver somniferum*. L'histoire du commerce de l'opium et de ses dérivés indique une augmentation et une transformation progressives des échanges qui sont passés entre autres du domaine licite à celui de l'illicite. Quelle qu'en ait été l'origine, il semble que l'Europe ait connu des échanges de produits issus du pavot pendant plusieurs millénaires. L'existence des premières routes commerciales européennes d'une part et celle, d'autre part, des sites palafittiques suisses, ont amené certains à penser que le pavot pouvait bien être en fait une espèce de la flore préhistorique suisse d'origine exotique. Le pavot aurait ainsi très bien pu y être apporté il y a quelque cinq mille ans au cours des premières migrations des agriculteurs dans la région suisse. Deux routes auraient été empruntées lors de ces migrations néolithiques durant lesquelles le pavot à opium aurait pu être diffusé. La route septentrionale passait par la côte méditerranéenne et remontait la vallée du Rhône alors que la route occidentale continentale, qui reliait le monde danubien et des Balkans à la Suisse actuelle, contournait les Alpes par le nord (carte 1)[95].

Que le pavot à opium ait été originaire d'Europe comme il est parfois supposé ne change rien au fait qu'il ait été très tôt intégré dans les échanges commerciaux qui ont dû accompagner les premières migrations reliant des écosystèmes différents. Il a également été suggéré que des graines de pavot et de l'opium auraient été inclus dans les échanges commerciaux des Sumériens. Cette

[94] Hogshire J., 1994, *Op. cit.* : 51.
[95] Merlin M.D., 1984, *Op. cit.* : 147-148.

civilisation qui se développa en Mésopotamie, entre le Tigre et l'Euphrate, avait développé certaines techniques telles que celles du labour, de l'irrigation, de la roue, de la voile maritime et même de l'écriture. Les Sumériens développèrent également à travers leur empire un vaste réseau commercial qui atteignait l'Inde et l'Egypte et qui reliait les marchés mésopotamiens majeurs avec les côtes orientales de la Méditerranée (Ezéchiel et Hérodote en mentionnent les caravanes de camélidés par exemple). Graines de pavot et opium ont ainsi dû être échangés pendant des milliers d'années, que ce soit par voie maritime ou par voie continentale[96].

Les Egyptiens quant à eux pratiquaient sans aucun doute le commerce de l'opium, en l'occurrence celui de l'*opium thebaicum* dont la réputation était déjà assurée au XIII^{e} siècle avant J.-C. et dont les échanges se développaient alors rapidement[97]. Si les Egyptiens en firent le commerce, l'opium, pour des raisons non expliquées, ne semble avoir été l'objet d'échanges particuliers ni chez les Grecs, ni chez les Romains. Ainsi, M. Booth remarque que, *curieusement, ni les Grecs ni les Romains n'ont répandu l'usage de l'opium dans leurs territoires, et ils n'ont pas considéré l'opium non plus comme une denrée commerciale de statut international*.[98]

Pour ce qui est des Arabes, ils ont très tôt compris le potentiel commercial représenté par l'opium. Ayant utilisé celui-ci comme analgésique grâce au commerce développé par les Egyptiens, ils en organisèrent la production et les échanges tels qu'ils ont toujours existé depuis. Ils en répandirent l'utilisation d'autant plus facilement que leur empire s'étendait rapidement et que le commerce faisait partie intégrante de leurs traditions et était dorénavant porté par le prosélytisme associé à l'islam. Où que les Arabes aillent l'opium allait également, transporté par caravane ou par boutre, leurs navigateurs étant particulièrement habiles. Ainsi, en Europe, le commerce de l'opium ne prit de l'importance qu'après les croisades et l'invasion maure de l'Espagne et de la Sicile (carte 1)[99].

Mais avec le déclin de l'influence arabe le commerce de l'opium fut repris par les Vénitiens, Venise étant devenue le centre majeur du commerce européen. L'opium était particulièrement

---

[96] *Ibidem* : 151.
[97] Latimer D., Goldberg J., 1981, *Op. cit.* : 17.
[98] Booth M., 1998, *Op. cit.* : 21. La consommation d'opium était très importante dans les mondes grec et romain, *Papaver somniferum* occupant une place primordiale dans la pharmacopée des médecins grecs et même, avec Déméter, dans la mythologie. A Rome et selon un édit de Dioclétien de 301 après J.-C., le prix de l'opium qui, en 312, était vendu dans 793 lieux différents de la cité, était fixe et soumis à un strict contrôle. Quelque 15 % des taxes perçues dans la cité romaine provenaient alors de la vente de l'opium. Mais ni les Grecs ni les Romains de développèrent le commerce de l'opium comme les Arabes allaient le faire après eux et avant les Britanniques : Escohotado A., 1999, *A Brief History of Drugs. From the Stone Age to the Stoned Age*, 12-34.
[99] McNicoll A., 1983, *Drug Trafficking : A North-South Perspective* : 3.

prisé à cette époque en Europe puisque tous les grands navigateurs étaient entre autres chargés de rapporter la fameuse panacée de leurs voyages. Avec Vasco de Gama, les Portugais se saisirent du commerce de l'opium qu'ils achetaient en Inde où les empereurs Moghols encourageaient très fortement la culture du pavot à opium qui leur permettait d'obtenir de substantiels revenus.

Quant à la Chine, si l'opium y fut introduit comme partout ailleurs par le biais des réseaux commerciaux (carte 2), entre autres arabes, il semble néanmoins qu'il ait très bien pu atteindre la Chine avec les marchands chinois qui faisaient déjà le commerce caravanier du jade et des pierres précieuses avec l'Inde et la Birmanie au III^{e} siècle avant J.-C., *via* la Route du Jade[100]. Ou encore par l'Asie centrale (en Bactriane) où l'explorateur chinois Chang Chien (?-114 avant J.-C.) avait rencontré, en 139 avant J.-C., les descendants grecs de l'armée d'Alexandre le Grand. Mais les marins chinois auraient également pu en rapporter de leurs lointaines navigations puisqu'ils naviguaient jusqu'en Afrique dès le I^{er} siècle avant J.-C. Il est encore possible que des moines bouddhistes aient pu transmettre l'opium à la Chine lors de leurs lointaines expéditions puisque, grâce aux marchands perses et indiens, l'utilisation de l'opium était déjà connue au Tibet au cours du I^{er} siècle[101]. Quoi qu'il en soit, il semble acquis que l'opium avait pénétré en Chine avant que les Arabes et l'Islam ne l'importent. Mais les Arabes faisaient le commerce de l'opium avec la Chine, au moins pour combler les insuffisances de la production chinoise. Avec le développement sans précédent du commerce maritime en Europe, les Portugais supplantèrent les Arabes en s'installant à Macao en 1557. Ainsi, en Chine, le premier opium à ne pas avoir été importé par les Arabes devait venir du comptoir portugais de Goa en Inde. Le célèbre opium indien de Malwa (carte 5)[102], quoique moins fort que celui du Bengale, attira vite la concurrence des Hollandais puis des Britanniques qui en répandirent l'usage et la culture, à Java pour les uns, et en Chine pour les autres.

C'est en fait au moment de l'entrée des puissances maritimes européennes dans le commerce mondial, résultat des grandes expéditions, que le commerce de l'opium prit une dimension toute nouvelle : l'interpénétration et l'interdépendance des marchés allaient susciter des dynamiques

[100] Il s'agit de la route birmane du jade et non de celle d'Asie centrale, à propos de la quelle T. Zarcone, par exemple, a pu écrire. La route d'Asie centrale, qui passait par la célèbre porte de jade, *Yumenguan*, et reliait la Chine aux oasis de Khotan et Yarkand (en bordure méridionale du Taklamakan) des rivières desquelles était extraite la jadéite destinée à la Chine impériale dès le IV^{e} siècle avant J.-C. : Zarcone T., 2001, *La Route du Jade. Un voyage de vingt siècles* : 15-46.

[101] McNicoll A., 1983, *Op. cit.* : 103 ; Voir également Seagrave S., 1995, *Lords of the Rim, The Invisible Empire of the Overseas Chinese*, Londres, Corgi Books : 71-79.

[102] Région aux sols noirs très fertiles de l'est du Madhya Pradesh et du sud-est du Rajasthan.

nouvelles et poser les conditions du commerce mondial des drogues. Ainsi, avec l'observation faite de l'inhalation du tabac par l'ermite Romano Pane à la fin du XV[e] siècle à Hispaniola[103], c'est une toute nouvelle ère de diffusion des narcotiques qui s'ouvrait alors : au-delà du tabac, c'est l'opium qui allait pouvoir être fumé, comme le haschich, et plus tard, la cocaïne, le crack, et le PCP[104]. L'introduction en Asie du Sud-Est de la pipe et du tabac par les Portugais et les Espagnols, ensuite reprise et diffusée par les Hollandais, allait alors pouvoir donner à la consommation d'opium un développement que les Britanniques sauraient exploiter à merveille.

1.1.3.2. Du commerce à la guerre : le rôle des Britanniques

Avec la domination des Britanniques dans le commerce maritime mondial et l'expansion prodigieuse de leur empire, le commerce de l'opium allait, sous leur emprise, engendrer une vague d'opiomanie sans précédent et jamais égalée depuis, ainsi que deux guerres sino-britanniques dites « guerres de l'opium ». Les Britanniques devaient en effet faire de l'opium, cette drogue aux usages thérapeutiques, une drogue dite récréative qui, en même temps permettrait de rentabiliser leur politique coloniale.

Les rivalités impériales, chinoises et britanniques, et même russes et japonaises, étaient limitées ou du moins motivées par des considérations mercantiles. La stabilité résultant de l'invasion mandchoue de 1644 avait permis à l'Empire chinois de connaître une très forte vitalité économique aux XVII[e] et XVIII[e] siècles[105], et l'aisance financière chinoise de l'époque permit ainsi en 1793 à l'empereur Qianlong (r. 1735-1796) de refuser avec un certain dédain la demande commerciale officielle faite par le roi George III (r. 1760-1820)[106]. En effet, la Chine était à l'époque particulièrement fermée commercialement, et la seule concession faite aux marchands européens était l'accès au port de la ville de Guangzhou, ou Canton. Les monopoles chinois d'une part et britannique de l'autre avec la *East India Company* (1600-1858), ne prédisposaient bien entendu pas à quelque concession commerciale que ce soit. Européens et Chinois se souciaient par

[103] Le missionnaire papal Romano Pane qui accompagnait Christophe Colomb est le premier à avoir décrit l'acte de fumer du tabac dans son *De Insularium Ritibus* en 1497.
[104] McKenna T., 1992, *Op. cit.* : 196. La phencyclidine, ou PCP (ou encore *Angel Dust*) est ainsi également fumée.
[105] L'afflux massif d'argent métal en Chine pendant le XVII[e] siècle est reconnu comme étant une des causes de la grande prospérité du milieu du règne de la dynastie des Qing. La croissance chinoise s'est tout particulièrement accélérée après 1680 : Trocki C.A., 1999, *Op. cit.* : 43-44.
[106] Meyer K., Parssinen T., 1998, *Webs of Smoke : Smugglers, Warlords, Spies, and the History of the International Drug Trade* : 6-12.

exemple tout particulièrement de l'état de leurs balances des échanges respectives, cherchant à conserver, autant que faire se pouvait, leurs stocks d'or et d'argent métal.

Les Britanniques devaient d'une part faire face à des dépenses importantes en Inde, où l'armée de la *East India Company* avait ramené le nord de l'Inde dans le giron impérial avec la bataille de Plassey (1757)[107] ; et d'autre part assumer un déséquilibre grandissant des termes de l'échange avec la Chine qui étanchait la soif des Britanniques en thé en même temps qu'elle asséchait leurs coffres[108]. Les marchands britanniques trouvèrent une parade à travers le développement d'un commerce triangulaire dans lequel les opiums du Bengale et de Malwa, produits en Inde, procuraient l'argent métal nécessaire à l'achat du thé chinois exporté à Londres[109]. Mais le rétablissement, positif pour les Britanniques, des termes des échanges avec la Chine impliquait bien évidemment un déficit grandissant pour l'économie chinoise. Une crise financière se déclara bientôt en Chine, le prix en cuivre du *tael* d'argent subissant une forte inflation qui, à son tour, menaçait de provoquer une révolte parmi les paysans devant payer leurs impôts en cuivre indexé sur l'argent métal[110]. La balance commerciale du Guangdong, qui avait été jusque-là une source d'argent métal pour l'empire, s'inversa dans les années 1820 parce qu'il y

[107] La bataille de Plassey (Palashi, 150 km au nord de Calcutta et 20 km au nord du Tropique du Cancer) fut remportée par le général Robert Clive et permit aux Britanniques d'assurer leur domination sur le Bengale et d'ouvrir la plaine du Gange à leurs entreprises. L'essor de Calcutta date de cette bataille, tout comme la disparition progressive de l'influence française de l'Océan indien.

[108] Le thé qui, jusqu'à la fin du XIX^{e} siècle, était importé dans son immense majorité de Chine et n'existait pas du tout en Afrique et en Amérique, ne fut produit en quantités satisfaisantes aux Indes qu'à la fin du XIX^{e} siècle. En 1890, la Chine exportait encore plus de thé que tous les autres producteurs mondiaux réunis et elle en restait toujours, en 1910, le principal producteur. Si le thé acheté par les Britanniques l'était d'abord grâce à l'argent des mines sud-américaines (espagnoles) et aux esclaves qui l'en extrayaient, il le fut ensuite grâce à l'opium et à la nouvelle forme d'esclavagisme que son commerce, forcé faut-il le rappeler, engendra : l'opiomanie qui ne tarda pas à sévir en Chine (en fait le premier phénomène d'addiction de l'histoire humaine à cette échelle) enchaîna des millions de Chinois à la consommation ruineuse d'opium : voir Trocki C.A., 1999, *Op. cit.* : 14-32, 42-44. Entre 1792 et 1809, la *East India Company* n'exporta que 16 602 338 £ de biens vers la Chine, alors qu'elle en importa 27 157 006 £, présentant ainsi un déséquilibre de la balance des échanges de plus de 10 millions de £ : *Ibidem* : 49.

[109] Meyer K., Parssinen T., 1998, *Op. cit.* Pendant la première décennie du XIX^{e} siècle, les navires marchands qui reliaient les Indes à la Chine transportaient de l'opium (du Bengale) à hauteur de 50 % de leur chargement, et de coton indien (de Bombay) à hauteur de14 %, en plus de l'étain, du poivre et du camphre, qui, quant à eux, provenaient d'Asie du Sud-Est : Trocki C.A., 1999, *Op. cit.* : 50.

[110] La Chine n'eut une monnaie nationale qu'en 1933 et procédait jusqu'alors à son commerce extérieur grâce à des *taels* d'argent (dont celui de Shanghai était le plus célèbre). La valeur du *tael* de Shanghai variait en fonction du prix de l'argent à Londres et New York, et le commerce intérieur, qui s'effectuait en monnaie de cuivre indexée sur le prix l'argent, subissait donc les variations des cours de Londres et New York. Le prix d'un *tael* d'argent (36 grammes) avait longtemps été de mille pièces de cuivre, mais, avec l'augmentation importante des importations d'opium, les flux d'argent présentèrent un déséquilibre au déficit de la Chine et la valeur de l'argent augmenta par rapport à celle du cuivre. Une pétition adressée à l'empereur en 1838 mentionnait le problème du prix en cuivre de l'argent qui avait subitement atteint 1 600 pièces, la quantité d'opium importée ayant quant à elle été multipliée par dix entre 1820 et 1839 : voir Zhou Yongming, 1999, *Anti-Drug Crusades in Twentieth Century China* : 14-15, et Trocki C.A., 1999, *Op. cit.* : 42-44.

avait plus d'opium importé que de thé exporté. Les flux d'argent métal s'étaient donc également inversés et la révolte grondait dans les campagnes. En Inde, le monopole de la *East India Company* devait finir par céder en 1833 (*India Act*)[111] face aux assauts répétés du négoce privé dont l'opium de Malwa concurrençait celui du monopole du Bengale[112] ; et les pressions britanniques visant à ouvrir la Chine à l'opium indien se firent alors de plus en plus fortes. La consommation d'opium en Chine devenait particulièrement inquiétante et, en 1836, certains officiels chinois en proposèrent même la légalisation. Mais l'empereur Daoguang (r. 1820-1850) finit par se laisser influencer par un mouvement condamnant sévèrement la consommation et le trafic d'opium. Le principal représentant de ce mouvement était Lin Zexu (1785-1850) qui fut choisi par l'empereur pour mener une campagne antiopium telle qu'il en déclencha une guerre avec les Britanniques, la première guerre de l'opium, qui s'acheva, dans une terrible humiliation pour les Chinois, par le Traité de Nankin le 29 août 1842. L'opium, non mentionné dans le traité[113], devait finir par être légalisé en Chine en 1858 à l'issue de la seconde guerre de l'opium ou *Arrow War*[114]. Le privilège d'extraterritorialité introduit par le traité impliquait que les sujets britanniques en Chine ne puissent être jugés que par leurs propres consuls et selon leur propre système juridique. Comme le remarquent Meyer et Parssinen, *le privilège, plus tard accordé aux autres puissances étrangères, créa des zones libres de toute mesure coercitive qui seraient une fois de plus utilisées lorsque les drogues deviendraient de nouveau illégales dans la Chine du vingtième siècle*[115].

[111] Dès 1793, une brêche concernant certains marchés fut ouverte dans le monopole commercial de la Compagnie avec l'Orient ; celui dont elle disposait dans les échanges avec les Indes ayant quant à lui été aboli en 1813, 20 ans plus tôt que la perte du même privilège avec la Chine (1833).

[112] Le Bengale possédait en effet un monopole sur les immenses cultures de pavot, ce qui ne manquait pas de choquer l'opinion publique aux Etats-Unis : *In the district of Bengal alone there are nearly 1,000,000 acres devoted exclusively to the cultivation of the poppy. Its cultivation is legalized and in every way encouraged by the British Government, which has an absolute monopoly of this industry in India. The two principal districts are presided over by and under the direct control of English officials residing at Patna and Ghazipur. The Bahar agency embraces an opium field of about 500,000 acres, and that of Benares is a close second with 478,500 devoted to the cultivation of this much-talked-of drug* : New York Times, *In the Land of Opium*, 29-03-1896.
Le monopole de l'opium de la *East India Company* date de 1773, lorsque les échanges libres furent abolis par Warren Hastings : Farooqi A., 1998, *Smuggling as Subversion : Colonialism, Indian Merchants and the Politics of Opium* : 12.

[113] La première mention faite de l'opium dans les carnets de bord des navires de la *East India Company* navigant vers la Chine date de 1733 : Farooqi A., 1998, *Op. cit.* : 13.

[114] Du nom du navire chinois naviguant sous pavillon britannique qui fut arraisonné par la marine chinoise en 1856. Le *Arrow*, enregistré à Hong Kong, était l'un des très nombreux navires qui servaient à la contrebande d'opium que les Britanniques organisaient depuis les Indes jusqu'en Chine où son importation était prohibée. Suite à cet arraisonnement, les Britanniques attaquèrent Canton en 1857, et l'occupèrent, avec l'aide des Français qui cherchaient à obtenir de nouvelles concessions en Chine.

[115] Meyer K., Parssinen T., 1998, *Op. cit.* : 11.

La Chine devait en effet devenir le plus gros consommateur d'opium au monde, avec une population d'opiomanes record, mais, par l'adoption d'une stratégie de substitution aux importations et afin d'enrayer son déficit commercial grandissant, également le plus important producteur d'opium au monde. Les provinces du Sichuan et du Yunnan se prêtaient en effet particulièrement bien à la culture du pavot à opium et la production locale d'opium y connut une très importante augmentation dès les années 1860. Ainsi, les importations chinoises d'opium diminuèrent-elles après 1880 et, au début du XX^{e} siècle, la Chine produisait quelque 22 000 tonnes d'opium par an, surpassant de loin les 6 500 tonnes introduites par les Britanniques. Ce n'est qu'en 1906 que la Chine impériale décréta le premier d'une longue série d'édits visant à la suppression de la consommation, comme de la production, d'opium[116]. Les politiques mercantiles des puissances coloniales avaient déclenché un processus qu'il serait ensuite très difficile sinon impossible d'enrayer. A la fin du XIX^{e} siècle, de denrée thérapeutique, l'opium était devenu un simple produit commercial permettant de réaliser de substantiels profits et de rentabiliser des possessions coloniales très coûteuses. L'opium et son commerce forcé avec la Chine avaient donné naissance à ce qui allait bientôt devenir le narcotrafic international.

1.1.3.3. L'opium et le développement du narcotrafic international

Le trafic international de drogue tel que nous le connaissons aujourd'hui est le produit de cette longue genèse au cours de laquelle l'opium, entre autres, est devenu, d'une drogue thérapeutique licite, une marchandise illicite dont la dynamique commerciale est principalement basée sur le phénomène de dépendance des consommateurs[117]. L'expérience britannique en Chine représente en quelque sorte la première pierre de l'édifice actuel du narcotrafic, première pierre à laquelle de nombreux autres acteurs, étatiques et non-étatiques, ont rajouté la leur.

En effet, le narcotrafic actuel est la conséquence directe du commerce de l'opium tel qu'il a été mené par les puissances coloniales britannique, française, hollandaise, portugaise et espagnole. En investissant et en tirant des bénéfices substantiels du phénomène de dépendance caractérisant la consommation d'opium, les régimes coloniaux avaient trouvé dans la culture du pavot à opium une véritable manne économique qui rentabilisait en grande partie des entreprises coloniales

[116] Voir, pour plus de détails, l'ouvrage de Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.*
[117] Voir : Kopp P., 1992, *La structuration de l'offre de drogue en réseaux* ; 1992, *Les analyses formelles des marchés de la drogue*.

extrêmement coûteuses[118]. Ce sont en fait les phénomènes couplés de diffusion de la production et de la consommation d'opium en Asie par les puissances coloniales, de l'augmentation de l'opiomanie en Europe, et de la prohibition qui en a résulté, qui ont véritablement construit le narcotrafic. L'opinion publique avait commencé à se faire entendre dès les années 1870 en Grande-Bretagne en s'élevant d'une part contre les effets dévastateurs du commerce de l'opium en Chine et d'autre part contre le fléau que représentait la consommation d'opium en Inde où les quantités consommées dépassaient celles qui étaient exportées[119]. En 1874 la *Anglo-Oriental Society for the Suppression of the Opium Trade* était fondée en Grande-Bretagne, mais le combat des activistes britanniques devait s'avérer très difficile tant la presse de l'époque soutenait les hommes d'affaires et le gouvernement. Les multiples pressions, renforcées par la position moralement indéfendable tenue par le gouvernement britannique, finirent par l'emporter et aboutirent à un accord sino-britannique selon lequel l'Inde s'engageait à une réduction annuelle de dix pour-cent de ses exportations d'opium à destination de la Chine ; celle-ci, s'engageant d'autre part à diminuer d'une part ses surfaces cultivées en pavot et, d'autre part, à réduire d'un même dix pour-cent ses importations d'opium de pays tiers (Iran, depuis le port de Bouchir par exemple). Les surfaces cultivées en pavot en Chine diminuèrent ainsi de moitié entre 1905 et 1910[120].

Mais la production d'opium et le bénéfice des revenus qu'elle procurait étaient déjà bien ancrés dans les mentalités et les réflexes économiques et, avec le chaos politique de 1916 et l'ère des seigneurs de la guerre, le récent et somme toute efficace contrôle sur la production et le commerce de l'opium touchait à sa fin. Les seigneurs de la guerre, après s'être émancipés du gouvernement national chinois, dirigeaient leurs fiefs respectifs en forçant souvent les paysans à abandonner leurs cultures alimentaires pour celle du pavot, la production d'opium devenant obligatoire. La Chine reprit un certain contrôle des productions d'opium lorsque le Kuomintang (KMT) ramena un semblant de stabilité politique en 1927. Mais cette stabilité politique rétablie par le KMT avait en fait été rendue possible entre autres moyens grâce à l'opium et à son commerce, seul moyen pour les nationalistes de la *National Protection Army*[121], installés au Yunnan, de

[118] Descours-Gatin C., 1992, *Quand l'opium finançait la colonisation en Indochine*. Le Failler P., 2001, *Monopole et prohibition de l'opium en Indochine*.
[119] Booth M., 1998, *Op. cit.* : 151.
[120] Meyer K., Parssinen T., 1998, *Op. cit.*
[121] La *National Protection Army* fut créée en partie par deux généraux du Yunnan, Cai E et Tang Jiyao, après que Yuan Shikai, leader militaire et ministre réformateur lors de la fin de la dynastie mandchoue, premier président de la République de Chine (1912-1916) eût décidé de s'autoproclamer empereur. La mise à l'écart de nombreux chefs militaires par Yuan Shikai se traduisit dès 1911 par l'émergence de la province du Yunnan en tant que centre de

financer leur lutte armée, leur propagande et leurs actions politiques (carte 3). Ainsi, au Yunnan, naissaient en quelque sorte les bases du narcotrafic moderne, une région frontalière périphérique et isolée servant de refuge à une opposition politique armée qui devenait un centre précoce du trafic illicite d'opium. Celui-ci pouvait en effet passer clandestinement en Indochine française, où il gagnait, depuis le port de Haiphong, et par étapes « extraterritoriales » (Macao et Hong Kong : carte 3), le port de Shanghai[122]. *Certainement le cas de l'opium du Yunnan démontre les complexités, même l'impossibilité, qu'il y avait de mettre en vigueur des lois sur les narcotiques dans des conditions d'extraterritorialité. Plus encore, ce sont ici d'importants changements déjà en train de se développer dans le marché international de l'opium que cela souligne. Alors que les réformateurs européens commençaient à imposer des restrictions visant à réduire la production mondiale d'opium, les dispositions prises par les trafiquants pour assurer leur approvisionnement et leurs livraisons prenaient une importance critique*[123].

Si le Yunnan devait voir sa production chuter suite à l'éradication drastique menée par la Chine communiste, les cultures de pavot et les productions d'opium ne devaient, elles, qu'être déplacées vers les montagnes de ce qui n'allait devenir le Triangle d'Or que plus tard. Le Yunnan n'allait pas pour autant perdre l'avantage, ou l'inconvénient, de sa situation et de sa localisation géographique, comme nous le verrons dans les prochains chapitres. L'économie de l'opium était déjà en quelque sorte liée au phénomène nationaliste lorsque les Britanniques subirent l'outrage du refus commercial chinois en 1793 et qu'ils trouvèrent le moyen de forcer leur monopole protectionniste avec les deux guerres de l'opium du milieu du XIX^{e} siècle. L'opium avait donc été associé aux crises nationalistes, commerciales et / ou politiques, et l'association allait perdurer pour aboutir aux réalités actuelles du narcotrafic mondial où se mêlent les sphères de l'économique, du politique et de l'identitaire : *C'était sur ce terreau, créé par la désintégration de la Chine et des succès de la Société* [des Nations]*, que les gangsters et les politiciens allaient modeler l'industrie moderne du trafic international de narcotiques. La relation symbiotique entre le trafiquant et le politicien qui est devenue la caractéristique dominante de trafic de drogue contemporain a ses racines dans l'Asie du vingtième siècle*[124].

---

résistance de certains de ces chefs au pouvoir du futur président. Parmi les nombreux membres du KMT (parti interdit en 1913) à s'être réfugiés au Yunnan figurait notamment H.E. Zhang Yaozeng, ancien ministre de la Justice : *Ibidem*.

[122] *Ibidem*.

[123] *Ibidem* : 58.

[124] *Ibidem* : 12.

Le narcotrafic allait en effet résulter de ce complexe issu des différentes sphères de l'économique, du politique et du législatif, puisque *l'économie de la drogue rencontre son succès grâce à et malgré son illégalité*[125] et que la prohibition n'a pas pu enrayer, bien au contraire, les dynamiques qui ont fait de l'opium une drogue thérapeutique à l'origine mais dont l'ampleur de la consommation est directement liée au phénomène de dépendance qu'elle entraîne. Les aspects économiques d'un tel commerce et la place toute trouvée que celui-ci peut prendre au cœur des conflits font du narcotrafic une manne économique et un outil géopolitique sans pareils.

Conclusion

Papaver somniferum a, depuis l'époque néolithique au moins, accompagné l'homme dans ses migrations, celles-ci dissimulant ainsi les origines géographiques même de la plante. Herbacée européenne ou moyen-orientale, le pavot à opium a de toute façon évolué en interaction directe ou indirecte avec l'homme, sa sélection se faisant en partie naturellement et en partie artificiellement.

Les caractéristiques écologiques de la plante ont à l'évidence favorisé sa découverte par l'homme (sinon par la femme) qui a ensuite dû apprendre à en connaître les multiples utilisations et effets. Ce sont probablement les effets psychoactifs des différents alcaloïdes du pavot à opium qui ont provoqué chez l'homme cette fascination que l'on a pu voir traduite par exemple à travers les cultes des déesses. Les usages thérapeutiques n'ont bien sûr fait qu'augmenter cette fascination, tout en en répandant l'usage et la connaissance par le biais du commerce, l'opium et ses préparations devenant rapidement de véritables panacées très tôt vouées à un avenir commercial des plus prometteurs. La découverte des substances actives de l'opium a progressivement bouleversé la place occupée par les opiacés dans les systèmes de valeurs et les représentations.

De drogue thérapeutique, l'opium est devenu synonyme de dépendance, de fléau. Morphine et héroïne avaient changé les données, même si le phénomène d'opiomanie était connu depuis longtemps déjà. L'opium avait de tout temps été un *Janus bifrons* mais les visages qu'il présentait sont désormais encore plus ambigus. Le commerce dont l'opium et ses dérivés devaient être l'objet allait favoriser la diffusion de la plante et de ses utilisations, lesquelles seront vite condamnées et rendues illicites. D'une drogue thérapeutique, l'homme a fait de l'opium une véritable manne

[125] Uprimny R., 1996, *Le narco-trafic comme forme particulière de l'accumulation mercantile*, in Centre Tricontinental, 1996, *Drogues et narco-trafic* : 127-140.

économique, ce qui a ensuite créé, à travers le développement du narcotrafic et des modes de consommation inadaptés, un fléau social. D'une panacée, heureusement toujours utilisée, l'homme a engendré un fléau contre lequel il a dû, ou voulu, lutter. L'opium et ses dérivés appartiennent en effet à ces drogues qui collent à l'homme *comme la peau à sa chair*[126].

1.2. Du pavot à l'héroïne : culture, production, transformation et revenus

Papaver somniferum L. est cultivé dans les parties du monde les plus diverses et ses capacités d'adaptation particulièrement développées font qu'il se satisfait de conditions climatiques et édaphiques des plus variées. On le trouve en effet en Europe, en Afrique du Nord et en Afrique noire, en Australie, au Japon, en Amérique du Sud et en Amérique du Nord. Si cette herbe annuelle semble pouvoir pousser presque partout, elle se comporte bien sûr différemment selon les latitudes, les altitudes, les expositions des versants au soleil et même au vent, les températures et les précipitations, la durée et les cycles des saisons, les sols.

En tant que plante cultivée en des lieux tellement différents, les fleurs et les capsules de *Papaver somniferum* affichent une grande diversité de couleurs, de formes et de tailles, et cette diversité que l'on constate dans l'aspect se retrouve dans les rendements et dans les qualités d'opium obtenus. Tous ces facteurs influent directement sur les aspects qualitatifs et quantitatifs des productions de pavot à opium : la quantité d'opium produite comme sa richesse en alcaloïdes, surtout en morphine, dépendent de la combinaison de ces multiples facteurs. La simple évaluation des quantités d'opium produites annuellement dans le monde dépend de la connaissance des rendements du pavot à opium dont les superficies cultivées doivent être estimées, à défaut d'être connues précisément. Nous l'expliquerons, ce sont bien sûr ces premiers paramètres, ceux de la culture du pavot à opium, qui conditionneront la quantité de morphine que l'on en extraira. Il importera donc de décrire et d'expliquer d'une part les techniques de la culture du pavot à opium et, d'autre part, celles de la récolte du latex ; de son raffinement ; de l'extraction de la morphine et de sa transformation en héroïne. Enfin, après avoir précisé les rendements obtenus et les prix d'achat de ces produits respectifs, les revenus qu'ils procurent aux différents acteurs pourront alors être évoqués.

[126] Pelt J.M., 1983, *Op. cit.*

1.2.1. Le pavot à opium : botanique et agriculture

1.2.1.1. Les complexes écologiques

Le pavot à opium pousse dans des milieux très différents dont les caractéristiques résultent de facteurs variés qui sont d'ordre climatique, topographique, édaphique ou biotique. Cependant, si *Papaver somniferum* s'adapte particulièrement bien à des milieux très différents les uns des autres, c'est aussi une plante fragile dont la culture demande beaucoup d'attention et de soins.

Une grande majorité de types de sols conviennent à sa croissance, même si les plus recherchés pour sa culture sont les sols limoneux et sableux (*sandy loams*) de type lœss par exemple. De hautes teneurs en matière organique faciliteront les capacités de rétention d'eau et de drainage et empêcheront donc une stagnation des eaux qui serait néfaste pour la plante. Ces sols de faible granulométrie présentent une structure homogène qui en fait des sols arables très fertiles[127]. Ce sont les sols légers donc, dans lesquels les racines du pavot à opium pourront pénétrer sans trop de difficultés, qui sont les plus favorables à sa culture, même si tout type de sol peut convenir dès lors qu'il est consciencieusement labouré, drainé et, ou, irrigué. Par exemple, sur des sols très lourds et présentant une capacité de rétention de l'humidité élevée qui limite leur drainage, le pavot à opium se développe certes, mais sous une forme rabougrie, avec des feuilles étroites et vert pâle, des tiges fines à pédoncule unique. La floraison est alors prématurée et la production de capsules est très limitée. Néanmoins, les sols très légers, lorsqu'ils ne sont pas irrigués, ne permettent pas non plus un développement *optimum* du pavot[128]. M.D. Merlin cite Adden (1939) en montrant que le pavot à opium a été cultivé dans des conditions pédologiques diverses et variées : *Les espaces forestiers ouverts plutôt humides d'Australie, les argiles des rives du Fleuve Jaune en Chine, les rives du Gange en Inde et celles des rivières d'Iran, les sols « à coton » de Malwa, les lœss d'Asie centrale, les sols volcaniques… d'Asie mineure, les îles du Nil en Egypte (constituées quasi exclusivement de limons et de sable), les « terres noires » de Russie, les sols sableux des plaines… d'Allemagne…*[129].

La large tolérance pédologique du pavot à opium trouve un équivalent dans la grande variété de climats sous les lesquels il pousse. On le retrouve en effet sous des climats tempérés comme

[127] Husain A., Sharma J.R., 1983 : 85.
[128] Merlin M.D., 1984, *On the Trail of the Ancient Opium Poppy* : 45-46.
[129] *Ibidem* : 46.

tropicaux bien que les conditions idéales de germination requièrent plutôt des températures froides : si les semis se développent entre cinq et dix degrés, les graines peuvent germer à quelques degrés au-dessus de zéro. Ainsi, en région tropicale, les radiations solaires imposent de cultiver le pavot dans les espaces montagneux et frais[130]. Quant à la zone tempérée, Hogshire y mentionne les cultures de pavot à opium qui ont existé aux Etats-Unis en Pennsylvanie, dans le Vermont, le New Hampshire et le Massachusetts. En 1870, par exemple, les fermes de Floride, de Louisiane, d'Arizona et de Californie produisaient jusqu'à 110 kilos d'opium par hectare.

Dans les plaines d'Inde[131], comme en Asie du Sud-Ouest et du Sud-Est donc, la culture du pavot est une culture d'hiver (*rabi*) qui s'échelonne entre novembre et mars. Des études ont ainsi indiqué qu'un pavot semé trop tôt, en octobre par exemple, présenterait des difficultés de germination qui seraient dues aux températures trop élevées de la saison. A l'inverse, des semailles trop tardives provoquent une arrivée à maturité trop rapide qui se traduit par l'obtention de capsules de taille réduite, lesquelles ne produisent que peu d'opium. Ainsi, dans la région indienne de Jabalpur du Madhya Pradesh, la période *optimum* de semailles se situe durant la première quinzaine de novembre, les meilleures récoltes ayant été obtenues après avoir été semées le 15 novembre[132]. Ainsi, bien que le taux de morphine produit par le pavot dépende principalement de facteurs génétiques, des variations des rendements en opium du pavot, et en morphine de l'opium, ont été observées selon les périodes de semailles et de récolte, donc selon l'adaptation humaine aux conditions climatiques. Un temps chaud et sec lors de la récolte favorise un taux de morphine élevé alors qu'un temps nuageux et humide avec de nombreuses pluies par exemple, le fera baisser. Alors que des vents chauds et dessiccatifs lors de la période de formation des capsules réduiront la quantité de morphine produite par le pavot.

Néanmoins, certains spécialistes ont estimé que la teneur en morphine du pavot n'est pas directement liée aux facteurs climatiques, même si l'on observe effectivement une variation du rendement en morphine à l'hectare selon différentes conditions atmosphériques. C'est le rendement en opium, quant à lui directement modifié par les facteurs climatiques, qui conditionne celui de la morphine. Bien sûr, la production de morphine, qui ne dépend donc que de paramètres génétiques, peut ainsi varier en fonction des conditions climatiques qui influent sur la production

[130] Hogshire J., 1994, *Opium for the Masses* : 71.
[131] Pour un exposé des conditions et des techniques agricoles relatives au pavot à opium dans la région indienne de Malwa, voir Farooqi A., 1998, *Smuggling as Subversion : Colonialism, Indian Merchants and the Politics of Opium* : 60-90.
[132] Husain A., Sharma J.R., 1983, *Op. cit.* : 86.

d'opium de la plante. Des températures diurnes et nocturnes élevées, comme des vents d'est (en Inde) et un temps nuageux réduiront ainsi la production d'opium et, par elle, celle de la morphine, alors que des températures froides les favoriseront. De la même façon, un fort ensoleillement aura tendance à réduire les rendements en morphine mais augmentera ceux de codéine[133], malgré le fait que le pavot soit une plante héliophile au photopériodisme de jour long qui a besoin d'environ douze heures quotidiennes de radiation directe[134].

Les précipitations influent aussi bien sûr considérablement sur les productions d'opium et de morphine, comme l'importance des capacités de rétention et de drainage des sols nous l'a déjà laissé entendre. La nécessité des précipitations est fonction des taux d'humidité des sols concernés, ainsi que de leur exposition aux différents facteurs de dessiccation et d'évaporation. Des précipitations trop ou pas assez importantes peuvent bien sûr sérieusement compromettre la bonne croissance du pavot, trop d'eau entre les trentième et quatre-vingt-dixième jours de croissance réduisant par exemple considérablement la production d'opium[135]. Comme nous le préciserons, l'irrigation peut donc souvent s'avérer nécessaire, les stress hydriques pendant la période de croissance de la plante se répercutant très nettement sur les productions d'opium, et donc de morphine, des pavots. Un taux d'humidité des sols assez faible semblerait somme toute plutôt favorable[136].

Les altitudes et latitudes auxquelles le pavot à opium produirait le plus d'opium et donc de morphine sont donc fonction des climats, des températures plutôt froides et un ensoleillement limité étant recherchés : ainsi, la culture du pavot dans une région tropicale ou subtropicale exige une altitude minimum de 850 mètres. Dans le Triangle d'Or, les meilleures conditions sont trouvées sur des sols calcaires meubles et alcalins[137] situés à plus de 950 mètres, altitude à partir de laquelle l'ensoleillement, l'humidité et la fraîcheur adéquates permettent des productions

[133] *Ibidem*.
[134] Booth M., 1998, *Op. cit.* : 2.
[135] *Ibidem*.
[136] Kapoor L.D., 1995, *Opium Poppy, Botany, Chemistry and Pharmacology* : 70. Dans l'est de l'Afghanistan, dans le Nangrahar par exemple, trois qualités d'opium sont distinguées. Le *spin* et le *barani* sont considérés comme étant de mauvaise qualité, puisque provenant de pavots ayant poussé sur des sols saturés en eau pour le premier, et d'une récolte faite sous la pluie pour le second. L'opium *sur* (rouge) est quant à lui beaucoup plus considéré et peut se vendre jusqu'à deux fois plus cher que le *spin* ou le *barani*. La même chose est valable dans le sud, dans le Helmand par exemple, où les appellations changent respectivement en *jar*, *sur* et *tor* (noir) : UNDCP, 1998 (October), *Afghanistan Strategic Study #2 : The Dynamics of the Farmgate Opium Trade and the Coping Strategies of Opium Traders*.
[137] En Asie du Sud-Est, certains cultivateurs de pavot s'assurent de l'alcalinité des sols en les mâchant puisque ceux-ci ont un goût légèrement sucré : Boyes J, Piraban S., 1991, *Opium Fields* : 54 ; Vienne B., 1998, *De la production d'opium au trafic d'héroïne : l'économie du pavot à opium chez les minorités ethniques du Nord de la Thaïlande* : 52.

optimales[138]. La préférence, lors du choix de l'emplacement des essarts de pavot, va aux crêtes ou aux pentes les plus aérées, la brise et la fraîcheur étant des facteurs importants car ils contribuent à figer la résine s'écoulant des capsules incisées, résine qui, autrement, risquerait d'être perdue. Le pavot pousse donc quasiment partout, et dans presque toutes les conditions, mais sa culture est un processus précis et complexe entrepris par l'homme dans un dessein de production qui le mène à optimiser et modifier les conditions du milieu en développant des techniques particulières.

1.2.1.2. La culture du pavot à opium

Papaver somniferum est une herbacée annuelle dont le cycle de croissance est d'approximativement cent vingt jours. Arrivée à maturité, la plante peut mesurer jusqu'à 1,50 mètre et ses fruits sont des capsules de forme plus ou moins globulaire dont les péricarpes sont à la fois durs, secs et cassants. Certaines de ces capsules, selon la variété de pavot, sont déhiscentes et d'autres non. Après la fertilisation et la chute des pétales, la capsule peut se développer pour atteindre, en l'espace de deux semaines, une taille considérable qui en permettra l'incision[139].

Les semailles se font à la volée ou en poquet, le moment de l'année choisi variant selon les régions et les climats. En Inde, les semailles s'échelonnent entre octobre et novembre, comme dans le Triangle d'Or et le Croissant d'Or. En moyenne, un kilo de graines est semé à l'hectare, mais les semailles à la volée, les plus fréquentes, se font en mélangeant les graines à un volume de sable deux fois plus important. Ce sont ainsi environ trois kilos de mélange qui sont semés car le fait de mélanger du sable aux graines permet d'éviter que celles-ci ne tombent au sol en groupes trop concentrés[140].

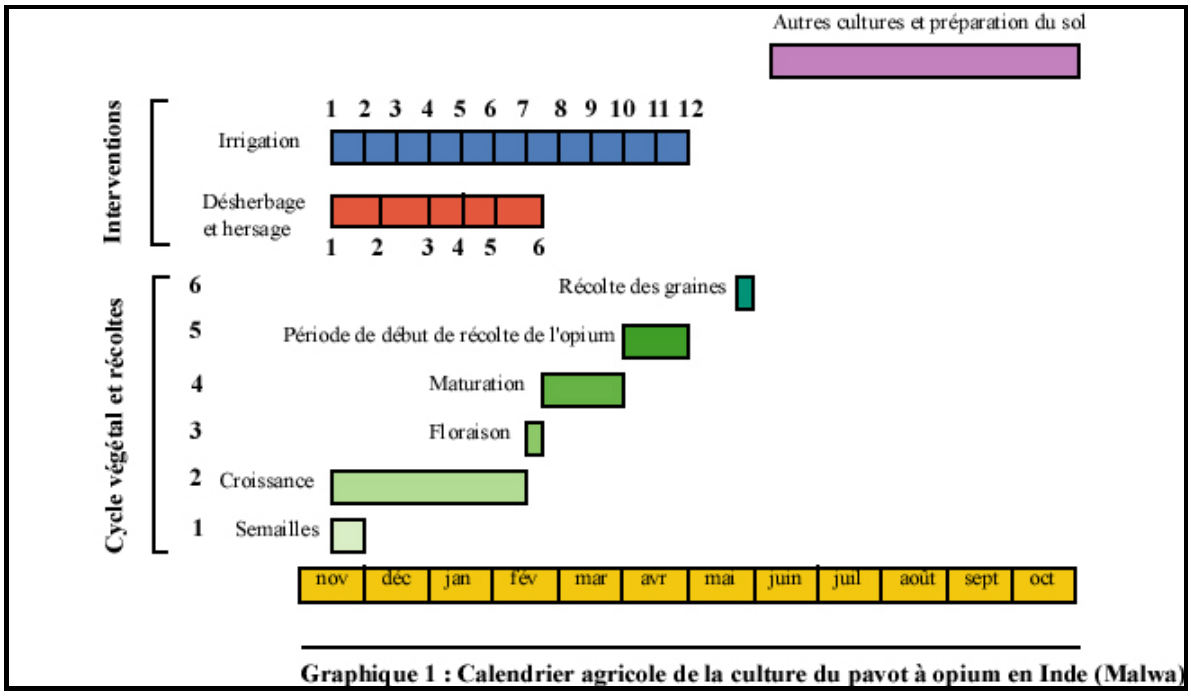
Les pavots sont certes prioritairement semés sur des sols alcalins, labourés de préférence, et sur des pentes de vingt à quarante degrés qui assureront un bon drainage, mais ils peuvent aussi l'être sur des sols légèrement acides[141]. Les parcelles fraîchement plantées sont en général hersées afin d'assurer une répartition homogène des graines, avant d'être divisées en carrés de deux à trois mètres de côté délimités par le creusement d'étroites rigoles permettant une légère irrigation. Une telle irrigation, peu importante mais fréquente, est souvent nécessaire jusqu'à ce que les graines

[138] Anderson E.F., 1993, *Plants and People of The Golden Triangle, Ethnobotany of the Hill Tribes of Northern Thailand* : 119.
[139] Kapoor L.D., 1995, *Op. cit.* : 22-23.
[140] Kapoor L.D., 1995, *Op. cit.* : 65. Booth M., 1998, *Op. cit.* : 3. Hogshire J., 1994, *Op. cit.* : 75.
[141] Hogshire J., 1994, *Op. cit.* : 74.

aient germé[142]. La germination se fait dans un laps de temps compris entre cinq et vingt jours après les semailles, et ce n'est qu'une semaine ou deux plus tard que les pavots seront éclaircis, lorsque les pousses ont atteint cinq à huit centimètres de hauteur, et de manière à ce que chaque plant soit distant des autres d'environ vingt à vingt-cinq centimètres. Certains spécialistes estiment que des semailles en rangs de dix centimètres, distant de trente centimètres, procurent de meilleurs rendements que des semailles à la volée ; et qu'une telle technique peut permettre d'obtenir une population de trois cent mille pavots à l'hectare qui produira environ trente kilos d'opium[143].La plante achève son développement au bout de deux mois, et trois à quatre désherbages et sarclages devront être effectués pendant la croissance de la plante : le premier, trois à quatre semaines après les semailles, un second environ cinquante-cinq jours après les semailles, et encore deux autres séances avant la floraison.

Graphique 1 :

Calendrier agricole de la culture du pavot à opium en Inde (Malwa)



Source : DEA, 1993 ; Farroqi A., 1998 ; Husain A., Sharma J.R., 1983 ; Kapoor L.D., 1995 ; Merlin M.D., 1984

[142] Kapoor L.D., 1995, *Op. cit.* : 66.
[143] *Ibidem*.

Une fertilisation adaptée permet également d'augmenter les rendements et les productions. De dix à vingt tonnes de fumier à l'hectare peuvent être ainsi ajoutées sur les parcelles de pavot. Dans certaines proportions, des apports en azote (N), en phosphore (P) et en potasse (K) peuvent augmenter le taux de morphine de l'opium. Ainsi un ajout de NPK selon un *ratio* de 2:1:1 pour cinquante à soixante kilos d'azote (N) favorise très nettement la croissance des plantes, leur production de graines, d'opium et de morphine. Les apports en azote favorisent également les productions d'opium et les concentrations en morphine alors que des quantités trop importantes de phosphore auront l'effet inverse et augmenteront la production oléagineuse[144].

La culture du pavot à opium demande donc la mise en œuvre d'une technique agricole certaine, les préoccupations du cultivateur de pavot étant les mêmes que celles de tout autre cultivateur. Obtenir les meilleurs rendements possibles est bien sûr le but recherché et cela consiste, entre autres, à protéger les cultures des maladies, des insectes et des intempéries (certains cultivateurs du Triangle d'Or parviennent ainsi désormais à obtenir jusqu'à cinq récoltes annuelles[145]). Le pavot à opium peut être sujet à de nombreuses infections fongiques et les attaques d'insectes peuvent également faire subir de sérieux dégâts aux cultures. Il est ainsi attaqué par certains mildious et l'on a pu observer des épiphyties de *Peronospora arborescens* par exemple. En Inde, la maladie apparaît annuellement à partir du stade de germination et, dans les cas où la plante ne meurt pas avant d'arriver à maturité, les récoltes d'opium sont grandement diminuées. Certaines maladies sont développées et diffusées par les graines elles-mêmes et, à la différence des mildious, elles ne sont que très difficilement traitables. *Pleospora calvescens* ou *papaveracea*, la rouille du pavot, peut également causer d'importants ravages dans les cultures de pavot à opium, alors que des infections de la capsule elle-même peuvent réduire considérablement les taux de morphine, de codéine et de thébaïne de l'opium. Certaines infections virales ne sont d'ailleurs pas moins destructrices[146]. Des traitements existent bien sûr mais ils ne sont probablement pas aussi facilement disponibles dans les espaces de production illégale qu'ils peuvent l'être en Inde par exemple, où la plupart de ces maladies ont été observées. Le recours du cultivateur des montagnes du Triangle d'Or consiste généralement à varier ses cultures en mélangeant différentes espèces sur

[144] *Ibidem* : 66-69.
[145] Voir note 411.
[146] *Ibidem* : 80-85.

la même parcelle[147]. Ainsi les essarts cultivés en pavot comptent également de nombreuses autres plantes qui permettent d'assurer un revenu diversifié, parfois de dissimuler les cultures illicites bien sûr, mais aussi de se protéger d'une épiphytie qui s'avérerait dramatique dans des conditions de monoculture :

Si de loin l'aspect d'un champ de pavots en fleur est saisissant, de près il est extraordinaire : dès que l'on a franchi la barrière qui l'entoure et que l'on pénètre parmi les fleurs, on est saisi par l'anarchie et l'abondance de la végétation cultivée. Sur une partie du périmètre on peut voir des bananiers sauvages que l'on a repiqués pour servir de fourrage aux chevaux et pour la soupe des cochons qui en apprécient fort le tronc tendre et juteux. Plus loin, des bananiers cultivés offrent leurs régimes et leurs fleurs. Dans le champ lui-même on distingue un papayer, et, dans un coin, un ricin solitaire. En s'habituant au fouillis, on voit apparaître alors des cannes à sucre et quelques plants de maïs glutineux que l'on fait pousser une deuxième fois dans l'année, pour avoir toujours quelques friandises sous la main. Autour des tiges de maïs, ou sur d'anciennes tiges sèches, s'enroulent les jolies vrilles de la patate douce. Les petits pois recouvrent de leur résille vert tendre les souches noires et calcinées. Les pommes de terre traînent leurs feuilles sur la pente et les tomates indolentes cascadent sur les rochers, faute de support, portant de tout petits fruits à peine plus gros que des cerises. Un peu partout on voit des touffes d'aneth, de coriandre, un ou deux buissons de piment, et surtout, l'envahisseur incontesté, le légume roi, la moutarde indienne. L'essart, à ce moment de l'année, est devenu une véritable corne d'abondance[148].

Les intempéries peuvent également s'avérer désastreuses. Ainsi, des vents trop forts pendant la saison de production physiologique de l'opium par le pavot assèchent les plants et compromettent l'exsudation du précieux latex. La grêle peut provoquer la perte de récoltes entières, et des pluies trop importantes pendant la période d'incision des capsules ne laissent pas grand-chose à récolter. Les feuilles peuvent également être brûlées par le soleil et mener au pourrissement des plants. Ou alors ce pourra être le gel qui agira sur l'équilibre thermique du protoplasme des cellules et tuera les plants. Face à ces menaces, le remède consiste à arroser la parcelle, rétablissant ainsi dans un cas le taux d'humidité du sol et réhydratant les pavots, et dans

[147] Anderson E.F., 1993, *Plants and People of The Golden Triangle, Ethnobotany of the Hill Tribes of Northern Thailand* : 16, 56, 57, 69.
[148] Hubert A., 1985, *L'alimentation dans un village Yao de Thaïlande du Nord* : 76. Plantés avec le pavot, on trouve également des échalottes, des oignons, de l'ail, de l'aneth, du chou chinois, du chou pommé, de la coriandre, et des gros radis blancs. Voir également : Anderson, 1993, *Op. cit.* : 119-120. Et aussi : Walker A.R., 1980, *The Production and Use of Opium in the Northern Thai Uplands: An Introduction*.

l'autre cas en espérant que les pavots pourront rétablir leur équilibre thermique si la mise en eau est effectuée dès le matin suivant le gel[149]. Mais il est encore d'autres menaces qui peuvent compromettre le bon développement des cultures de pavot à opium, à l'instar des dévastations provoquées par les rats, lièvres, singes, buffles et autres perroquets. Pucerons et chenilles s'attaquent également au pavot, tout particulièrement *Agrotis suffusa*, ou chenille du pavot, qui raffole des jeunes pousses de *Papaver somniferum*. Là aussi le moyen de lutte le plus simple, et probablement le plus facile à mettre en place, consiste à inonder les parcelles[150]. Les chenilles qui passent la nuit enfouies sous terre sont ainsi noyées et mangées par les oiseaux lorsqu'elles flottent à la surface. Même les graines, qui sont sujettes à de nombreuses attaques entre leur récolte et les semis de la saison suivante, doivent fréquemment être stockées avec du camphre afin de les protéger des prédateurs qu'il garde à distance[151].

La culture de *Papaver somniferum* requiert ainsi beaucoup d'attention de la part du cultivateur lors de son cycle végétatif. Nombreuses sont les menaces qui pèsent sur son développement et sur sa production optimale d'opium[152]. Le recours à une telle production agricole représente donc un réel investissement en temps et en énergie et ne peut guère apparaître comme une solution de facilité : on peut donc d'interroger sur les raisons qui peuvent motiver un tel recours[153]. Si la culture du pavot est une tâche ardue, la récolte de l'opium est quant à elle encore plus astreignante et présente de nombreux autres risques qui impliqueront que l'on s'interroge sur les raisons réelles du recours de certaines populations à cette culture.

---

[149] Kapoor L.D., 1995, *Op. cit.* : 85.

[150] Bien sûr, cette technique, idéale, peut s'avérer extrêmement difficile, sinon impossible, à mettre en place sur les fortes pentes des essarts du Triangle d'Or, et ce d'autant plus que l'agriculture y est en grande majorité pluviale.

[151] *Ibidem* : 85-86.

[152] Ainsi la production d'opium en Afghanistan en 1998 a diminué de près de 25 % (malgré une augmentation des superficies de 9 %) suite à de mauvaises conditions météorologiques (pluies et grêles exceptionnelles dans le sud) qui ont altéré les rendements. Cette baisse suivait une augmentation de la production de 25 % en 1997 : United Nations, Economic and Social Council, 1999, *Illicit drug traffic and supply, including reports of the subsidiary bodies of the commission, and the impact of the communication networks, such as the Internet, on the drug problem* : 5. Voir également : ODCCP, *Afghanistan Opium Production Down 25% in 1998 ; Increase in Cultivation Area 'Cause for Concern'* (ODCCP Press Release UNIS/NAR/646 6 October 1998) : http://www.odccp.org/

[153] C. A. Trocki (1999, *Op. cit.*) mentionne même une certaine reluctance à la production d'opium en Inde au XIX^{e} siècle : *Evidence from nineteenth-century India indicates, however, that opium production is fairly demanding and that peasants were usually unwilling to produce it unless they had access to the market, and were thus able to keep some of the profit. Otherwise, they were unlikely to grow it unless coerced* : 21.
Quant à l'Afghanistan des années 1990 et du début du XXI^{e} siècle, les femmes, qui jouent un rôle fondamental dans toutes les étapes de la production d'opium, dénoncent dans un rapport-étude du PNUCID les dures conditions de labeur caractéristiques de cette activité agricole. Les Afghanes engagées dans cette activité affirment en grande majorité qu'elles y préfèreraient tout autre activité agricole ou domestique tant le temps consacré et les conséquences sociales sont importants (détachement des activités artisanales et rupture de la chaîne d'apprentissage) : voir Frontier Post, *Afghan women working in poppy fields prefer other jobs*, 20-08-00.

1.2.1.3. L'opium : sa récolte et sa production

La récolte de l'opium est un processus long et laborieux. Chaque capsule de pavot doit être incisée une ou plusieurs fois avant de pouvoir récolter le latex exsudé. Mais un choix doit être fait quant au moment de l'incision, qui ne devra être effectuée ni trop tôt ni trop tard, afin que la concentration en opium et en alcaloïdes soit optimale. Le moment le plus adéquat se situe lorsque les capsules sont gonflées à leur maximum mais qu'elles ne sont encore pas arrivées à pleine maturité. Cette phase du cycle végétatif correspond approximativement à la période des quinze à vingt-et-un jours après la chute des pétales, c'est-à-dire depuis la fin mars à la fin avril dans les plaines d'Inde, mais jusqu'en juin dans les montagnes[154], comme dans le Croissant d'Or. Dans le Triangle d'Or, la récolte se fait plus tôt, de janvier à fin février ou début mars[155]. En règle générale, entre quatre-vingt-dix et cent jours après les semailles, soit soixante-quinze à quatre-vingts jours après la germination, les pavots, qui ont atteint un mètre de haut, commencent leur floraison. Celle-ci ne dure généralement pas plus de trois jours et l'incision des capsules suivra entre une à trois semaines plus tard. En Inde, où de nombreuses études ont été menées à propos de la culture du pavot et de la récolte de l'opium, on a observé que les taux de morphine les plus élevés étaient obtenus quatre-vingt-dix-huit jours après la germination, soit quinze à vingt jours après la floraison, et à la première des trois ou quatre incisions successives.

Le rendement en opium et en morphine est également plus important selon la méthode d'incision, l'incision turque, unique et en spirale, étant ainsi bien plus avantageuse que la technique indienne d'incision verticale et répétée trois ou quatre fois. Quant au couteau, six lames permettent une récolte plus importante qu'avec deux ou quatre lames[156]. L'incision est effectuée verticalement, horizontalement ou encore diagonalement avec un couteau à plusieurs lames (*nashtar* ou *nurnee* en Inde, *gasch* en Iran) qui a été confectionné par le cultivateur lui-même. Les lames sont espacées entre elles de un ou deux millimètres et la profondeur de l'incision est déterminée par la taille des lames, c'est-à-dire moins de deux millimètres. L'importance de la profondeur incisée est fondamentale puisque le latex se situe en fait entre l'épicarpe et le mésocarpe, et qu'une incision trop profonde laisserait le latex s'écouler à l'intérieur de la capsule,

[154] Kapoor L.D., 1995, *Op. cit* : 71.
[155] Anderson E.A., 1993, *Op. cit.* : 119-120.
[156] Husain A., Sharma J.R., 1983, *Op. cit.* : 92.

ou même à l'extérieur, mais trop rapidement alors pour pouvoir être récolté. L'incision se fait à différents moments de la journée selon les lieux et les populations concernées, sans grande homogénéité. Les fins d'après-midi permettraient au latex de suinter pendant la nuit et de coaguler sur la capsule, alors que les fins de matinée lui permettraient, grâce à une fluidité accrue par la chaleur, certes de suinter plus rapidement, mais aussi de coaguler d'autant plus vite[157]. Un travailleur adroit et expérimenté pourra inciser de cent cinquante à deux cents capsules par heure[158], ce qui laisse imaginer la somme de travail requise pour effectuer la récolte d'un hectare de pavot pouvant contenir de 60 000 à 120 000 pavots et de 120 000 à 275 000 capsules[159]. Chaque capsule de pavot peut alors produire de dix à cent milligrammes d'opium, la moyenne s'établissant à quatre-vingt, et la récolte d'opium sec à l'hectare, c'est-à-dire après quelques jours de séchage, étant comprise entre huit et quinze kilos. Une maisonnée moyenne peut ainsi récolter de six à neuf kilos d'opium frais par acre (ou 3 à 6 kilos d'opium sec pour 0,405 ha), un hectare constituant une superficie de culture trop importante pour une seule maisonnée[160 et 161].

Certains estiment qu'il faut ainsi entre cent soixante-quinze et deux cent cinquante heures de travail pour obtenir un kilo d'opium[162], mais d'autres[163], comme J. Westermeyer, fournissent une

---

[157] Booth M., 1998, *Op. cit.* : 5.
[158] Kapoor L.D., 1995, *Op. cit.* : 73.
[159] Drug Enforcement Administration (DEA), 1993, *Opium Poppy Cultivation and Heroin Processing in Southeast Asia* : http ://www.ukcia.org/lib/research/opium.htm
[160] *Ibidem*.
[161] Au Laos, selon le rapport 1992 de la Lao PDR sur la production d'opium nationale, la superficie maximum pouvant être récoltée par une famille moyenne est de 1 ha, la parcelle moyenne se situant à moins de 0,25 ha. Les raisons invoquées sont celles du dur labeur interdisant d'entreprendre des cultures plus étendues. La quantité d'opium récoltée annuellement en moyenne par une famille au Laos serait donc de 1 à 2 kilos : Lao National Commission for Drug Control and Supervision, 1992, *Drug Control in 1991* : 5-6. Aux Indes, sous le monopole de la *East Indian Company*, la production d'opium ne pouvait être entreprise que par certaines castes dont les lois autorisaient le travail des épouses et des enfants aux champs avec les chefs de maisonnées. Ainsi, les Koeri, qui travaillaient en famille, étaient reconnus en 1890 par la *Company* comme étant les plus efficaces et rentables des producteurs d'opium, puisqu'ils bénéficiaient d'une force de travail saisonnière non rémunérée. Alors que d'autres castes furent contraintes à la production d'opium, certaines, au Bihar par exemple, interdisaient l'utilisation des épouses pour les travaux des champs (Awadhia, Kurmi, Dhanuk, Ahir…) : Trocki C.A., 1999, *Op. cit.* : 66-67. Diverses techniques de semailles peuvent néanmoins être utilisées, par différentes populations d'une même région, afin de répartir le travail de la récolte dans le temps et de pallier à un surplus de travail qu'une récolte unique peut représenter : dans le nord de la Thaïlande (district de Hod, Province de Chiang Maï), les Hmong Njua plantent ainsi cinq variétés de pavot aux périodes de maturation plus ou moins longues, alors que les Lahu Nyi répartissent dans le temps les semailles des graines d'une même variété: Walker A.R., 1980, *Op. cit.* : 144.
[162] Holahan J.F., Henningsen P.A., 1971, *The Economics of Heroin* :
http ://216.178.25.233/schaffer/library/studies/dwda/staff4.htm
[163] Ainsi, dans son ouvrage de référence, W.R. Geddes (1976, *Migrants of the Mountains : The Cultural Ecology of the Blue Miao (Hmong Njua) of Thailand* : 164) explique qu'*Il faut cinq minutes par personne pour inciser 100 têtes ; plus de huit minutes pour les racler. Il y a en moyenne 1 885 plantes pour 100 mètres carrés avec une moyenne de quatre têtes'. Ces données impliqueraient une production de 30 160 plantes et de 120 640 têtes par rai.* [un *rai* équivalant à 0,15 hectare] *Le temps nécessaire à l'incision serait de 100,5 heures, et de 161 heures pour le raclage,*

estimation de deux cent quarante à cinq cents heures de travail nécessaires pour la production d'une même quantité, au Laos par exemple[164]. L'auteur déclare également qu'il ne fait aucun doute que la somme de travail requise pour la culture du pavot à opium est de loin supérieure à celles du riz ou du maïs[165]. Le travail de la récolte est encore augmenté par le fait que chaque capsule, mûre, incisée ou récoltée, doit être marquée de fils de couleurs différentes permettant au cultivateur de distinguer rapidement de l'état d'avancement de son travail comme de déterminer les capsules restant à récolter. Une fois coagulé sur les capsules, l'opium est raclé à l'aide d'une large lame incurvée qui doit rester humide afin que le latex ne s'y accumule pas trop. Une récolte s'étend donc sur une période allant de une à deux semaines, et de deux à trois semaines supplémentaires sont encore laissées aux pavots et à leurs capsules incisées afin qu'elles sèchent et que les graines arrivent à maturité, permettant alors leur récolte et les semailles suivantes.

Contrairement à une idée couramment reçue, la culture du *Papaver somniferum* et la récolte de l'opium consistent donc en une succession de tâches ardues. Les techniques et les connaissances agricoles nécessaires au bon développement du pavot et à la récolte de l'opium sont multiples et représentent un investissement certain de la part du cultivateur. A l'évidence, pour celui-ci, la culture du pavot à opium ne représente pas pour celui-ci une solution de facilité, un moyen rapide et facile d'accumuler de l'argent, même si cette activité permet certes un gain important de

---

donnant donc un total de 261,5 heures pour la récolte complète. En supposant qu'un travailleur se consacre à cette tâche huit heures quotidiennes, il lui faudrait plus d'un mois pour récolter un seul rai. Les différences d'estimations concernant le nombre de pavot et de capsules à l'hectare selon les différentes sources sont bien sûr dues aux différents rendements qui peuvent être observées entre des pays données ou encore au sein d'une même province.

[164] C.A. Trocki cite une communication personnelle de David Feingold qui estime que, dans le Triangle d'Or, quelque 387 heures-homme sont actuellement nécessaires pour produire un *viss* (environ 1,6 kilo) d'opium. L'auteur estime ensuite qu'aux Indes britanniques, deux siècles plus tôt, compte tenu des techniques comparables de production et des superficies moyennes cultivées par paysan (10 à 15 *bighas*, 1 *bigha* équivalant à 2 700 m²), il devait falloir entre 11 000 et 15 000 heures-homme (ou plutôt, selon lui, heures-homme-femme-enfants) pour produire 50 kilos d'opium (30 *vis*). Une telle somme de travail exigeait donc au minimum la contribution de toute une famille à l'activité agricole, ou alors l'embauche d'une main d'œuvre saisonnière : Trocki C.A., 1999, *Op. cit.* : 68. A.R. Walker a quant à lui compté, chez les Lahu Nyi de Thaïlande, 85 jours-homme de travail par hectare de pavot désherbé et éclairci, contre seulement 31 pour un hectare de riz : Walker A.R., 1980, *Op. cit.* : 144.

[165] Westermeyer J., 1982, *Poppies, Pipes, and People : Opium and its Use in Laos* : 43. C.A. Trocki mentionne également le fait qu'aux Indes, la culture du pavot à opium était nettement plus coûteuse et laborieuse que d'autres et rapportait moins. La culture du pavot à opium y était d'ailleurs presque toujours forcée, comme il fut même le cas lors de périodes de disettes et de famines. La *East India Company* imposait aux producteurs d'acheminer eux-mêmes leur production jusqu'aux lieux de collecte où ils devaient le livrer dans les jarres de terre régulières (*challan*) qu'ils payaient également eux-mêmes : Trocki C.A., 1999, *Op. cit.* : 68-69. [Il convient de noter ici que la production d'opium était, avant la Seconde Guerre mondiale, et même encore à la fin du XX^{e} siècle (en certains endroits d'Afghanistan, de Birmanie), une activité forcée de façon directe et, ou, indirecte. Par exemple, dans le Fujian des années 1920, la production d'opium explosait de nouveau après les efforts de 1906 ; et les quatre généraux, chefs de guerre, qui se disputaient alors la province, contraignirent les paysans à planter du pavot à travers d'importantes levées d'impôts qui, financièrement, ne pouvaient être respectées que par la production de pavot : Meyer K., Parssinen T., 1998, *Op. cit.* : 144].

numéraire. D'autres cultures lui seraient toutefois moins difficiles et, à l'instar du blé par exemple, auraient l'indéniable avantage d'être licites, même si le crédit et les avances que les trafiquants concèdent aux producteurs sont moins concevables dans le cadre d'une production légale. Le pavot à opium n'est donc pas cette mauvaise herbe que l'on croit parfois être et sa culture n'est pas non plus une tâche facile. On peut donc et l'on doit se demander pourquoi les cultivateurs de pavot à opium se sont engagés dans une telle activité et pourquoi ils persévèrent. Comme nous le détaillerons bientôt, l'opium produit par les paysans du Triangle d'Or et du Croissant d'Or représente d'innombrables heures de travail et beaucoup d'appréhensions et de risques qui ne leur rapportent qu'une part infime des bénéfices tirés du narcotrafic.

1.2.2. De l'opium à l'héroïne, processus et techniques de transformation

1.2.2.1. Du latex à un opium de qualité

Le latex exsudé de la capsule de pavot, après avoir été consciencieusement récolté, est certes déjà de l'opium. Mais cet opium à l'état brut contient en fait beaucoup d'eau et nécessite un séchage au soleil pendant plusieurs jours, afin que l'évaporation en réduise le volume et le poids. On estime ainsi que la différence de poids existant entre les opiums brut et sec est, en moyenne, de l'ordre de 5 à 10 %[166]. Après séchage, la pâte d'opium prend alors son aspect et sa texture si caractéristiques, devenant cette substance marron foncé particulièrement collante et à l'odeur âcre[167]. La fraîcheur de l'opium, quant à elle, se juge par rapport à sa malléabilité qui doit être proche de celle d'un mastic par exemple, ce qui permet de lui donner les formes de pains, de blocs ou encore de balles qui, une fois enveloppés dans des feuilles ou du plastique, pourront être stockés à l'ombre pendant des mois, voire des années. Dans le Triangle d'Or les pains d'opium sont parfois enveloppés dans du papier d'écorce de mûrier (*Broussonetia papyferia*), les feuilles de bananier servant de contenant entre la récolte et l'empaquetage[168].

L'opium brut a une texture légèrement granuleuse du fait des nombreuses impuretés qu'il contient. Certaines particules végétales sont en effet contenues dans le latex, différentes parties du

[166] Westermeyer, 1982, *Op. cit.* : 42.
[167] Booth M., 1998, *Op. cit.*
[168] Anderson E.A., 1993, *Op. cit. :* 120.

pavot s'y mêlant et s'y collant souvent lors du raclage. Jusqu'à 7 % du poids de l'opium brut peut ainsi être composé de matériaux exogènes qu'il faut donc retirer. C'est ensuite la cuisson de l'opium, qui consiste à plonger l'opium brut dans de l'eau bouillante afin de le dissoudre et de le dissocier des particules de sol, des brindilles et autres résidus du pavot, qui permettra qu'il puisse être fumé et donc plus facilement commercialisé. Après cuisson, le produit doit encore être filtré à l'aide d'une étamine afin d'obtenir de l'opium liquide, ou opium en solution, de couleur marron clair. Il faut alors procéder à son évaporation, en le réchauffant à feu doux, pour obtenir la pâte collante et marron foncé de l'opium cuit et raffiné. Après séchage au soleil il restera 80 % du poids initial et l'opium sera alors prêt à être fumé ou ingéré[169].

Il existe en fait deux méthodes principales de consommation de l'opium, l'une consistant à l'ingérer et l'autre à le fumer. L'ingestion peut se faire sous forme solide ou liquide, avec de l'opium brut comme cuit d'ailleurs. De nombreuses préparations furent développées, au sein de cultures et à des époques différentes, afin de masquer le goût particulièrement amer de l'opium et de diminuer ses puissants effets vomitifs. Ainsi, en Inde, où l'ingestion d'opium est depuis longtemps pratiquée, un dicton signifiait que celle-ci était d'autant plus efficace que le goût en était mauvais. Les Turcs, quant à eux, en consommaient pour leur plaisir et, dans ce dessein, le mélangeaient avec de la noix de muscade, de la cardamome, de la cannelle ou du macis[170], du safran et de l'ambre gris[171]. La pratique consistant à fumer l'opium avait quant à elle tendance à rester confinée à la Chine, à l'Indochine française et à Taiwan. La préparation de l'opium à fumer, qui fut publiée dans la *British Pharmacopœia* au début du dix-neuvième siècle, correspond approximativement à celle de sa cuisson décrite précédemment, mais le filtrage doit toutefois être poursuivi jusqu'à ce que l'opium ait réduit d'environ 50 % et que la concentration en alcaloïdes ait donc doublé. L'opium à fumer porte le nom malais de *chandu* en Chine comme en Asie du Sud-Est et consiste en boulettes de la taille d'un pois. Afin de pouvoir être fumé l'opium doit encore subir une ultime préparation, c'est-à-dire être séché et formé en boulettes qui seront chauffées après avoir été percées et piquées sur des *yen-hoks*[172], ces aiguilles chinoises dont on pense avoir

[169] *Opium Cultivation and Heroin Processing in Mainland Southeast Asia*, 1993, *Op. cit.*
[170] Arille de la muscade, écorce aromatique formant une espèce de capsule qui entoure complètement l'amande à sa base. Huile de macis : *Le Littré*. La noix muscade et le macis sont deux épices introduites en Europe au XVI[e] siècle et leur valeur d'alors justifiait de très lointaines expéditions : *Encyclopaedia Universalis*, 1999, Version 5.
[171] Booth M., 1998, *Op. cit.* : 11.
[172] Le chinois *Yen* est passé en anglais où *yen* signifie : *a strong desire or propensity, a longing, an urge* (du Chinois du Guangdong, 1906) :

trouvé un modèle précurseur à Mycènes. Ainsi, l'opium n'est pas brûlé mais chauffé, de façon à ce qu'on obtienne des vapeurs et non de la fumée, les alcaloïdes passant dans le sang par l'intermédiaire des poumons[173]. Il reste ensuite au fond de la pipe un résidu, appelé *yen-shee* en chinois et *dross* en anglais, qui contient encore beaucoup de morphine puisque étant composé de charbon, d'huiles empyreumatiques et d'opium. En Chine, le *dross* était récupéré pour être mélangé avec du tabac, ou du thé et être revendu aux couches pauvres de la population qui ne pouvaient s'offrir le luxe proposé dans les fumeries[174]. Aujourd'hui, au Vietnam par exemple, il arrive que les consommateurs d'opiacés les plus pauvres s'injectent le *dross* préalablement dilué dans du jus de citron[175]. Mais il existe encore une autre façon de fumer de l'opium, également utilisée pour l'héroïne et qui consiste à « chasser » ou « poursuivre le dragon » (*chasing the dragon*). Elle consiste à placer de l'opium sur une feuille de papier d'aluminium et de chauffer celle-ci à la flamme, les vapeurs et la fumée dégagées pouvant alors être inhalées par l'intermédiaire d'une paille. C'est une technique qui permet par exemple de fumer de l'opium frais non séché[176].

L'opium brut, tout juste récolté, requiert donc un raffinage pour pouvoir être fumé dans les règles de l'art. Pour une ingestion agréable, il faut là aussi le raffiner, et même le préparer de façon quasi culinaire, afin que son goût âcre ne provoque pas de vomissements intempestifs. La préparation de l'opium brut, la cuisson, est généralement réalisée par le cultivateur lui-même, avant même que la précieuse substance ne rejoigne le circuit commercial. Dès ce stade de la chaîne de production, certains artifices et astuces peuvent fausser l'évaluation des quantités produites : du sable, de la résine végétale ou encore des cendres étant fréquemment mêlées à l'opium cuit[177]. Mais la plus grande partie de l'opium illégalement produit étant destiné à la production en héroïne, il reste encore à en extraire la morphine et à assurer sa transformation en héroïne. Là, le processus devient beaucoup plus complexe et même dangereux.

---

[173] Hogshire J., 1994, *Op. cit.* : 86.
[174] Booth M., 1998, *Op. cit.*
[175] Alain Labrousse, communication personnelle, septembre 2000.
[176] Hogshire J., 1994, *Op. cit.* : 88.
[177] Booth M., 1994, *Op. cit.* : 7.

1.2.2.2. De l'opium à la morphine, processus d'extraction

L'opium contient une quarantaine d'alcaloïdes dont la morphine, la codéine et la thébaïne. On observe de grandes variations des taux de morphine selon les opiums considérés. Ainsi, au XIX^{e} siècle, l'opium indien n'en contenait par exemple pas plus de 4 à 6 %, alors que celui de Turquie en produisait quelque 10 à 13 %[178]. En fait, en moyenne, les taux en morphine tendent à constituer entre 5 et 19 % des différents opiums[179], sans qu'il soit d'ailleurs toujours précisé s'il s'agit d'opium brut ou cuit. Les estimations sont donc quelque peu déformées par ces imprécisions, mais l'on peut estimer à 10 % la teneur moyenne en morphine d'un opium brut.

Si l'opium acheté dans le Triangle d'Or ou dans le Croissant d'Or dans un dessein de transformation est en grande majorité de l'opium cuit et filtré, et même si certaines populations, comme les Hmong, préfèrent fumer de l'opium brut[180], l'opium destiné à l'extraction de morphine et à sa transformation en héroïne ne nécessite toutefois pas d'être préalablement cuit, les laborantins utilisant des barils de pétrole de deux cents litres ou de vastes cuves dans lesquels ils dissolvent eux-mêmes l'opium brut avant d'en extraire la morphine[181]. L'extraction de la morphine est préférablement faite dans de petits laboratoires clandestins, aussi appelés cuisines, qui sont situés le plus près possible des lieux de production. Il est en effet ensuite plus facile de transporter de la morphine que son équivalent opium, dix fois plus lourd, d'autant plus que le procédé d'extraction est particulièrement aisé et ne pose donc pas de problèmes majeurs. Il s'agit en fait de dissoudre l'opium dans de l'eau chaude en y ajoutant d'abord de la chaux qui permettra de précipiter les alcaloïdes autres que la morphine, puis du chlorure d'ammonium pour précipiter la morphine à partir de la solution obtenue.

[178] *Ibidem* : 51.
[179] Hogshire, 1994, *Op. cit.* : 48.
[180] Les Hmong distinguent bien sûr l'opium cru, *yeeb nyoos*, de l'opium cuit, *yeeb pheem* : Culas C., 2000, *L'opium chez les Hmong en Asie du Sud-Est. Tolérances et contraintes sociales*, in Hubert A, Le Failler P. (Dir.), 2000, *Opiums. Les plantes du plaisir et de la convivialité en Asie* : 277.
[181] *Opium Cultivation and Heroin Processing in Mainland Southeast Asia*, 1993, *Op. cit.*

Dans un laboratoire classique d'Asie du Sud-Est, le procédé observé est le suivant[182] :

1. Dix à quinze kilos d'opium brut sont plongés dans une centaine de litres d'eau amenée à ébullition dans des barils de pétrole.
2. L'opium est dissous et les impuretés sont filtrées pour ne laisser que de l'opium liquide.
3. De la chaux éteinte (hydroxyde de calcium), ou un engrais agricole riche en chaux, est ajoutée à la solution, la chaux permettant de convertir la morphine - non soluble dans l'eau - en un méconate de calcium soluble. Seule la codéine, légèrement soluble, est conservée avec le méconate de calcium, les autres alcaloïdes précipitant au fond du baril.
4. La solution de morphine est ensuite écopée et versée dans un filtre : souvent une toile quelconque qui sera ensuite pressée afin d'en retirer la solution qui l'imprègne. La solution filtrée est ensuite réchauffée sans être amenée à ébullition.
5. Du chlorure d'ammonium est alors ajouté à la solution de méconate de calcium jusqu'à l'obtention d'une alcalinité d'un pH de huit à neuf. Après refroidissement de la solution, en une ou deux heures, la morphine base et la codéine base précipitent.
6. La solution est alors de nouveau filtrée et les morceaux de morphine base restés en suspension sont récupérés. Toute la morphine base peut ainsi être enveloppée et pressée dans un tissu avant d'être séchée au soleil. Une fois sèche, la morphine brute est d'une couleur proche de celle du café moulu.
7. Cette morphine brute, connue sous le nom chinois de *p'i-tzu* dans toute l'Asie du Sud-Est, peut encore être purifiée, en la dissolvant dans de l'acide chlorhydrique et en procédant à un réchauffage et à plusieurs filtrages de la solution, pour obtenir de la morphine, ou chlorhydrate de morphine.
8. Le chlorhydrate de morphine, comportant toujours du chlorhydrate de codéine, est généralement emballé dans du papier ou du tissu après avoir été pressé sous la forme de petits blocs dont les dimensions traditionnelles (5 x 10 x 13 cm) déterminent un poids approximatif d'un kilo trois cents. Après séchage les briques sont alors transportées vers les laboratoires de production d'héroïne.

[182] *Ibidem*.

En Asie du Sud-Est, il faut environ treize kilos d'opium, c'est-à-dire l'équivalent de la récolte moyenne d'un hectare de pavot (entre huit à quinze kilos), pour produire une seule de ces briques de morphine que les laboratoires d'héroïne reçoivent par chargements de cent kilos[183].

1.2.2.3. De la morphine à l'héroïne, processus de transformation

La morphine produite illégalement est surtout destinée au marché de l'héroïne et doit donc être transformée en héroïne N° 3 puis en héroïne N° 4. Le procédé n'est pas excessivement compliqué et se trouve à la portée de presque n'importe quel chimiste. Il existe un important risque cependant : celui de l'explosion du laboratoire et de ses occupants si certaines proportions ne sont pas scrupuleusement respectées. Le coût du procédé n'est pas très élevé, l'équipement nécessaire n'ayant rien d'exceptionnel et les produits chimiques requis, que l'on appelle les précurseurs, étant produits à l'échelle industrielle, ne pouvant être difficile à, obtenir qu'à cause des sévères contrôles internationaux auxquels leur commerce est soumis[184]. Quant aux laboratoires de transformation, ils sont souvent localisés dans des zones rurales isolées et près des lieux de production de l'opium, ce qui est bien sûr une conséquence du caractère illegal de la production d'héroïne ainsi que de sa discrétion toute relative, la transformation de morphine en héroïne dégageant une odeur caractéristique et révélatrice particulièrement âcre[185], et donc repérable, qui est celle de l'anhydride acétique.

Le procédé de synthèse de l'héroïne comporte deux étapes qui, ensemble, requièrent en général entre douze et quatorze heures de travail[186]. Les pains de chlorhydrate de morphine sont réduits en une poudre qui sera placée dans des casseroles d'anhydride acétique. Les couvercles sont ensuite appliqués, l'étanchéité étant parfois assurée à l'aide de torchons humides.

---

[183] *Ibidem*. Voir également l'article *Morphine* de M. Paris, H. Moyse et R.R. Paris dans *Encyclopaedia Universalis*, 1999, Version 5 : Vol. 15 : 766.

[184] Voir le *International Narcotics Control Strategy Report, 1998 (*Chapitre *Chemical Controls* du Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs, U.S. Department of State, Washington, DC, February 1999, : *The need for chemical control has been internationally accepted. Article 12 of the 1988 United Nations Convention Against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances (1988 UN Convention) establishes the obligation for parties to the Convention to control their chemical commerce to prevent diversion to illicit drug manufacture. The Annex to the Convention lists now 22 chemicals as those most necessary to drug manufacture and, therefore, subject to control.*
http ://www.state.gov/www/global/narcotics_law/strategy.html

[185] Voir la description de l'arrestation du chimiste corse Joseph Cesari, près d'Aubagne en 1964 : Lamour C., Lamberti M.R., 1972, *Les grandes manœuvres de l'opium* : 27-31.

[186] *Opium Cultivation and Heroin Processing in Mainland Southeast Asia*, 1993, *Op. cit.*

Le liquide est alors chauffé pendant deux heures à la température exacte et constante de 85° Celsius tout en étant régulièrement remué afin que toute la morphine puisse être dissoute. La réaction de l'anhydride acétique avec la morphine permet d'obtenir de la diacétylmorphine, ou héroïne, encore impure à ce stade. Et le procédé fonctionne indifféremment avec du chlorhydrate de morphine ou du *p'i-tzu* (morphine base).

Il s'agit ensuite de rajouter d'une part, trois fois l'équivalent de l'anhydride en eau et, d'autre part, du charbon actif (dit également « charbon activé ») en raison de ses grandes capacités d'adsorption. Après avoir mélangé la solution, celle-ci devra alors être filtrée avant qu'on puisse y ajouter, et y dissoudre dans de l'eau chaude, du carbonate de sodium à hauteur de 2,5 fois la quantité de morphine. Cette étape permet de précipiter l'héroïne base qui sera encore filtrée et séchée.

Ce sont 700 grammes d'héroïne base qui peuvent être obtenus à partir d'un kilo de morphine, et cette héroïne peut encore être raffinée et convertie en une forme fumable, l'héroïne N° 3. Cette héroïne N° 3, ou chlorhydrate d'héroïne, est obtenue en mélangeant l'héroïne base avec de l'acide chlorhydrique. Un kilo de caféine est très fréquemment ajouté à chaque kilo d'héroïne base, ainsi que des chlorhydrates de quinine et de strychnine (sept à quatorze grammes par kilo). La pâte obtenue est ensuite séchée, concassée et tamisée et constitue de l'héroïne N° 3 dont la pureté est comprise entre 25 et 45 % de chlorhydrate d'héroïne[187]. Ce procédé demande environ huit heures et aucune compétence particulière n'est requise pour effectuer cette transformation.

Ce n'est qu'ensuite, lorsque l'héroïne base doit être transformée en héroïne N° 4, que le procédé se complique. Après avoir dissous l'héroïne base dans un volume d'anhydride acétique, puis trois volumes d'eau, et après avoir mélangé la solution, une petite quantité de chloroforme y est alors ajoutée. La solution doit reposer durant une vingtaine de minutes afin que les impuretés qu'elle contient puissent précipiter et en être ôtées. Du charbon actif est alors plongé dans la solution qui est ensuite filtrée, les effets décolorants du charbon actif combinés avec le traitement au chloroforme donnant un liquide de couleur jaunâtre qui perdra toute couleur après les utilisations répétées du charbon.

Environ 1,1 kilo de carbonate de sodium pour 0,5 kilo de morphine base est dissous dans de l'eau chaude et ajouté à la solution, ce qui précipite l'héroïne base qui est ensuite filtrée et séchée. Celle-ci doit impérativement être sèche pour la préparation de l'héroïne N° 4 et, à ce stade, la

[187] UN Office for Drug Control & Crime Prevention (ODCCP), *Heroin* : http ://www.odccp.org/

poudre doit avoir atteint un degré avancé de blancheur. Dans le cas contraire, le procédé de traitement à l'acide et au charbon est répété, ainsi que les filtrages et séchages, la pureté et la couleur finale du chlorhydrate d'héroïne dépendant largement de la qualité de l'héroïne base obtenue. Le chlorhydrate d'héroïne obtenu est alors de l'héroïne N° 4 injectable, la fameuse *China White*, dite aussi « la blanche »[188].

Des ajouts successifs, destinés à augmenter la qualité du produit fini, peuvent parfois être faits par certains chimistes particulièrement qualifiés. Cela consiste en l'adjonction d'alcool éthylique qui permet d'une part de se débarrasser des traces de carbonates de sodium contenues dans l'héroïne base, et d'autre part d'obtenir une héroïne base recristallisée. On allonge alors de nouveau l'alcool éthylique avec de l'éther et de l'acide chlorhydrique concentré, selon un ordre et des proportions bien définis, jusqu'à ce que l'on obtienne le chlorhydrate d'héroïne voulu. L'ajout d'éther constitue une étape particulièrement dangereuse, son caractère volatil et inflammable dans un tel contexte présentant le risque notoire d'explosion du laboratoire. Des cristaux de chlorhydrate d'héroïne pur sont ainsi obtenus et emballés après avoir été consciencieusement séchés et une héroïne N° 4 de qualité supérieure (d'une pureté approchant les 98 % de chlorhydrate d'héroïne)[189] peut alors être distribuée aux consommateurs mondiaux.

Le procédé de transformation de l'opium en morphine puis en héroïne N° 3 et / ou N° 4 est donc plus ou moins long et compliqué selon les étapes considérées et la qualité recherchée. Si l'opium est bien sûr la matière première incontournable, les précurseurs sont quant à eux également indispensables et c'est d'ailleurs à leur contrôle que les instances étatiques et internationales s'emploient depuis 1988. L'anhydride acétique, tout spécialement, fait l'objet de sévères contrôles à l'exportation et à l'importation, mais son trafic ne diminue pas pour autant[190]. C'est grâce à la connaissance et à la compréhension des étapes et des mécanismes de la production des divers opiacés que des solutions pourront être apportées quant à la montée en puissance du narcotrafic dans le monde d'aujourd'hui, la lutte antidrogue essayant en effet de s'attaquer aux différents échelons de la chaîne de production et de transformation. Mais afin de comprendre

[188] L'expression « China White », créée par les *media* états-uniens, est vivement contestée par les Chinois qui rappellent que l'héroïne N° 4 ne vient pas de Chine mais d'Asie du Sud-Est, et que la Chine elle-même subit les conséquences du trafic d'héroïne, trafic qu'elle définit comme un mal d'origine extérieure : Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 126.

[189] UN Office for Drug Control & Crime Prevention (ODCCP), *Op. cit.*.

[190] Ainsi, par exemple, en Inde, en 1995, ce sont 100 tonnes d'anhydride acétiques qui ont été saisies alors qu'un groupe afghan tentait de les importer en un seul envoi : The Hindu : *Growing Menace of Drug Trafficking*, Kumar V., 18-09-97. Voir également : *International Narcotics Control Strategy Report, 1998 (*Chapitre *Chemical Controls*), *Op. cit.*

certaines des motivations des acteurs du marché des drogues, ici en l'occurrence celui des opiacés, il faut également analyser les relations qui existent entre les rendements, les prix et ces acteurs.

1.2.3. De la plante à la drogue : rendements, prix et profits

1.2.3.1. Les variations de rendement des cultures de pavot à opium

Les cultures de pavot à opium peuvent présenter des rendements très variés et très différents selon les lieux de culture et bien sûr selon les variétés cultivées. Ainsi, à l'échelle mondiale, on observe des écarts particulièrement importants entre les trois principales régions de production d'opium que sont le Triangle d'Or, le Croissant d'Or et, à une échelle nettement moindre, l'Amérique latine (rappelons qu'en 1999 l'Afghanistan a produit 75 % de l'opium mondial, et la Birmanie 20 %[191]).

Il faut tout de suite souligner le fait que les diverses estimations des productions et donc encore plus celles de leurs rendements respectifs prêtent à controverses et diffèrent quasi systématiquement les unes des autres. Ce phénomène est bien sûr explicable d'une part par la nature illicite des productions concernées et leurs localisations difficiles d'accès et, d'autre part, en fonction du système de variables devant être pris en compte. Il est ainsi extrêmement difficile d'estimer avec précision les quantités d'opium produites pour une superficie donnée tant les différentes variables peuvent fausser les calculs de production et de rendement. Ne serait-ce que par rapport à l'exemple des variations de la production d'opium en Afghanistan, ce sont les observations de terrain du Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)[192] qui, en 1998 et par rapport à 1997, ont permis d'estimer une baisse de production de 25 %, concomitante d'une augmentation de la superficie cultivée de 9 %[193]. Les observations satellitaires du *US Department of State*[194], quant à elles, n'ont pu rendre compte directement que de l'augmentation des superficies cultivées. Et le fait qu'elles aient repris certaines des données du

[191] UNDCP, 2001, *World Drug Report 2000*.
[192] United Nations Drug Control Programme (UNDCP) en anglais.
[193] ODCCP : *Afghanistan Opium Production Down 25% in 1998* ; *Increase in Cultivation Area 'Cause for Concern'* : *Op. cit.* ; United Nations, Economic and Social Council, 1999, Op. cit. : 5.
[194] *INCSR 1998*, 1999 : *Southwest Asia : Afghanistan* :
http ://www.state.gov/www/global/narcotics_law/1998_narc_report/swasi98.html

PNUCID n'a pas empêché qu'elles rapportent néanmoins une augmentation de la production. Les estimations de production de l'Afghanistan par les deux organismes au cours des années précédentes différaient alors considérablement. Ainsi, la production d'opium de 1994 était estimée par le PNUCID[195], à la suite de ses enquêtes de terrain, entre 3 200 et 3 300 tonnes alors que la *Drug Enforcement Administration* (DEA) et le *International Narcotics Control Strategy Report* (INCSR) avançaient quant à eux les chiffres de 950 à 1 250 tonnes[196]. Ce très large écart, encore aggravé en 1999[197], remet en question la validité des différentes estimations et impose que l'on garde à l'esprit, d'une part les différences des techniques d'estimation utilisées et, d'autre part, les variations des productions et des rendements en fonction des multiples variables précédemment mentionnées[198].

Néanmoins, la majorité des études s'accorde sur les rendements moyens régionaux du Triangle d'Or, du Croissant d'Or et de l'Amérique latine. Ainsi les rendements moyens en opium des cultures de pavot en 1995 s'établissaient à 36,4 kilos par hectare dans le Croissant d'Or, 13,9 dans le Triangle d'Or et 6,3 en Amérique latine[199].

[195] Cité par l'Observatoire géopolitique des drogues (O.G.D.) : *Atlas mondial des drogues* : 153.
[196] US Department of State Dispatch, 1995, *Narcotics control in Asia* (Gelbard R.S., *speech before the US House Intl Relations Subcommittee on Jun 21, 1995*).
[197] 1 650 tonnes selon le INCSR 2000 contre 4 600 tonnes selon le PNUCID pour la récolte afghane de 1999.
[198] Le dernier rapport annuel de l'OGD mentionnait et explicitait les « problèmes posés par l'évaluation des cultures illicites » : *Le premier problème posé par l'étude de la culture du pavot est l'évaluation précise du niveau de la production annuelle illicite d'opium, en particulier dans les deux principaux pays producteurs que sont l'Afghanistan et la Birmanie. La question se pose avec d'autant plus d'acuité que l'on constate parfois des différences considérables entre les évaluations d'organismes spécialisés comme la Drug Enforcement Administration (DEA) et le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues. …dans les pays de montagne comme l'Afghanistan et la Birmanie, du fait des reliefs accidentés, l'interprétation du spectre de couleurs des images panchromatiques fournies par les satellites reste très aléatoire, car influencée par la pente, les ombres portées, etc. Il faut donc se livrer à de nombreuses vérifications sur le terrain, qui sont quasiment impossibles dans un pays comme la Birmanie, où les cultures de pavot sont contrôlées par différents groupes armés. Les Américains n'ont pas actuellement accès aux zones de cultures afghanes. …le PNUCID a mis au point une méthode d'évaluation sur le terrain qui a été expérimentée en Afghanistan, où les zones de culture sont accessibles à ses employés afghans. En revanche, de nombreux doutes subsistent quant à la validité des estimations de la production d'opium birmane faites par la DEA et le PNUCID qui n'a pas encore pu y mette en place un réseau d'enquête de terrain…* : OGD, 2000, *La géopolitique mondiale des drogues 1998/1999* : 28.
[199] Dupuis M.C., 1996, *Stupéfiants, prix, profits : l'économie politique du marché des stupéfiants industriels* : 33

Tableau 1 :

Rendements (kg / ha) en opium dans les principales régions de production en 1995.

	Croissant d'Or	Triangle d'Or	Amérique latine
Rendements	36,4	13,9	6,3

Source : Dupuis M.C., 1996, *Stupéfiants, prix, profits : l'économie politique du marché des stupéfiants industriels.*

Mais comme il a été mentionné préalablement, les variations des productions comme des rendements peuvent se manifester au sein de chaque région, comme en Birmanie entre 1988 et 1989 lorsqu'une extension de 38 % seulement des superficies cultivées a correspondu à une multiplication par deux de la production d'opium. Outre une extension considérable des cultures, c'est une augmentation sensible des rendements, probablement liée à une amélioration du savoir-faire, qui a pris place en Birmanie[200]. Dans le Triangle d'Or, les disparités sont marquées entre la Birmanie, où l'on récolte en moyenne une quinzaine de kilos à l'hectare, et le Laos où la moyenne des rendements est comprise entre six à huit kilos à l'hectare[201].

Mais dans un même pays, en l'occurrence ici le Laos, les rendements peuvent varier de un à dix. Lors de la récolte de 1991, par exemple, beaucoup de fermiers ont rendu compte des faibles rendements compris entre trois à six kilos / ha dans les provinces de Vientiane, Phong Saly, Oudomsaï, Bokéo et Xiang Khouang (carte 19). Alors que pour les fermiers des régions plus favorables à la culture du pavot (Nonghet dans le Xiang Khouang et Vienghting dans le Houaphan par exemple), les rendements obtenus ont pu être plus élevés, en atteignant même 40 kilos / ha à Nonghet (6 % des villages de Nonghet ont pu bénéficier de telles conditions). De telles variations contribuent à la difficulté qu'il y a d'estimer la production totale d'un espace donné, région ou Etat. Les variations existent également en fonction d'un autre niveau d'analyse qui est celui de l'identité ethnique des groupes concernés et des niches écologiques qu'ils occupent. En effet, les Lao, qui habitent les vallées et les plaines, ne produisent en moyenne pas plus de 0,5 à 1,5 kilo par

[200] *Ibidem* : 22.
[201] *Ibidem* : 25.

maisonnée, alors que certains Hmong par exemple qui, en montagne, bénéficient des conditions optimales mentionnées auparavant, tendent à produire plus de 5 kilos par maisonnée[202].

Dans le Croissant d'Or, les variations au sein d'un espace donné peuvent également s'avérer particulièrement importantes. Ainsi, en Afghanistan, les rendements moyens étaient compris entre 33,2 et 57,6 kilos / ha en 1991[203] et variaient de 22,8 kilos / ha dans les montagnes du Badakhshan à 64 kilos / ha dans l'Orouzgan en 1997 (carte 21), donnant donc un rendement moyen de 48 kilos à l'hectare (10 kilos / ha en moyenne au Pakistan)[204].

Les rendements varient donc considérablement, d'une part entre les deux grandes régions que sont le Triangle d'Or et le Croissant d'Or (rapport de 1 à 2,5), et d'autre part entre les différents Etats, leurs diverses régions, leur montagnes et leurs vallées et, bien sûr, les populations. Ces variations rendent bien compte de la difficulté qu'il y a d'établir des estimations précises des productions. La prise en compte des potentiels des différentes régions, de leurs évolutions et de leurs tendances, peuvent toutefois permettre d'envisager les capacités de production des ensembles régionaux frontaliers. Comme pour l'Asie centrale et la Chine du Sud par exemple où l'on sait fort bien que de forts potentiels existent et peuvent être mis à profit à plus ou moins court terme. Mais si les rendements varient dans les proportions que l'on connaît, les prix des différents produits, opium, morphine et héroïnes N° 3 et N° 4, sont également sujets à des variations importantes, fonction de la qualité, de la provenance mais aussi de facteurs conjoncturels divers.

1.2.3.2. Le phénomène de multiplication des prix : de l'opium à l'héroïne

La description du phénomène de multiplication des prix est intéressante à plus d'un titre. Elle permet en effet de montrer à quel point les cultivateurs – producteurs ne reçoivent qu'une part infime du profit total du commerce de l'opium et de ses dérivés.

Ainsi, les prix moyens du kilo d'opium, supposé brut, dans les régions de production du Triangle d'Or et du Croissant d'Or (prix à la ferme), sont compris entre 50 et 600 USD[205]. Les prix d'achat diffèrent en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud-Ouest en fonction des différentes qualités mais les cours de l'opium peuvent bien sûr également subir des variations importantes en fonction

[202] Lao National Commission for Drug Control and Supervision, 1992, *Drug Control in 1991* : 5-6.
[203] Dupuis M.C., 1996, *Op. cit. :* 29.
[204] O.G.D., *La géopolitique mondiale des drogues 1997 / 1998, rapport annuel* : 100.
[205] UNDCP, 1998, *Supply of and Trafficking in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances 1996* : 34.
USD pour *United States Dollar*.

des conjonctures, à la suite d'une mauvaise ou d'une très bonne année climatique, comme à la suite de campagnes d'éradication ou de destruction de laboratoires de transformation. Dans le Triangle d'Or, le cours du kilo d'opium oscillait ainsi en 1996, et selon les pays, entre 206 et 627 USD. Mais les prix ont connu des variations importantes au cours des dix ou quinze dernières années et le prix de l'opium vietnamien a par exemple été multiplié par 4,5 entre 1991 et 1996, passant de 137 à 627 USD par kilo[206].

Tableau 2 :

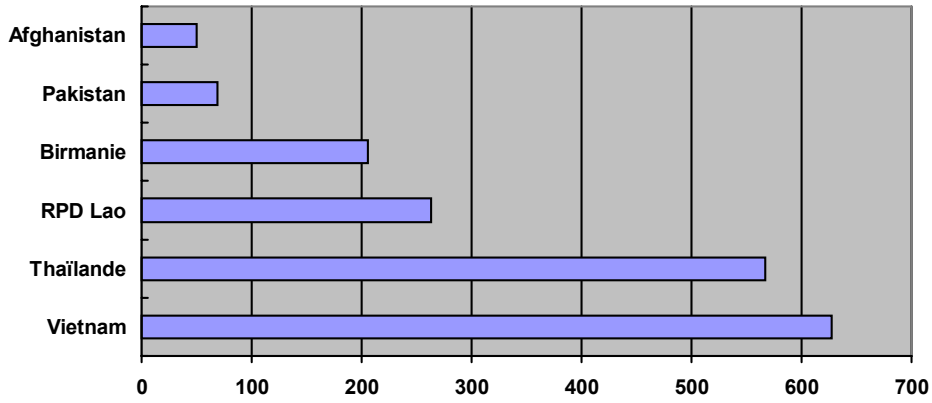
Prix de l'opium au producteur en 1996, en USD / kg

	1986	**1987**	**1988**	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**
Afghanistan	17	19	20	22	24	26	28	30	32	34	50
Pakistan	36	36	37	32	31	58	61	56	61	61	69
Birmanie	103	126	143	146	167	123	92	100	153	252	206
RPD Lao	81	81	81	81	81	110	109	76	127	227	263
Thaïlande	153	113	104	100	125	152	178	206	235	268	567
Vietnam	166	166	166	166	166	137	179	195	243	318	627
Moyenne	93	90	92	91	99	101	108	111	142	193	297

Source : UNDCP, 1998, *Supply of and Trafficking in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances 1996*

[206] *Ibidem* : 36.

Graphique 2 :
Prix d'achat de l'opium au producteur en 1996 (USD / kg)



Source : UNDCP, 1998, *Supply of and Trafficking in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances 1996*

Dans le Croissant d'Or les prix étaient compris durant cette même année 1996 entre 50 et 69 USD par kilo. Les prix afghans avaient doublé entre 1991 et 1996, passant de 26 à 50 USD, mais ceux qui étaient pratiqués au Pakistan n'avaient pas connu la même augmentation, ne passant que de 58 à 69 USD par kilo[207].

Parmi les différents pays producteurs, des conditions climatiques différentes associées à des politiques de répression d'intensités différentes peuvent, nous l'avons dit, provoquer des variations très importantes des prix d'achat de l'opium. La stagnation voire la baisse tendancielle des productions peuvent alors provoquer une hausse vertigineuse des prix, comme entre les années 1995 et 1996 par exemple. Ainsi, en Thaïlande, la récolte de 1998 avait été exposée à une sécheresse et à de faibles températures, ce qui s'était traduit par une baisse des rendements en opium. D'autre part, les opérations d'éradication menées par les troupes de la *Border Patrol Police* (BPP) avant la récolte avaient pour but de détruire 60 % des 10 000 *rai* (1 500 ha) de culture. La qualité de l'opium produit étant excellente, ces trois facteurs réunis ont alors permis un décuplement des prix de gros et de détail du *joi* d'opium (1,6 kilo)[208]. Toujours en Thaïlande, mais cette fois suite au bouleversement de la situation en Birmanie, consécutif à la reddition de Khun Sa en janvier 1996, une pénurie d'opium birman avait contribué à l'explosion des prix, l'héroïne

[207] *Ibidem*.
[208] Bangkok Post : *Troops sent to destroy opium fields*, 17-11-98.

atteignant jusqu'à 500 000 baht (19 600 USD à l'époque) le kilo, c'est-à-dire plus de quatre fois le prix de 1995[209].

D'une façon identique, sur la frontière afghano-iranienne, les effets conjugués d'une mauvaise année climatique en Afghanistan (fortes pluies, orages de grêle, tremblement de terre) et des tensions entre les *taliban*[210] et l'Iran[211] – traduites entre autres par la fermeture de la frontière – ont eu pour conséquence, selon Pino Arlacchi[212], de doubler les prix de l'opium brut de part et d'autre de celle-ci[213]. Ainsi, à la fin du mois de mai 1998, l'opium fraîchement récolté était vendu aux alentours de 28 USD le kilo dans la province de Nangrahar[214] et à environ 35 USD dans celles de Kandahar et de Helmand (carte 21), alors qu'en août 1998 on rendait compte de la vente de l'opium frais dans le sud de l'Afghanistan au prix de 63 USD / kilo, soit deux fois le prix pratiqué à la même époque en 1997. C'est dans le Badakhshan que les prix étaient les plus élevés au moment de la récolte, c'est-à-dire de mai à juin, puisqu'ils y ont atteint 91 USD / kilo[215]. Le rapport annuel 1997 / 1998 de l'Observatoire géopolitique des drogues semble valider ces chiffres dans leur ensemble[216]. Mais les prix ont toutefois baissé en février 1999 à la suite de l'opération de « répression » menée par les *taliban* contre trente quatre laboratoires d'héroïne dans le sud du pays, près de la frontière pakistanaise[217]. En 1999, Mohammad Ibrahim, directeur d'école et paysan afghan de la région de Jalalabad, déclarait à une journaliste que les quatorze kilos d'opium récoltés sur chacun des *jerip* qu'il cultive lui étaient achetés l'équivalent de quelque 5 000 francs[218].

Le prix de l'opium à la production est donc à l'évidence extrêmement sensible aux données conjoncturelles, qu'elles relèvent du climat, de la politique des Etats concernés, ou d'une combinaison des différents facteurs. Mais on observe en fait une augmentation simultanée des prix,

---

[209] Far Eastern Economic Review : *Drug Buddies : the heroin trade fights back - With official help*, Lintner B., 14-11-96.
[210] *Taliban* est le pluriel persan et pashto de l'arabe *talib* qui signifie étudiant en religion (pluriel arabe de *talaba*). *Taliban* est donc un nom commun pluriel.
[211] Suite à l'affaire des diplomates iraniens relative à l'attaque de Mazar-i Sharif du 8 août 1998.
[212] Secrétaire général du PNUCID.
[213] Les prix y étaient de 100 à 160 USD par rapport à 36 à 64 en 1997 : New York Times : *Afghanistan's Opium Business Hurt by Bad Weather, Border Tensions*, Wren C.S., 26-09-98.
[214] On trouve différentes orthographes du nom de cette province afghane dans la littérature, mais c'est ici celle que L. Dupree employait qui sera retenue. Nangrahar donc.
[215] ODCCP, *Afghanistan Opium Production Down 25 % in 1998*, *Op. cit.*
[216] Observatoire géopolitique des drogues, 1998, *La géopolitique mondiale des drogues 1997-1998*.
[217] Frontier Post *: Opium prices coming down in Afghanistan*, 27-02-99. Dépêche internationale des drogues : *Afghanistan : destruction de laboratoires en trompe-l'œil*, DID N° 90, avril 1999.
[218] Le Monde, *Les taliban ne parviennent pas à freiner la production d'opium*, Chipaux F., 09-01-00 (un *jerip* équivaut à 2 020 m² et M. Ibrahim consacre les quatre cinquième de ses 10 000 m² à la culture du pavot).

dans les différentes régions de production, qui semble correspondre à l'évolution des quantités produites et à son rapport à une demande croissante. Les prix se forment d'une part en fonction de la qualité de l'opium (à l'évidence supérieure en Asie du Sud-Est et inférieure en Asie du Sud-Ouest) et, d'autre part, en fonction des tendances de production. La hausse des prix asiatiques correspondrait ainsi à une stagnation relative de la production par rapport à une demande augmentant plus rapidement. Les différences régionales entre Croissant d'Or et Triangle d'Or peuvent quant à elles s'expliquer en fonction certes des rendements mais surtout des qualités produites. Les rendements du Croissant d'Or sont de loin les plus élevés, mais c'est la qualité de l'opium du Triangle d'Or qui est toujours jugée meilleure. Les quantités produites par chaque pays influent également à leur tour sur la formation des prix, l'opium birman étant ainsi le moins cher d'Asie du Sud-Est[219].

Le marché de l'héroïne, lui, voit les prix se former en fonction d'un critère d'éloignement, la valeur du kilo d'héroïne étant directement proportionnelle à la proximité des marchés consommateurs. Négocié autour de 1 100 à 1 300 USD à la frontière birmano-thaïlandaise en 1993, le kilo de morphine base était revendu transformé en héroïne 2 400 à 3 200 USD à la même frontière, et valait entre 7 000 et 11 000 USD à l'exportation à Bangkok. L'écart entre le prix d'un kilo d'héroïne dans la région source et à l'exportation est ainsi de 4 600 à 7 800 USD. L'héroïne N° 4, pure à 98 % rappelons-le, manufacturée dans le Triangle d'Or, se négocie ensuite entre 150 000 et 250 000 USD le kilo sur le marché de gros des Etats-Unis, en fonction de la qualité et du lieu d'achat. A titre de comparaison, l'héroïne en provenance d'Asie du Sud-Ouest se vend entre 70 000 et 200 000 USD le kilo, et celle d'Amérique latine entre 50 000 et 150 000 USD. En 1993, l'héroïne N° 4 était en fait la moins pure sur le marché états-unien (32,2 %), devancée par les héroïnes ouest asiatique (47,2 %) et sud-américaine (59,3 %). Mais en 1994 la tendance s'est retournée et la « China White » a vu sa pureté moyenne à la vente au détail remonter à 39,7 % alors que la « Black Tar » mexicaine présentait une pureté de 27,8 %[220]. Les degrés de pureté présentent d'autant plus d'intérêt qu'ils montrent l'amplitude possible de la variation des profits dégagés à partir d'un même kilo d'héroïne pure. Ainsi, le prix de la vente en gros de l'héroïne du sud-est asiatique en 1993-1994 sur le marché états-unien était donc de 150 000 à 250 000 USD le kilo. A la vente au détail, cette même quantité écoulée au gramme était vendue entre 300 000 et

[219] UNDCP, 1998, *Supply of and Trafficking in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances 1996* : 34-35.
[220] Dupuis M.C., 1996, *Op. cit.* : 189.

400 000 USD. Compte tenu d'une pureté moyenne au détail de 40 %, l'achat en gros d'un kilo d'héroïne permettait de revendre 2,5 kilos, soit, au détail, un chiffre d'affaires de 750 000 à un million de USD, pour une marge par kilo vendu de 450 000 à 600 000 USD[221].

En conséquence, un hectare de pavot à opium birman qui produit en moyenne quatorze kilos d'opium, permet l'élaboration de 1,4 kilo d'héroïne pure qui, au détail pourra donner deux kilos d'héroïne coupée. La valeur initiale de cet opium, environ 1 000 USD (hypothèse basse), sera après transformation en morphine et en héroïne de 9 800 à 15 400 USD à Bangkok, de 210 000 à 350 000 USD à la vente en gros aux Etats-Unis, et de 1 050 000 à 1 400 000 USD à la vente au détail compte tenu d'une pureté moyenne de 40 %. Si, dans notre exemple, les multiplicateurs par rapport au prix de l'opium sont donc d'environ 200 à 350 pour l'héroïne vendue en gros et de 1 000 à 1 400 pour celle qui est vendue au détail, la DEA estimait quant à elle en 1987 que ces multiplicateurs étaient respectivement de 200 et 2 000[222]. Au Royaume-Uni néanmoins, l'effet multiplicateur observé ci-dessus semble moins important, même si la différence est encore phénoménale : un kilo d'héroïne acheté 4 000 USD sur la frontière pakistano afghane peut être vendu de la sorte au Royaume-Uni entre 35 000 et 43 750 USD. Et la vente au détail peut permettre de dégager un chiffre d'affaires de 73 500 USD[223]. L'effet de multiplication des prix observé entre l'achat de l'opium au producteur, sa transformation en morphine puis en héroïne et sa vente en gros et au détail dans les pays destinataires pose alors le problème de la répartition des profits tirés du commerce des opiacés, comme des autres drogues d'ailleurs. En effet, quelle est la proportion du bénéfice total du commerce des opiacés qui revient d'une part au cultivateur producteur et d'autre part au pays producteur lui-même ?

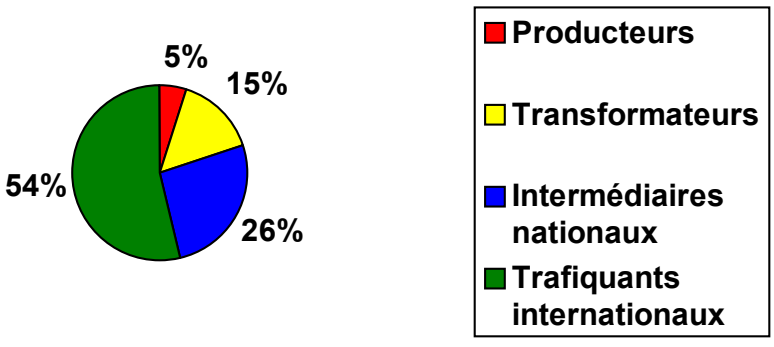
[221] *Ibidem* : 193.
[222] Grimal J.-C., 1993, *L'économie mondiale de la drogue* : 112-113 .
[223] Haq I., 1996, *Pak-Afghan drug trade in historical perspective*, in Asian Survey, Octobre 1996, Vol. 36 N° 10: 945-964. Source : @ Northen Light, 15 p. Voir également Dawn : *Trade tricks swell global drug traffic*, Connett D., Johnston L., 20-04-98.

1.2.3.3. La répartition des profits : de la production à la consommation

La formation du prix de la drogue aux divers stades de son élaboration permet, on l'a vu, de réaliser des marges bénéficiaires de plus en plus importantes depuis la production de l'opium jusqu'à la consommation de l'héroïne. Les acteurs du commerce de la drogue perçoivent des revenus qui sont fonction de leur place au sein de la chaîne de production, le trafiquant international d'héroïne réalisant un chiffre d'affaires sans aucune commune mesure avec celui du cultivateur, afghan ou birman ou autre. Les revenus du commerce des drogues se répartissent entre les Etats producteurs et les Etats consommateurs ou du moins entre les Etats producteurs – consommateurs du Sud et les Etats consommateurs du Nord. A titre indicatif, les pays producteurs de coca reçoivent, selon le Groupe d'action financière internationale (GAFI), 8 des 36 milliards du trafic de cocaïne, le reste, 28 milliards, allant aux pays consommateurs occidentaux.

On peut, pour apprécier l'importance du trafic comme les parts respectives de chacun tout au long de la chaîne de production et de commercialisation, considérer comment se répartissent les sommes dégagées par le narcotrafic. Il apparaît alors que les producteurs ne perçoivent que 2 à 5 % des bénéfices du marché de la drogue, les transformateurs et les intermédiaires nationaux 15 %, les transporteurs et trafiquants internationaux 26 %, et les distributeurs dans les pays consommateurs 54 %[224].

Graphique 3 :
Répartition des revenus
des acteurs du narcotrafic



Source : Observatoire géopolitique des drogues, 1996.

[224] Observatoire géopolitique des drogues, 1996, *Op. cit.* : 209-213.

Toutefois, si la répartition des revenus du narcotrafic entre les différents acteurs est profondément inégale, les bénéfices financiers réalisés par les paysans restent en majeure partie bien supérieurs à ceux qui leur seraient permis sur le marché des produits agricoles licites. Un cultivateur de pavot afghan peut ainsi espérer gagner en moyenne quelque 500 à 600 USD annuels, soit cinquante fois plus que ce que lui rapporterait une production de maïs ou de blé à superficie égale[225]. P. Willems estime quant à lui avec le PNUCID que, en 1996, ce seraient en fait quelque 80 millions de dollars US qui auraient été gagnés de la sorte par le million de cultivateurs afghans auxquels cette production et son commerce permettent de faire vivre leurs familles à partir de parcelles de seulement dix *jerip* ou deux hectares[226]. D'autre part, en Ouzbékistan en 1991, par exemple, un hectare de pavot pouvait rapporter jusqu'à 60 fois plus qu'un hectare de coton et 160 fois plus que la même superficie plantée en fruits[227].

Les revenus *per capita* obtenus par le biais du narcotrafic sont quant à eux, et en général, sensiblement plus élevés que les revenus nationaux moyens. Ainsi, en 1993 au Pakistan, où le PNB *per capita* était de 400 USD, un kilo d'héroïne base pouvait fournir entre 750 et 1 000 USD sur le lieu de fabrication. Et dans la célèbre plaine libanaise de la Bekaa, un cultivateur possédant 4,5 hectares de pavot à opium pouvait gagner 8 000 USD dans un pays où le revenu annuel moyen par tête d'habitant était de 2 300 USD en 1990. Quant au Laos, un kilo d'opium brut pouvait rapporter en 1993 une centaine de dollars US à son producteur, la moitié de ce que les Laotiens gagnent en moyenne annuelle[228]. En 1996 ce sont alors 263 USD qui étaient payés pour le même kilo d'opium, l'écart avec le revenu moyen se creusant donc d'autant plus[229]. D'autre part, on peut observer, selon les estimations et les analyses fournies par le PNUCID en 1996, qu'une maisonnée afghane productrice d'opium dégagerait un revenu annuel moyen (562 USD) équivalant à celui d'une maisonnée laotienne également productrice d'opium (535 USD). En effet, si l'Afghanistan produit beaucoup plus que le Laos, la qualité moindre de son opium, de valeur donc bien moins élevée, comme le nombre trois fois plus important des familles impliquées dans la production, font que les revenus annuels moyens par maisonnée sont équivalents[230]. Aux échelles nationales et au niveau de l'achat au producteur, la production et le commerce de l'opium permettent de dégager

[225] Dupuis M.C., 1996, *Op. cit.* : 71.
[226] Willems P., 1997, *Afghanistan's Gold*, The Middle East, September 1997.
[227] Grimal J.-C., 1993, *Op. cit. :* 51.
[228] UNDCP, 1994, *Drugs and Development* : 15.
[229] UNDCP, 1998, *Supply of and Trafficking in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances 1996* : 34-35.
[230] UNDCP, 1998, *Ibidem* : 35.

des revenus là aussi très contrastés. Les achats cumulés aux producteurs rapportèrent ainsi environ 1,6 million de USD au Pakistan et 360 millions en Birmanie.

Tableau 3 :

Estimation de la valeur des productions nationales d'opium en Asie en 1996

	A	B	C = A x B
Pays	**Prix au kg (USD)**	**Production (kg)**	**Valeur totale (USD)**
Pakistan	69	24 000	1 656 000
Thaïlande	567	5 100	2 891 700
Vietnam	627	8 700	5 454 900
RPD Lao	263	140 400	112 400 000
Afghanistan	50	2 248 000	112 400 000
Birmanie	206	1 760 000	362 642 400
	Total Asie	4 186 600	591 970 200

Source : UNDCP, 1998, *Supply of and Trafficking in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances 1996*

Ces chiffres, même s'ils ne se valident pas toujours entre eux, les sources et leurs résultats étant ici comme ailleurs particulièrement contrastés et controversés, présentent tous les différences significatives qui existent entre les revenus des cultivateurs de produits licites et illicites. Ici encore donc, ce sont les tendances qui semblent présenter un intérêt certain du point de vue de l'analyse des données statistiques.

Si l'on considère par exemple maintenant la rémunération des producteurs par rapport au produit intérieur brut agricole (PIBA), il apparaît que les productions d'opium du Croissant d'Or ne représentaient, à la fin des années 1980, que 0,5 % du PIBA régional, chiffre faible lorsque l'on voit que les productions andines de coca représentent 14 % du leur. La moyenne de tous les pays producteurs de plantes à drogues confondus n'atteint ainsi que 2,5 % de leur PIBA. La valeur du prix de gros sur le marché local du produit agricole transformé, cocaïne, héroïne ou haschich, fait ensuite augmenter la participation du secteur narcotique à 20 % du PIBA en moyenne[231]. Ces données permettent donc de juger d'une part de l'importance des cultures illicites dans l'économie

[231] Rementeria I. de, in Delbrel G., 1991, *Géopolitique de la drogue* : 46.

de pays qui sont, pour la plupart, caractérisés par un secteur agricole largement dominant et, d'autre part, de l'importance globale des revenus que les cultivateurs peuvent tirer de ces cultures par rapport à ceux qui sont générés par les productions légales. Au sein des pays producteurs de plantes à drogues la répartition des revenus entre les cultivateurs et les commerçants accorde en moyenne 16 % du prix de gros du produit fini aux premiers et 84 % aux seconds. Iban de Rementeria, ancien expert des Nations unies et responsable du FNULAD, explique ainsi que les producteurs de plantes à drogues reçoivent en moyenne une part du prix de gros local moindre que celle généralement perçue avec les autres cultures tropicales légales destinées à l'exportation. Ainsi la participation du cultivateur au prix de gros local de produits tels que le café, le cacao, le thé, les teintures naturelles ou les noix tropicales, atteint en moyenne au moins 30 % et peut même, quoique rarement, atteindre 80 %, et ceci dans des conditions de commercialisation efficaces bien sûr[232]. Mais le prix des produits agricoles tropicaux légaux étant inférieur à ceux des drogues illicites et, surtout, leurs cours étant très irréguliers, les cultures, qu'elles soient de coca, de pavot ou de cannabis, se présentent souvent en tant que dernier recours au paysan confronté au marché.

Ainsi, si les cultures de plantes à drogues permettent aux pays comme aux paysans du Sud de dégager des revenus et des profits nettement supérieurs à ceux qui sont générés par les cultures légales, elles permettent également aux trafiquants du Nord de réaliser des marges bénéficiaires considérables. Les revenus des producteurs sont, à leur échelle économique, tout aussi importants que ceux des trafiquants. Mais ce phénomène implique également que les cultures licites souffrent de la concurrence des prix pratiqués par les narcotrafiquants. Ainsi, en Inde, au printemps 1995, les producteurs d'opium licite du Madhya Pradesh ont refusé de livrer leur récolte à l'Etat, les 8 USD par kilo proposés par celui-ci ne pouvant concurrencer les 255 USD offerts par les narcotrafiquants[233]. Des laboratoires clandestins d'héroïne de mauvaise qualité existeraient d'ailleurs au Madhya Pradesh[234].

Si la répartition des revenus du commerce de la drogue est profondément inégale selon la place qu'occupent les acteurs dans le processus de production, il semble bien néanmoins que même les plus petits des revenus, ceux des paysans cultivateurs, soient souvent beaucoup plus attractifs que ceux qui sont proposés par l'intégration dans les marchés légaux. Les pays producteurs apparaissent en effet être parmi les plus pauvres au monde et sont caractérisés par un

[232] *Ibidem* : 46-47.
[233] Observatoire géopolitique des drogues, 1996, *Op. cit.* : 212.
[234] The Hindu : *Growing Menace of Drug Trafficking*, Kumar V., 18-09-97.

secteur agricole largement dominant dont la pauvreté accuse la marginalité du monde rural. La formation du prix des drogues et la répartition des revenus du narcotrafic s'inscrivent ainsi, à l'instar des mécanismes du marché des produits agricoles tropicaux[235], dans la construction des rapports Nord-Sud et dans la problématique générale du développement.

Conclusion

Malgré les idées communément reçues, selon lesquelles le recours à l'économie de la drogue est une solution de facilité, la culture du pavot à opium n'est pas chose aisée et elle requiert bien sûr, à l'instar de n'importe quelle autre activité agricole, une maîtrise effective de techniques spécifiques. Une indispensable connaissance du lieu de culture, de la plante, et de leurs aléas respectifs démontre en effet que le recours à l'agriculture narcotique et illégale n'est en rien une solution de facilité de la part des cultivateurs. Cette activité, en plus de sa technicité, présente de trop nombreux désavantages qui n'ont pas tous été développés ici : vulnérabilité importante aux facteurs climatiques (vents et précipitations) et caractère illicite des cultures qui en font des cultures à risques, ne bénéficiant pour toute subvention que de l'avance sur récolte fournie par les négociants, et ne permettant aucun recours légal ou financier en cas de perte. Bien sûr, la culture illicite du pavot reste également en marge de la recherche agronomique et de ses divers avantages.

Mais le pavot à opium, ces inconvénients certains mis à part, bénéficie de conditions de commercialisation particulièrement avantageuses et dynamiques qui en font un produit fort demandé. Son illégalité est également ce qui en fait une manne économique pour de nombreux cultivateurs du Croissant d'Or et du Triangle d'Or. Le phénomène de multiplication des prix observé au cours du processus de transformation de l'opium en héroïne, et de leurs commercialisations respectives, permet d'expliquer la motivation qu'ont de nombreuses populations de s'engager dans une culture et des activités prohibées, et donc répréhensibles et risquées, sinon dangereuses.

C'est cette ambiguïté fondamentale de la production et du commerce des drogues qui doit permettre d'expliquer un tel recours : si la culture du pavot est difficile et astreignante et celle de la

[235] Alain Labrousse remarque ainsi que *le narcotrafic obéit donc aux lois générales de l'économie des matières premières ou des produits agricoles du Tiers-Monde.* Labrousse A., 1996, *Les drogues dans le monde : la part du Sud*, in Centre Tricontinental, 1996, *Drogues et narco-trafic* : 6.

production d'héroïne est complexe et dangereuse, les revenus tirés de cette industrie[236] semblent toutefois motiver différentes populations à s'engager dans des activités illicites et risquées. Même si les cultivateurs ne récoltent qu'une part infime du profit total dégagé grâce à leurs productions, ces revenus dépassent toutefois ceux qu'ils obtiendraient de cultures licites. Dans le cas contraire ces producteurs d'opium n'auraient en effet pas recours à des cultures présentant une telle somme de désavantages pratiques. Mais, nous l'observerons, il y a de nombreux autres facteurs qui interviennent dans la logique spatiale de production illicite de l'opium. Une des motivations qui semble exister derrière le recours aux productions agricoles illicites est donc à l'évidence, et à première vue, d'ordre économique. Mais il nous faudra déterminer les causes premières et réelles, autres qu'économiques, qui peuvent pousser à ce recours à la production de drogue, ici en l'occurrence dans les espaces du Croissant d'Or et du Triangle d'Or.

[236] Le PNUCID qualifie le narcotrafic d'industrie en ce qu'il génère un emploi important et varié depuis la production jusqu'à la transformation et la commercialisation : UNDCP, 1994, *Op. cit.* : 5.

1.3. L'opium dans le Triangle d'Or et le Croissant d'Or

L'opium, nous l'avons vu, n'est pas un phénomène à proprement parler asiatique. Ou du moins, ne l'était-il pas à l'origine. Certes la Chine est devenue le plus grand producteur d'opium mondial de toute l'histoire, mais la diffusion agricole de la plante, comme les pratiques de consommation qui lui étaient liées, y avaient en fait été importées et imposées par les dynamiques commerciales et impériales des deux derniers siècles. Pavot à opium et opium n'étaient donc pas asiatiques, ou du moins ne l'étaient-ils pas strictement, mais ils finirent par le devenir, l'image même de l'opium, de ses vices et de ses fumeries, s'associant étroitement aux représentations occidentales de l'Orient. Aujourd'hui, c'est en effet au sein de cet immense espace montagneux de l'Asie méridionale qui s'étend depuis les plateaux anatoliens jusqu'aux hautes terres de l'éventail nord indochinois, à travers l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde que l'on trouve les espaces majeurs de production d'opium que sont ceux du Triangle d'Or et du Croissant d'Or (cartes 5, 8, 9)[237]. Mais si l'opium illicite mondial est aujourd'hui produit, dans son immense majorité, en deux endroits de ces 7 500 kilomètres d'étroite succession de montagnes, il n'est en fait qu'en Inde où la production d'opium est légale, et où, avec la plaine du Gange au sud des Himalayas, cette vaste étendue montagneuse présente une rupture majeure. C'est à l'est et au centre de cette bande montagneuse, de part et d'autre de l'Inde, que se situent donc les deux actuelles plus importantes régions productrices d'opium illicite au monde. Et celles-ci présentent bien sûr autant de différences que de similitudes, aussi bien quant à leurs conditions d'émergence qu'à leurs caractéristiques premières. Ce sont précisément ces différences et ces similitudes qui peuvent expliquer en partie le recours au narcotrafic comme les multiples interactions et effets de vases communicants qui leur sont propres. Nous allons le voir, avec l'émergence de ces deux espaces, l'opium a en effet été diffusé de l'Asie mineure à l'Asie du Sud-Est, avant de s'implanter en force en Asie du Sud-Ouest.

[237] Voir : McCoy A., 1991, *The Politics of Heroin : CIA Complicity in the Global Drug Trade* : 3.

1.3.1. L'émergence du Triangle d'Or : la diffusion de l'opium de la Chine aux hautes terres de l'éventail nord indochinois

1.3.1.1. Le terreau chinois du commerce de l'opium

Premier producteur mondial d'opium, ainsi que son plus grand consommateur, la Chine produisait 85 % de l'opium mondial illicite en 1906, c'est-à-dire quelque 35 364 tonnes sur un total de 41 624[238]. Cet état de fait était le résultat de la combinaison historique de multiples facteurs dont certains peuvent être qualifiés d'endogènes et d'autres d'exogènes. Certes, le commerce triangulaire, facteur exogène, imposé par l'Empire britannique et ses marchands, reste la raison fondamentale du développement de l'opiomanie et de la culture du pavot qui s'ensuivit en Chine. Mais l'histoire politique et économique de la Chine, en tant que facteur endogène, fournit également, ne serait-ce que dans le cadre des relations sino-britanniques, de nombreuses explications permettant de comprendre l'émergence d'un tel phénomène.

La longue histoire des relations entre les sphères économique et politique en Chine permet d'éclairer les conditions dans lesquelles les importations forcées d'opium indien par les britanniques ont pu prendre place. Cette dialectique du politique et de l'économique permet également d'éclairer, d'une part l'émergence des espaces de production du sud de la Chine, le Yunnan par exemple, et, d'autre part, l'émergence du narcotrafic moderne comme la diffusion de la production d'opium dans les montagnes du sud-est asiatique. En effet, la Chine a une longue tradition de conflit opposant d'un côté les détenteurs des pouvoirs politique et administratif, et, de l'autre, les acteurs économiques que sont les marchands[239]. Cette rivalité millénaire a donc en partie généré la formidable poussée vers le Sud des populations chinoises, que des crises agricoles et alimentaires mais aussi de nombreux conflits vont aussi bien sûr alimenter.

Une dichotomie spatiale et culturelle y a longtemps sous-tendu l'opposition parfois violente des sphères politique et économique et, en effet, la Chine du Nord a toujours été celle des centres de pouvoirs. Le sud, quant à lui, était traditionnellement et historiquement considéré comme un espace naturel « sauvage » abritant des populations barbares et incultes. Aussi, en Chine, le

[238] *Ibidem* : 495.
[239] Voir Szynkiewicz S., 1989, *Interactions between the nomadic cultures of central Asia and China in the Middle Ages*.

vocable *yueh*, qui signifie « barbare », servait-il à dénommer tout ce qui se trouvait au sud du Yangtze[240]. C'est vers ce sud forestier, inhospitalier selon les critères chinois, que nombre d'indésirables de la Chine du Nord étaient expulsés avec leurs familles. Parmi eux se trouvaient beaucoup de commerçants qui subissaient les répressions du pouvoir central et c'est ainsi que, depuis le XI^{e} siècle avant J.-C. au moins, la Chine a connu des déplacements forcés de population vers plusieurs royaumes méridionaux indépendants, dont celui, particulièrement puissant, de Yueh (actuels Zhejiang et Fujian, V^{e} – VI^{e} siècle avant J.-C.)[241]. Et c'est dans ce contexte que le roi de Qin (221 avant J.-C.), également connu en tant que « Premier Auguste souverain » ou « Premier empereur » (*Shi Huangdi*), a entrepris la conquête de ces royaumes (avec l'aide de milliers de criminels et de marchands qu'il expulsait de la Chine du Nord, et dont il usait pour repeupler le sud avec des Chinois ethniques (Han) qui remplaçaient par exemple les Tai du sud de la Chine[242]. Aussi l'Asie du Sud-Est fut-elle la destination des populations originaires de la Chine méridionale lorsque l'empereur Wu-ti (140-87 avant J.-C., dynastie des Han) envahit à son tour la région. Face à la pression chinoise, les premiers habitants furent contraints de migrer vers les montagnes du sud-ouest, vers le Yunnan, la Birmanie, le Siam et le Laos.

Si l'histoire politico-économique de la Chine peut permettre d'expliquer certains des mécanismes de la poussée vers le Sud des populations chinoises[243] elle peut également permettre de comprendre la formation des diasporas chinoises comme leur rôle dans les structures économiques de l'Asie du Sud-Est[244]. Ces rivalités ont en effet généré des espaces particuliers peuplés de populations pour lesquelles l'invisibilité et les réseaux étaient fondamentaux à leur

[240] Seagrave S., 1995, *Op. cit.* : 80.
[241] La Chine du Nord avait toujours été basée sur une civilisation agricole gouvernée par une bureaucratie féodale tatillonne. Les confucéens orthodoxes plaçaient les commerçants au bas de l'échelle sociale, en dessous des paysans, des artisans et même des soldats. Ils n'étaient en fait pas considérés beaucoup mieux que ne l'étaient de vulgaires criminels. Ils étaient dangereux puisque cupides. Pour les confucéens, la prospérité de la communauté était basée sur l'agriculture, sur la production, et non sur le commerce qui n'était qu'une activité vénale permettant à certains privilégiés de vivre du travail des autres : *Ibidem* : 67.
[242] *Ibidem* : 66.
[243] Wang Gungwu décrit ce type de migration des commerçants chinois comme celle des *Huashang* ou marchands chinois. Ce type historique de migration englobe les migrations à l'intérieur même de la Chine vers les provinces du Yunnan, du Guizhou, du Guangxi et de Taiwan. Les migrants conservaient des liens puissants avec leurs régions d'origine lorsqu'ils s'installaient en Asie du Sud-Est, comme le firent les marchands du Shanxi, de Anwhei, du Fujian et du Guangdong. Toujours relevant de ce type de migration *Huashang* par exemple, les Hokkien s'installèrent du Japon à Java, les Hakkas à Bornéo, et les Teochiu en Thaïlande : Gungwu W., 1991, *China and the Chinese Overseas* : 4-5.
[244] Voir le recueil d'articles de Wang Gungwu, 1991, *Op. cit.* et, sous la direction de Lynn Pan (1999), *The Encyclopedia of the Chinese Overseas*.

survie. Ces populations commerçantes ont dû s'adapter secrètement et s'entraider, trafic et corruption devenant parmi leurs principaux outils de prédilection.

Le Yunnan et les hautes terres de l'éventail nord indochinois devaient en effet devenir ces espaces de production et de trafic illicites que l'on connaît. Si les conditions de diffusion de toute activité illicite étaient réunies depuis longtemps en Chine et en Asie du Sud-Est, après les migrations et l'installation des Chinois d'outre-mer, de leurs sociétés secrètes et de leurs réseaux, ce sont les Britanniques qui ont su imposer à l'Empire chinois, souvent en partie grâce à ces mêmes réseaux, un commerce de l'opium que l'empire refusait. Le commerce des puissances coloniales occidentales avec la Chine se devait en effet d'être réalisé par l'intermédiaire de tous ces « enfants de Yueh », comme S. Seagrave les appelle, puisque la Chine de l'époque opposait ses restrictions traditionnelles au commerce et même aux contacts avec le monde extérieur[245]. Les monopoles impériaux chinois, comme celui de la *British East India Company*, bénéficiant de l'étendue et de la structuration des réseaux commerciaux de la diaspora chinoise, firent que le commerce de l'opium se développa en Chine au-delà de toute espérance britannique. Ce commerce et le développement de la production qui s'ensuivit, fournirent ainsi les premières pierres de l'édifice du trafic des opiacés dans le Triangle d'Or, et même au-delà.

[245] La dynastie des Ming (1368-1644) avait connu une augmentation croissante du commerce sans, toutefois, réviser ses politiques isolationnistes du XIV^{e} siècle. Les côtes chinoises étaient de plus en plus soumises aux multiples pressions commerciales des Arabes, des Persans, des marchands hindous et musulmans d'Asie du Sud, des flottes portugaises, des flibustiers japonais et de l'importante diaspora chinoise qui faisait le lien entre tous ces marchands et les acheteurs du continent. Et les Ming, malgré leur besoins commerciaux, fortifièrent les côtes au lieu de développer des réseaux d'échange maritime : *The system had by then lost its capacity to monitor the extent of those changes. Thus, in terms of foreign relations overseas, the tributary system of regulated trade became ritualized and then nominal and finally ineffective* : Gungwu W., 1991, *Op. cit.* : 62-64. Voir également Di Cosmo N., 1999, *State formation and periodization in inner Asian history*.

1.3.1.2. De la Chine du Sud aux montagnes de l'Asie du Sud-Est

L'opiomanie qui sévit en Chine et le déséquilibre dramatique de la balance des paiements de l'empire, obligèrent les dirigeants chinois à développer la culture du pavot à opium sur leur propre territoire, afin de substituer leur propre production aux importations britanniques et, ainsi, de diminuer le déséquilibre croissant des échanges d'argent métal[246]. Les provinces du Sichuan et du Yunnan, par exemple, se prêtaient particulièrement bien à la culture du pavot à opium, grâce à leurs données écologiques et à leur localisation périphérique : la production d'opium y connut ainsi une augmentation très importante dès les années 1860[247]. Aussi, en 1906, au moment où la Chine impériale décrétait le premier d'une longue série d'édits visant à la suppression de la consommation et de la production d'opium, sa production équivalait à 85 % de l'opium mondial illicite. Les récoltes étaient devenues tellement importantes[248] que le Yunnan commença donc à exporter de l'opium en Asie du Sud-Est et, en 1901, Paul Doumer, le gouverneur de l'Indochine française déclarait que la moitié de ce qu'il vendait dans le cadre du monopole de la colonie provenait du Yunnan[249]. Les prix élevés pratiqués par les monopoles coloniaux[250] en Asie du Sud-Est, comme la proximité du Yunnan et l'existence des réseaux commerciaux chinois, firent que l'opium yunnanais généra rapidement la mise en place d'un marché noir où opiomanes chinois de

[246] L'idée du développement d'une production chinoise d'opium fut proposée en premier lieu par Xu Naiji en juin 1836, mais sa proposition fut rejetée avant d'être même contre-balancée par l'acceptation du programme de prohibition proposé par Huang Juzi en 1838. L'empereur Daoguang inaugura cette politique en envoyant Lin Zexu à Guangdong, lequel fournit un motif aux Britanniques pour déclencher la première guerre de l'opium après qu'il eut fait brûler, dans la ville de Humen en juin 1839, de l'opium confisqué. Après la victoire britannique de 1842, le commerce de l'opium et sa consommation se développèrent rapidement en Chine, grevant les finances mandchoues qui durent bientôt taxer la consommation et favoriser la production d'opium afin de faire face au déficit du commerce extérieur et aux dépenses provoquées par la révolte des Taiping de 1851-1864. Les premières taxes furent perçues à Shanghai en 1856, l'opium fut légalisé en Chine en 1858, et, en 1859, l'empereur Xianfeng (1850-1861) accepta la levée d'impôts sur la production d'opium du Yunnan. En 1874, Li Hongzang, figure majeure de la lutte contre les Taiping et du mouvement « d'autorenforcement » (*Self-Strenghtening Movement*, ou *ziqiang*), proposa et obtint de supprimer la prohibition visant la production chinoise d'opium, et, à la fin de la décennie, l'opium chinois surpassait nettement en quantité l'opium britannique importé. Pour plus de détails, voir Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.*

[247] Au tournant du siècle, les deux provinces produisaient ainsi 54 % des récoltes de la Chine toute entière, le reste provenant des autres provinces du centre et du sud du pays : McCoy A., 1991, *Op. cit. :* 89.

[248] Dès 1875, environ un tiers des surfaces arables du Yunnan était cultivé en pavot à opium et, en 1883, la production chinoise était deux fois plus importante que les importations : Anderson E.F., 1993, *Plants and People of the Golden Triangle : Ethnobotany of the Hill Tribes of Northern Thailand* : 116.

[249] McCoy A., 1991, *Op. cit.* Voir également, à propos des monopoles de l'opium en Indochine : Le Failler P., 2001, *Op. cit.*

[250] Dans les colonies européennes d'Asie du Sud-Est, et même au Siam, l'opium était distribué et proposé à la vente à la diaspora chinoise par des monopoles coloniaux organisés sous la forme de régies d'Etat. Dans les Indes britanniques la production d'opium était aussi placée sous un monopole. Voir les ouvrages de C. Descours-Gatin (1992), C.A. Trocki (1999), P. Le Failler (2001).

Birmanie, du Siam et d'Indochine d'une part, et producteurs et commerçants chinois d'autre part, trouvèrent un intérêt commun. Les monopoles coloniaux d'Asie du Sud-Est, qu'ils aient été britannique ou français, ont ainsi développé le commerce de l'opium, en même temps qu'ils en ont répandu l'usage et incidemment provoqué le trafic. Même le royaume du Siam, seule entité territoriale d'Asie du Sud-Est à avoir conservé son indépendance, dégageait jusqu'à 14 % du montant des taxes prélevées dans le pays grâce au commerce de l'opium. En 1905-1906, le commerce de l'opium fournissait 16 % des taxes perçues en l'Indochine française et 53 % de celles perçues en Malaisie britannique[251].

Cependant, les mouvements expansionnistes de la Chine du Nord provoquèrent une fois de plus des déplacements de population vers l'Asie du Sud-Est et, cette fois, l'opium et son commerce accompagnèrent ces migrations forcées. Ainsi, en 1856, l'Empire chinois dut faire face à la rébellion des Hui du Yunnan, couramment appelé rébellion des Panthay[252]. Les Hui, appelés Panthay par les Birmans[253], sont des Chinois musulmans, descendants de Umar al-Bukhari, ce boukhariote que les Mongols avaient chargé sous la dynastie des Yuan (XIII^{e} siècle) de gouverner le sud-ouest de la Chine[254]. Dès cette époque, les avantages procurés par la situation géographique du Yunnan étaient appréciés des Mongols qui convoitaient notamment la Birmanie, et le commerce caravanier de la route dite « de Birmanie » est ainsi tombé depuis Umar al-Bukhari aux mains des Hui, lesquels accomplissaient le *hadj*, le pèlerinage à la Mecque, *via* la Route du Jade, future *Burma Road* (Route de Birmanie), dès le XIV^{e} siècle (carte 2)[255]. La rébellion des Panthay

[251] McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 93.

[252] Les Hui, ou Panthay, sont des Chin Haw, des chinois musulmans de la périphérie, ici en l'occurrence du Yunnan. Les rébellions au sud du Yangtze étaient déjà un phénomène ancien et connu de la Chine impériale puisque les Tai et les Shan avaient déjà livré de grandes batailles contre l'empire aux XV^{e} et XVI^{e} siècles, batailles qui avaient provoqué de nombreuses rébellions tribales (1449). Ces rébellions affaiblirent tellement les armées impériales que les Mongols purent même en profiter pour capturer l'empereur lui-même : Gungwu W., 1991, *Op. cit.* : 64-65.

[253] Le terme de Panthay est un exonyme birman que les « Panthay » eux-mêmes désapprouvent en lui préférant l'endonyme de *hui-hui* ou encore de *hui-tzu* qui signifient simplement « musulman ». L'expression de « Chinois musulman » est ainsi de loin préférée par les principaux intéressés à celle de Panthay : Yegar M., 1966, *The Panthay (Chinese Muslims) of Burma and Yunnan* : 74-75. Panthay sera néanmoins utilisé ici par souci de simplicité et de clarté, le terme précisant de façon satisfaisante les origines ethniques et géographiques en plus de la religion.

[254] Forbes A., Henley D., 1997, *The Haw : Traders of the Golden Triangle* : 29. Une autre version existe expliquant la présence des Hui dans le sud de la Chine. Une armée musulmane serait venue au secours de l'empereur à la demande de celui-ci, et n'aurait pas osé repartir en terre musulmane en raison de leurs nombreuses expositions à diverses pollutions religieuses, telle que celle d'avoir consommé du porc par exemple. Il est vrai que quelque 20 000 soldats musulmans étaient réellement accourus au secours de l'empereur (Hsuang Tsung, 712-756) qui était confronté à une rébellion au Tibet : Yegar M., 1966, *Op. cit.* : 73-74. Voir également à propos des relations entre la Chine et ses populations musulmanes : The Frontier Post : *Islam in China, A Picture of Past and Present*, Butt J.M., 04-06-99.

[255] Voir le développement succinct de l'histoire de la route du jade en début du chapitre 2.2.2.1. « Réorientations multiples autour du Triangle d'Or ».

de 1856 était en fait une réaction à la poussée vers le Sud des Han ; et la création, par Du Wenxiu (Sultan Suleiman), d'un royaume musulman autour de sa capitale de Dali, s'avéra économiquement viable grâce aux réseaux commerciaux reliant le Yunnan à l'Asie du Sud-Est. Les mules vigoureuses et très renommées des Panthay leur avaient permis de sillonner les pistes montagneuses de Birmanie[256], du Siam, du Laos et du Tonkin pendant déjà plusieurs siècles avant que leur rébellion et celle des Taiping[257] ne soient vaincues par les forces chinoises (carte 4). Les Panthay se réfugièrent ainsi dans les Etats wa et shan du nord-est de la Birmanie (Panglong[258], mais également Mogok, Rangoun, Mandalay, Taunggyi, Bhamo et Kengtung), et dans le nord de la Thaïlande, (Chiang Khong, Chiang Saen, Mae Saï, Chiang Raï, Chiang Maï, Mae Sariang) (cartes 18, 11, 20, 12). Ils ravagèrent le nord du Laos et du Vietnam lors de ce que les Lao et les Thaï ont appelé les « guerres haw »[259]. Les Panthay se firent alors les alliés des Hmong[260] qui s'étaient eux-mêmes rebellés contre les Chinois en 1853. Les massacres que subirent les premiers durant les années 1870 en représailles de leur rébellion les forcèrent à émigrer en masse au Tonkin et au Laos. Hmong et Yao fuirent la répression en emportant avec eux leur savoir agricole dont celui de la culture du pavot à opium faisait partie. La poussée chinoise vers le Sud avait donc déplacé vers l'Asie du Sud-Est, d'une part, des caravaniers parmi les plus fameux et, d'autre part, les plus qualifiés des producteurs d'opium de la Chine méridionale.

Dans un contexte d'explosion de la production d'opium en Chine, de développement de la consommation en Asie du Sud-Est, et de prix exorbitants pratiqués par les monopoles coloniaux, ces migrations forcées allaient permettre ma mise en place des structures mêmes de ce qui deviendra le Triangle d'Or. En effet, d'une part les Panthay étaient les plus à même, depuis des siècles, de contrôler les réseaux marchands des montagnes du sud de la Chine et d'Asie du Sud-

[256] La piste principale était celle qui arrivait ou qui partait de Bhamo, la *Ambassadors Road*, « route des ambassadeurs » ou encore « route de Bhamo ». Les britanniques comme le roi birman Mindon comptaient beaucoup sur cet axe commercial chinois qui souffrit d'ailleurs considérablement de la révolte des Panthay et des Taiping. La fréquentation de cet axe diminua jusqu'à la défaite du sultanat, l'insécurité régnant le long de la route étant causée principalement par l'envoi de groupes de bandits et de mercenaires contre le sultanat par l'Empire chinois : Yegar M., 1966, *Op. cit.* : 76-81.

[257] Soulèvement populaire et religieux, probablement le plus important de la Chine du XIX^{e} siècle, qui ravagea dix sept provinces et fit quelque vingt millions de morts. Son leader, Hung Hsiu-ch'üan, se croyait investi d'une mission divine qu'il disait lui avoir été confiée par le Christ lui-même. (Voir *Encyclopaedia Britannica* et *Encyclopaedia Universalis*).

[258] A ne pas confondre avec le Panglong du centre de l'Etat shan où eu lieu la série de conférences dites « de Panglong » à partir de mars 1946 et qui aboutirent à la création de l'Union de Birmanie.

[259] Forbes A.., 1997, *Op. cit.* : 97-201.

[260] Notons que des Shan et des Kachin de la frontière birmane vinrent également à l'aide des Panthay : Yegar M., 1996, *Op. cit.* : 75.

Est[261], et, d'autre part, les Hmong et les Yao avaient trouvé au sud du Yunnan les mêmes conditions écologiques qui leur permettaient déjà de cultiver le pavot en Chine. Panthay et Hmong, anciens alliés contre l'oppresseur chinois, s'associèrent rapidement, les premiers assurant la logistique nécessaire au commerce de l'opium que les seconds produisaient[262]. A la même époque, les différents monopoles de l'opium en Asie du Sud-Est augmentaient brutalement leurs prix de vente, ignorant l'explosion de la production dans le sud de la Chine[263]. Aussi, après 1900, le Siam et les acteurs politiques et économiques de l'Indochine française réalisèrent à quel point le trafic illicite d'opium en provenance de Chine concurrençait leurs propres ventes, mais la production de la péninsule indochinoise ne devait pas se développer réellement avant la Seconde Guerre mondiale.

Les politiques économiques et territoriales mises en place par la Chine depuis les deux derniers millénaires ont donc fortement contribué à l'émergence du Triangle d'Or. En effet, elles ont déplacé et marginalisé les premières populations commerçantes vers les côtes et les montagnes au sud du Yangtze, et ont par là créé les conditions d'émergence des diasporas chinoises ainsi que celles de leurs multiples réseaux. D'autre part, en forçant les commerçants chinois à l'illégalité et au trafic, la Chine a permis aux Britanniques d'imposer leur commerce de l'opium par l'intermédiaire de ces mêmes commerçants, en contournant les restrictions du monopole impérial du commerce. Avec leur poussée pluri-millénaire vers le Sud, les dirigeants chinois ont également provoqué le déplacement des populations autochtones, en l'occurrence les Tai, les Hmong et les Yao, ce que la Chine impériale a achevé au XIX^{e} siècle avec les déplacements forcés de population (Panthay, Hmong et Yao) vers les hautes terres de l'éventail nord indochinois. Ce sont ces populations, donc, qui ont fourni les acteurs premiers de l'émergence du Triangle d'Or.

---

[261] Le général britannique Crosthwaite notait à la fin du XIX^{e} siècle que les Panthay et leurs mules couvraient des distances données en trois fois moins de temps que les Shan avec leurs chariots à bœufs, et que leurs multiples trajets permettaient d'entretenir les pistes vitales au commerce avec la Chine. : Yegar M., 1996, *Op. cit.* : 82

[262] T.B. Grandstaff émet une hypothèse (*historical speculations*) selon laquelle l'association commerciale des Hmong et des Haw aurait été possible grâce au mode de production hmong, la première permettant à la seconde de se perpétuer. Les Hmong étant des essarteurs de forêt primaire et devant de ce fait se déplacer fréquemment, la production d'opium leur permit de faire face aux « soudures » caractéristiques de ce mode de vie itinérant. Les Haw, quant à eux, permirent aux Hmong de commercialiser leur opium où qu'ils soient et où qu'ils aillent. Selon Grandstaff, le fait que les Hmong aient pu perpétuer leurs cultures itinérantes sur brûlis est lié à la symbiose qu'ils ont entretenue avec les Haw : *It seems likely that the initial Hmong-Haw association may have helped to make the Hmong successful among the primary-forest swiddeners, but that the others also may have adopted opium as a cash crop for similar reasons connected with migration and the primary-forest swidden pattern, at about the same time :* Grandstaff T.B., 1979, *The Hmong, Opium and the Haw* : 79. C. Culas remarque qu'il est toujours possible de reconnaître les Hmong qui entretenaient des relations avec les Haw au fait qu'ils pratiquent le dialecte *Quan-huà*, dialecte chinois du Yunnan, *langue de transaction économique entre acheteurs Haw et montagnards producteurs* : Culas C., 2000, *Op. cit.* : 261.

[263] McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 94-95.

1.3.1.3. Le façonnement du Triangle d'Or

Si des populations productrices d'opium et commerçantes émigrèrent depuis la Chine du Sud jusqu'en Asie du Sud-Est, la culture du pavot à opium ne prit toutefois de réelle importance dans la péninsule qu'au milieu du XIX[e] siècle. En effet, la Chine[264] et l'Inde produisaient plus d'opium qu'il n'était nécessaire pour alimenter les opiomanes de toute l'Asie, et, d'autre part, les monopoles coloniaux d'Asie du Sud-Est étaient particulièrement récalcitrants au développement de la culture du pavot à opium dans leurs domaines. Le décalage qu'il y a eu, en Asie du Sud-Est, entre l'apparition des facteurs humains permettant une production régionale d'opium et le développement concret de cette production, s'explique très bien par les réticences des monopoles coloniaux qui tiraient une grande partie de leurs revenus de la vente de l'opium, et non pas de sa production ou de son exportation. Les gouvernements coloniaux étaient déjà confrontés au développement du marché noir de l'opium yunnanais qui concurrençait fortement leurs ventes. Accepter et favoriser une production locale n'aurait alors fait que compliquer encore plus une situation déjà quasi incontrôlable tant les frontières septentrionales du Siam et des domaines coloniaux étaient poreuses et très mal maîtrisées[265].

Dans les années 1930 et 1940, plusieurs évènements se combinèrent, de la Birmanie au Tonkin, en passant par le Siam et la Chine, qui permirent et provoquèrent un développement sans précédent de la production d'opium en Asie du Sud-Est. Les Britanniques, qui alimentaient leur monopole de la vente de l'opium en Birmanie avec leur opium indien, s'étaient débarrassés du problème de la production des Etats shan et wa, comme de celui du trafic provenant du Yunnan, en se refusant à intervenir administrativement dans ces régions frontalières[266]. Le Siam, devenu Thaïlande sous le gouvernement de Phibun en 1938, avait également souffert de la contrebande de l'opium chinois et birman, et les mesures de réduction annoncées en 1907 (fermeture des fumeries d'opium) par le roi Chulalongkorn (r. 1868-1910), devaient céder la place à une politique de

[264] Pendant les années 1920, la Chine produisait plus de 6 000 tonnes d'opium par an, et l'Asie du Sud-Est, 60. : McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 96.
[265] *Ibidem* : 100.
[266] Voir Maule R.B., 1992, *The Opium Question in the Federated Shan States, 1931-36 : British Policy Discussions and Scandal* : un officiel britannique s'exprimant en ces termes : *les Etats Wa sont un chien endormi qu'il est préférable de laisser tel quel* : 26. Les Britanniques se sont toujours déchargés de l'administration des Etats shan, qu'ils n'ont jamais occupés, au profit des *Sawbwa* qui s'opposèrent à toute suppression de la production comme du commerce de l'opium. : McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 109.

développement de la production thaïlandaise qui réduirait les coûts des importations et freinerait le trafic[267]. A l'époque, les seules solutions qui pouvaient permettre de réduire la contrebande en Asie du Sud-Est consistaient à légaliser les productions et les exportations en Birmanie comme en Thaïlande par exemple[268].

Quant à l'Indochine française, les monopoles de l'opium du Cambodge, du Tonkin, de l'Annam et du Laos y vendaient de l'opium indien, turc et persan jusqu'à ce que, en 1899, Paul Doumer réoriente une partie des achats vers l'opium yunnanais qui était meilleur marché. Les monopoles français connurent ensuite un bouleversement de leurs approvisionnements sans précédent avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et l'interruption des importations moyen-orientales. La solution qui s'offrait aux monopoles, afin qu'ils puissent continuer à tirer leurs substantiels bénéfices de la vente de l'opium, consistait à développer la production locale, les Hmong du Laos et du Tonkin allant donc désormais pouvoir produire légalement leur opium pour le compte des monopoles d'Indochine. En échange de leur coopération, et afin de s'assurer du bon fonctionnement des nouvelles dispositions, les monopoles sélectionnèrent les *leaders* hmong les plus prestigieux pour leur servir de courtiers en opium. Les productions étaient donc payées aux producteurs hmong par des Hmong et les autorités françaises n'étaient impliquées qu'indirectement dans la production. Les dispositions prises par les monopoles avaient ainsi provoqué une forte augmentation de la production laotienne pendant la guerre et, comme le remarque très justement Alfred McCoy, elles avaient surtout transformé l'économie tribale qui passait d'une agriculture de subsistance à celle d'une culture de rapport[269]. Aussi la production indochinoise connut-elle une augmentation de 800 % en quatre ans, passant de 8,4 tonnes en 1940 à 60,6 tonnes en 1944[270].

Mais au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'économie de l'opium en Asie du Sud-Est en était encore à ses balbutiements, même si, à la suite des ruptures de l'approvisionnement indien et

[267] McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 103. Malcom Delevigne lui-même, le délégué britannique à la Société des Nations, avait suggéré cette solution aux Siamois. : Maule R.B., *Op. cit.* : 21. L'opium perse était beaucoup trop onéreux pour que son importation puisse satisfaire les entreprises économiques des monopoles.
Ce n'est qu'en 1811 que Rama II (r. 1809-1824) déclara la première prohibition portant sur la vente et la consommation d'opium, sans grand succès. En 1839, Rama III (1824-1851) réitéra la prohibition et instaura la peine capitale pour les trafiquants. Mais tous ces efforts furent vains et Mongkut (1851-1868) céda en 1852 aux pressions des Britanniques et un organisa un monopole royal de l'opium au Siam.
[268] Proposition émise pour la Birmanie par le gouvernement britannique de Birmanie en 1932 : Maule R.B., 1992, *Op. cit.* : 25.
[269] McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 119.
[270] *Ibidem* : 115.

chinois, la région était devenue pour la première fois autosuffisante en opium. Ce qui allait bientôt devenir le Triangle d'Or produisait encore moins de 80 tonnes d'opium par an[271]. C'est le radical changement politique chinois de 1949 qui allait en fait réellement initier les dynamiques de développement du Triangle d'Or. Avec la fuite en Birmanie des troupes nationalistes du Kuomintang (KMT) de Chiang Kai-shek devant celles de l'Armée populaire de libération (APL) des communistes chinois, les données allaient être profondément bouleversées. Dès 1950, l'APL avait lancé des cultures de substitution dans le sud de la Chine et toute exportation d'opium vers l'Asie du Sud-Est, légale ou illégale, avait rapidement cessé, du moins dans les régions à dominante han[272]. Si la Chine allait régler son problème d'opiomanie de façon drastique, l'Asie du Sud-Est allait prendre le relais de la production dans le cadre conflictuel de la guerre froide. La suppression soudaine de la production d'opium en Iran en 1955 n'allait que renforcer l'effet de vases communicants vers l'Asie du Sud-Est, mais allait également stimuler les productions afghanes et turques.

La guerre froide allait donner une impulsion décisive au développement du Triangle d'Or. La participation de la *Central Intelligence Agency* (CIA) des Etats-Unis dans le conflit qui opposait le KMT à l'APL, et les politiques des militaires français en Indochine, allaient se servir du marché

[271] *Ibidem*.

[272] La politique antidrogue en Chine communiste se développa surtout à partir de 1952, date du début de la première grande campagne antiopium communiste. L'éradication du pavot en Chine méridionale nécessita toutefois plus d'efforts, de temps et de diplomatie vis-à-vis des minorités ethniques que dans la reste de la Chine ou dans les régions dominées par les Han. Ainsi, dans la préfecture de Baoshan, (dans le sud-ouest du Yunnan), quatre campagnes antiopium (1952, 1954, 1964, 1965) furent nécessaires afin de débarrasser la région de toute opiomanie. Dans la préfecture autonome de Liangshan, au Sichuan, la région dans laquelle la minorité des Yi est la plus nombreuse, ce n'est pas avant le milieu de la décennie 1950 que les efforts gouvernementaux se firent sentir. La société yi, très hiérarchisée, esclavagiste et particulièrement belliqueuse, dominait nettement les Han de la région, militairement et économiquement (nombre de Han furent esclaves des Yi). Si l'on estime que la culture du pavot fut introduite vers 1910 par les Han en réaction à la prohibition imposée en 1906 par la dynastie des Qing, ce n'est pas avant 1959 qu'elle put être éradiquée. Entre 1930 et 1950, dans le Liangshan actuel, 50 à 80 % des maisonnées, han et yi, pratiquaient la culture du pavot, et 50 à 60 % fumaient de l'opium. Dans le comté de Liangshan, 40 % des terres arables étaient cultivées en pavot entre 1940 et 1950. Si la répression gouvernementale était particulièrement sévère vis-à-vis des Han, elle était très indulgente avec les Yi, du moins jusqu'à ce que l'APL assoie son emprise sur le territoire yi. C'est à travers un processus de démocratisation imposée de la société yi et à la modification profonde de son mode de fonctionnement politico-économique que la production d'opium put être stoppée. En effet, les principaux producteurs d'opium étaient les Yi Noirs qui possédaient la majorité des esclaves, et le processus de démocratisation et d'interdiction de l'esclavage, associé à une redistribution des terres, permit d'enrayer et même de stopper la culture du pavot. Ainsi, 85 % des maisonnées yi qui joignirent la collectivisation au printemps 1958 permirent officiellement d'atteindre l'éradication totale du pavot en 1959. Dans la préfecture autonome d'Aba, au nord-ouest du Sichuan, où les Tibétains comptaient pour 48 % de la population en 1952, le processus d'éradication fut très proche de celui de Liangshan. Le pavot aurait été introduit vers 1860 dans la région et juste avant 1950 ce sont 40 % des terres du comté de Maogong qui étaient allouées au pavot, et 90 % dans celui très majoritairement tibétain de Maerkang. L'éradication du pavot parmi les Tibétains y fut également plus indulgente que parmi les Han qui les y avaient contraints (sous la menace d'une taxe d'indolence !), et là aussi, l'éradication complète ne fut atteinte qu'en 1959 : Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 149-161.

prometteur de l'opium en Asie du Sud-Est. Menaces communistes et guerre d'Indochine, combinées avec l'existence d'une diaspora chinoise forte consommatrice d'opium, allaient permettre à l'espace de production illicite du Triangle d'Or d'émerger dans les hautes terres de l'éventail nord indochinois. En effet, Bangkok et Saigon furent les deux principaux centres de consommation d'opium à être reliés, par les opérations de la CIA et des militaires et services spéciaux français, aux zones de production du nord-est de la Birmanie et du nord de l'Indochine française. Le Triangle d'Or put notamment se développer en réponse à la demande d'un million d'opiomanes sud-est asiatiques[273], et également en réponse aux besoins de financement des opérations secrètes des Etats-Unis et de la France. Ces interventions armées allaient avoir des conséquences imprévues, comme celle d'instrumentaliser et d'alimenter les tensions et conflits inhérents à la région. Dès 1948, avec l'indépendance de la Birmanie et le déclenchement de ses guérillas ethniques, et sous l'influence grandissante du communisme chinois dans tous les pays de la région, la production et le commerce de l'opium allaient prendre des dimensions extraordinaires. Ainsi, si les trois pays constitutifs du Triangle d'Or ne produisirent que quelque 700 tonnes d'opium en 1970, en 1996 ce sont toutefois plus de 2 300 tonnes qui furent récoltées dans la seule Birmanie[274].

Cependant, lente et complexe, l'émergence du Triangle d'Or se révèle être le résultat d'une combinaison de facteurs dont les plus anciens remontent jusqu'à la poussée vers le Sud des populations de Chine méridionale. Mais elle est plus que le résultat d'une simple évolution historique, elle est un phénomène géopolitique à part entière et ce sont les conditions même de cette émergence que nous analyserons ici. Il s'agira en effet de comprendre les mécanismes explicatifs du déclenchement d'un tel phénomène régional. En effet, cultures illicites du pavot à opium, guerres coloniales et guérillas communistes, minorités ethniques regroupées en groupes insurrectionnels, armées privées et régulières, milices gouvernementales, influences étrangères multiples, tout est réuni pour faire du Triangle d'Or « un laboratoire vivant » de la géopolitique et de la géostratégie en Asie du Sud-Est continentale. Mais le Croissant d'Or est un autre de ces laboratoires, en Asie du Sud-Ouest cette fois. Cet espace diffère certes profondément de celui du Triangle d'Or, mais les similitudes sont toutefois multiples, et les interrelations et interactions existant entre les deux espaces sont, nous l'examinerons, étonnamment similaires.

[273] McCoy A., 1991, *Op. cit. :* 130.
[274] International Narcotics Strategy Control Report 1997, 1998, *Op. cit.*

1.3.2. La genèse du Croissant d'Or : le renouveau de l'opium

1.3.2.1. Les réseaux marchands terrestres et maritimes, précurseurs du commerce de l'opium dans le Croissant d'Or

L'histoire de la diffusion de la production d'opium en Asie du Sud-Ouest est beaucoup plus ancienne que celle du Triangle d'Or. Mais la réelle émergence du Croissant d'Or est, quant à elle, plus récente que celle de son rival sud-est asiatique. En effet, la diffusion du pavot à opium s'est faite en Asie occidentale (Moyen-Orient, Asie du Sud et Asie centrale) avant de se faire en Asie orientale (Chine et Asie du Sud-Est). Nous l'avons vu[275], les textes encyclopédiques arabes (de Hunayn ibn Ishaq et de Abulhassan al-Tabari, édités à Bagdad vers 850) mentionnent l'opium et ses utilisations ; et Ibn Sina lui-même est mort en Perse en 1037 d'une overdose d'opium. Quant à la diffusion de la culture du pavot à opium à l'ouest de l'Inde, elle n'est qu'en partie le résultat des conquêtes arabes et du développement des réseaux des marchands qui les accompagnaient. Le pavot avait en effet très certainement été cultivé dans cette région du monde bien avant que les Arabes n'en répandent l'usage, et l'établissement de différentes routes commerciales asiatiques allait notamment permettre de répandre l'opium et sa plante-mère dans tout le continent.

En effet, l'opium a très probablement été l'un des nombreux produits dont le commerce était pratiqué sur la mal nommée route de la soie[276] qui reliait en fait les mondes grec, arabe, perse, indien et chinois entre eux : elle était en réalité composée de nombreuses branches qui se séparaient et se rejoignaient, contournant montagnes et déserts, et reliant oasis et villes marchandes des différents axes caravaniers (cartes 2, 5). Le Taklamakan[277] était bien sûr l'un des principaux obstacles que les routes devaient contourner par le sud et par le nord, avant de se rejoindre au véritable nœud de communication qu'était et qu'est toujours Kashgar[278], aux pieds du Pamir. De là, plusieurs routes permettaient d'atteindre Samarcande et la Caspienne à travers le Pamir, ou encore les Indes à travers le Karakoram. Mais la route de la soie ne se limitait pas au commerce de la soie, loin de là. Alors que les Romains avaient fait la découverte de la soie grâce aux Parthes en

[275] Voir chapitre 1.1.2.2.
[276] Il y avait en fait beaucoup plus qu'une seule route et beaucoup plus de produits que de la seule soie.
[277] Taklamakan signifie en turki « endroit où l'on pénètre et d'où l'on ne ressort pas » : Sven Hedin par exemple, qui a traversé le désert, l'a qualifié de « pire et de plus dangereux désert dans le monde » : Hopkirk P., 1980, *Foreign Devils on the Silk Road* : 9-12.
[278] Sinisé en *Kashi.*

53 avant J.-C., avant de tenter d'atteindre la Chine encore inconnue pour se procurer eux-mêmes le précieux tissu, ce n'est qu'au XIX^{e} siècle que l'expression de « route de la soie » (*seidenstrasse*) fut créée par le géographe et géologue allemand Ferdinand von Richthofen[279]. L'opium a très bien pu faire l'objet d'un commerce à côté des autres nombreux produits[280] que la multitude de marchands qui se relayaient alors tout au long de ces routes s'échangeaient. Les régions traversées étaient tellement différentes les unes des autres que la grande majorité des produits issus de ces espaces économiquement complémentaires devait logiquement emprunter ces axes commerciaux. Quant aux pratiques religieuses et culturelles, le bouddhisme fut l'un des apports majeurs qui transitèrent sur ces routes, la Chine héritant du bouddhisme Mahayana, issu de la culture du Gandhara, elle-même empreinte d'influences grecques[281]. Le christianisme se répandit également ainsi, et le nestorianisme, banni d'Europe en 432, s'exila vers l'orient grâce aux marchands perses jusqu'à atteindre la Chine. Quant au manichéisme, cette religion apparue au III^{e} siècle et prêchée par Mani dans l'Empire perse, la route de la soie servit également à en diffuser les idées. Ainsi, Kunduz, Peshawar, Kaboul et, *via* l'Indus par exemple, la côte du Makran, servirent de relais majeurs d'une part aux marchands qui ont très probablement aidé à la diffusion de l'opium, mais aussi et d'autre part, aux pèlerins de différentes religions. Kashgar devint ainsi vite, et reste encore de nos jours, un nœud important du commerce de l'opium puis de ses dérivés[282]. A l'évidence, l'opium était connu dans toutes ces régions bien avant que son commerce ne se développe dans les dimensions que nous connaissons désormais.

Cependant, c'est avec l'expansion de l'Islam, dès le VII^{e} siècle, que ce commerce se développe réellement, sans toutefois atteindre les proportions que les Britanniques sauront lui donner en Extrême-Orient. La conquête musulmane se fit en empruntant les pistes caravanières, au

[279] Wild O., 1992, *The Silk Road* : http ://ess1.ps.uci.edu/~oliver/silk.html#3. Voir également : Tryjarski E., *The geographic and linguistic status of the Silk Roads*, in Diogenes, Fall 1995, Vol. 43, N° 3, p. 15 (@ Northern Light).

[280] Si la soie, produite en Chine dès 3 000 avant J.-C., était l'une des précieuses marchandises cheminant d'est en ouest, le verre en était une autre que la Chine importait jusqu'à ce qu'elle en maîtrise la technique de production au V^{e} siècle. L'empereur chinois Wu-ti dépêcha en 104 avant J.-C., à travers le Pamir, d'importantes forces militaires vers la vallée du Ferghana qui abritait des étalons très convoités pour les écuries impériales (Seagrave S., 1995, *Op. cit.* : 79. Les chevaux du Turkménistan, eux, étaient réputés pour être prodigieusement rapides et « transpirer du sang » : Maslow J., 1997, *The Golden Horses of Turkmenistan*). L'histoire allait voir se répéter ces conflits d'Asie centrale lorsque les Russes et les Britanniques allaient rivaliser d'ingéniosité et d'audace pour s'approprier les marchés d'Asie centrale et leurs richesses (Hopkirk P. , 1994, *The Great Game : The Struggle for Empire in Central Asia*). Voir également Watt J.-C.Y., Wardell A.E., Rossabi M., 1997, *When Silk was Gold : Central Asian and Chinese Textiles*. Delahaye H., 1992, *Les voyages de Zhang Qian au Ferghana*.

[281] L'innovation du bouddhisme Mahayana (par rapport au Theravada) avait consisté en la déification de Bouddha dont les premières représentations humaines, sculptées par exemple, sont issues de cet art du Gandhara (autour des principaux centres de Taxila et de Sialkot) : Caroe O., 1996 (1958), *The Pathans, 550 B.C.-A.D. 1957* : 75-76.

[282] O.G.D., 1996, *Op. cit.* : 165-167.

gré des espaces semi-arides et arides d'Asie, les tribus nomades, ce « fer de lance de la foi »[283], reliant ainsi les cités marchandes des routes de la soie jusqu'au Xinjiang, au Turkestan chinois, et même jusqu'au Yunnan, où le boukhariote Umar al-Boukhari mena un millier de cavaliers ouzbeks au service de Gengis Khan au début du XIII^{e} siècle[284]. Les réseaux de l'Islam guerrier et marchand suivirent en fait les mêmes routes que celles du bouddhisme avant lui, en contournant les Himalayas par le nord et le sud. De Bamiyan au Gandhara et du bassin du Tarim au Yunnan, l'islam, cette « religion du commerce » se superposa au bouddhisme et les réseaux marchands permirent très certainement le transport de l'opium, comme le firent ceux des Hui en Asie du Sud-Est en reliant celle-ci au Tibet, *via* le Yunnan[285]. Les routes de l'expansion de l'Islam et de son commerce porteur ne furent autres dans la région que celles de la soie dont les marchands musulmans devinrent rapidement les intermédiaires privilégiés. Avec les invasions mongoles, les routes de la soie furent profondément perturbées, et le commerce se réorienta par voie maritime, l'opium se voyant diffusé sur les côtes asiatiques. Toutefois, la prodigieuse unification par l'Empire mongol d'espaces tellement différents entre eux re-dynamisa le commerce transasiatique[286] jusqu'à ce que l'empire s'effondre et que l'Islam reprenne vigueur. Les politiques isolationnistes de la Chine des Ming réduisirent considérablement le commerce terrestre et seules les plus importantes des oasis subsistèrent dans un espace désormais musulman. L'intérêt occidental pour ces routes de la soie s'effondra alors que le commerce maritime se développait rapidement[287], d'une façon très éphémère pour la Chine mais beaucoup plus durable pour les puissances européennes et les marchands arabes.

La diffusion de l'opium en Asie de l'Ouest et en Asie centrale s'est donc faite selon toute vraisemblance par les routes de la soie qui reliaient déjà les mondes romain et grec aux mondes

[283] Planhol X. de, 1993, *Les Nations du Prophète : manuel géographique de politique musulmane* : 46-47. Les tribus nomades turques sous la dynastie perse des Pahlavi et les tribus nomades Durrani et Ghilzaï d'Afghanistan ont par exemple réalisé à leur profit l'unité de leurs pays respectifs.
[284] Forbes A., Henley D., 1997, *Op. cit. :* 29.
[285] Forbes A., 1986, *The "Cin-Ho" (Yunnan Chinese) Muslims of North Thailand* : 173-175.
[286] Voir Di Cosmo N., 1999, *State formation and periodization in inner Asian history*.
[287] Ma Ho (Ma Sanbao), eunuque (les Chinois, en repoussant les Mongols hors de la Chine du Sud, castrèrent tous les hommes, enfants et adultes, pour terroriser et soumettre la population alors privilégiée par les Mongols) et amiral de la marine Ming, était un Hui né au Yunnan en 1371. L'empereur lui donna le nom de Cheng Ho et le choisit pour diriger la plus grande expédition navale alors jamais entreprise par la Chine. De 1405 à 1433, Cheng Ho commanda de nombreuses flottes qui, à l'instar des Phéniciens qui en découvrirent le procédé, tirèrent parti des vents de mousson pour rejoindre les côtes indiennes et même africaines. Les marins chinois découvrirent que de nombreux musulmans étaient déjà installés aux points névralgiques du commerce maritime, comme à Malacca ou à Surabaya, et faisaient là aussi office d'intermédiaires commerciaux privilégiés. L'expansion du commerce maritime chinois officiel ne devait pas durer longtemps puisque après le mort de l'empereur Yongle (1403-1424), les jonques de plus de deux mâts devaient être proscrites : Seagrave S., 1995, *Op. cit.* : 98-115.

perse, indien, chinois et mongol. Toutes sortes de biens de consommation et d'influence ont transité sur ces routes, au gré des mouvances politico-territoriales de l'histoire de cette Asie multiple. Cependant, si le commerce réel de l'opium s'est déclenché le long des routes commerciales terrestres et maritimes des marchands musulmans, mais la connaissance et la consommation de l'opium existaient ici et là avant leur arrivée et leur mainmise sur les routes de la soie : l'espace actuel du Croissant d'Or n'existait pas encore en tant que tel et allait émerger à la suite d'une combinaison complexe de différents facteurs. Là encore, avant que le commerce mondial ne se saisisse de l'opium, sa production et ses échanges ne s'étaient pas développés outre mesure et ne servaient qu'à alimenter les consommations locales. Mais les réseaux étaient déjà en place, l'Islam s'étant diffusé le long des routes de la soie et des grandes routes maritimes. Les villes marchandes s'égrenaient d'une part le long des axes commerciaux du nord des Himalayas, reliant l'Asie du Sud-Ouest à celle du Sud-Est, et, d'autre part, le long des côtes asiatiques, de la péninsule Arabique à la Chine. Les nœuds vitaux de ces réseaux étaient musulmans, qu'il s'agisse de Kashgar ou de Malacca, mais ce sont les Britanniques qui allaient permettre le développement commercial de l'opium en Asie du Sud-Ouest.

1.3.2.2. La longue genèse géopolitique et les conséquences du Great Game

Les rapports de force traditionnels d'Asie du Sud-Ouest permettent en partie d'expliquer le substrat sur lequel l'économie illicite de l'opium et de ses dérivés a pu prospérer. Au cours des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, les puissances locales et européennes rivalisèrent en effet sur les terrains politique et économique afin de s'assurer des territoires et des zones d'influences au détriment de leurs rivaux et adversaires. En Perse, la dynastie safavide, fondée en 1501 sur le chiisme, cette croyance en la réincarnation continue des imams déifiés de la lignée d'Ali, réalisa une stabilisation et une unité politique qui permit l'instauration des premiers contacts commerciaux réguliers avec les puissances européennes. Le contrôle exercé par les Safavides fut interrompu en 1722 lorsque plusieurs tribus afghanes se révoltèrent contre Ispahan. En 1736, Tahmsab Gholi, de la tribu des Afshar, déposa le prince safavide revenu au pouvoir et se fit couronner sous le nom de Nadir Shah, avant de conquérir l'Inde, de pacifier l'Afghanistan, de repousser les Ottomans et d'anéantir la première incursion des Russes en Iran[288]. Les rivalités entre les dirigeants afghans et perses allaient

[288] Nahavandi F., 1991, *L'Asie du Sud-Ouest : Afghanistan, Iran, Pakistan* : 31.

s'intensifier face à l'incursion des puissances occidentales dans la région, les trois grandes puissances impériales qu'étaient la Russie, la France et la Grande-Bretagne s'astreignant en effet par tous les moyens à étendre leurs influences respectives sur les dynasties locales régnantes comme sur les différentes tribus.

Ainsi, l'expansion russe s'est faite progressivement et au rythme modéré, et en moyenne, de 50 000 km² par an pendant plus de 400 ans. Si au début du XIX^e^ siècle, plus de 3 200 kilomètres séparaient encore les Empires russe et britannique en Asie, à la fin de celui-ci, il ne s'agissait plus que de quelques centaines de kilomètres, voire moins de trente dans le Pamir[289]. Mais la France napoléonienne aussi convoitait les richesses indiennes et Napoléon, manipulant certains aspects de la politique régionale, alla jusqu'à signer un traité militaire avec la Perse en 1807, traité qui lui assurait une tête de pont vers les Indes britanniques. Ces derniers craignaient pour le joyau de leur empire qu'ils estimaient menacé, vraisemblablement à juste raison, par les Russes et les Français. Mais les envahisseurs qui convoitèrent les Indes avant les Russes, les Portugais, les Français et les Britanniques furent nombreux. Les Aryens en furent vraisemblablement les premiers, quelque 3 000 ans avant l'implantation de la *British East India Company*. Puis vinrent Darius (500 avant J.-C.) et Alexandre le Grand deux siècles plus tard. Tamerlan saccagea Delhi en 1398 et Baber le Turc fonda l'Empire Moghol en 1526 à Delhi. Ahmad Shah Durrani, le fondateur de l'Afghanistan durrani (1747), a quant à lui envahi Delhi et Agra en 1756, qu'il mit à sac avant d'écraser les Marathes à Panipat en 1761. Tous rallièrent l'Inde par voie terrestre et, ainsi, jusqu'à l'ouverture des routes maritimes par les Portugais à la fin du XV^e^ siècle, les craintes indiennes face aux invasions qui les menaçaient de façon récurrente étaient confinées aux routes continentales[290].

C'est sur ces scènes de l'Asie du Sud-Ouest et de l'Asie centrale, entre les deux grands rivaux de l'époque qu'étaient les Empires russe et britannique, que le *Great Game*[291] (Grand Jeu) s'est ensuite déroulé (carte 27). Les conséquences de ces multiples rivalités s'avérèrent en effet

[289] Hopkirk P., 1994, *Op. cit.* : 5. Meyer K.E., Blair Brysac S., 1999, *Tournament of Shadows : The Great Game and the Race for Empire in Central Asia* : xx (l'observation et le calcul sont ceux de l'océanographe, explorateur, et Prix Nobel de la Paix suédois Fridtjof Nansen -- 1861-1930).
[290] Hopkirk P., 1994, *Op. cit.* : 69-70.
[291] L'expression désigne les rivalités politiques et économiques qui, depuis les Indes britanniques jusqu'à l'Asie centrale russe, et notamment autour de l'Afghanistan, ont marqué, au XIX^e^ siècle, les relations de l'Angleterre victorienne et de la Russie tsariste. Elle fut créée par le capitaine britannique Arthur Conolly (mort en 1842 à Boukhara, en compagnie du Colonel Charles Stoddart, à la suite de son rôle dans ce dangereux jeu géopolitique), a été diffusée par l'historien militaire John Kaye et fut immortalisée par Rudyard Kipling dans son célèbre roman *Kim* (1901) : *Now I shall go far and far into the North, playing the Great Game… Great Game* ou *Tournament of Shadows*, selon l'expression du comte russe Karl Nesselrode (1780-1862) qui a inspiré le titre de l'ouvrage de Meyer et Blair Brysac (1999), *Tournament of Shadows : The Great Game and the Race for Empire in Central Asia*.

fondamentales pour les déroulements géopolitiques du monde moderne et, *a fortiori* pour le développement du narcotrafic. Certes, la géographie de ces régions fut décrite comme jamais auparavant, tant les nombreux espions britanniques et russes rivalisèrent d'audace et de témérité dans leurs explorations des montagnes, passes, vallées et déserts alors inconnus. La *Royal Geographical Society* finança et récompensa même les plus téméraires de ces aventuriers, comme le lieutenant Alexander Burnes qui, en 1831, put remonter l'Indus jusqu'à Lahore afin d'y initier le développement du commerce britannique avec l'Asie centrale, à travers l'Afghanistan et au-delà de l'Oxus[292].

La région avait de tout temps été un lieu de passage, un véritable carrefour du commerce et des invasions et c'est au cœur de ce vaste espace, en Afghanistan précisément, que les deux empires s'affrontèrent par forces interposées. La Perse s'allia tantôt avec une Angleterre qui lui garantissait alors sa protection contre les convoitises territoriales russes, tantôt avec la Russie lorsqu'elle avait été déçue par les comportements des Britanniques. Mais c'est l'Afghanistan qui eut à souffrir profondément de ces rivalités sans fin, même si les Britanniques subirent deux cuisantes défaites lors des guerres afghanes de 1839-1842 et 1878-1881. Voulant contrôler le pouvoir afghan et désirant s'assurer de la capacité de ses dirigeants à conserver leur autorité sur les tribus afghanes, les Britanniques s'immiscèrent en effet dans les affaires internes d'un pays qui était alors considéré comme la plus probable des routes pouvant mener une invasion russe potentielle en Inde. De façon fortuite certes, mais non sans impact sur les représentations de la toute puissance coloniale britannique, le premier conflit anglo-afghan devait concroder avec la première guerre de l'opium sino-britannique (1839-1842). L'Afghanistan semblait toutefois voué à devenir cet Etat-tampon que l'on connaît, bien avant que cela ne devienne effectif à partir de 1880, et que Britanniques et Russes ne s'accordent sur la délimitation du « corridor » de Wakhan et son intégration au territoire afghan en 1895 (carte 27)[293]. Cette extrusion afghane au Pamir séparait alors *de facto* l'Empire russe de celui des Britanniques et s'étendait jusqu'à la frontière chinoise. Les Britanniques avaient déjà imposé la célèbre ligne Durand en 1893 comme frontière orientale de l'Afghanistan, après que la Commission Lumdsen ait fait de même à l'ouest en 1885[294]. Quant à la Russie, elle devait finir par reconnaître l'Afghanistan comme faisant partie de la stricte zone d'influence britannique lors de la Convention signée à Saint-Pétersbourg le 31 août 1907, le Tibet,

[292] *Ibidem* : 135.
[293] *Ibidem* : 499.
[294] Nahavandi F., 1991, *Op. cit.* : 48-49.

où le *Great Game* allait désormais se jouer, tombant quant à lui, à la suite de cet accord, dans la sphère chinoise[295]. L'Afghanistan, qui avait déjà été le théâtre de la violente rencontre des Empires moghol, safavide et ouzbek au XVI^{e} siècle[296], n'allait plus cesser d'être soumis aux influences successives de ses voisins plus ou moins éloignés : *la période prolongée de conflits internes, politiques et particularistes, à propos des successions, le combat contre les Sikhs, et les deux guerres majeures à la suite des invasions britanniques, eurent de profonds et durables effets sur le futur développement économique, social et politique en Afghanistan*[297]. A terme, ce sera l'invasion soviétique et la situation que l'on connaît désormais avec un Afghanistan attendant toujours une paix durable et la réalisation de son unité politique. Là aussi les rivalités anglo-russes du *Great Game* permettent d'expliquer l'émergence d'une situation géopolitique complexe dans laquelle le narcotrafic jouera, nous le montrerons, un rôle prépondérant. En effet, depuis 1880, la sécurité relative de l'Afghanistan était assurée par la Grande-Bretagne qui fournissait armes et subventions au royaume soutenu ainsi contre l'agression potentielle de la Russie. Ces aides furent ensuite stoppées, après l'accès au trône du roi Amanullah (r. 1919-1929) qui se rapprocha des Soviétiques en déclarant l'indépendance de l'Afghanistan après la troisième guerre anglo-afghane (*djihad* de 1919)[298].

Les politiques menées par la Russie et la Grande-Bretagne dans la région mirent ainsi en place les structures des déroulements géopolitiques que l'Asie centrale et l'Asie du Sud-Ouest ont connu et connaissent toujours. Certes, comme nous allons le voir, le commerce de l'opium existait depuis longtemps dans la région et les puissances coloniales britannique et française importaient de l'opium persan pour leurs monopoles respectifs. Mais l'émergence du narcotrafic tel que nous le connaissons actuellement, avec les situations du Croissant d'Or et tout particulièrement de l'Afghanistan, ne s'est faite que très récemment, pendant, et surtout après, la guerre d'Afghanistan menée par les Soviétiques. A terme, le conflit et ses conséquences impliquèrent tous les pays de la région dans un véritable domino géopolitique où l'Iran et surtout le Pakistan ont joué des rôles prépondérants.

[295] *Ibidem* : 520.
[296] Shahrani M.N., 1986, *State Building and Social Fragmentation in Afghanistan : A Historical Perspective* : 26
[297] *Ibidem* : 35.
[298] *Ibidem* : 45-46.

1.3.2.3. Le façonnement du Croissant d'Or

La Perse[299] a réellement commencé à exporter de l'opium en 1853 lorsque l'Europe s'est trouvée coupée de ses sources d'approvisionnement indiennes à la suite des guerres de l'opium sino-britanniques. En Perse, de la seconde moitié du XIX^{e} à la première moitié du XX^{e} siècle, l'importance de l'opium n'était pas négligeable : le pays avait en effet un tel besoin d'augmenter ses cultures de rapport (production d'opium, de coton, de soie et de tabac, artisanat et exportation de tapis également), afin d'être en mesure d'une part, d'importer des biens manufacturés et certaines denrées alimentaires (sucre, riz), et d'autre part, d'enrichir une partie de la population, que les forces agricoles en arrivèrent à négliger les productions vivrières telles que celles du blé et de l'orge. On estime même que le recours croissant aux cultures de rapport aurait joué dans la famine de 1871-1872 et que la population souffrait alors régulièrement de malnutrition. La production persanne allait bénéficier de cette situation et ce sont 1 350 tonnes d'opium qui furent récoltées en Iran en 1936, contribuant ainsi à 40 % de la production mondiale de morphine[300]. Le commerce de l'opium tenait une place toute particulière dans l'économie comme dans la société iranienne puisque, vers le milieu des années 1930, l'Iran en tirait jusqu'à 15 % des revenus de son commerce extérieur[301]. Mais si les pressions diplomatiques et la volonté des dirigeants du pays visant à réduire la production et la consommation de l'opium se sont exercées dès 1920, un commerce lucratif et une population culturellement versée dans la consommation d'opium n'ont toutefois pas permis que de réelles mesures prohibitives puissent être prises. Du moins pas avant que l'Iran ne compte 1,3 million d'opiomanes, soit un adulte sur neuf[302]. En 1949, on estimait ainsi que 11 % de la population iranienne s'adonnait aux plaisirs de l'opium, et Téhéran ne comptait alors pas moins de 500 fumeries d'opium. Les deux millions d'opiomanes du milieu des années 1950 consommaient de la sorte jusqu'à deux tonnes d'opium par jour[303].

[299] L'Iran actuel n'a officiellement cessé d'être appelé la Perse qu'en 1935 et « Iran » n'est donc mentionné dans ce texte que lorsque sont relatés des évènements ou des faits ayant eu lieu après 1935.
[300] McNicoll A., 1983, *Drug Trafficking : A North-South Perspective* : 33-36.
[301] Seyf A., 1995, *International trade and surplus transfer : Iran in the nineteenth century*. Voir également : Seyf A., 1998, *Obstacle to the Development of Capitalism : Iran in the Nineteenth Century*. La situation actuelle de l'Afghanistan peut-être rapprochée de la Perse de l'époque puisque, en 1999, le Programme alimentaire mondial (PAM) s'inquiétait de ce que le pavot occupait les meilleures terres irriguées du pays (12 % des terres du pays sont arables) et y aggravait considérablement la situation alimentaire : Xinhua, *Afghanistan to Face Acute Food Shortage : UN*, 23-07-99.
[302] McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 443.
[303] Booth M., 1998, *Op. cit.* : 252-253.

En 1955 le Shah d'Iran bannit brusquement toute production et consommation d'opium, réduisant par là le nombre d'opiomanes à environ 300 000 en moins de trois ans et provoquant la disparition presque complète des cultures nationales de pavot à opium[304]. Certes, la mise en place de cette politique prohibitionniste réduisit très considérablement le nombre d'opiomanes en Iran. Mais les effets pervers ne furent pas longs à se faire sentir et un marché noir de l'opium se développa rapidement, en même temps que les productions turques, afghanes et pakistanaises s'adaptaient à l'émergence du marché illicite iranien. L'opium était payé en lingots d'or et les réserves iraniennes ne tardèrent pas à diminuer. En juin 1969, le Shah décida donc de revenir sur sa politique prohibitionniste et lança un programme de culture de pavot sous licence d'Etat, au grand dam des Etats-Unis qui virent là une grave régression du développement des politiques antidrogue qu'ils avaient initiées. Le Shah, quant à lui, se contenta de répondre que l'Iran ne réviserait sa position que lorsque ses voisins immédiats s'engageraient dans la même voie prohibitionniste[305]. En fait, les Etats-Unis redoutaient surtout que l'explosion de la production turque, conséquence directe de la prohibition iranienne, mène à l'ouverture d'autres marchés, en l'occurrence européen et américain[306]. L'Iran renouait donc avec son passé producteur et, en 1972, le pays comptait quelque 400 000, dont 105 000 fumeurs déclarés et enregistrés. Les 217 tonnes produites localement alimentaient les opiomanes légaux tandis que le reste - soit 195 tonnes - était importé du Croissant d'Or émergent, toute la production afghane (entre 100 et 300 tonnes) était alors exportée en Iran[307]. La consommation d'héroïne augmenta dès lors très rapidement, le marché noir de l'opium ne pouvant satisfaire tous les opiomanes iraniens. Ceux qui n'étaient pas légalement enregistrés préféraient en effet se tourner vers la consommation plus discrète de l'héroïne qui était alors produite dans les laboratoires clandestins de Téhéran.

Mais ce n'est en fait qu'à la fin des années 1970 que le Croissant d'Or allait réellement émerger et s'installer en tant qu'espace de production illicite d'opium, deux évènements majeurs allant en effet initier cette profonde transformation de la scène régionale et mondiale du narcotrafic et de la géopolitique. En effet, en mars 1979, l'Iran du Shah devenait la République islamique d'Iran, et, en juin de la même année, l'Afghanistan était envahi par l'armée soviétique. Si l'Afghanistan des années 1970 produisait alors certes déjà de l'opium en quantités variables,

[304] McNicoll A., 1983, *Op. cit.*
[305] McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 443.
[306] McNicoll A., 1983, *Op. cit.* La Turquie proscrira la culture du pavot à opium en 1972, à la suite des très importantes pressions des Etats-Unis.
[307] McCoy A., 1991, *Op. cit.*

comprises entre 100 et 300 tonnes annuelles, celui-ci était utilisé de la même façon qu'en Asie du Sud-Est, c'est-à-dire en tant que panacée et notamment pour ses effets analgésiques. En effet, les *hakeem* prescrivaient l'opium comme remède à de nombreux maux, et une grande partie des quelque 100 000 opiomanes que comptait l'Afghanistan durant les années 1970 le sont vraisemblablement devenus à l'issue de ces traitements médicaux pour le moins addictifs[308]. Certes, une prohibition de l'opium avait été instaurée en 1958 dans le pays, mais elle était restée lettre morte : les situations politique, économique et sociale internes de l'Afghanistan ne jouaient alors pas réellement en faveur d'une prise de position ferme d'un gouvernement confronté à de nombreux autres problèmes, d'autant plus que l'héroïnomanie, par exemple, était restée confinée à l'Iran. La configuration géographique et ethnosociale du pays n'aurait de toute façon pas permis au gouvernement de mettre en application des mesures concernant des régions tribales de production souvent éloignées, géographiquement et politiquement, du centre de pouvoir.

Quant au Pakistan, sa production annuelle d'opium du milieu des années 1970 était estimée entre 150 et 200 tonnes[309]. Elle était, et est toujours, localisée dans les régions frontalières de la *North-West Frontier Province* (NWFP), le long de la fameuse ligne Durand (cartes 23, 25). Les caractéristiques géographiques, ethnosociales et politiques de cette région du Pakistan, nous le verrons, permettent en partie d'expliquer le développement du narcotrafic tel qu'il se fera en Afghanistan dans les années 1980 et 1990. En effet, à l'instar de la situation qui prévalu en Asie du Sud-Est, les puissances coloniales européennes, ici en l'occurrence les Britanniques, n'exercèrent qu'un contrôle très limité, voire nul, sur les populations tribales d'Afghanistan et du Pakistan. Plus encore qu'en Asie du Sud-Est, où les périphéries montagneuses de Birmanie avaient été plus ou moins dédaignées par l'administration britannique, les espaces tribaux d'Afghanistan et du Pakistan avaient fait l'objet de politiques toutes particulières. Le coût et l'impact psychologique des deux guerres anglo-afghanes n'avaient pas en effet joué en faveur des politiques britanniques interventionnistes dites de la « *Forward Policy* ». Ici, comme ailleurs dans le monde colonial, les frontières étaient le résultat de l'établissement de zones d'influences et non pas des réalités physiques, ethniques et politiques locales, la ligne Durand étant, bien sûr, de celles-là. Les populations tribales d'Afghanistan furent arbitrairement divisées par la frontière indo-afghane qui deviendrait plus tard afghano-pakistanaise. Ces populations belliqueuses (les Afghan, Pachtoun et

[308] McNicoll A., 1983, *Op. cit.* : 34.
[309] *Ibidem* : 35.

Pathan de Sir Olaf Caroe[310]), armées de mousquets et de fusils, étaient musulmanes et se comportaient selon un code d'honneur très strict, le *pachtounwali*. Elles refusaient, et ont toujours une très forte tendance à refuser, toute immixtion dans leurs affaires politiques et juridiques, et les Britanniques cherchèrent donc à les utiliser en se les conciliant. Les *Tochi Scouts* et les *Khyber Rifles*, par exemple, furent ainsi créés afin de surveiller les routes caravanières dont celle de la célèbre passe de Khyber[311]. Les Britanniques ne levèrent que très peu de taxes, sinon même parfois aucune, les activités marchandes de ces populations et cherchèrent à limiter la production d'opium dans cette région, voire à la supprimer, contrairement à ce qu'ils avaient fait dans le reste de l'Asie. Ainsi, en 1901, la *North West Province* ne produisait plus d'opium. Mais la consommation, elle, n'avait pas pour autant disparu, et de l'opium afghan de Jalalabad était régulièrement importé[312]. Le statut actuel des territoires de la NWFP et des *Federally Administered Tribal Areas* (FATA, Territoires tribaux sous administration fédérale) découle ainsi directement de ces politiques britanniques (carte 25).

En 1978, le Pakistan du général Mohammed Zia ul-Haq déclara une prohibition de la production et de la consommation de l'opium (*Prohibition Order* ou *Enforcement of Hadd*) pour l'année suivante. La consommation avait été légale jusque-là et la récolte de 1979, qui devait être légalement la dernière, s'en trouva considérablement augmentée, atteignant ainsi un record de 800 tonnes[313]. Avec la révolution iranienne et ses mouvements de réfugiés, puis avec le déclenchement de la guerre d'Afghanistan, les exportations illégales d'opium pakistanais (vers l'Iran, la Turquie, l'Europe et les Etats-Unis) furent, sinon stoppées, du moins très sérieusement gênées. Les stocks d'opium, d'autant plus importants que la récolte avait battu des records, s'accumulèrent à la suite d'une conjoncture sans précédent. La sécheresse de 1978 dans le Triangle d'Or ne fit en effet que rajouter aux dynamiques propres du Croissant d'Or émergent et, lorsque la production afghane doubla entre 1982 et 1983 (de 300 à 575 tonnes), les pluies de mousson sur les hautes terres de l'éventail nord indochinois y avaient déjà permis un fort regain de production[314]. Les trafiquants d'opium pakistanais se tournèrent alors vers la seule solution qui s'offrait à eux et qu'ils considéraient déjà depuis longtemps : la transformation de l'opium en héroïne et son exportation

[310] Caroe O., 1996 (1958), *Op. cit.* : xvi-xix. Nous reviendrons plus en détail sur les populations concernées.
[311] McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 442.
[312] *Ibidem*.
[313] Alain Labrousse, communication personnelle, septembre 2000.
[314] McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 439.

plus aisée[315]. Le résultat ne se fit bien sûr pas attendre et la population pakistanaise d'héroïnomanes explosa littéralement, passant de 5 000 en 1978 à 100 000 en 1983 et plus d'un million en 1988[316].

Le Croissant d'Or émergea donc lors de cette décennie 1970 et se développa réellement dès 1979, un théâtre géopolitique régional bouleversé et des réseaux perturbés constituant le terreau du développement de sa production d'opium et de son trafic mondial. Les contradictions flagrantes dont firent preuve entre eux les services spéciaux des Etats-Unis parachevèrent la mise en situation des différents acteurs du narcotrafic, les échecs de *la Drug Enforcement Administration* (DEA) et les opérations secrètes de la *Central Intelligence Agency* (CIA), dans le Croissant d'Or comme dans le Triangle d'Or, ne faisant que relier entre eux les deux espaces majeurs mondiaux de production d'opium illicite. Les émergences respectives du Triangle d'Or et du Croissant d'Or étaient donc accomplies mais leur développement ne faisait alors que commencer. Les deux espaces étaient liés par un marché commun, celui de l'héroïne, qui, à l'instar de beaucoup d'autres et suivant en cela une tendance générale, devenait mondial. Aujourd'hui, le Triangle d'Or (*stricto sensu* le Laos, la Birmanie - Myanmar et la Thaïlande) et le Croissant d'Or (*stricto sensu*, l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan) sont de loin les deux premiers espaces mondiaux de production d'opium et d'héroïne illicites. Ils fournissaient en effet 97 % de la production illicite mondiale d'opium en 1989[317].

[315] Si le véritable déclenchement de la production pakistanise d'héroïne est estimé avoir eu lieu à la fin des années 1970, quelques rares laboratoires ont néanmoins peut-être existé dès le milieu de la décennie, C. Lamour et M.R. lamberti relatant en effet d'une part le fort intérêt de certains Afridi de la NWFP (Landikotal) vis-à-vis de cette activité de transformation qu'ils considéraient déjà en 1972 et, d'autre part, l'ignorance de l'existence de ce produit dont faisaient preuve les douaniers pakistanais du Baloutchistan la même année : Lamour C., Lamberti M.R., 1972, *Op. cit.* : 204-207.
[316] Sadeque N., 1992, *Pakistan : National Upheavals, Regional Repercussions : "God's Medicine bedevilled"* : 55-56.
[317] *Ibidem* : 13.

1.3.3. Croissant d'Or et Triangle d'Or : configurations géographiques et productions illicites

1.3.3.1. Physiographie des pays du Triangle d'Or et du Croissant d'Or

Ces deux espaces faisant, on l'a dit, partie intégrante de cette vaste étendue montagneuse qui s'étend depuis la Turquie jusqu'au Vietnam (carte 5), leurs données physiographiques peuvent donc expliquer en partie leur localisation en tant qu'espaces de production illégale par une accessibilité difficile et, en conséquence de ce moindre degré d'intégration géographique, de cet enclavement, par une certaine marginalité géographique. Ces deux paramètres, accessibilité et marginalité, peuvent ainsi expliquer d'un point de vue géographique la facilité avec laquelle un phénomène de production illégale peut se développer dans un espace donné. Mais, au delà des données physiographiques, le fait que ces régions soient également des espaces polyethniques et interétatiques (historiquement et *stricto sensu*, les deux espaces sont surimposés aux espaces frontaliers contigus de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande d'une part, et de l'Afghanistan, de l'Iran et du Pakistan d'autre part) est une donnée fondamentale. Et ce, d'autant plus lorsqu'on considère que de nombreux groupes ethniques sont répartis de part et d'autre de frontières étatiques, facilitant d'autant plus, dans ces régions au relief tourmenté, les mouvements illégaux de personnes et de biens. Les espaces dits du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ont en outre longtemps été, et sont encore, de véritables carrefours historiques et culturels dont de nombreuses populations ont emprunté les axes majeurs lors de leurs migrations. Aires de passage donc, les deux régions sont aussi des aires de contact entre des zones culturelles majeures (linguistiques, religieuses et coloniales), ce qui facilite et favorise donc toutes sortes d'échanges[318].

[318] Banuazizi A., Weiner M., (Ed), 1986, *The State, Religion, and Ethnic Politics : Afghanistan, Iran, Pakistan*. Magnus R.H., Naby E., 1998, *Afghanistan, Mullah, Marx, and Mujahid*. Mus P., 1977, *L'angle de l'Asie*.

L'Asie du Sud-Ouest

Le relief de l'Asie (carte 5) est caractérisé par les importants contrastes qui existent entre ses vastes surfaces planes, plaines et plateaux, et les hautes échancrures de ses montagnes. Ce relief très compartimenté, qui est également l'une des caractéristiques majeures des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, a joué un rôle déterminant dans l'occupation humaine des deux régions. En effet, leurs localisations et situations respectives présentent une certaine symétrie géographique. En effet, le Triangle d'Or et le Croissant d'Or flanquant l'est et l'ouest de la chaîne himalayenne et faisant partie de ce vaste ensemble de plateaux qui occupe le centre du continent asiatique[319]. Les plateaux irano-afghans à l'ouest, yunnanais et shan à l'est, d'une part, et les montagnes qui les délimitent d'autre part, constituent les reliefs qui abritent les espaces du Croissant d'Or et du Triangle d'Or.

Le plateau irano-afghan, d'aspect massif, se situe à une altitude souvent supérieure à 1 000 mètres. Il est découpé par des dépressions (Dasht-e-Kavir[320], Dasht-e-Lout, Registan, Seistan) et enserré d'arcs montagneux de direction est-ouest (Elbourz, Zagros, Hindou Kouch) qui rejoignent le nœud orographique du Pamir à la frontière pakistanaise. La frontière pakistano-afghane, elle, est constituée de la chaîne baloutche, des monts Sulaiman et de la chaîne du Makran[321]. Si les climats de l'Asie du Sud-Ouest sont essentiellement de rythme méditerranéen, subtropical à pluies d'hiver et de printemps, l'Iran, et surtout l'Afghanistan, connaissent d'importantes dégradations arides. En effet, l'on trouve de vastes espaces de climat semi-aride, au nord et au sud de l'Iran et de l'Afghanistan, qui font transition avec les espaces plus humides des montagnes d'une part, et ceux, arides, des déserts, d'autre part. Le Pakistan, quant à lui, connaît sur la majorité de son territoire un climat tropical à pluies de mousson, mais possède également de fortes dégradations arides.

Au nord de l'Iran (carte 22), l'Elbourz forme une barrière climatique majeure alors qu'au sud, les hautes terres du Zagros enferment l'ouest et le sud du pays, jusqu'à la chaîne du Makran qui achève de fermer l'espace iranien en remontant jusqu'au Karakoram par les monts Sulaiman. Le Zagros joue d'ailleurs pour beaucoup dans le caractère très nettement endoréique de l'hydrographie iranienne. Le centre du pays est formé de six grands bassins arides, dont le Dasht-e-

[319] Stamp L.D., 1962, *Asia : A Regional and Economic Geography*.
[320] Un *kavir* est une dépression saline dont l'évaporation durcit la surface, et *dasht*, une plaine graveleuse qui borde le *kavir*.
[321] Cressey G.B., 1960, *Crossroads : Lands and Life in Southwest Asia*.

Kavir et le Dasht-e-Lout. L'Iran oriental, sur la frontière afghane, est composé de basses terres entrecoupées de chaînons montagneux.

L'Afghanistan (carte 21), pays enclavé, est en quelque sorte de configuration physique plus simple, l'Hindou Kouch[322], qui s'abaisse d'est en ouest, divisant le pays en deux parties particulièrement sèches. L'Hindou Kouch est une véritable barrière orographique qui s'étend de la frontière chinoise du Pamir, avec le corridor de Wakhan, jusqu'à la vallée de l'Hari Rud, sur la frontière iranienne. La moitié occidentale de la chaîne est en fait composée de plusieurs chaînons : Koh-i-Baba au sud du Hari Rud, Band-i-Turkestan au nord, la partie médiane étant le Paropamisus. La chaîne divise donc les basses terres de l'Afghanistan en deux parties inégales par leur superficie, le sud étant beaucoup plus étendu que le nord. Du Pamir descendent également, sur la frontière pakistano-afghane, les Safed Koh, et, plus au sud, les monts Sulaiman, qui divisent le désert du Baloutchistan. En fait, ce sont plus des deux tiers de l'Afghanistan qui sont montagneux, les seules plaines s'étendant au nord en bordure de l'Amou-Daria, l'ancienne Oxus, et au sud, de part et d'autre de l'Helmand, Herat et Kaboul étant également abrités par de petits bassins. Enfin, en rives droite et gauche du Helmand se trouvent respectivement le Dasht-i-Margo, ou désert de la mort, ainsi que le désert de sable du Registan.

Avec le Pakistan (carte 23), on aborde les marges occidentales du sous-continent indien et le domaine climatique des moussons. Les pluies de mousson viennent en effet y mourir à l'extrémité occidentale de leur course et atteignent même parfois l'Afghanistan. Toute la bordure nord-ouest du Pakistan est formée de la chaîne baloutche qui s'étend de celle du Makran aux monts Sulaiman, au Safed Koh et au Karakoram. L'est du Pakistan correspond à un immense piémont parcouru par l'Indus qui s'écoule du nord au sud et se jette dans la mer d'Oman. Quant à la basse plaine et le delta de l'Indus, ils permettent au Sind de ne pas être le désert qu'il aurait dû être compte tenu de sa zonalité, l'irrigation assurée par le fleuve contrebalançant, tant bien que mal, un climat très sec[323]. Physiquement, l'ouest du Pakistan semble plus appartenir au domaine du plateau irano-afghan, que ses montagnes ferment, qu'à celui du sous-continent indien. Nombreux sont les

[322] C'est, en 1334, dans les écrits du voyageur arabe Ibn Batuta (1307-1377), que l'on trouve la première mention faite du terme « Hindou Kouch »,Aristote ayant quant à lui déjà mentionné la chaîne en question sous le nom de Parnassos en 330 avant J.-C. (qui deviendra ensuite Paropamisus, le sud actuel de l'Hindou Kouch, après le passage d'Alexandre le Grand). Ibn Batuta décrivit l'Hindou Kouch en la qualifiant de « tueuse d'hindous » car de nombreux esclaves indiens mourraient en effet très fréquemment lors de leur traversée des montagnes : Cressey G.B., 1960, *Op. cit.* : 556.

[323] Karachi souffre toutefois de graves crises estivales d'alimentation en eau qui s'aggravent d'année en année, et ce pour des raisons variées et surtout structurelles. Voir à ce sujet : Dawn , *Karachi Water Nightmare*, 16-05-99. Dawn , *Worsening Water Crisis*, 28-05-99. Dawn , *Water crisis accuses alarming proportions in Karachi*, 12-06-99.

bassins qui coupent ces reliefs, comme ceux de Bannu et de Peshawar, et les passes qui permettent de passer d'Afghanistan au Pakistan et *vice-versa*, comme la célèbre passe de Khyber.

L'Asie du Sud-Est continentale

L'Asie du Sud-Est continentale, quant à elle, est constituée d'un ensemble péninsulaire dont les directions orographiques sont nettement méridiennes (carte 5). Les chaînes de l'Arakan et du Tenasserim, les Dong Phraya et la chaîne annamitique se succèdent d'ouest en est et cloisonnent plaines et bassins alluviaux : le Chindwin, l'Irrawaddy et la Salouen drainent la Birmanie, le Menam Chao Phraya la Thaïlande, le Mékong parcourt et sépare par endroits La Birmanie, le Laos, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam. Ces grands fleuves prennent leur source dans les hautes terres de l'éventail nord indochinois, ou même au Tibet (Salouen, Mékong), et incisent des vallées de direction Nord-Sud dont l'importance est tout autant physique que culturelle puisqu'elles permirent les migrations successives des populations actuelles de la péninsule. La région offre un relief tourmenté même si celui-ci ne prend pas des dimensions altitudinales extrêmes : collines, montagnes et plateaux y prédominent effectivement, offrant un contraste marqué entre plaines et montagnes, contraste que les données climatiques et biogéographiques viennent accentuer.

La Birmanie (carte 18) apparaît cernée par les hautes terres dont certaines, celles de l'Arakan Yoma et du Pegu Yoma, sont des prolongements de l'arc himalayen. Le pays est divisé en trois grandes régions orographiques : les montagnes de l'ouest (Arakan Yoma, Chin Hills, Naga Hills, Paktai Hills) le séparent et même l'isolent de l'Inde[324] ; le plateau shan et le Tenasserim, à l'est, le séparent de la Thaïlande ; et la dépression centrale méridienne, au fond de laquelle coule l'Irrawaddy, est fermée par les Kachin Hills au nord. La Birmanie, qui connaît un climat de type

[324] Ces montagnes représentaient d'autant plus de formidables barrières que des formes particulièrement virulentes de malaria y sévissaient et y sévissent toujours : Fisher C.A., 1964, *South-East Asia : A Social, Economic, and Political Geography* : 412. Gordon Seagrave, le célèbre « *Burma Surgeon* » (basé à Namkham, il est connu pour son rôle à la tête de ses infirmières kachin et karen lors du siège de Myitkyina en 1944) et père de l'auteur Sterling Seagrave, a déclaré à D.I. Steinberg : *the only reason the Chinese had not expanded into northern Burma earlier, via the Shweli River valley, was due to the virulent form of malaria rampant in the region* : Steinberg D.I., 1997, *The Burmese Political Economy : Opportunities and Tensions*, in Brandon J.J. (Ed.), 1997, *Burma : Myanmar in the Twenty-First Century* : 143 (n. 13). Mais la malaria caractéristique de ces régions de montagne n'empêcha pas toutefois les montagnards, certes plus résistants à la fièvre paludéenne, d'être en règle générale en meilleure santé que les populations des plaines, leur régime alimentaire étant plus varié et leur dispersion les rendant moins sujets aux épidémies : Scott J.-C., 2001, *La montagne et la liberté, ou Pourquoi les civilisations ne savent pas grimper* : 94.

tropical humide, présente toutefois la particularité de posséder une zone sèche autour de Mandalay, due à un climat d'abri.

La Thaïlande (carte 20), séparée de la Birmanie par le plateau shan et la chaîne du Tenasserim, qui se prolonge par l'isthme de Kra et même au-delà, est composée d'une vaste plaine centrale méridienne que draine le Menam Chao Phraya. Le nord-est est constitué du plateau de Korat, plutôt sec, et drainé par quelques affluents du Mékong, lequel fait office de frontière naturelle entre la Thaïlande et le Laos. Le nord et le nord-ouest du pays, montagneux et d'accès très longtemps difficile, font partie de ce vaste éventail des hautes terres indochinoises qui descendent du plateau plus élevé du Yunnan.

Le Laos (carte 19), lui, est à l'instar de l'Afghanistan, un pays enclavé. Les deux tiers de la superficie du pays sont là aussi recouverts de montagnes, à la végétation tropicale humide cette fois, que percent les méandres du Mékong, principale artère de communication du Laos. Plusieurs plaines se succèdent au sud, de Vientiane jusqu'à Savannakhet où les plateaux de Boloven et de Lové font la transition avec celui de Korat. Le nord-ouest, qui fait partie de l'éventail du plateau yunnanais, est un pays de moyennes montagnes, et il n'est que dans le nord-est où le plateau de Xiang Khouang vienne perturber cet éventail avec la plaine des Jarres[325].

Du point de vue des milieux physiques les deux espaces de l'Asie du Sud-Ouest et de l'Asie du Sud-Est sont donc fondamentalement différents. Certes, ils sont tous deux principalement composés de plateaux et de montagnes qui ont constitué et constituent toujours d'importantes barrières climatiques et migratoires. Et si leurs climats respectifs diffèrent bien sûr profondément, ils n'y ont toutefois pas rendu les migrations humaines faciles. Mais ces barrières orographiques et climatiques ne les ont pas empêchés d'être d'importants carrefours migratoires. En fait, ce sont leurs localisations géographiques respectives, aux extrémités occidentale et orientale de la chaîne himalayenne, à l'ouest et à l'est de la péninsule indienne, au contact du monde chinois et de ses routes commerciales, qui les ont très fortement prédisposés à leur position de carrefour des migrations et des invasions, et qui y ont favorisé l'existence de véritables mosaïques de populations.

[325] Taillard C., 1989, *le Laos, stratégies d'un Etat-tampon* : 15-16.

1.3.3.2. Croissant d'Or et Triangle d'Or, des mosaïques de populations aux carrefours de l'Asie

Le Croissant d'Or et le Triangle d'Or se situent dans les espaces altitudinaux respectifs de l'Asie du Sud-Ouest et de l'Asie du Sud-Est continentale dont les reliefs très tourmentés et compartimentés abritent de nombreuses populations, aussi diverses que variées (même si les plaines du Helmand, par exemple, en Afghanistan, ont abrité de très impornates productions d'opium). Aussi, lorsqu'ils sont considérés dans de tels contextes physiographiques, les phénomènes migratoires qui ont caractérisé l'histoire de ces deux espaces expliquent les véritables mosaïques de population que l'on y rencontre. Georges Condominas parlera ainsi d'un véritable « tableau tachiste »[326] à propos de la cartographie ethnolinguistique du sud-est asiatique (carte 6), alors que Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont insisteront par exemple sur la complexité et les problèmes de celle de l'Afghanistan[327]. Louis Dupree, lui, décrira la façon dont les populations de l'Afghanistan rivalisent en variété ethnique, linguistique et physique avec celle de sa topographie (carte 7)[328].

En Asie du Sud-Ouest, les directions orographiques est-ouest, qui lient le nœud du Pamir au plateau anatolien, ont permis aux courants migratoires grecs, turcs, arabes, mongols et même chinois de s'y propager, s'y mélanger et s'y affronter. Le monde indien, protégé par la seule vraie barrière orographique de l'Himalaya, s'est formé et s'est ensuite diffusé par ces véritables carrefours stratégiques que constituent les deux régions de l'Asie du Sud-Ouest et de l'Asie du Sud-Est. Nous avons déjà mentionné les phénomènes migratoires propres à l'Asie du Sud-Est avec entre autres ceux des « enfants de Yueh »[329] et la poussée vers le Sud que les populations, notamment chinoises, ont initié[330]. Ceux-là ont suivi les directions méridiennes des reliefs d'Asie du Sud-Est et les vagues successives ont mené à l'occupation des différents étages altitudinaux[331].

Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or sont des espaces interétatiques, des espaces frontaliers, qui ont toujours constitué des aires de passage et de contact. Ainsi, pour Georges Condominas, l'Asie du Sud-Est continentale présente un indéniable caractère de *carrefour, de zone de*

[326] Barrau J., Bernot L., Chiva I., Condominas G., 1974, *Avant-propos*, in Etudes rurales N° 53-56 : 10.
[327] Centlivres P., et Centlivres-Demont M., 1988, *Et si l'on parlait de l'Afghanistan*.
[328] Dupree L., 1980, *Afghanistan* : 55 : *Afghanistan's people rival the topography in ethnic, linguistic and physical variety*.
[329] Seagrave S., 1995, *Op. cit.*
[330] Le *southward drift of peoples* de C.A. Fisher (*Op. cit.*) .
[331] Hall D.G.E., 1994, *A History of South-East Asia :* 11.

passage[332] que révèle l'influence du relief et des axes hydrographiques sur la direction majeure des flux démographiques, ces mêmes flux que Jules Sion a qualifiés de *poussée vers le Sud*. Quant à la « bretelle des invasions » de Paul Mus[333], elle illustre également cette caractéristique de lieu de passage pour certains et d'aboutissement pour d'autres que revêt *l'angle de l'Asie*. En effet, on s'aperçoit qu'à l'instar de toute l'Asie du Sud-Est continentale, le Triangle d'Or est un espace de contact, de transition, entre l'Inde et la Chine[334], du point de vue de la géographie comme des civilisations. Le Croissant d'Or constitue également un espace de passage et de contact. Alexandre le Grand traverse l'Indus en 326 av. J.-C., après avoir probablement franchi la passe de Natwa[335], sur l'actuelle ligne Durand, et Baber, chassé du Ferghana par l'invasion des Ouzbeks, empruntera la même voie pour aller, au début du XVI^{e} siècle, inaugurer la période moghole en Inde. En périphérie occidentale de la chaîne himalayenne, du Pamir et du Karakoram jusqu'à l'Elbourz et à la chaîne du Zagros en passant par l'Hindou Kouch, le Croissant d'Or se trouve à l'intersection et au point de rencontre de plusieurs civilisations, religions et aires linguistiques majeures. Mondes chinois, turc, mongol, persan, indien, et même russe s'associent et se superposent aux aires d'influences musulmane[336], hindoue, bouddhiste, et même animiste.

Il apparaît ainsi que les deux espaces de production illicite d'opium (leur dimension phénoménale d'espace économique et non leur dimension physique de lieu) ont émergé aux extrémités orientale et occidentale de la chaîne himalayenne, entre les mondes chinois et indien, en position d'interface, aux marges septentrionales et montagneuses d'un Empire britannique qui a grandement contribué au développement de la culture du pavot à opium dans le sous-continent indien. Les espaces de production du Croissant d'Or et du Triangle d'Or se situent en fait dans des régions frontalières dont les reliefs abritent des populations qui participent directement à la production et au trafic des opiacés. Le fait que ces régions soient des espaces polyethniques et interétatiques constitue une donnée fondamentale lorsqu'on considère que de nombreux groupes ethniques sont répartis de part et d'autre de frontières nationales, facilitant d'autant plus, dans ces régions au relief tourmenté, les mouvements illégaux de personnes et de biens.

[332] Condominas G., 1978, *Asie du Sud-Est* : 294.
[333] Mus P., 1977, *Op. cit.*
[334] Ainsi, le concept d'Asie du Sud-Est est-il une création liée à l'importance stratégique prise par la région durant la Seconde Guerre mondiale. *Further India*, *Greater India*, *Indo-chine* étaient les expressions historiques qui servaient à désigner cet espace compris entre Inde et Chine et qui niaient en quelque sorte l'originalité et l'identité géographique de l'Asie du Sud-Est. Ni Inde ni Chine, mais un peu des deux réunies, c'est ce qu'était ce carrefour des migrations et des influences avant de devenir l'Asie du Sud-Est. Voir Fisher C.A., 1964, *Op. cit.* : 3.
[335] Caroe O., 1996, *Op. cit.* : 43-57.
[336] Il y a bien sûr une très grande diversité confessionnelle au sein même de l'islam.

Dans le Croissant d'Or, les frontières de l'Afghanistan, de l'Iran et du Pakistan consistent en des chaînes de montagnes ou des déserts. Entre l'Afghanistan et l'Iran, à l'extrémité sud-orientale du Zagros, ce sont les populations nomades baloutch du désert du Baloutchistan qui peuplent les régions frontalières, alors qu'au nord ce sont les Turkmen, également nomades et faisant, tout comme les Baloutch, *figure d'ennemi héréditaire des Persans du plateau*[337]. L'Iran et l'Afghanistan partagent avec le Pakistan le désert du Baloutchistan et ses populations nomades, et le Pakistan entretiendra d'ailleurs des relations difficiles avec les Baloutch[338]. Entre l'Afghanistan et le Pakistan, ce sont les montagnes de la chaîne baloutche au sud, et les monts Sulaiman au nord, avec leurs populations agro-pastorales et nomades pachtoun, comme les Powindah (appelés *Kuchi* en Afghanistan) par exemple dont 200 000 à 300 000 individus, des Ghilzaï principalement, effectuaient toujours leur migration annuelle avant 1980[339]. La migration des Powindah, des hauteurs afghanes aux plaines de l'Indus, était alors encore avant 1980, *très certainement le plus important des mouvements de masse d'hommes et de bétail dans le monde*[340]. L'importance des Pachtoun est plus grande encore puisqu'ils seront à la base de la création de l'Afghanistan avec l'avènement de la dynastie des Durrani (ancienne confédération des Abdali) en 1747.

Dans le Triangle d'Or, les frontières de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande se trouvent dans des contextes géopolitiques qui, malgré les différences de leurs cadres physiques et de l'organisation de l'espace, sont très similaires à ceux du Croissant d'Or. Ainsi, en Asie du Sud-Est continentale, la juxtaposition de la carte ethnolinguistique à celle du relief *fait ressortir immédiatement une des caractéristiques essentielles de son peuplement : l'opposition entre les basses terres, domaine des grandes civilisations et des fortes densités, et les hautes terres, peu*

[337] Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète* : 547-555.
[338] Les Baloutch du Pakistan mèneront une guerre civile contre le gouvernement pakistanais de 1973 à 1977 à la suite de leur demande d'autonomie et du soutient qu'ils ont obtenus des Baloutch d'Iran et d'Afghanistan : Harrisson S.S., 1986, *Ethnicity and the Political Stalemate in Pakistan* : 271-277.
[339] L'usage des termes d'Afghan, de Pachtoun, de Pakhtoun et de Pathan est complexe et prête à confusion. Les Pachtoun et les Pakhtoun font partie de la même souche ethnique mais ne sont pas originaires des mêmes confédérations tribales ni des mêmes régions. Les Pachtoun rassemblent, à l'ouest, les Abdali (devenus Durrani en 1747 avec Ahmad Shah Durrani) dans la région allant de Herat à Kandahar. A l'est, les Ghilzaï, basés dans les régions de Nangrahar et de Paktia, forment, avec les tribus du Pakistan, les Pakhtoun. Le terme de Pathan est une déformation indienne du pluriel de Pakhtoun, Pakhtanah. Les Afghans, quant à eux, sont désormais les citoyens d'Afghanistan. Nous engloberons tous ces groupes, à l'instar des auteurs contemporains, sous le terme de Pachtoun. Voir principalement : Caroe O., 1996, *Op. cit.* : xvi-xix. Dupree L., 1980, *Afghanistan* : 70-72. Magnus R.H., Naby E., 1998, *Op. cit.* : 12-15. Spain J.W., 1963, *The Pathan Borderland*. Pour les Powindah et les problèmes que la ligne Durand leur a posé, voir Ispahani M.Z., 1989, *Roads and Rivals. The Politics of Access in the Borderlands of Asia* : 110-113, et Spain J.W., 1962, *The way of the Pathans*.
[340] Spain J.W., 1962, *Op. cit. :* 117.

peuplées par des groupes ethniques éparpillés et d'une grande hétérogénéité[341]. La frontière birmano-thaïe court à l'est du plateau shan et sépare les riziculteurs taï[342] que sont les Shan, des Thaï de Thaïlande. Les montagnes du nord et du nord-ouest de la Thaïlande sont quant à elles peuplées de nombreux groupes ethniques, surtout des essarteurs, dont les caractéristiques résident dans *la mobilité de l'habitat et l'affirmation de l'identité au sein d'espaces au peuplement pluriethnique*[343]. Elles présentent un ancrage au territoire bien moindre que celui des populations rizicoles des plaines. Plus au sud, ce sont les Karen par exemple qui se répartissent de part et d'autre de la frontière birmano-thaïe. Ces populations tribales de l'Asie du Sud-Est continentale, miao-yao (Hmong, Yao), tibéto-birman (Naga, Chin) et Karen (un large groupe sino-tibétain) par exemple, dont certaines sont semi-nomades, sont arrivées dans les Etats de l'Asie du Sud-Est continentale à la suite de la *poussée vers le Sud* dont nous avons déjà parlé. Aussi, la Birmanie, la Thaïlande, le Laos, comme le Vietnam et la Chine, connaissent-ils tous des mouvements de populations à travers leurs frontières respectives : les frontières lao-thaïlandaise, lao-birmane, mais aussi birmano-thaïlandaise, traversent d'une part l'aire linguistique taï (Shan, Thaï, Lao) et, d'autre part, l'aire des nombreuses minorités ethniques qui sont dispersées dans la région dite « des trois frontières ».

Ainsi, les espaces altitudinaux (mais pas seulement) et frontaliers de l'Asie du Sud-Ouest et du Sud-Est (continentale s'entend), abritent les aires de production illicite du Croissant d'Or et du Triangle d'Or. Les différents acteurs des deux régions ont réussi à exploiter avantageusement des espaces particuliers pénalisés par leur situation, du moins selon les critères de l'économie et du développement modernes. Les caractéristiques de ces espaces, qui, comme nous le constaterons, sont autant de contraintes pour les autorités étatiques, ont été judicieusement exploitées par les différentes populations : c'est en effet dans le Croissant d'Or et le Triangle d'Or que l'immense majorité de l'opium mondial est produite.

[341] Barrau J., Bernot L., Chiva I., Condominas G., 1974, *Op. cit.*
[342] Les Shan, les Lao et les Thaï appartiennent tous au groupe linguistique taï : Wijeyewardene G., 1990, *Thailand and the Tai : Versions of Ethnic Identity* : 48.
[343] Taillard C., 1992, *Pratiques spatiales et réseaux de relations* : 404.

1.3.3.3. Les productions de drogues illicites du Croissant d'Or et du Triangle d'Or

Les espaces actuels de culture illicite du pavot à opium et de production d'héroïne se concentrent très nettement dans deux des pays du Croissant d'Or et du Triangle d'Or. Jusqu'en 2000 au moins, l'Afghanistan et la Birmanie dominaient en effet sans conteste les productions respectives des deux espaces et du monde entier (voir annexes A et B). Ainsi, ce seraient 79 % du total mondial des superficies plantées en pavot à opium qui auraient été cultivées en Afghanistan et en Birmanie en 1998, fournissant donc 90 % de l'opium mondial[344].

Dans le Triangle d'Or (carte 9), ce seraient seulement quelque 157 750 hectares de pavot qui auraient été cultivés en 1998, soit une réduction par rapport à 1997 d'environ 15 % des superficies en raison de conditions plus sèches qu'à l'accoutumée. La Birmanie, qui aurait produit en 1998, selon le *U.S. Department of State*, 60 % de l'opium mondial, a ainsi connu une forte régression de ses cultures en pavot, qui, avec 130 300 hectares (- 16 %) et 1 750 tonnes d'opium, auraient atteint leur plus bas niveau depuis 1988. En 1999, la récolte aurait encore diminué, avec environ 600 tonnes selon le *State Peace and Development Council* (SPDC), le conseil de la junte birmane, et 1 200 tonnes selon le *U.S. Department of State* (INCSR) et le PNUCID[345]. Au Laos, où une chute de 7 % a été enregistrée, on estime les cultures de pavot à 26 100 hectares et la récolte d'opium à 140 tonnes. Selon la *Lao Commission for Drug Control and Supervision*, les productions y auraient baissé de 140 tonnes en 1996 à 123 en 1998 et dix des dix sept provinces du pays produiraient de l'opium[346]. La Thaïlande, elle, continue sa forte tendance à la baisse et aurait produit environ 16 tonnes d'opium sur 1 350 hectares cultivés. Le Vietnam, relatif nouveau venu dans le cercle des producteurs du sud-est asiatique, n'aurait produit que 20 tonnes d'opium sur 3 000 hectares, soit une réduction des superficies de plus de 50 % en l'espace d'une seule année.

Le Croissant d'Or (carte 8), dans son ensemble, n'a quant à lui connu qu'une légère augmentation (+ 3 %) des superficies cultivées en 1998, mais ce n'est qu'en Afghanistan que la production a augmenté de façon significative, puisqu'elle a baissé de 26 % au Pakistan (où 3 030 hectares subsistent), après son augmentation de 13 % entre 1996 et 1997. Ce seraient 41 720

[344] International Narcotics Control Strategy Report 1998, 1999 : les données détaillées ici pays par pays sont tirées du rapport, sauf autrement mentionné.
[345] Dépêche internationale des drogues, *Birmanie : la production d'opium selon le SPDC*, N° 97, janvier 2000, p. 6 (respectivement 60 000 et 90 000 ha).
[346] Déclarations de Soubanh Sritthirath, ministre du gouvernement et président de la LNCDCS, tenues à la cérémonie d'ouverture d'un séminaire antidrogue à Vientiane : Xinhua News Agency, *Opium Output in Laos Drops, But Still High*, 10-11-98.

hectares qui auraient ainsi été cultivés en Afghanistan en 1998. En 1999, la production afghane a tout simplement doublé, chose qui ne s'était pas vue depuis 1991, atteignant 4 581 tonnes d'opium sec, récoltées à partir de 90 983 hectares[347]. Mais, en 2001, aussi subitement qu'elle avait doublé entre 1998 et 1990, la récolte afghane a baissé, selon le PNUCID, de près de 95 % par rapport à l'année 2000 (lors de laquelle une réduction de 10 % de la superficie cultivée s'était traduite par celle de 28 % de la production d'opium). Ce phénomène, d'une ampleur et d'une soudaineté jusqu'alors inconnue dans l'histoire (récente au moins) de la production des drogues illicites, est imputable à un édit religieux prononcé par le chef suprême des *taliban* le 27 juillet 2000 contre la culture du pavot qu'il déclara *haram* : c'est-à-dire une faute morale contre les préceptes de la religion[348]. Quant aux données iraniennes, elles ne sont pas connues mais si un bureau du PNUCID a ouvert à Téhéran en 1999, c'est en raison de la grande importance dans ce pays du trafic en provenance d'Afghanistan[349]. Il est toutefois possible d'estimer que l'Iran a cultivé en 1998 une superficie en pavots inférieure à celle des 1 000 hectares qui constituent la limite au-dessus de laquelle un pays est inscrit par les Etats-Unis sur leur liste noire des pays producteurs[350].

Les estimations données ci-dessus étant celles du *U.S. Department of State*, elles diffèrent, bien entendu, de celles du PNUCID ou même encore de l'OGD Le rapport annuel de l'OGD, qui se base sur les enquêtes du PNUCID, estime la production afghane à 2 800 tonnes d'opium séché produites à partir de la culture de quelque 58 000 hectares[351], ce qui place l'Afghanistan en position de premier producteur mondial d'opium[352], devant la Birmanie et ses 1 750 tonnes d'opium. Les écarts relevés ici entre les superficies cultivées et les productions récoltées traduisent bien les grandes différences de rendement en opium des pavots du Croissant d'Or et du Triangle

[347] UNDCP, 1999, *Afghanistan Annual Opium Poppy Survey 1999* : ii.
[348] Cette réduction, d'abord observée et relatée par le PNUCID, a ensuite été confirmée par des experts états-uniens envoyés en mission de reconnaissance en Afghanistan : UNDCP, 2001, *Global Impact of the Ban on Opium Production in Afghanistan*, Second Update, July 2001 ; Associated Press, *Afghanistan Opium Said Wiped Out*, 15-02-01. New York Times, *Taliban's Ban on Growing Opium Poppies Is Called a Success*, 20-05-01.
[349] Xinhua News Agency, *Opium Output in Laos Drops, But Still High*, 10-11-98. Voir également : Dawn, *Iran's fight against drugs gaining recognition*, 08-01-99, et Associated Press, *U.S. removes Iran from Drug List*, 07-12-98 : l'Iran a été retiré en 1998 de la liste dressée par les Etats-Unis des pays impliqués dans la production et/ou le trafic de drogues (Foreign Assistance Act de 1961). L'Iran figurait sur cette liste depuis 1987.
[350] U.S. Newswire : *Text of Clinton Letter on Drug-Transit Countries*, 07-12-98 : en 1993 encore une étude du gouvernement des Etats-Unis estimait qu'au moins 3 500 hectares de pavot étaient cultivés en Iran. Le passage au-dessous des 1 000 hectares est le résultat d'une importante campagne d'éradication menée sous la direction du général Mahmoud Fallah du *Drug Control Headquarters* iranien patronné par Mohamad Khatami.
[351] O.G.D., 1998, *La géopolitique mondiale des drogues 1997 / 1998* : 99.
[352] Voir également les 3 269 tonnes (récolte 1998) mentionnées dans : Agence France Presse, *Afghan farmers ready to harvest bumper opium crop*, 13-04-99.

d'Or[353]. Si l'on considère maintenant les déclarations des pays producteurs et plus particulièrement le cas de la Birmanie, les écarts entre les différentes estimations sont encore plus larges. Selon le *Central Committee for Drug Abuse Control* birman, ce seraient 733 tonnes d'opium séché qui auraient été récoltées en 1998 et, en l'espace d'un an, entre 1997 et 1998, les superficies cultivées auraient baissé de 1 500 à 500 hectares[354].

Quant à la répartition des cultures de pavot à opium dans les pays producteurs du Croissant d'Or et du Triangle d'Or, elle est connue avec une précision toute relative, l'Afghanistan mis à part[355]. Les variations des estimations de production traduisent déjà d'elles-mêmes les problèmes d'accès aux zones de culture et d'évaluation des paramètres de production. Les chiffres cités par exemple par le INCSR, semblent ainsi plus traduire la nature et l'évolution des rapports géopolitiques des Etats-Unis avec les pays producteurs qu'un éventuel affinement des outils des méthodes de saisie et d'analyse des données. Ainsi, même les données obtenues en Birmanie par observation satellite (en l'occurrence ici SPOT), sur des espaces conjointement évalués par des missions sur le terrain, n'ont pu apporter de résultats satisfaisants[356].

Les espaces de production, au sein de chaque pays concerné, peuvent néanmoins être déterminés dans leurs grands traits. Dans le Croissant d'Or comme dans le Triangle d'Or, les pays dont les aires précises de production sont les moins connues sont ceux qui produisent le plus. Il semble en effet logique que ce soient les pays les plus inaccessibles qui produisent le plus et qui se prêtent donc le moins aisément aux évaluations de terrain. Certes, les productions de ces pays tirent parti, d'une part de leur localisation physique et, d'autre part, politique. L'Afghanistan comme la Birmanie constituent ainsi des espaces physiques et politiques d'accès plus ou moins difficile et qui limitent les possibilités de déplacement des missions de reconnaissance.

La Birmanie est peut-être, avec ses périphéries montagneuses servant de refuges aux oppositions armées au gouvernement central, le meilleur exemple de ce type de situation. Ainsi, les zones principales de culture de pavot à opium de Birmanie se situent dans le nord et le nord-est du pays, sur les frontières chinoise et thaïlandaise. L'Etat shan a connu une translation du sud vers le

[353] Cf. chapitre 1.2.3.1.
[354] Associated Press, *Myanmar makes opium predictions*, 25-02-99 : les données sont issues des déclarations faites par le Colonel Kyaw Thein à l'issue de la conférence internationale d'Interpol qui s'est tenue du 23 au 26 février 1999 à Rangoon, dans un climat international d'ailleurs particulièrement controversé.
[355] Comme il a déjà été expliqué en note 198, les évaluations récentes du PNUCID ont en effet acquis une grande précision en Afghanistan, où, à la différence des Etats-Unis, les antennes locales ont pu mener de nombreuses missions de reconnaissance.
[356] Renard R.D., 1996, *The Burmese Connection : Illegal Drugs & the Making of the Golden Triangle* : 91-96. Galtier B., Chamnivikaipong P., Guerre L.F., Tasanapak T., 1990, *Survey of the opium growing areas using SPOT imagery*.

nord de ses importantes productions, qui se situent traditionnellement à l'est du fleuve Salouen, vers la région du Kokang. Nombreux sont les groupes armés qui y participent directement à la production de l'opium, à sa taxation, à son transport, à sa commercialisation comme à sa transformation en héroïne. Ainsi, la *Eastern Shan State Army*, la *Myanmar National Democratic Alliance Army* (Chinois du Kokang), la *United Wa State Army* (UWSA), la *Mongko Defense Army* et la *Shan United Revolutionary Army* (SURA) qui succède à la *Mong Tai Army* (MTA) de Khun Sa, participent au narcotrafic, qu'il s'agisse d'ailleurs d'opiacés ou d'amphétamines[357]. Ici, montagnes et plateaux permettent d'une part la culture du pavot et, d'autre part, le trafic international des opiacés vers la Thaïlande, le Laos, la Chine, et même l'Inde.

La Thaïlande, même si elle lutte plus ou moins efficacement contre la culture de pavot sur son territoire, reste confrontée au très important trafic de drogue qui s'infiltre à travers sa frontière birmane, laquelle est montagneuse et d'autant moins contrôlée. Les productions thaïlandaises se situent donc dans ses montagnes occidentales et l'on a pu observer un regain de production dans les régions de Chiang Maï et de Tak en 1997[358].

Au Laos, les productions sont réparties dans le nord du pays où elles sont moins denses à l'est (provinces de Houaphan et de Xieng Houang) qu'à l'ouest (provinces de Phong Saly, première région de production, de Louang Namtha, et de Bokéo)[359]. Là encore ce sont les montagnes de l'éventail nord indochinois, la partie la plus inaccessible du pays, qui abritent les cultures de pavot à opium. Le trafic transfrontalier depuis la Birmanie y est d'ailleurs particulièrement important.

Dans le Croissant d'Or, l'Afghanistan voit ses productions récentes concentrées dans le Nangrahar et le Helmand qui sont les deux principales provinces productrices. Les provinces de Kandahar, de Orouzgan et du Badakhshan sont également productrices mais dans des dimensions moindres. En 1997 on a pu observer l'apparition de nouvelles cultures dans les provinces de Herat, de Baghlan et de Balkh, et le PNUCID a même pu étudier les cas de certains districts de l'est où le pavot était cultivé pour la première fois en 1998. En 1999, le quasi doublement (+ 43 %) des surfaces cultivées en pavot (90 983 ha) proviendrait à 51 % de la province de Helmand et à 19 %

[357] INCSR, 1999, *Op. cit.* Voir les rapports annuels de l'OGD et les nombreux numéros de la Dépêche internationale des drogues.
[358] INCSR, 1998, *Op. cit.* En 1999, l'armée thaïlandaise lançait une nouvelle de ses opérations annuelles visant à éradiquer 60 % des 10 000 *rai* (1 500 ha) de cultures de pavot des régions de Mae Hong Son, Chiang Maï, Chiang Raï, Tak, et Phayao : Bangkok Post, *Troops sent to destroy opium fields*, 17-11-98.
[359] O.G.D., 1998, *Op. cit.* : 69-73.

du Nangrahar, alors que vingt-sept districts nouvellement producteurs cette même année auraient participé à hauteur de 12 % de l'augmentation totale (+ 27 309 ha)[360]. La baisse phénoménale de la récolte afghane en 2001 aurait touché toutes les provinces contrôlées par les *taliban* de façon égale.

Le Pakistan quant à lui, se trouve dans une situation quelque peu similaire à celle de la Thaïlande en ce sens qu'il a pu très nettement réduire ses superficies cultivées en pavot. Celles-ci se concentraient et se concentrent toujours dans les montagnes frontalières de l'Afghanistan, au cœur des zones tribales de la région. Ce sont là aussi des régions d'accès difficile et au contrôle politique très délicat. C'est dans le district de Dir que sont produits 40 % de l'opium pakistanais, un district où le PNUCID avait mis en place un projet de développement alternatif qui, après une chute de près de 35 % des superficies plantées en pavot entre 1996 et 1997, n'a pas empêché que les semailles de mars 1998 concernent 500 hectares au lieu des 335 de l'année précédente[361]. Les paysans du district de Dir auraient ainsi cultivé quelque 1 800 hectares de pavot en 1998, celui de Mohmand, 570 hectares, et celui de Bajaur, 430 hectares[362]. Quant à l'Iran, nous l'avons dit, il ne produirait donc presque plus d'opium, et les données relatives à la localisation des cultures résiduelles ne sont pas disponibles.

Une analyse de la localisation des cultures de pavot permet donc de constater que celle-ci répond à certains critères communs au Croissant d'Or et au Triangle d'Or. Les cultures illicites sont en effet très nettement réparties dans les régions frontalières et, pour le second, montagneuses, des différents pays et leurs concentrations les plus importantes se font dans les deux Etats dont les situations politiques sont les plus difficiles. On peut ainsi d'ores et déjà observer que le facteur d'accessibilité des zones de production semble particulièrement important dans leurs logiques de répartitions. Les productions illicites du Croissant d'Or comme du Triangle d'Or ont donc été développées et entretenues dans des régions plus ou moins enclavées et surtout d'accès et de contrôle difficiles.

[360] UNDCP, 1999, *Afghanistan Annual Opium Poppy Survey 1999* : ii.
[361] O.G.D., 1998, *Op. cit.* : 103-107.
[362] INCSR, 1999.

Conclusion

Les émergences respectives du Croissant d'Or et du Triangle d'Or sont des phénomènes historiques qui procèdent du temps long. En effet, les phénomènes migratoires et les invasions successives qui ont eu lieu aux marges occidentales et orientales de la chaîne himalayenne ont très nettement contribué à la genèse des deux espaces de production illicite. Les réseaux marchands les plus anciens, dont certains sont bien sûr antérieurs à l'apparition des routes dites « de la soie », ont, nous l'avons vu, relié ces deux espaces. La chaîne himalayenne semble avoir constitué à ce titre autant un facteur limitatif qu'un facteur déterminant des échanges commerciaux et / ou migratoires, et le Croissant d'Or comme le Triangle d'Or ont émergé aux deux points de contournement de la chaîne. Les dynamiques historiques propres aux mondes confucéen et musulman, mais aussi hindouiste et bouddhiste, ont, à travers les phénomènes migratoires, permis l'établissement de communautés et de réseaux marchands dont l'existence a été propice au développement du commerce des opiacés. Les diverses aires d'influence qui ont marqué le continent asiatique se sont en effet rencontrées et souvent même affrontées aux marges occidentale et orientale des Himalayas et ont fait de ces deux espaces de véritables carrefours, des zones de passage historiques.

Le Croissant d'Or et le Triangle d'Or sont donc ces espaces d'accès difficile qui ont néanmoins été parcourus au cours de l'histoire par de nombreuses populations. Mais ce n'est qu'avec les profonds bouleversements des époques moderne, et surtout contemporaine, que l'opium et son commerce lucratif vont s'implanter dans ces régions marginales de l'Asie montagneuse. Désormais, la production illicite d'opium s'est ancrée au cœur de ces espaces et en est d'autant plus inexpugnable qu'ils sont particulièrement inaccessibles et, nous le préciserons, en marge du système international et de ses règles. Ce sont les conditions précises de l'émergence de ces espaces qu'il nous faudra maintenant essayer de révéler et de comprendre. Quelles sont en effet les causes structurelles et conjoncturelles profondes qui ont fait de ces espaces les deux régions de production illicite d'opium que nous connaissons désormais, et comment en expliquer leur surprenante pérennité ?

II. L'opium en Asie : permanences et mutations

2.1. Des espaces de production d'opium mouvants

2.1.1. Le remaniement du Triangle d'Or

2.1.1.1. Birmanie : une certaine régularité de la production malgré des bouleversements

[Cartes administratives 18, 19, 20. Cartes de localisation 11, 12, 13]

Les trois pays constitutifs du Triangle d'Or, *stricto sensu* ou historique, la Birmanie, le Laos et la Thaïlande, ont vu leurs superficies cultivées en pavot à opium et leurs productions varier selon des tendances et des proportions très différentes au cours des décennies qui ont suivi d'une part l'éradication totale conduite en Chine (principalement entre 1949 et 1955) et la naissance consécutive du Triangle d'Or d'autre part. Au sein de celui-ci, et avant même qu'il ne soit nommé de la sorte[363], la Birmanie faisait figure de *leader* de la production d'opium, le nord-est du pays, frontalier avec le Yunnan chinois ayant été, depuis le début du XIX^{e} siècle, une grande région de production d'opium. Celle-ci, comprise entre Mong Ko et Panglong sur la frontière du Yunnan, le Kokang, est en effet, dès les années 1900, un espace privilégié de production d'opium. Le commerce des opiacés s'est implanté dans la région en utilisant les structures et les réseaux du commerce prolifique du thé qui y existait déjà depuis le XIV^{e} siècle[364], le Kokang étant alors au centre de réseaux commerciaux qui reliaient le

[363] L'expression de « Triangle d'Or » a vraisemblablement été créée par le *U.S. Assistant Secretary of State* Marshall Green lors d'une conférence de presse le 12 juillet 1971. En faisant référence à un triangle (dont les angles se trouvent en Birmanie, au Laos et en Thaïlande), Green reconnaissait alors implicitement l'absence de production d'opium en Chine, tout juste trois jours avant que le président Nixon n'annonce sa visite officielle de février 1972 en Chine: Renard R.D., 1996, *The Burmese Connection* : 4.
Le triangle a gagné son qualificatif « d'or » d'une part en référence au commerce que la région des trois frontières connaissait depuis longtemps déjà et qui ne se limitait pas, loin s'en faut, au seul opium. En effet, le thé avait, depuis plusieurs centaines d'années déjà, tenu une place prépondérante dans le commerce régional. Le jade, les rubis et le teck de la région, depuis longtemps connus pour leur qualité irréprochable, ajoutaient également à la richesse des hautes terres de l'éventail nord indochinois. D'autre part, les premiers marchands d'opium de la région des trois frontières échangeaient leur opium contre de l'or pur à 99 %, en barres estampillées d'un dragon, sur la frontière birmano-thaïlandaise à Tachileck - Mae Saï. C'est cet aspect du commerce qui a valu son nom au Triangle d'Or : Bertil Lintner, communication personnelle, juillet 1999.
[364] Un des facteurs explicatifs du recours à l'économie de l'opium dans le nord-est de la Birmanie, et surtout dans le Kokang, réside en effet dans les bouleversements du commerce du thé consécutifs à la Seconde Guerre mondiale. Lashio en était le principal centre commercial où les producteurs eux-mêmes apportaient leurs récoltes avant de repartir chargés par exemple de riz et d'argent métal, mais aussi de jade. Les risques majeurs

Yunnan, certains Etats taï, et le reste de la Birmanie, les Chinois -dits du Kokang- y détenant en effet le monopole du commerce. Lorsque les Chin Haw s'implantèrent au Kokang à la suite des rébellions musulmanes, et dans le pays wa où ils fondèrent en 1875 la ville de Panglong[365], le commerce de l'opium s'en trouva encore plus dynamisé : leurs aptitudes commerciales étant excellentes, ils répandirent avec eux la production et le commerce de l'opium jusque dans la région shan[366], autour de Kengtung. Les exportations du précieux latex atteignirent même jusqu'aux montagnes du pays kachin[367] où la production était toutefois uniquement destinée à l'autoconsommation[368].

La production d'opium en Birmanie est donc historiquement concentrée le long des frontières chinoise, laotienne et thaïlandaise, dans des espaces périphériques et montagneux difficilement accessibles, comme c'est le cas par exemple pour le Kokang. Si la production d'opium s'est initialement répandue au sein des territoires du Laos et de la Thaïlande à partir de la Birmanie, c'est actuellement dans ces régions de la périphérie nord et nord-est birmane que l'immense majorité de l'opium du Triangle d'Or est toujours produite. En Birmanie, les régions de production se sont donc maintenues et se sont même développées, affichant ainsi une pérennité géographique et historique certaine. L'histoire politique mouvementée du pays depuis son indépendance en 1948 a néanmoins provoqué de nombreux remaniements dans la gestion des rapports de force de la région, et la production d'opium a littéralement explosé depuis l'arrivée au pouvoir du *State Law and Order Restoration Council* (SLORC) en 1988 (voir annexe A), et surtout depuis la chute du *Communist Party of Burma* (CPB)[369]. La

---

qu'impliquait un tel commerce pendant la guerre mirent un terme à ces échanges et dynamisèrent la production et le commerce de l'opium dont la valeur marchande impliquait que ce soient les commerçants (Chin Haw) et non les producteurs qui en assurent le transport. Les allers-retours des producteurs de thé se sont donc trouvés remplacés par la mise en place d'un commerce caravanier muletier et l'opium a peu à peu remplacé le thé dans les systèmes de production et dans le commerce régional : Bertil Lintner, communication personnelle (janvier 1999, Chiang Maï).

[365] Forbes A.D.W., 1986, *The "Cin-Ho" (Yunnan Chinese) Muslims of North Thailand*. Voir également : 1997, *The Haw : Traders of the Golden Triangle*.

[366] Pour une analyse du développement de la production et du commerce de l'opium dans les Etats shan, voir : Maule R.B., 1992, *The Opium Question in the Federated Shan States, 1931-36 : British Policy Discussions and Scandal*. Et : Taylor R.H., 1988, *British Policies and the Shan States, 1886-1942*.

[367] E.R. Leach mentionne à propos du pays kachin que le prix de la mariée ou de la fiancée était très souvent payé moitié en argent métal, moitié en opium et qu'il arrivait même que la totalité du prix soit payée en opium : Leach E.R., 1954, *Political Systems of Highland Burma : A Study of Kachin Social Structure* : 151 (note). R.D. Renard fait remarquer à ce sujet que les revenus tirés du commerce de l'opium devaient ainsi dépasser tous les autres (1992, *Op. cit.* : 20).

[368] Renard R.D., 1992, *Op. cit.* : 19-20.

[369] Il faut également mentionner ici un autre facteur, d'importance majeure, du développement de l'économie de l'opium en Birmanie. Le rôle qu'ont joué les *Kha Kwei Yei*, ou KKY, dans l'augmentation du recours à la

situation ne s'est d'ailleurs pas vraiment améliorée avec le très discret ravalement de façade opéré par le SLORC, lors de sa transformation en *State Peace and Development Council* (SPDC) le 15 novembre 1997[370]. La junte birmane affiche néanmoins désormais, sous un autre nom mais dans la continuité de ce que faisait déjà Ne Win, une volonté affirmée de redorer son blason aux yeux de la communauté internationale, en menant des opérations d'éradication ici et là, et en essayant de médiatiser son discours de lutte antidrogue.

La production d'opium étant intimement liée à l'état d'insurrection et de rébellion des régions frontalières, la junte birmane mène une politique, que certains jugeront hasardeuse et irréaliste, voire hypocrite, de conciliation vis-à-vis des différents groupes armés. Ainsi, en janvier 1996, la soudaine reddition de Khun Sa, *alias* Chang Chi-fu, Sinchai Charngtrakul en thaï, ou encore surnommé « le roi de l'opium », a-t-elle pu être obtenue à la suite des accords établis entre la junte et la *United Wa State Army* (UWSA, issue de la désintégration du *Communist Party of Burma*, ou CPB) qui convoitait les régions de production d'opium de la *Mong Tai Army* (MTA) de Khun Sa[371]. La situation des zones frontalières est en perpétuel

---

production et au trafic des opiacés a en effet été déterminant pour l'émergence du Triangle d'Or et de certains de ses principaux acteurs. Dès 1963, le général Ne Win, confronté à de nombreuses rébellions (rébellions shan, communistes, kachin, et karen, particulièrement), permit l'organisation de milices privées, baptisées groupes d'autodéfense, les *Kha Kwei Yei*, dont la mission et le rôle seraient d'être le bras armé de l'Etat dans sa lutte contre les rebelles. En échange, Ne Win leur accorda l'autorisation expresse de se livrer à tous les commerces, dont, bien sûr, celui des opiacés, en l'occurrence l'un des seuls à être rentable dans les régions périphériques montagneuses où les KKY étaient censés mener à bien leur mission. Parmi la soixantaine de ces KKY qui se sont rapidement constitués, les deux plus importants étaient dirigés chacun par un métis sino-shan, Lo Hsing-han et Chang Chi-fu, *alias* Khun Sa. Ne Win, en démettant les *Sawbwa* de leurs pouvoirs politiques et administratifs (1958-1960), avait rendu inutiles les milices privées traditionnellement entretenues par ces derniers, milices qui s'abandonnaient depuis au brigandage afin de se procurer les revenus nécessaires à leur survie. Shan Shi-fu, ancien chef de milice, profita de l'opportunité qui lui était offerte avec la création des KKY pour recycler sa propre milice et, s'engageant dans le commerce de l'opium, il fut trahi par les nationalistes shan avec lesquels il avait négocié des contrats de passage. Il se mit alors effectivement à les combattre en 1966, ce qu'il aurait été censé faire dès 1963 en tant que chef de KKY au service de Ne Win. Les KKY, supprimés en 1973 à la suite des incessantes luttes intestines qui les opposaient autour du commerce de l'opium, auront ainsi permis l'ascension des deux figures emblématiques et historiques du narcotrafic birman : Khun Sa, dit encore « roi de l'opium », et Lo Hsing Han. Après 1973, successivement à la tête de diverses armées privées dites nationalistes shan, Khun Sa s'appropriera une immense portion du marché de l'opium, avant de finalement rendre les armes en 1996 et de prendre une retraite négociée avec la junte dans le quartier résidentiel de Rangoun.

[370] Voir : Far Eastern Economic Review : *Velvet Glove*, Lintner B., 07-05-98. La baisse de production substantielle affichée en 1998 relève, nous l'avons dit, d'une part d'un sécheresse régionale, et, d'autre part, des opérations d'éradication menées par le SPDC : INCSR 1998, 1999 : *Burma.*

[371] Khun Sa aurait perdu plus de 500 hommes et 300 millions de bahts dans les batailles qui l'opposèrent aux Wa de la UWSA (8 à 10 000 hommes en 1989 et 20 000 hommes en 2000 ?) lors de la défense de Mong Yawn. En effet, à la suite d'un accord passé entre le SLORC et la UWSA, la Brigade 894 (UWSA) fut déplacée à Panghsang, dans le nord-est de l'Etat shan, près de la frontière chinoise, afin d'aider la junte birmane à se débarrasser de Khun Sa : Bangkok Post, *Wa army tries to build an empire with drug money*, 01.03.99.

réajustement tant les rapports de forces sont complexes et soumis à des enjeux commerciaux et de pouvoir importants. Ainsi, l'éclatement de la MTA a donné naissance à plusieurs groupes armés nationalistes shan, dont la *Shan State Army* de Yawd Serk (commandement en chef de la SSA) qui affirme sa lutte active contre l'armée birmane et le trafic de drogue[372]. La SSA et la UWSA s'affrontent d'ailleurs régulièrement le long de la frontière thaïlandaise, les Wa cherchant à s'approprier les terrains qui restent encore sous contrôle de la SSA, et ce, vraisemblablement afin de rapprocher leurs laboratoires de la frontière et du marché thaïlandais[373].

Chang Chi-fu (Khun Sa) a dirigé plusieurs groupes armés qui se sont scindés, dissous ou recomposés, entre eux ou avec d'autres groupes. Après avoir créer une KKY en 1963 et avoir été arrêté en 1969, ses hommes se sont joints à la *Shan State Army* (SSA). En 1972, ils ont fondé la *Shan United Army* (SUA) et Chang Chi-fu, libéré en 1974, rejoint son groupe en 1976 en prenant le nom de « Khun Sa ». Basée à Ban Hin Taek, en Thaïlande jusqu'en 1982, la SUA rejoint le *Tai Revolutionary Council* (TRC) en 1985 (déjà une alliance de la SURA et de la 2ème brigade de la SSA). Le nouveau TRC fut alors renommé SUA (deuxième du nom) avant de devenir la *Mong Tai Army* (MTA) en 1987. C'est à la tête de la MTA que Khun Sa prendra sa retraite négociée avec la junte birmane, en 1996 : Lintner B., 1991, *Op. cit.* : 427.
La MTA a ensuite donné naissance à la *Shan State Army* (SSA) de Yawd Serk.

[372] Yawd Serk a déclaré que la SSA était opposée au narcotrafic et luttait militairement contre les trafiquants tout en réclamant la reconnaissance internationale de la souveraineté de l'Etat shan : Bangkok Post, *300 000 speed pills burned near border*, 31-12-98. Ainsi, par exemple, en septembre 2000, la SSA a attaqué un laboratoire de méthamphétamine (en face du district de Chiang Dao) et y aurait même saisi quelque 100 000 pilules ; ce qui lui a valu une contre-attaque des troupes birmanes régulières qui ont bénéficié du soutien de deux bataillons de la UWSA (lesquels n'ont toutefois pas pris part aux combats) : de tels évènements montrent où se situent les différents acteurs de la scène birmane quant au narcotrafic : Bangkok Post, *Raid triggers Burma offensive*, 27-09-00. Cependant, selon les INCSR 1997 et 1998, Yawd Serk ferait partie des *leaders* soupçonnés d'être engagés dans le narcotrafic : INCSR 1997, 1998 et INCSR 1998, 1999. En 2000, selon le INCSR, la SSA est de plus en plus accusée de participer activement au trafic de méthamphétamine en coopération avec la UWSA ; et ce malgré les nombreux affrontements qui opposent les deux armées.
Mentionnons aussi le dernier rapport de l'OGD dans lequel il est estimé que la SSA de Yawd Serk ne *perçoit tout au plus des « taxes » sur des cargaisons en transit dans les territoires où elle opère* : OGD, 2000, *La géopolitique mondiale des drogues 1998/1999* : 60.
Les déplacements de populations wa opérés par la UWSA, qui ont encore eu lieu fin novembre 2000 vers la frontière thaïlandaise (en face du district de Wiang Haen), dans une région d'importante production d'opium, ont provoqué des attaques de la SSA. Celle-ci défend son territoire (comme peut-être, selon certaines allégations, son propre potentiel de production) et a attaqué, le 20 novembre, des laboratoires de méthamphétamine tenus par des Muser, des Wa (qui engagent les premiers afin de passer le *yaa baa* en Thaïlande) et troupes birmanes, saisissant 200 000 pilules. L'opération, tenue par la *tatmadaw* pour une attaque thaïlandaise, s'est soldée par un affrontement birmano-thaïlandais (bataillon 395 -birman- contre troisième bataillon de cavalerie -thaïlandais) : Bangkok Post, *Rangoon-backed Wa army moves into Shan region*, 03-12-00 ; *Magic pills cast a spell of evil*, 28-12-00.

[373] La UWSA rénoverait également, avec l'autorisation de Rangoun, 150 kms de route le long de la frontière avec la Thaïlande, et y mettrait en service des lignes de bus qui, selon certains observateurs, pourraient faciliter le trafic de drogue et favoriser les accrochages frontaliers : Nation, *Wa "move drug labs to border"*, 14-07-00. Les services de renseignement thaïlandais affirment que la compagnie *Asia World* de Lo Hsing Han et de son fils Steven Law est impliquée dans l'élargissement de la route Muse – Mandalay, en utilisant les services d' « entrepreneurs » wa et les conseils de techniciens chinois. Les routes Kengtung – Tachileck et Mong La – Kengtung connaissent également d'importants travaux en 2000 qui sont conduits, grâce à des financements wa, par des techniciens chinois et des entrepreneurs thaïlandais. Mais c'est la construction des 150 kms de l'axe

Mais les groupes armés frontaliers soupçonnés d'être engagés d'une façon ou d'une autre dans différentes étapes du narcotrafic sont nombreux, qu'il s'agisse d'ailleurs d'opiacés ou, de plus en plus, de drogues synthétiques. Un an seulement après la mutinerie et le démembrement du CPB, on estime que quelque dix-sept nouveaux laboratoires d'héroïne avaient été implantés par ses successeurs dans le Kokang et les anciens territoires du CPB, à l'ouest de la Salouen[374]. Ainsi, le *U.S. Department of State*, mais aussi l'OGD ou encore les autorités thaïlandaises, estiment que Lin Ming Xian (Sai Lin) de la *Eastern Shan State Army* (ESSA), Wei Hsueh-kang[375] de la UWSA, Mong Sa La de la *Mongko Defense Army* (MDA) et certains *leaders* de la *Myanmar Democratic National Alliance Army* (MDNAA, Chinois du Kokang[376]) et de la *Kachin Defense Army* (KDA) sont impliqués dans le narcotrafic[377]. Lin Ming Xian, ancien chef du CPB, est un seigneur de l'opium notoire dont les liens avec Khin Nyunt[378] sont notoirement connus. C'est ce qui a impliqué qu'il déclare l'ex-Division 815 (renommée Région spéciale N° 4) « territoire sans opium », afin de rassurer le gouvernement chinois et de faire bonne impression auprès du PNUCID[379].

Quant aux engagements successifs pris depuis 1989 par certains groupes armés de procéder à l'éradication du pavot dans leurs régions respectives, leurs effets n'ont jamais pu être vérifiés sur le terrain de façon satisfaisante. Il n'y aurait en fait que les Kachin qui aient réellement mis en place des zones sans opium (*opium-free zones*), même s'il semble qu'une forte reprise de production ait d'ores et déjà eu lieu[380], alors que la MDA, la KDA et la

---

frontalier susmentionné qui représente le plus vaste projet routier de Birmanie puisque, toujours selon les services de renseignements thaïlandais, Khin Nyunt, qui soutient activement la UWSA, voudrait en assurer l'aboutissement à Moulmein. Le rôle notoire des Chinois dans ces entreprises routières n'est bien sûr pas sans inquiéter la Thaïlande et l'Inde, sans oublier le Vietnam : Far Eastern Economic Review, *Danger : Road Works Ahead*, Tasker R., Lintner B., 21-12-00.

[374] Voir : Lintner B., 1997 a, *Drugs, Insurgency and Counterinsurgency in Burma*, in Brandon J.J., 1997, *Burma : Myanmar in the Twenty-First Century* : 212.

[375] Prasit Chivinnitipanya de son nom thaï.

[376] *Organisation dans laquelle sont regroupés les barons de la drogue du Kokang* selon les termes des correspondants de l'O.G.D. en Birmanie : Dépêche internationale des drogues N° 92, juin 1999.

[377] INCSR 1998, 1999 : *Burma.*

[378] Ancien protégé de Ne Win, actuel chef des services de renseignement birmans et premier secrétaire de la junte depuis 1988, auteur du cou de force de 1988 et l'un des anciens 21 dirigeants du SLORC.

[379] Sai Lin a également édifié un musée de l'opium à Mong La, inauguré par Khin Nyunt en présence entre autres d'une délégation chinoise : Monde diplomatique, *En Birmanie, répression sur fond de narcotrafic*, Boucaud A. et L., novembre 1998 : 10-11.

[380] En effet, en 1996, un rapport de la *Kachin Independence Organization* (KIO) (*Current Status of Drug Eradication in Kachin State*), cité par Bernstein et Kean, mentionne : *a dramatic... resurgence of poppy cultivation and opium production in areas that were previously considered to be 90 per cent contained* : Bernstein D., Kean L., 1996, *People of the Opiate*.

MDNAA ont déclaré en 1997 leurs intentions respectives d'arrêt de la production d'opium. Ainsi, au sein de la MDNAA, Pheung Kya-shin, qui avait installé la première raffinerie d'héroïne dans la zone du CPB au milieu des années 1970[381], a déclaré en 1999 que la Région spéciale N° 1 du Kokang serait très bientôt exempte de toute culture de pavot[382]. Mais si le Kokang de la MDNAA est toujours une région majeure de production d'opium, les territoires de l'est de l'Etat shan sous contrôle de la UWSA sont peut-être désormais les plus touchés par la culture du pavot. En effet, à la suite de la reddition de Khun Sa et de la MTA, les Wa de la UWSA ont pris, entre autres, le contrôle de la région de Mong Yawn qu'ils ont déclarée exempte de drogues, malgré le fait qu'ils soient désormais connus comme étant les principaux trafiquants du Triangle d'Or. La région de Mong Yawn connaît d'ailleurs une transformation sans précédent, la UWSA procédant à un plan de développement évalué au moins à un milliard de bahts (environ 20 millions de USD), dont le financement est estimé être directement issu du narcotrafic[383]. L'armée birmane doit désormais obtenir une autorisation de la UWSA pour pouvoir pénétrer, non armée, dans le territoire des Wa. La UWSA semble donc bien décidée à s'installer dans une région qu'elle estime avoir chèrement et légitimement gagnée contre la MTA et en accord avec la junte birmane[384].

La situation de la UWSA résume très bien l'ambiguïté fondamentale qui existe au niveau des actions réellement entreprises par les différents acteurs du narcotrafic en Birmanie[385]. Le SLORC puis le SPDC ont d'une part déclaré à plusieurs reprises vouloir lutter contre le narcotrafic, même s'ils devaient le faire seuls[386], et la junte est, d'autre part,

[381] Lintner B., 1994 b, *Burma in Revolt* : 293.
[382] Associated Press, *Myanmar's Opium Battle Questioned*, 05-03-99. Des projets de substitution japonais à partir, entre autres, de blé noir seraient en effet mis en place dans le nord du Kokang.
[383] Des milliers d'ouvriers thaïlandais s'activent dans le commandement sud de la UWSA, entre Mong Yawn et Mong Hsat (ancien aéroport du KMT), pour construire des routes, un barrage de retenue, des écoles, un hôpital, des places fortifiées.
[384] Ta Kap, le commandant de la Brigade 894 de la UWSA a ainsi déclaré que celle-ci ne renoncera jamais à Mong Yawn qui leur a été promis par la junte en échange de leur aide contre Khun Sa : *The Burmese tried to back down after we won, but after eight years of battle and 1,000 lives lost, we're determined to stay… We've earned it… We've lost over 1,000 soldiers in the battle for this land with Khun Sa… We're here to stay. For the first time in years we are able to settle down. I don't want to hear even one more gun shot* : Bangkok Post, *Wa army tries to build an empire with drug money*, 01-03-99. Wei Hsueh-kang, le chef de la Brigade 361 est sous le coup d'un mandat d'arrêt aux Etats-Unis où deux millions de dollars sont offerts depuis juin 1998 pour toute indication menant à sa capture : *U.S. Department of State*.
[385] Voir par exemple : Dépêche internationale des drogues N° 92, juin 1999 : *Birmanie : Wei Shao Kang ou le « syndrome Khun sa ».*
[386] Le colonel Tin Hlaing, représentant du *Central Committee for Drug Abuse Control*, a déclaré lors de la cérémonie marquant la journée internationale contre l'usage de drogues (*International Day Against Drug Abuse* des Nations unies) que la Birmanie éradiquerait la production de drogue « avec ou sans aide extérieure » : South

bien connue pour mener une politique de conciliation avec les groupes armés et donc avec les principaux trafiquants. De nombreux rapports font état de collusion entre les membres de la junte et les narcotrafiquants et, même si aucune preuve formelle n'a pu être apportée à ce jour, il est évident que le narcotrafic bénéficie largement de la protection, parfois affichée, de certains hauts officiels birmans comme de certains détachements de l'armée et notamment de ses services de renseignement[387]. Des opérations d'éradication semblent néanmoins bien être menées par le SPDC puisque, pendant la décennie 1988-1998 et selon les statistiques officielles du pays (voir annexe E, graphique 1), ce seraient quelque 38 787 hectares de pavot qui auraient été détruits, provoquant ainsi une baisse de 356 tonnes de la production d'opium. Quatre tonnes d'héroïne et vingt-huit d'opium auraient été saisies pendant la même période, sans oublier les six tonnes de cannabis[388]. Selon le INCSR 1998, des saisies d'héroïne et d'opium auraient bien lieu en Birmanie, ainsi que des opérations d'éradication[389]. Menées sous les auspices du SPDC celles-ci n'empêchent toutefois pas la Birmanie d'abriter l'immense majorité des laboratoires d'héroïne de la région le long de la frontière thaïlandaise.

China Morning Post, *Burma vows to stop narcotics 'with or without help'*, 27-06-98. Déclaration réitérée à la même occasion en 1999 : BBC, *Burma marks anti-drugs day*, 26-06-99.

[387] Voir par exemple le rapport concernant la visite du lieutenant-général Khin Nyunt, chef des services de renseignement birmans, à Wei Hsueh-kang de la UWSA, le 1er octobre 1999 : Khin Nyunt a ainsi été filmé en train d'inspecter l'état d'avancement de la construction des quartiers généraux de Wei Hsueh-kang au lieu-dit « 46 » (nommé de la sorte par les Thaïlandais après la transformation de la brigade 361 en 46), en face de Ban San Ma Ked dans le district thaïlandais de Mae Fa Luang. Khin Nyunt aurait également inspecté le site de Mong Yawn en juillet 1999 où un projet de développement de plus d'un milliard de bahts est en cours : Bangkok Post, *Junta firms ties with drug army*, 31-10-99.
Desmond Ball affirme ainsi que : *In the case of many methamphetamine [yaa baa] production labs, you've got Burmese troops actually guarding plants, you've got military intelligence gyus provinding the escorts of the trafficking caravans, you've got MI people allowing it to actually cross the border into Thailand*. Ball affirme aussi, probablement à juste raison que la Thaïlande apporte son soutien à la SSA de Yawd Serk dans la lutte que celui-ci mène contre la junte, la UWSA et ses production de méthamphétamine : *They're providing training, weapons and ammunition ; they're providing intelligence* : Nation, *TV crew fingers junta*, 21-06-01. L'auteur conclut aussi, dans un article, que : *Whatever the semantics of 'matter of policy' and 'government as a whole', the State Peace and Development Council, which rules the country, is very dependent on drug trafficking for economic and strategic reasons, and that the whole regime is infused with corruption* : Ball D., 1999, *Burma and Drugs : The Regime's Complicity in the Global Drug Trade*.

[388] Xinhua, *Roundup : Myanmar Takes Measures to Eradicate Drugs*, 23-06-99. Selon le INCSR 1998, ce sont 130 300 hectares de pavot qui étaient cultivés en 1998 en Birmanie, ce qui montre, quelle que soit la crédibilité que l'on peut porter à ces deux sources, la faible performance des opérations d'éradication menées par la junte birmane en dix ans.

[389] 387 kilos d'héroïne entre janvier et octobre 1998 par exemple. Le journal officiel du SPDC, *The New Light of Myanmar*, mentionnait que 12 kilos d'héroïne et une centaine de kilos d'opium auraient été saisis dans le seul mois de mai 1999 : Xinhua, *Myanmar Seizes 530 Kg of Drugs in May*, 24-06-99 (The New Light of Myanmar, *437 drug-related cases exposed in May*, 25-06-99). Ce sont d'autre part 3 900 hectares de pavot qui auraient été éradiqués dans les Etats shan et kachin entre novembre 1998 et mai 1999 : Xinhua, *Myanmar Destroys Over 3,900 Hectares of Poppy Fields*, 28-06-99 (chiffres parus dans The New Light of Myanmar).

Quant au PNUCID, sa situation est plutôt délicate du simple fait que ses membres doivent travailler en collaboration avec le SPDC, donc dans des conditions de compromis, contraignantes, qui pourraient dans certains cas remettre en cause la portée de leur mission. Le PNUCID a lancé en 1998 un programme quinquennal de 15 millions de U.S. dollars dans le sud de la région wa (Ho Tao et Mong Pawk)[390]. Ce projet de développement alternatif devrait être mis en place conjointement aux dispositions prises par la UWSA visant à éradiquer la culture du pavot dans cinq zones de leur territoire[391]. Le PNUCID a également obtenu des six pays frontaliers du Triangle d'Or (Birmanie, Chine, Laos, Thaïlande, Vietnam, mais aussi Cambodge) qu'ils signent un accord de coopération régionale visant à lutter contre le narcotrafic. Le gouvernement birman a de son côté déclaré avoir lancé en 1999 un projet d'éradication totale du pavot à opium d'une durée prévue de quinze ans et d'un coût évalué à 5,6 milliards de U.S. dollars[392], projet dont les origines du financement ne manquent pas de susciter quelques interrogations.

La situation birmane paraît donc ambivalente lorsqu'on considère les données et les discours des différents acteurs. La production semble certes être en régression depuis 1997, pour des raisons climatiques, mais il est en fait très difficile de se prononcer sur la portée réelle des programmes de substitution et d'éradication menés soit par la junte birmane, soit par les différents groupes armés. Nombre de ces acteurs, qu'ils appartiennent aux sphères du

---

[390] INCSR 1998, 1999 : *Burma*.

[391] Ainsi, en janvier 2000, Kyin Maung Myint, officier de liaison de la UWSA, déclarait qu'un déplacement de quelque 50 000 cultivateurs de pavot (des Wa, des Chinois du Kokang et des Muser) depuis la frontière chinoise jusque dans la région de Mong Yawn, dans l'Etat shan, était en cours. Le programme, qui mise sur la substitution du longane au pavot, aurait commencé en novembre 1999 et compte pouvoir témoigner de la bonne volonté de la UWSA : Reuters, *Myanmar Ethnic Army Says it Relocates Opium Growers*, 16-01-00. International Herald Tribune, *Drug Deals to End, AN Army Says*, 17-01-00. Asiaweek, *The Enemy on the Border*, 11-02-00. Voir : Bangkok Post, *Army mobilises for new onslaught in the North*, 26-06-00 : *Burma recently announced that it would be relocating 50,000 ethnic Wa from Mong Yawn to Ban Phiangkham, opposite Chiang Mai's Mae Ai district, along with 5,000 Kokang families to Mong Tuan, Mong Sad and Mong Hang, opposite Mae Hong Son's Pang Mapha district and Chiang Mai's Wiang Haeng and Chiang Dao districts*.
Des officiels militaires thaïlandais estimaient, en juin 2000, que le déplacement amorcé des Wa et des Chinois du Kokang avait déjà provoqué une augmentation du nombre de laboratoires de méthamphétamine du côté birman de la frontière. Leurs estimations du potentiel de production que ces déplacements permettraient d'atteindre sont de trois fois supérieures à la production (estimée) de 600 millions de pilules en 1999 et, ou, en 2000. Les mêmes officiels estiment que ces déplacements de populations ne sont pas organisés dans le but d'enrayer la production d'opium mais dans celui d'intensifier la production de méthamphétamine près de la Thaïlande, c'est-à-dire de son marché de consommation et de ses importantes infrastructures de communication : BBC, *Thailand blames Burma for drug rise*, 24-06-00. South China Morning Post, *Golden Triangle drugs output rising*, 24-06-00.

[392] Xinhua, *Roundup : Myanmar Takes Measures to Eradicate Drugs*, 23.06.99.

pouvoir militaire[393] ou à celles de la rébellion, sont très sérieusement soupçonnés de participer de façon plus ou moins directe au narcotrafic. Ainsi de nombreux rapports dénoncent la collusion et la corruption rampantes qui sévissent au sein des rangs du SPDC et on estime même que l'économie birmane toute entière ne survivrait plus que grâce à l'argent de la drogue[394]. Mais il reste impossible d'affirmer, preuves à l'appui, que la Birmanie, ou plutôt le Myanmar, est un narco-Etat, c'est-à-dire que la junte militaire a développé et organisé le narcotrafic en tant que politique à part entière et de façon implicite. La seule chose qui puisse être affirmée, comme l'expliquent les journalistes d'investigation Anthony Davis et Bruce Hawke, c'est que le rapatriement et le blanchiment de l'argent du narcotrafic, comme l'impunité dont bénéficient les narcotrafiquants birmans, ont atteint un véritable degré d'institutionnalisation dans le pays. Que la Birmanie, ou du moins le Myanmar, soit un narco-Etat ou non, à compter que cela puisse concrètement exister, relève en fait plus de la sémantique et de l'opinion que d'un état de fait prouvé[395].

La situation politique du pays implique donc que deux logiques s'affrontent du point de vue du narcotrafic. D'une part, les différents groupes armés se financent grâce au narcotrafic, lequel peut, bien entendu, également servir de « nerf de la guerre »[396], et, d'autre part, la junte birmane n'a pas d'autre choix que de mener une politique de conciliation avec ces mêmes groupes si elle veut pouvoir asseoir son emprise sur le territoire birman. En effet, ne pas

[393] Ainsi, Banphot Piamdi, le directeur du *Northern Region's Narcotics Suppression Centre* (NSC) a-t-il dénoncé dans le journal thaïlandais *Siam Rath*, sans nommer personne toutefois, que les membres de la junte birmane promouvaient la production et le trafic de drogues en Birmanie, comme leurs relations avec le fils de Khun sa, Chaouhang, le montrent. Chaouhang aurait, selon Piamdi, reçu l'aval de la junte pour installer des laboratoires d'héroïne sur la frontière birmano-thaïlandaise : Foreign Report, *Burma and Drugs*, 15-01-98, Vol. 21, N° 21. Voir également des rapports de groupes de défense des droits de l'homme accusant la *tatmadaw* (sous le SPDC) de mettre en place elle-même des champs de pavot et de forcer les villageois à y travailler. Comme à Homong (Ho Murng) par exemple, dans l'ancien fief de Khun Sa : *Karen Human Rights Group*, 1998, *The Situation Around Ho Murng*, (KHRG #98-07):
http ://metalab.unc.edu/freeburma/humanrights/khrg/archive/khrg98/khrg9807.html
La SSA aurait repris Ho Mong (au moins un certain temps…) à l'armée birmane au milieu de l'année 1999 : AFP, *Burmese Rebels Seize Land*, 15-06-99.

[394] Ainsi, un rapport du très sérieux *Jane's Defence Group* cité par le South China Morning Post dénonce-t-il entre autres le chef de l'armée, le général Maung Aye, dont la situation actuelle serait due aux très importantes contributions financières qu'il aurait faites au fond de la *tatmadaw*. Celui-ci était en effet précédemment le commandant en chef de l'Etat shan d'où vient l'immense majorité des drogues produites en Birmanie. Quant à Wei Hsueh-kang, il bénéficierait d'une immunité (*immunity deal*) accordée par l'armée à son égard à la suite de sa mise à prix par les Etats-Unis : South China Morning Post, *Officers reap gold from drug warlords*, 14-10-98. Voir aussi le rapport réalisé en 1996 par l'ambassde des Etats-Unis à Rangoun : U.S. Department of State, 1996, *Foreign Economic Trends Report : Burma*.

[395] Asiaweek, *Business is Blooming : Is Myanmar Asia's First Narco-State ?*, 23-01-98.

[396] Labrousse A., Koutouzis M., 1996, *Géopolitique et géostratégie des drogues* : 32

s'allier aux armées ethniques et narcotrafiquantes en Birmanie reviendrait tout simplement pour le pouvoir en place, ici en l'occurrence celui de la junte, à échanger un semblant d'autorité interne contre une reconnaissance externe, et partielle, à la valeur toute relative sur la scène géopolitique intérieure.

Les autres acteurs de la scène narcotique en Birmanie, ici en l'occurrence le PNUCID, doivent évoluer dans cet environnement particulièrement instable et complexe s'ils veulent pouvoir essayer de mener à bien leur mission[397]. Dans ce dessein, ils doivent se confiner strictement aux objectifs qui leur ont été confiés, sans s'embarrasser des questions de la légitimité du régime militaire birman ou du respect des droits de l'homme. En fait, dans les conditions actuelles, le PNUCID, s'il veut pouvoir opérer en Birmanie, semble ne pas devoir se mêler de la politique intérieure, ce qui semble paradoxal dans un pays dont la narcoéconomie actuelle résulte de problèmes éminemment politiques.

2.1.1.2. Des tendances opposées au Laos et en Thaïlande

[Cartes administratives 18, 19, 20. Cartes de localisation 11, 12, 13]

Le Laos et la Thaïlande connaissent des situations différentes de celle de la Birmanie et leurs tendances respectives quant à l'évolution du narcotrafic sont opposées. En effet, la situation birmane, qui apparaît hors de contrôle à court terme, n'a pas d'égal chez ses deux voisins orientaux, même si elle influence grandement le développement du narcotrafic sur leurs territoires. La nécessité de coopération qu'ont ainsi ressentie les six pays signataires du *memorandum* pour le contrôle régional du narcotrafic proposé par le PNUCID, atteste des nombreuses interactions et interrelations qui existent à travers leurs frontières et déterminent le développement du narcotrafic[398].

---

[397] Ainsi, le représentant du bureau du PNUCID de Rangoon en 1998, Richard Dickins, a déclaré que le projet du PNUCID serait très difficile à mettre en place compte tenu du rôle que de nombreux membres de la junte ont pu jouer ou jouent encore dans le narcotrafic : *We shouldn't be misled into thinking everybody in the military and the Government is fully behind this programme - some of them have relied on illegal activities to support themselves and they are going to be hard to dislodge* : South China Morning Post, *Junta committed to fighting drug scourge, says UN agency head*, 13-06-98.

[398] Ainsi, Payont Pantsri, le secrétaire général du *Office of Narcotics Control Board* (ONCB) thaïlandais, a-t-il encore insisté en avril 1999 sur la nécessité pour les trois pays du Triangle d'Or de signer un « *memorandum* de compréhension » (*memorandum of understanding* ou *MoU*) qui permettrait de lutter efficacement contre la

La Thaïlande, du simple fait qu'elle partage une longue frontière terrestre et montagneuse avec la Birmanie, et tout particulièrement avec ses régions les plus instables et les plus soumises à la production et au trafic de drogues, est dorénavant beaucoup plus exposée au trafic qu'à la production ou à la transformation de drogues. A l'échelle de la décennie 1990, les superficies cultivées en pavot à opium ont en effet très fortement diminué en Thaïlande[399] même si de nombreuses poches résiduelles subsistent le long de la frontière birmane. Ainsi, en 1998, ce sont quelque 10 000 *rai* qui auraient été cultivés en pavot à opium dans les régions frontalières occidentales de Tak, Mae Hong Son, Chiang Maï, Chiang Raï et Phayao : à Mae Hong Son, ce sont 2 000 *rai* qui seraient cultivés principalement dans la région de Paï[400]. Ne serait-ce que depuis 1990, la Thaïlande a réussi à diminuer considérablement ses superficies cultivées en pavot et ses efforts ont été reconnus par le PNUCID comme par le *U.S. Department of State*. En effet, lors d'une visite officielle en Thaïlande en mars 1999, M. Albright, la secrétaire d'Etat des Etats-Unis, félicitait la Thaïlande pour ses résultats obtenus[401], et le Département d'Etat affirmait même dans l'un de ses rapports que la Thaïlande possédait l'un des meilleurs programmes mondiaux de contrôle de cultures illicites[402]. Toutefois, la lutte contre la production d'opium et sa transformation en héroïne sur le territoire thaïlandais a subi un revers en 1998 à la suite des réductions budgétaires imposées par la crise asiatique. En effet, cette même année, plus de la moitié de la superficie plantée en pavots, en augmentation depuis deux ans, avait pu être récoltée en Thaïlande compte tenu de la réduction des moyens financiers des services antidrogue thaïlandais[403]. En période normale, les autorités du pays estiment que l'éradication annuelle touche 80 % des cultures de pavot.

---

production et le trafic de drogues : Bangkok Post, *Firm action against drugs sought from Burma, Laos*, 27-04-99.

[399] Selon le INCSR 1999 (2000, *Op.cit.*) : 1 643 ha cultivés en pavot en 1999 (835 ha (6 t.) potentiellement récoltés, arpès éradication) contre 4 200 en 1991 (3 000 ha (35 t.) récoltés).

[400] Bangkok Post, *Troops sent to destroy opium fields*, 17-11-98 : déclarations respectives du général de corps d'armée Sommai Vichavorn, commandant de la *Third Army Region* et du général de division Sirichai Suwansiri, directeur du *Northern Narcotic Prevention and Suppression Coordinating Centre*.

[401] Associated Press, *Thailand praised for dumping opium*, 03.03.99.

[402] INSCR 1998, 1999 : Thailand : *Thailand has one of the most effective narcotic crop control programmes in the world.*

[403] Déclarations de Banpot Piamdee, directeur du centre nord de l'ONCB de Chiang Maï. En février *1998, les services concernés étaient déjà endettés à la suite des opérations menées jusque-là : Bangkok Post, Only 'half of opium crops destroyed'*, 16-02-98. Ainsi, selon le INCSR 1999 (2000, Op. cit.) : 2 065 ha cultivés en 1998, dont 1 350 potentiellement récoltés.

Mais les opérations menées en Thaïlande contre les cultures de pavot, les laboratoires de transformation d'héroïne et les gangs qui les organisent sont régulières et les saisies fréquentes, alors que les actions visant à réprimer la production et le trafic de méthamphétamine sont de plus en plus nombreuses et militarisées. Ainsi, depuis la très nette montée en puissance des Wa de la UWSA en Birmanie, de très nombreuses opérations ont été organisées du côté thaïlandais, provoquant des incidents frontaliers particulièrement violents. Depuis le début de l'année 1999, tout particulièrement, les incidents impliquant des trafiquants wa se sont multipliés, faisant de nombreuses victimes parmi la population thaïlandaise, en l'occurrence chez les minorités ethniques frontalières de l'ouest : en avril 1999, à Ban Mae Soon Noi, neuf villageois thaïlandais ont été exécutés par des trafiquants liés aux Wa, et un poste de la police thaïlandaise a même été attaqué à l'arme automatique dans la région de Tak[404]. Mais la violence frontalière peut également prendre des proportions encore plus graves, du point de vue de la dégradation des relations entre les deux pays par exemple. Ainsi, en février 2001, dans le cadre de son offensive annuelle de saison sèche contre les groupes rebelles réfugiés le long de la frontière thaïlandaise, l'armée birmane a pénétré en Thaïlande et pris possession d'un poste militaire thaïlandais avancé en y faisant prisonnier 10 soldats[405]. Le 11 février, l'armée birmane attaquait des positions de la SSA autour de Tachileck avec l'aide de la UWSA, alors que la chute d'obus de mortier dans la ville frontalière de Mae Saï imposait à l'armée thaïlandaise d'évacuer l'agglomération, où deux personnes ont trouvé la mort et quinze autres ont été blessées, et que le poste frontalier de Tachileck – Mae Saï était de nouveau fermé pour une durée indéterminée[406]. Et en mai

[404] South China Morning Post, *Dozen die in Golden Triangle drugs war*, 14-04-99. Le meurtre des neuf villageois pourrait avoir été perpétré par un gang directement lié aux Wa de Wei Hsueh-kang : Bangkok Post, *Drug gang in attack on key Fang suspect*, 19-05-99. Bangkok Post, *Attack badly damages police station*, 02-05-99.

[405] Base de Ban Pang Noon, district de Mae Fah Luang (poste frontalier à une cinquantaine de kms au nord-ouest de Mae Chan). Ce type d'incursion birmane en territoire thaïlandais n'est pas inhabituel et vise à prendre les rebelles adossés à la frontière à revers. Ici, le commandant birman, le général de division Myo Chit, qui serait impliqué avec la UWSA dans le trafic de méthamphétamine, aurait voulu pouvoir attaquer les Shan de la SSA, commandés par Jao Gong Juen, afin de mettre un terme à leurs opérations anti UWSA et donc antidrogue (en décembre la SSA a saisi 100 000 pilules de *yaa baa* et fait prisonnier un officier de la *tatmadaw* chargé de la surveillance de la méthamphétamine dans le village de Muser Abi, dans cette même région. Après leur prise de la base thaïlandaise, et après en avoir relâché les militaires, les soldats birmans auraient essuyé les tirs de contre attaque de la *Pha Muang Task Force* thaïlandaise et auraient perdu entre 50 et 80 hommes selon des sources de la *Third Army*. Cette réponse thaïlandaise aurait alors provoqué la riposte birmane sur Mae Saï : Bangkok Post, *Fierce clashes were connected*, 13-02-01.

[406] Le commandant de de la *Third Army* et directeur du *Northern Co-ordinating Centre for Narcotics Suppression*, le général de division Wattanachai Chaimuenwong, a déclaré au sujet des incidents frontaliers de

2001, la situation frontalière empirait encore après l'incursion conjointe de soldats de la UWSA et de la *tatmadaw*, l'armée birmane, trois jours durant sur le sol thaïlandais : la prise de la colline de Hua Lone (à environ 400 mètres de la frontière), dans le district de Fang de la province de Chiang Maï, si elle a été grandement minimisée par Chavalit Yongchaiyudh, le ministre de la Défense, fut vivement décriée par le général commandant de la *Third Army*, Wattanachai Chaimuenwong. Celui-ci, une fois la colline reprise, a dénoncé la volonté évidente de la UWSA de protéger deux laboratoires de méthamphétamine et leurs routes d'exportation des attaques menées par la SSA qui avaient précédemment saisi quelque 230 000 pilules de *yaa baa*[407].

La situation thaïlandaise est aussi marquée par de nombreuses saisies de drogues, opiacés ou substances synthétiques, qui révèlent l'implication de divers groupes ethniques. Ainsi, fin juin 1999, l'opération *Kajorndej 2*, qui a été déclenchée dans les régions de Chiang Maï, Chiang Raï et Lampang et menée conjointement avec la *Drug Enforcement Agency* (DEA), visait plusieurs groupes de trafiquants dont des Chin Haw et des villageois hmong des environs de Chiang Maï[408]. D'une façon générale, la Thaïlande a donc réussi à lutter efficacement contre la production d'opium sur son territoire, mais sa proximité avec la

---

février 2001 (un hélicoptère militaire de ravitaillement a également été touché en plein vol par des tirs de l'armée birmane, au-dessus du territoire thaïlandais) : *The Burmese soldiers' actions are a clear violation of the border agreement… From our own assessment, the Burmese soldiers are supporting the Wa in producing the drug in a rather open manner…* Il a également dénoncé l'utilisation de la UWSA par l'armée birmane dans son conflit par acteurs interposés avec la Thaïlande, ainsi que l'implication généralisée des commandants birmans (mais pas celle, pourtant plus que probable, de leurs homologues thaïlandais) dans le narcotrafic et le trafic de contrebande frontalier, propos accusateurs repris en mars par le général Harn Leenanond, ancien commandant de la *Fourth Army*, ainsi que par le président du *Senate Committee on Foreign Affairs*, Kraisak Chonhavan : *"I was briefed during the trip that there is 'warlordism' in the Burmese armed forces, which operates independently of the military headquarters. Most of them are so poor that they are forced to enter the narcotic syndicates," Kraisak said* : Bangkok Post, *Junta troops capture Thai military base*, 11-02-01 ; *Mae sai evacuated as shells hit town*, 12-02-01 ; *Junta in cahoots with rebels*, 13-02-01 ; *Junta behind traffickers, says Gen Harn*, 04-03-01. Nation, *Burmese intruders repelled; 3 dead*, 12-02-01 ; *Border closed again as Burmese troops gather*, 13-02-01 ; *Trip 'confirms' junta drug plants*, 03-04-01. BBC, *Clashes flare on Thai-Burma border*, 11-02-01.

[407] Bangkok Post, *Wa took hill to protect drug plant*, 12-05-01. Cette situation frontalière conflictuelle et la responsabilité au moins indirecte, sinon directe, de la junte birmane dans l'incursion de son alliée la UWSA, n'a toutefois pas empêché Rangoun de réclamer subitement, le même mois, le retrait de l'armée thaïlandaise d'une partie du massif de Doi Lang et d'en revendiquer la possession territoriale. Doi Lang a été occupé par l'armée thaïlandaise depuis 1981, après qu'elle en ait délogé Khun Sa (qui a ensuite installé son quartier général à Homong) : Bangkok Post, *Burma warns Thai tropps off Doi Lang*, 15-05-01.

[408] Bangkok Post, *Major anti-drug drive launched in North*, 30-06-99.

Birmanie est loin d'y avoir permis la disparition du phénomène narcotique, comme la recrudescence de la violence transfrontalière tend à le montrer à la fin des années 1990[409].

Le Laos, quant à lui, présente une situation différente, également conditionnée par la proximité de la Birmanie et par d'autres facteurs, d'origine locale ceux-là. En effet, si la production annuelle d'opium y est en diminution depuis 1990[410], de nouvelles tendances ont été observées qui ne préfigurent pas la disparition totale des activités directement liées au narcotrafic. Ne serait-ce qu'au niveau de la production d'opium, le pays possède un potentiel qui est actuellement loin d'être complètement exploité, les rendements moyens à l'hectare y restant faibles compte tenu de ce qu'ils pourraient être. La culture du pavot à opium n'y a en effet pas bénéficié des apports technologiques agricoles que l'on a pu observer par exemple en Birmanie ou en Thaïlande où de nombreux intrants sont fréquemment utilisés. La production laotienne étant principalement destinée à la consommation locale et n'étant que peu intégrée dans les circuits du narcotrafic international, les améliorations agricoles, apportées en Birmanie par les trafiquants chinois par exemple, ne sont pas aussi facilement disponibles pour les cultivateurs du Laos[411]. La logique économique implique que les trafiquants n'aient pas investi dans un espace non intégré dans le trafic international et voué à l'autoconsommation. Mais le Laos possède néanmoins un fort potentiel (déjà exploité lors des guerres d'Indochine) puisqu'il est d'ores et déjà le troisième producteur mondial d'opium[412] : ces réalités connaissent des transformations progressives et de nouvelles orientations qui peuvent être directement imputées à la localisation géographique du Laos en position frontalière avec la Chine, la Birmanie, la Thaïlande et le Vietnam. En effet, des saisies d'héroïne, et de précurseurs destinés à sa fabrication, ont été réalisées au Laos depuis

---

[409] Kachadpai Burussapattana, le secrétaire général du *National Security Council* (NSC) exprimait ainsi en juillet 1999 ses inquiétudes quant à cette recrudescence (il mentionnait d'ailleurs le cas des neuf villageois de la région de Fang) et il se prononçait en faveur d'une nouvelle fermeture de certains postes frontaliers de la frontière birmane. : Bangkok Post, *Border raids on the rise*, 03-07-99.

[410] Les récoltes potentielles auraient diminué d'un tiers entre le début et la fin de la décennie 1990. Selon le INCSR 1999 (2000, *Op. cit.*) : 29 626 ha (265 t.) potentiellement récoltés en 1991 et seulement 21 800 (140 t.) en 1999 (- 16 % par rapport à 1998).

[411] INCSR 1998, 1999 : *Laos*. En fait, selon le responsable de la lutte antidrogue de l'ambassade des Etats-Unis à Vientiane, *le potentiel est grand, peut-être supérieur au rendement birman. Avec le recours à des techniques modernes, retardées jusqu'à présent en raison de la difficulté d'accès aux régions de culture comme Phong Saly, au nord, le rendement à l'hectare pourrait tripler* : Dépêche internationale des drogues, N° 83 (septembre 1998), *Laos : nouveau dragon du Triangle d'or ?*
Les correspondants de l'OGD en Birmanie démentent quant à eux l'utilisation d'intrants lors de la culture du pavot à opium en Birmanie…

[412] Après l'Afghanistan et la Birmanie. Le quatrième si l'on prend en compte les productions détournées du marché licite de l'Inde, comme le remarque avec justesse la Dépêche internationale des drogues, *Op. cit.*

quelques années. Ainsi, en février 1996, ce sont un peu moins de six kilos d'héroïne et d'importantes quantités de précurseurs qui étaient saisis dans la province de Bokéo, indiquant donc une internationalisation en cours du narcotrafic au Laos. Le phénomène est nouveau et atteste de l'influence grandissante des narcotrafiquants sino-birmans au pays du million d'éléphants, notamment concernant la méthamphétamine[413]. Les saisies d'opiacés sont en augmentation dans tout le pays depuis 1997 et, en janvier 1998, le premier laboratoire d'héroïne était officiellement repéré et détruit dans la province de Bokéo[414].

Si les productions d'opium sont en baisse au Laos depuis quelques années maintenant, le potentiel de développement de la culture de pavot y est néanmoins très fort, ce qui inquiète de nombreux acteurs de la lutte antidrogue qui redoutent que l'ouverture et le développement économique du pays ne provoquent une augmentation du narcotrafic. Ainsi, l'amélioration et le développement des infrastructures de communication pourraient permettre une meilleure intégration du pays aux circuits du narcotrafic international, et de nombreux efforts sont faits par les différentes agences des Nations unies pour mettre en place des programmes de substitution, comme dans les provinces de Xiang Khouang et de Oudomsai où le gouvernement des Etats-Unis s'est associé au PNUCID dans le cadre d'un projet de développement d'un million de dollars[415]. Dans la province de Houaphan, c'est cette fois la Banque asiatique de développement qui coopère avec le PNUCID[416] dans le cadre de l'implantation d'un projet de développement qui a pour dessein de remédier aux problèmes posés par l'essartage, dont celui qui caractérise la culture du pavot à opium[417].

---

[413] Ainsi Al Bryant, le directeur du service narcotique de l'ambassade des Etats-Unis à Vientiane, et Xavier Le Pichon, représentant du PNUCID à Vientiane, faisaient part de leurs inquiétudes respectives en décrivant ces saisies : Christian Science Monitor, *Emerging Indochina May Provide Asia's Next Drug Connection to US*, 28-08-96.

[414] INCSR 1998, 1999 : *Laos*. Environ 80 kilos d'héroïne et 440 d'opium ont été saisis au Laos en 1998. Voir également les saisies annoncées dans les éditions du Vientiane Times, comme par exemple : *Huaphan burns seized narcotic drugs*, 15-09-98.

[415] ODCCP : *Lao PDR Ongoing Activities* (News) et INCSR 1998, 1999 : *Laos*.

[416] *Asian Development Bank for the Shifting Cultivation Stabilization Pilot Project* : projet de 8,8 million de USD dont 1,3 financés par le PNUCID, portant sur 70 000 hectares et visant quelque 12 600 personnes. La réduction de la culture du pavot à opium fait partie intégrante du projet : M2 Communications, *ADB assists upland farmers in northern Lao PDR*, 17-05-99.

[417] Les essarteurs, ou cultivateurs itinérants sur brûlis, sont, selon l'expression de G. Condominas, des populations qui « mangent la forêt ». Elles pratiquent la reproduction agricole de l'écosystème généralisé dans des essarts (*raï* en thaï, *taungya* en birman) et ne dégradent pas le milieu tant que les densités démographiques (moins de 10 hbts./km 2) permettent de conserver un équilibre relatif, et que des jachères forestières de sept ans environ soient respectées. Si les Karen du nord de la Thaïlande réalisent ces conditions, les cultivateurs de pavot à opium que sont les Miao, Méo ou Hmong, par exemple, détruisent la végétation climacique et défrichent sans cesse de nouveaux espaces cultivés jusqu'à l'épuisement des sols. La mise en culture d'un essart par les Hmong,

Les situations respectives du Laos et de la Thaïlande diffèrent donc l'une de l'autre à plusieurs points de vue. Ainsi, la Thaïlande connaît une très nette réduction de sa production d'opium et l'immense majorité des laboratoires de transformation d'héroïne se situe de l'autre côté de sa frontière avec la Birmanie. Bangkok a pu bénéficier de nombreux programmes de développement qui ont, du strict point de vue de la culture de pavot, et non du narcotrafic élargi, repoussé le problème au-delà des frontières du pays. A l'échelle de la dernière décennie, la tendance est donc à la baisse en Thaïlande et les efforts qui y ont été menés ont été reconnus par différentes instances antidrogue. Au Laos, la tendance générale est là aussi à la baisse mais, compte tenu du potentiel de croissance de la production, de la transformation et du trafic, il est à redouter que la situation des drogues n'aille pas forcément en s'améliorant. Nous verrons, à propos du développement des drogues synthétiques et du trafic d'opiacés, que le Laos semble voué à un avenir difficile auquel ses caractéristiques géographiques, comme sa politique d'ouverture et d'intégration dans les économies régionale et mondiale, prédisposent. L'extension des aires de production d'opiacés concerne d'ailleurs également d'autres pays sur le pourtour du Triangle d'Or.

---

toujours en forêt primaire (agriculture itinérante pionnière, *pioneer swiddening* ou *primary forest cultivation*), se fait en général jusqu'à l'épuisement total du sol qui n'est plus ensuite capable de supporter autre chose que des savanes monospécifiques : savanes à *Imperata cylindrica* et à *Saccharum spontaneum*, graminées particulièrement vivaces qui interdisent toute reconstitution forestière. Mais les systèmes et les modes d'essartage sont multiples et présentent une grande diversité de situations qui interdit de les placer tous dans une même catégorie de pratiques dégradant durablement l'environnement. Voir, pour de plus amples informations : Boulbet J., 1975, *Paysans de la forêt*. Condominas G., 1974, *Nous avons mangé la forêt, chronique d'un village mnong gar des hauts plateaux du Viet-Nam*. Grandstaff T.B., 1976, *Swidden Society in North Thailand : A Diachronic Perspective Emphasising Resource Relationship*. 1980, *Shifting Cultivation in Northern Thailand, Possibilities for Development.* Kunstadter P., Chapman E.C., Sanga Sabhasri (Ed.), 1978, *Farmers in the Forest, Economic Development and Marginal Agriculture in Northern Thailand.* Soil Fertility Conservation Project, 1996, *Highland Farming : Soil and the Future ?* (particulièrement : Van Keer K., Apichai Thiraton, Janssen W., 1996, *To Burn or Not to Burn ?* pp. 105-125. Thailand Development Research Institute Foundation, 1994, *Assessment of Sustainable Highland Agricultural Systems*.

2.1.1.3. Tendances et potentiels des périphéries du Triangle d'Or

[Cartes administratives 18, 19, 20. Cartes de localisation 11, 12, 13]

Certes, le Triangle d'Or est un espace mouvant et changeant, d'un point de vue spatial, comme de celui de ses caractéristiques fondamentales d'ailleurs, ainsi que nous l'observerons plus tard. Mais si l'histoire nous enseigne que les débuts de la culture du pavot dans ces espaces des hautes terres de l'éventail nord indochinois ont été le fait de deux politiques impériales et commerciales opposées, britannique et chinoise, l'actualité, quant à elle, ne cesse de nous rappeler que les espaces de production illicite d'opiacés ne se limitent pas au seul Triangle d'Or. En effet, les Etats voisins de ceux qui abritent le Triangle d'Or sont également concernés, et de façon croissante, par les cultures de pavot à opium et la production d'héroïne.

La Chine du Sud avec, au premier plan, le Yunnan, occupe bien sûr une position de choix au sein de cet ensemble périphérique du Triangle d'Or, et ce, d'autant plus que c'est par là que le pavot et ses populations associées, Hmong et Haw par exemple, ont effectué leur translation vers le cœur du Triangle d'Or. Mais cette position n'implique pas que des cultures de pavot existent à grande échelle dans le sud de la Chine où les quelques rares espaces de production d'opium ne servent qu'à alimenter une partie des besoins de la consommation locale[418]. En effet, la culture du pavot en Chine s'intègre dans le cadre soit d'une consommation locale et « traditionnelle » d'opium, soit d'une consommation alimentaire, les graines de pavots étant particulièrement prisées pour la préparation des soupes et des nouilles chinoises. L'utilisation culinaire des graines de pavot est d'ailleurs interdite en Chine depuis 1991 de peur qu'elles ne puissent engendrer une dépendance[419]. La Chine méridionale n'est

[418] Voir, pour plus de détails, concernant par exemple la culture du pavot en Mongolie intérieure : Fabre G., 1999, *Les prospérités du crime* : 48-52.

[419] Le ministère chinois de la Santé a réitéré en juin 1999 l'interdiction de 1991 à la suite de la découverte de l'utilisation de graines de pavot par une usine alimentaire du Henan dont les aliments contenaient des traces de morphine : Xinhua, *Poppy Seeds as Food Additive Banned in China*, 17-06-99.
La culture du pavot à opium en Chine permet également à certains paysans d'une part de soigner leurs volailles et d'engraisser leurs porcs et, d'autre part, de soigner leurs propres maux d'estomacs. Ainsi ce sont 36 familles de la région de Shanghai qui ont dû se soumettre à une « session d'étude spéciale » et s'engager à ne plus cultiver de pavot après que leurs cultures aient été découvertes par les autorités : South China Morning Post, *Purge of poppy-planting peasants*, 12-06-99.
On trouve de petites surfaces du culture de pavot dans le Guizhou, comme dans la région autonome Zhuang du Guangxi, où les Miao (Hmong ou Méo) et les Yao (Mien) y consacrent quelques arpents que la police ne

donc pas concernée par une extension du Triangle d'Or « traditionnel » si l'on ne prend ici en considération que la culture du pavot à opium. Toutes les sources s'accordent sur ce point et il semble même que, avec 2 000 hectares concernés, la culture du cannabis soit plus importante que celle du pavot et connaisse un regain d'attention de la part du gouvernement chinois. La *National Narcotics Control Commission* chinoise a toutefois procédé à l'arrestation de 4 193 personnes ayant planté du pavot à opium en 1999 et, en mai 2000 encore, une large opération d'éradication de champs de pavots a été entreprise dans la province centrale du Henan où nombre de minuscules plantations subsistent[420]. Pékin participe également de façon active, et en coopération avec le PNUCID, aux programmes de substitution et de développement agricole dans les espaces de production de Birmanie et du Laos[421].

L'Inde, à l'ouest du Triangle d'Or, ne semble pas non plus touchée par une production illicite d'opium qui pourrait être directement imputée à cette proximité, même si ses Etats du Nord-Est connaissent une production d'opium en quantité indéterminée. Le pays est le premier producteur mondial d'opium licite et le seul producteur licite d'opium sous forme de latex (et non à partir de paille de pavot comme cela existe ailleurs). Malgré des contrôles particulièrement rigoureux effectués au niveau de la certification des cultivateurs comme au niveau de la récolte et du conditionnement de l'opium, il est certain qu'une certaine quantité d'opium est détournée sans qu'on en connaisse l'importance[422]. Bien sûr, les prix pratiqués par le gouvernement indien lors de l'achat aux cultivateurs de pavot peuvent expliquer qu'une partie de la récolte soit détournée vers le marché illicite[423]. Mais, certes, les cultures illicites existent également en Inde, depuis les piedmonts himalayens du Cachemire et de l'Uttar Pradesh jusqu'au nord-est frontalier de la Birmanie et du Bangladesh. Ainsi, les Etats

---

cherche pas réellement à éradiquer compte tenu de la grande pauvreté des Miao-Yao : OGD, 1998, *La géopolitique mondiale des drogues 1997 / 1998* : 80.

[420] Xinhua, *Chinese Province to Stem Poppy Growing*, 04-05-00.

[421] INCSR 1998, 1999, *Op. cit.* : *China*. Les cultures de substitution sont celles de la canne à sucre, du riz, du maïs, du blé, du thé : Stone T., 1998, *Narcotics Control in Southwestern China*, in Crime and Justice International, September 1998, http://www.acsp.uic.edu/oicj/pubs/cjintl/1420/142015f.cfm

[422] INCSR 1998, 1999, *Op. cit.* : *India* : En 1998-1999, les cultures licites (au Madhya Pradesh, au Rajasthan et en Uttar Pradesh) devaient connaître une augmentation de superficie de 32 % (de 25 000 à 33 045 hectares avec un rendement minimal exigé de 52 kilos / ha) afin de remédier à l'important déficit de production de 1997. Les quantités détournées ne sont pas connues puisque même l'inventaire des stocks était loin d'être exact et explique en partie le déficit de 1997. En 1998, ce sont toutefois dix tonnes d'opium détourné qui ont été saisies par la police indienne.

[423] Voir : 1.2.3.2.

indiens du Manipur, du Mizoram, du Nagaland et de l'Arunachal Pradesh sont-ils particulièrement concernés par les cultures illicites comme d'ailleurs par le trafic croissant en provenance de Birmanie. Toutefois, selon les autorités indiennes, ce serait moins d'une centaine d'hectares de pavot qui serait cultivée illicitement à travers le pays, mais les évaluations des services états-uniens ont identifié les superficies cultivées comme étant comprises entre 2 000 et 3 100 hectares depuis 1996[424].

Mais, en Chine comme en Inde, les saisies d'opiacés sont nombreuses et témoignent de l'importance que ces deux pays revêtent au sein du narcotrafic régional et international. La Chine a ainsi passé des accords antidrogue bilatéraux et multilatéraux avec la Birmanie, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam, mais aussi avec le Pakistan et la Russie. Les statistiques partielles fournies par le *Narcotics Control Office* chinois indiquent ainsi que 413 423 affaires de narcotiques ont été résolues et 309 116 personnes arrêtées entre 1991 et 1997 à travers le pays, les saisies pendant la même période se montant à 27 tonnes d'héroïne et une quinzaine d'opium[425]. Et l'Inde n'est pas épargnée puisque les saisies qui ont été réalisées sur son territoire lors de la seule année 1997 ont atteint plus de trois tonnes d'opium, soit une augmentation de 12 % par rapport aux 2 875 kilos de 1996[426]. La Chine et l'Inde, comme nous l'exposerons plus en détail, possèdent cette caractéristique géographique d'être en position frontalière avec le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, ce qui ne va pas bien sûr sans poser d'importants problèmes à leurs gouvernements respectifs. La Chine, par exemple, connue pour les mesures drastiques qu'elle avait prises pour éradiquer le pavot au début et au milieu du siècle, mène toujours une politique hautement répressive, comme l'indique l'exécution de soixante et onze narcotrafiquants en une seule journée, qui a marqué la journée internationale annuelle contre l'abus des drogues du PNUCID en 1999[427].

Quant au Cambodge et au Vietnam, ces deux autres proches voisins du Triangle d'Or, leurs situations respectives présentent des aspects caractéristiques du développement de la production de drogues comme du narcotrafic. Du point de vue de la production, le Vietnam apparaît comme étant principalement concerné par les opiacés, alors que le Cambodge est très

[424] INCSR 1998, 1999, *Op. cit.*
[425] China Daily, *China to step up national drug fight*, 26-06-99. En 1998, ce sont 180 000 affaires de drogue qui ont été traitées en Chine et 230 000 personnes y ont été impliquées. Les saisies d'héroïne pour la même année étaient de 7,3 tonnes, soit une augmentation de 34,3 % par rapport à 1997 : Xinhua, *Chinese Police Deal With 180,000 Drug Cases in 1998*, 10-06-99.
[426] INCSR 1998, 1999, *Op. cit.*
[427] Associated Press, *China Executes at Least 71 in a day*, 25-06-99.

nettement caractérisé par les cultures de cannabis qui prennent des proportions grandissantes. Si le Vietnam connaît un développement important du commerce des drogues sur son territoire, il n'en reste pas moins un producteur et un transformateur mineur et les gouvernements vietnamien comme états-unien attestent de la réduction drastique des superficies cultivées en pavot. Les autorités vietnamiennes estiment en effet que celles-ci sont passées de 15 442 hectares en 1991 à 1 500 en 1997, et qu'elles n'auraient même couvert que 400 hectares en 1998 en raison de la sécheresse qui a sévi dans la région[428]. Le rapport du INCSR mentionne quant à lui quelque 6 500 hectares en 1997 et 3 000 en 1998, et explique ses différences d'estimation d'avec celles des Vietnamiens en fonction de la multitude de petites poches résiduelles de culture disséminées dans des endroits inaccessibles[429]. Quant au cannabis, il pousse sur la quasi-totalité du territoire[430], même si le Vietnam semble être un importateur net de marijuana cambodgienne.

Le Cambodge n'est pas non plus un producteur majeur d'opium ou un transformateur important d'héroïne et les différents observateurs semblent s'accorder sur ce point. Mais les superficies cultivées en cannabis seraient en augmentation dans le pays et, si le rapport du INCSR affirme ne pas disposer d'estimations quant à l'importance de ces cultures[431], le rapport annuel 1997 de l'OGD mentionne quant à lui que ce sont quelque 500 hectares qui seraient concernés. Les régions de Phnom Penh, de Takéo, ainsi que la proximité de la frontière thaïlandaise, seraient le lieu d'importantes productions de cannabis dont les rendements atteindraient jusqu'à une tonne à l'hectare[432]. En 1999, à l'occasion de la journée internationale contre l'abus des drogues organisée par le PNUCID, le Premier ministre Hun Sen a demandé à la population cambodgienne de mettre fin à la production de cannabis, et ce après que sa vente aux touristes sur un marché de la capitale soit réprimée et « révèle »

[428] Dépêche internationale des drogues, N° 89 (mars 1999), *Vietnam : « un ouragan de drogues »…*
Voir également Xinhua, *Vietnam Calls for More Effort to Promote Drug Control*, 19-10-98 : Le ministre de la Sécurité publique, Le Minh Huong, déclarait qu'il y avait eu une réduction de 70 % de la superficie cultivée en pavot au Vietnam entre 1997 et 1998, ce qui ne laissait plus que 442,6 hectares en 1998. Quelque 35 kilos d'héroïne avaient été saisis durant les huit premiers mois de l'année, ainsi que 500 kilos d'opium.
[429] INCSR 1998, 1999, *Op. cit.* : *Vietnam*.
[430] Les cultures de rente de cannabis seraient en plein développement à l'instar de ce qui se passe au Cambodge. Les cultures de pavot sont en augmentation dans le nord du pays, notamment au nord-ouest, dans la province de Lai Chau : OGD, 1997, *La géopolitique mondiale des drogues 1995 / 1996* : 165.
[431] INCSR 1998, 1999, *Op. cit.* : *Cambodia*.
[432] OGD, 1997, *Op. cit.* : 158.

les rackets opérés par les forces de police[433]. Au Cambodge, les luttes d'influence et la corruption sévissent jusqu'aux plus hauts échelons du pouvoir et contrecarrent lourdement la lutte contre le narcotrafic.

Les situations respectives des pays frontaliers de ceux du Triangle d'Or sont donc toutes caractérisées par un certain recours à la production de drogue, mais sans que cela prenne toutefois des proportions trop importantes. Mais, si les tendances de la production ne sont pas franchement à la hausse, des potentiels importants existent néanmoins et les situations économiques et politiques des pays concernés pourraient toutes constituer un terreau fertile pour le développement des cultures illicites, la Chine apparaissant probablement comme étant la moins menacée. Mais ces espaces périphériques du Triangle d'Or sont menacés à d'autres niveaux de l'économie de la drogue, au-delà de la production des opiacés ou du cannabis, de fortes tendances au développement du narcotrafic y existant. Quant au Croissant d'Or, sa situation ne semble pas non plus laisser entrevoir une réduction des activités liées au narcotrafic.

[433] Associated Press, *Cambodia Tells Farmers : No More Pot*, 26-06-99. Et : South China Morning Post, *Elderly cannabis hawkers arrested*, 18-02-99 : Opération menée au « marché russe » où sept vendeuses septuagénaires ont été arrêtées, ce qui a provoqué une réaction de Nguon Soeur, le chef des services antidrogue du ministère de l'Intérieur qui, très déçu d'une telle arrestation, a déclaré que la police ferait bien mieux de s'occuper des gros trafiquants… La police était d'ailleurs accusée d'avoir procédé à cette arrestation lorsque les vendeuses avaient refusé de se plier au racket policier. Le ministre du Commerce, Cham Prasidh, annonçait en juillet 1999 la volonté du gouvernement de procéder à la mise en place de projets de substitution au sein desquels du maïs remplacerait les cultures de cannabis (comme le maïs du géant agro-industriel Charoen Pokphand qui pousse déjà dans le nord-ouest du pays) : Reuters, *Cambodia aims to wean farmers off marijuana crop*, 15-07-99.

2.1.2. Le Croissant d'Or et les potentiels d'Asie centrale

2.1.2.1. L'explosion, puis la prohibition de la production afghane d'opiacés

[Cartes administratives 21, 22, 23, 25. Cartes de localisation 14, 15, 16, 17]

En devenant le principal producteur d'opiacés du Croissant d'Or, l'Afghanistan des années 1990 est également devenu le *leader* mondial en la matière. Des trois pays constitutifs du Croissant d'Or[434], l'Afghanistan est en effet le seul qui ait connu une augmentation de ses productions d'opium et d'héroïne, augmentation qui s'est révélée être explosive (voir annexes A, B, C, D). Selon les INCSR, la production d'opium avait déjà plus que doublé entre 1986 et 1987 (de 350 à 850 tonnes) et l'Afghanistan ravissait à la Birmanie la place de premier producteur illicite mondial en 1991 (1 980 tonnes contre 1 728 en Birmanie). Mais l'explosion afghane ne devait pas s'arrêter là et, entre 1993 et 1994, la production passait de 2 330 à 3 416 tonnes d'opium, prenant ainsi des proportions jusqu'alors inégalées[435] dont l'importance serait de toute façon nettement minimisée par le brusque doublement de production de 1999. Ce sont en effet quelque 90 983 hectares de pavot à opium qui ont été cultivés lors de la saison 1998-1999 - soit 43 % de plus que lors de la saison précédente - ce qui a permis une récolte d'opium de 4 581 tonnes en 1999, contre 2 102 en 1998. L'augmentation entre 1998 et 1999 est donc d'environ 117 %, ou de « seulement » 70 % si l'on considère les estimations corrigées à 2 692 tonnes de 1998[436].

---

[434] L'expression « Croissant d'Or » serait une création anonyme. Elle fait référence à la caractéristique musulmane de l'espace concerné (Afghanistan, Iran, Pakistan) comme bien sûr à sa rivale du sud-est asiatique. En effet, un rapport de la CIA de septembre 1979 décrivait en ces termes la recrudescence de la production d'opium et d'héroïne en Asie du Sud-Ouest : *[Iran's opium boom had] created a new 'golden triangle', comprised of Iran, Pakistan and Afghanistan*, in McCoy A., 1991, *The Politics of Heroin : CIA Complicity in the Global Drug Trade* : 446. Plus communications personnelles de A. McCoy.

[435] UNDCP, 1996, *Supply of and Trafficking in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances* : 10
Les données du INCSR diffèrent grandement, comme l'on peut s'y attendre : 570 tonnes en 1991, 685 et 950 en 1993 et 1994. Mais le rapport prend acte de la très forte augmentation de production entre 1993 et 1995 : INCSR 1998, 1999, *Op. cit.* : *Afghanistan.* La production birmane est quant à elle évaluée à 2 350 tonnes en 1991, ce qui remet alors en question la première place détenue par l'Afghanistan à partir de cette année : INCSR 1998, 1999, *Op. cit.* : *Burma*.

[436] UNDCP, Afghanistan Programme (Drug Control Monitoring System - AFG/C27), 1999, *Afghanistan : Annual Opium Poppy Survey 1999* : ii. En 2000, la production d'opium en Afghanistan était estimée par le PNUCID à 3 275 tonnes, soit 28 % de moins qu'en 1999. Cette réduction s'explique en majeure partie par l'impact de l'importante sécheresse qui a sévi sur toute la région durant l'été 2000 (en effet, les superficies cultivées n'ont baissé quant à elles que de 10 % par rapport à 1999, mais les rendements à l'hectare peuvent

A l'évidence, donc, l'apparition des *taliban* sur la scène politico-territoriale afghane, lorsque, venant de Chaman, ils prirent possession de Kandahar en novembre 1994, puis l'affirmation progressive de leur emprise sur le pays (de la chute de Kaboul en septembre 1996 jusqu'au contrôle de l'immense majorité du territoire afghan à la fin de la décennie), n'ont en aucune façon freiné l'extension des superficies cultivées en pavot. Les provinces de Kandahar et de Helmand, qui sont parmi les premières à avoir été contrôlées par les *taliban*, ont toujours été les principales zones de production du pays et elles le sont restées sous leur contrôle jusqu'en 2000 au moins.

Si le développement de la production est bien sûr antérieur à l'arrivée des *taliban*, ceux-ci ont régulièrement déclaré vouloir mettre un terme à la culture du pavot[437] alors même qu'aucune action d'envergure n'avait réellement été entreprise avant l'éradication de 2001 et qu'ils étaient même fortement susceptibles de participer directement au trafic. Mais là aussi, comme à propos de la junte birmane, leur implication dans le trafic n'a pu être concrètement prouvée, même si elle est fortement soupçonnée et probable[438]. Compte tenu du fait que les *taliban* contrôlaient plus de 95 % des zones de production d'opium à la fin de la décennie 1990, on peut aisément penser qu'ils faisaient plus que tolérer le narcotrafic lorsqu'on observe avec quelle vigueur et rigueur ils ont été capables d'imposer leur interprétation de l'islam à travers le pays[439]. Il est certain toutefois que les *taliban* ont tiré profit de la production et du commerce de l'opium puisqu'ils prélevaient, là comme ailleurs, les traditionnelles taxes islamiques (*zakat* et *usher*[440])[441]. La taxation des opiacés a même été

---

passer de 30 à 5 kg entre un champ irrigué ou non). Ainsi les programmes de substitution mis en place par le PNUCID dans les districts Ghorak, Khakrez et Maiwand y ont permis une réduction de 50 % de la récolte d'opium. Malgré ces succès, et pour des raisons de financement insuffisant, le PNUCID a déclaré devoir mettre fin à ses programmes de limitation de la culture du pavot en Afghanistan : NNI, *UNDCP wraps up anti-poppy progrtam in Afghanistan*, 17-09-00. McMahon R., *UN : Drought Hits Afghan Opium, But Concern Remains Over Trafficking*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 15-09-00. IRNA, *Drought Helps Cut Opium Crop in Afghanistan*, 15-09-00. La Gazette international des drogues, N° 1, Novembre 2000, p. 4.

[437] Comme déclaré après la prise de Kaboul et réaffirmé régulièrement depuis.

[438] Dépêche internationale des drogues, N° 51 (janvier 1996) : *Si l'on constate un laissez - faire manifeste de la part des Taliban, voire une impuissance à maîtriser actuellement le trafic vers l'Iran, aucune preuve tangible de leur participation directe ne peut être mise en évidence.*

[439] Port obligatoire de la *burqa* ou du *chadri* pour les femmes, port de la barbe non taillée pour les hommes, proscription de la musique, de la télévision, interdiction aux femmes de travailler ou d'être auscultées par un personnel médical masculin, etc. : Washington Post, *In the Land of the Taliban*, 27-09-98. Les Nouvelles d'Afghanistan N° 80 (1er trimestre 1998), *Les Tâlebân et l'accès des femmes aux hôpitaux* : 6-8.

[440] *Zakat* ou aumône légale dont tout musulman doit s'acquitter. Elle est l'un des cinq piliers de l'Islam et porte sur cinq catégories de denrées alimentaires, sur l'or et l'argent, et sur les articles commerciaux. Elle bénéficie aux pauvres et aux nécessiteux, aux collecteurs de la taxe eux-mêmes, et *à ceux dont il est nécessaire de se concilier les cœurs*, c'est-à-dire entre autres aux groupes tribaux réfractaires et aux volontaires du *djihad* :

reconnue officiellement par le directeur adjoint de la banque centrale de Kandahar, la *Pashtani Tjarati Bank*, lorsqu'il a expliqué que tout propriétaire terrien devait payer l'*usher*, et que tout commerçant d'opium devait s'acquitter de la *zakat*[442]. L'OGD remarquait que si, comme c'était à l'évidence le cas, la *zakat* était prélevée en nature, c'est-à-dire en opium, alors les *taliban* se devaient de le commercialiser et de le transformer eux-mêmes en héroïne pour en dégager un profit[443]. Le fait que Mullah Mohammad Omar ait proposé à la

---

Encyclopaedia Britannica 1998 : *Zakat.* L'*usher*, qui signifie « un dixième », concerne tout propriétaire terrien qui doit verser l'équivalent de 10 % des récoltes effectuées sur ses parcelles. Une moitié va aux pauvres et aux nécessiteux, et l'autre est répartie entre le mollah local et le gouvernement, ici en l'occurrence les *taliban*.

[441] AFP, *Taliban offers to stem heroin tide in return for UN recognition*, 07-10-98 : certains fermiers déclarent que jusqu'à 12 % de leur récolte est prélevé du fait de la taxation. Le *Cooperative Center for Afghanistan*, une ONG basée au Pakistan, a déclaré que les *taliban* taxaient effectivement l'opium récolté : Washington Post, *Drug Business Flourishes in Afghanistan : Taliban Denies Involvement but Is Said to Reap Profit from Taxes, Transport*, 05-10-98. Et l'héroïne serait également taxée à hauteur de 50 à 70 USD par kilo : Dépêche internationale des drogues N° 90 (avril 1999), *Afghanistan : destruction de laboratoires en trompe l'œil*. La *zakat* serait de 20 % sur l'opium : OGD, 1998, *Op. cit.* : 100. Une autre taxe, *usher*, également perçue à la production, s'élèverait à 10 % de la récolte : INCSR 1998, *Op. cit.* : *Afghanistan*.

[442] Le gouverneur de Kandahar déclarait ainsi en 1997 : *We have not tried to separate poppies from other crops when it comes to collecting taxes*. La *zakat*, toujours selon l'adjoint du directeur de la *Pashtani Tjarati Bank*, s'élèverait à 2,5 % du commerce effectué par les marchands, ici en l'occurrence d'opium : Willems P., 1997, *Afghanistan's Gold.*

[443] Les estimations sur les profits générés par le commerce et le transport des opiacés afghans et tirés par les deux factions du conflit afghan diffèrent selon les sources. L'OGD essaie de tenir compte de la production, de la transformation et du transport, alors que le PNUCID ne prend pas en compte la taxation du transport : OGD, 1998, *Op. cit.* : 101. Un rapport de l'OGD plus récent indique d'autre part que, en 1999, l'*usher* sur l'opium est prélevée en nature à hauteur de 1/8, et que la taxe *n'est bien sûr pas redistribuée par les taliban mais revendue aux laboratoires d'héroïne*. Les auteurs estiment ensuite qu'*en résumé, les ponctions opérées aux différents niveaux de la production, de la transformation et du trafic [dans la région de Nangrahar] rapportent donc, au total, quelque 25 millions de dollars*. Ce qui donnerait un revenu total pour les *taliban*, à partir des zones sous leur contrôle, de 75 millions de dollars environ : Dépêche internationale des drogues N° 93 (septembre 1999), *Afghanistan : l'argent n'a pas d'odeur.*

Ahmed Rashid, qui estime quant à lui que les *taliban* perçoivent entre 20 et 40 millions de USD par an grâce à la seule taxation de la production d'opium, affirme que ces taxes forment leur seconde plus importante source de revenu. Les échanges qui s'opèrent entre le Pakistan et l'Afghanistan dans le cadre de l'*Afghan Transit Trade Agreement* (ATTA), estimés à 2,5 ou 3 milliards de dollars annuels (4 à 5 milliards lorsqu'on inclut la contrebande de biens dans toute la périphérie afghane : Dubaï, Iran, Asie centrale, Caucase), fournissent la première source officielle de revenus pour les *taliban* qui perçoivent environ 70 millions de USD par an (les exportations d'héroïne afghane étaient également estimés à 3 milliards de USD en 1998, soit deux fois plus qu'en 1995…) : Rashid A., 2000, *Taliban. Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia* : 117-127. Nation, *The year 2000 in Afghanistan – II*, 28-12-00 (Rashid A.).

Néanmoins, Ahmed Rashid (communication personnelle) estime que les profits tirés de la narco-économie en Afghanistan, par les *taliban* comme par l'Alliance du Nord, sont environ de 100 millions de USD par an. La caisse de guerre des *taliban* serait, en 2000, d'environ 100 millions de USD, alimentée à 60 % par le commerce de transit de biens (ATT) et à 40 % par la taxation des opiacés. Le commandant Massoud bénéficierait quant à lui d'une caisse de guerre de 60 millions de USD, fournie à 60 % par le commerce des pierres précieuses et semi-précieuses (émeraudes et lapis lazuli par exemple) et à 30 ou 40 % par celui des opiacés (Massoud bénéficie aussi de donations extérieures censées faire défaut aux *taliban* depuis 1999 ; donations qui ne rentrent pas dans ce calcul). L'*usher* est quant à elle reversée aux commandants locaux de l'Alliance et aux gouverneurs des provinces sous contrôle *taliban*, et consiste approximativement en 30 millions de USD par an. On peut donc estimer à 40 millions de USD procurés annuellement aux *taliban* par le commerce des opiacés, à 30 ou 40

communauté internationale d'éradiquer les cultures de pavot en échange de la reconnaissance officielle par les Nations unies du gouvernement *taliban* comme gouvernement légitime de l'Emirat islamique d'Afghanistan, semble suggérer que les *taliban* sont impliqués dans un trafic d'opiacés qu'ils cherchent à monnayer[444]. Il semblerait d'autre part que, en mai 2000 encore, les entrées et sorties du marché de l'opium de Sangin, dans le Helmand, étaient étroitement et ouvertement contrôlées par une garnison de 85 *taliban*, et que 10 % du montant des ventes était reversé aux *mullahs*[445]. En Afghanistan, la production et le commerce d'opiacés auraient donc été soumis à un marchandage de la part des *taliban*, ce qui n'est pas sans rappeler l'offre qu'avait faite Khun Sa, en 1975 dans le Triangle d'Or, de vendre toute sa production d'opium au gouvernement des Etats-Unis[446]. Mais la soudaine prohibition que les *taliban* ont instaurée le 27 juillet 2000, si elle a pu correspondre à la réduction la plus importante et la plus rapide jamais vue dans l'histoire moderne du narcotrafic, n'a pas eu les effets diplomatiques vraisemblablement escomptés, les Nations unies ayant même voté de nouvelles sanctions en décembre 2000, au moment même où le PNUCID reconnaissait le caractère exceptionnel de la réduction des superficies plantées en pavot dans le pays. Le PNUCID estimait ensuite en mai 2001 que seulement 70 % des surfaces plantées en pavot en 1999 l'avaient été en 2000 et ses rapports préliminaires (juillet 2001) faisaient ultérieurement mention de leur réduction de 95 % en une seule année, évaluant la production 2001 à un maximum de 250 tonnes d'opium (3 000 à 5 000 hectares

---

millions à l'Alliance du Nord, et à 30 millions de *l'usher* répartis des deux côtés. Selon Ahmed Rashid et certains officiels du PNUCID, le commerce afghan des opiacés rapporterait donc environ une centaine de millions de USD par an aux deux factions : Rashid A., communications personnelles.
Françoise Chipaux, correspondante du journal Le Monde, rapporte que le commerce des émeraudes procurerait, selon Amrulla Saleh, un proche de Massoud, entre 40 et 60 millions de USD par an à l'administration du commandant. Les mines de la vallée du Panjsher (Khendj) sont exploitées de façon privée et sont redevables d'une taxe de 10 % au gouvernement, en l'occurrence ici à l'Alliance du Nord : Le Monde, *Des mines d'émeraude pour financer la résistance du commandant Massoud*, 18-07-99.

[444] AFP, *Taliban offers to stem heroin tide in return for UN recognition*, 07-10-98. Bangkok Post, *Opium blackmail is not acceptable*, 09-10-98
Lundi 26 juin 2000, à l'occasion de la journée internationale contre l'abus et le trafic des drogues illicites organisée par les Nations unies, le mouvement *taliban* a encore formulé, par la voix de Hamid Akhundzada, chef de la commission antidrogue des *taliban*, sa demande d'aide internationale au développement en échange de la mise en place d'un programme d'éradication du pavot en Afghanistan. Abbas Stanakzai, adjoint au ministre de la Santé des *taliban* déclarait ainsi : *We are ready to stop poppy cultivation in a matter of years, if there is a guarantee that our schools, roads, agriculture and irrigation systems are rehabilitated* : News, *Taliban seek world help to ban opium cultivation*, 27-06-00.

[445] Le responsable du district dans lequel se trouve Sangin aurait reconnu cultiver lui-même du pavot sur un demi-hectare : AP, *Opium for sale by the tonne in Afghanistan*, 13-05-00.

[446] McCoy A., 1991, *Op. cit. :* 429.

auraient ainsi permis de produire de l'opium en Afghanistan en 2001, contre 83 000 en 2000)[447]. La destruction des statues de Bamiyan (mars 2001), qui a provoqué une opprobre mondiale que ni la situation des femmes ni celle des réfugiés frappés par une grave sécheresse n'avaient pu égaler, a ainsi été largement perçue par les observateurs de la scène afghane comme une manifestation du dépit des *taliban* après la non-reconnaissance de leurs efforts. Celle-ci ne viendra en effet que fin mai 2001 de la part des Etats-Unis, le secrétaire d'Etat de l'administration Bush, le général Colin Powell, annonçant alors même, dans ce contexte de sécheresse aggravée, une aide humanitaire d'urgence de 43 millions de USD[448].

Mais l'opposition aux *taliban*, l'Alliance du Nord (qui n'est touchée ni par les sanctions ni par l'embargo des Nations unies sur les armes) finance elle aussi son effort de guerre à partir des productions d'opium restant sous son contrôle[449]. Sachant le rôle précurseur et très actif qu'a joué le chef du *Hezb-i-Islami*, Gulbuddin Hekmatyar, dans le trafic d'opium et d'héroïne (dès le début de son soutien par l'ISI (*Inter-Services Intelligence*, services spéciaux pakistanais) et la CIA dans le conflit soviéto-afghan), on comprend bien que l'implication de la guérilla afghane dans la narcoéconomie est chose ancienne et non restreinte aux seuls *taliban*[450]. Et ce d'autant plus qu'après la fin du conflit et du soutien apporté par les Etats-

[447] UNDCP, 2001, *Afghanistan. 2001 Opium Poppy Pre-Assessment Survey*, February 2001 ; UNDCP, 2001, *The Impact of the taliban Prohibition on Opium Poppy Cultivation in Afghanistan*, 28 may 2001 ; UNDCP, 2001, *Global Impact of the Ban on Opium Production in Afghanistan*, Second Update, July 2001.

[448] Selon les déclarations du commissaire divisionnaire français Bernard Frahi, représentant du PNUCID à Islamabad, les enquêtes de terrain menées en Afghanistan par le PNUCID ont porté sur 51 districts qui avaient produit 85 % de la récolte de 2000 (71 000 hectares). Ainsi, en 2001, seuls 27 hectares ont pu être recensés par les enquêteurs et observateurs du PNUCID dans ces mêmes districts. L'augmentation des prix de l'opium à la ferme, telle qu'observée dans la région de Kandahar, témoigne de cette diminution drastique de la production afghane, le kilo vendu entre 40 et 50 US$ en 2000 l'étant entre 300 et 400 en 2001 : *Drogues Trafic international*, Mars 2001, Paris, OFDT, N° 2, p. 4 : (http://www.drogues.gouv.fr/fr/savoir_plus/syntheses_dossiers/savoir_plus_synthese_index.html). Peimani H, *Has the Taliban Regime Eradicated Opium Production?*, Central Asia – Caucasus Analyst, 11-04-01. *UNDCP Donor Mission Visits Afghanistan*, United Nations, Assistance for Afghanistan, Weekly Update, N° 411, 11-05-01. News, *Afghanistan becoming poppy-free*, 20-01-01. New York Times, *Taliban Seem to Be Making Good on Opium Ban, U.N. Says*, 07-02-01. South China Morning Post, *Taleban wins opium war for the west*, 17-02-01. Radio Free Europe / Radio Liberty, *Afghanistan : Drug Officials Ponder Reasons For Cut in Poppy Production*, 22-03-01. Le Nouvel Observateur, *Sous la pression internationale… Ils ont éradiqué le pavot* 12-03-01, N° 1901. La mission de reconnaissance envoyée sur le terrain par les Etats-Unis comme l'analyse de l'imagerie satellitaire ont fait que même la DEA a corroboré, quoique prudemment, les observations faites par le PNUCID : New York Times, *Taliban's Ban on Growing Opium Poppies Is called a Success*, 20-05-01 ; *Taliban's Eradication of Poppies Is Convulsing Opium Market*, 14-06-01.

[449] *The northern-based opposition also benefits from the drug trade and smuggling (including the gems of Panjsher)* : Rubin B., 1999, *The Political Economy of War and Peace in Afghanistan.*

[450] Voir l'article du Washington Post publié à l'issue du conflit et à la fin de la guerre froide dans lequel le rôle de Hekmatyar dans le trafic d'héroïne est dénoncé : Washington Post, *U.S. Declines to Probe Afghan Drug Trade : Rebels, Pakistani Officers Implicated*, 13-05-90. Voir également, pour un développement du rôle de

Unis, les acteurs de la scène afghane ont dû autofinancer leurs guerres désormais intestines. Il faut néanmoins mentionner que l'état de déliquescence de l'économie afghane, ruinée par plus de vingt ans de conflit, ne laisse pas grande alternative de financement à quelque faction que ce soit, surtout lorsque le pavot à opium est devenu la principale culture de rendement du pays. Ainsi, la zone contrôlée par Ahmad Shah Massoud et ses lieutenants abriterait une douzaine de laboratoires d'héroïne dont certains dans la vallée du Panjsher. Lorsque les *taliban* prirent possession des provinces de Kunduz, Balkh et Faryab, dans le nord du pays, de nombreux laboratoires y opéraient alors, dans ce qui était une région contrôlée par Abdul Rashid Dostum. La production d'héroïne est ainsi très certainement intégrée dans les mécanismes de financement de la résistance menée par l'Alliance du Nord, même si elle a déclaré illégales la production et le commerce d'opiacés en juin 1999[451] : en 2000, en effet, quelque 3 000 hectares de pavot étaient cultivées dans les zones non contrôlées par les *taliban*[452].

C'est donc le degré d'implication des *taliban* dans le narcotrafic qui prête à controverse puisqu'ils taxent, ou taxaient, plus ou moins ouvertement la production et le transport de l'opium et que certains estiment qu'ils bénéficient toujours de la taxation de la vente des énormes stock d'opium accumulés aux frontières nord du pays en 2001, et malgré l'éradication avérée de la production d'opium. De fait, en Iran, d'autre part, certains ont par exemple accusé les *taliban* d'être directement impliqués dans le trafic[453], ce que l'agence de presse iranienne IRNA[454] avait déjà affirmé lorsqu'elle a émis des rapports selon lesquels ils auraient rendu la culture du pavot obligatoire en 1998 dans les provinces de Nimrouz, Farah et Helmand[455].

Toutefois, après l'annonce par Mullah Omar, en février 1999, de la volonté du gouvernement de détruire les installations de transformation d'héroïne, trente-quatre laboratoires avaient effectivement été démontés sous la direction du directeur de la *State High Commission for Drug Control* afghane, Abdul Hamid Akhundzadah, dans la province

---

Gulbuddin Hekmatyar : McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 453-460, et à propos des laboratoires d'héroïne placés sous son contrôle autour de Kunduz jusqu'en mai 1997 : O.G.D., 1998, *Op. cit.* : *Tadjikistan* : 96-97.

[451] Frontier Post, *Afghan opposition involved in drug-trafficking*, 03-03-99. Report of the International Narcotics Control Board for 1999, *West Asia*, § 409, p. 53, (http://www.incb.org/e/ar/index.htm).

[452] UNDCP, 2001, *Global Impact of the Ban on Opium Production in Afghanistan*, Second Update, July 2001.

[453] Dépêche internationale des drogues, *Op. cit.*

[454] *Islamic Republic News Agency*.

[455] IRNA, *Taliban force cultivation of poppy in Afghanistan*, 08-11-98.

méridionale de Nangrahar[456]. Mais l'opération n'avait permis aucune arrestation ni la saisie de quelque quantité que ce soit d'héroïne, les principaux intéressés ayant vraisemblablement été avertis à l'avance[457]. La lutte conte la production et la transformation des opiacés ne semblait donc pas avoir de grand impact en Afghanistan, comme le INSCR 1998 le laissait penser : en effet, avant 2001, et la destruction d'une tonne d'opiacés à Jalalabad en juin 1998 mise à part, aucune action concrète de grande envergure n'avait été entreprise en Afghanistan contre la culture du pavot, l'existence des nombreux laboratoires de transformation[458], ou même encore le trafic des opiacés. Il faut toutefois mentionner les efforts d'éradication qui avaient été entrepris dès 1999 dans la région de Kandahar où les *taliban* et le PNUCID déclaraient avoir atteint leurs premiers objectifs. Ainsi ce seraient quelque 400 hectares qui auraient alors été éradiqués dans les districts de Ghorak, Khakrez et Maiwand[459], chiffres que les sources de l'OGD semblent d'ailleurs bien vouloir confirmer[460].

Néanmoins, cette même année, la culture du pavot s'était répandue dans des districts et des provinces jusqu'alors épargnés[461] alors que seuls 10 à 20 % des quelque deux cents laboratoires du seul Nangrahar avaient été touchés par l'opération « trompe-l'œil » de février 1999. En 1998 c'étaient les provinces de Laghman, Logar et Nangrahar qui avaient vu certains de leurs districts gagnés par la culture du pavot[462]. La tendance de la production était donc à la hausse jusqu'en 2000 au moins en Afghanistan, et même les responsables du PNUCID s'inquiétaient alors à juste titre de la situation, malgré les programmes lancés depuis 1997 dans quatre districts couvrant 9 % des superficies cultivées[463]. Cette inquiétude est d'autant plus justifiée que l'Afghanistan, simple producteur d'opium à l'origine, est

[456] AFP, *Taliban orders heroin crackdown as UN reports opium rise*, 23-02-99. AP, *Afghanistan's Taliban Bans Heroin*, 19-02-99. The News, *Taliban need to do more to curb opium production*, 15-03-99.
[457] Par un haut responsable *taliban* selon le Frontier Post : *Taliban's anti-drug bid fails*, 11-03-99. Dépêche internationale des drogues, *Op. cit.*
[458] A part bien sûr la destruction qui a eu lieu dans le Nangrahar en 1999, et celle des 25 laboratoires dans le Helmand en octobre 2000 (à laquelle ont assisté les consuls iranien de Herat et pakistanais de Kandahar ainsi que des membres du PNUCID) : Associated Press, *Taliban Destroy 25 Heroin Labs*, 28-10-00.
[459] UNDCP, Afghanistan Programme (Drug Control Monitoring System - AFG/C27), 1999, *Afghanistan : Annual Opium Poppy Survey 1999* : iii. Bernard Frahi, représentant du UNDCP (PNUCID) à Islamabad, semblait déjà porter crédit à ces rapports et considérer ces premiers pas comme particulièrement prometteurs (communication personnelle, Islamabad, septembre 1999).
[460] Dépêche internationale des drogues N° 93 (septembre 1999), *Afghanistan : l'argent n'a pas d'odeur.*
[461] Les cultures concernaient 55 districts dans 8 provinces en 1994 et 74 districts dans 15 provinces en 1998 : OGD, 1998, *Op. cit.* : 99.
[462] INCSR 1998, 1999, *Op. cit.* : *Afghanistan.*
[463] Déclarations de Bernard Frahi, représentant du PNUCID à Islamabad : M2, *UN : More opium poppy produced in Afghanistan, but cooperation with Taliban yielding good results*, 28-06-99.

devenu le principal transformateur de celui-ci en héroïne. En effet, à la suite des campagnes de répression menées avec l'aide des Etats-Unis dans l'ouest du Pakistan, la majorité des laboratoires d'héroïne pakistanais a été déplacée de l'autre côté de la frontière, en territoire afghan. Le PNUCID et le *Mercy Corps International* (MCI) ont lancé des projets de développement alternatif dans les provinces de Nangrahar et de Helmand en 1998, projets qui laissaient alors espérer un début de réduction des productions qui ne soit pas uniquement dû aux facteurs climatiques comme cela avait déjà été le cas en 1998. Mais comme l'a fait remarquer Pino Arlacchi lors de sa rencontre avec les *taliban* à Kandahar : *le régime des taliban n'étant pas reconnu par les Nations unies, nous ne pouvons pas signer d'accord formel avec eux*[464]. Dans ces conditions, le marchandage proposé par Mullah Omar prend alors une tout autre dimension et la double ambiguïté de la situation persistera jusqu'à ce que l'Afghanistan soit contrôlé par un gouvernement reconnu internationalement[465].

La situation actuelle de l'Afghanistan quant au développement des productions d'opiacés sur son territoire n'est pas sans rappeler celle de la Birmanie. Le décalage qui existe entre le discours sur les drogues et les actions ou les réalités que l'on peut observer dans les deux pays sont en effet plutôt similaires, du moins jusqu'en 1999-2000 en Afghanistan. Les *taliban* déclaraient vouloir lutter contre le développement du narcotrafic, allant même jusqu'à exercer un chantage à l'éradication à la communauté internationale et aux Nations unies. Mais ils reconnaissaient d'autre part profiter financièrement des revenus dégagés du narcotrafic, en taxant, conformément aux principes islamiques, une production qui, elle, ne satisfaisait pas aux préceptes de l'islam[466]. Comme en Birmanie, les acteurs politiques principaux, c'est-à-dire en l'occurrence les *taliban* qui, comme la junte birmane, ne contrôlent somme toute qu'une partie, certes majeure, du territoire de leur Etat et ne bénéficient pas d'une légitimité interne et externe unanime, sont donc impliqués, plus ou moins directement, dans le processus même du narcotrafic. Abdul Rashid, le directeur du service de contrôle des drogues de Kandahar déclarait ainsi en 1997 qu'il n'était pas possible

[464] OGD, 1998, *Op. cit.* : 102.
[465] Chouvy P.A., 1999, *Taliban's Drug Dilemma : Opium Production vs. International Recognition*, in Central Asia - Caucasus Analyst, December 8, 1999.
[466] Le *Afghanistan Annual Opium Poppy Survey 2000* du PNUCID fait mention de l'ambivalence qui caractérise la taxation des opiacés par le pouvoir, en l'occurrence celui des *taliban*. En effet, la levée de l'*ushr* est largement interprétée par les producteurs de pavot à opium comme une caution implicite de leur activité par les *taliban*. D'autre part, la suppression de l'*ushr* sur les opiacés ne constituerait pas une solution adaptée car elle pourrait tout simplement être comprise comme une incitation supplémentaire à la production. Voir par exemple : News, *Poppy remains Afghan's preferred crop : UNDCP*, 30-01-01.

d'éradiquer le pavot sans se mettre à dos les cultivateurs[467]. La double dimension politique de la production d'opium est dès lors évidente en Afghanistan : tout pouvoir, et même celui des *taliban*, doit s'accommoder des rapports de force complexes qui sont déterminés par son besoin de reconnaissance internationale, la nécessité de ne pas s'aliéner une population majoritairement paysanne, et les impératifs financiers qu'une coûteuse situation de guerre et un profond isolement diplomatique impliquent. La brusque réduction du rôle de l'Afghanistan dans la production et la transformation d'opiacés ne pourra donc se confirmer à court et long terme que par le règlement politique et économique de la crise nationale[468].

Quant à la localisation géopolitique de l'Afghanistan, elle n'est pas sans rappeler non plus celle de la Birmanie : la logique de répartition des zones de production et de transformation y est en effet similaire dans le cadre des deux binômes Afghanistan-Pakistan et Birmanie-Thaïlande. Cet aspect caractéristique des relations de complémentarité qui existent de part et d'autre se révèlera toutefois bien plus clairement encore lorsqu'il s'agira d'observer les flux et les routes du trafic. La situation afghane a encore ceci de similaire avec celle de la Birmanie : l'amélioration de sa situation géopolitique interne et externe, comme de son rôle de producteur majeur d'opiacés semble relever pour une grande part de règlements politiques, ce qui rend la mission du PNUCID d'autant plus difficile du point de vue diplomatique.

---

[467] Women's International Network, Summer 1997, *Afghanistan : Taleban Moslem Leaders Support Opium Growing* : 55.

[468] En septembre 1999, Mullah Omar avait déjà décrété l'éradication d'un tiers des cultures de pavot du pays pour l'année 2000, et quinze jours d'opération concernant 500 ha avait débuté le 3 avril 2000 le long de la route Torkham - Jalalabad, sous la direction de Mullah Hameed Akhundzada, le chef *taliban* du *State High Commission for Drug Control* (SHCDC). Mullah Abdul Kabir, gouverneur de la province de Jalalabad, d'où est issu un quart de l'opium du pays, déclarait alors : *We need time and international support ; we cannot go on pleasing the international community without offering a substitute cash crop to our farmers* : Friday Times, *"We cannot allow thousands of farmers to starve because the world only cares about drug addicts..."*, 21-04-00. En juillet 2000, Mullah Omar a cette fois décrété une interdiction totale de planter du pavot à opium en Afghanistan en 2000, en menaçant les récalcitrants de représailles. C'est la première fois qu'un interdit absolu est décrété dans l'Afghanistan des *taliban* : Dawn, *Taliban ban poppy cultivation*, 29-07-00. De fait, la prohibition instaurée en 2001 n'est pas allée sans heurts avec certains producteurs. Nombre d'entre eux ont subi remontrances et réprimandes (emprisonnements, bastonnades), et les Pachtoun shinwari des parties montagneuses de la région de Jalalabad auraient même obtenu des compensations financières de la part des *taliban* : Drogue Trafic International, Mars 2001, N° 2 : 3.

2.1.2.2. Iran et Pakistan : des situations contrastées mais des tendances similaires

[Cartes administratives 21, 22, 23, 25. Cartes de localisation 14, 15, 16, 17]

Les deux autres pays constitutifs du Croissant d'Or, l'Iran et le Pakistan, ont joué des rôles prépondérants dans l'émergence de l'Afghanistan en tant que *leader* mondial de la production d'opiacés. En effet, si l'Iran a en partie généré, comme nous l'avons dit, la réorientation de la production et de la commercialisation de l'opium afghan, à la suite de la prohibition de 1955 et de sa révolution de 1979, le Pakistan a, quant à lui, joué un grand rôle dans le développement des réseaux du narcotrafic en Afghanistan. Ainsi, si de nombreux facteurs ont pesé dans l'émergence de l'Afghanistan en tant que premier producteur mondial d'opium, la politique étrangère, et en fait aussi intérieure, du Pakistan a permis et a même provoqué ce développement du narcotrafic : la guerre soviéto-afghane et le rôle fondamental d'intermédiaire de l'ISI entre les acteurs afghans et la CIA ont en effet joué pour beaucoup dans la situation actuelle de l'Afghanistan. Les politiques antidrogue menées respectivement par l'Iran comme par le Pakistan ont également joué en faveur d'un développement et d'un déplacement des lieux de production et de transformation en Afghanistan où les conditions politico-territoriales ne permettaient pas la mise en place une politique similaire.

L'Iran a réussi à se débarrasser de la quasi-totalité de ses superficies cultivées en pavot en menant une politique drastique et, en conséquence de sa période révolutionnaire, sans recevoir d'aide extérieure[469]. Le Pakistan a également pu réduire l'importance de sa production d'opium mais en bénéficiant des nombreux efforts techniques et financiers du PNUCID comme des Etats-Unis. Mais si, à fin de la décennie 1990, l'Iran ne connaît plus de production d'opium assez importante pour être mentionnée[470], les Etats-Unis ayant même retiré en 1998 la République islamique de leur liste des pays impliqués dans le narcotrafic, le pays n'en reste pas moins éminemment concerné par le trafic d'opiacés. Les saisies d'opium et d'héroïne y sont en effet régulières et vont même en s'accroissant, conséquence logique

[469] Le PNUCID a néanmoins ouvert un bureau à Téhéran au début de la décennie 2000 et Pino Arlacchi a annoncé qu'une aide de treize millions de USD serait débloquée afin d'aider l'Iran à lutter contre le narcotrafic et ses problèmes associés. Parmi ces treize millions, sept seront consacrés au renforcement du déjà très lourd dispositif antidrogue aux frontières pakistanaise et afghane : AP, *UN Gives Iran $13M for Drug Fight*, 27-06-99.

[470] La culture de pavot à opium en Iran, estimée à environ 3 500 hectares en 1993 par le *U.S. Department of State*, serait devenue « négligeable » en 1998 : INCSR 1998, 1999, *Iran.*

des dispositions radicales prises par le gouvernement dans le cadre de la lutte antidrogue[471]. Ainsi, en octobre 1998, le ministre de l'Intérieur iranien, Gholamhussein Bolandian, déclarait que 1 400 tonnes de substances narcotiques avaient été saisies en dix-neuf ans de lutte antidrogue, dont plus de deux cents dans la seule année 1997. Les déclarations du ministre étaient d'ailleurs suivies d'une saisie de plus de deux tonnes d'opiacés dans l'est du pays[472]. En novembre de la même année, ce sont 300 kilos d'héroïne, 50 de morphine, 300 d'opium et 240 de haschich qui étaient de nouveau saisis dans la province du Khorasan[473]. Et le 23 du même mois, Mohammad Fallah déclarait, à l'occasion d'une nouvelle saisie d'une tonne d'opium dans le Fars, que plus de 110 tonnes d'opiacés avaient été confisquées par les forces de l'ordre depuis le début de l'année iranienne, le 21 mars 1998[474]. En 1999 les saisies se sont bien sûr poursuivies, comme suffisent à le montrer quelques opérations menées en l'espace de moins de deux mois. Le 24 mai, ce sont plus de cinq tonnes d'opiacés réparties dans les zones frontalières avec l'Afghanistan et l'Iran, et plus d'une tonne dans le Seistan va Baloutchistan le 27 ; deux tonnes et demie le 16 juin dans le Khorasan ; trois tonnes et demie le 03 juillet dans le Seistan va Baloutchistan ; et deux tonnes le 11 juillet à Torbat-e Jam dans le Khorasan[475]. Les saisies de deux tonnes et plus ne sont donc pas rares en Iran où la grande majorité des opérations permet également de mettre la main sur un armement important. Les trafiquants sont en effet lourdement armés et n'hésitent pas à affronter les forces de police, lesquelles ont ainsi perdu plus de 2 600 agents dans la seule lutte antidrogue depuis la révolution de 1979[476].

---

[471] Le *Anti-Narcotics Headquarters*, patronné par le président Mohamad Khatami et dirigé par le très efficace général Mohammad Fallah, a mis en place des moyens très importants et variés afin de lutter contre le narcotrafic sur le sol iranien. Quelque 30 000 officiers de police sont répartis dans les régions frontalières du pays et tout particulièrement dans sa partie orientale où des barrages de béton armé ont même été érigés en travers de certaines vallées afin de les rendre hermétiques aux allées et venues des narcotrafiquants lourdement armés : Dawn, *Iran's fight against drugs gaining recognition*, 08-01-99. Quelque 200 millions de USD ont été ainsi consacrés pendant les années 1990 à la lutte antidrogue sur les 600 kilomètres de frontière pakistanaise où fils de fer barbelés, tranchées et barrages se succèdent : Pino Arlacchi, *Address to the Royal Institute of International Affairs "Meeting the Challenges of Globalization : Drugs and Organized Crime in the 21st Century"***,** United Nations Office for Drug Control and Crime Prevention, à Londres, le 21-05-98.

[472] Xinhua, *2 Tons of Narcotics Seized in Iran*, 13-10-98.

[473] Xinhua, *5 Traffickers Killed in Northeastern Iran*, 14-11-98.

[474] Xinhua, *Iran Seizes Opium, Drug Traffickers*, 23-11-98 ; *Iran Confiscates 110 Tons of Narcotics*, 22-11-98.

[475] Xinhua, *Iran Seizes Over 1,000 Kilograms of Narcotics*, 27-05-99 ; *Iran Seizes 2 Tons of Illicit Drugs*, 07-06-99 ; *Iran Seizes Over 2 Tons of Narcotics*, 17-06-99 ; *Iran Seizes Around 3.5 Tons of Narcotics*, 03-07-99 ; *Iran Seizes Over Two Tons of Narcotics*, 11-07-99.

[476] Chiffre de 1998, en accroissement constant : INCSR 1998, 1999, *Op. cit.* : *Iran.*

Le statut de pays producteur et transformateur du Pakistan diffère de celui de l'Iran, même si les tendances des deux pays se révèlent être similaires. Certes, le Pakistan et l'Iran ont réussi à éradiquer la quasi totalité de leurs superficies cultivées en pavot à opium, mais si le cas de l'Iran semble acquis, et si, comme nous le constaterons, son problème relève désormais plus du trafic et de la consommation que de la production, celui du Pakistan ne va toutefois pas sans poser de graves problèmes qui sont directement liés à sa géopolitique interne et externe. En effet, les superficies cultivées en pavot dans le Pakistan de la fin des années 1990 n'ont plus rien en commun avec celles des décennies précédentes. Ou plutôt, les productions d'opium sont désormais plus proches de celles du début des années 1970 que de celles de 1979-1980. De 90 tonnes en 1971 à 800 en 1979, la production pakistanaise n'a ensuite cessé de baisser, le général Zia ul-Haq ayant imposé une vigoureuse reprise en main de la situation et laissant le pays avec 130 tonnes seulement en 1989[477]. En 1998, selon le INCSR 1998, le Pakistan ne produisait plus que 65 tonnes d'opium et avait vu son rôle de pays transformateur nettement diminué au profit de l'Afghanistan où la grande majorité des laboratoires avait été déplacée. L'évolution des dernières années montre néanmoins que le pays rencontre des difficultés notoires dans la mise en place d'un programme d'éradication visant à atteindre la production zéro entre 2000 et 2005[478]. En effet, la réduction de 26 % des cultures de pavot entre 1997 et 1998 a suivi une augmentation de 13 % l'année précédente[479], exprimant ainsi le profond malaise que connaît le pays. La volonté d'éradication affichée par le gouvernement pakistanais et les actions menées dans ce sens ont certes porté leurs fruits, ainsi que l'indiquent les différentes estimations. Mais la lutte antidrogue a rencontré et rencontre toujours de fortes résistances, certains cultivateurs de pavot de la NWFP, la

[477] McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 447.

[478] Le 27 février 1999, Chaudhary Shujaat Hussain, le ministre de l'Intérieur pakistanais, annonçait la mise en place d'un plan quinquennal d'un budget de 60 millions de USD visant à la création d'une société sans drogue (*drug free society*) au Pakistan en 2003 : Xinhua, *Pakistan Announces Drug Abuse Master Plan*, 27-02-99. Le conseiller des Etats-Unis pour les affaires narcotiques, James R. McHugh, estimait en mars 1999 et en fonction des résultats déjà enregistrés, que le Pakistan pourrait être débarrassé de toute culture de pavot d'ici à la fin de l'année 2000… : Dawn, *Pakistan to be poppy-free by year 2000 : US official*, 04-03-99. Et Nawaz Sharif lui-même réitérait en novembre 1998 son engagement d'atteindre l'éradication totale en 2000 : INCSR 1998, 1999, *Op. cit.* : *Pakistan.*

[479] INCSR 1998, 1999, *Op.cit.* : *Pakistan* et INCSR 1997, 1998, *Op.cit.* : *Pakistan*. Le *Pakistan opium poppy crop survey 1996-1997* affirmait toutefois que les superficies cultivées avaient été réduites de 46 %, les rendements baissant également de 14 % (28 à 24 kilos / ha entre 1996 et 1997). L'écart des estimations est imputé selon le rapport pakistanais publié par la *Special Development Unit* aux approximations caractéristiques des techniques satellitaires utilisées par les services états-uniens : Dawn, *1997 survey report : Poppy cultivation declines by 46 pc*, 27-04-98.

dernière réelle région de production, n'hésitant pas en effet à menacer de prendre les armes afin de défendre leurs cultures.

L'année 1998 témoigne des situations conflictuelles qui prévalent dans les vallées de la NWFP où certains plantent encore du pavot. En effet, dès janvier 1998, le gouvernement de la NWFP, qui se félicitait des résultats obtenus quant à la réduction des superficies cultivées, et ce même dans les FATA et les PATA (*Provincially Administered Tribal Areas*), émettait toutefois des réserves à propos de la situation existant dans quelques vallées réfractaires des districts de Dir et de Mohmand. Du blé avait remplacé cinq mille acres de pavot dans les districts de Dir, Mohmand et Bajaur, comme dans la vallée de Amber (Mohmand) où les cultivateurs avaient volontairement procédé à la substitution[480]. Mais quelques réticences étaient observées à Dir comme à Mohmand et, en avril, la campagne d'éradication forcée menée par la police et les *Frontier Constabulary* dans la sous-division de Warai (Dir) se poursuivait alors encore malgré les tensions croissantes et les risques d'affrontements entre forces de l'ordre et membres des différents groupes tribaux. Deux *jirga*[481] durent être réunies afin d'essayer de procéder à une éradication volontaire et plusieurs élus de Dir finirent même par déconseiller toute action armée par peur d'un soulèvement de la population tribale, alors que l'artillerie lourde des forces de l'ordre était déjà en place sur les hauteurs environnantes[482]. Une plainte fut même déposée devant la Haute Cour de Peshawar contre les opérations d'éradication menées à Dir par les *Frontier Corps*[483] sur la base du non-respect des conditions préalables à de telles actions répressives[484]. La plainte était en effet

[480] Dawn, *Poppy crop eliminated, claims NWFP govt*, 16-01-98
[481] Une *jirga* est « une assemblée des hommes en zones tribales pashtounes » : Roy O., 1985, *L'Afghanistan. Islam et modernité politique* : 298.
[482] Dawn, *Poppy growers brace for police action*, 22-04-98 ; *Clash between police, poppy growers averted*, 24-04-98.
[483] Les FATA, qui sont placées sous la juridiction du gouverneur de la NWFP, comptent un *Political Agent* par agence, ou juridiction administrative (*Khyber Agency, Mohmand Agency*…). Celui-ci gère l'organisation de l'agence dont il a la charge et il est assisté par un *Tehsildar* ou *Assistant Political Agent*. Chaque agence (donc chaque agent) dispose à ses ordres d'une force armée composée de *Khassadar* et de *Militias* ou *Scouts*. Les *Khassadar*, qui escortent par exemple les non-tribaux en territoire tribal, sont toujours issus du groupe tribal de l'agence considérée. Ainsi, dans la *Khyber Pass* de la *Khyber Agency*, les *Khassadar* sont des Afridi. Les *Khassadar* protègent les infrastructures gouvernementales, routes et équipements, et s'assurent que les membres des tribus laissent leurs armes à la sortie de l'agence. *Khassadar* et *Scouts* et *Militias* (*Tochi Scouts, Khyber Rifles, Kurram Militia*, etc.) sont placés sous le commandement du général de division des *Frontiers Corps* (forces armées pakistanaises) dont le quartier général est situé dans le fort *Bala Hissar* de Peshawar. Chaque *militia* ou *scout* est placé sous le commandement d'un colonel de l'armée pakistanaise : Hussain S.I., 2000, *Some Major Pukhtoon Tribes Along the Pak – Afghan Border* : 3-4, 18 (n. 2).
[484] Les fonds d'origine étrangère devant être alloués aux programmes de développement alternatif n'ayant pas été utilisés de façon adéquate selon Behrawar Saeed, l'avocat de Dir ayant déposé la plainte. Celui-ci estimait

accompagnée d'un avertissement selon lequel les tribus Sultankhel et Paindakhel étaient armées et pouvaient très rapidement provoquer un véritable « bain de sang » dans la vallée de Nihag (Dir, sous-division Warai) où l'éradication était entreprise[485].

Toujours en avril 1998 mais dans la vallée de Shantimena du district de Mohmand cette fois, les *Frontier Corps* durent tirer des sommations depuis les crêtes environnantes afin de se faire entendre des cultivateurs qui refusaient de brûler leurs champs de pavot lors de ce qui a été considéré comme la plus grande opération antidrogue menée par les *Frontier Corps* : 1 482 acres de pavot furent rasés durant les deux semaines qui suivirent la démonstration de force[486]. Les cultivateurs de pavot du district de Malakand protestaient quant à eux en septembre 1998, alors qu'ils attendaient toujours les compensations financières qui leur avaient été promises en échange de la non-reprise de la production d'opium. Les promesses d'embauche et d'allocation de 270 millions de roupies à des projets de développement n'ayant pas été suivies d'effet, ils menaçaient de semer de nouveau du pavot sur leurs terres comme ils le faisaient chaque année en octobre[487]. Ainsi, en octobre, des rapports mentionnaient quelques reprises de culture dans certaines vallées de Dir au moment même où des distributions de blé avaient lieu dans le cadre des mesures compensatoires[488]. En 1999, et malgré les 34,5 millions de USD alloués en quinze ans au district de Dir par le PNUCID, les résultats apparaissent donc toujours mitigés, la satisfaction affichée par les représentants du PNUCID contrastant avec la déception des cultivateurs dont certains poursuivent d'ailleurs leur production d'opium[489]. Et, le 13 juillet 1999, B. Frahi annonçait l'allocation d'une aide

---

également que la campagne d'éradication violait les droits élémentaires garantis par la Constitution de 1973 (articles 18, 23, 24, 25, selon lui) : note 112.

[485] Dawn, *Poppy eradication challenged in PHC*, 03-05-98.

[486] Dawn, *FC to destroy poppy fields in tribal areas*, 30-11-98 (déclarations du brigadier commandant Zahid Naveed).

[487] Dawn, *Setback to poppy eradication*, 07-09-98. Voir également, Dawn, *Dir poppy growers to be compensated*, 06-09-98.

[488] 100 kilos de blé pour un *kanal* de pavot (1 hectare = 8,4 *kanal*) : The News International, *Farmers sow poppy crop in parts of Dir district*, 25-10-98. En mars 1998 et par rapport à 1997, les superficies cultivées en pavot dans le district de Dir seraient passées de 335 à 500 hectares. Le district de Dir produirait ainsi 40 % de l'opium pakistanais : OGD, 1998, *La géopolitique mondiale des drogues 1997/1998* : 104-105

[489] Bernard Frahi et Pino Arlacchi, respectivement représentant du PNUCID à Islamabad et directeur général du PNUCID, se félicitent régulièrement des résultats obtenus au Pakistan, résultats qu'ils qualifient de *plus grand succès mondial de la lutte antinarcotique de cette décennie* : South China Morning Post, *Farmers resist poppy blitz*, 04-05-99.

multidimensionnelle supplémentaire de 22,7 millions de USD au district de Dir afin d'améliorer les conditions de vie des populations concernées par la culture du pavot[490].

Le Pakistan a donc certes très nettement réduit l'importance de sa production d'opium et beaucoup de laboratoires d'héroïne ont été déplacés de l'autre côté de la frontière afghano-pakistanaise. Mais, malgré ces résultats dont le PNUCID et les services antidrogue états-uniens se félicitent, la situation sur le terrain reste caractérisée par un équilibre précaire que seule la poursuite des programmes de développement pourra transformer en réelle avancée[491]. Prudemment, B. Frahi ne manque d'ailleurs pas de rappeler ce point primordial lors de certaines de ses déclarations, comme d'insister sur l'énorme travail qu'il reste à accomplir du point de vue du narcotrafic et de la consommation[492].

L'Iran et le Pakistan suivent donc des tendances similaires dans la mesure où leur importance respective en tant que pays producteurs d'opium diminue très fortement, si ce n'est presque totalement. Certes le Pakistan reste un producteur important d'héroïne et il n'a pas perdu sa place d'exportateur majeur. Mais les situations des deux pays sont néanmoins très contrastées, le Pakistan étant beaucoup plus impliqué dans l'économie de la drogue que ne l'est l'Iran. D'autre part, les contextes géopolitiques interne et externe du Pakistan sont directement liés au narcotrafic et à la prolifération des armes[493], et menacent encore plus le pays d'éclatement, ce qui n'est pas le cas en Iran où la drogue ne joue pas un rôle comparable. Mais comme dans le Triangle d'Or, avec la Birmanie et la Thaïlande, l'Iran et le Pakistan subissent l'impact grandissant du voisinage de l'Afghanistan et de son influence

[490] Bernard Frahi a précisé que cette aide n'était en aucune mesure une compensation versée dans le cadre des programmes d'éradication, mais plutôt un geste humanitaire du PNUCID. Geste qui serait toutefois le premier et le dernier dans son genre : Dawn, *UNDCP announces 22.7m aid*, 14-07-99. En mars 2000, les trois opérations de maintien de l'ordre menées de front dans la « ceinture tribale » de la NWFP (contre les véhicules non dédouanés, les *bara markets* et le recours à la culture du pavot) provoquent toujours le mécontentement de certains agriculteurs de la vallée de la Tirah par exemple (*Khyber Agency*), qui ont détruit les maisons de ceux qui se sont conformés aux ordres d'éradication : Frontier Post, *Tension grows in tribal belt*, 08-04-00 ; et des troubles liés à l'éradication étaient également déclarés dans le district de Bajaur : Dawn, *Five injured in clash over poppy destruction*, 09-04-00.

[491] Des projets de culture de thé existent dans la NWFP et les expériences qui y ont été menées (Swat, Bajaur et Buner) montrent qu'un thé de qualité de type sri lankais et kenyan pourrait être produit dans la région. Les rendements pourraient même y être de 900 kilos / acre contre 638 au Sri Lanka : Business Recorder, *NWFP to become centre of tea cultivation*, 06-04-00. Dawn, *Tea may be planted on poppy fields*, 09-04-00.

[492] South China Morning Post, *Farmers resist poppy blitz*, 04-05-99.

[493] Rôle notoire des services secrets pakistanais, l'ISI, qui, selon les techniques employées avec la CIA durant la guerre d'Afghanistan financent le militantisme cachemiri, ou, précédemment, celui des Sikh, grâce à l'argent de la drogue : voir partie 3.

déstabilisatrice. Quant à la périphérie des pays du Croissant d'Or, là aussi les situations comme les tendances des pays concernés rappellent les réalités du Triangle d'Or.

2.1.2.3. L'Asie centrale et le phénomène grandissant du narcotrafic

[Cartes administratives 21, 22, 23. Cartes de localisation 14, 15, 16, 17]

Si l'Asie en périphérie du Triangle d'Or ressent les influences très nettes du narcotrafic, depuis l'Inde et la Chine jusqu'au Vietnam et au Cambodge, en Asie centrale, ce sont bien sûr celles du Croissant d'Or qui tendent de plus en plus à s'étendre. Certes, là encore, l'Inde et la Chine restent très concernées par l'explosion de la production de l'Afghanistan à travers ses Etats limitrophes.

L'Asie centrale post-soviétique représente désormais une nouvelle aire potentielle de production d'opiacés[494] et de cannabis, même si la nouveauté réside plus dans l'exploitation de ces ressources en l'état que dans le développement des surfaces cultivées[495]. L'accès à l'indépendance des pays de l'Asie centrale a en effet permis qu'ils participent à cette tendance grandissante du recours au narcotrafic que leur ouverture à l'économie mondiale permettait soudainement. Les plantes à drogues existent certes dans la région depuis déjà fort longtemps et les superficies actuellement concernées sont immenses, du moins pour le cannabis. Elles ont aussi la caractéristique notoire de ne pas être cultivées mais d'exister à l'état « sauvage »[496]. Ainsi, dans la vallée de la Tchou, au Kazakhstan, ce sont *4,5 millions d'hectares, moitié désert, moitié steppe, avec des sortes d'oasis où le cannabis sauvage pousse sur environ 130 000 hectares*, qui se prolongent par les 60 000 hectares de la région de Dzhamboul, à quelque 150 kilomètres de la frontière kirghize[497]. Mais les champs de pavot ont eu tendance à se développer tout particulièrement depuis 1987 et les saisies de narcotiques opérées au Kazakhstan avaient en effet triplé en 1992 (2,8 tonnes en 1997 et

[494] La prohibition instaurée en Afghanistan en 2000-2001 et la diminution des productions de près de 70 % pourraient par exemple, si le revirement afghan se confirmait, se traduire par une translation de la production vers l'Asie centrale.
[495] Voir notamment, à propos de la situation des drogues en Asie centrale : Olcott M.B., Udalova N., 2000, *Drug Trafficking on the Great Silk Road : The Security Environment in Central Asia*.
[496] Se référer au chapitre 1.1.1.2. quant à l'emploi du qualificatif de « sauvage » : Schultes R.E., Klein W.M., Plowman T., Lockwood T.E., 1975, *Cannabis : An Example of Taxonomic Neglect* : 22-23.
[497] Kochko D. de, Datskevitch A., 1994, *L'Empire de la drogue : la Russie et ses Marches* : 24-27.

10,55 en 1992, réparties pour 20 % en opiacés et 75 % en cannabis). Le Kirghizstan recèle également de très nombreuses cultures de pavot qui sont soit liées à d'anciennes productions d'Etat, comme dans la région de Chimkent au Kazakhstan[498], soit relèvent de ce qu'on peut qualifier de « plantations potagères », destinées à la production de *koknar*[499].

L'Ouzbékistan n'est pas en reste puisqu'il serait en fait actuellement le principal producteur d'opium d'Asie centrale : entre 1991 et 1992 les superficies cultivées y auraient été multipliées par dix et auraient encore augmenté de 30 % en 1993, chiffres qui, d'après leurs auteurs, ne correspondaient alors qu'à la *partie immergée de l'iceberg*[500]. Néanmoins, les cultures de pavot auraient désormais pratiquement disparu d'Ouzbékistan à la suite de l'opération « pavot noir » (*black poppy*), si l'on en croit les affirmations du INCSR 1998 qui ne font toutefois référence à aucune estimation des superficies cultivées[501]. En 1997, l'OGD, quant à lui, mentionnait encore les importantes productions de la région de Samarcande qui étaient même exportées en Tchétchénie pour y être raffinées[502].

Le Tadjikistan est sans doute également en passe de devenir un producteur significatif d'opium, même si son rôle régional semble plus correspondre à celui d'un pays de transit des opiacés d'Afghanistan. Ce sont les régions de Aini et de Pendjikent qui seraient les premières concernées par la culture du pavot à opium dont 65 hectares auraient été supprimés en 1997, ce qui ne laisserait, selon le INCSR 1998, qu'une toute petite superficie cultivée, laquelle n'est là non plus pas précisée.

---

[498] L'ancien et unique lieu de production d'opiacés à usage pharmaceutique de l'ex-URSS, la « bio ferme » Dzerjinski, se trouve à Chimkent, au Kazakhstan. Les plantations d'Etat étaient légales en Kirghizie jusqu'en 1973 et, en 1974, le pavot à huile a remplacé le pavot à opium qui poussait dans les régions de Taldy-Kourgan et de Semipalatinsk, au Kazakhstan. Les plantations de pavot, quel qu'il soit, ont finalement été complètement interdites en 1987 et l'URSS de Gorbatchev a alors commencé à se fournir en opiacés en Inde : *ibidem*. Quant à l'ancienne usine de Chimkent, elle existe toujours et est désormais d'accès strictement interdit, surtout depuis son rachat par deux groupes mafieux : OGD, 1997, *La géopolitique mondiale des drogues 1995 / 1996* : 55, et Allix S., 1998, *La petite cuillère de Schéhérazade* : 153.

[499] *Koknar : décoction tirée de la paille de pavot. Abondamment et traditionnellement employé dans toute l'Asie centrale, notamment pour ses vertus médicinales* : Kochko D. de, Datskevitch A., 1994, *Op. cit.* : 30. Les « plantations potagères » sont des plantations individuelles qui, comme leur nom l'indique, sont disséminées dans les jardins privés.

[500] *Ibidem* : 37.

[501] Durant l'opération « pavot noir » de 1993, qui a débuté cette année-là, la superficie maximum découverte était de 2 hectares. En 1998, ce ne sont que 2,9 hectares qui ont été éradiqués, indiquant donc, selon le INCSR, que la production est désormais quasi inexistante. Lorsque l'on sait que le pays a connu une augmentation de 30 % des superficies cultivées entre 1992 et 1993, l'on peut se demander comment il a pu se débarrasser de presque toute production, comme l'affirme le INCSR 1998 : Voir Dépêche internationale des drogues, N° 22 (août 1993) et INCSR 1998, 1999, *Op. cit.* : *Uzbekistan*. Trente hectares de pavot ont été éradiqués en 1995 et vingt en 1996, selon le INCSR 1996, 1997, *Op. cit.*.

[502] OGD, 1997, *Op. cit.*.

Les statistiques disponibles semblent être encore plus partielles, et partiales vu le degré de corruption existant, dans ces pays d'Asie centrale que dans les espaces du Croissant d'Or et du Triangle d'Or. Les services de lutte antidrogue apparaissent en effet particulièrement démunis pour exercer un contrôle sur des régions aussi étendues, aux reliefs tourmentés et aux situations politiques très instables. Ainsi, si l'on tient compte des tendances qui existaient au début des années 1990, l'Asie centrale serait en voie de devenir une région productrice d'opium. Mais si l'on se réfère aux données des pays concernés et du INCSR, alors la production d'opiacés serait sur le point d'être totalement éradiquée, chose qui n'a même pas pu être réalisée en Thaïlande ou au Pakistan, où de longues années et de très intenses et coûteux efforts ont été nécessaires pour obtenir des résultats somme toute mitigés. Le PNUCID, qui met en place de nombreux programmes de développement alternatif et travaille à la création et au renforcement d'organes de lutte antidrogue en Asie centrale, y reconnaît l'importance prise par les cultures de pavot sans toutefois en estimer les superficies. Mais le PNUCID développé à Tachkent un programme très particulier, et qui prêtera sans aucun doute à controverse, sous le nom de *Research and Development of an Environmentally-Safe and Reliable Biological Control Agent*, et ce au sein du projet *Strategy for Coca and Opium Poppy Elimination* (SCOPE)[503]. Le projet consiste à développer un champignon pathogène, *Pleospora papaveracea*[504], qui, d'après les recherches et les tests effectués, serait désormais à même de provoquer une épiphytie qui ravagerait les populations de pavot[505].

---

[503] UNDCP : *Sub-regional activites, Ongoing activities in Central Asia* : http ://www.undcp.org , et ODCCP : http://www.odccp.org. En 1998, le programme était financé par le Royaume-Uni et les Etats-Unis, à hauteur de 495 000 USD. Le projet SCOPE, du PNUCID, est un projet mondial d'éradication de la coca et du pavot à opium grâce à l'utilisation très controversée du champignon *Fusarium oxysporum* (ou EN-4, découvert accidentellement lorsqu'il a détruit une culture expérimentale de coca (pour Coca-Cola) à Hawaii). Des recherches sur le *Fusarium* sont financées par le *United States Department of Agriculture* (USDA) dans le cadre de la lutte anticannabique aux Etats-Unis (le programme de Floride a été abandonné compte tenu des risques élevés de mutation génétique du *Fusarium*) : UNDCP Projet E/CN.7/1998/PC/CRP.4, Vienna, March 3, 1998 (disponible sur http://www.tni.org). Covert Action Quarterly, *Biological Roulette : The Drug War's Fungal Solution ?*, Spring 1998. New Scientist, *A Very Unholy War*, 11-09-99 ; *Operation Eradicate*, 11-09-99. Voir également le cas des cocaïers de Colombie et du programme, fortement soutenu par les Etats-Unis et le PNUCID, de développement de « l'herbicide biologique » qu'est le champignon pathogène *Fusarium oxysporum* : Mother Jones Magazine, *Drug Control or Biowarfare?*, 03-05-00. New York Times, *Fungus Considered as a Tool to Kill Coca in Colombia*, 06-07-00 ; *Drug War Awaits Attack of Killer Fungus*, 18-07-00.

[504] Voir chapitre 1.2.1.2.

[505] Le problème, et le risque, majeur est bien sûr de savoir si le champignon en question limitera son action au pavot, ce qui explique que le projet n'ait pas encore dépassé le stade expérimental. On imagine en effet les conséquences politiques qu'une erreur pourrait provoquer dans une région où l'influence états-unienne est loin d'être toujours appréciée. C'est entre autres pour cette raison que les recherches s'effectuent à Tachkent dans l'ancien *Garden of Victory* où l'URSS mettait au point les germes pathogènes qui auraient pu être utilisés dans une guerre alimentaire biologique contre l'Occident. Le centre a désormais été rebaptisé *Uzbekistan Institute of*

Mais l'Asie centrale est désormais surtout concernée par la trafic des opiacés, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan se trouvant en première ligne de la périphérie du Croissant d'Or et surtout de son producteur principal qu'est l'Afghanistan. Ainsi, l'abondance avec laquelle les différentes agences de presse peuvent relater les saisies d'opiacés en Asie centrale contraste fortement avec l'inexistence des rapports mentionnant d'éventuelles opérations d'éradication (même en 2001, ce qui confirme l'existence d'importants stock d'opium afghan). Certains qualifient néanmoins l'Asie centrale de « Croissant d'Or élargi » et estiment, à juste raison au moins quant à l'importance prise par le trafic, qu'Asie centrale et Caucase ne se situent désormais plus en périphérie du Croissant d'Or mais y auraient été intégrés[506]. Mais, si cela n'est pas encore la cas, compte tenu de la situation qui prévalait au début des années 1990, l'Asie centrale ne peut toutefois pas raisonnablement prétendre avoir résolu le problème de la production d'opium d'une façon aussi radicale que certains rapports voudraient bien le faire croire. D'autant plus que d'autres productions existent, comme celle de l'*Ephedra vulgaris* dont le Kazakhstan possède par exemple de vastes champs. Aussi, comme le rapport 1998 de l'OGD l'estime, *on est en droit de se demander si dans cet ensemble qu'est l'Asie centrale, où le credo reste ouverture économique et libéralisme forcené, une lutte antidrogues d'une autre envergure que celle visant les petits passeurs pourrait se concilier avec l'opacité générale du monde des affaires dans l'ex-Union soviétique*[507].

Genetics et deux cents scientifiques y ont modifié le *Pleospora papaveracea* commun de façon à ce qu'il touche les pavots d'une façon plus radicale et en utilisant leur caractère déhiscent (puisque le champignon serait répandu par les spores du pavot). Les recherches initiales avaient été entreprises à la fin des années 1980 par les scientifiques soviétiques et furent reprises par le Professeur Abdusattar Abdukarimov lors de la réouverture du centre en 1992 : Christian Science Monitor, *At Heroin's Source, Hope Rises For a Way To Cut Opium Crops*, 18-03-98. Sunday Times, *The West's secret weapon to win the opium war*, 28-06-98 ; *Britain funds biological war against heroin*, 28-06-98 ; *Fungus nip drug in bud*, 28-06-98. Le problème se pose également et de façon très grave avec les programmes d'éradication de la coca colombienne par le *Fusarium oxysporon* : voir l'article de Mother Jones Magazine dénonçant, documents à l'appui, les prises de risques inconsidérées d'un tel projet : Mother Jones Magazine, *Drug Control or Biowarfare?*, 03-05-00.

[506] Bezanis L., 1996, *An Enlarged Golden Crescent*, in Transition, Vol. 2, N° 19, 20-09-96.

[507] OGD, 1998, *Op. cit. :* 99.

2.1.3. Les drogues de synthèse : reconversion ou diversification des régions de production ?

2.1.3.1. Ephedra, éphédrine et méthamphétamine : quelques notions

Les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, ces régions « traditionnelles » de production d'opium, connaissent depuis quelques années le développement très rapide et très important de nouvelles productions illicites. Les nouveaux modes de consommation de drogues, que l'on a pu observer dans le monde occidental, se sont répandus en Asie où les drogues de synthèse connaissent désormais un succès de plus en plus affirmé auprès des couches les plus jeunes de la population. Mais du point de vue de l'économie de la drogue, l'aspect novateur réside surtout dans les logiques de localisation de la production des drogues de synthèse. A la différence de l'héroïne ou de la cocaïne, celles-ci ont en effet la particularité de pouvoir être produites à proximité plus ou moins immédiate des centres de consommation. Les réseaux locaux ou régionaux priment donc ici sur ceux, plus tentaculaires et mondiaux, du trafic des opiacés puisque, en Occident comme en Orient, ces productions visent les marchés de proximité. Ainsi, le Triangle d'Or connaît depuis quelques années un élargissement de leur production d'opiacés vers celle des drogues de synthèse. Mais cette transformation que nous évoquons n'est d'ailleurs peut-être pas tant une reconversion qu'une diversification de la production.

Les principales drogues de synthèse actuellement produites de façon illicite en Asie sont les amphétamines et les méthamphétamines, ainsi que l'ecstasy ; elles font partie des ATS ou *Amphetamine-Type Stimulants*[508]. La méthamphétamine, qui constitue de loin la drogue de synthèse la plus consommée en Thaïlande, est un dérivé amphétaminique aux puissants effets stimulants, particulièrement prisés par la jeunesse d'un nombre croissant de pays mais aussi par certains travailleurs, comme les chauffeurs et les agriculteurs par exemple. Aussi, avant de constater les dimensions prises par la production, le trafic et la consommation des dérivés amphétaminiques en Asie, il est primordial de comprendre les avantages liés à ce nouveau type de narcoéconomie. En effet, un aspect caractéristique

[508] UNDCP, 1996 a, *Amphetamine-Type Stimulants : A Global Review*.

fondamental de la production de ces drogues de synthèse réside dans sa très grande flexibilité, toutes les étapes de la production étant caractérisées par beaucoup plus de flexibilité et de facilité que celles des opiacés.

La méthamphétamine[509] peut être produite à partir de l'extraction de l'éphédrine qui est un alcaloïde contenu dans certains *Ephedra*, seul genre de la famille des gnétacées[510]. Ce sont des buissons ou des lianes xérophytes qui poussent dans les régions tropicales et tempérées sèches. Il existe une soixantaine de variétés d'*Ephedra* qui se répartissent depuis les Amériques et la Méditerranée jusqu'en Chine, en passant par les déserts et steppes d'Asie centrale. La plante est notamment connue en Chine sous le nom de *mahuang*[511] (*Ephedra sinica*) où son utilisation à des fins médicinales est vieille de cinq mille ans. Certains *Ephedra*, donc, contiennent entre 0,5 et 2,5 % d'alcaloïdes dont 30 à 90 % d'éphédrine selon les espèces. L'extraction de l'éphédrine se fait comme pour la majeure partie des alcaloïdes, à l'aide de carbonate de sodium, d'acide chlorhydrique et de chloroforme. Il faut 1,6 tonne d'éphédrine, laquelle peut également être obtenue par pure synthèse[512], pour obtenir une tonne de méthamphétamine qui permettra de produire près d'un million de pilules de méthamphétamine (pour une dose unitaire de 1,07 gramme de substance active).

La production illicite de méthamphétamine présente de nombreux avantages par rapport à la production d'héroïne, avantages exposés ici très sommairement. La complexité du procédé d'extraction et de raffinement nécessaire à l'obtention d'héroïne N° 4 est en premier lieu incomparable avec la simplicité des quelques étapes de la production de méthamphétamine. D'autre part, si l'opium ne permet l'obtention que d'un seul type majeur de substance, il n'en est pas de même avec l'éphédrine de l'*Ephedra* qui peut également permettre d'obtenir de la methcathinone (éphédrone[513]). En effet, sans rentrer dans trop de détails, dans les cas des ATS, différents produits peuvent être obtenus à partir d'un même

[509] Egalement appelée *ice*, *shabu*, *cranck*, *crystal meth*, ou, en Thaïlande, *yaa baa* / *yaa maa*
[510] *Ephedraceae* en anglais où elle est décrite comme la seule famille de l'ordre des *Ephedrales.*
[511] Décrivant les caractéristiques marquantes de la plante : astringente (*ma*) et de couleur jaune (*huang*).
[512] Pour plus de détails historiques, botaniques et légaux, voir : *United States Drug Intelligence Center* : *Ephedra : A Potential Precursor for D-Methamphetamine Production* :
http ://www.usdoj.gov/ndic/publications/ephedra_a_potential_precursor_for_dmeth_production/303.htm
Blumenthal M., *Mahuang : Ancient Herb, Ancient Medicine, Regulatory Dilemma* :
http ://www.healthy.net/library/journals/HerbalGram/1995/Summer/features/mahuang.htm
[513] La methcathinone est produite à base d'éphédrine et est de structure identique à celle de la méthamphétamine et de la catinone (principe psychoactif du kat, ou *Catha edulis*). Elle fut baptisée « éphédrone » en URSS à la suite de sa production par des laboratoires clandestins, à Leningrad en 1982 : OGD, 1996, *Op. cit.* : 226. UNDCP, 1996 a, *Op. cit.*

précurseur clé, pouvant lui-même être issu de pré-précurseurs variés[514]. Quant aux procédés de transformations, ils sont également caractérisés par une très grande flexibilité, plusieurs techniques différentes pouvant être utilisées. Enfin, un aspect prépondérant réside dans les quantités de précurseurs nécessaires à la production des ATS, qui sont de loin inférieurs à celles qui sont exigées en pavot pour obtenir de l'héroïne par exemple[515]. Au niveau du contrôle de ces substances à leurs différents stades d'élaboration, les différences sont là aussi particulièrement accusées. En effet, si le pavot à opium est sujet à une législation particulière, ce n'est pas le cas des *Ephedra* qui ne deviennent illicites que lorsque leur utilisation est susceptible de détournement[516]. L'éphédrine et la méthamphétamine sont quant à elles bien sûr concernées par la législation internationale sur les drogues (Convention de 1971).

Il suffit donc de connaître ces quelques avantages de production, le fait qu'il existe un marché de consommation grandissant, surtout en Asie du Sud-Est, comme l'importance des populations d'*Ephedra*, dites sauvages, de la Chine et du Kazakhstan par exemple, pour comprendre que les narcotrafiquants déjà impliqués dans la production d'héroïne puissent se reconvertir et, ou, se diversifier dans le commerce de la méthamphétamine. Plus facile et moins chère à produire que l'héroïne[517], la production et la consommation de *yaa baa* est un phénomène narcotique en pleine explosion en Asie du Sud-Est. L'Asie suit d'ailleurs de près l'Amérique du Nord et l'Europe quant à l'importance du trafic des ATS, même si la quantité totale de précurseurs d'ATS ayant été saisie en 1994 en Asie ne constituait que 1 % des saisies mondiales. Le PNUCID mentionne ainsi dans l'un de ses rapports qu'il existe *une diversification croissante de l'industrie des drogues illicites dans plusieurs régions, et en l'occurrence, dans le Triangle d'Or*[518].

---

[514] *…ces drogues offrent de multiples avantages : possibilité d'élaborer la drogue au plus près des marchés… grande souplesse de la fabrication qui permet d'échapper aux contrôles (à partir d'huiles de sassafras, de camphre ou de noix de muscade, on peut obtenir le safrole et le pipéronal, précurseurs de l'ecstasy ; ces substances peuvent ensuite servir à en synthétiser d'autres qui, à leur tour, permettront de produire indifféremment de la MDMA ou n'importe lequel de ses analogues…).* : OGD, 1998, *Op. cit.* : 15.
[515] UNDCP, 1996 (a), *Op. cit.* : 50.
[516] *Ibidem* : 52.
[517] Ainsi, en Birmanie, en 2000, le coût de production d'une pilule de méthamphétamine était estimé à 8 cents. La même pilule étant revendue environ 3 USD au détail dans les rues de Bangkok. Le prix d'une pilule a néanmoins baissé entre 1999 et 2000 en Thaïlande (de 100 à 40 ou 60 bahts) à cause de la véritable inondation qu'a connu le marché thaïlandais. La consommation s'en est donc logiquement ressentie et a considérablement augmenté : Bangkok Post, *Falling prices fuel spread of addiction*, 11-06-00.
[518] UNDCP, 1996 (a), *Op. cit.* : 59.

2.1.3.2. Yaa baa et la diversification du Triangle d'Or

[Cartes administratives 18, 19, 20. Cartes de localisation 11, 12, 13]

L'Asie du Sud-Est connaît depuis quelques années, en fait depuis le début des années 1990, une explosion de la production d'ATS, et tout particulièrement de celle de méthamphétamine[519]. Certes, d'autres *designer drugs* tendent à se répandre en Thaïlande par exemple[520], mais elles y ont une importance moindre et ne sont de toute façon pas toujours très bien identifiées.

La Chine possédant, d'une part, d'importantes superficies d'*Ephedra* poussant à l'état sauvage, entre autres dans le Yunnan et le Fujian, et étant d'autre part le premier producteur mondial d'éphédrine, les narcotrafiquants basés en Birmanie ont tiré avantage d'une tendance mondiale à la consommation d'ATS. En effet, les premiers laboratoires de méthamphétamine ont probablement été installés dans les régions collinéennes wa (au sud-est de Pangshang) vers 1993 et surtout après 1995[521]. La Chine, déjà très concernée par une augmentation du trafic et de la consommation d'opiacés sur son territoire, phénomène qu'elle attribue à la situation birmane, menaçait en 1997 de mettre fin à ses exportations alimentaires vers la Birmanie, *via* la région wa, si le flot de drogues n'était pas endigué, et ce alors que c'est en fait Pékin qui dépend de Rangoun pour sa sécurité alimentaire[522]. Mais, malgré la recrudescence de la production birmane de méthamphétamine, les menaces n'ont toujours pas été mises à exécution.

La production de *yaa baa*, nom donné en thaï à la méthamphétamine[523], est concentrée en Birmanie et principalement dans les régions contrôlées par les Wa de la UWSA. Si d'autres lieux de production existent en Asie du Sud-Est, comme en Thaïlande, au Laos, et au Cambodge, l'immense majorité de *yaa baa* (plus de 90 %) provient toutefois de Birmanie. La

---

[519] Chouvy P.A., 1999, *Drug Diversity in the Golden Triangle*, in Crime and Justice International, Vol. 15, N° 33 (October 1999), pp. 5, 6, 18.
[520] « Nexus » par exemple, un dérivé amphétaminique présenté sous deux formes, 2CB et 2CD, est rentré dans la liste de catégorie 1 fin juin 1999 : Bangkok Post, *Ban to be slapped on designer drugs*, 24-06-99.
[521] Far Eastern Economic Review, *Speed Demons. Asia's Newest Drug Scourge : Mass-Produced Stimulants*, Bertil Lintner, 08-05-97. Nation, *A major security threat called 'yaa baa'*, 22-07-00.
[522] *Ibidem.* Concernant surtout les exportations de riz biman vers la Chine.
[523] *Yaa baa* signifie « pilule de folie ». L'appellation première était celle de *yaa maa* ou « pilule de cheval », également le nom d'une compagnie pharmaceutique. Le ministre de la Santé de l'administration Chavalit, Sanoh Thienthong, a donc décidé de parler non plus de *yaa maa* mais de *yaa baa* : Bangkok Post, *Old habits die hard*, 06-12-98.

Chine, quant à elle, ne semble pas connaître de production importante, même si le premier laboratoire d'ecstasy a été découvert fin 1997 dans la région autonome du Zhuang Guangxi. Mais la production et le commerce d'éphédrine ont beaucoup plus de succès en Chine où l'on a même pu soupçonner l'APL d'être impliquée en raison de l'importance des quantités exportées dans le monde[524]. Les Wa de la UWSA, donc, ont très nettement étendu leurs activités de production d'héroïne à celle de la méthamphétamine dont ils inondent littéralement la Thaïlande[525]. Ainsi, on estime à cent millions le nombre de pilules ayant été distribuées en Thaïlande durant la seule année 1997. Seules vingt-quatre millions d'entre elles ont pu être saisies, beaucoup plus déjà que les neuf millions de 1996, lorsque la drogue faisait son entrée dans la première catégorie du classement thaïlandais des narcotiques, mais près de deux fois moins que les 45 millions de 1999[526]. Si l'on sait qu'en Thaïlande la lutte contre l'opiomanie a provoqué un important recours à l'héroïne, on est généralement moins conscient de l'effet pervers de la hausse du prix de l'héroïne en 1996 qui s'est traduite par une augmentation sans précédent de la consommation de *yaa baa* et de la criminalité lui étant liée (violence armée le long de la frontière birmane par exemple)[527]. En 1998, ce sont plus de 200 millions de pilules que l'on estimait avoir été distribuées en Thaïlande, soit deux fois plus que les 400 millions supposément introduites en 2000 en Thaïlande, et ce à partir d'un potentiel de production de 600 millions de pilules en Birmanie[528].

Ainsi, selon le secrétaire général du *Narcotics Control Board*, ce sont quelque vingt-trois laboratoires d'amphétamine qui étaient répartis du côté birman de la frontière thaïlandaise en 1998[529], alors qu'était estimé entre quatorze et dix-sept le nombre de ceux qui

---

[524] Le conglomérat militaro-industriel *999* permet à l'APL de contrôler 10 % de l'industrie pharmaceutique et chimique chinoise, soit 400 usines, selon le rapport 1998 de l'OGD : *Op. cit.* : 60.

[525] Les Wa produisent également de l'ecstasy à un coût trois inférieur à celui provenant d'Europe : Bangkok Post, *Cheap ecstasy making inroads*, 25-04-00.

[526] Les crimes liés à la catégorie 1 prévoient l'application de la peine capitale selon la gravité des actes commis.

[527] La hausse des prix de l'héroïne suivait la reddition de Khun Sa : Far Eastern Economic Review*, Drug Buddies : the heroin trade fights back-With official help*, Bertil Lintner, 14-11-96. Mais en 1998, Banpote Piamdi, le directeur du département nord du NCB (*Narcotics Control Board*) estimait que certains consommateurs d'amphétamines se réorientaient vers l'héroïne dont les prix avaient baissé à la suite de l'engouement pour le *yaa baa*. Les consommateurs se plaindraient des effets secondaires liés à l'ajout de chloroforme que certains producteurs utilisent pour augmenter leurs profits : Bangkok Post, *Users switch again to cheap heroin*, 22-06-98.

[528] Bangkok Post, *400m pills to flood streets of Thailand*, 17-04-00 ; *Flood of speed pills from Burma expected this year*, 16-03-00 : selon le *Thai Farmers Research Center* et le *Narcotics Suppression Bureau*.

[529] Déclaration de Theerapat Santimathneedol : Bangkok Post, *Avalanche of drugs predicted*, 28-08-98. En mai 2000, 1,2 tonne d'éphédrine, représentant un potentiel de production de 500 millions de pilules de méthamphétamine, était saisie dans le district thaïlandais de Fang. La cargaison était en toute probabilité, et

opèrent en Thaïlande même, où le premier laboratoire a été découvert et détruit dès 1986 entre Nakhon Pathom et Ratchaburi[530]. En juin 1999 une opération de nettoyage visant des laboratoires d'héroïne et d'amphétamine était lancée par les forces de police, de l'armée de terre et de l'air, dans les provinces de Chiang Maï, Chiang Raï et Mae Hong Son[531]. En 2000, les autorités thaïlandaises estimaient alors que les Wa de la UWSA possédaient quelque 50 laboratoires, dont une grande partie autour de Mong Yawn[532], alors que la *Third Army* en évaluait le nombre à 87 en mars 2001, à partir desquels une quinzaine de routes principales permettait l'exportation de la méthamphétamine vers la Thaïlande[533]. Mais la UWSA gérerait aussi une dizaine de laboratoires d'amphétamine autour de Tachileck, et d'autres autour de leur base de Sam Sao, où deux millions de pilules seraient produites chaque mois (surtout de l'ecstasy), alors que la famille de Khun Sa en contrôlerait quelques-uns dans la région de Lin Ming Xian (ESSA), au sud-est de Kengtung[534]. Aux frontières du Laos et de la Chine, la Région spéciale N° 4, fief de Lin Ming Xian, serait quant à elle devenue l'une des principales zones de production d'amphétamine de Birmanie, à proximité du marché thaïlandais[535]. En

---

selon la *Phamuang Task Force*, destinée aux laboratoires des Wa de la UWSA. Et durant les 5 premiers mois de l'année 2000, 22 tonnes de caféine, précurseur majeur de la production d'amphétamine (potentiel de 400 millions de pilules à partir de 22 tonnes) mais également de l'héroïne, ont été saisies dans le nord. Tout transport de caféine dans les six provinces du nord est désormais soumis à un strict contrôle : Bangkok Post, *Precursors of 500 million pills seized*, 13-05-00 ; *Border villages to get priority*, 14-05-00.

[530] Bangkok Post, *Fourteen speed pill firms rule the roost*, 26-10-98. Début novembre 1999, quelque 500 kilos de préparation chimique, destinée à la production de dix millions de cachets de méthamphétamine, étaient saisis dans un laboratoire de Bangkok : South China Morning Post, *Police seize chemicals for 10 millions speed pills*, 05-11-99. Nation, *A major security threat called 'yaa baa'*, 22-07-00.

[531] Bangkok Post, *Border raids ordered on drug plants*, 29-06-99

[532] Far Eastern Economic Review, *Thailand : Flash Point*, Tasker R., Crispin S.W., 01-06-00.

[533] A l'occasion de la conférence de Chiang Raï sur les problématiques thaïlandaises de la drogue, qui s'est tenue les 10 et 11 mars 2001, la *Third Army* a fait part de ses connaissances de la situation de la production de *yaa baa* en Birmanie. Ainsi, quelque 87 laboratoires opèreraient principalement entre Panghsang et Mong Yawn. Seulement 23 de ces laboratoires seraient en mesure de réaliser la production chimique de méthamphétamine, alors que les 67 autres ne serviraient qu'à son conditionnement sous forme de pilules. Chaque laboratoire de conditionnement possèderait deux machines pouvant produire sept pilules par seconde, soit 25 200 par heure. Le général Wattanachai estimait qu'entre 800 millions et un milliard de pilules avaient été produites en 2000, dont 200 millions seraient entreposées en Birmanie : Nation, *Drug Special : Three major gangs, 87 production plants*, 10-03-01.

[534] Le troisième fils de Khun Sa, Sam Seun en shan ou Pairot Changtrakul en thaï, serait particulièrement impliqué dans le narcobusiness et se serait installé à Tachileck. Pinyo Chaithong, directeur de l'ONCB, déclarait en juillet 1999 que Khun Sa, l'un de ses fils, et certains membres de l'ancienne MTA, avaient repris leurs activités dans le narcotrafic : Reuters, *Ex-druglord Khun Sa back in business*, 22-07-99.
Le second fils de Khun Sa, Chang Weikang est également très actif dans l'Etat shan, où il aurait ouvert un casino sur la frontière thaïlandaise. La junte birmane lui aurait même demandé, début 2000, de mettre en place une nouvelle milice pro-Rangoon qui pourrait s'opposer à la UWSA et aux divers mouvements armés shan dont la *Shan State National Army* : South China Morning Post, *Junta turns to militia to help subdue Shan*, 25-04-00.

[535] OGD, 1998, *Op. cit.* : 65-69, 76.

juillet 1999, plus d'un million de pilules provenant des laboratoires des Wa étaient saisies à Mae Saï alors que ceux-ci venaient de proposer d'échanger cinq millions de pilules contre quarante véhicules tout terrain[536].

La production d'amphétamine augmentant largement en Birmanie, les forces armées thaïlandaises ont même considéré pénétrer en territoire birman pour y pourchasser producteurs et trafiquants[537]. En juillet 1999, une opération de grande envergure était lancée, qui regroupait différentes branches des forces armées thaïlandaises. L'opération, prenant place au sein d'une bande de quarante kilomètres de long et de trois de large sur la frontière birmano-thaïlandaise (des districts de Mae Aï, province de Chiang Maï, à ceux de Mae Chan et de Mae Fa Luang, province de Chiang Raï) visait aussi bien le trafic de drogues, d'armes ou encore de bois. S'attendant à une retraite des forces de la UWSA, la Thaïlande aurait même obtenu l'accord du gouvernement birman afin de pouvoir poursuivre les trafiquants et détruire leurs laboratoires, malgré le fait que Wei Hsueh-kang (UWSA, donc proche de la junte) possède quelques laboratoires mobiles d'amphétamine dans cette région, autour de Mong Yawn[538]. Les trafiquants d'amphétamine de la UWSA, semble-t-il gênés par le déploiement de quelque huit cents hommes sur une bande frontalière de quarante kilomètres de long, auraient alors modifié leur axe de trafic en réutilisant une ancienne route empruntée dans les années 1960 - 1970 par les insurgés communistes du *Communist Party of Thailand* (CPT)[539].

A la même époque, en juillet 1999, les services de renseignement thaïlandais mentionnaient que la junte birmane pourrait être en train de passer un accord avec la UWSA afin de garder le contrôle de la région s'étendant entre Moulmein et Mae Sot et d'empêcher une résurgence de la résistance karen. En échange, les Wa obtiendraient l'autorisation d'y développer plusieurs lignes de bus, privilège déjà accordé à Khun Sa, ainsi que d'y installer

[536] Bangkok Post, *Speed seizure linked to Red Wa stockpile of five million*, 10-07-99.
[537] En l'occurrence pour arrêter « Bang Ron » Ngerntongfoo, trafiquant thaïlandais d'amphétamine ayant échappé aux forces de police à Bangkok et supposé s'être réfugié en Birmanie en territoire wa : Bangkok Post, *Thais move to snare Bang Ron*, 30-10-98 ; *Army rules out cross-border operation*, 03-11-98 ; *Bang Ron likely in Burma*, 30-11-98 ; *Bang Ron reported to be with Red Wa Army*, 29-12-98. Surachai Ngernthongfu, *alias* « Bang Ron », est sous le coup d'un mandat d'arrêt en Thaïlande après que les forces de l'ordre aient trouvé 750 000 pilules de méthamphétamine à son domicile.
[538] Bangkok Post, *Drug gangs targeted in joint sweep*, 15-07-99.
[539] Bangkok Post, *Gangs dodge troops with million pills*, 22-07-99.

un laboratoire de méthamphétamine[540]. La *Third Army* thaïlandaise estimait alors, en 1999, qu'il y avait quelque cinquante-sept laboratoires déjà établis à Myawaddy, en face de Mae Sot, et que des membres de la *Democratic Karen Buddhist Army* (DKBA, pro-SPDC) se chargeaient du trafic des amphétamines depuis la Birmanie jusqu'en Thaïlande[541]. Un haut gradé du *National Narcotics Operation Centre* déclarait ainsi en juillet 1999 que le gouvernement birman était *directement impliqué dans le flux de millions de pilules de méthamphétamine* qui inondait la Thaïlande puisqu'elle soutenait directement les exportations de la UWSA[542]. C'est d'ailleurs ce que les déclarations du colonel commandant la *Fourth Infantry Regiment Task Force* (ou *Naresuan Task Force*, *Third Army*) corroborent en élargissant le phénomène à la participation de la DKBA[543]. Même le commandant en chef des forces armées thaïlandaises, le général Surayud Chulanont, l'ancien chef des services secrets, a exprimé en mai 2000 sa frustration face à l'incapacité dans laquelle se trouvait le royaume d'endiguer le flot de *yaa baa*. Il définissait également la UWSA comme représentant la plus grave menace extérieure à la sécurité thaïlandaise[544]. La situation thaïlandaise a atteint une telle gravité qu'en septembre 2000, dans un contexte de

---

[540] South China Morning Post, *Junta 'let tribe open narcotics factory in return for fighting rebels'*, W. Barnes, 21-07-99 : sources du quotidien thaïlandais Phuchatkan Thai, non confirmées mais corroborant d'autres rapports similaires.

[541] La DKBA soutient la junte birmane (qui a largement orchestré et instrumentalisé sa scission d'avec la KNU), et est soutenue par celle-ci, dans le conflit qui les opposent à l'autre faction karen, la *Karen National Union* (KNU). La KNU fut fondée en 1947 pour défendre les intérêts des Karen mais son histoire mouvementée et les divisions qui existaient entre les factions chrétienne et bouddhiste furent exploitées avantageusement par la junte qui parvint à ce que la faction bouddhiste (DKBO et DKBA) fasse scission en décembre 1994. Manerplaw, le quartier général de la KNU, devait finir par tomber à la suite de la précieuse aide apportée à la junte par la DKBA. (Pour plus de détail, voir les ouvrages de Lintner B., 1994 b, *Op. cit.* ; Rotberg R.I., 1998, *Op. cit.* ; Smith M., 1991, *Op. cit.*). Pour les laboratoires de Myawaddy et la rôle de la DKBA, voir Bangkok Post, *Authorities told to stop inflow of drugs via Tak*, 27-07-99 ; *Burmese border factories wreaking havoc*, 24-05-00.

[542] Bangkok Post, *Rangoon's troops active in drug trade*, 25-07-99.

[543] Bangkok Post, *Authorities told to stop inflow of drugs via Tak*, 27-07-99. La *Naseruan Task Force* a saisi, en deux opérations espacées seulement d'une semaine en avril 2001, d'abord 7,7 millions de pilules de méthamphétamine puis 6 autres et 5 kilos d'héroïne dans la même région de Tak (district de Phop Phra) après deux engagements armés avec des hommes de la DKBA. Pour le général Wattanachai Chaimuenwong, commandant de la *Third Army*, ces caravanes protégées par la DKBA démontrent le rapprochement stratégique opéré entre cette faction karen et les Wa de la UWSA qui produisent la méthamphétamine : Bangkok Post, *Army seize speed pills after clash with Karen guerrillas*, 19-04-01. Nation, *Third Army seize 7.7m pills in Tak*, 19-04-01 ; *Army task force halts drug caravan, seizes pills and heroin after gun battle*

[544] Bangkok Post, *Drug-producing Wa Army seen as top external security threat*, 12-05-00 ; *Thailand at risk from rising crime*, 25-06-00 : La production, le trafic et la consommation de drogues ont été définis par le général de division Watcharapol Prasarnrajkit, commissaire adjoint du *Narcotics Control Bureau* thaïlandais, comme le « problème le plus dangereux » auquel l'ASEAN devait faire face, la Thaïlande se trouvant en première ligne des trois dimensions du problème narcotique et menaçant de devenir le centre criminel régional majeur (ce qu'elle d'ailleurs déjà).

militarisation accrue de la frontière birmano-thaïlandaise et d'une augmentation potentielle de l'aide militaire états-unienne, le directeur du *National Security Council*, Khachadpai Burusapatana, déclarait que le pays pourrait bien perdre sa guerre contre la drogue d'ici 2002[545]. Ainsi, du point de vue thaïlandais, la situation ne cesse d'empirer sur sa frontière birmane, comme l'indique encore en juillet 2000 le projet de rénovation par la UWSA de 150 kms de la vieille route stratégique reliant Mong Kyawt à Homong[546], parallèlement à la frontière. L'autorisation de réparer la route accordée par la junte birmane à la UWSA entre dans le cadre de leur opposition cumulée à la SSA, dont la résistance entrave encore en 2000 les pleines activités du narcotrafic de la UWSA[547].

Les déclarations d'officiels thaïlandais[548] se multiplient et dénoncent jusqu'à la responsabilité directe de Khin Nyunt, le premier secrétaire du SPDC, dans le développement de la UWSA et le soutien du narcotrafic auquel elle se livre : Surayud aurait ainsi déclaré que Khin Nyunt agissait envers la UWSA comme envers « sa propre armée ». L'armée thaïlandaise présente donc des signes clairs de frustration et d'impatience face à l'aggravation de la situation de la production de méthamphétamine en Birmanie, et le ministre de l'Intérieur lui-même aurait concédé que la Thaïlande appuyait la conduite d'opérations de sabotage en Birmanie[549]. Ce qui remettrait définitivement en question, d'une part la passivité de la

---

[545] Stratfor, *Plan Thailand : Counter-Narcotics Aid to Bangkok*, 22-09-00. Nation, *Drugs a losing battle, warns security chief*, 23-09-00.
Le chef du NSC déclarait en novembre 2000 que le narcotrafic et la corruption étaient désormais considérés comme les principales menaces à la sécurité nationale thaïlandaise et seraient intégrés comme telles lors du prochain plan d'action de sécurité stratégique : Bangkok Post, *Planners to target graft and drugs*, 12-11-00.

[546] Ban Homong, l'ancien quartier général de la Mong Taï Army (MTA), est désormais sous l'autorité du colonel Maha Ja qui joue un rôle actif dans le narcotrafic local et régional. Son frère, le colonel Maha Sang, commande 200 hommes de la *Wa National Army* (WNA), et assurerait la sécurité des Wa et des caravanes de narcotrafiquants de la région. La ville de Homong est censée être en passe de devenir une destination touristique, en tant qu'ancien quartier général de la MTA, où un hôpital a déjà été transformé en hôtel et où l'augmentation de la capacité de la centrale hydroélectrique locale (construite en 1992) sera inaugurée par le général Tin Tut, ministre birman de l'Energie : Bangkok Post, *Wa town developed for tourism*, 06-09-00.

[547] Reuters, *Myanmar lets ethnic army build road on Thai border*, 14-07-00 : environ 800 soldats de la UWSA auraient été affectés à la protection de la conduite des travaux de rénovation de la route qui devrait provoquer, à terme, une intensification des conflits sur la frontière et, dans le cas d'une victoire sur la SSA, l'augmentation du narcotrafic à destination de la Thaïlande.

[548] Le général Surayud Chulanont et le général de division Anu Sumitra (chef du renseignement de la *Third Army*) par exemple, mais aussi le ministre de l'Intérieur, Sukhumbhand Paribatra.

[549] Sukhumbhand n'a pas donné de détails à ses interlocuteurs (Rodney Tasker et Shawn W. Crispin, FEER), mais des sources du renseignement thaïlandais indiquent que d'anciens membres des troupes d'élites britanniques, les *Special Air Services* (les SAS, aussi connus sous le nom de *Counter Revolutionary Warfare Squadron*, forment le plus réputé des groupes d'action du contre-terrorisme mondial), sont recrutés afin d'entraîner des Karen (probablement issus de la KNU ?) en tant qu'agents spéciaux de la lutte antinarcotique sur le territoire birman. L'explosion d'un barrage hydroélectrique à Mong Yawn en janvier 2000, amène ainsi

Thaïlande face à une puissance ennemie séculaire dont l' « agression » est désormais « narcotique »[550], et, d'autre part, l'équilibre et le développement de l'ASEAN dont les deux pays font partie.

Le Laos et le Cambodge ne sont pas en reste quant à la production d'amphétamines. Les inquiétudes sont en effet nombreuses à propos du Cambodge où les activités narcotiques tendent à échapper à tout contrôle, l'instabilité du pays y favorisant le développement des productions illicites[551]. Ainsi, il existerait plusieurs laboratoires d'amphétamines dans la province de Koh Kong, déjà principale région cambodgienne de production de cannabis, et un bateau, véritable « laboratoire flottant », en produirait également au large de l'île dite « des pirates »[552]. Au Laos, où 150 000 pilules de méthamphétamine ont été saisies en 1997 contre seulement 70 000 en 1996, au moins cinq laboratoires existeraient dans la province de Louang Phrabang et seraient en quelque sorte des délocalisations de la UWSA à laquelle ils appartiennent[553].

---

certains à suspecter une complicité thaïlandaise : Far Eastern Economic Review, *Thailand : Flash Point*, Tasker R., Crispin S.W., 01-06-00.
Mais, d'autre part, et de façon avérée cette fois, Bangkok, qui organise annuellement (en mai), sur son sol et avec les Etats-Unis, les très importantes manœuvres militaires *Cobra Gold* (opérations qui font partie du programme d'entraînement et de formation états-unien *Baker Torch*), est sur le point de constituer une force d'intervention spéciale chargée de la lutte active contre le narcotrafic d'origine birmane et plus particulièrement les méthamphétamines wa. La *Task Force 399* sera basée à Mae Rim (Chiang Maï) et sera composée de 100 hommes des *Special Forces* thaïlandaises, de deux compagnies d'infanterie de 100 hommes chacune, et également de 100 autres de la *Border Patrol Police* (de création états-unienne, rappelons-le). Feront aussi partie de la *Task Force 399*, en tant qu'instructeurs, quelque 20 membres des *U.S. Special Forces* (*1st Group*). La scène du narcotrafic transfrontalier birmano-thaïlandais a donc tendance à se militariser de façon croissante, la UWSA disposant par exemple, selon les sources thaïlandaises, de missiles sol-air chinois HN-5N, et Bangkok ayant acquis de son côté deux hélicoptères états-uniens Black Hawk. La lutte antidrogue prend dès lors des dimensions géopolitiques beaucoup plus importantes qu'il n'y paraît au premier abord, l'armement chinois de la UWSA étant opposé à l'influence et à l'équipement états-uniens en Thaïlande, la Chine cherchant à s'intégrer dans cette même lutte régionale où elle se doit désormais de faire face à une présence états-unienne de plus en plus affirmée (et proche de ses frontières terrestres méridionales). Quant à la géopolitique interne de la Birmanie, elle n'en est pas moins affectée, la lutte de pouvoir entre Khin Nyunt et Maung Aye s'exerçant également autour de la UWSA, dont le premier est notoirement proche et à laquelle le second serait sérieusement opposé : Far Eastern Economic Review, *Nasty Job for Task Force 399*, Tasker R., Lintner B., 19-04-01.

[550] La notion d' « agression narcotique », et l'acte lui-même, semblent se généraliser, puisque, en Thaïlande comme au Tadjikistan, les hommes politiques utilisent l'expression, qui à propos de la Birmanie, qui à propos de l'Afghanistan… (voir ci-après 2.2.2.3.).

[551] Bangkok Post, *War on drugs cries out for shot in the arm*, 03-03-98.

[552] Dépêche internationale des drogues N° 91 (mai 1999), *Cambodge : Il y a quelque chose de pourri au royaume du Kampuchea.*

[553] OGD, 1998, *Op. cit.* : 69. Mais Soubanh Srithirath, le directeur de la *National Commission for Drug Control and Supervision* laotienne, déclarait en octobre 2000, en dénonçant le trafic croissant d'ATS et l'explosion consécutive de la consommation au Laos, qu'il n'y avait désormais plus aucun laboratoire de méthamphétamine dans le pays : Bangkok Post, *Traffickers divert their curse to Laos*, 28-10-00.

On peut donc se demander, au vu de cet engouement pour la production d'amphétamines en Birmanie, au Cambodge, au Laos et en Thaïlande, si nous sommes en présence d'un phénomène de reconversion de certains producteurs d'héroïne ou s'il s'agit tout simplement d'une diversification des productions et donc des sources de revenus[554]. La production et la consommation d'amphétamines ont en effet explosé en 1996, lors de la hausse des prix de l'héroïne, les amphétamines étant moins chères à produire que l'héroïne et permettant de dégager des bénéfices plus importants. Compte tenu de l'importance des productions d'opium en Birmanie, on peut toutefois estimer qu'il ne s'agit probablement pas d'une reconversion mais plutôt d'un repositionnement stratégique des narcotrafiquants par rapport à un marché régional en plein développement[555], comme les rapports mentionnant la production de méthamphétamine à partir de benzaldéhyde dans les nouvelles raffineries birmanes de sucre semblent l'indiquer[556]. Un tel recours à la production des drogues de synthèse ne manque pas d'autre part de remettre en question les programmes de développement alternatifs dont beaucoup sont basés sur la mise en place de cultures de substitution. Aussi, comme il est mentionné dans le rapport 1998 de l'OGD, *si un processus de substitution est en cours, ce n'est pas celui qu'espéraient les agences internationales*[557].

[554] Chouvy P.A., 1999, *Drug Diversity in the Golden Triangle*, in Crime and Justice International, Vol. 15, N° 33 (October 1999), pp. 5, 6, 18.
[555] Ainsi, la plus grosse saisie d'ATS qui ait jamais eu lieu en Malaisie, d'une valeur de 68 millions de USD, a été effectuée fin juin 2000. Le tsar antidrogue états-unien, le général retraité Barry McCaffrey, déclarait alors à Bangkok que la méthamphétamine représentait la menace narcotique la plus sérieuse qui puisse être en 2000, aux Etats-Unis, en Asie du Sud-Est bien sûr, et dans le reste du monde : AP, *US Says Speed Is Worst Drug Menace*, 23-06-00. La Thaïlande demandait alors officiellement à Washington, et par l'intermédiaire de McCaffrey, que la méthamphétamine figure sur l'agenda antidrogue international des Etats-Unis (qui, s'ils luttent contre les ATS sur leur territoire, concentrent toutefois leur stratégie internationale sur les dérivés de la coca et de l'opium) : Bangkok Post, *US urged to include speed on target list*, 24-06-00.
[556] Le benzaldéhyde, une substance déjà utilisée pour la production licite d'éphédrine par la firme indienne *Kreb's Biochem*, peut en effet donner de l'éphédrine, et donc mener à l'obtention de méthamphétamine, lorsqu'elle est intégrée dans le procédé de raffinage du sucre. Ainsi, l'une des plus grosses raffineries birmanes est celle de Mong La, près de la frontière chinoise, dans une zone contrôlée par la ESSA de Lin Ming Xian, un narcotrafiquant notoire. L'usine de Mong La est officiellement censée faire partie d'un plan de développement alternatif, malgré la très importante surproduction mondiale de sucre : Reuters, *Myanmar Sugar Plants Can Beat Drug Ban*, 13-01-00.
[557] OGD, 1998, *Op. cit.* : 72.

2.1.3.3. Les drogues de synthèse en Asie centrale et du Sud-Ouest

[Cartes administratives 21, 22, 23. Cartes de localisation 14, 15, 16, 17]

La situation des drogues de synthèse dans le Croissant d'Or ou en Asie centrale est loin d'être aussi préoccupante qu'elle l'est en Asie du Sud-Est. Certes, là encore, la Chine peut trouver un exutoire à son importante production d'éphédrine, même si, nous l'avons dit, le Kazakhstan possède également de vastes surfaces couvertes d'*Ephedra* dans les chaînes montagneuses de Zailyiski (frontière kazakho-khirghize), de Djoungarie (monts Alatua, frontière sino-kazakhe), et dans les régions de Taldy-Kourgan et Dzhamboul. Ainsi, l'exploitation de l'*Ephedra vulgaris* poussant à l'état sauvage dans les hauteurs entourant Almaty[558] y permettrait la production d'éphédrone. Celle-ci, rappelons-le, est la dénomination russe de la methcathinone dont la production peut être obtenue à partir de l'éphédrine, comme pour la méthamphétamine[559]. Mais le Croissant d'Or ne produit pas actuellement d'ATS ou d'autres drogues de synthèse, malgré les grandes quantités d'*Ephedra* qui sont disponibles en Asie centrale ou en Chine et malgré le savoir-faire et le passé d'une Russie qui s'est vue confrontée au problème des drogues de synthèse dès 1972. Ainsi, en 1993 en Russie, plus de deux cents laboratoires de confection de drogues de synthèse ont été détruits[560]. *Ephedra vulgaris* pousse également au Kirghizstan, où une récolte de 500 tonnes est faite chaque année afin d'alimenter la production légale d'éphédrine, et où ce qui en est détourné, ou même le reste de la production, est utilisé par nombre de laboratoires illégaux dont 48 ont été fermés en 1995[561].

Si la production et la consommation des drogues de synthèse n'ont pas encore cours dans le Croissant d'Or, le risque de voir la tendance sud-est asiatique s'y reproduire à moyen terme n'est pas absent. Toutefois, les avantages liés à sa production ne suffisent probablement pas à en déclencher la production si un marché local ou régional ne peut

[558] Almaty est l'ancienne capitale du Kazakhstan, Alma-Ata, renommée en 1993. La nouvelle capitale du pays est, depuis 1998, Astana, ancienne forteresse d'Akmolinsk (1824), Tselinogard (1960), Aqmola (1991, indépendance du pays). Le nom actuel de la ville date de 1998, lorsqu'elle est devenue la capitale du pays.
[559] Kochko D. de, Datskevitch A., 1994, *Op. cit.* : 28-29.
[560] Kochko D. de, Datskevitch A., 1994, *Op. cit.* : en 1972, le chimiste Kiriouchine avait lancé une production quasi industrielle d'une amphétamine, la pervitine, dans le laboratoire de l'université de Moscou. Les recherches menées en Russie sur les *designer drugs* semblent abonder et même permettre d'obtenir des résultats probants : cinq nouvelles substances ont été découvertes en 1992 par les forces de police russes : 58-61.
[561] Bezanis L, 1996, *Op. cit.*

l'absorber comme ce fut le cas en Thaïlande. En effet, dans le cas des ATS, le facteur de proximité est fondamental dans les logiques de production et l'exportation internationale n'étant pas rentable étant donné que les centres de consommation mondiaux sont en effet approvisionnés par des productions locales ou régionales. En fait, les conditions qui ont permis ce développement en Asie du Sud-Est ne sont pas réunies en Asie du Sud-Ouest : la forte croissance économique des années 1990 du sud-est asiatique a, de l'avis de nombreux experts, provoqué un recours croissant à la consommation de drogues, héroïne ou ATS. De multiples raisons permettent d'établir cette relation de cause à effet, l'augmentation du temps et du rythme de travail et le délaissement consécutif des enfants par leurs parents venant en première ligne. L'émergence d'une société de consommation fortement imprégnée de valeurs occidentales (usages récréatifs des drogues de synthèse par exemple) a également permis en Thaïlande un développement qui n'a pas pris place dans l'espace musulman du Croissant d'Or. Quant à la soudaine crise asiatique de 1997, elle a également beaucoup joué dans l'importance croissante qu'ont pris la production et la consommation d'ATS lorsque le trafic s'est répandu à tous les niveaux d'une société en quête de revenus alternatifs[562].

[562] Chanchai Limpiyakorn, de l'université de Chulalongkorn, à Bangkok, explique ainsi que si les étudiants commercialisent désormais eux-mêmes différents ATS dans les zones urbaines, le trafic s'est également intégré à la vie de village où même des « grand pères et des grand mères » en font le commerce. Il estime alors que la situation est endémique et ne va aller qu'en s'aggravant : Bangkok Post, *Old habits die hard*, 06-12-98. Voir également : Associated Press, *Asian Crises Fuels Narcotics Abuse*, 23-02-99.

Conclusion

Si la production illicite d'opiacés dans le Croissant d'Or et le Triangle d'Or est, certes, très importante, et si les quantités produites dans l'un ou l'autre de ces espaces peuvent varier d'une année sur l'autre, on a pu néanmoins observer que chaque pays concerné avait ses propres tendances et potentiels.

L'Afghanistan et la Birmanie sont sans conteste les plus gros producteurs historiques d'opium et d'héroïne des deux espaces, et leurs tendances respectives sont similaires. En effet, si les productions connaissent des hauts et des bas, leurs tendances générales sont néanmoins à la hausse et les différentes mesures prises par les instances locales ou internationales ne semblent pas porter leurs fruits. Les deux pays se rapprochent encore l'un de l'autre par leurs contextes géopolitiques internes conflictuels, et surtout, par l'extrême ambiguïté dont font preuve leurs gouvernements dans le cadre des politiques antidrogue, voire de la place qu'ils occupent et du rôle qu'ils jouent, directement et indirectement, dans le narcotrafic. Mais, certes, le coup d'arrêt subit mis à la production afghane en 2001 pourrait remettre en question la place du principal producteur régional et mondial que le pays s'était assurée, si les contextes politico-économiques locaux et internationaux s'y prêtent toutefois.

Le Pakistan et la Thaïlande présentent également des situations proches l'une de l'autre, leurs productions d'opium ayant connu de très forts reculs qui font la fierté des organisations internationales et non gouvernementales diverses, notamment du PNUCID. Mais leurs problèmes ne sont pas résolus pour autant et les cultures de pavot montrent une forte tendance à subsister dans certaines régions qui sont encore caractérisées par une violence armée très ancrée.

Dans un autre registre, l'Iran semble avoir réussi à se débarrasser de ses cultures de pavot et a pris des dispositions très importantes, et très coûteuses -en hommes et en matériel- pour lutter contre le narcotrafic. Celles-ci se sont, il est vrai, révélées très efficaces et les efforts de la République islamique ont été reconnus internationalement.

Le Laos, lui, semble en situation très instable. Le narcotrafic y est en pleine expansion et le pays dispose de très forts potentiels de développement de la culture du pavot, avec des rendements très élevés. La tendance y est à la hausse et le pays connaît donc une situation de

transition dans laquelle les efforts des organismes antidrogue et de développement devront contrebalancer ceux des narcotrafiquants.

On peut donc observer une permanence de la production d'opiacés dans le Croissant d'Or et le Triangle d'Or mais également beaucoup de mutations, au premier rang desquelles l'explosion de la production d'amphétamines en Asie du Sud-Est. Les espaces « traditionnels » de production d'opiacés peuvent en effet se recycler ou se diversifier dans d'autres productions, également illicites. Ils peuvent aussi s'étendre à d'autres pays dont les conditions générales sont similaires, comme c'est le cas en Asie centrale et dans la périphérie sud-est du Triangle d'Or. Ainsi, on peut observer une double tendance qui se répète dans les deux espaces. D'une part, on assiste à une très nette concentration des productions dans deux pays, l'Afghanistan et la Birmanie. D'autre part, il existe une tendance à la diffusion géographique des productions illicites, doublée d'une diversification des substances produites. La production de drogues illicites en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud-Ouest semble alors loin d'être achevée comme l'évolution récente du Triangle d'Or nous l'indique.

2.2. L'évolution des routes du trafic

2.2.1. Réorientations multiples autour du Triangle d'Or

2.2.1.1. Les itinéraires « traditionnels » orientaux du narcotrafic

[Cartes administratives 11, 12, 13. Cartes de localisation 10, 18, 19, 20]

Dès l'émergence du Triangle d'Or, le trafic d'opiacés a suivi les axes caravaniers majeurs d'Asie du Sud-Est et de la Chine méridionale. En effet, l'opium chinois était déjà être exporté en Asie du Sud-Est à la fin du XIX[e] siècle, lorsque la production chinoise équivalait au double des importations forcées de l'Empire du Milieu. Et le rôle que les Haw ont joué, avec les Hmong, dans cette diffusion du commerce et de la production de l'opium depuis la Chine vers l'Asie du Sud-Est, a eu un impact certain sur l'émergence du Triangle d'Or en y pérennisant certains itinéraires de trafics en tout genre[563]. Les pistes caravanières des Haw, qui ont très tôt sillonné le Siam, ont contribué à l'importance que revêt encore actuellement la Thaïlande en tant que lieu de transit privilégié de l'héroïne[564].

[563] Il faut préciser ici, afin de nous garder de toute confusion terminologique, que si la **route** est une voie de communication qui peut être terrestre bien sûr, elle peut aussi être fluviale ou maritime. La **route** est donc un objet géographique, un tronçon d'axe de communication qui compose, avec d'autres, un **itinéraire**. La **route** est un objet physique qui peut être construit (route terrestre) ou non (route maritime) et qui préexiste systématiquement aux **flux** qui l'empruntent. Les **flux** (qui peuvent être nouveaux ou non et sont caractérisés par leur origine, leur destination, leurs étapes et leur nature), ici en l'occurrence ceux de drogues illicites, composent les **itinéraires** du narcotrafic (qui peuvent également être nouveaux ou non), lesquels empruntent plusieurs **routes** (qui préexistent physiquement aux flux mais peuvent voir leur fréquentation renouvelée par le narcotrafic). Ainsi, lorsqu'il est fait mention, comme c'est souvent le cas, des « nouvelles routes de la drogue », il s'agit bien sûr des nouveaux **itinéraires** de **flux** donnés qui empruntent des **routes** plus ou moins anciennes.

[564] Mya Maung décrit les diverses routes commerciales du marché noir qui relient la Birmanie à la Thaïlande, à la Chine et à l'Inde : Mae Saï au nord de la Thaïlande, Mae Sot à l'ouest et Ranong au sud sont parmi les principales. Mae Saï était, lorsque le commerce transfrontalier y était permis de façon régulière, le point de transit le plus fréquenté de toute la frontière birmano-thaïlandaise. Les routes du commerce actuel, légal ou illégal, sont celles qui ont servi aux invasions birmanes du Siam, celle qui relie Moulmein à Myawaddy étant la plus célèbre de toutes. Et Mae Saï est le second point de transit le plus important depuis les Etats shan après celle de la *Burma Road*, vers la Chine. Mandalay est ainsi reliée à la Thaïlande *via* Taunggyi – Hopong – Mong Hsan – Lai Hka – Mong Yang – Mong Ping – Mong Ka - Kengtung – Tachileck et Mae Saï. C'est cette route qui fut la voie royale des deux plus importants commerces entre la Birmanie et la Thaïlande : ceux du jade (jadéite, la plus recherchée, et non néphrite, moins chère) et de l'opium. La route du jade, future Route de Birmanie, fut développée dès la fin du XVII[e] siècle par les marchands chinois du Yunnan, même si elle était déjà parcourue au XIII[e] siècle et qu'elle permit les invasions mongoles. Compte tenu de la localisation de la mine de Hpakan dans leur Etat, les Kachin eurent un rôle primordial dans le commerce du jade. Ce rôle survécut à la période britannique mais pas à la révolution communiste chinoise, la route d'exportation délaissant Ruili pour Mae Saï et Hong Kong devenant alors le centre mondial du commerce du jade, comme, significativement

La Thaïlande est traditionnellement la voie majeure d'exportation des opiacés produits en Birmanie, et ce depuis l'émergence du Triangle d'Or en tant que tel, et même si le Laos et la Chine ont également servi à l'écoulement des productions birmanes toujours plus importantes, vers Hong Kong, Macao ou bien sûr le Vietnam. Il existait en fait deux itinéraires principaux (après l'émergence, consécutive à la Seconde Guerre mondiale, du Triangle d'Or) que nous pouvons désormais qualifier de « traditionnels » puisqu'ils ont d'une part été profondément touchés par les évolutions historiques et géopolitiques de l'Asie du Sud-Est, et, qu'ils ont, d'autre part, été plus ou moins remplacés par de nouveaux itinéraires. La premier était aérien et a aujourd'hui en grande partie disparu. Le second, terrestre, très récemment transformé et aujourd'hui d'importance diminuée, passait par la Thaïlande. Quant aux autres itinéraires, ils étaient alors d'importance mineure, ce qui, nous le remarquerons, a récemment et profondément été modifié.

Le rôle des guerres secrètes conduites par les services français puis états-uniens au Laos[565] et au Vietnam dans le développement du narcotrafic régional et mondial n'est plus à prouver depuis la parution de l'ouvrage majeur d'Alfred McCoy[566] sur le sujet. Il montra que le rôle notoire de la CIA et de sa compagnie aérienne *Air America*[567], qui avait pris le relais du réseau français composé d'aviateurs corses[568], était primordial tant du point de vue de l'effort de guerre anticommuniste des Etats-Unis que de la propagation de l'héroïnomanie parmi leurs propres troupes combattantes au Vietnam. Dans le même esprit de lutte anticommuniste, la CIA joua un rôle certain, quoique indirect, sinon dans la production de l'opium dans le nord-est birman, du moins dans l'organisation de l'écoulement de celle-ci par les troupes du Kuomintang (KMT) qu'elle soutenait dans son entreprise de reconquête de la Chine désormais communiste. Après leur fuite dans le nord-est birman, les troupes du KMT,

---

et un peu plus tard, celui de l'héroïne. Voir : Mya Maung, 1991, *The Burma Road to Poverty* : 210-215. Pour la jadéite : Walker J., 1995, *Jade : A Special Gemstone*. Et quant au jade et à son commerce en Birmanie, depuis Hpakan : Frey R. Lintner B., 1995, *Jade in Burma : The Major Jadeite Source. The Jade Trade in Burma*.

[565] Les opérations de la CIA parmi les Hmong du Laos commencèrent dès 1959.

[566] McCoy A., 1972, *The Politics of Heroin in Southeast Asia*.

[567] *Air America*, *Continental Air Service*, et *Lao Development Air Service*, transportaient des opiacés depuis les aéroports de Long Tieng et de Vientiane (où l'héroïne était fournie par Hu Tim-heng, un partenaire de Ouane Rattikone, jusqu'à Saigon. Au Vietnam, les frères Ma (cf. note 575), parfaitement intégrés, traitaient avec le maréchal en second de l'armée de l'air vietnamienne, Ky. Plus tard, ce fut le général Dang Van Quang, le conseiller militaire du Président Nguyen Van Thieu et commandant de la marine, qui prit en main le transport des opiacés depuis le Cambodge jusqu'au sud Vietnam et Hong Kong : Booth M., 1999, *Op. cit.* : 198.

[568] Lorsque, en 1965, les compagnies corses de charter durent se retirer du trafic d'opium à la suite des troubles politiques survenus au Laos, *Air America* débuta son trafic d'opium hmong à partir du Laos : McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 247.

appuyées secrètement par la CIA, s'étaient en effet appropriées l'immense majorité du commerce de l'opium. Les caravanes de mules qui transportaient l'opium birman sous contrôle des forces armées du KMT étaient composées en majeure partie de Panthay dont les réseaux et les moyens permettaient un tel trafic. Après 1967 et la guerre de l'opium qui vit la défaite des Shan de Chang Chi-fu, *alias* Khun Sa, à Ban Houay Xay, le KMT - selon l'agent de la CIA William Young - contrôlait environ 90 % du commerce de l'opium[569] à partir de ses bases du nord de la Thaïlande[570].

Les anciens itinéraires, dits « traditionnels », qui nous intéressent ici le plus le plus sont ceux du Triangle d'Or *stricto sensu*, c'est-à-dire en grande majorité ceux qui parcouraient la Thaïlande. Deux raisons principales ont fait de la Thaïlande d'après guerre la voie royale de l'exportation de l'opium et de l'héroïne du Triangle d'Or. En premier lieu, la Thaïlande possédait, et possède toujours, la plus grande communauté mondiale de Teochiu, ou *Chiu-Chao*[571], cette partie de la *diaspora* chinoise originaire de Swatow, dans le Guangdong. Selon Sterling Seagrave, par exemple, les Teochiu forment ce que l'on estime être le plus puissant et le plus riche des réseaux souterrains et l'une des toutes premières multinationales du monde. Formant probablement l'un des plus fortunés des réseaux des Chinois d'outre-mer, les Teochiu ont assis leur place économique au Siam à la suite de l'important rôle politique qu'ils ont joué dans l'histoire du royaume thaï[572]. Le monopole du commerce et du trafic du riz qu'ils ont mis en place lors de la Seconde Guerre mondiale assura leur ascendant

[569] Les caravanes des Shan transportaient alors environ 7 % de l'opium birman et celles de la *Kachin Independence Army* (KIA), qui étaient surtout chargées de jade, 3 % : *Ibidem.*

[570] L'assaut par cinq mille soldats de l'armée birmane et vingt mille soldats des troupes communistes chinoises contre les quartiers généraux du KMT, à Mong Pa Liao dans l'Etat de Kengtung en janvier 1961, provoqua la fuite des troupes nationalistes au Laos (Louang Namtha). Si leur rapatriement vers Taiwan, organisé par le *U.S. Department of State* dont l'embarras était évident, se fit *via* la Thaïlande, nombre d'entre eux restèrent à Louang Namtha jusqu'en 1962 avant qu'ils ne s'installent du côté thaïlandais de la frontière birmane (Mae Salong par exemple). Le KMT, qui avait été instrumentalisé par la CIA contre la propagation du communisme, pouvait dès lors jouer un rôle similaire pour le compte de la Thaïlande, tout en reprenant bien sûr son narcotrafic : voir McCoy A., 1972, *Op. cit.*

[571] Prononciation cantonaise de *teochiu*, couramment utilisée à Hong Kong par la police et la presse où les Teochiu sont stratégiquement implantés en grand nombre.

[572] Dans le cadre des relations de vassalité entretenues avec la Chine, le rôle de conseiller économique auprès des monarques thaïs a longtemps été attribué aux commerçants chinois et surtout aux Teochiu. C'est le général Taksin, de père teochiu, qui, le premier, assura la place prépondérante des Teochiu dans la vie politique et économique thaï en en anoblissant beaucoup après avoir réunifié le royaume envahi en 1767 par les Birmans. Lorsque Taksin, désormais roi, déplaça la capitale d'Ayutthaya à Thonburi, les conseillers teochiu, nobles et commerçants, le suivirent en masse.

économique sur les Hokkien[573] qui, eux, ne s'étaient pas ralliés aux Japonais[574]. Cette place de choix dans le système politico-économique thaïlandais permit également aux Teochiu de s'assurer un quasi-monopole du trafic d'opium et d'héroïne du Triangle d'Or à travers quatre ou cinq de leurs syndicats les plus importants[575]. Les Teochiu sont en fait les principaux pourvoyeurs de l'opium et de l'héroïne du Triangle d'Or depuis qu'une de leurs associations commerciales siamoises a obtenu la licence officielle de vente d'opium au détail dans la concession française de Shanghai[576].

Cette présence imposante des Chinois, et surtout l'importance des Teochiu au Siam, allait jouer en faveur du changement politique dès l'ascension au trône de Rama VI[577]. Celui-ci, éduqué au Royaume-Uni, loin des pratiques acquises du royaume, voulut remettre en question la place et le rôle des Chinois dans un système qui était, certes, inégal puisque ceux-ci, au-delà de leur influence dans les affaires du pays, n'étaient redevables que de taxes nettement inférieures à celles dues par les plus pauvres des Siamois. Rama VI attaqua la communauté chinoise de front en publiant un pamphlet intitulé *Les Juifs de l'Est* et en supprimant la procédure d'anoblissement des Chinois[578]. Sa mort et les tentatives maladroites de son successeur, Rama VII[579], de rétablir un ordre passé, menèrent au coup d'Etat de 1932 et au nationalisme thaï qui se déclara lors de la Seconde Guerre mondiale avec le soutien des envahisseurs japonais.

Ce sont ces aspects de l'histoire du Siam, qui devient Thaïlande en 1937, qui vont, entre autres, y permettre le développement phénoménal du narcotrafic. Les composantes teochiu,

---

[573] Les Hokkien sont les plus nombreux et les plus répandus des Chinois d'outre-mer dans le monde, installés en grande majorité à Taiwan, à Singapour, en Malaysia, aux Philippines et en Indonésie : voir Lee Pan (Ed.), 1999, *The Encyclopedia of the Chinese Overseas*.

[574] Seagrave S., 1995, *Op. cit.*

[575] Il y avait trois principaux *leaders* des triades teochiu dans les années 1970 à Hong Kong : Ma Sik-yu (*alias* White Powder Ma), Ma Sik-chun (Golden Ma) et Ng Sik-ho (Limpy Ho). Ma Sik-yu débuta son trafic d'opiacés en 1967 et se fournit très vite aux sources, dans le Triangle d'Or, où il passa des contrats avec le général Li Wuen-huan du KMT, lequel en fit en retour un agent de renseignement pour le compte de Taiwan. Les triades teochiu d'Asie du Sud-Est contrôlés par Ma infiltrèrent donc les groupes communistes de la région tout en étendant considérablement leur narcotrafic. La Thaïlande était ainsi au centre du dispositif, bénéficiant de l'importance de la communauté teochiu. Quant au Laos, il fut aussi inclus dans ce système puisque les frères Ma s'allièrent également avec le général Ouane Rattikone, chef de l'armée laotienne de 1965 à 1971, et célèbre fournisseur de la non-moins célèbre héroïne « 999 » ou « Double UO Globe » : Booth M., 1999, *Op. cit.* : 195-198.

[576] La première entreprise de vente d'opium au détail de Shanghai, le magasin *Hongtai*, était la propriété de Teochiu.

[577] Né en 1881, il régna de 1910 jusqu'à sa mort, en 1925.

[578] *Jews of the East* : Seagrave S., 1995, *Op. cit.* : 191.

[579] 1893-1941, il régna de 1925 à 1932.

mais aussi nationaliste irrédentiste, et militaire, de l'équation thaïlandaise du trafic d'opium et d'héroïne sont donc anciennes et intriquées de façon complexe. En effet, le nationalisme linguistique thaï issu des sentiments antichinois a permis, lors de la guerre et avec l'appui des Japonais, l'acquisition par la Thaïlande des Etats shan de Birmanie par exemple. Kengtung y devint ainsi le quartier général de la *Thai Northern Army* sous les ordres du général Phin Choonhavan. Celui-ci était l'un des acteurs du coup de 1932 qui avaient installé le maréchal Phibun au pouvoir, et il contrôlait ainsi d'une part le cœur de ce que l'on n'appelait pas encore le Triangle d'Or et, d'autre part, possédait des relations très haut placées dans le milieu des syndicats teochiu de Thaïlande[580]. Une autre composante fondamentale de l'équation de l'émergence du Triangle d'Or fut l'occupation japonaise de la région et la présence de certains des instigateurs de la frappe méridionale de l'armée nippone en Asie du Sud-Est, ceux-là même qui, dans l'armée du Kwangtung, étaient déjà impliqués depuis longtemps dans la commercialisation de l'opium de Mandchourie en Asie orientale[581]. Cet opium était transformé en héroïne de basse qualité, avant d'être vendu par le KMT aux occupants japonais qui pouvaient alors financer leur armée d'occupation du Kwangtung[582]. L'armée japonaise permit d'une part à la *Thai Northern Army* d'occuper les Etats shan, et, d'autre part, à son commandant, le général Phin, de nouer des relations durables et lucratives avec les forces du KMT.

Aussi, le rôle du KMT allait-il croître dans le développement du narcotrafic du Triangle d'Or, contribuant grandement à son augmentation. Si les Japonais avaient établi des liens financiers avec les nationalistes chinois, les Thaï allaient faire de même, le général Phin rencontrant ainsi par exemple le général Lu Wi-eng, commandant de la division 93 du KMT, au Yunnan, en avril 1944[583]. C'est cette même division, qui, cinq ans plus tard, lorsque la

[580] Le général Chatichai Choonhavan, Premier ministre thaïlandais démocratiquement élu en 1988 et renversé par une junte militaire en 1992, fils de Phin Choonhavan, hérita de la base de pouvoir et du réseau d'influence de son père qu'il utilisera au profit de la droite thaïlandaise, formant le *Thai Nation Party* au début des années 1970 puis le *Chart Pattana Party* au début des années 1990.

[581] Il est estimé que, pendant les années 1930, le Japon gagnait plus de 300 millions de USD par an grâce à la production et à la commercialisation de l'opium de Mandchourie : Meyer K., Parssinen T., 1998, *Op. cit.* ; Seagrave S., 1995, *Op. cit.* Voir aussi : Kobayashi M., 2000, *Drug Operations by Resident Japanese in Tianjin*.

[582] Voir, pour plus de détails : Booth M., 1999, *Op. cit.* ; *Meyer* K., Parssinen T., 1998, *Op. cit.* ; Seagrave S., 1995, *Op. cit.*

[583] La rencontre, à laquelle participa le colonel japonais Tsuji, acteur majeur de l'occupation nippone en Asie du Sud-Est et notamment en Birmanie, avait été préparée dans le but d'organiser le trafic des aides matérielles (*Lend-Lease supplies*) - apportées par les Etats-Unis au KMTdans le cadre de la lutte anticommuniste – par le

victoire communiste poussa le KMT à la fuite, se réfugia dans les Etats shan de Birmanie. Les liens qui avaient été noués avec le général Phin allaient donc logiquement pouvoir être tournés à l'avantage d'une force qui contrôlait désormais les meilleures terres à pavot à opium d'Asie du Sud-Est.

Après la guerre, et deux ans de transition démocratique, Phibun et les militaires revinrent au pouvoir. Phin obtint le contrôle de commandant en chef des armées, le maréchal Sarit devint le général commandant de Bangkok, et le gendre de Phin, le général Phao, fut nommé sous-directeur de la police nationale. Comme le remarque S. Seagrave, Phin et sa clique pouvaient donc dès lors assumer tranquillement le rôle de *uparat*, la position traditionnelle et hautement lucrative d'intermédiaire entre le trône et la communauté chinoise[584]. Phin, Phao et Sarit allaient alors s'accaparer le trafic d'opiacés pendant de longues années et faire ainsi de la Thaïlande la voie royale d'exportation des productions illicites du Triangle d'Or. Phin et Phao gagnèrent en effet le contrôle de deux des cinq principaux syndicats teochiu de Thaïlande, lesquels contrôlaient l'immense majorité du narcotrafic, depuis le nord du pays jusqu'aux entrepôts de Bangkok, puis par bateau, soit le long de la côte occidentale, jusqu'à Penang et Singapour, soit, depuis la côte orientale, vers Hong Kong et Taiwan[585]. Mais, lorsque Phin devint Premier ministre, remplaçant Phibun, Sarit obtint le poste de commandant en chef des armées, et Phao celui de directeur général de la police. Deux camps rivaux[586] se formèrent alors, et les deux hommes se livrèrent à une concurrence acharnée sur le narcotrafic.

Le trafic d'opiacés était devenu d'autant plus important que les Etats shan de Birmanie abritaient les forces vaincues du KMT du Yunnan depuis la prise de pouvoir communiste en Chine. La division 93, désormais sous les ordres du général Li Mi[587] s'appropria ainsi à son tour parmi les meilleures terres à pavot de la région et assura le transport de l'opium jusqu'en

---

KMT aux forces japonaises d'occupation (le général Lu Wi-eng a précédé le général Li Mi à la tête de la division 93) : Seagrave S., 1995, *Op. cit.*

[584] Seagrave S., 1995, *Op. cit.* : 200.

[585] La concurrence entre Sarit et Phao donna lieu à un affrontement, désormais célèbre, des forces armées et de la police près de Lampang en 1950, lorsqu'un convoi d'opiacés de l'armée fut intercepté par les forces de police. Aucun camp ne se décidant à céder, ce sont Sarit et Phao eux-mêmes qui durent escorter le convoi jusqu'à Bangkok où ils se partagèrent les recettes de l'opération.

[586] Les deux camps, respectivement celui de Phao et celui de Sarit, étaient connus des personnels d'ambassade comme le *Ratchakrul Ratpack* et le *Si Sao Theves Group* (ou *Seesaw Thieves* pour certains…) puisque étant basés sur *Soi Ratchakrul* et *Soi Si Sao Theves* à Bangkok : Seagrave S., 1995, *Op. cit.* : 206-207.

[587] Le général Li Mi était le successeur du général Lu Wi-eng en tant que commandant de la division 93 du KMT ayant fui du Yunnan vers les Etats shan de Birmanie.

Thaïlande où les syndicats teochiu et les services de l'armée et de la police thaïlandaise - ceux de Sarit et de Phao - se chargeaient de la suite des opérations. Ce sont le généralissime lui-même et son fils, le général Chiang Ching-kuo[588], qui ont donné l'ordre au général Li Mi d'avoir recours au narcotrafic afin de pouvoir subsister dans sa base arrière, ce qui n'avait alors rien de très novateur puisque le KMT de Chiang Kaï-shek avait partagé les revenus du trafic du *Green Gang* de Shanghai dès 1930. Les services états-uniens ont également joué un rôle notoire dans le développement du narcotrafic en Birmanie et en Thaïlande, la CIA ayant favorisé le plus avide des deux camps thaïlandais en fournissant à Phao et à ses forces de police quelque 35 millions de USD de matériel entre 1950 et 1953. Ces aides matérielles de *Sea Supply*, une filiale de la CIA, parvenaient également au KMT réfugié en Birmanie afin de servir à une éventuelle reconquête de la Chine communiste que la CIA et le KMT ne réussirent toutefois jamais à mettre en place. Les itinéraires d'après-guerre du narcotrafic en Thaïlande connurent alors un quasi-monopole par Phao et ses forces de police qui escortaient les convois routiers, ferroviaires et même maritimes, depuis leur livraison par le KMT en passant par les entrepôts de Chiang Maï et ceux de Bangkok. Lorsque les troupes du général Sarit prirent le pouvoir en 1957 et que Phao s'enfuit en Suisse, le narcotrafic put donc logiquement passer aux mains de Sarit.

La Thaïlande d'après-guerre servait ainsi de voie majeure d'exportation des opiacés, qu'ils soient produits en Birmanie ou en Thaïlande. L'importance du narcotrafic en Thaïlande était la conséquence directe de la combinaison de plusieurs phénomènes : la profonde pénétration du système politico-économique thaïlandais par les syndicats teochiu et son utilisation par les dirigeants thaïlandais d'une part ; le rôle des forces d'occupation japonaises comme l'évolution de celui du KMT en Chine tout d'abord, puis en Birmanie et en Thaïlande ensuite, d'autre part. L'émergence d'une Thaïlande nationaliste irrédentiste dans un contexte de Seconde Guerre mondiale lui permit également de jouer un rôle d'intermédiaire privilégié entre le KMT et le Japon, rôle en fait permis et repris à son avantage par la communauté

[588] Dès le début des années 1950, Chiang Ching-kuo, fils de Chiang Kai-shek, s'était vu assigner la mission de superviser les opérations des « armées de l'opium » du KMT en Birmanie. Deux généraux du KMT, Tuan et Lee, ont déclaré avoir fait leurs rapports directement à Chiang Chuo-king. Le général Tuan s'occupait de la récolte de l'opium et de son transport jusqu'à la frontière thaïlandaise, et le général Lee occupait une fonction de courtier du KMT à Chiang Maï : Seagrave S., 1995, *Op. cit.* : 306.

teochiu de Thaïlande dont les réseaux[589], et ceux des Hokkien de Taiwan bien sûr, occupent encore aujourd'hui une position privilégiée dans le narcotrafic du sud-est asiatique.

2.2.1.2. Les itinéraires émergents : tendances à la diversification

[Cartes administratives 11, 12, 13. Cartes de localisation 10, 18, 19, 20]

Le narcotrafic dans l'espace du Triangle d'Or a récemment contribué à l'émergence de nouveaux itinéraires, et à la ré-utilisation de routes tombées en désuétude, comme celles des guérillas communistes de la région par exemple. D'autres routes n'ont toutefois jamais réellement cessé d'être utilisées et se sont maintenues, à l'instar des pistes muletières des Panthay et des Haw.

Le rôle que ceux-ci ont joué dans le commerce de l'opium est toujours d'actualité tant les routes qu'ils empruntaient à la fin du XIX^{e} siècle sont encore utilisées par leurs descendants. Ainsi, les Haw de Thaïlande et les Panthay de Birmanie sont encore de nos jours considérés comme des trafiquants notoires qui, en fonction de leurs diverses origines géographiques et de leurs importants réseaux, ne se limitent pas au transport du seul « traditionnel » opium[590]. Désormais, les mutations récentes de l'espace que les Haw parcourent les concernent également. La diversification des productions illicites du Triangle d'Or se fait en effet sentir jusque dans leurs villages, comme la saisie en mars 1999 de plus d'un million de pilules d'amphétamine dans le district thaïlandais de Hod, province de Chiang Maï, a encore pu le montrer. La cargaison saisie, en provenance de Homong (Etat shan, Birmanie) aurait été introduite en Thaïlande *via* un ou deux villages haw du district de

[589] Les Teochiu de Thaïlande ont également bénéficié de la prise de pouvoir des communistes au Vietnam. Ceux-ci avaient détourné le narcotrafic ancré à Saigon vers la Thaïlande où les triades teochiu opéraient main dans la main avec les militaires au pouvoir.

[590] Comme l'indiquent les fréquents rapports de la presse thaïlandaise. Ainsi, en juin 1999, des opérations « coup de poing » étaient lancées par les services thaïlandais d'une part dans la périphérie de Chiang Maï et, d'autre part et de façon significative, dans plusieurs villages haw et hmong : Bangkok Post, *Major anti-drug drive launched in North*, 30-06-99. Il est ainsi souvent fait mention du rôle des Haw dans le narcotrafic dans la presse thaïlandaise : Bangkok Post, *Haw held on 2.1 kg heroin charge*, 24-06-98. De façon très significative, lors de la grande opération frontalière lancée par les forces antidrogue thaïlandaises en juillet 1999, les Haw étaient ainsi directement visés : *The 40km stretch covers about 200 villages, but the drive will concentrate on 26 inhabited by Chinese Haw and identified by authorities to be actively involved in the trafficking of narcotics* : Bangkok Post, *Drug gangs targeted in joint sweep*, 15-07-99.

Muang Ngai, dans la province de Mae Hong Son. Les deux villages en question abritent en effet d'anciennes troupes de la *Haw Division 93* du KMT et serviraient de relais au sein d'un réseau de narcotrafiquants haw[591]. Les réseaux du KMT semblent donc être toujours d'actualité, comme ceux qui avaient été mis en place par le *Communist Party of Thailand* et qui sont désormais réutilisés par les trafiquants de méthamphétamine entre la Birmanie et la Thaïlande. En effet, on a pu observer, lors de l'opération de fermeture de la zone frontière qui va du district de Mae Aï (Chiang Maï) à celui du Mae Chan (Chiang Raï) en juillet 1999, que certains trafiquants utilisaient alors la route du massif de Doi Wavi que le CPT avait ouverte dans les années 1960 et 1970[592].

D'anciennes routes se sont donc maintenues, en l'occurrence celles des Haw, alors que d'autres ont été réutilisées dans des contextes similaires à ceux de leur ouverture première, les anciennes routes des communistes et celles du narcotrafic actuel ayant comme point commun d'être des axes de communication classiques et de transport illégal, et permettant d'éviter les patrouilles des services frontaliers thaïlandais. Parmi ceux-ci, et de façon très significative, certains ont d'ailleurs été reconvertis : d'organes de lutte anticommuniste, ils sont devenus organes de lutte antidrogue, comme c'est le cas du *Internal Security Operations Command* (ISOC) qui vient désormais compléter le dispositif constitué par la *Third Army* et le *National Security Council* (NSC)[593]. En 2000 la *Third Army* a ainsi lancé son programme de *Territorial Defence Training Scheme* qui consiste en la préparation militaire à l'autodéfense de 592 villages de la frontière birmano-thaïlandaise, villages qui sont considérés comme présentant un risque élevé d'incursions étrangères (groupes armés et drogues confondus)[594]. La route du col des Trois Pagodes, au nord-ouest de Bangkok, connaît également un regain d'utilisation depuis 1999 et surtout depuis la fermeture, au nord, du

[591] Bangkok Post, *Speed pills 'brought via Haw village'*, 19-03-99.
[592] Bangkok Post, *Gangs dodge troops with million pills: Traffickers turn to former Communist Insurgents' corridor*, 22-07-99 (le passage d'un million de pilules avait attiré l'attention des services thaïlandais).
[593] Bangkok Post, *Isoc likely to take on drugs role*, 10-11-99 ; *Isoc to play key role in the North*, 31-03-00. L'ISOC avait pu être créé dans le cadre du très strict *Anti-Communist Act* de 1952, loi qui a été supprimée le 3 juin 2001, avant que n'ee soit votée une autre, la *People's and State Security Protection Bill*, qui définit en de nouveaux termes le rôle de l'armée dans la gestion des menaces domestiques à la sécurité intérieure du royaume.
[594] La mise en place de ce programme est la conséquence directe de l'assassinat des neuf villageois de Ban Mae Soon Noi en avril 1999 (voir 2.1.1.2.), de l'explosion du trafic de méthamphétamine et du développement des bases wa sur la frontière (comme la brigade 614 de Wei Hsueh-kang) : Bangkok Post , *Army gives villagers in remote volatile areas military training*, 14-05-00.

poste de Ban San Ton Du,[595] les produits wa étant stockés en Birmanie dans le village mon de Harok Kani, avant d'être passés jusqu'à Sangkhlaburi[596].

Si la Thaïlande constitue toujours le principal nœud de communication du narcotrafic du Triangle d'Or, comme les efforts de multiplication et de diversification des itinéraires le montrent, d'autres pays de la région, la Chine, le Laos, le Vietnam et l'Inde, connaissent quant à eux une recrudescence progressive et régulière du transit d'opiacés et d'ATS sur leurs territoires. En effet, si la lutte antinarcotique des autorités thaïlandaises doit se développer de plus en plus efficacement dans un pays où la consommation d'héroïne avait pris des proportions importantes et où celle de méthamphétamine est désormais en pleine explosion, les contraintes que les contrôles frontaliers de l'armée, du NSC et depuis peu, de l'ISOC, imposent aux narcotrafiquants, ont toutefois poussé ceux-ci à développer de nombreux autres itinéraires, *via* le Laos et le nord-est thaïlandais par exemple. L'héroïne birmane entre ainsi en Thaïlande depuis le Laos, principalement *via* les villes frontalières de Chiang Khong, Nan, Loei, Pak Chom, Nong Khai, Nakhon Phanom (depuis Muang Khammouan), Mukdahaern (depuis Savannakhet) et Ubon Ratchathani (depuis Paksé)[597]. Depuis le Cambodge, certaines routes permettent également d'introduire des méthamphétamines en Thaïlande, *via* Trat et Chanthaburi par exemple[598]. Aussi, si la corruption endémique dont faisaient preuve les

[595] La fermeture de Ban San Ton Du et de sa zone frontière n'a pas empêché Ban Hin Taek (désormais Ban Therd Thai), l'ancienne base de Khun Sa, de redevenir un centre thaïlandais majeur du trafic de méthamphétamine sous l'influence appuyée de la UWSA. Le sous-commandant de la *Third Army*, le général de division Chamlong Pothong, déclarait ainsi : *The area along the 100km stretch of border in Mae Fa Luang district is reported to be the most heavily infested with methamphetamine traders in the country* : Bangkok Post, *Drug trade resumes at Khun Sa's ex-bastion*, 03-07-00. Voir également : Chouvy P.A., 1999, *Drug Diversity in the Golden Triangle : Reconversion or Diversification ?*.

[596] Harok Kani est un village mon (côté birman du col des Trois Pagodes) sous contrôle militaire birman servant de relais aux cargaisons d'héroïne et d'amphétamine wa : Bangkok Post, *Drug gangs shift to Khmer border*, 07-04-00.

[597] La presse thaïlandaise décrivait ainsi, en juin 2000, une des routes du nord qui permet le trafic de méthamphétamine depuis le Laos jusqu'en Thaïlande. Les trafiquants thaïlandais utilisent le village de Ban Ahi, à 50 kms au nord-ouest de Loei, après Tha Li et dans le district du même nom, comme point de transit et de stockage de la méthamphétamine et des armes qu'ils introduisent dans le royaume. Le village laotien de Ban Khon Ta Pu, qui sert de point de transit au Laos, est désormais connu, outre pour ses abondantes cultures de cannabis, pour son trafic de méthamphétamine vers Ban Ahi. Les trafiquants font passer la frontière à la drogue et aux armes en franchissant la rivière Huang, avant de les entreposer à Ban Ahi, où le niveau de vie et les biens matériels (maisons en dur, pick-ups…) témoignent de la profitabilité de l'entreprise. C'est 80 % de la population de Ban Ahi qui serait impliquée dans le commerce ou l'utilisation de drogues, et la violence meurtrière qui en résulte a déjà laissé un nombre important d'orphelins dans le village (67 en juin 2000) : Bangkok Post, *Drug trade flourishes in border village*, 26-06-00 ; *Town of orphans and addicts*, 26-06-00.

[598] La saisie de 200 000 pilules de méthamphétamine, le 4 avril 2000 à Trat, révèle l'émergence d'une nouvelle zone de production et / ou d'une nouvelle route significative du narcotrafic, à destination de la Thaïlande et de

dirigeants militaires thaïlandais d'après-guerre avait déjà poussé certains trafiquants à utiliser les routes laotiennes afin d'éviter les surtaxes, c'est désormais la lutte intense contre le narcotrafic qui explique cette diversification et cette multiplication des routes de la région. En effet, si les itinéraires thaïlandais se sont multipliés dans un dessein de complexification des réseaux du trafic et de minimisation des risques de saisies, l'émergence d'itinéraires de contournement de la Thaïlande constitue une réelle échappatoire aux contrôles de plus en plus stricts qui y sont effectués[599]. Ainsi, en 1999, l'augmentation de 100 à 269 du nombre de postes de contrôle thaïlandais le long des frontières avec le Laos et le Cambodge, illustre bien ce phénomène d'intensification des contrôles et de multiplication des itinéraires du narcotrafic[600].

La Thaïlande, autrefois principale et quasi unique axe d'exportation de l'opium et de l'héroïne du Triangle d'Or, n'est donc désormais plus seule à faire face au narcotrafic. Mais toute sa frontière occidentale (1 800 kms avec la Birmanie, dont moins de 60 ont été démarqués[601]) reste néanmoins soumise à un flux ininterrompu de drogues d'origine birmane, et, récemment surtout de méthamphétamine (80 % du narcotrafic entrant en Thaïlande *via* les itinéraires du nord)[602]. L'explosion de la production de méthamphétamine en Birmanie, en grande majorité dans la zone de contrôle wa de la UWSA, s'est traduite en Thaïlande par une

---

son vaste marché, ainsi que la présence de chimistes taiwanais sur la frontière : Bangkok Post, *Drug gangs shift to Khmer border*, 07-04-00.

[599] Comme indiqué par certains rapports du ministère de l'Intérieur et de la *Royal Thai Police* : Bangkok Post, *Crackdown fails to halt inflow of drugs*, 09-02-00.

[600] Bangkok Post, *Checkpoints increased on borders: Lao and Cambodian routes monitored*, 06-12-99. Cent neuf villages frontaliers particulièrement impliqués dans le narcotrafic sont l'objet, à partir de 2000, d'une surveillance accrue du *National Narcotics Operation Centre* (formé en 1998) et de l'affectation de 10 unités spécialisées dans la répression du narcotrafic et de corruption associée : Bangkok Post, *Border villages to get priority*, 14-05-00 ; *Six measures launched for dodgy areas*, 16-05-00. Comme mentionné plus haut, la *Third Army* a également mis en place son programme de préparation et d'entraînement militaire de 592 villages frontaliers à risque élevé d'incursion : Bangkok Post , *Army gives villagers in remote volatile areas military training*, 14-05-00.

[601] La revendication territoriale faite par la Birmanie en mai 2001 et concernant une partie du massif frontalier de Doi Lang (Thaïlande) a encore une fois illustré l'importance qu'il y a pour les deux pays de démarquer leur frontière commune : voir note 407.

[602] La Thaïlande connaît depuis 1999 un développement des exportations de caféine vers la Birmanie, phénomène révélé par des saisies de cet additif (à l'éphédrine de la méthamphétamine dont il peut constituer jusqu'à 80 %) dans les régions du nord de la Thaïlande, où n'existe aucune utilisation légale recensée de caféine. La première saisie a eu lieu en novembre 1999 avant la frontière birmane de Tachileck - Mae Saï. La saisie a d'ailleurs même valu à la Thaïlande d'être désignée comme pays de transit de précurseurs destinés à la production de drogues en Birmanie par le *New Light of Myanmar* (!). Fin févier 2000, ce sont déjà plus de 18 tonnes de caféine (avec un potentiel de fabrication de quelque 360 millions de pilules) qui avaient été saisies en Thaïlande, et un interdit portant sur la caféine existe désormais dans les six provinces de Chiang Maï, Chiang Raï, Mae Hong Son, Tak, Nan, et Phrae : Bangkok Post, *Police seize precursor*, 30-11-99 ; *Controls on caffeine tighten in six border provinces*, 26-02-00.

augmentation vertigineuse du trafic et de la consommation. Ainsi, les services thaïlandais redoutent-ils une production 2000 estimée à plus de 600 millions de pilules, alors que de 1997 à 1999 déjà, les saisies n'ont cessé d'augmenter : si en 1997 quelque 4,5 millions de pilules ont été saisies dans la seule région de Chiang Raï, en 1999, ce sont 44 millions d'entre elles qui ont été saisies dans tout le pays[603]. Mais une nouvelle tendance semble se profiler en 2000, probablement encore une fois à la suite de l'intensification des efforts des services thaïlandais, et de nouveaux itinéraires d'exportation de méthamphétamine birmane ont été détectés à l'occasion de quelques saisies importantes dans le sud du pays : 4 millions de pilules, par exemple, en une seule opération, à Prachuap Khiri Khan en mars 2000, après qu'elles aient certainement été passées à Ranong depuis Kawthaung[604]. La mer d'Andaman semble ainsi avoir accédé au niveau d'itinéraire majeur du narcotrafic d'origine birmane depuis 1998 au moins. En janvier 2001, l'une des plus grosses saisies jamais effectuées par les autorités thaïlandaises a pu confirmer l'importance croissante de cet axe maritime du narcotrafic, lorsque 7,8 millions de pilules de *yaa baa* et 116 kilos d'héroïne ont été confisqués à bord de bateaux de pêche thaïlandais[605]. Là aussi, conséquence directe du renforcement du dispositif frontalier thaïlandais, l'éclatement des itinéraires du trafic et du nombre de cargaisons a tendance à réduire les risques de saisies, et donc de pertes, pour les trafiquants qui ont même commencé à utiliser de façon régulière les aéroports régionaux

[603] Bangkok Post, *Border supplies compound the problem*, 23-11-98 ; *Junta gets blame for drug threat*, 18-03-00

[604] Bangkok Post, *Record haul of 4 million speed pills*, 15-03-00 ; *Search on to locate new transit routes*, 24-03-00. Kawthaung, ou, Victoria Point, est une des plus importantes routes d'approvisionnement du marché noir birman, après celle passant par Mae Saï, ou celles provenant de, ou allant à, Moulmein (comme à Myawaddy - Mae Sot par exemple). Kawthaung – Ranong bénéficie de la connection maritime de Kawthaung avec les villes birmanes de Bokpyin, Mergui, Palaw et Tavoy et est un point de transit historique du marché noir : caoutchouc naturel, bois, produits de la pêche, légumes secs dans un sens, et sucre, vêtements, cosmétiques, pneus, lubrifiants, ciment, etc. dans l'autre : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 211.

[605] Des quantités croissantes d'héroïne et de méthamphétamine sont acheminées, *via* l'Irrawaddy, depuis le nord-est birman vers Rangoun, d'où de petits navires relaient les cargaisons jusqu'à la ville côtière de Mergui et ses laboratoires de transformation. De là, la drogue peut rejoindre les eaux internationales en mer d'Andaman avant d'être réintroduite dans les eaux thaïlandaises, ici en l'occurrence à 80 km à l'ouest de Ko Surin (îles à 100 kms au sud-ouest de Ranong), où deux chalutiers thaïlandais se sont chargés l'un de la méthamphétamine et l'autre de l'héroïne. Les cargaisons peuvent ensuite être déchargées sur la côte thaïlandaise, entre Ranong et Satun (à environ 10 kms de la frontière malaysienne), avant d'être réacheminées par voie terrestre, vers Bangkok, ou bien la Malaysia et Singapour. La saisie effectuée en janvier 2001 à bord de ces deux chalutiers était d'ailleurs le résultat des efforts conjoints de l'ONCB, de la DEA états-unienne et de la police malaysienne : Bangkok Post, *Massive drug haul in the South*, 09-01-01. Nation, *Andaman becomes major drug route*, 12-01-01. Cf. chapitre 3.2.3.2., note 1117.

thaïlandais afin de tirer parti de leur sous-équipement de détection[606]. En août 2000, face à l'aggravation très nette des problèmes frontaliers avec la Birmanie, dont celui du narcotrafic, l'armée thaïlandaise a décidé de démilitariser les frontières laotienne et cambodgienne afin de concentrer ses efforts le long de celle de la Birmanie. Après la redéfinition du rôle de l'ISOC, la réutilisation des anciennes pistes du CPT par les narcotrafiquants, c'est désormais tout le dispositif militaire thaïlandais anticommuniste datant de la guerre froide qui est remis en cause dans le cadre de la lutte contre la nouvelle menace majeure régionale : le narcotrafic et sa violence associée[607].

Au Laos, si la production locale est pour l'instant surtout destinée à la consommation nationale, l'augmentation du trafic depuis la Birmanie (235 kms de frontières), vers la Thaïlande, la Chine et le Vietnam (1754, 423 et 2130 kms de frontières), est une conséquence directe des mesures de contrôle sans cesse renforcées en Thaïlande. Ainsi, le 15 mai 2000, la police laotienne a saisi 398 000 pilules de méthamphétamine à bord d'un camion dans le district de Muang Sing (Louang Namtha), ce qui constitue la seconde saisie la plus importante au Laos, après celle de 600 000 pilules à Louang Namtha en 1999. Les trois Laotiens arrêtés à Muang Sing ont déclaré s'être procuré la drogue en Thaïlande et l'avoir importée par la province de Bokéo, *via* la longue et très mauvaise route partant de Chiang Khong – Ban Houay Xay, dans l'intention de l'acheminer ensuite vers Vientiane,

[606] Bangkok Post, *Curfew planned to curd drug trafficking*, 02-04-00 : Ainsi le général de division Soomboonkiat, commandant de la 1st *Cavalry Division* déclarait-il : *They try not to confront us so as to avoid casualties. Since we increased our patrolling they have reduced the size of methamphetamine shipments per trip across the border*, tout en annonçant l'éventualité de devoir imposer des couvre-feux dans certains districts frontaliers du nord. South China Morning Post, *Air officials accused of aiding drug lords*, 10-01-00. Nation, *Drug traffickers change route*, 07-01-00 (déclarations du secrétaire général du *Office of Narcotics Control Board* (ONCB), le général Sorasit Saengprasert).

[607] La frontière birmano-thaïlandaise est le lieu de divers trafics, et principalement de ceux de drogue, de bois, de pierres précieuses, de biens de consommation et de bétail. Les mouvements de réfugiés et d'immigrants illégaux employés sur le marché thaïlandais s'ajoutent encore aux flux illicites d'objets et font de la zone frontière une région qui requiert une haute surveillance des forces armées. La violence caractéristique de la région et l'importance des trafics rend l'action des services de police dérisoire et c'est l'armée qui doit de plus en plus se charger de cette tâche. La frontière laotienne devrait donc être démilitarisée, au grand dam des autorités laotiennes qui redoutent une augmentation des opérations terroristes lancées depuis le territoire thaïlandais comme cela a été le cas plusieurs fois en 2000. Quant à la frontière cambodgienne, seuls les provinces de Chanthaburi et de Trat resteront militarisées car elles dépendent de la marine et non de l'armée de terre. Ces deux frontières resteront néanmoins sous haute surveillance de forces paramilitaires et de police, compte tenu de leur importance dans le narcotrafic régional. Voir par exemple : Bangkok Post, *More troops to be moved to protect Burmese Border*, 25-08-00 ; *Burma is given top priority*, 30-08-00. Stratfor, *Thailand Ignores Rebels in Effort to Fight Drug War*, 26-08-00.

comme ils ont déclaré l'avoir déjà fait auparavant avec 134 000 pilules[608]. Muang Sing est également sur la route allant vers la Chine (postes frontière de Zaho, en Chine), et sur celle qui vient de Birmanie (*via* Xieng Kok). Quant à la ville laotienne de Boten, sur la frontière chinoise, au nord-est de Muang Sing, elle est également un lieu majeur de transit de la contrebande et des trafics entre les deux pays. Depuis la fin de la décennie 1990, le Laos subit également les flux grandissants du trafic de méthamphétamine en provenance de Thaïlande : 90 % des saisies de la deuxième moitié de 1999 venaient en effet de Thaïlande, ce qui montre une tendance certaine à la diversification et à la complexification des itinéraires du narcotrafic dans le Triangle d'Or[609].

Quant à la Birmanie, qui reste le producteur majeur d'opiacés de la région, et qui est devenue récemment, et de loin, le principal producteur d'ATS, ses itinéraires du narcotrafic ont également connu certains bouleversements relatifs au durcissement des positions thaïlandaise et birmane d'une part, et à celui de la Chine d'autre part. Les exportations vers le Laos semblent donc s'être intensifiées, de même que vers le Yunnan de la Chine frontalière (2 185 kms de frontières), notamment *via* Mong Ko, dans le Kokang, et surtout *via* Ruili, ville frontière de la *Burma Road*. Mais la réorientation des itinéraires birmans s'est également opérée vers l'ouest et les Etats du nord-est de l'Inde.

Les principaux points de départ des routes birmanes d'exportation d'héroïne se situent bien sûr dans le nord-est du pays, à proximité des régions de production d'opium et de transformation en héroïne. Ainsi, les villes de Lashio, Mandalay et Monywa sont les trois principaux grands centres birmans à partir desquels l'héroïne est exportée vers l'Inde. De Lashio, sur la *Burma Road*, où transite également l'héroïne à destination de la Chine, le transport à destination de l'Inde implique de traverser tout le pays jusqu'à la frontière des Etats indiens de l'Arunachal Pradesh, du Manipur, du Nagaland et du Mizoram. Les destinations principales sont celles du Manipur et du Mizoram, et depuis Lashio, l'héroïne doit d'abord rejoindre Mandalay, d'où son exportation peut ensuite être répartie selon quelques routes passant toutes par Monywa. De là, le trafic qui passe par Kalewa, et Tamu,

[608] South China Morning Post, *Laos : Amphetamine haul sign of drug flood*, 02-06-00. Bangkok Post, *Lao Seizure*, 02-06-00.
[609] Bangkok Post, *Rash of speed pills alarm Laos*, 12-01-00.

jusqu'à Moreh, au Manipur[610], peut se faire par voie fluviale, *via* la Chindwin (entre Monywa et Kalewa), ou par voie routière (plus long et fastidieux). Mais un autre itinéraire passe toutefois par Kalemyo et Tiddim avant d'entrer au Manipur. L'accès au Nagaland se fait quant à lui principalement par Kalewa et Homalin, *via* le Manipur. Depuis Tiddim, en suivant la route qui longe la frontière vers le sud, ou, depuis Gangaw et par Kangklang, certaines quantités d'héroïne rejoignent le Mizoram. Les villes des Kalewa et Kalemyo sont donc devenues des centres importants de transit de l'héroïne birmane dès le milieu des années 1980 mais surtout durant la décennie 1990, lorsque la réorientation des flux d'exportation d'héroïne birmane s'est vraiment affirmée[611].

Ainsi, le Triangle d'Or connaît, depuis les années 1980 et surtout 1990, une très importante tendance à la diversification et à la multiplication des itinéraires du narcotrafic. L'augmentation de la production birmane d'opium pendant cette période d'une part, le revirement de la Thaïlande qui s'est transformée d'Etat trafiquant en Etat répresseur d'autre part, et enfin l'explosion soudaine de la production de méthamphétamine en Birmanie, ont très nettement joué en faveur d'une complexification des réseaux du narcotrafic dans le Triangle d'Or. D'autres causes, de nature géopolitique régionale et subrégionale, nous l'étudierons plus en détail, peuvent bien sûr expliquer une partie de ce phénomène de modification des itinéraires de l'héroïne. Mais le Triangle d'Or, caractérisé par une production dépassant très largement la capacité de consommation régionale, exporte également son héroïne dans les pays limitrophes jusqu'à ses destinations finales que sont l'Australie, les Etats-Unis et l'Europe. Si l'aboutissement de ces réseaux ne peut être abordé ici, les questions relatives au narcotrafic dans les pays se trouvant dans l'orbite directe du Triangle d'Or nous intéressent néanmoins.

[610] Voir : *Southeast Asian Information Network* (SAIN), 1998, *Out of Control 2 : The HIV/AIDS Epidemic in Burma*.
[611] Voir également : Tarapot P., 1997, *Drug Abuse and Illicit Trafficking in North Eastern India*.

2.2.1.3. Les itinéraires de la périphérie du Triangle d'Or

[Cartes administratives 11, 12, 13. Cartes de localisation 10, 18, 19, 20]

La proche périphérie du Triangle d'Or et des trois Etats auquel il est surimposé, est constituée de six pays : le Bangladesh, l'Inde, la Chine, le Vietnam, le Cambodge et la Malaisie de Malaysia[612] qui, en tant que voisins directs des pays constitutifs du Triangle d'Or, sont les premiers concernés par la diffusion d'un narcotrafic aux dimensions mondiales[613]. Mais, parmi ceux-ci, les territoires de l'Inde et de la Chine sont tout particulièrement utilisés par les narcotrafiquants pour acheminer l'héroïne, désormais surtout birmane, alors que le Bangladesh n'apparaît que comme une voie mineure du trafic malgré sa localisation avantageuse et à cause de sa pauvreté en infrastructures de communication[614]. L'Inde présente, avec la Chine, l'exemple le plus significatif des nouveaux itinéraires de cette périphérie puisque l'existence et la spécificité géographique, sociale et politico-économique de ses Etats du Nord-Est, en permettant le trafic d'origine birmane, ont justifié la redirection des exportations d'héroïne vers l'Occident. En effet, jusqu'au milieu de la décennie 1980, les héroïnes birmane et thaïlandaise étaient convoyées vers l'est, *via* la Thaïlande surtout. Le durcissement de la position thaïlandaise, nous l'avons vu, a tendu à augmenter l'importance des flux chinois du Yunnan, chose rendue d'autant plus aisée par la qualité des relations bilatérales sino-birmanes et le rôle crucial des Chinois de Birmanie dans le narcotrafic (KMT, CPB, Chinois du Kokang, fortes implantations chinoises dans tout le nord birman)[615].

---

[612] La Malaisie est, selon Rodolphe de Koninck par exemple, la *région péninsulaire de la Fédération de Malaysia* (ou Malaysia) qui comprend, depuis que Singapour a quitté la fédération en 1965, les onze Etats de la Malaysia péninsulaire et les deux Etats de Sabah et Sarawak (Malaysia orientale), sur la côte nord de Bornéo : Lacoste Y. (Dir.), 1993, *Dictionnaire de géopolitique*. Nous désignerons donc ici par Malaisie la seule partie péninsulaire de la Malaysia.

[613] Ainsi, les routes du trafic qui existent entre la Thaïlande et le Cambodge sont très récemment (surtout depuis la fermeture de la frontière birmane à Ban San Ton Du) caractérisées par le développement de flux de méthamphétamine produite au Cambodge et exportée vers le marché thaïlandais *via* les provinces de Sa Kaew, Trat et Chanthaburi. A Trat, début avril 2000, ont été saisies 200 000 pilules de méthamphétamine, alors que les autorités thaïlandaises suspectent très fortement l'implantation au Cambodge de chimistes originaires de Thaïlande : Bangkok Post, *Drug gangs shift to Khmer borders*, 07-04-00. Au sud de la Thaïlande, c'est de l'ecstasy qui est désormais introduit depuis la Malaysia *via* les provinces de Yala, Pattani, Narathiwat, Satun et Songkhla : Bangkok Post, *Ecstasy jolts Muslim south*, 04-05-00.

[614] INCSR 1999, 2000, *Op. cit.* : *Bangladesh*.

[615] Voir les ouvrages de Bertil Lintner ainsi que son texte figurant dans l'encyclopédie de Lee Pan (Ed.), 1999, *Op. cit.*

A partir des années 1980 et surtout 1990 donc, l'Inde du Nord-Est (1 463 kms de frontières avec la Birmanie) a vu les flux d'héroïne birmane augmenter. Les premiers mouvements d'importance observés dans la réorientation des flux d'héroïne birmane se sont manifestés à partir de 1991, vers et depuis Mandalay. En 1992, six laboratoires d'héroïne étaient installés pour la première fois dans l'ouest de l'Etat chin et de l'Arakan[616]. Si, en Inde, les saisies sont peu importantes et ne reflètent pas l'intensité du trafic, l'explosion brutale de l'épidémie de VIH, quant à elle, y témoigne de l'émergence de cet nouvel itinéraire de l'héroïne. L'importance première des routes du Manipur est en effet rendue évidente par les proportions que la toxicomanie et l'épidémie consécutive de VIH y ont récemment pris[617]. Des sept Etats du Nord-Est[618], le Manipur est de loin le plus atteint de tous, suivi ensuite du Nagaland, du Mizoram et de l'Assam. Les violences politiques, ethniques et étatiques, associées à un très faible niveau de développement et à un relief mouvementé, font des Etats indiens les plus orientaux, une voie privilégiée du narcotrafic en provenance du Triangle d'Or.

La principale route du trafic indo-birman, la route N° 39, entre dans le Manipur *via* Tamu, la dernière ville birmane, et Moreh la ville frontalière indienne à une centaine de kilomètres au sud-est d'Imphal. Les populations tribales qui se répartissent de part et d'autre de la frontière sont des Kuki, des Chin et des Mizo, qui ont vécu le bouleversement démographique consécutif à l'implantation des Indiens expulsés de Birmanie par Ne Win en 1964. Ces populations tribales, qui ne pratiquaient qu'un commerce frontalier très limité avant l'afflux indien, bénéficiaient toutefois, et bénéficient toujours, d'un droit de passage et de visite exempt de contrôle douanier entre les deux pays. La localisation des villes frontalières de Moreh et Tamu, ainsi que le développement du négoce par les Indiens, ont permis, après 1965, l'émergence d'un trafic transfrontalier illicite jusqu'en 1995, avant qu'un accord bilatéral n'officialise le commerce à Moreh - Tamu et à Champhai (Mizoram) - Hri[619].

---

[616] Les six laboratoires étaient ceux de Tamanthi, Homalin, Tamu, Kalemyo, Tiddim et Paletwa. Ils étaient les premiers laboratoires de la Birmanie occidentale, délibérément orientés pour une exportation indienne et parmi les premiers à s'installer en zone directement contrôlée par l'armée birmane régulière, dont les camps n'étaient jamais bien éloignés : Lintner B., 1998 a, *Drugs and Economic Growth* : 175.

[617] Voir, à propos de la corrélation qui existe entre la diffusion du narcotrafic, de la toxicomanie et de l'épidémie du VIH/sida : 2.3, « Modification des aires et des phénomènes de consommation ».

[618] Arunachal Pradesh, Assam, Manipur, Meghalaya, Mizoram, Nagaland, Tripura.

[619] Toutes sortes de trafics ont pris place depuis 1965 autour de Moreh – Tamu, les biens de consommation indiens étant exportés en Birmanie alors que ceux d'origine étrangère pénétraient le marché indien depuis la Birmanie. L'or, dont l'Inde est très demandeuse, compte tenu de l'importance culturelle qu'il revêt dans tout le

Si le commerce légal s'est développé[620], le trafic illicite a également bénéficié de cette ouverture et Moreh est devenu la voie principale d'entrée de l'héroïne birmane, suivie de près par Champhai, et la plus discrète Noklak au Nagaland. Mais de nombreux autres points d'entrée existent bien sûr le long d'une frontière indo-birmane qui s'étire sur plus de 1 000 kilomètres.

Néanmoins, une fois que l'héroïne birmane a atteint Imphal, Aizawl, Kohima, Silchar ou Dimapur, pour les nœuds de communication indiens les plus importants, celle qui n'est pas consommée localement prend la route de Calcutta, Bombay, Delhi, Madras ou encore Bangalore, *via* Dispur, la capitale de l'Assam[621], véritable porte communicante du nord-est avec le reste de l'Union indienne. Mais les routes aériennes sont également utilisées par les narcotrafiquants, surtout à partir d'Imphal, Aizawl et Silchar et vers Calcutta. La faible importance des saisies effectuées dans le nord-est de l'Inde reflète moins les dimensions récentes prises par le narcotrafic dans la région, que le manque caractérisé de moyens dont disposent les autorités indiennes, puisqu'il est en effet estimé que 10 à 15 % de l'héroïne birmane est exportée *via* le nord-est de l'Inde. Le Manipur, avec ses deux millions d'habitants et ses 50 000 toxicomanes, est ainsi confronté au problème grandissant du narcotrafic avec seulement douze officiers pour toute la *Narcotics and Border Affairs Police*, qui, en partie pour cette raison, n'a saisi qu'un seul kilo d'héroïne en 1996[622].

Mais, phénomène intéressant et corrélation significative, en Inde, comme en Chine, les trajets de l'héroïne semblent désormais pouvoir être suivis à partir de la dissémination des souches locales spécifiques du VIH. Ainsi, le Manipur, où 80 % des toxicomanes sont atteints par l'épidémie, compte depuis quelques années des sous-types B et E du virus,

---

pays, mais aussi les pierres précieuses, le bois de teck et bien sûr l'héroïne, entrent ainsi illégalement en Inde : Tarapot J., 1997, *Op. cit.*

[620] Entre décembre 1995 et septembre 1997, quelque 991 millions de roupies de biens, soit 23,2 millions de USD, ont été échangés au marché de Namphalong, à la frontière de Moreh – Tamu. Le Manipur importe ainsi des biens de Singapour, de Malaysia, de Chine et d'une Thaïlande dont Bangkok est plus proche que Delhi : Reuters, *Tiny Indo-Myanmar free trade zone thrives*, 25-05-99.

[621] En 1972, la capitale de l'Assam a été transférée de Shillong à Dispur, dans la banlieue de Guwahati (ancienne capitale des Ahom, dès 1786). Shillong, quant à elle, 108 km au sud de Guwahati et capitale de l'Assam depuis 1874, est devenue celle du Meghalaya en 1972, lorsque cet Etat indien fut créé entre l'Assam et le Bangladesh.

[622] Associated Press, *Worried that Heroin from Neighboring Burma was Ruining the Youth of India's*, 10-06-97. Mais des saisies ont révélé, depuis 1998, l'extension du narcotrafic à la méthamphétamine produite dans les territoires des Wa (UWSA) de Birmanie, puisque en ont été confisquées quelque 1 000 pilules le 8 février 1999 à Moreh (après la saisie de presque une tonne d'éphédrine par les Indiens entre juin et décembre 1998, éphédrine en provenance de Calcutta destinée aux laboratoires de transformation de Birmanie) : Dépêche internationale des drogues, N° 90, avril 1999, *Inde-Birmanie : les généraux birmans ajoutent une corde à leur arc*, p. 6.

caractéristiques du sud-est asiatique, alors que le sous-type C est celui majoritairement rencontré en Inde[623]. Ainsi, l'épidémie grandissante de VIH dans le nord-est indien se serait surtout développée à partir de 1995, après que l'accord frontalier bilatéral indo-birman fut entré en vigueur[624].

La Chine, quant à elle, connaît le narcotrafic d'origine birmane depuis plus longtemps que l'Inde, ne serait-ce que grâce aux excellentes relations commerciales et militaires que les deux pays entretiennent, surtout depuis 1988 – 1989, c'est-à-dire depuis que la dissolution du CPB et les massacres de Rangoun et de Sagaing en 1988 (8-8-88 et 18-9-88), suivis de la prise du pouvoir par le SLORC et, en Chine des évènements de Tienanmen, ont rapproché deux pouvoirs internationalement isolés[625]. C'est d'ailleurs surtout depuis 1989, année de la mutinerie des Wa du CPB et de la création de la UWSA, que la *Burma Road* canalisa des exportations de plus en plus importantes d'héroïne birmane vers et *via* la Chine[626]. Mais les itinéraires chinois du narcotrafic avaient été remis en service dès après l'ouverture économique de 1978 et Baoshan, par exemple, un ancien nœud yunnanais du trafic de l'opium du XIX^{e} siècle, entre Ruili et Dali, sur la *Burma Road*, a ainsi vu le trafic se développer dès 1985[627]. La forte présence chinoise en Birmanie et le rôle important des Chinois dans le trafic (Haw, KMT, Kokang, triades) et l'attraction puissante de Hong Kong et

---

[623] Southeast Asian Information Network, (SAIN), 1998, *Out of Control 2 : the HIV / AIDS Epidemic in Burma*. Bangkok Post, *Drugs / AIDS link study is joint effort*, 02-04-99. Beyrer C. *et al.*, *Overland heroin trafficking routes and HIV-1 spread in south and south-east Asia*, in AIDS, January 2000, Vol. 14, N° 1. Washington Post, *AIDS Outbreaks Follow Asia's heroin Traffic*, 06-03-00.

[624] South China Morning Post, *Burma : HIV exploding on heroin routes*, 03-10-98 : déclarations du docteur Shakuntala Mudialar d'un centre de désintoxication de Madras. La Birmanie, où les préservatifs ne sont légaux que depuis 1992, compterait à la fin du siècle quelque 400 000 à 600 000 séropositifs (les estimations du département de la santé de Rangoon sont quant à elles indubitablement sous-estimées à 350 000 pour 1997) : SAIN, 1998, *Op. cit.*

[625] Voir par exemple, entre nombreux autres rapports : Insight, *China Trade Arms to Burma for Heroin*, Davis T., 24-03-07. Mya Maung, 1994, *On the Road to Mandalay*, in Asian Survey : *Since 1988, Chinese traders, engineers, and trucks loaded with Chinese goods and modern arms have been traveling on the famous Burma Road that runs across the Shan state of northern Burma to the ancient "Golden City" of Mandalay* : 447.
Le rapprochement sino-birman est décrit par Mya Maung : *…the SLORC quickly established a symbiotic relationship of "relatives born together" (*swemyo pauk hpaw*) with its giant neighbor to the north* : 448.

[626] *The CPB mutiny in 1989, and the subsequent cease-fires with the government in Rangoon led to the opening of new trading routes across the border into Yunnan… Within a year of the CPB mutiny, China had become a major transshipment route for Golden Triangle heroin destined for the West* : Lintner B., 1998 a, *Drugs and Economic Growth* : 172. *Faced with increasing international isolation and pressure following the suppression in 1990 of the democratic movement in the country, the military junta in Rangoon moved to establish closer military and diplomatic ties with the Communist regime in Beijing which found itself in a similar predicament following the Tiananmen massacre in 1989…* : Malik J.M., 1995, *China-India relations in the post-Soviet era : the continuing rivalry*.

[627] Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 115.

de Taiwan sur les flux d'héroïne ont également joué en faveur du développement de l'itinéraire chinois qui draine désormais la majorité de l'héroïne birmane[628]. Les autorités chinoises estiment ainsi que l'héroïne qui transite par leur territoire est à 90 % d'origine birmane[629]. L'importance du narcotrafic en provenance de Birmanie est en effet évidente lorsqu'on considère les dimensions prises par les saisies effectuées en Chine méridionale[630]. L'itinéraire chinois du narcotrafic emprunte donc en fait principalement la *Burma Road*, *via* Lashio et la ville-frontière de Ruili[631]. Les flux d'héroïne passent ensuite par Dali, avant d'atteindre Kunming, capitale du Yunnan, une province qui, en 1990, comptait plus de 80 % des séropositifs de la Chine tout entière. Ainsi, en 2000, à Ruili, sur la bordure chinoise de l'Etat kachin de Birmanie, deux-tiers des toxicomanes pratiquant l'injection sont infectés par le VIH, tout comme, plus à l'est, dans la ville de Bose (Guangxi), où les autorités chinoises estimaient en mai 1998 que quelque 100 kilos d'héroïne transitaient quotidiennement par

[628] INCSR, 1999, *China*.
[629] Washington Post, *U.S., China Team Up in Drug War*, 31-10-98.
[630] Ainsi, par exemple, en mai 2000, plus de 5 tonnes d'héroïne ont été saisies en seulement deux opérations dans le Yunnan, dont 1 tonne dans un train allant du comté de Gengma à Kunming, et 4 tonnes sur la frontière sino-birmane. Toujours en mai 2000, dans le Hunan, un groupe de narcotrafiquants important de l'héroïne depuis la Birmanie jusqu'à la province de Guangdong, a été démantelé : Xinhua, *5,380 Grams of Heroin Seized in Yunnan*, 18-05-00 ; *Chinese Police Bust Gang Smuggling Drugs Concealed in Their Bodies*, 18-05-00.
[631] La *Burma Road*, 1 154 kms (reconstruite en 1937 par la Chine, de Lashio à Kunming, et coupée par les Japonais en 1942, elle relie désormais Rangoun à Chungking en 3 400 kms) et la *Ledo Road*, 769 kms (route construite en 1942 sous les ordres du général Joseph W. Stilwell, *alias* « Vinegar Joe », et renommée d'après ce dernier après 1945 par Chiang Kai-shek, afin de pouvoir ravitailler les Chinois nationalistes depuis Ledo, en Assam, et *via* la Birmanie alors japonaise : elle traverse Myitkyina pour rejoindre le Yunnan et la *Burma Road*, alors que la vieille *Ambassadors Road* relie quant à elle Bhamo au Yunnan) ont été rénovées avec l'aide significative de la Chine, comme de nombreuses autres routes dans les Etats kachin, chin et shan : en 1993, début des travaux depuis les districts yunnanais de Yingjiang et de Longchuan aux villes birmanes de Loije, Moe Mauk et Bahmo ; inauguration de la route Myitkyina – Mangmin – Kambaiti Pass qui relie la *Burma Road* à la capitale de l'Etat Kachin, Myitkyina, et au district yunnanais de Tengchong, *via* sa capitale du même nom. Des ponts ont également bénéficié du partenariat sino-birman : deux d'entre eux sur la rivière Shweli, qui relient Muse à Ruili et Kyukok à Wanting, ont été inaugurés en 1993 : Mya Maung, 1994, *Op. cit.* : 450. L'auteur dénonce, p. 459 : *The new highways and bridges built by China and Burma that are used for trafficking arms and heroin from the Golden Triangle to the outside world...* Voir également, pour la *Burma Road*, la *Ledo Road* et la *Stilwell Road*, ainsi que le « pont » aérien au-dessus du célèbre *hump* (nom donné aux montagnes que les pilotes étatsuinens devaient franchir entre l'Inde et la Chine pendant la Seconde Guerre mondiale) : Mya Maung, 1998, *The Burma Road to Capitalism* : 183, et Meyer K.E., Blair Brysac S., 1999, *Op. cit.* : 541. Voir également les articles très informatifs et richement illustrés du National Geographic : Tayman N.G., 1945, *Stilwell Road - Land Route to China*, in National Geographic, June 1945, pp. 681-698. LeRoy Christian J., 1943, *Burma, Where China and India Meet*, in National Geographic, October 1943, pp. 489-512. Outram F., Fane G.E., 1940, *Burma Road, Back Door to China*, in National Geographic, November 1940, pp. 629-658. Pour le rôle chinois dans le développement récent des infrastructures de communication aux frontières chinoises et thaïlandaises de la Birmanie : Far Eastern Economic Review : *Danger : Road Works Ahead*, Tasker R., Lintner B., 21-12-00.

Bose[632]. On trouve ainsi les sous-types B, C, B/C, et E (caractéristique de l'Asie du Sud-Est), du VIH au Yunnan et au Guangxi, mais également au Vietnam et dans le Xinjiang, montrant donc, à travers la relation toxicomanie / VIH, l'étendue géographique du trafic d'héroïne birmane. Celle-ci semble même s'exporter jusque dans le Xinjiang, à plus de 1 500 kms de Ruili : si l'on ne recensait aucun cas de VIH parmi la population héroïnomane croissante de la province chinoise en 1995, dès 1996, ce sont 25 % d'entre eux qui étaient contaminés, là encore avec les sous-types B, C, et B/C, caractéristiques de la frontière sino-birmane et non du Xinjiang. Mais même le Kazakhstan semble désormais atteint par l'héroïne birmane puisque Almaty connaît depuis peu une explosion de la contamination par le VIH, avec encore une fois des sous-types distinctifs du sud-est asiatique[633].

Mais c'est toutefois bien le Yunnan qui est devenu le point d'entrée majeur du trafic, surtout depuis qu'il a ouvert son commerce frontalier avec la Birmanie (le SLORC a légalisé le commerce frontalier avec la Chine en 1988) *via* Ruili en mai 1992, et a accentué ses efforts pour développer ses infrastructures de communication routières, ferroviaires et aériennes, ce qui favorisera d'autant plus le narcotrafic, à l'instar de l'attractivité déjà prouvée du réseau routier thaïlandais[634]. Les proportions prises par le narcotrafic au Yunnan et dans toute la Chine s'aggravent d'année en année, comme les chiffres relatifs aux saisies et les déclarations officielles tendent à l'indiquer. Ainsi, entre 1982 et 2000, plus de 70 000 cas de narcotrafic ont été recensés dans le seul Yunnan, ce qui s'est traduit par la saisie de plus de 80 tonnes

[632] SAIN, 1998, *Op. cit.*

[633] Washington Post, *AIDS Outbreaks Follow Asia's heroin Traffic*, 06-03-00. Un millier de séropositifs sont officiellement recensés au Kazakhstan, même si Turar Chaklikov , le chef du programme de lutte contre le sida d'Almaty estime que les chiffres sont sous-estimés d'au moins dix à vingt fois : BBC, *1000 HIV cases in Kazakhstan*, 30-11-99.Voir également : Central Asia – Caucasus Institute Forum Summary : *Drugs, A Threat to Central Asian Security*, 15-03-00.

[634] Une ligne de chemin de fer existe désormais entre Kunming et Nanning, mettant ainsi en valeur le port maritime de Beihai, dans le Guangxi. Une autre ligne, de conception et d'origine coloniale française, est reprise par la Chine afin d'améliorer les communications du Yunnan avec Haiphong, au Vietnam, depuis Kunming et *via* la ville frontalière de Hekou (qui communique avec Lao Cai au Vietnam, porte d'entrée de quantités importantes de drogues), elle aussi ouverte au commerce en mai 1992. Mais les axes routiers ne sont pas en reste, et la compagnie thaïlandaise *Economic Quadrangle Joint Development Corp.* construit une route, la '*Pan-Asian Highway*', devant rejoindre le Yunnan *via* Chiang Khong et le Laos : en 2000, seuls 850 kms, de Bangkok à la frontière laotienne, ont été réalisés, et les 708 kms de la portion chinoise (Kunming – Laos, *via* Mengla) sont en construction, alors que les 247 kms laotiens sont loin d'être achevés. Kunming devrait finir par être relié à Bangkok en 2004 : Nation, *Pan-Asian highway gets a nudge*, 23-04-00. La Route de Birmanie, *via* Ruili, a également bénéficié des travaux chinois puisque plus de 80 % du commerce frontalier du Yunnan se fait avec la Birmanie.

d'opiacés[635]. Dans la Chine toute entière, entre 1991 et 1997, ce sont quelque 413 000 cas qui ont été traités, permettant la saisie de plus de 70 tonnes de drogues diverses (héroïne, opium, amphétamines, cannabis)[636]. En 1998, les saisies d'héroïne et de méthamphétamine ont augmenté respectivement de 34 et 20 % par rapport à 1997, année où la méthamphétamine aurait été détectée pour la première fois[637]. En 1999 enfin, si les saisies d'héroïne avaient baissé par rapport à 1998, avec 5,3 tonnes, celles de méthamphétamine ont atteint 16 tonnes, soit dix fois plus qu'en 1998[638]. Hong Kong, d'autre part, a aussi connu une hausse des saisies d'héroïne en 1999 et de méthamphétamine en 2000, l'engouement d'une partie de la population pour cette dernière substance étant de plus en plus affirmé[639]. Ainsi, début 2000 trois records de saisies étaient battus à Hong Kong avec 70 kilos d'héroïne en mars, 18 kilos de méthamphétamine liquide en avril, et 320 000 pilules d'ecstasy en juin[640].

La Chine est donc devenue la principale voie d'exportation de l'héroïne birmane ainsi qu'un axe significatif du trafic de méthamphétamine, les saisies chinoises d'héroïne birmane comptant pour 90 % de celle d'origine sud-est asiatique[641]. D'ailleurs, et de façon significative, les proportions alarmantes que prend le narcotrafic dans la périphérie du Triangle d'Or, ont même poussé la Chine à accepter l'implantation d'une station d'écoute et d'observation états-unienne près de Ruili dès 1995[642]. Sa mission est de surveiller les mouvements des narcotrafiquants le long des 1 200 kms de frontière sino-birmane, et son implantation, ainsi que la première visite officielle d'un « tsar antidrogue » des Etats-Unis en

---

[635] Information Office of the State Council of the People's Republic of China, 2000, *Narcotics Control in China* : publié par Xinhua, *Full Text of White Paper on Narcotics Control*, 26-06-00.

[636] China Daily, *China to step up national drug fight*, 26-06-98. South China Morning Post, *Yunnan steps up drugs war*, 17-07-98. Xinhua, *China seized large amounts of drugs last year*, 23-03-00 ; *500kg of drugs seized by China's Custom Offices in 1999*, 18-04-00.

[637] 7,3 tonnes d'héroïne, 1,6 de méthamphétamine et 5 de cannabis (+ 137 %) : Xinhua, *Chinese police deal with 180 000 drug cases in 1998*, 10-06-99.

[638] Reuters, *Newspaper : China to step up anti-drug war*, 22-03-00.

[639] South China Morning Post, *Heroin seizures rise*, 17-12-99.

[640] South China Morning Post, *Police net huge drugs haul*, 03-03-00 ; *Customs make biggest liquid drug seizure*, 06-04-00 ; *Ecstasy worth $96m seized in record haul*, 22-06-00. La première saisie sous forme liquide à Hong Kong date de décembre 1999 (7,14 kilos). En avril encore, 20 kilos de méthamphétamine en provenance de Chine et destinés au marché australien ont été saisis à Hong Kong : South China Morning Post, *$10m 'ice' haul seized*, 21-04-00.

[641] Nation, *Triangle opium crop slumps, 'yaa baa' booms*, 04-03-00.

[642] Washington Post, *U.S., China Team Up in Drug War*, 31-10-98. L'implantation de la station de Ruili rappelle l'installation des deux stations du Xinjiang par la C.I.A. dans les années 1980 (après la visite du secrétaire à la défense des Etats-Unis, Harold Brown en janvier 1980), et dont la mission était de suivre les essais nucléaires soviétiques. Le précédent du Xinjiang montre que la Chine doit considérer la recrudescence du narcotrafic sur son territoire comme une menace très sérieuse à sa sécurité pour accepter une station états-unienne sur sa frontière sud.

2000, montre clairement avec quel sérieux la Chine considère la menace posée par le narcotrafic[643].

Les autres itinéraires de la périphérie du Triangle d'Or sont extrêmement nombreux et ajoutent à la complexité du narcotrafic dans la région, mais ils revêtent une importance nettement moindre que ceux de Thaïlande, d'Inde et de Chine. Même si, depuis la Thaïlande et *via* la Malaisie et Singapour, l'héroïne est exportée vers les Etats-Unis, l'Europe, l'Australie, Hong Kong et Taiwan. Quant au Laos, qui connaît une augmentation du trafic en provenance de Birmanie[644], et une production désormais orientée vers l'exportation, il voit ses routes vers le Vietnam[645] et le Cambodge de plus en plus utilisées par les narcotrafiquants. Le Mékong constitue également, en certaines partie de son cours, une voie royale où les *speed-boats* prennent le trafic en charge[646]. Les cargaisons peuvent ensuite quitter l'Asie du Sud-Est par voie maritime, *via* la province cambodgienne de Koh Kong, les ports vietnamiens de Hoi An, Danang, Vinh et Haiphong, ou les aéroports internationaux tels que celui de Pochentong à Phnom Penh[647]. Mais, depuis le Vietnam, l'héroïne est également

---

[643] Le général retraité Barry McCaffrey, chef du *Office of National Drug Control Policy* et « tsar antidrogue » des Etats-Unis, était en visite officielle en Chine (également au Vietnam et en Thaïlande) fin juin 2000, afin d'y évaluer l'importance et l'impact du narcotrafic. Cette première visite en Chine d'un directeur des politiques antidrogue états-uniennes a permis la signature d'un accord de coopération antidrogue, *Mutual Legal Assistance Agreement*, entre les deux pays. Quant au fait qu'il n'y avait, en 2000, qu'un seul agent de la D.E.A. en poste en Chine et aucun représentant du F.B.I., cela montre les limites actuelles d'une telle coopération qui pâtit de l'état général des relations bilatérales entre la Chine et les Etats-Unis : Washington Post, *U.S., China Sign Pact to Cooperate in Fight Against Drug Crimes*, 20-06-00.

[644] Le chef de la police de Vientiane, le colonel Inkham Inthamaly, reconnaissait ainsi que l'utilisation du territoire laotien par les narcotrafiquants avait considérablement augmenté depuis quelques années, tout particulièrement concernant le trafic de méthamphétamine : Vientiane Times, *Drug bonfire calls attention to narcotics abuse*, 27-06-00.

[645] Depuis 1997, la possession de 100 grammes d'héroïne ou de 5 kilos d'opium (respectivement 1 et 5 kilos avant 1997) est passible de la peine capitale au Vietnam, où 8 trafiquants ont été exécutés en 1995 et 20 en 1996. En 1998, un nombre croissant de trafiquants laotiens était arrêté aux frontières vietnamiennes et, en 1999, ce sont 76 personnes qui ont été exécutées pour narcotrafic : AFP, *Illegal drugs plague Vietnam, despite death penalty*, 13-10-98 ; BBC, *Two drug offenders executed in Vietnam*, 13-04-00 ; South China Morning Post, *Executions soar amid drugs crackdown*, 28-10-98. La première saisie vietnamienne de méthamphétamine, d'origine birmane selon les autorités, a été effectuée en janvier 2000 : South China Morning Post, '*Crazy' drug surfaces in Hanoi*, 12-01-00.

[646] La Birmanie, la Chine, le Laos et la Thaïlande ont signé, en avril 2000, un accord ouvrant le Haut Mékong et quatorze de ses ports, entre ceux de Simao et de Louang Phrabang, au transport commercial. Mais les autorités thaïlandaises redoutent une augmentation des trafics illicites avec cette ouverture : Bangkok Post, *Boost to trade and tourism*, 21-04-00 ; *Navigation pacts opens up a whole new vista*, 29-04-00.

[647] Dépêche internationale des drogues, N° 83, septembre 1998, *Laos : nouveau dragon du Triangle d'Or ?* ; N° 89, mars 1999, *Vietnam : « un ouragan de drogues… »* ; N° 91, mai 1999, *Cambodge : il y a quelque chose de pourri au royaume du Kampuchea* ; Chalk P., 1997, *Grey-Area Phenomena in Southeast Asia : Piracy, Drug Trafficking and Political Terrorism*.
Selon Aaron Peak, consultant pour le PNUCID et ancien conseiller pour le gouvernement vietnamien : BBC, *Vietnam's drugs and Aids epidemic*, 09-06-00. Un kilo d'héroïne acheté 3 000 USD en Birmanie vaudra le

introduite en Chine, dans le Yunnan et le Guangxi, pour rejoindre Hong Kong et Macao[648]. Et comme il a été confirmé par l'étude des souches VIH sur les trajets de l'héroïne, certaines quantités issues de la production birmane arrivent, *via* le Yunnan et le Xinjiang, jusqu'au Kazakhstan puis jusqu'en Russie et en Europe.

Les itinéraires de la périphérie du Triangle d'Or sont donc extrêmement nombreux et ramifiés[649], permettant une diffusion lointaine de l'héroïne birmane qui va même jusqu'à concurrencer celle du Croissant d'Or en Asie centrale. L'héroïne du Triangle d'Or pose de ce fait des problèmes locaux, nationaux, régionaux mais aussi mondiaux qui sont très bien révélés par l'explosion concomitante du phénomène de consommation et de l'épidémie mondiale de VIH, les itinéraires de l'héroïne n'étant pas seulement des voies d'exportation mais également, comme nous le préciserons, des voies de diffusion de la consommation et de ses pathologies associées.

---

double une fois au Laos, et 7 000 USD dès son entrée au Vietnam, à Ky Son ; et encore le double une fois arrivé à Hanoi ou Ho Chi Minh
En juin 2000, lors du plus grand procès de narcotrafiquants à avoir jamais eu lieu au Vietnam, 11 Vietnamiens ont été condamnés à la peine capitale (et 9 autres à des peines de prison) pour avoir introduit dans le pays, et depuis le Laos, 276 kilos d'héroïne et 289 d'opium entre 1992 et 1999 : BBC, *Executions for Vietnam traffickers*, 26-06-00.

[648] Le siège de la ville de Pingyuan, peuplée à 80 % de Hui, mérite ici d'être mentionné. Le 31 août 1992 quelque 100 véhicules militaires et 2 000 hommes des forces chinoises donnèrent l'assaut à cette ville du sud-ouest du Yunnan, à une centaine de kms du Vietnam. Les observations satellitaires suscitèrent de vives inquiétudes aux Etats-Unis où l'on redouta un temps une invasion du Vietnam face à ce qui était en fait la plus grande répression antidrogue chinoise depuis 1952. L'assaut de Pingyuan tourna en un siège de 80 jours d'une cité devenue depuis 1980 un territoire de trafiquant de drogues et d'armes (en plus de l'or, de l'argent, et de matériel pornographique) dans lequel les lois chinoises les plus élémentaires n'étaient plus respectées (plus d'inscriptions sur les registres des domiciles, des mariages et des naissances (elles-mêmes désormais libres), libres ventes foncières…). A la fin du siège, les autorités chinoises avaient rétabli l'autorité étatique à Pingyuan (les immatriculations, les inscriptions de registres et le contrôle des naissances avaient repris) et il avait également été mis fin aux trafics en tout genre qui s'y développaient. 1 074 kilos de drogues illicites et plus d'un millier d'armes avaient été saisis, en plus de tous les autres produits de contrebande. Seulement sept personnes furent exécutées parmi les 393 qui étaient passibles de la peine capitale, dans un dessein officiellement avoué de préserver la stabilité politique et ethnique d'une région à l'équilibre fragile (contrairement aux événements de Shadian, près de Pingyuan, où, en juillet 1975, l'APL, massacra 1 600 Hui, dont 500 venus de Pingyuan, lors de la révolution culturelle) : Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 161-167 ; Israeli R., 1997, *A New Wave of Muslim Revivalism in China*, in Journal Institute of Muslim Minority Affairs.

[649] De nouveaux axes routiers devant, à terme, permettre le développement du commerce régional sont à l'étude et certains travaux ont même commencé entre quatre pays qui sont parmi les premiers au monde à être concernés par le narcotrafic : des voies rapides reliant la Chine, la Birmanie, le Laos et la Thaïlande devraient en effet voir le jour sous le nom de *Golden Square Highway Network*. Chiang Raï sera ainsi relié à Tachileck et Kengtung, en Birmanie, et Chiang Khong le sera à Louang Namtha, *via* Ban Houay Xay. La Chine sera reliée à la Birmanie et au Laos depuis Jinghong, et Kunming : cf. note 634 pour plus de détails sur la *Pan-Asian highway*.

2.2.2. L'Asie centrale et les nouveaux itinéraires du Croissant d'Or

2.2.2.1. Les itinéraires « traditionnels » méridionaux du narcotrafic

[Cartes administratives 21, 22, 23, 25. Cartes de localisation 10, 14, 15, 16, 17]

Parmi les premières routes commerciales à avoir servi au transport de l'opium en Asie du Sud-Ouest, figurent celles de la Perse avec ses longs bâtonnets d'opium, ou *trébizond* ; ou encore celles de l'Empire ottoman avec ses « mottes de Constantinople », qui ne sont pas sans rappeler les *yunnan* ou gâteaux plats d'opium chinois[650].

En fait, l'Asie du Sud-Ouest a, surtout depuis le XIII^{e} siècle et les invasions mongoles, été caractérisée par son nomadisme, surtout pastoral de type transhumant, mais aussi caravanier. La Perse, par exemple, connut un développement important des routes caravanières, les innombrables pistes sillonnant ses déserts prolongeant et reliant celles d'Asie centrale et d'Asie mineure. Ainsi, depuis Meched, il a très tôt été possible de rejoindre le port de Bandar Abbas, sur le golfe Persique, en franchissant le Lout entre Birjand et Kermân, ou même les villes du piémont du Zagros *via* les oasis du Dasht-e-Kavir[651]. C'est en fait la Perse qui était le premier producteur important d'opium de la région, avant que le Pakistan et l'Afghanistan ne prennent le relais, et que le Croissant d'Or *stricto sensu* n'émerge. La Turquie, quant à elle, a longtemps fourni un opium réputé être le meilleur au monde. Aussi, parmi les plus anciennes des plus importantes routes de l'opium à l'ouest des Indes, ont dû figurer les branches méridionales des routes de la soie qui passaient par les actuels Afghanistan, Turkménistan et Iran. L'importance du grand nomadisme et la présence de nombreux nœuds caravaniers, comme ceux s'égrainant depuis Kashgar jusqu'à la côte du Makran, *via* Kunduz, Peshawar ou Kaboul, ont permis un commerce précoce de l'opium[652].

[650] Hodgson B., 1999, *Opium : Histoire d'un paradis infernal*. Voir aussi, à propos de la ville de Trébizonde qui a donné son nom aux *trébizond* : note 656.
[651] Planhol X. de, 1993, *Les nations du prophète, manuel géographique de politique musulmane* : 518. Un *kavir*, lorsqu'il est sec, en été, permet le passage des caravanes : Cressey G.B., 1960, *Crossroads : Land and Life in Southwest Asia* : 527.
[652] Ainsi, la route allant de Mazar-i Sharif à Herat est une des grandes artères du commerce de l'antiquité, où transitaient fruits, porcelaine, soie et peaux de karakul (la peau de ces moutons d'Asie centrale était la principale source de devises de l'Afghanistan en 1970).

La Perse et l'Empire ottoman (dont émergera la Turquie en 1923), en tant que grands producteurs et consommateurs d'opium, en ont développé le commerce terrestre, initié avant eux par les Arabes nomadisants. Le commerce maritime de l'opium, également initié par les Arabes, grâce à leurs boutres, a aussi pu être développé, depuis les côtes iraniennes, où aboutissaient certaines des pistes caravanières, comme à Bouchir par exemple, vers les colonies européennes d'Asie du Sud-Est[653]. Lors de l'émergence du Croissant d'Or, au début des années 1970, les itinéraires du commerce de l'opium avaient déjà été modifiés par les conséquences de la prohibition iranienne de 1955[654]. En effet, l'Iran, en ayant brutalement mis un terme à son approvisionnement du marché local, régional et mondial de l'opium, avait indirectement favorisé le développement de la production en Afghanistan et au Pakistan. Le commerce de l'opium avait donc logiquement été adapté aux nouvelles données de la production et de la consommation, modifiant par là les axes du trafic. Les exportations d'opium afghan alimentaient dès lors le très important marché de consommation iranien, en mettant à profit les pistes caravanières qui sillonnent encore les déserts du Seistan va Baloutchistan.

Au sud-est de la chaîne du Zagros, les régions du Seistan va Baloutchistan et du Baloutchistan pakistanais qui la prolongent, sont le domaine des Baloutch. Peuple à l'ethnogenèse compliquée et mal connue, les Baloutch seraient originaires du nord du Grand Kavir, quelque part dans le Khorasan. La région baloutch est depuis longtemps caractérisée par une insécurité endémique, et les géographes arabes de l'époque classique parlaient d'ailleurs déjà de *groupes marginaux, de brigands redoutés*. Ici, l'âne a précédé les camélidés comme mode de transport, et le pays bachkard de la région de Bandar Abbas en a conservé l'usage, alors que les Baloutch ont préféré opter pour le dromadaire des grands nomades caravaniers qui est toujours utilisé dans le cadre du narcotrafic[655]. Il faut distinguer ici le chameau, dit de Bactriane (*Camelus bactrianus*), qui est particulièrement bien adapté aux sols pierreux et aux terrains escarpés des montagnes, du dromadaire d'Arabie (*Camelus*

[653] Voir chapitre 1.3.2.3.
[654] L'Iran reprendra la production d'opium en 1969, sous licence d'Etat et dans des proportions restreintes ne suffisant pas à satisfaire la consommation nationale. Ainsi, en 1978, seules 125 tonnes étaient produites et les consommateurs iraniens dépendaient d'une production afghane qui oscillait entre 100 et 300 tonnes par an.
[655] L'âne n'a pas été complètement remplacé par le dromadaire dans le cadre du transport de drogues en Iran, comme le montre encore la saisie de 470 kilos d'opium effectuée en juillet 2000 dans le nord-est iranien : Reuters, *Iran police seize donkeys, drugs on eastern border*, 19-07-00.

dromedarius), plus à l'aise dans les déserts sableux[656]. Si le premier, espèce en voie de disparition que l'on ne trouve plus qu'en Mongolie, dans le désert de Gobi et au Kazakhstan, n'est pas, ou plus, présent en Asie du Sud-Ouest, nombre de camélidés qui peuvent encore être rencontrés depuis l'Anatolie jusqu'à l'Afghanistan, en passant par l'Iran, sont toutefois des métis de chameau mâle de Bactriane et de dromadaire femelle[657]. Bénéficiant, avec l'âne, le cheval, et le dromadaire, de trois moyens de transport particulièrement adaptés à leur environnement, les Baloutch ont fait très tôt montre d'une grande mobilité, s'implantant depuis le Sind au XIV^{e} siècle jusqu'au Pendjab méridional au XV^{e} siècle, avant de migrer vers l'ouest, où, à partir du XVIII^{e} siècle, ils s'ancrent autour du khanat de Kalat, dans l'actuel Baloutchistan pakistanais. Au cours des siècles, les Baloutch se sont disséminés depuis la Basse Asie centrale jusqu'à la côte du Makran, en se concentrant dans les régions frontalières du sud-ouest afghan, du sud-est iranien et, pour la majorité d'entre eux, du sud-ouest pakistanais. Ils rayonnent donc en fait autour du haut plateau du *sarhadd*, ou « région des frontières », au sud du Seistan[658].

Le Baloutchistan a donc été, depuis l'Antiquité, une région de transit commercial, sinon majeure, du moins permettant des échanges entre les mondes turc, perse et arabe. Ce sont d'ailleurs les Arabes qui ont fait du Baloutchistan, ou plus précisément de la côte du Makran, une artère majeure du commerce transrégional. Les Moghols, puis les Afghans, les Perses et les Britanniques se succédèrent ensuite au Baloutchistan, cherchant tous à garder le contrôle des routes et des passes qui permettaient l'accès du nord Baloutchistan à, et depuis, l'Asie centrale : les passes de Bolan, Khojak, Gomal (entre l'Afghanistan et Dera Ismail Khan) ; mais aussi celles, plus septentrionales, de Tochi (entre Ghazni et Bannu) et Mula. La passe de

[656] Ainsi, c'est sur la route allant de Trébizonde – actuelle Trabzon – à Erzurum, que le naturaliste russe Tchihatchef dira à propos du chameau (de Bactriane) que le *vaisseau du désert est devenu en Anatolie le rival du chamois des Alpes*. (in de Planhol X., 1993, *Op.cit.* : 53). Le chameau, animal de port au long cours et aux facultés d'adaptation extraordinaires, pouvait donc servir au commerce caravanier depuis le Turkestan chinois jusqu'aux rives de la Méditerranée, en passant par la chaîne Pontique et la ville de Trébizonde qui, significativement, a donné son nom aux bâtonnets d'opium perse.

[657] Le métissage de ce que l'on considère parfois comme deux espèces distinctes issues des camélidés sauvages (*Camelus ferus przewalski*, du nom de l'explorateur russe N.M. Przewalski qui « découvrit » et répertoria, à la fin des années 1870, en Mongolie, la dernière espèce vivante au XX^{e} siècle de cheval sauvage : *Equus caballus przewalski*) est une technique attestée depuis le X^{e} siècle au moins : de Planhol X., 1993, *Op. cit.* : 51-54 ; Lensch J., 1999, *The two-humped camel (Camelus bactrianus)*, in World Animal Review, N° 92, Food and Agriculture Organization, http://www.fao.org.
Notons également que la présence de chameaux de Bactriane et de chevaux dans ce qui est l'actuel Baloutchistan est attestée depuis 1700 avant J.-C. au moins, ainsi que les découvertes archéologiques réalisées sur le site post-harappéen de Pirak (au sud-est de Quetta) l'ont montré.

[658] de Planhol X., 1993, *Op. cit.* : 547-553.

Bolan est ainsi au Baloutchistan ce que celle de Khyber est à la *North West Frontier*, une porte millénaire des invasions et du commerce. C'est, significativement, autour du Baloutchistan que le *Great Game* a débuté, les Britanniques redoutant très sérieusement une invasion russe des Indes *via* Herat et le Seistan, la *terra media* de Lord George Curzon[659]. Et c'est pour protéger le Baloutchistan que la ville de Quetta fut occupée militairement et fortifiée par les Britanniques à partir de 1876, en arrière des passes de Bolan et de Khojak, sur la route de Kandahar et de Herat. Et la passe de Gomal était quant à elle protégée par Fort Sandeman (actuelle Zhob)[660].

Quant à l'Afghanistan, il offre et a toujours offert deux routes principales, routes d'invasion et de commerce, qui ont été l'objet des rivalités russo-britanniques et permettent désormais toutes sortes de trafics avec le Pakistan, dont celui des opiacés. Elles partent toutes deux de Herat, traversant soit directement l'Hindou-Kouch pour rejoindre Peshawar, *via* la passe de Khyber, soit le contournant par son piedmont sud pour rejoindre Quetta, *via* Kandahar et la passe de Bolan. Ces axes commerciaux, qui sont notamment ceux des échanges de l'opium, ont une longue existence et, depuis l'Afghanistan et vers la Méditerranée, en passant par la Perse, les flux qu'ils drainaient alternaient en fonction des productions afghanes, iraniennes et turques. Mais si les échanges de l'opium s'étaient autrefois faits le long des principales routes de la soie, comme le nœud caravanier de Kashgar en témoigne, la fermeture subite de la Basse Asie centrale, à la suite de la prise russe du khanat de Khiva, en 1873, et des rivalités russo-britanniques autour de l'Afghanistan, avait toutefois fini par mettre un terme au rôle de pont que l'Asie centrale jouait entre l'Europe et l'Inde. L'Asie centrale perdait alors *ses attaches séculaires avec le Sud* par un isolationnisme imposé : les nomades turkmènes, acteurs importants d'un axe majeur des routes de la soie, connurent ainsi une sédentarisation forcée dans ce qui est aujourd'hui le Turkménistan. Avec *la constitution d'une union douanière entre la Russie et Boukhara et le déploiement de*

[659] *Russian incursions into Seistan, the British thought, could 'revolutionize at once the conditions' upon which the 'whole system of Indian defence has been built up'* : Ispahani M.Z., 1989, *Roads and Rival: The Politics of Access in the Borderlands of Asia* : 39. George Nathaniel Curzon fut le plus jeune des vice-rois des Indes britanniques, de 1898 à 1905.

[660] *The strategic importance of Baluchistan as the main avenue of approach to Kandahar linked it far more closely to affairs in Afghanistan than the rest of the north-west frontier, and it was this factor that influenced the Government of India in their decision to give whole-hearted support to Sandeman's recommendations to extend the British sphere of influence up to the Khojak range and beyond it to Chaman.* : Elliot J.G. (Major-General), 1968, *The Frontier 1839-1947* : 55. Quetta, ou *kwatah*, est une ville, un district et une division de la province du Baloutchistan dont le nom est une variation de *kwatkot* qui signifie « fort » en pashto.

garnisons de gardes-frontière russes sur les confins sud de l'émirat[661], en 1894, la frontière méridionale de l'aire d'influence russe cloisonna et isola l'Asie centrale de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest et mettait ainsi brutalement fin aux importantes relations commerciales et culturelles qui avaient caractérisé toute l'Asie pendant des siècles. Plus tard, avec la fermeture du Turkestan chinois (actuel Xinjiang) par la Chine communiste, ce sont les hautes passes de Kan Kuch Kach et Khotgaz qui ont vu interrompues leurs fréquentations séculaires à partir de Kashgar et Yarkand[662].

Mais, au XIX^{e} siècle, l'Asie centrale ne produisait pas d'opium de façon significative et sa fermeture commerciale et territoriale n'influa pas sur un commerce mondial des opiacés en pleine expansion. De la chaîne Pontique au sud de la Caspienne et au plateau du Yunnan, en passant par le nœud du Pamir, le commerce de l'opium restait cantonné à l'Asie du Sud au sens large (de la Turquie au Vietnam en passant par les Indes), ne s'ouvrant au nord qu'en Chine. En effet, les poussées russes au nord de la Turquie, dans le Caucase et en Asie centrale, avaient provoqué une importante césure dans les liens commerciaux et culturels qui existaient entre Asie du Nord et Asie du Sud, imposant un commerce à dominante latitudinale, par voie terrestre et surtout maritime. Le contraste était donc grand entre l'aire d'influence russe d'une part et, d'autre part, l'aire d'influence britannique, où le commerce de l'opium indien était en pleine expansion. On voit donc déjà à cette époque se dessiner les trois zones du système géopolitique asiatique décrit plus tard par Alastair Lamb : les zones russe, chinoise, et méridionale – la dernière étant alors celle des colonies européennes[663].

L'Afghanistan, Etat-tampon du *Great Game*, avant de devenir un des théâtres de la guerre froide et celui du « *New Great Game* » des années 1990 (dont on pourrait d'ailleurs situer le renouveau au début des années 1980), est l'Etat qui a le plus pâti de cette césure russo-britannique et du refus de communication terrestre que cela a impliqué de la part des deux empires qui ont arrêté, par exemple, leurs lignes ferroviaires respectives aux frontières afghanes[664]. Mais l'Afghanistan a toujours été très dépendant des échanges commerciaux

[661] Choukourov C. et R., 1994, *Peuples d'Asie centrale* : 51.
[662] *…former international routes of trade to the Wakhan, Asiatic Russia, Sinkiang, and beyond…* : Dichter D., 1967, *The North-West Frontier Province of West Pakistan* : 27.
[663] Lamb A., 1968, *Asian Frontiers : Studies in a Continuing Problem* : 17-18.
[664] *A war on North-West frontier would be chiefly a problem of transport and supply. We must therefore allow nothing to be done to facilitate transport. Any attempt to make a railway in Afghanistan in connection with the Russian strategic railways would be regarded as an act of direct aggression against us…* : Ispahani M.Z., citant un énoncé britannique de politique afghane de 1905 : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 95.

qu'il nouait avec ses voisins et, de fait, le commerce extérieur du pays dépendait en partie, en plus des nomades baloutch qui le reliaient à la Perse, à la *North West Frontier* et au Baloutchistan des Indes britanniques, des *powindah* qui passaient saisonnièrement de part et d'autre de l'actuelle ligne Durand et dont le pastoralisme n'était qu'une activité secondaire comparativement aux échanges commerciaux qu'ils pratiquaient à large échelle. Ils ont été des caravaniers historiques qui reliaient l'Asie centrale à l'Afghanistan, parfois jusqu'à des destinations aussi éloignées que le Bihar et le Bengale, en effectuant leurs migrations saisonnières à travers les passes de Tochi, Gomal, Kurram et Khyber[665].

Les itinéraires « traditionnels » méridionaux du commerce de l'opium en Asie du Sud-Ouest furent donc en partie déterminés par la fermeture de ce qui fut appelé le « ventre mou » de l'Empire russe dès le XIX^{e} siècle. Ils ont pris la direction du sud et de l'ouest, d'abord à partir de la Perse et de la Turquie, qui exportaient légalement l'opium qu'elles produisaient sous licence, puis, après le premier arrêt de la production iranienne en 1955 et celui de la production turque en 1973[666], à partir de l'Afghanistan qui, dès les années 1970, avait pris le relais de la production régionale, alimentant l'important marché de consommation iranien et le reste du monde. La production de l'Asie du Sud-Ouest avait baissé de 1 126 tonnes d'opium en 1934 à 381 en 1970, remontant à 540 tonnes en 1971 pour atteindre 1 400 tonnes en 1978 : la baisse de production n'avait été que momentanée, l'Afghanistan et le Pakistan augmentant leurs productions respectives en réaction au déficit iranien.

A la fin de la décennie 1970, le marché régional connut de profonds bouleversements, la révolution iranienne de février 1979 imposant à terme une sévère prohibition de la production et de la consommation d'opiacés, et poussant de nombreux Iraniens à se réfugier au Pakistan où ils dynamisèrent le recours aux cultures de pavot à opium, resté jusque là peu

[665] *… 'ghil' in Pushtu meaning « thief » and 'zai', « born », or « son of »…* : Wilber D.N., 1962, *Afghanistan, its people, its society, its culture* : 42, 112 ; Spain J.W., 1963, *The Pathan Borderland* : 25-26, 56-58 ; Palwal R., 1990, *The Nomads' Situation: an Historical Contrast* ; *Among some tribesmen, called 'powindehs', stockbreeding is secondary to merchandising. Indeed, the name derives from the Persian word 'parvandeh' which means "bundle (of merchandise)." These 'powindehs' move with their camel caravans down the Indus valley where they exchange skins, wool, and rugs fur sugar, tea, textiles, and manufactured goods… Afghan tribes, having spread over much of Afghanistan south of the Hindu Kush, are now gradually filtering into northern Afghanistan, where they describe themselves as 'qandahari', or as from Qandahar. (Purely nomadic elements, regardless of their ethnic origin, are called 'kochis')…* : Wilber D.N., 1962 : 43.

[666] La production illicite turque déclina de 58 tonnes en 1971 à presque zéro en 1974-1975.

important[667]. La nécessité de l'existence d'un marché noir en Iran se cumula avec l'interdiction de la production licite d'opium au Pakistan par le général Zia ul-Haq en 1978, ce qui, là aussi, eut pour effet de dynamiser le trafic d'opium à destination de l'Iran. Avec 800 tonnes, l'année 1979 se trouva être celle d'une très bonne récolte d'opium au Pakistan, au moment précis où l'Iran se fermait au commerce légal des opiacés, où la production pakistanaise était brutalement interdite et dégageait des excédents importants, et où l'Afghanistan était envahi par les troupes soviétiques et réorientait ses exportations de l'Iran vers le Pakistan. D'autre part, une forte sécheresse dans le Triangle d'Or, de 1978 à 1980, permit à l'opium d'Asie du Sud-Ouest de fournir les marchés européen et états-unien. Toutes ces conditions réunies justifièrent la venue de chimistes du sud-est asiatique au Pakistan, où une importante proportion d'une production d'opium difficilement exportable en l'état put dès lors être transformée en héroïne[668].

Certes, les itinéraires du trafic d'opium empruntaient depuis le XIX^{e} siècle les pistes caravanières des régions frontalières d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan, les régions de la NWFP et du Baloutchistan devenant de véritables corridors du narcotrafic. Mais l'Iran, en arrêtant sa production mais en conservant une importante consommation, se présentait alors comme la destination première des productions régionales en se transformant d'un pays exportateur en un pays importateur. On vit donc le trafic s'intensifier sur les frontières Iran – Afghanistan et Iran – Pakistan, atteignant d'une part le marché national et, d'autre part, les réseaux turcs de distribution vers l'Europe et les Etats-Unis. Le Pakistan fut également vite utilisé en tant que corridor d'exportation vers l'Inde et, *via* Karachi et la côte du Makran, vers le Moyen-Orient et l'Occident.

Jusqu'en 1979, les flux de l'opium passaient principalement par l'Iran qui était, depuis longtemps déjà, au cœur des réseaux d'exportation d'opium, son importante consommation drainant l'immense majorité des productions afghane et pakistanaise qu'elle avait contribué à développer[669]. En plus de sa place historique en tant que pays de production, de

[667] La révolution iranienne permit d'abord un fort regain de la consommation d'opium, la prohibition imposée en premier lieu ayant été celle de l'alcool. Mais de nombreux producteurs d'opium fuirent néanmoins vers le Pakistan en redoutant une répression accrue.

[668] Voir : McCoy A., 1991, *Op. cit.* ; Stares P., 1996, *Global Habit. The Drug Problem in a Borderless World* ; Tullis L., 1995, *Unintended Consequences. Illegal Drugs & Drug Policies in Nine Countries*.

[669] En 1972, les 400 000 consommateurs iraniens d'opium devaient importer illégalement 195 tonnes d'opium d'Afghanistan, du Pakistan et de Turquie, les 217 tonnes produites en Iran n'étant pas suffisantes pour alimenter

consommation et d'exportation, l'Iran était devenu la seule voie de passage terrestre des exportations de l'Asie du Sud-Ouest vers l'Europe, depuis que la Russie impériale avait fermé ses frontières méridionales et que l'URSS les avaient scellées. Le Pakistan, de pays producteur et exportateur, allait également émerger comme pays de transit, de consommation et même d'importation. La consommation pakistanaise allait en effet exploser après 1979 et donc encore modifier les flux d'opiacés, toute la frontière occidentale du pays devenant, avec la guerre d'Afghanistan et la coopération de la CIA et de l'ISI, le lieu de tous les trafics et surtout de celui d'opium et d'héroïne[670]. 1979 est l'année charnière à partir de laquelle s'est initiée la transformation de toute la narco-économie de la région, et préparés le développement du Croissant d'Or des décennies 1980 et 1990 et l'ouverture de « nouveaux » itinéraires à partir de 1991.

le marché national. L'immense majorité de la production afghane, environ 100 tonnes, était consommée en Iran, ainsi qu'une bonne partie de celle du Pakistan : McCoy A., 1991, *Op. cit.*

[670] Le rôle joué par la CIA dans le narcotrafic lors du conflit afghan est reconnu comme ayant été moins important et direct que celui qu'elle avait précédemment joué en Asie du Sud-Est. L'expérience des activités de la CIA en Asie du Sud-Est permit au docteur David Musto, membre du *Washington's Strategy Council on Drug Abuse*, de dénoncer et mettre en garde contre la réitération de l'implication de la CIA dans le trafic d'armes et de drogue, en Afghanistan cette fois. Musto déclara au *Drug Abuse Council* du Président Carter : *we are going into Afghanistan to support the opium growers in their rebellion against the Soviets. Shouldn't we try to avoid what we had done in Laos ?* : Cooley J.K., 1999, *Unholy Wars : Afghanistan, America and International Terrorism*.

2.2.2.2. La région des trois frontières au cœur du trafic récent

[Cartes administratives 21, 22, 23, 25. Cartes de localisation 10, 14, 15, 16, 17]

Pendant les décennies 1980 et 1990, l'Iran et le Pakistan ont connu, à partir de l'Afghanistan et de sa production croissante[671], une augmentation régulière du narcotrafic ; le Pakistan principalement à cause de son rôle et de celui de la CIA dans la guerre d'Afghanistan[672], et l'Iran, à cause de sa localisation géographique, de son rôle historique d'axe caravanier majeur et de sa longue tradition de consommation. Les saisies réalisées au Pakistan et en Iran ont eu tendance à révéler deux aspects différents du narcotrafic : la corruption de certains services de l'Etat pakistanais d'un côté, et la lutte antinarcotique à outrance des forces frontalières iraniennes d'autre part.

Ainsi, certaines saisies pakistanaises, désormais historiques, ont révélé une corruption importante qui n'est pas sans rappeler le rôle qu'a pu jouer l'armée thaïlandaise dans le narcotrafic[673]. En 1983, par exemple, c'est toute l'équipe de l'ISI de Quetta qui dut être remaniée par son supérieur, le général Akhtar Abdur Rehman, pour trafic de drogue et détournement d'armes fournies par la CIA pour les *moudjahidin* afghans. Mais l'armée régulière n'était pas non plus exempte de ces pratiques, ainsi qu'en témoignent, en 1986, les deux saisies de 220 kilos d'héroïne qui ont été opérées dans les véhicules du major Zahooruddin Afridi et du lieutenant Khalilur Rehman, entre Peshawar et Karachi[674]. Mais, au-delà de ces cas célèbres et révélateurs, c'est une grande partie du Pakistan du général Zia

---

[671] La production afghane d'opium avait augmenté progressivement durant la guerre, doublant en 1982-1983 pour atteindre 575 t., et plus encore en 1986-1987 en passant de 350 à 800 t. : Rapports INCSR des périodes concernées.

[672] Lawrence Lifschultz explique à propos de l'implication de certains services états-uniens et pakistanais dans le narcotrafic : *the most generous view that can be taken is that US policy makers looked the other way while narcotic syndicates grew side-by-side with operations linked to the Afghan insurgency*, et cite Alfred McCoy : *the CIA's role in the heroin trade was simply an inadvertent but inevitable consequence of its cold war tactics…* : Lifschultz L., 1992, *Pakistan : The Empire of Heroin*, in McCoy A.W., Block A.A. (Ed.), 1992, *War on Drugs, Studies in the Failure of U.S. Narcotics Policy* pp. 344, 352.

[673] Ainsi, Lawrence Lifschultz a décrit la « faction narco-militariste » qui a émergé au sein de l'armée pakistanaise au cours des années 1980, sans omettre toutefois de rappeler qu'il y a également toujours existé une « faction antinarco substantielle » : Lifschultz L., 1992, *Op. cit.* : 335.

[674] Rashid A., 2000, *Op. cit.* : 120-121. Voir, pour plus de détails sur les affaires de corruption et de narcotrafic au Pakistan : Lifschultz L., 1992, *Op. cit.* ; Akhtar J.D., 1994, *Pakistan-Narcotics-Terrorism : The Linkages*, in Strategic Analysis, Vol. XVII N° 9, December 1994, pp. 1129-1145 ; Chandran D.S., 1998, *Drug Trafficking and the Security of the State : Case Study of Pakistan*, in Strategic Analysis, Vol. XXXII, N° 6, September 1998, pp. 903-922 ; Raman B., 2000, *Heroinisation of the Pak Economy*, in South Asia Analysis Group, 30-04-00.

ul-Haq qui était engagée dans le trafic d'opium et d'armes. Les caravanes qui acheminaient les armes nécessaires au *djihad* afghan avaient en effet tout intérêt à revenir au Pakistan chargées d'opium afghan. Les chefs tribaux de la NWFP qui autorisaient et garantissaient à l'alliance CIA-ISI le passage des armes vers l'Afghanistan, et en subirent souvent les représailles soviétiques, bénéficiaient également du commerce lucratif de l'opium qu'ils permettaient. Quant à la *National Logistics Cell* (NLC), la compagnie de transport routier de l'armée pakistanaise qui, depuis Karachi jusqu'à Quetta et Peshawar, assurait le transport des armes fournies par la CIA[675], elle participait également, et notoirement, à celui des opiacés depuis la frontière afghane jusqu'aux points d'exportation internationale[676].

Mais plus récemment, durant la décennie 1990, les efforts déployés par les forces pakistanaises dans le cadre de la lutte antinarcotique se sont néanmoins intensifiés et les saisies se sont multipliées. Vers le Pakistan, l'Afghanistan exporte ses productions d'opium et d'héroïne *via* la NWFP et les réseaux de narcotrafiquants de la région de Peshawar d'une part, et *via* le Baloutchistan d'autre part[677]. Du Pakistan, des flux contraires de précurseurs chimiques pénètrent en Afghanistan, comme les armes le faisaient durant la guerre, *via*, entre autres, le poste-frontière de Torkham, entre la Khyber Pass et Jalalabad[678]. Cette route qui relie Kaboul à Peshawar est, pour diverses raisons, l'une de plus importantes voies du narcotrafic entre les deux pays pour plusieurs raisons : la province du Nangrahar est l'une des toutes premières régions de production afghane[679] et d'importants marchés de l'opium

[675] Créée en 1976 pour désengorger le port de Karachi, la NLC était le principal transporteur de cargaisons d'armes destinées au *djihad* afghan. Dépendant directement de l'armée pakistanaise, la NLC, qui transportait régulièrement de l'héroïne depuis la NWFP jusqu'au port de Karachi, ne pouvait être soumise au contrôle de la police : Lifschultz L., 1992, *Op. cit.* : 335.

[676] Lifschultz L., 1992, *Op. cit.* Les révélations concernant l'importance du narcotrafic pratiqué par certains chefs afghans et le rôle de l'ISI et de ses camions de la NLC fit rapidement scandale : en mai 1990, le Washington Post dénonçait en première page le clair refus des autorités états-uniennes d'enquêter sur les accusations de narcotrafic concernant Hekmatyar et l'ISI.

[677] *From an overall perspective of opium and heroin production, the Afghan and Pakistan border regions must be considered a single unit. Almost the entire production of opium in Afghanistan had come to be controlled by Pakistan-based syndicates with links to liberated areas of the Afghan countryside* : Lifschultz L., 1992, *Op. cit.* : 343.
Stéphane Allix mentionne la passe de Dorah (4 555 m.), sur la frontière afghano-pakistanaise, au sud-est du Tirich Mir, qui, en tant que lieu de passage d'une vieille route commerciale permettant de rejoindre Chitral, est désormais utilisée pour le trafic de drogue - entre autres : Allix S., 1998, *La petite cuillère de Schéhérazade. Sur la route de l'héroïne* : pp. 55, 73.

[678] Frontier Post, *Smuggling of heroin 'ingredients' to Afghanistan on the rise*, 17-08-99.

[679] Environ 20 % de la production totale de l'Afghanistan en 1999.

existent le long de cet axe commercial majeur[680]. Ainsi, en 1999, le village afghan de Ghani Khel, qui se trouve à une heure de route de Torkham, dans le Nangrahar, était l'un de ces lieux proches de la frontière pakistanaise qui étaient entièrement consacrés au commerce de l'opium, et où les principaux acheteurs, pakistanais, renseignaient par leur nationalité sur la destination première des flux[681]. Le marché de l'opium de l'est afghan s'est concentré à Ghani Khel depuis la guerre, depuis que les Pachtoun shinwari qui y dirigent le marché et le commerce ont pu bénéficier du relâchement d'un contrôle étatique qui faisait défaut à Kahi, l'ancien marché principal. Mais Ghani Khel est également plus proche de la route bitumée Peshawar – Jalalabad que Kahi ou Achin (un autre marché de l'opium), et bénéficie de cet avantage de localisation, encore accentué, pendant la décennie 1990, par l'expansion vers le nord des espaces de culture de pavot[682]. Le marché régional de l'opium, dans le sud du pays, est aussi moins centralisé que celui du nord, dominé par les Shinwari, le commerce avec le Pakistan y étant principalement le fait des nombreuses tribus baloutch qui contribuent, par la multiplicité des acteurs, à l'éclatement du marché. Toujours en 1999, Sangin, un village au cœur de la province de Helmand et alors le principal marché de l'opium de la région, comprenait quant à lui environ 200 dépôts de distribution d'un opium produit dans les provinces de Helmand, Kandahar et Orouzgan[683]. Chaque dépôt y écoulait un peu plus d'une

[680] La mise en place en 2000 de 13 postes-frontières supplémentaires dans les FATA de la NWFP, dans le but premier d'endiguer le trafic de biens de consommation entre l'Afghanistan et le Pakistan, trafic rendu possible par les accords ATTA (*Afghan Transit and Trade Agreement*), laisse néanmoins encore les trafiquants se livrer à leurs allées et venues : Dawn, *Smuggled goods go back to Afghanistan*, 29-04-00.

[681] Ghani Khel compte en 2000 quelque 80 à 100 commerces vendant de l'opium en diverses quantités allant du kilo à la tonne. Le kilo y est vendu entre 2 700 et 3 000 roupies pakistanaises (52 à 58 USD) et permet aux vendeurs de dégager un profit d'une centaine de roupies par kilo. *Here is the start of the drug trafficking. Traffickers come here to buy it, then process it into morphine, to heroin, to pure heroin which is then sold on the streets* déclarait Bernard Frahi, représentant du PNUCID à Islamabad, en visite à Ghani Khel où est implantée une antenne du PNUCID : Reuters, *Opium market flourishes in Afghanistan*, 23-04-00.

[682] Les Pachtoun shinwari bénéficient aussi des liens qui les unissent aux Pachtoun afridi de la NWFP, affinité qui leur a également permis de se concentrer plus particulièrement sur le marché de l'héroïne : UNDCP, 1998 (October), *Afghanistan Strategic Study #2 : The Dynamics of the Farmgate Opium Trade and the Coping Strategies of Opium Traders*.

[683] Avant la guerre, Sangin n'était pas le marché de l'opium de la taille que l'on connaît aujourd'hui. C'était alors Musa Qala, plus au nord, qui concentrait le commerce de l'opium. Depuis l'arrivée des *taliban* dans la région, et la forte diminution de l'insécurité qui prévalait durant la guerre et la période des rivalité entre commandants, Musa Qala émerge de nouveau en tant qu'important marché de l'opium et est désormais le second marché du sud du pays. Mais de nombreux autres marchés existent et confèrent au marché régional de l'opium une structure beaucoup plus décentralisée que celle qui existe au nord. D'autre part, le marché méridional des opiacés est plus caractérisé par le commerce de l'opium et de la morphine base que celui du nord, plus orienté vers l'héroïne, car les Baloutch et les Pachtoun du sud du pays n'y bénéficient pas de la proximité des Afridi qui, depuis la NWFP et avec les Shinwari d'Afghanistan, détiennent le monopole de la transformation de l'héroïne. Les saisies iraniennes, en majorité constituées d'opium et de morphine base,

tonne d'opium par an auprès d'acheteurs iraniens et pakistanais qui exportaient la marchandise directement, ou après une première transformation, à travers la région des trois frontières vers l'est iranien et, ou, le Baloutchistan pakistanais[684]. Aussi, si le trafic d'opiacés depuis l'Afghanistan vers le Pakistan, comme vers l'Iran, semble avoir baissé au cours des dernières années et s'être réorienté vers les nouveaux itinéraires septentrionaux de l'Asie centrale, il n'en reste pas moins que le Pakistan et l'Iran constituent encore à la fin des années 1990 la voie majeure d'exportation de la région.

Ainsi, le Baloutchistan pakistanais, qui partage environ 1 200 kilomètres de frontière avec l'Afghanistan, 900 avec l'Iran, et en possède 700 de côtes (Makran), reste encore le lieu privilégié de tous les trafics en provenance ou à destination de l'Afghanistan, qu'il s'agisse de biens de consommation courants, de pétrole ou bien sûr de drogues illicites[685]. En 1999, les autorités pakistanaises[686] ont saisi dans le seul Baloutchistan, 24 tonnes de drogues dont 1,3 d'héroïne, et de nombreuses armes sophistiquées[687]. La localisation du Baloutchistan, en l'occurrence pakistanais mais également iranien, en contact direct avec la province de Helmand, première productrice d'opium afghan, en fait la principale voie du trafic régional. En effet, seuls deux axes routiers majeurs relient l'Afghanistan au Pakistan, et la route Kandahar-Quetta, *via* le poste-frontière de Chaman et la Khojak Pass, est désormais devenu le plus important des deux, devant celui de Kaboul-Peshawar de la *Grand Trunk Road*[688]. Les

---

tendent d'ailleurs à confirmer cette particularité régionale : UNDCP, 1998 (October), *Afghanistan Strategic Study #2 : The Dynamics of the Farmgate Opium Trade and the Coping Strategies of Opium Traders*.

[684] Le kilo d'opium sec étant vendu environ 39 USD à Sangin (2 200 000 afghanis en mai 2000) ce qui permet au vendeur de dégager une marge de trois ou quatre dollars par kilo : AP, *Opium for sale by the tonne in Afghanistan*, 13-05-00.

[685] Le pétrole iranien est en effet aisément introduit, *via* Taftan, au Baloutchistan, où le marché noir est florissant : en février 2000, le litre de pétrole était vendu entre 27 et 29 roupies sur le marché officiel du Baloutchistan, alors que son prix au marché noir n'était que de 15 roupies. Le pétrole est introduit en fraude à partir de Taftan jusqu'à Khuzdar et Shahdadkot, d'où il rejoint le Sind, à Karachi. Il est également transporté depuis la région de Plantak dans le district de Kharan, *via* Tehsil Hoshab (district de Turbat) et vers le reste du pays : News, *Smuggling of contraband items from Iran, Afghanistan continues*, 14-02-00. Du bétail est également exporté illégalement d'Iran, pays importateur net de nourriture, par des trafiquants qui gagneraient ainsi une centaine de millions de USD par an en vendant plus de 1,2 million de têtes : Reuters, *Iran says 1.2 mln cattle smuggled out each year*, 12-11-99.

[686] *Frontier Corps*, *Anti-Narcotic Force*, *Customs and Border Security Police*, ci-après respectivement FC, ANF, CBSP.

[687] 15 302 kilos de hashish, 1 365 kilos d'héroïne et 6 845 kilos d'opium : le brigadier Abdul Razzaq Baloch, chef de l'ANF du Baloutchistan, déclarait que la tâche de son service était rendue particulièrement difficile en raison de l'existence de l'autre côté de la frontière de 58 % de la production afghane (provinces de Helmand, Farah et Nimrouz) : Dawn, *Drugs worth Rs5.5 billion seized last year*, 08-01-00.

[688] Le chef de l'ANF du Baloutchistan reconnaît ainsi le rôle prépondérant et ancien de la route passant par Chaman : *...Chaman which occupies an important place in the old trade links between the two countries. This*

inquiétudes suscitées au Pakistan par l'explosion de la production afghane en 1999[689] concernent tout particulièrement le Baloutchistan, où de nombreuses et importantes saisies ont été opérées en 2000[690]. Les saisies opérées au Pakistan sont souvent violentes et se soldent fréquemment par des pertes en vies humaines, du côté des trafiquants comme des forces pakistanaises, comme ce fut le cas lors de l'opération menée à Hub en novembre 1999[691]. Le commandant de l'ANF du Baloutchistan se plaignait d'ailleurs en 2000, en plus de ses trop faibles effectifs, de l'armement inadéquat dont ses troupes disposaient face à des trafiquants souvent mieux équipés[692].

---

tiny town has a pivotal role in smuggling of drugs to Karachi by roads… : News, *'ANF struggling to curb drug smuggling in Balochistan'*, 22-04-00. La *Grand Trunk Road* s'étire sur plus de 2 500 kms depuis Calcutta jusqu'à la frontière pakistano-afghane de la NWFP. La route, qui servit à l'exode de plus de quinze millions de réfugiés cherchant à rejoindre leurs « patries » respectives après la partition de 1947, fut conçue dans un dessein militaire et non commercial. Elle était déjà utilisée en 1 500 av. J.-C. par les Aryens lorsqu'ils envahirent le sous-continent. Rudyard Kipling écrivit ces mots pour décrire une route quasi mythique : *the green-arched, shade-flecked length of it, the white breadth of it speckled with slow-pacing folk.*

[689] Dawn, *Increased drug smuggling from Afghanistan feared*, 31-12-99. Le brigadier Mukhtar Ahmed, chef de l'ANF du Sind s'inquiétait de la probable recrudescence du trafic *via* le Baloutchistan et le Sind, et dénonçait l'augmentation de celui des précurseurs d'origine indienne exportés dans l'autre sens. En 1999 déjà, les saisies du Sind avaient considérablement augmenté par rapport à 1998, passant de 175 à 331 kilos d'héroïne, de 22 à 45 kilos d'opium.

[690] En mars 2000, l'ANF du Baloutchistan a saisi, après un engagement armé avec des trafiquants dans la région de Dak du district de Chagaï (près de Nushki), à 250 kms à l'ouest de Quetta, 600 kilos de haschich, 280 d'opium, 12 d'héroïne, ainsi que des armes automatiques (AK-47), sur ce qui semble être une nouvelle variante de la voie d'exportation majeure d'opiacés afghans vers la côte du Makran : Dawn, *Drugs worth Rs100m seized near Afghan border*, 05-03-00. Début mai, l'ANF saisissait encore 5,75 t. de haschich dans la région collinéenne de Panjgur, à 120 kms au nord-est de Turbat, là encore après un affrontement armé avec les trafiquants : News, *ANF recovers 5.75 tons of hashish*, 07-05-00.

[691] Les gardes-côtes pakistanais avaient alors saisi 230 kilos d'héroïne, 600 kilos de haschich, des armes et des véhicules après un affrontement au cours duquel plusieurs policiers furent blessés par balle : News, *230 kg of heroin seized after gun battle in Hub*, 17-11-99.

[692] Brigadier Abdul Razzaq Baloch : *It is an open secret that besides narcotics, the Afghan war introduced lethal weapons like kalashnikov, kalakov, light machine gun, machine gun, sten guns and 0.22 automatic, semi-automatic and automatic pistols. Today no crime in the country is committed without kalashnikov while the majority of the law enforcement agencies personnel are still using old 0.303 and 7 mm rifles* : News, *'ANF struggling to curb drug smuggling in Balochistan'*, 22-04-00 (la kalashnikov est automatique, alors que la « kalakov », portée par exemple par les gardes du corps pakistanais, en est une copie semi-automatique qu'une très simple modification permet de transformer en arme automatique). Les saisies d'armes, fréquentes dans la région, concernent toujours des armes automatiques, des armes de guerre, qui accompagnement ou sont accompagnées presque systématiquement par des cargaisons de drogues, témoignant ainsi de cette « *kalashnikov and drug culture* » qui mine de plus en plus la société et l'Etat pakistanais (voir la saisie d'armes opérée sur la frontière iranienne du Baloutchistan, à Kachao, en janvier 2000 : Business Recorder, *Large munitions caches seized : Pakistan, Iran to block gun-running, drug trafficking routes*, 24-01-00.). Lors de la plus grosse saisie de morphine de l'histoire du Baloutchistan, 1 tonne en juin 2000, l'ANF a ainsi dû essuyer une demie heure de tir de mitrailleuse lourde et de lance-roquette : The News, *1000-kg morphine seized*, 02-06-00.
A l'occasion de l'inauguration d'un réseau de 100 ONG qui collaborera avec l'ANF dans un but de réduction de la consommation et du trafic de drogues, et trois jours avant la journée internationale contre l'abus des drogues 2000, organisée annuellement depuis 1987 par les Nations unies, le ministre de l'Intérieur pakistanais, Moinuddin Haider, a reconnu le sous-équipement des forces antidrogue du pays, et a déclaré que l'ANF

Le détail des principaux itinéraires empruntées au Baloutchistan par les narcotrafiquants montre ici encore, comme dans le cas de la Thaïlande, leur considérable multiplicité et diversité. Les caravanes du narcotrafic, souvent des caravanes de dromadaires[693], se déplacent principalement de nuit, et coupent le trajet en plusieurs parties auxquelles différents groupes sont affectés. Par exemple, les cargaisons provenant de Chotto, en Afghanistan, peuvent rejoindre Panjgur après avoir traversé la région désertique du district de Kharan. A Panjgur, le chargement est passé à un autre groupe qui le transporte jusqu'à Turbat où, une fois encore, une nouvelle équipe prend le relais afin d'exporter les opiacés *via* Mand, Pasni et Gwadar. Dans le cas d'un transport à destination de l'Iran, un groupe iranien se chargera de la cargaison à la frontière[694].

Les itinéraires majeurs du narcotrafic au Baloutchistan prennent tous leurs sources en Afghanistan, principalement à Chotto, Malik Dokand, Salez Karez et Rabbat (au nord du district pakistanais de Chagaï, peuplé principalement de Pachtoun). Les districts de Chagaï, Kharan, Panjgur, Turbat, Gwadar, Awaran et Lasbela, de la frontière afghane jusqu'à la côte du Makran, constituent ainsi le principal corridor d'exportation d'opiacés de la région[695]. De Chotto, la drogue entre au Pakistan *via* Girdi Jungle (un camp de réfugiés afghans près de Dalbandin, où des saisies d'héroïne ont régulièrement lieu) et poursuit sa route par Dalbandin, Kharan, Turbat, et enfin la côte de la mer d'Arabie. De Chotto, une autre route consiste à passer par Rabbat, ville des trois frontières, et de rejoindre ainsi le marché iranien et la voie royale d'exportation d'opiacés du Croissant d'Or. Mais l'Iran est également

---

bénéficierait rapidement de l'apport d'équipement et d'armement moderne adapté à sa mission de répression du narcotrafic : Frontier Post, *Govt. determined to rout drug menace: Haider*, 23-06-00.

[693] Ainsi, en Iran en 1999 par exemple, 3 tonnes d'opiacés ont été saisies sur une caravane de camélidés. Et, en 1999 encore, ce sont 5 autres tonnes d'opiacés qui étaient saisies avec les 35 dromadaires de la caravane qui les transportaient depuis le Pakistan : Reuters, *Iran seizes 3 tons of drugs from camel caravan*, 21-07-99 ; *Iran nabs 5.3 tonnes of drugs from camel caravan*, 25-05-99. L'utilisation des camélidés pour le narcotrafic existait également dans le véritable carrefour du trafic d'opium qu'était le Sinaï dans les années 1920, lorsque les chameliers faisaient ingurgiter à leurs montures des paquets d'opium. Ceux-ci, plus ou moins bien emballés, laissaient fréquemment l'opium s'en échapper, ce qui provoquait immanquablement un comportement suspect des dromadaires, comportement que les garde-frontières ne manquaient alors pas de remarquer et de rechercher : Hoobs J.J., 1998, *Troubling Fields : the Opium Poppy in Egypt*, in The Geographical Review, January 1998, @ Northern Light.

[694] News, *'ANF struggling to curb drug smuggling in Balochistan'*, 22-04-00. Ont été saisis 760 kilos d'héroïne en une opération dans le district de Kharan en 1999, et 2 951 kilos d'opium et 111 d'héroïne dans celui de Turbat. En août 2000, le record historique de saisie d'héroïne était battu au Baloutchistan, avec 949 kilos d'un produit de haute qualité, à 80 kms au nord-ouest de Dalbandin : INCSR, 1999, *Pakistan* ; News, *Heroin, morphine worth $100m seized*, 01-09-00.

[695] Ainsi, en août 2000, ce sont 191 kilos d'héroïne en provenance de Chotto qui étaient saisis dans la localité frontalière de Barab Chah, district de Chagaï : Xinhua, *Pakistan Seizes 191Kilograms of Heroin*, 15-08-00.

accessible depuis Dalbandin, *via* Taftan et l'axe routier majeur sur lequel elle se trouve. Le rôle des Baloutch dans le trafic de drogues est bien connu dans la région, comme par exemple celui de la tribu des Notezai qui assure le transport depuis l'important district de Chagaï.[696] D'autres routes qui relient la frontière aux grands axes de communication nationaux et au port de Karachi sont également utilisées, comme ce fut le cas par exemple en juin 2000 lors de la saisie en une seule opération de 11 tonnes de haschich à Rakhni, sur la route Quetta – Khanozai – Loralai – Rakhni – Dera Ghazi Khan[697].

Le Baloutchistan est ainsi une voie majeure du trafic régional puisqu'il permet d'une part de rejoindre le plus important centre de consommation d'opiacés du pays qu'est Karachi, et qu'il permet d'autre part l'accès rapide et aisé aux ports d'exportation internationale de la côte du Makran grâce à la multitude de bateaux de pêche, ainsi qu'aux importantes infrastructures portuaires de Karachi. L'accès à l'Inde est également une option très employée, et l'Iran offre quant à lui une ouverture continentale vers l'Europe.

En effet, si le Baloutchistan pakistanais est particulièrement concerné par le narcotrafic en provenance d'Afghanistan, la partie iranienne du désert est autant, sinon plus, parcourue par les trafiquants. Les saisies opérées par les forces de l'ordre iraniennes sont les plus importantes dans la région, avec plus de 40 % des saisies mondiales d'opium réalisées dans la seule province iranienne du Khorasan en 1998[698], et 85 % des saisies mondiales d'opiacés effectuées en Iran[699]. La volonté politique et les moyens financiers, matériels et humains investis contre le narcotrafic en Iran sont clairement mis en évidence par les chiffres disponibles, ce que même les Etats-Unis ont reconnu en 1998 en retirant le pays de leur liste des pays impliqués dans la narco-économie. Le INCSR 1999 débutait sa description de l'Iran en le qualifiant d'axe majeur du transit d'opiacés en provenance d'Afghanistan et du

---

[696] Dawn, *Drug traffickers using coastline, says ANF official*, 24-04-00 ; News, *'ANF struggling to curb drug smuggling in Balochistan'*, 22-04-00. Sakhi Dost Notezai, membre du réseau de narcotrafiquants connu sous le nom de *Quetta Alliance*, a été condamné avec ses coreligionnaires à la prison à perpétuité en avril 2000, après avoir été arrêté en 1990 lors d'une saisie de 1,7 t. d'héroïne, 255 kilos d'opium et 7,9 t. de haschich. Notezai est considéré comme le plus important trafiquant ayant jamais été jugé dans une cour pakistanaise : M2, *US Dpt. Of State : Pakistan – Sentencing of Sakhi Dost Notezai ; Press Statement by Philip T. Recker, Acting Spokesman*, 11-05-00.

[697] Les 11,8 t. de haschich (destiné à l'exportation internationale) étaient dissimulées dans 40 tuyaux dans un verger de la région de Khanozai et ont été interceptées à bord de 4 camions à Rakhni : News, *11,800 kg of hashish seized*, 10-06-00.

[698] Reuters, *Iranian forces kill 17 Afghan drug traffickers – papers*, 21-11-99.

[699] Recknagel C., Samii W., 2000, *Afghanistan: Iran Locked in Border War With Drug Smugglers*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 21-01-00 : déclarations de Sandro Tucci, porte-parole du PNUCID à Vienne.

Pakistan, mais tout en reconnaissant les efforts considérables et douloureux entrepris par l'Etat iranien et ses forces de l'ordre contre le narcotrafic[700].

En Iran, le *Anti-Narcotics Headquarters* coordonne, sous les ordres du très réputé général Mohammad Fallah, les opérations antidrogue de la police, des Gardes islamiques révolutionnaires ou *pasdaran*, et des différents ministères concernés. Le pays, qui investit annuellement 400 millions de USD dans ses programmes antidrogue, en a déjà consacré 800 au contrôle de sa frontière orientale en y construisant des barrages en béton armé, barrières, clôtures, digues, fossés, tours d'observation, postes de faction et même une route de patrouille qui longe toute la frontière[701]. D'autres projets de contrôle accru de la frontière orientale de l'Iran existent, comme la mise en place d'un équipement électronique de surveillance de la frontière afghane, et pourraient y renforcer, à terme, un dispositif de sécurité déjà très important et la fermeture, décidée en juillet 2000, de toute la frontière[702]. Environ 30 000 personnes des forces de l'ordre sont réparties tout au long des 936 et 909 kms de frontières afghane et pakistanaise, ainsi qu'en certains points des 2 440 kms de côtes. En vingt ans d'efforts d'interdiction du narcotrafic et d'affrontements armés avec les trafiquants, les forces iraniennes ont ainsi perdu plus de 2 700 hommes.

En 1999, l'Iran a multiplié ses opérations de répression du narcotrafic sur sa frontière orientale et s'est inquiété, comme l'avait également fait le Pakistan, de l'explosion de la

---

[700] INCSR 1999, *Iran* : *The Islamic Republic of Iran is a major transit route for opiates smuggled from Afghanistan and Pakistan to Russia and Europe… Iran pursues an aggressive border interdiction effort*. Dawn, *Iran's fight against drugs gaining recognition*, 08-01-99.

[701] Dépêche internationale des drogues, N° 30, avril 1994, *Iran : la Grande Muraille* ; Stares P.B., 1996, *Op. cit.* : 68 ; Allix S., 1998, *Op. cit.* ; Labrousse A., Allix S., Vielmini F., *Les drogues en Asie centrale : héritage et innovations*, Été 1999, in Revue internationale et stratégique, N° 34, pp. 100-108.

[702] Hasshan Rohani, le secrétaire du *National Security Council* iranien, a effectué une visite à Moscou en janvier 2000 afin de discuter des termes du déploiement d'un prototype de « rideau de fer » d'une centaine de kilomètres en une portion de la frontière orientale iranienne. Après une période d'essai de 18 mois, le système, s'il se révèle efficace, pourrait être étendu à la plus grande partie de la frontière : Recknagel C., Samii W., 2000, *Afghanistan: Iran Locked in Border War With Drug Smugglers*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 21-01-00 : selon les déclarations de Sandro Tucci, porte-parole du PNUCID à Vienne, les forces iraniennes intercepteraient environ 17 % du narcotrafic transitant sur leur territoire.
Le parlement iranien a voté, le 17 mai 2000, un projet de 25 millions de USD qui a pour but de fermer hermétiquement toute la frontière irano-afghane grâce à l'installation d'une série de murs et barrières équipés de moyens de surveillance électronique (mise en place de fils de fer barbelés sur 100 kms et de dispositifs électroniques sur 200 kms, en plus de la fermeture de 754 kms de frontière avec l'Afghanistan). Ce dispositif devrait pouvoir interdire le passage des narcotrafiquants, tout particulièrement dans la province du Khorasan, où les passages pédestres et cavaliers se font de plus en plus nombreux en réaction aux barrages routiers qui limitent la circulation des véhicules motorisés. Des projets de culture de substitution dans le sud de l'Afghanistan sont également à l'étude : AFP, *Iranian parliament votes border fence with Afghanistan*, 17-05-00 ; *Iran to help Afghanistan in curbing poppy cultivation : Talib*, 16-05-00 ; Reuters, *Iran approves new funds to fight drugs*, 17-05-00 ; Xinhua, *Iran Closes Down Borders With Afghanistan*, 12-07-00.

production afghane d'opium cette même année, tout en demandant un soutien accru des pays occidentaux et des instances internationales[703]. Aussi, en juin 1999, le PNUCID ouvrait un bureau à Téhéran et lançait un projet antinarcotique de près de 13 millions de USD, auxquels les Iraniens ajouteront 120 millions chaque année. En 1998, plus de 180 tonnes d'opiacés ont été saisies en Iran, et en 1999, selon les divers rapports de presse, ce sont quelque 235 tonnes de drogues qui auraient été saisies au cours de 975 opérations[704]. L'immense majorité de ces opérations a lieu au long des frontières irano-afghane et irano-pakistanaise, et il ne semble pas exister de rapports de saisies dans l'ouest du pays - c'est-à-dire au débouché des routes vers la Turquie et l'Europe - alors que la Turquie, avec 499 kilomètres de frontières avec l'Iran, est l'exutoire, à travers ses quatre provinces de Igdir, Agri, Van et Hakkari, de plus de 60 % du trafic qui passe par l'Iran[705]. En août 1999, les autorités turques saisissaient, dans la province orientale d'Agri, plus de 500 kilos d'héroïne à bord d'un camion en provenance d'Iran, réalisant ainsi une des plus importantes saisies turques de ces dernières années[706]. En 1999, quelques saisies, parmi les plus importantes et les plus caractéristiques des conditions

[703] IRNA, *Iran urges international action to stop drugs from Afghanistan*, 30-11-99. Le *Foreign and Commonwealth Office* du Royaume-Uni a ainsi financé l'effort du PNUCID en Iran à hauteur d'un million de £ et, bilatéralement, l'effort antinarcotique iranien à hauteur de 150 000 £. Le financement est prévu en partie pour fournir des gilets pare-balles aux forces de l'ordre iraniennes et survient moins d'un mois après la plus meurtrière bataille jamais livrée contre des narcotrafiquants : M2, *UK Government: Foreign Office funding to help Iran combat drug trafficking*, 30-11-99. La Suisse a également décidé en 2000 de participer à l'effort antidrogue iranien à hauteur de 150 000 USD : Xinhua, *Switzerland Grants Aid to Iran for Anti-Drug Campaign*, 13-06-00. L'effort antinarcotrafic est en effet onéreux lorsque l'on sait que l'investissement dans une brigade de chiens renifleurs (achat de 8 chiens et formation de 20 policiers en France) coûte quelque 400 000 USD à l'Iran : Xinhua, *Iran Buys Sniffer Dogs to Fight Drug Trafficking*, 12-11-99.

[704] INCSR, 1999, *Pakistan* ; Xinhua, *Iran Seizes 235 Tons of Drugs in 1999*, 17-01-00.

[705] Début mai 2000, la police turque à procédé à l'arrestation de 15 narcotrafiquants et à la saisie de plus de 80 kilos d'héroïne à Istanbul en démantelant un réseau iranien d'approvisionnement à destination du Royaume-Uni. A Baskale, près de la frontière iranienne, dans la province de Van, la police turque a saisi au même moment 258 kilos de morphine base : Xinhua, *Turkish Police Make Large Drug Haul*, 03-05-00. Cela témoigne de la nouvelle tendance du Croissant d'Or à l'exportation d'opium et, ou, de morphine base en Turquie. Une fois en Turquie, la morphine est transformée en héroïne. Le rapport 1999 de l'OGD mentionne également le fait que des laboratoires d'héroïne existent et sont démantelés en Turquie, et que des saisies massives d'opium et de morphine base ont lieu à la frontière iranienne : OGD, 1999 : *Introduction*. Voir également, ci-dessous, les saisies de morphine dans le centre de l'Iran (à destination de la Turquie). Si 60 % du trafic quitte l'Iran *via* la Turquie, les 40 % qui restent servent principalement à la consommation iranienne : Recknagel C., Samii W., 2000, *Afghanistan: Iran Locked in Border War With Drug Smugglers*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 21-01-00 : déclarations de Sandro Tucci, porte-parole du PNUCID à Vienne.

[706] La saisie de 513 kilos est en effet très importante, compte tenu du fait qu'en 1998, ce sont 586 kilos d'héroïne qui avaient été saisis aux frontières du pays. Toujours en août 1999, 21 kilos d'héroïne ont été saisis près des frontières de l'Iran et de l'Irak, dans la province anatolienne de Hakkari, où a encore eu lieu une saisie de 431 kilos d'héroïne en mai 2000 : Reuters, *Turks seize 500 kg of heroin coming from Iran*, 16-08-00 ; Xinhua, *431 Kilograms of Heroin Seized in Turkey*, 30-05-00.

dans lesquelles les forces de l'ordre opèrent, illustrent les dimensions prises par le narcotrafic en Iran, comme sa nature.

Ainsi, pendant les dix premiers mois de l'année iranienne 1999, 10 tonnes de drogues ont été saisies dans la province frontalière de Hormuzgan, représentant une augmentation de 40 % par rapport à l'année 1998[707]. Mais la province la plus exposée au narcotrafic est celle du Khorasan, comme en témoignent les deux affrontements des *Pasdaran* avec des trafiquants afghans dont dix-sept ont été abattus fin novembre, ainsi que les 55 tonnes de drogues y ayant été saisies entre mars 1999 et 2000. Dans le seul Khorasan, 285 trafiquants et 33 membres des forces de l'ordre ont trouvé la mort en 1999[708]. Les saisies de deux tonnes et plus ne sont pas rares en Iran, ce qui, compte tenu de la valeur des cargaisons, explique la violence des affrontements entre forces de l'ordre et trafiquants. Ainsi, en octobre 1999, à Birjand, et en juillet à Torbat-e Jam, dans les deux cas encore dans le Khorasan, 2,5 et 2 tonnes de drogues ont été saisies[709].

Mais le plus meurtrier des affrontements ayant opposé les forces iraniennes aux narcotrafiquants a eu lieu en novembre 1999 : trente-cinq policiers iraniens trouvèrent la mort dans la province du Seistan va Baloutchistan en donnant l'assaut à un groupe de narcotrafiquants pakistanais réunis autour d'une cache d'armes[710]. Quelques jours après l'affrontement, les Nations unies appelaient au soutien international de l'Iran dans sa lutte antinarcotique et Pino Arlacchi présentait ses condoléances aux Iraniens[711]. En mars 2000, encore sur une route reliant les provinces intérieures de Yazd et Kermân, 3 100 kilos de morphine étaient saisis, provoquant ainsi une nouvelle demande de soutien actif de l'effort de lutte iranien[712]. Et, un mois plus tard, ce sont de nouveau 29 narcotrafiquants qui ont été abattus en Iran lors d'une saisie de 2,5 tonnes d'opiacés dans le Khorasan[713]. Aussi, dans un tel contexte, le Pakistan et l'Iran se sont-ils engagés en 1999 à lutter ensemble contre le

[707] L'année iranienne commence le 21 mars. Xinhua, *10 tons of drugs seized in Iran in 10 months*, 24-02-00.
[708] Reuters, *Iranian forces kill 17 Afghan traffickers – papers*, 21-11-99. Parmi les 55 tonnes saisies figuraient 5 tonnes d'héroïne, le reste étant de l'opium. Ces saisies étaient en augmentation de 8,7 % par rapport à l'année iranienne 1998 : *55 Tons of Narcotics Seized in Iran's Khorasan*, 05-04-00.
[709] Xinhua, *Iran Seizes 2.5 Tons of narcotics*, 31-10-99 ; *Iran seizes Over Two Tons of Narcotics*, 11-07-99.
[710] Washington Post, *Drug Gang Said to Kill 35 Iranian Policemen*, 05-11-99. On estime à plusieurs douzaines le nombre de trafiquants abattus lors de l'opération : Reuters, *Iranian police kill dozens of drug smugglers*, 04-11-99.
[711] Reuters, *UN urges international support for Iran drugs war*, 06-11-99.
[712] Xinhua, *Iran seizes Over 3 Tons of Drugs* ; *Iran Urges International Cooperation in Combating Drug Trafficking*, 02-03-00.
[713] Reuters, *Iran Kills 29 Drug Traffickers, Arrests 482*, 17-04-00.

narcotrafic en provenance d'Afghanistan, même si seuls 52 postes-frontière existaient de part et d'autre de la frontière irano-pakistanaise cette même année : 32 en Iran et 20 au Pakistan, ce qui, compte tenu de la vastitude et de la nature du terrain, est bien sûr très en dessous des besoins réels[714].

L'Iran est probablement encore en 2000 la voie majeure d'exportation des opiacés afghans, même si les efforts de la lutte antinarcotique iranienne et la réouverture de l'Asie centrale ont provoqué et permis une réorientation des flux vers les itinéraires septentrionaux. L'axe iranien reste en effet le plus direct et le plus aisé, donc le plus économique, de ceux du narcotrafic au départ de l'Afghanistan. Et cela même si l'Iran semble avoir encore redoublé d'efforts en 2000, d'une part dans le cadre de la lutte antinarcotique classique, et, d'autre part, probablement dans une optique plus géopolitique, en cherchant à diminuer les bénéfices et l'avantage que le narcotrafic peut rapporter aux *taliban* dans leur lutte contre l'Alliance du Nord, que Téhéran soutient[715]. Comme le rappelle Ahmed Rashid, la fermeture et le contrôle accru de la frontière irano-afghane en septembre 1998, après la prise de Mazar-i Sharif par les *taliban* et l'assassinat des diplomates iraniens, avaient alors effectivement permis d'y intensifier les saisies d'opiacés, et donc de grever considérablement une source majeure de revenus pour les *taliban*, tout en ouvrant un nouveau front bénéfique à l'Alliance du Nord[716].

Les itinéraires du narcotrafic provenant d'Afghanistan ont donc longtemps été concentrés au sud, *via* le Pakistan et l'Iran. Si, comme nous l'avons déjà vu pour la Turquie, et allons le voir pour l'Inde, le trafic emprunte toujours ces axes méridionaux majeurs, ainsi que l'indique l'augmentation des saisies, il se développe désormais, depuis le début de la décennie 1990, un nouveau flux d'exportation des opiacés afghans, septentrional celui-là. La réouverture de routes de l'Asie centrale en 1991 et l'arrivée des *taliban* en 1994 ont en effet permis cette réorientation majeure du narcotrafic régional et mondial.

[714] Nation, *Policing Pak-Iran Border*, 26-07-99.
[715] Voir par exemple : Stratfor, *Iran Anti-Drug Efforts Hamper Taliban's Offensive*, 20-04-00.
[716] Rashid A., 2000, *Op. cit.* : 122, plus communications personnelles.

2.2.2.3. La périphérie du Croissant d'Or et l'axe des ouvertures septentrionales

[Cartes administratives 21, 22, 23, 25. Cartes de localisation 10, 14, 15, 16, 17]

Si les axes du narcotrafic interne au Croissant d'Or sont concentrés autour de la grande région du Baloutchistan, qui s'étend en Afghanistan, en Iran et au Pakistan, de nouveaux itinéraires du trafic ont toutefois émergé en deux étapes majeures, respectivement au début et au milieu de la décennie 1990. En effet, la réouverture de l'Asie centrale en 1991, à la suite de la chute de l'Union soviétique, a permis une réorientation majeure des flux des trafics et en particulier du narcotrafic. Et, à partir de 1994, une autre modification de la scène politique, afghane cette fois, a également bouleversé la géographie des axes de communication de la région en permettant la réouverture des liens physiques entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud. Le mouvement des *taliban* a en effet permis, dès 1994, sinon la réouverture de l'axe routier majeur allant du Pakistan au Turkménistan, *via* Herat en Afghanistan, du moins sa fréquentation en toute sécurité.

Les flux du narcotrafic ont donc grandement bénéficié de ces ouvertures, ou réouvertures, et les trafiquants ont très vite su exploiter ces nouveaux axes très peu soumis aux contrôles douaniers et policiers, d'autant plus que cela leur permettait de diversifier leurs routes d'exportation, et de donc de réduire les risques élevés de pertes encourus lors de tout passage par l'Iran. Mais si ces itinéraires peuvent apparaître comme étant nouveaux, d'autres axes de la périphérie des trois pays du Croissant d'Or ont longtemps permis l'exportation des opiacés et font encore preuve aujourd'hui d'une pérennité que les ouvertures septentrionales ne remettent pas en question. Ainsi, le Pakistan a longtemps exporté sa propre production d'opiacés, comme celle de l'Afghanistan, *via* l'Inde et ses régions frontalières instables telles que celles du Pendjab et du Cachemire. Mais le désert du Thar, axe caravanier majeur, est également un point de passage privilégié du narcotrafic en provenance du Pakistan, malgré une frontière censée être hermétiquement close. Les autres voies d'exportation des opiacés du Croissant d'Or passent par la Chine et sa région autonome musulmane du Xinjiang, par la Turquie comme nous l'avons déjà mentionné, et, par voie maritime, par les Emirats arabes unis. C'est toutefois l'Iran qui reste bien sûr la voie royale empruntée par les narcotrafiquants puisque son territoire permet d'accéder à trois exutoires majeurs qui, avant la réouverture de

l'Asie centrale et la diversification que cela a permis, étaient, et de loin, les premiers itinéraires d'exportation.

En 1991, la réouverture de l'Asie centrale au commerce avec l'Asie du Sud-Ouest et du Sud a donc permis la réactivation des anciennes routes de la soie[717], *via* l'Afghanistan qui partage 76 kilomètres de frontières avec la Chine, 936 avec l'Iran, et 2 087 avec les Etats d'Asie centrale, dont 744 avec le Turkménistan, 137 avec l'Ouzbékistan et 1 206 avec le Tadjikistan. Ses frontières tadjike et ouzbèke sont matérialisées par l'ancien Oxus, l'Amou-Daria, aisément franchissable en maints endroits. Quant au Kazakhstan et au Kirghizstan, s'ils n'ont pas de frontières communes avec l'Afghanistan, ils connaissent néanmoins une importante augmentation du narcotrafic, les saisies d'opiacés afghans ayant explosé en Asie centrale et révélant ainsi plusieurs itinéraires particulièrement fréquentés par les narcotrafiquants. A la fin de la décennie 1990, le PNUCID estimait ainsi, mais probablement de façon quelque peu exagérée, qu'environ 65 % du trafic d'opiacés afghans prenait la direction de l'Asie centrale, alors que les autorités iraniennes évaluaient quant à elles que la même proportion passait par leur territoire[718].

Les déclarations émanant des autorités des Etats d'Asie centrale révèlent par exemple l'ampleur que le phénomène du narcotrafic y prend depuis le début de la décennie 1990. Ainsi, le représentant du Tadjikistan aux Nations unies, Rashid Alimov, a-t-il parlé d'un « tsunami d'opium » et d'une « agression narcotique » en mentionnant l'augmentation de 250 % du trafic d'opiacés entre 1998 et 1999. Et son homologue ouzbek, Kamol Dusmetov, faisait quant à lui mention d'une augmentation de 600 % du trafic dans son pays pour la même période[719]. Omurbek Kutuev, le ministre de l'Intérieur kirghize, dénonçait aussi, en août 2000, une augmentation des saisies de drogues sur son territoire de 1 600 % par rapport à la même période en 1999, celles d'héroïne seules ayant ainsi augmenté de 800 %[720]. Les

[717] La presse d'Asie du Sud n'a ainsi pas manqué de décrire cette rapide reconversion des axes de communication de la région. Par exemple : Indian Express, *Ancient Silk Routes turn into "drug route"*, 03-03-98.

[718] Globe P., 2000, *Central Asia / Iran : Analysis from Washington -- Shifting Balance*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 22-05-00. Si ces estimations sont exagérées, il n'en est pas moins indiscutable que le trafic passant par l'Asie centrale augmente de façon importante à la fin des années 1990, comme le montre l'augmentation des quantités de drogues saisies, et qu'il ne semble pas être imputable à une amélioration de l'efficacité des contrôles (manque de moyen pour le moins critique) et serait donc plutôt le fait de l'explosion du trafic : Makarenko T., communication personnelle. Voir aussi l'annexe D.

[719] Central Asia Caucasus Institute Forum Summary, *Drugs : A Threat to Central Asian Security*, 15-03-00 ; Itar-Tass, *Tajikistan confronted with Afghan narcotics aggression*, 22-03-00.

[720] Central Asia – Caucasus Analyst Field Reports, *Central Asia's Tajikistan-Kyrgyzstan Drug Route*, 30-08-00.

proportions prises par le narcotrafic dans la région, ainsi que son utilisation par les groupes et réseaux terroristes ouzbeks par exemple[721], ont même amené, parmi d'autres raisons plus complexes, Louis Freeh et George Tenet, directeurs respectifs du FBI et de la CIA, ainsi que Madeleine Albright, secrétaire d'Etat des Etats-Unis (administration Clinton), à rendre une visite officielle aux Etats d'Asie centrale au début de l'année 2000[722]. Les Nations unies et le groupe des « Six plus deux » (*Six plus Two Group*)[723] proposent quant eux un programme dont la dimension révèle autant sa propre infaisabilité que l'importance du problème

[721] Juma Namangani, commandant militaire de l'*Islamic Movement of Uzbekistan* (IMU, dont le but revendiqué serait de renverser Islam Karimov et d'instaurer un régime islamique en Ouzbékistan et probablement dans le reste de l'Asie centrale), aurait en 2000 quelque 1 200 hommes dont 600 ou 700 seraient des Ouzbeks originaires de la vallée du Ferghana (en plus de Tadjiks, Tchétchènes, Arabes, Pakistanais). C'est Juma Namangani et un millier de ses hommes qui, à la suite de leur incursion au Kirghizstan depuis le Tadjikistan, avaient pris 13 otages, dont des géologues japonais, à Batken en 1999 (libérés contre le versement par le Japon d'une rançon de 2 ou 3 millions de USD). Une faction de l'IMU, dirigée par son *leader* idéologique et dirigeant politique Tahir Yuldeshev, serait basée en Afghanistan, à Kamsachi, près de Mazar-i Sharif, et compterait également, en 2000, une cinquantaine d'Ouighour du Xinjiang. Yuldeshev serait très proche d'Osama bin Laden, comme des *leaders* tchétchènes Shamil Basaev et Khattak, et l'IMU bénéficierait ainsi du soutien financier du milliardaire saoudien. Les deux groupes se financeraient principalement grâce au narcotrafic et le général Bolot Djanuzakov, le secrétaire du Conseil de Sécurité kirghize, estimait en août 2000, lors de l'important regain d'activité offensive des militants de l'IMU, que les incursions de Batken avaient pour but de diversifier et d'étendre les routes du narcotrafic de l'IMU. Le groupe, selon lui, aurait accumulé 1,5 tonne d'héroïne dans la région de Tavildara (fief de Namangani), au Tadjikistan (les groupes extrémistes religieux de la région contrôleraient 70 % du narcotrafic passant par le Kirghizstan). En septembre 2000, l'administration Clinton a ajouté l'IMU à la liste du *U.S Department of State* des 28 groupes étrangers accusés de promouvoir le terrorisme international. D'autre part, en novembre 2000, Juma Namangani et Tahir Yuldeshev étaient condamnés à mort par contumace par une cour de justice ouzbèke. Les *taliban* ont d'ailleurs reconnu, fin 2000, la présence de militants armés de l'IMU sur leur territoire, chose qu'ils niaient auparavant. Comme pour Osama bin Laden, les membres de l'IMU réfugiés en Afghanistan sont protégés par le refus des *taliban* de les livrer aux justices et administrations qui en ont fait la demande. Voir : Central Asia – Caucasus Institute Forum Transcription, *From Deobandism to Batken: Adventures of an Islamic Heritage*, Rashid A., 13-04-00 ; *Islamic Movement of Uzbekistan's Incursion Assists the Taliban*, 13-09-00, (plus communications personnelles) ; Makarenko T., 2000, *Rethinking Namangani: The Ramifications of Paying Terrorists*, in Central Asia – Caucasus Analyst, 19-01-00 ; Institute for War and Peace Reporting, *The Kremlin is warning Central Asian states that only Russia can be relied upon to protect them from Islamic radicalism*, N°5, 02-06-00 ; *Batken Conflict Returns* ; *Incursions Part of a Bigger Picture*, N°16, 18-08-00 ; *Taleban own up to IMU*, N°32, 05-12-00 ; Stratfor, *Central Asian Militants Switch to Offense*, 22-08-00 ; New York Times, *U.S. Puts Uzbek Group on Its Terror List*, 15-09-00.
Voir également, quant aux relations qui existent entre l'avancée des *taliban*, les incursions de l'IMU depuis le Tadjikistan et l'Afghanistan, et l'explosion du narcotrafic : Rashid A., 2000, *IMU Insurgency Threatens Tajikistani Political Reconciliation*, in Central Asia Caucasus Analyst, 27-09-00 ; Far Eastern Economic Review, *Asking for Holy War*, Rashid A, 09-11-00 ; *Mountain Launchpad*, Rashid A., 19-04-01 ; *A Long, Hot Summer Ahead*, Rashid A., 19-04-01.

[722] Voir par exemple : Rashid A., 2000, *Undermining the Taliban : The US/UN Counter-Terrorism Initiative*, in Central Asia Caucasus Analyst, 10-05-00.

[723] Le groupe comprend six pays directement concernés par la situation en Afghanistan : Iran, Pakistan, Chine, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, et deux pays dont la vocation régionale, et même mondiale, implique qu'ils participent aux discussions informelles du groupe : la Russie et les Etats-Unis. Le groupe s'est ainsi, par exemple, réuni en février 2000, en présence de Pino Arlacchi, afin de débattre des problèmes de drogue posés par l'Afghanistan.

narcotique afghan : un projet de fermeture hermétique des frontières afghanes au moyen d'une « ceinture de sécurité »[724]. Et, devant la montée des menaces terroristes et narcotiques dans la région, le Groupe des Cinq de Shanghai a décidé à Douchanbe en juillet 2000, la mise en place d'un centre antiterroriste et antidrogue à Bichkek[725].

Ceci dit, les itinéraires que le narcotrafic a empruntés en Asie centrale depuis 1991 concernent en premier lieu, et dans le cas des pays limitrophes de l'Afghanistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Le Tadjikistan présente en effet des avantages certains pour les narcotrafiquants cherchant à exporter les productions afghanes, le pays ayant connu une guerre civile prolongée (1992-1997) et partageant avec son voisin méridional une longue frontière[726], seule réelle entrave aux communications puisque la région bénéficie d'une unité linguistique et, entre Kunduz et Douchanbe, de vastes plaines[727]. En effet, si la moitié orientale de la zone frontière est très accidentée, une plaine d'accumulation très favorable à la circulation des hommes et des biens caractérise en revanche sa partie occidentale. Les communications et les contacts sont donc aisés entre les deux pays qui ont été impliqués dans les conflits de l'un et de l'autre, et le sont d'ailleurs toujours[728]. Au Tadjikistan, donc, les

[724] Selon les déclarations, entre autres personnes et sources, de Sandro Tucci, porte-parole du PNUCID à Vienne : Recknagel C., Samii W., 2000, *Afghanistan : Drug Control Efforts Focus On Sealing Off Borders*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 20-01-00.

[725] En 2000, le Groupe des Cinq de Shanghai, plus connu sous son nom anglais de *Shanghai Five*, réunissait la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, et le Tadjikistan. Le groupe s'est réuni pour la première fois à Shanghai en avril 1996 afin de discuter des problèmes frontaliers des pays concernés, et tenterait de constituer un contre-poids à l'influence occidentale, et surtout états-unienne, dans la région. En juin 2001, l'Ouzbékistan était admis dans le groupe, désormais renommé *Shanghai Cooperation Organisation* (SCO), alors que l'Inde et l'Iran considèreraient quant à eux sérieusement d'y entrer depuis 2000 tant les enjeux sécuritaires et économiques sont importants. Le Pakistan considèrerait également l'opportunité de se joindre au groupe des *Shanghai Five*, vraisemblablement dans le but d'affirmer son rôle régional (très limité à ce jour) dans les républiques d'Asie centrale dont les dirigeants (qui, avec l'Inde et la Russie, soutiennent l'Alliance du Nord), soucieux de la nature des relations entre Kaboul (Kandahar) et Islamabad, pourraient vouloir bénéficier de l'influence qu'est censé exercer le Pakistan sur les *taliban*. Voir par exemple : Dawn, *Role of the Shanghai-5*, 16-07-00 ; Stratfor, *The Shanghai Six ?*, 17-07-00 ; Bristow D., *Pakistan's Bid to Join the Shanghai Five: Activism or Insecurity?*, in Central Asia – Caucasus Analyst, 11-04-01.

[726] La frontière afghano-tadjike est surveillée par quelque 11 000 gardes russes qui sont appuyés par la présence de la 201e division motorisée russe, dont la prolongation de la mission en juin 2000 s'accompagne de son installation dans une base permanente à 70 kms au sud-est de Douchanbe : Stratfor, *Russia Heightens Military Alert in Tajikistan*, 21-06-00. Des éléments de la 201e ont régulièrement participé au narcotrafic en provenance d'Afghanistan.

[727] La frontière afghano-tadjike de la région du Gorno Badakhshan sépare ainsi le même groupe linguistique tadjik et, vers Khorog, celui, de confession chiite, des Ismaéliens : Labrousse A., Allix S., Vielmini F., 1999, *Les drogues en Asie centrale : héritage et innovations*, in Revue internationale et stratégique : 103-104.

[728] Le commandant Massoud utilise ainsi le sud du Tadjikistan comme base arrière de sa lutte contre les *taliban*.

saisies de drogues en provenance d'Afghanistan étaient ainsi d'environ 700 kilos pour la seule année 1999[729].

L'opium et l'héroïne qui quittent l'Afghanistan à destination du Tadjikistan franchissent la frontière en maints endroits, depuis Ishkashim[730], dans le Gorno Badakhshan, jusqu'à Nijni Pandj, à l'ouest de la frontière et au nord de la ville afghane de Kunduz, en passant par Khorog, ville tadjike frontalière et plaque tournante du trafic. Khorog marque l'endroit à partir duquel la seule route importante du Gorno Badakhshan longe la frontière afghane et permet de rejoindre Osh, au Kirghizstan, *via* Douchanbe. A partir de Douchanbe, la drogue, qu'elle provienne de Nijni Pandj ou d'Ishkashim, peut également partir vers l'Ouzbékistan, *via* Khodjent, l'ancienne Leninabad, et la vallée du Ferghana. Khodjent est d'ailleurs aussi une plaque tournante du trafic régional, que celui-ci provienne du sud du Tadjikistan ou du Kirghizstan[731]. Quant au passage de la drogue depuis l'Afghanistan jusqu'au Tadjikistan, il est principalement le fait de nombreux petits passeurs, surtout des Afghans[732], qui traversent par exemple l'Amou-Daria sur des chambres à air gonflées. Ce sont donc 500 kilos de drogues, dont deux-tiers d'héroïne, qui ont été saisis sur la frontière afghane du Tadjikistan en 1999[733].

Mais les opiacés qui, sans encombre, empruntent la route de Khorog à Osh (vraisemblablement utilisée par les narcotrafiquants dès 1993) sont ensuite exportés vers l'Ouzbékistan, *via* la vallée du Ferghana, et vers Bichkek, toujours donc *via* l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kazakhstan : les montagnes du centre du pays kirghize représentent un tel obstacle que la route directe passe par Andijan, Khodjent, et Chimkent avant de rejoindre Bichkek. Les contrôles frontaliers se révèlent donc extrêmement difficiles sinon impossibles à effectuer dans une telle complexité de frontières et de reliefs[734]. Une fois en Ouzbékistan, les routes qui mènent jusqu'au Turkménistan et à la mer Caspienne (*via* Turkmenbashi, encore nommée Krasnovodsk) ne présentent plus d'obstacle majeur avant l'Azerbaïdjan (*via*

[729] INCSR 1999, 2000, *Op. cit.* : *Tajikistan*.
[730] Eshkashem, ou Ashkasham, est une localité afghane à environ 5 kms de Ishkashim la tadjike, qu'il ne faut pas confondre avec la première.
[731] Allix S., 1998, *Op. cit.* : 11-125 ; Labrousse A., Allix S., Vielmini F., 1999, *Op. cit.* : 104.
[732] Itar-Tass, *Tajik police seize 9kg of raw opium from Afghan courier*, 30-04-00 ; *More Afghan drug-smugglers arrested in Tadjikistan* (3 kilos d'héroïne), 05-02-00.
[733] Itar-Tass, *500 kg of drugs confiscated at Tajik-Afghan border in 1999*, 14-01-00.
[734] Cheterian V., 1999, *La vallée de Ferghana, cœur divisé de l'Asie centrale*, in Le Monde diplomatique, mai 1999, pp. 16,17, http://www.monde-diplomatique.fr/1999/05/CHETERIAN/11996.html

Bakou) la Géorgie, et la Tchétchénie dont les réseaux de distribution et la résistance armée sont liés aux *taliban*[735].

Mais les exportations afghanes pénètrent aussi en Ouzbékistan de façon directe, en passant l'Amou-Daria sur le pont de l'Amitié, à Khairaton, pour rejoindre Termez depuis Mazar-i Sharif. *Via* Samarcande, la drogue peut ensuite rejoindre Tachkent, puis Almaty, au Kazakhstan, ou Achkhabad, au Turkménistan. C'est d'ailleurs le Turkménistan qui est la nouvelle grande voie centrasiatique du narcotrafic en provenance de l'Afghanistan, *via* les deux points de transit de Bala Murghab, sur la rivière Murghab, et le très fréquenté poste frontière de Kushka[736]. Ainsi, en octobre 1999, les douaniers turkmènes ont saisi une tonne d'héroïne cachée dans une cargaison de pomélos en provenance de Herat. Et c'est une demi-tonne qui était encore saisie à Kushka en septembre 1999[737]. Le Turkménistan est ainsi apparu comme exutoire majeur du trafic d'opiacés afghans surtout depuis qu'il a refusé de signer le pacte de défense et de sécurité de la Communauté des Etats indépendants (CEI), et qu'il est alors resté le seul Etat d'Asie centrale à ne pas s'être opposé aux *taliban*. Aussi, en trois ans, de 1996 à 1999, ce sont plus de 70 tonnes de drogues qui ont été saisies à Kushka, qui, s'il est le principal poste frontière turkmène à être ouvert aux échanges avec l'Afghanistan, ne dispose pas des moyens financiers, humains et techniques nécessaires à la surveillance de la frontière[738]. Au Turkménistan, comme au Tadjikistan, les autorités estiment qu'environ 80 % des drogues en circulation proviennent d'Afghanistan, le reste étant probablement produit sur place[739].

Mais si les opiacés, et le haschich également, sont exportés depuis l'Afghanistan vers et par l'Asie centrale, des flux contraires tout aussi illégaux, et indispensables au fonctionnement de l'industrie des opiacés, prennent une importance croissante. Le trafic d'anhydride acétique et d'autres précurseurs donne en effet lieu à de nombreuses et importantes saisies aux portes de l'Afghanistan. Ainsi, en trois ans, de 1995 à 1998, les autorités ouzbèkes ont saisi 72 tonnes de précurseurs destinés à l'Afghanistan, comme, par

[735] Rashid A., communication personnelle. L'Afghanistan des *taliban* est ainsi la seule entité politico-territoriale à avoir reconnu l'indépendance de la Tchétchénie
[736] Frontier Post, *Turkmenistan offers a new channel for Afghan drugs*, 06-04-99.
[737] Eggleston R., 1998, *Central Asia : Region Tries to Deal With Narcotics Problem*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 22-04-98. Le Turkménistan a saisi 50 tonnes de haschich, 2,3 tonnes d'héroïne et 7,5 tonnes d'opium en 1999.
[738] BBC, *Central Asia's battle with drugs*, 11-11-99.
[739] INCSR 1999, 2000, *Op. cit.* : *Tajikistan* ; *Turkmenistan*.

exemple, lors de la découverte de 16 tonnes de produits chimiques dans une fausse cargaison de machine à coudre à Termez[740].

Si le Turkménistan a émergé au milieu des années 1990 en tant qu'itinéraire privilégié du narcotrafic, c'est principalement à la suite de l'apparition sur la scène afghane du mouvement des *taliban*, la conquête de l'Afghanistan par ces derniers étant directement liée au rôle stratégique vital de la route reliant d'une part Quetta à Achkhabad, *via* Kandahar, Herat, Kushka et Mary, et d'autre part, *via* Herat et Islam Kaleh, Quetta à Meched, en Iran. Kandahar est une cité commerciale historique, placée sur un axe de communication majeur, que la guerre et l'aide de la CIA et de l'ISI ont relégué au second plan de la résistance afghane, en l'occurrence celle des Durrani qui ne dirigeaient aucun des sept partis des *moudjahidin* opérants depuis le Pakistan. Le rayonnement commercial de la ville se faisait sentir jusqu'à Calcutta où les fruits de ses vergers étaient régulièrement exportés, et ce sont les transporteurs de Kandahar et de Quetta qui ont, de façon très appuyée, requis et financé l'intervention des *taliban* en 1994. L'état de déliquescence et d'anarchie qui caractérisait l'Afghanistan après le retrait des Soviétiques en 1989 empêchait toute circulation sûre par Kandahar et, à l'exception de Herat lors de son contrôle par Ismael Khan, le long de la route reliant le Pakistan à l'Iran et au Turkménistan. Kandahar était en effet sous la coupe de commandants rivaux dont les factions armées spoliaient les biens de la population et commettaient même parfois des aggressions sexuelles[741]. Les chauffeurs routiers de Quetta, Chaman et Kandahar, pour l'essentiel des Pachtoun regroupés en une puissante et riche mafia, ne pouvant plus tolérer les obstacles au commerce de contrebande que les innombrables barrages routiers et les taxations arbitraires et excessives représentaient[742], s'engagèrent à rétribuer les *taliban* de Mullah Omar s'ils débarrassaient l'accès à Kandahar de ses entraves au négoce. A l'origine, ils versèrent une contribution mensuelle aux *taliban*, et, à terme, ils leur procurèrent l'essentiel de leur financement, grâce aux taxes qu'ils

[740] Eggleston R., 1998, *Central Asia : Region Tries to Deal With Narcotics Problem*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 22-04-98.

[741] Rashid A., 2000, *Op. cit.* : Mullah Omar aurait levé, pour la première fois au printemps 1999, un groupe d'une trentaine de *taliban* afin de délivrer deux petites filles détenues et répétitivement violées par un chef de guerre local près de Kandahar. Il réitéra ce genre d'action quelques mois plus tard en soutirant un jeune garçon de la convoitise de deux commandants : 23. Voir aussi, quant à l'émergence de mouvement *taliban* : Griffin M., 2001, *Reaping the Whirlwind. The Taliban Movement in Afghanistan*.

[742] Ahmed Rashid explique par exemple, que lors de l'un de ses trajets vers Kandahar en 1993, il rencontra une vingtaine de barrages routiers tenus par autant de groupes différents…

payaient dans le cadre de leur commerce dont les revenus étaient encore supérieurs à ceux de la drogue en 2000[743].

Le contexte politique et commercial plus large de l'émergence des *taliban* était également celui qui correspondait à un besoin réel du Pakistan d'ouvrir des routes commerciales avec l'Iran, et surtout avec l'Asie centrale, laquelle n'était alors accessible que depuis trois ans. Avec l'arrivée au pouvoir en 1993 de Benazir Bhutto et celle d'un vieil ami de la famille Bhutto, Naseerullah Babar[744], au poste de ministre de l'Intérieur, et compte tenu des combats qui se déroulaient en Afghanistan (bloquant la passe stratégique de Salang et donc l'accès à l'Ouzbékistan), Babar annonça officiellement en juin 1994 la volonté du gouvernement d'ouvrir une route reliant le Pakistan à l'Asie centrale.

C'est la prise par les *taliban* de Spin Baldak[745], un petit relais routier afghan à une quinzaine de kilomètres de Chaman, qui inaugura la conquête du pays par les *taliban*, avec le

[743] Lors de l'avancée des *taliban* vers l'ouest de l'Afghanistan, en mars 1995, au moment des préparatifs de l'assaut de Herat, des témoins affirment que les *taliban* auraient collecté 150 000 USD en une seule journée auprès des chauffeurs de Chaman, et le double le lendemain à Quetta : Rashid A., 1998, *Pakistan and the Taliban*, in Maley W. (Ed.), 1998, *Fundamentalism Reborn ? Afghanistan and the Taliban* : 77 ; Rashid A., 2000, *Op. cit.* : 27.

[744] Le général Naseerullah Babar, un Pachtoun, était déjà un proche de Zulfiqar Bhutto au milieu des années 1970 et il fut, sous Benazir Bhutto, le principal instigateur de la politique afghane d'ouverture des axes commerciaux et de soutien aux *taliban*. Sa proposition fut bien sûr très bien accueillie par la mafia pakistanaise des transports, principalement pachtoun, et fut soutenue par le parti fondamentaliste du Maulana Fazlur Rehman, le Jamiat-e-Ulema Islam (JUI) dont la base forte se trouve dans les régions du Baloutchistan et de la NWFP à forte population pachtoun. Le JUI était très présent dans les camps de réfugiés afghans du Baloutchistan qui accueillirent nombre de nouveaux venus après la chute de Najibullah et de Kaboul en 1992. Le JUI, dont les nombreuses *madrassah* véhiculent un message orthodoxe très strict inspiré de l'école de Deoband (créée en Inde en 1867), a créé dans ces camps l'essentiel du mouvement *taliban*, ces étudiants en religion. Avec Benazir Bhutto et Naseerullah Babar en 1993, le JUI, qui, avec les Pachtoun durrani du sud, avait été tenu à l'écart de l'investissement pakistanais en Afghanistan (contrôlé par l'ISI au profit de son parti rival, Jammat-e-Islami), rentra dans le gouvernement par l'intermédiaire de son chef Fazlur Rehman. Le JUI, dont l'énorme influence au Baloutchistan était importante pour la réalisation des projets de Babar, avait donc désormais accès aux cercles d'influence de l'armée et des services secrets pakistanais (ISI). Le JUI, le principal soutien des *taliban* au Pakistan, pesa beaucoup dans les prises de décisions du gouvernement Bhutto. D'autre part, et en compensation de son soutien aux *taliban*, le JUI pu disposer en Afghanistan de camps d'entraînements pour ses factions armées dont le Harakat-ul Ansar (dirigé par Fazlur Rahman Khalil et très impliqué au Cachemire, en Tchétchénie et en Yougoslavie. A changé son nom en Harakat-ul Mudjahidin après avoir été inscrit sur la liste états-unienne des organisations terroristes en 1997), qui obtint Al Badr (La Base) près de Khost (cible des frappes de missiles états-uniens d'août 1998 contre Osama bin Laden) : Rashid A., 1998, *Op. cit.* ; 2000, *Op. cit.* ; Davis A., 1998, *Op. cit.* ; Maley W., *Op. cit.*

[745] La prise de Spin Baldak et celle du dépôt d'armes voisin de Pasha auraient procuré aux *taliban* quelque 18 000 kalachnikovs, des douzaines de pièces d'artillerie, d'importantes quantités de munitions et de nombreux véhicules qui auraient appartenu à la faction du Hezb-i-Islami de Gulbuddin Hekmatyar que les *taliban* y ont mis en déroute. Compte tenu du fait qu'il n'existe pas de témoignage de la prise du dépôt, certains observateurs estiment que le dépôt aurait très bien pu avoir déjà été vidé et que cela procurait de toute façon aux *taliban*, et à ceux qui les soutenaient, un moyen de justifier de l'origine de leur armement sans impliquer de tierce partie : Davis A., 1998, *How the Taliban became a military force*, in Maley W. (Ed.), 1998, *Op. cit.* : 46.

soutien de la mafia routière et du gouvernement pakistanais. L'événement eut lieu entre la déclaration de Babar et l'interception par un groupe de commandants du convoi de la NLC envoyé (le 29 octobre 1994) tester la sécurité de la route Quetta – Achkhabad. Lorsque le convoi d'une trentaine de camions de la NLC fut intercepté par trois commandants afghans à Takht-e Pul, à une vingtaine de kilomètres de Kandahar, où ils contrôlaient l'aéroport, le gouvernement pakistanais, qui refusa alors d'intervenir militairement, demanda aux *taliban* de libérer le convoi. C'est ce que ceux-ci, alors simple mouvement d'étudiants dans les *madrassah* pakistanaises du Baloutchistan, firent le 3 novembre, deux jours avant de s'emparer aussi de Kandahar. La route fut dégagée de ses multiples barrages qu'ils remplacèrent par un péage unique à Spin Baldak. En décembre 1994, le premier convoi pakistanais, de cinquante camions chargés de cotton du Turkménistan, arriva sans encombre à Quetta, après avoir versé un droit de passage de 5 000 USD aux *taliban*. La réouverture des routes d'Afghanistan au commerce, qui avait motivé le soutien des chauffeurs pakistanais aux *taliban*, se poursuivit ensuite avec l'avancée de ces derniers qui prirent le quartier général de Hekmatyar à Charasyab en février 1995, et ravirent Herat des mains de Ismael Khan début septembre 1995. Ils rouvrirent les routes de Kaboul, permettant ainsi son ravitaillement et satisfaisant aux demandes de la mafia routière pakistanaise[746].

La route qui relie le Pakistan et le Turkménistan, *via* Kandahar et Herat, est donc ouverte depuis la conquête du sud de l'Afghanistan par les *taliban* et, comme le remarque Ahmed Rashid, le Turkménistan est donc devenu en 1999 la principale route d'exportation de l'héroïne afghane, grâce à sa politique de conciliation avec le nouveau régime afghan. Et, au-delà du transit de l'héroïne vers l'Asie centrale, l'Iran et le Pakistan, c'est toute une économie du transport de biens qui a pu se développer et alimenter les caisses de guerre des *taliban*, quelque 300 camions passant quotidiennement en 1999 par Kandahar pour rejoindre l'Asie centrale et, ou, l'Iran depuis le Pakistan[747]. La fréquentation de l'axe Chaman – Kandahar –

[746] Rashid A., 1998, *Op. cit.* ; 2000, *Op. cit.* ; Davis A., 1998, *Op. cit.*
Spin Baldak est désormais un centre de revente de biens de consommations d'occasion (biens mis au rebut au Japon et envoyés à Dubaï, puis en Iran et enfin en Afghanistan) qui réunit une centaine de boutiques. On y trouve de tout, télévisions (d'ailleurs bannies par les *taliban* !), machines à coudre, automobiles, savon, etc. : New York Times, *In Afghanistan's Bargain Basement, Buyers Beware*, 28-06-00.

[747] Rashid A., 2000, *Op. cit.* : 123-124. (Environ 200 camions passeraient également et de façon quotidienne par Jalalabad et Kaboul). Barnett Rubin, par exemple, estime que seul le commerce de transit de biens de consommation et de drogue peut fournir une source rentable de taxation aux *taliban* : *Only the drug and transit trade are really worth the effort of taxation, while the rest of the economy is hardly productive enough to make governing it worthwhile* : Rubin B., 1999, *Op. cit.*.

Herat - Torghundi devrait bien sûr encore augmenter à la suite de l'engagement pris par le Pakistan en juillet 2000 de réparer les 800 kms de route afghane, en plus des 250 kms de celle qui va de Torkham à Kaboul[748].

Si les itinéraires du nord et de l'ouest se sont développés de façon très importante depuis l'ouverture de l'Asie centrale et l'arrivée des *taliban*, la voie pakistanaise est néanmoins toujours utilisée, certes à destination de l'Iran et des Emirats arabes unis (E.A.U.), mais aussi vers l'Inde. En 1997, les autorités indiennes estimaient ainsi qu'environ 10 tonnes d'héroïne avaient pénétré en Inde, soit dix fois plus que les saisies de 1 120 kilos qu'ils avaient opérées cette même année[749]. Depuis le Baloutchistan ou la NWFP, l'héroïne, qu'elle soit d'origine pakistanaise ou afghane, est en effet exportée en Inde par voie terrestre à travers le Pendjab, le Rajasthan et le Gujarat, *via* les districts de Jaisalmer et de Barmer. Les dunes du désert du Thar offrent par exemple aux trafiquants d'infinies possibilités de dissimulation de leurs cargaisons qu'ils enterrent pour des durées variables avant de les récupérer[750]. Et Amritsar est également un point particulièrement important des routes indiennes en provenance du Pakistan, chose d'autant plus compréhensible lorsqu'on sait l'importance qu'a pu prendre le trafic d'héroïne lors du soutien pakistanais au séparatisme des Sikh d'Inde dans les années 1980[751]. La frontière qui court à l'ouest de la ville sikh a été le lieu de la découverte de tunnels, creusés sous la frontière indo-pakistanaise, semble-t-il par des trafiquants indiens, et ce malgré la haute surveillance et les importantes mesures de sécurité qui caractérisent la zone frontière[752].

Mais la frontière indo-pakistanaise est également le lieu de divers trafics, dont celui des opiacés, grâce au *Samjhauta Express* qui assure la liaison ferroviaire entre Delhi et Lahore, *via* les deux postes frontières d'Attari et de Wagah. Les sept agences indiennes de sécurité et

---

[748] NNI, *Pakistan, Afghanistan sign MoU on road-construction*, 12-07-00 ; *Road network revival in Afghanistan to benefit Pakistan: Taliban*, 13-07-00.
[749] Bedi R., 1998, *India's Golden Triangle*, in Cross Border Control, Vol. IX, September 1998.
[750] Chandran D.S., 1998, *Drug Trafficking and the Security of the State : Case Study of Pakistan*, in Strategic Analysis, Vol. XXXII, N° 6, September 1998, pp. 903-922.
[751] Voir notamment le rapport de la CIA établi en 1993 (publié intégralement par le Frontier Post) sur le narcotrafic au Pakistan et reconnaissant l'implication de l'ISI dans le financement et les actions du mouvement séparatiste sikh en Inde : Frontier Post, *Heroin in Pakistan: Sowing the Wind*, 03-09-93. Voir aussi : Raman B., *The Pakistan ISI "Bogey": Really ?*, in Geopolitix, May 2000, http://www.geopolitix.com
Michel Foucher décrit la réalité toute particulière de cette frontière, plus front que frontière et porte tout autant du terrorisme que des trafics les plus divers, lorsqu'il écrit que *la frontière indo-pakistanaise est d'abord « une ligne Sikh »* : Foucher M., 1991, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique* : 332.
[752] Dawn, *Pakistan, India to beef up surveillance along border*, 24-11-99 ; *Tunnels found on border with India*, 24-11-99.

de renseignement qui sont implantées à Attari ne semblent pas pouvoir y enrayer un trafic en tout genre, dont celui de la fausse monnaie indienne en provenance du Pakistan[753]. Selon les Indiens, l'ISI, de la même façon qu'il a aidé les Sikh par le trafic d'héroïne, cherche désormais à déstabiliser l'Inde en y déversant d'importantes quantités de fausse monnaie, *via* le *Samjhauta Express*, dans lequel ont été saisis deux millions de roupies indiennes en février 2000 (280 000 FF), ou encore *via* le Népal, où un clerc de l'ambassade pakistanaise aurait cherché à revendre de la fausse monnaie indienne à un policier népalais infiltré, et par où certains groupes terroristes opérant en Inde, comme la *Khalistan Zindabad Force*, se fournissent en explosifs[754]. Après les années 1980 et la relative maîtrise du séparatisme sikh en 1992, c'est surtout à travers l'Etat de Jammu et Cachemire que l'héroïne en provenance du Pakistan a pénétré en Inde, les saisies sur la frontière ayant par exemple augmenté de 150 % entre 1993 et 1994[755]. Et c'est entre autres autour des régions de Ranbirsingh Pura, Samba et Akhnoor, qu'héroïne, anhydride acétique et haschich sont trafiqués de part et d'autre de la frontière indo-pakistanaise[756]. Dès 1995, les Indiens tentèrent bien de sceller la frontière, mais un relief et une hydrographie très complexes limitèrent considérablement l'efficacité de

[753] India Today, *The Great Train Robbery*, 03-04-00.

[754] Asiaweek, *Cockpit Of Intrigue*, 21-04-00 : un Sikh, membre affilié de la *Khalistan Zindabad Force* a effectivement été arrêté au Népal en possession d'explosifs de type RDX (explosif très couramment utilisé pour les forages pétroliers, les combustibles de fusée et l'armement. Il est raisonnablement stable, plus puissant que le TNT et peut être manipulé facilement, d'où son intérêt pour les actions terroristes.) ; Times of India, *ISI printing fake Indian currency*, 10-01-00 ; The Hindu, *Fake currency being pumped in : Vajpayee*, 05-02-00 : le Premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee, sans nommer le Pakistan, dénonçait ainsi la « conspiration » dont étaient victimes l'Inde et son économie qu'un « ennemi » cherchait à déstabiliser.
Le Népal est très fortement touché par différents trafics, dont celui de l'or, des armes et explosifs, de la fausse monnaie et de la drogue. L'Inde suspecte l'ISI pakistanais de jouer un rôle très actif dans des opérations de déstabilisation à partir du Népal où l'islam prend une importance croissante (2 % de la population en 1981 et 3,5 % en 1991 ?). La migration au Népal de nombre de Pakistanais et Bangladeshis explique en partie ce phénomène qui s'accompagne de l'implantation de nombreuses *madrassah*. Selon l'Inde, et selon certaines sources népalaises, l'ISI provoquerait les sentiments anti-indiens sur la frontière, ouverte, des Etats très sensibles du Bihar et de l'Uttar Pradesh et un ambassadeur pakistanais au Népal (Kamran Niaz) aurait même appelé aux donations de soutien au *Solidarity Fund for the Welfare of Kashmiri Mujahideen*. La frontière indo-népalaise (1 664 kms) est jalonnée, de part et d'autre, de *madrassah* et de mosquées dont beaucoup sont suspectées d'être des relais de l'ISI. Ainsi, Barhni (Sidhartha-nagar) dans l'extrême nord de l'Uttar Pradesh, est un exemple typique de ce qui existe dans cette région du Poorvanchal qui compte 391 kms de frontière indo-népalaise : la frontière poreuse est devenue un point de passage rêvé pour les trafics de bois, d'or, de drogues, d'armes et de fausse monnaie, ainsi qu'un lieu fournissant de nombreux mercenaires musulmans. Si quatre itinéraires traversent la frontière en des points de transit légaux, au moins quinze autres, la franchissent illégalement. La frontière indo-népalaise est donc clairement en train de devenir un nouveau « point chaud » des frontières indiennes, où terrorisme et trafics se multiplient. Voir par exemple : India Today, *The Kathmandu Nexus*, 12-06-00 ; *Corridor of Doubt*, 03-07-00. Pour un aperçu critique des thèses indiennes : News, *India's Kathmandu Debacle*, 27-07-00 ; *India's Kathmandu Debacle—II*, 28-07-00.

[755] Bedi R., 1998, *Op. cit.*

[756] Dépêche internationale des drogues, N° 49, novembre 1995, *Les drogues dans le conflit du Cachemire*.

telles opérations. Une fois en Inde donc, l'héroïne peut ensuite être acheminée vers les centres de consommation nationaux (Delhi, Bombay, Calcutta) ou être exportée, par la côte du Tamil Nadu, *via* Tuticorin et Chennai (l'ancien Madras) par exemple, vers le Sri Lanka, et l'Australie[757]. Ainsi ont été saisis à Delhi en janvier 2000, sur des ressortissants afghans et pakistanais, 2 kilos d'héroïne destinée aux Etats-Unis, et encore 23 kilos en février[758].

Mais les exportations d'opiacés depuis le Croissant d'Or se font également de façon directe, c'est-à-dire par l'intermédiaire d'acteurs locaux du narcotrafic (Afghans, Pakistanais ou encore Tadjiks), vers et par la Russie et la Chine, où le relais est pris par des trafiquants nationaux, comme c'est aussi le cas en Iran et en Turquie. Ainsi, dans le cas de la Russie, les trafiquants tadjiks convoient la drogue jusqu'au plus profond du territoire russe. Les exportations du Croissant d'Or concernent donc désormais le Kazakhstan et la Russie, d'une part, et la Chine, d'autre part. En effet, les exportations afghanes empruntant les routes de l'Asie centrale, lorsqu'elles ne prennent pas la direction du Caucase et de l'Europe orientale, prennent bien sûr celle de la Russie, *via* le Kazakhstan[759] où, selon le ministère de l'Intérieur kazakh, 98 % des trafiquants seraient des étrangers, en grande majorité des Tadjiks et des Russes[760]. Les douanes russes, qui ont saisi 320 kilos d'héroïne en 1999, estiment, à partir du nombre d'arrestations de passeurs tadjiks (à bords du train Douchanbe – Saratov par exemple) qu'un tiers du trafic provient directement du Tadjikistan[761]. Le passage en provenance du Kazakhstan se fait surtout *via* Troitsk (oblast de Chelyabinsk, d'où la drogue part vers Iekaterinbourg), où 37 kilos d'héroïne ont été saisis en février 2000 (lors de ce qui constitue l'une des plus importantes opérations antidrogue de la région), mais également, *via* l'oblast d'Orenbourg, à partir d'Oral, au Kazakhstan, et vers Samara[762]. Mais la région russe

[757] Ainsi, à la suite de l'explosion de la production afghane en 1999, les services de police et les douanes d'Australie (*Australian Bureau of Criminal Intelligence*) s'inquiètent de la recrudescence prévisible et déjà opérée du narcotrafic en provenance d'Afghanistan : The Age, *More heroin on the way*, 02-04-00.
[758] Times of India, *Afghan national among 3 held with heroin*, 20-01-00 ; Xinhua, *23 kg Heroin Seized in Delhi*, 24-02-00.
[759] Selon le ministre de l'Intérieur russe, Vladimir Rushailo, la moitié de l'héroïne qui pénètre en Russie à la fin des années 1990 passe par le Kazakhstan : Itar-Tass, *Half of heroin shipped to Russia via Kazakhstan – minister*, 29-11-00.
[760] Institute for War & Peace Reporting, *Five held in Tajik Embassy Drugs Scandal*, 26-05-00.
[761] Itar-Tass, *Over 100 kg of heroin from Tajikistan seized this year*, 02-03-00. Les autorités russes déclarent que le trafic en provenance du Tadjikistan est en nette augmentation : Itar-Tass, *Tajik drug courrier detained in Russia*, 04-02-00 ; *Narcotics found in Dushanbe-Saratov train*, 09-03-00.
[762] Itar-Tass, *37 kilograms of heroin seized on Russo-Kazakh border*, 21-02-00 ; *Large consignment of drugs cibfuscated ub Irenburg* [sic], 30-05-00 : 8 kilos d'héroïne ont été confisqués dans l'oblast d'Orenbourg en 1999, et 15 kilos ont été saisis en une opération en mai 2000 dans le nord du Kazakhstan.

de l'Altaï connaît également, depuis la fin de la décennie 1990, une nette augmentation du narcotrafic en provenance d'Afghanistan. Ainsi, la plus grosse saisie de l'Altaï a été opérée à Barnaul, en mars 2000, avec 5 kilos d'héroïne en provenance de Khodjent et à destination de Novossibirsk[763]. De Novossibirsk, l'héroïne afghane transportée par des trafiquants tadjiks arrive jusqu'aux nouveaux centres de consommation russes d'Irkoutsk et de tout l'oblast du même nom, en Sibérie, sur la rive occidentale du lac Baïkal. L'héroïne a ainsi fait son apparition dans la région d'Irkoutsk au début de 1999, et 200 kilos en ont déjà été saisis au cours de cette même année par la milice locale. Les policiers de la ville déclarent même avoir déjà arrêté des membres des services spéciaux tadjiks qui accompagnaient des camions transportant de l'héroïne afghane[764].

Logiquement, compte tenu de sa localisation, la Chine semble quant à elle être moins touchée par les opiacés du Croissant d'Or qu'elle ne l'est par ceux du Triangle d'Or. Même si le facteur musulman et le séparatisme ouighour de la région autonome chinoise du Xinjiang pourraient y permettre à terme l'émergence d'un important narcotrafic, il ne semble pas en effet que l'héroïne afghane ait pu y faire une apparition très remarquée[765]. Certes, les conditions économiques et la frustration sociale et nationale des Ouighour favorisent le développement de la consommation d'opiacés dans le Xinjiang[766], et Urumchi et Kashgar, que l'on pourrait estimer être alimentés en héroïne du Croissant d'Or, apparaissent comme étant fournies en héroïne du sud-est asiatique. En effet, les récentes études menées sur la diffusion du VIH ont montré que l'apparition quasi simultanée, à Urumchi, de la

[763] Itar-Tass, *Altai region law enforces seize biggest ever batch of heroin*, 02-03-00.
[764] New York Times, *Heroin Carries AIDS to a Region in Siberia*, 24-04-00. – La corruption qui sévit en Russie comme en Asie centrale est une des dimensions majeures du narcotrafic et de son développement. Ainsi, par exemple, en mai 2000, 62 kilos d'héroïne ont été découverts dans deux voitures au Kazakhstan. L'un des véhicules appartenait à Sadullozhan Nigmatov, l'ambassadeur du Tadjikistan au Kazakhstan, dont le chauffeur a été arrêté. L'ambassade du Tadjikistan au Kazakhstan est désormais extrêmement surveillée par les services kazakhs qui n'en sont pas à leur première saisie sur plusieurs de ses chauffeurs : BBC, *Drugs haul in diplomat's car*, 22-05-00 ; Institute for War & Peace Reporting, *Five held in Tajik Embassy Drugs Scandal*, 26-05-00. En janvier 2000, c'est un policier tadjik qui était pris en possession de 7,5 kilos d'héroïne qu'il s'apprêtait à remettre à un haut officiel tadjik, au Kazakhstan : BBC, *Tajik official caught smuggling heroin*, 31-01-00.
[765] L'importance du trafic de contrebande depuis la Chine et vers le Pakistan peut néanmoins permettre de penser que le narcotrafic existe également, mais dans l'autre sens (si l'on considère le cas sino-birman par exemple, dans lequel le trafic de biens de consommation chinois est le pendant du narcotrafic birman). Compte tenu de l'accroissement de ce trafic, le gouvernement pakistanais a décidé en septembre 2000 d'installer un nouveau bureau des douanes sur la route du Karakoram et du Xinjiang (dans le district de Mardan), afin de contrôler et d'enrayer un trafic de biens de consommation chinois dont pâtissent l'industrie pakistanaise et les revenus fiscaux du pays : Frontier Post, *Customs office at Sher Garh to curb smuggling from China*, 29-09-00.
[766] Rudelson J. B.-A., 2000 b, *Uyghurs an Asset in China's Path to Globalization*, in Central Asia – Caucasus Analyst, 10-05-00, plus communications personnelles.

consommation d'héroïne par voie intraveineuse et d'une souche B/C du VIH, pouvait être tracée jusqu'à Kunming, dans le Yunnan. Almaty et, *a fortiori*, le Kazakhstan, ont logiquement connu la diffusion de la même souche infectieuse, comme l'avait d'ailleurs prévu le docteur en médecine C. Beyrer qui dirigeait l'étude en question[767]. Facteur aggravant les relations commerciales entre la Chine et le Kazakhstan ont d'autre part littéralement explosé depuis 1991, mais surtout depuis 1998, c'est-à-dire depuis le règlement du contentieux frontalier qui concernait 1 700 kilomètres et datait de la signature du protocole russo-chinois de Tarbagatai en 1864[768].

A la fin de la décennie 1990, les itinéraires du narcotrafic de la périphérie du Croissant d'Or conservent donc leurs directions occidentale et méridionale « traditionnelles », *via* l'Iran et la Turquie, alors que celles du nord, *via* l'Asie centrale, prennent une importance qui ne cesse de croître depuis les dates charnières de 1991 et 1994. Certes, l'Inde se trouve toujours sur la route des exportations du Croissant d'Or et la Chine montre un fort potentiel de développement du narcotrafic, mais les flux des opiacés afghans ont une direction majeure occidentale très nette. Même si, bien sûr, des branches du trafic, mineures pour le moment, pénètrent aussi loin que l'oblast d'Irkoutsk en Russie.

[767] Beyrer C. *et al.*, *Overland heroin trafficking routes and HIV-1 spread in south and south-east Asia*, in AIDS, January 2000, Vol. 14, N° 1 ; Washington Post, *AIDS Outbreaks Follow Asia's heroin Traffic*, 06-03-00.

[768] Levinsson C., Svanberg I., 2000, *Kazakhstan – China Border Trade Thrives After Demarcation Treaty*, in Central Asia – Caucasus Analyst, 16-02-00 : avant 1992, les communications étaient très limitées entre les deux pays, ce qui a graduellement changé avec la mise en relation des lignes de chemin de fer, des routes, des lignes aériennes et téléphoniques. Ainsi, Urumchi, la capitale du Xinjiang, est désormais bien reliée à Almaty, et le marché frontalier chinois de Khorgas est la vitrine du rapide développement commercial entre les deux pays. La frontière sino-kazakhe est également le lieu de passage de nombre de réfugiés ouighour qui fuient le Xinjiang et la répression qu'ils y connaissent. – Mais le développement des relations entre Urumchi et Almaty n'a d'égal que les freins mis au développement de Kashgar, ville à forte population ouighour, qui ne devraient s'atténuer qu'avec l'implantation progressive de Chinois han le long du nouvel axe ferroviaire Turpan – Kashgar. Les réseaux des Ouighour qui pourraient être mis à profit par la Chine, comme ils le furent aux XIII^{e} et XIV^{e} siècles par les Mongols (dans l'empire desquels ils étaient les ambassadeurs et les scribes), sont pour l'instant la cible d'un sous-développement voulu et d'une répression massive : Rudelson J. B.-A., 2000 b, *Op. cit.*, plus communications personnelles.

2.2.3. Nouvelles routes ou anciennes routes réactivées ?

2.2.3.1. La route et l'antiroute, le narcotrafic entre accessibilité et inaccessibilité

[Asie du Sud-Ouest et centrale : Cartes administratives 21, 22, 23, 25.
Cartes de localisation 10, 14, 15, 16, 17]
[Asie du Sud-Est :Cartes administratives 21, 22, 23, 25. Cartes de localisation 10, 14, 15, 16, 17]

Les routes du trafic des deux espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, comme celles de leurs périphéries, ces axes majeurs du commerce caravanier d'antan, se sont pur la plupart maintenus au cours de l'histoire des relations économiques et politiques des divers pouvoirs politico-territoriaux. Mais si certaines routes ont continué à être régulièrement parcourues depuis l'Antiquité, d'autres ont connu, et connaissent toujours, des périodes plus ou moins longues de sous-fréquentation ou même de non-fréquentation. L'étude des routes du narcotrafic, en tant qu'étude de l'émergence et de la modification des itinéraires du transit de drogues, pose le problème de la pérennité de ces axes de communications régionaux et de leur relation historique au trafic de produits illicites. Les principales routes du narcotrafic que nous avons étudiées apparaissent être des routes commerciales majeures et des axes migratoires tout aussi primordiaux.

La route, la piste, le chemin, les axes de communication quels qu'ils soient et où qu'ils se situent (fond de vallée sèche, flanc de colline, crête, route fluviale ou terrestre), constituent des objets d'étude primordiaux du narcotrafic, puisque les acteurs de celui-ci en dépendent et les exploitent. La route est à ce titre un objet tout autant géographique que politique en ce qu'elle est créatrice, génératrice d'accès. L'accès est bien sûr une composante fondamentale de la production et du transport de drogue dès lors que les régions de production se définissent géographiquement par leur relative inaccessibilité et leur enclavement. La route est donc ce moyen d'accès, ce lien physique, ce support de la communication et du transport qui permet de relier les lieux de consommation et ceux de la production, grâce à son utilisation par des réseaux de relation, par des associations commerciales et politiques entre les divers acteurs du narcotrafic. La production et le transport de drogue sont rendus possibles par un équilibre entre inaccessibilité et accessibilité, car si l'isolement géographique de la région de production est nécessaire (pour des raisons de sécurité et de viabilité d'une activité

illicite *a priori* dissimulée), son accessibilité est également impérative. Mais l'accès, condition *sine qua non* de l'exportation, doit toutefois être limité dès lors que la difficulté d'accès constitue un avantage majeur de localisation des espaces de production. La route doit donc correspondre, dans ce cas précis, à ce que Mahnaz Z. Ispahani appelle, dans son étude des politiques de l'accès en Asie, une « antiroute », c'est-à-dire tout ce qui peut contraindre, entraver ou restreindre l'accès, de façon « naturelle » (« antiroute naturelle » ou obstacle naturel à la circulation) ou « artificielle » (« antiroute artificielle » ou entrave anthropique à la circulation)[769].

Ainsi, les accidents du relief, les conditions climatiques, les régulations frontalières et tarifaires du commerce international, les conflits qui imposent des limites au mouvement, que ce soit celui des biens ou des personnes, sont des antiroutes. Dans le cas du trafic de drogue comme dans celui de tout autre trafic illicite, le trafiquant tourne alors à son avantage les risques et inconvénients de l'antiroute puisqu'elle lui procure une certaine forme de sécurité (faible contrôle policier et douanier) et qu'elle justifie des prix élevés. Mais la route et l'antiroute fournissent également une clé d'analyse pour l'étude de l'émergence et de la pérennité des espaces de production illicite à travers ce qu'elles représentent pour les Etats et les autres acteurs du système international[770]. Comme nous l'avons vu par exemple dans les relations entre le Pakistan, l'Afghanistan et l'Asie centrale, la route a une double compétence, géographique et politique, en ce que son rôle géographique et sa dimension politique sont définis, entre autres, par l'équilibre instable de la relation entre le développement (économique) et la sécurité des Etats[771]. La fermeture partielle puis la réouverture de l'axe

[769] Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 2.

[770] Si les espaces montagneux peuvent être perçus comme des antiroutes, et même y correspondre, ils peuvent aussi être des « espaces de non-Etats ». J.-C. Scott explique en effet, en observant la relation qui existe entre montagne et liberté, que : *Ici « les montagnes » sont moins affaire de relief que de relative inaccessibilité, laquelle peut se réaliser aussi sous forme de marais, déserts ou forêt dense. Ces lieux écartés pourraient être appelés, pour reprendre le terme d'Anna Tsing, des « espaces de non-Etat » (non-state spaces)…* Considérant que *…le fondement de la liberté du peuple en Asie du Sud-Est était la mobilité physique…*et que *si l'œuvre du pouvoir était de créer des « espaces d'Etat » intelligibles, la fuite consistait à gagner les « espaces de non-Etat » existants ou à en créer de nouveaux, essentiellement dans les montagnes…* alors *…les montagnes d'Asie du Sud-Est sont de l' « anti-Etat », au moins autant que du « non-Etats » ou du « pas-encore-Etat »…* : Scott J.-C., 2001, *Op. cit.* : 87, 92, 103 (Tsing A., 1993, *In the Realm of the Diamond Queen : Marginality in an Out-of-the-way Place*, Princeton, Princeton University Press, 368 p.)

[771] *Interest in routes brings other analytical benefits. It reveals some basic and occasionally overlooked truths about the ever-shifting balance between security and development in developing countries. Routes are "dual-capable"; that is, in all their attributes they function in, and stand at the nexus of, security and development… The infrastructure of access is also "dual-use": depending on its location and specifications, it can be an*

Quetta – Achkhabad initiée par le Pakistan et réalisée par les *taliban* en 1994, comme celles des axes Kunming – Mandalay (voire Pékin – Rangoun) et Mandalay – Calcutta – Delhi, procède ainsi directement de cet équilibre instable qui caractérise les relations développement – sécurité des Etats. Si la tendance qui prévalait jusqu'à la fin de la guerre froide était celle qui consistait à favoriser la dimension sécuritaire de la route, les exemples précités montrent que la décennie 1990 a vu la route l'emporter sur l'antiroute, permettant ainsi dans ces régions particulières l'explosion du trafic et de la consommation de drogue. La route peut en effet être un outil stratégique, politique et commercial, un vecteur d'intégration, de la même façon que l'antiroute est un moyen d'isolement et d'exclusion. La route, ici en l'occurrence celle du narcotrafic, est donc un objet d'étude géopolitique particulièrement important en ce qu'elle conditionne et révèle les relations de pouvoir qui existent d'une part entre les centres et les périphéries des Etats et, d'autre part, entre différents Etats du système international.

L'évolution des anciens itinéraires du narcotrafic des espaces actuels du Triangle d'Or et du Croissant d'Or et de celles de leurs périphéries respectives peut ainsi permettre de montrer ce que Ispahani décrit à propos des routes en général. En étudiant l'évolution des routes et des antiroutes dans le temps, explique Ispahani, il est possible d'évaluer la transition qui s'est opérée depuis les questions impériales de commerce et de stratégie à celles, postimpériales, de développement et de sécurité[772]. La longue évolution qui a pris place depuis les rivalités impériales du *Great Game* jusqu'à celles, actuelles, postimpériales, postcoloniales et post guerre froide, du *New Great Game* (qui se joue autour des richesses énergétiques d'Asie centrale et du Caucase et, là encore, de leurs routes d'accès et pipelines), illustre tout à fait ce phénomène. En effet, les considérations commerciales et stratégiques des Empires russe et britannique, en motivant et en limitant leurs expansions territoriales respectives, ont conduit au développement des infrastructures de communication jusqu'aux limites mutuellement reconnues de leurs possessions, jusqu'aux frontières de l'Afghanistan actuel par exemple, alors Etat-tampon par excellence. Mais après cette période de rivalités stratégiques impériales qui visaient entre autres, et pour chacune des parties intéressées, à préserver son propre domaine commercial, l'Afghanistan, à l'instar des autres pays de la

instrument of economic development or a tool of internal security or external defense : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 4, 10.

[772] *As one charts the course of routes and antiroutes across time, for example, it becomes possible to assess the transition from imperial questions of trade and strategy to postimperial questions of development and security* : *Ibidem* : 6.

région, a glissé, à travers l'évolution de sa politique intérieure et extérieure, vers la dialectique moderne mettant en balance les problèmes de sécurité d'une part et de développement d'autre part. Ainsi, le rapprochement qui a existé entre l'Union soviétique et l'Afghanistan s'est en effet opéré en fonction de considérations liées au développement économique du pays et au détriment rapidement avéré de sa sécurité extérieure et intérieure[773]. Les politiques de l'accès, c'est-à-dire le développement des routes (autour de l'Afghanistan) ou au contraire des antiroutes (en Afghanistan) dans cette région, ont permis sinon favorisé l'émergence de l'espace de production du Croissant d'Or et de ses innombrables routes d'exportation qu'il semble désormais presque impossible de contrôler. La situation politico-territoriale de l'Afghanistan comme la nature des frontières occidentales du Pakistan et de celles, extérieures et intérieures, de l'Asie centrale, sont le produit direct de ces rivalités impériales et des politiques de l'accès qui les ont caractérisées. Nous le verrons, le cas de l'espace polyethnique et interétatique du Triangle d'Or est comparable, du point de vue des politiques de l'accès, à celui du Croissant d'Or.

Certains des itinéraires du narcotrafic du Triangle d'Or et du Croissant d'Or empruntent donc des routes historiques, comme d'autres qui ne sont apparues que récemment. Le rôle qu'a pu jouer le narcotrafic dans la pérennité ou dans la réutilisation et même dans la création des routes varie selon leur type et selon la période et la région considérées. Mais à la fin du XX^{e} siècle, le narcotrafic exploite désormais tous les axes de communication, en précédant parfois le transit de biens licites de consommation pour lequel certaines infrastructures ont été mises en place. Ainsi, les projets de développement d'infrastructures de communication qui existent depuis l'Asie centrale jusqu'à l'Asie du Sud-Est et la Chine, la transformation d'antiroutes en routes, menacent d'accentuer le narcotrafic qui, depuis longtemps déjà, les y a précédés.

[773] *Indeed, in those instances when considerations of socioeconomic development have dominated those of military security, the result has been a loss of security. This point is most dramatically manifested in modern Afghanistan* : *Ibidem* : 6. L'évolution des relations afghano-pakistanaises autour de la question du Pachtounistan, le désintérêt des Etats-Unis pour la question afghane avant 1979 et le rôle crucial qu'a joué l'Union soviétique dans l'économie puis dans l'invasion de ce pays illustrent parfaitement la problématique de la dialectique développement – sécurité dans les pays du tiers monde : voir le développement consacré à la question du Pachtounistan dans le chapitre 3.2.2.3., et notamment la note n° 156.

2.2.3.2. L'évolution historique des routes anciennes majeures et le narcotrafic

[Asie du Sud-Ouest et centrale : Cartes administratives 21, 22, 23, 25.
Cartes de localisation 10, 14, 15, 16, 17]
[Asie du Sud-Est :Cartes administratives 21, 22, 23, 25. Cartes de localisation 10, 14, 15, 16, 17]

Les routes du narcotrafic du Triangle d'Or et du Croissant d'Or que l'on peut qualifier d'anciennes sont celles qui sont reconnues comme ayant été des vecteurs majeurs du commerce et des migrations historiques. Il en est ainsi des très renommées routes de la soie, ou plutôt de la multitude des branches qui appartenaient à ce vaste réseau transcontinental, qui est un axe commercial antérieur même aux premières fortifications entreprises par les Chinois de la dynastie han qui l'ont matérialisée[774]. De nombreuses routes de la soie bifurquaient vers le sud à partir de son axe majeur est-ouest : celle de la Route du Jade (la future *Burma Road*) notamment, qui traversait le Yunnan pour rejoindre la péninsule indochinoise et le sous-continent indien ; et celle, plus à l'ouest, qui, après avoir contourné le Taklamakan par le nord ou par le sud, pénétrait en Asie du Sud à travers les rares passes praticables du Karakoram (passes de Karakoram, de Khunjerab et de Mintaka) ; ou encore celle qui permettait de commercer entre le Tibet et le Xinjiang, à travers le plateau désolé de l'Aksai Chin ; et enfin celles qui, depuis l'Asie centrale et la vallée du Ferghana, prenaient la direction de l'Afghanistan et de l'Iran actuels. Le vaste réseau des routes de la soie (voir notamment la carte 2) fournit un exemple particulièrement prégnant de ce qu'ont pu représenter les politiques de l'accès en Asie, et de l'alternance selon laquelle les axes de communication, aussi difficiles ou aisés qu'ils aient pu être, ont pu passer du statut de route à celui d'antiroute. Certains des axes qui, géographiquement ou physiquement relevaient et relèvent toujours de l'antiroute, la route du Karakoram par exemple, ont pu devenir, contre toute attente, de véritables routes. Alors que d'autres axes, parmi ceux qui étaient beaucoup plus propices à la circulation, comme les routes qui reliaient l'Asie centrale à l'Afghanistan

[774] C'est parce que le commerce de grande valeur qui se développait intensément sur les pistes caravanières à l'ouest du Turkestan était menacé par les pillages des nomades xiongnu que les Han entreprirent le déploiement de fortifications et de garnisons au nord du corridor de Gansu (région de Dunhuang) par exemple. C'est à cette époque que les Han réalisèrent l'importance qu'avait pris le commerce centrasiatique et qu'ils organisèrent l'expédition de Chang Chien. Les Xiongnu (*Hiong-Nou*), comme les Tibétains des monts Qilian, au sud, en menaçant la bonne conduite d'un commerce florissant entre la Chine et Rome, provoquèrent la construction des Grandes murailles et de la fortification de la Porte de Jade (*Yumenguan*) qui protégeait l'accès au corridor du Gansu.

(*via* Termez et Balkh / Mazar-i Sharif, Kushka et Herat ; ou à l'Iran, de Merv à Nichapour), ont vu leur importance décliner pour même devenir l'archétype de l'antiroute artificielle.

L'évolution des routes de la soie, qu'il s'agisse de celles d'Asie du Sud-est, d'Asie du Sud, d'Asie du Sud-Ouest, ou d'Asie centrale, a été, et est toujours, liée à cette dialectique développement – sécurité caractéristique des Etats modernes du Sud, comme le montrent les exemples de la Karakoram Highway (KKH), de la route Quetta – Achkhabad, de la route N° 39 entre la Birmanie et l'Inde, et de la *Burma Road*. Toutes ces routes ont en effet été pendant longtemps des axes majeurs de communication et d'échange entre les différentes régions d'Asie, mais les dimensions stratégiques sécuritaires de l'ouverture, de la fermeture ou de la réouverture de ces routes, l'ont souvent emporté sur les considérations strictement économiques. De fait, grâce, ou à cause, de cette instabilité qui les caractérisent, ces routes sont longtemps restées des routes de contrebande et de trafics en tout genre que des restrictions politiques à leur ouverture et à leur développement limitaient. Toutefois, elles figurent désormais parmi les plus importantes routes régionales et mondiales de l'opium et de l'héroïne.

Quant aux exemples des routes des régions du nord-est de la Birmanie, principalement celles des Etats shan et kachin, et de celles du Baloutchistan et de l'Afghanistan, ils indiquent que les alternances de leur statut de route à celui d'antiroute, au cours de l'histoire des politiques régionales de l'accès, y ont permis sinon même provoqué l'émergence du narcotrafic tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Les monarques birmans, comme les Britanniques durant la période coloniale, considérèrent l'importance stratégique des Etats shan comme étant vitale pour la pérennité de leurs règnes. Les Etats shan étaient alors intégrés dans un système de relations tributaires identique à celui qui liait le Siam aux royaumes lao. Et l'impératif de sécurité qui caractérisait la politique birmane des Etats shan procédait de leur localisation sur une des routes potentielles d'invasion du royaume, les Mongols ayant par exemple emprunté la vallée de l'Irrawaddy, *via* l'Etat kachin, au XIII^{e} siècle[775]. Mais si le système tributaire garantissait un certain degré de sécurité politico-territoriale, les Birman (ethniques), et après eux les Britanniques, laissèrent la gestion du développement économique des Etats shan aux

[775] Jeshurun C., 1988, *Changing National Policies Towards Regional Societies in Southeast Asia : The Historical Perspective*, in Prakai Nontawasee, 1988, *Changes in Northern Thailand and the Shan States, 1886-1940*, pp. 1-12.

représentants héréditaires locaux des Shan, les *Sawbwa*. Toute intervention directe des Britanniques par exemple, après leur annexion de la Birmanie septentrionale en 1885, était restée très limitée et consistait en l'application du système de l'*indirect rule*. Ainsi, c'est aux *Sawbwa* qu'il incombait de construire et entretenir les infrastructures de communications, mais aussi de mettre en place les structures éducatives et sanitaires ou encore les projets agricoles. Cette absence de changement politique, social et économique, tint les Etats shan à l'écart du développement que connaissait le reste de la Birmanie et accentua un isolement géographique, politique et économique déjà considérable. Et s'il n'y avait pas, jusqu'en 1920, d'entité politico-territoriale reconnue des Etats shan, la constitution de la Fédération des Etats shan, qui, en 1922, suivit la séparation de la province de Birmanie des Indes britanniques, accentua encore leur isolement du reste du pays[776].

Quant aux difficultés de communications, propres aux Etats shan comme à la région de Chiang Maï d'ailleurs (dont les Etats restèrent indépendants jusqu'au règne du roi Mengrai (r. 1296-1317), elles justifièrent en partie l'imposition du système tributaire puis de celui de *l'indirect rule*. En effet, si le commerce régional avait toujours abondamment emprunté les pistes difficiles qui sillonnent les collines et plateaux du nord de l'éventail indochinois, il fallait toutefois 15 jours de trajet pour relier Kengtung à Chiang Maï avant la construction de routes modernes. Celles-ci étaient d'ailleurs souvent de conception et d'utilisation militaire, comme les 168 kms de celle qui fut tracée par les Thaïlandais entre Chiang Maï et Chiang Raï pendant la Seconde Guerre mondiale[777].

A travers l'insécurité qui y régnait et la quasi-inexistence de routes carrossables, les Etats shan représentaient donc au début de l'occupation britannique le modèle même de l'antiroute. Face au fait que seules les caravanes muletières, ainsi que les bœufs et les éléphants des Haw, des Shan et des Pa-O, pouvaient circuler sur les sentes et chemins de la région, les Britanniques décidèrent toutefois d'entreprendre la construction de routes carrossables et praticables en toute saison. Ainsi, ce sont 2 102 kms de routes empierrées ou asphaltées qui étaient ouvertes à la circulation automobile entre les différents Etats shan des années 1930. Des lignes de chemin de fer furent également construites et Lashio était

[776] Taylor R.H., 1988, *British Policy and the Shan States, 1886-1942*, in Prakai Nontawasee , 1988, *Changes in Northern Thailand and the Shan States, 1886-1940*, pp. 13-62.
[777] Ratanaporn Sethakul, 1988, *Political relations Between Chiang Mai and Kengtung in the Nineteenth Century*, in Prakai Nontawasee, 1988, *Changes in Northern Thailand and the Shan States, 1886-1940*, pp. 296-327.

desservie par le train dès 1897[778]. Mais si la période britannique permit un certain développement d'infrastructures de communication, l'imposition du modèle politico-territorial de l'Etat-nation, traduite notamment par l'imposition arbitraire de frontières dites « internationales » (en fait interétatiques) linéaires, accentua le caractère d'antiroute de la région montagneuse et inhospitalière du Triangle d'Or. La frontière telle qu'elle était définie par les puissances coloniales était en effet de type linéaire et provoquait une césure artificielle dans un espace voué à l'agriculture itinérante et au commerce caravanier. Le modèle politico-territorial des royaumes d'Asie du Sud-Est, ainsi que les représentations spatiales de leurs populations, était quant à lui basé sur l'existence et l'acception de zones-frontières dont la largeur variait selon les rapports de forces politiques et militaires[779]. Ces zones-frontières constituaient des *no man's lands* qui étaient parcourus par des « chemins d'or et d'argent, ouverts aux marchands » et ne constituaient en aucun cas une entrave au transport et au commerce. Bien au contraire, les zones-frontières différaient d'autant plus des frontières de conception occidentale, qu'elles permettaient et favorisaient un commerce régional que les secondes régulèrent ou même interdirent[780].

Mais le nord de la Birmanie, certes constituant une antiroute naturelle (et à travers les systèmes politico-territoriaux particuliers qui lui ont été imposés, en partie artificielle), a néanmoins connu d'autres constructions de routes, souvent à caractère militaire, qui ont très

[778] Renard R. D., 1988, *Social Change in the Shan States Under the British, 1886-1942*, in Prakai Nontawasee, 1988, *Changes in Northern Thailand and the Shan States, 1886-1940*, pp. 109-147. Le chemin de fer et les routes construites par les Britanniques, en partie pour des raisons stratégiques, a d'ailleurs profité de façon significative au trafic d'opium depuis les régions de production du nord de la Birmanie jusqu'aux centres de consommation, celle-ci étant réglementée par un monopole. Le très faible contrôle britannique en dehors de la *Burma Proper*, y permit d'autant plus l'important développement de la production et du trafic d'opium : Renard R., 1996, *Op. cit.* : 25.

[779] En anglais, *boundary*, est la frontière linéaire, alors que *frontier* est la zone frontière, celle qui est repoussée, à l'instar du mouvement de colonisation qui a eu lieu dans l'ouest de l'Amérique du Nord. En thaï, la frontière est désignée par l'association de différents vocables dont ceux de *khop* et de *khet*, qui signifient : limite, bordure ou bord. *Daen* signifie « territoire » et est souvent associé à *kop* ou *khet*, que l'on trouve d'ailleurs réunis dans le même mot : *khopkhet*, *khetdaen*. Ainsi *anakhet* désigne une aire sous contrôle effectif, *ana* désignant la région, l'aire, le territoire. Tous ces termes thaï tendent donc à désigner des aires d'influences, des zones et non des lignes. Voir l'ouvrage majeur de Thongchai Winichakul, 1994, *Siam Mapped, A History of the Geo-body of a Nation* : 74-75. Voir également : Lubeigt G., 1998, *Réflexions sur l'espace frontalier birmano-siamois et ses enjeux traditionnels (XIIème-XIXème siècles)*.

[780] *The British persistently ordered local chiefs to provide any treaty or document identifying the boundaries. As these were friendly neighbors who shared understanding and trust, one local chief replied, the boundary did not forbid people to trespass or to earn their living in the area. Hence no document had ever been made. According to them, the borders were "golden, silver paths, free for traders."* : Thongchai Winichakul, 1994, *Op. cit.* : 73.

vite drainé les flux du narcotrafic régional, à défaut d'un commerce légal qui ne pouvait s'y développer selon les régulations frontalières des Etats concernés.

Il en fut ainsi, par exemple, de la route N° 39 qui, axe majeur du trafic entre la Birmanie et l'Inde, est longtemps restée fermée au commerce transfrontalier légal, l'impératif sécuritaire des deux Etats primant sur leurs opportunités commerciales. En effet, les rebellions ethniques[781] qui caractérisaient, et caractérisent toujours, les Etats du nord-est de l'Inde et toute la périphérie de la Birmanie ont longtemps impliqué la fermeture d'une double « frontière-refuge », selon les mots de Michel Foucher[782], et donc des routes qui la franchissaient. Quant à l'ouverture, depuis le nord-est de l'Inde jusqu'au nord-est de la Birmanie, des 769 kms de la *Ledo Road*, ou *Stilwell Road*[783], elle répondait spécifiquement aux impératifs géostratégiques de la Seconde Guerre mondiale lorsque les Chinois nationalistes du KMT devaient être ravitaillés depuis les Indes britanniques et *via* la Birmanie alors sous occupation japonaise. Ainsi, *via* Myitkyina, la *Ledo Road* rejoint la *Burma Road*, laquelle emprunte un axe caravanier panthay historique entre la Birmanie et le Yunnan. Plus au sud, ce n'est toutefois qu'en 1995, soit trente ans après le réel développement du trafic de contrebande entre l'Inde et la Birmanie, qu'un commerce transfrontalier légal a pu se développer entre les villes frontalières de Moreh et de Tamu, ou même à Kalemyo. L'ouverture d'un « nouvel » axe commercial suivait alors de plus de cinquante ans celle de l'axe strictement militaire que constituait la *Ledo Road* au moment de sa construction. Celle-ci est désormais praticable en toute saison depuis Ledo jusqu'à la frontière birmane, et seulement en saison sèche sur sa partie birmane qui s'est profondément dégradée par manque d'entretien[784].

L'ouverture des 1 154 kms de la *Burma Road*, après sa reconstruction en 1937 par la Chine, répondait également à un objectif géostratégique et géopolitique qui est encore aujourd'hui, sinon plus que jamais, d'actualité : celui de l'accès chinois à l'Asie du Sud-Est et à l'Océan indien *via* la Birmanie. Mais c'est la réouverture de cette route, résultant de

[781] En Inde, les velléités séparatistes du *United Liberation Front of Assam*, comme celles des deux mouvements du *National Socialist Council of Nagaland* (Issac-Muivah et Khaplang, séparés en 1988), par exemple, ont, entre autres raisons, justifié la non-ouverture de la frontière indo-birmane. Le contraste entre les relations sino-indiennes et sino-birmanes aggravant les menaces que représentait l'exploitation de la frontière par les différents groupes séparatistes.
[782] Foucher M., 1991, *Op. cit.*
[783] Cf. note 631.
[784] Lintner B. : communications personnelles.

motivations politiques chinoises d'accès géographique, qui a, sinon permis, du moins favorisé l'explosion du narcotrafic en Chine, comme la véritable épidémie cumulée d'héroïnomanie et de VIH qui s'y développe désormais.

Mais la *Burma Road* et la vieille *Ambassadors Road*, cet ancien axe commercial et diplomatique qui va de Bhamo[785] à la frontière chinoise du Yunnan[786], font partie de ces très anciennes routes commerciales et d'invasion qui sont devenues aujourd'hui certains des principaux axes du narcotrafic. Elles servirent à un commerce sino-birman millénaire qui, selon les mots de Mya Maung, est aussi vieux que la Birmanie elle-même puisqu'il remonte au moins jusqu'à l'époque du royaume de Pagan, au XI^{e} siècle. Le voyageur et interprète yunnanais musulman Ma Hua ne manquait ainsi pas de noter, dès 1416, l'existence d'une *hou-men*, ou porte de sortie, entre le Yunnan et les royaumes du nord de la péninsule indochinoise[787]. Durant des siècles par exemple, des ouvriers chinois travaillèrent dans la mine d'argent de Bawdwin, près de Namtu, dans l'Etat shan, avant qu'ils ne la délaissent au XIX^{e} siècle, lors des rebellions du Yunnan, et que les Britanniques permettent leur retour lors de leur propre exploitation de la mine[788]. Quant au lien, là aussi millénaire, qui existe entre les marchands chinois et les Kachin qui contrôlaient pendant longtemps les mines de jadéite de Mogaung, au sud-ouest de Myitkyina, il date environ du VII^{e} siècle, lorsque la dynastie des Qing étendit son influence au Yunnan et à une partie de l'actuel Etat kachin de Birmanie.

---

[785] Très significativement, Bhamo (qui était le terminus birman des pistes caravanières des Panthay, puisque comme Uttaradit sur la Menam Chao Phraya en Thaïlande, elle se situe à la limite supérieure de navigation de l'Irrawaddy) est connue sous le nom de Xinkai ou « nouveau marché » par les Chinois : Forbes A., Henley D., 1997, *Op. cit.* : 67.

[786] L'*Ambassadors Road* ou route de Bhamo, était un axe majeur du commerce entre la Birmanie et le Yunnan, axe que le roi Mindon et les Britanniques cherchèrent à préserver du brigandage que les Chinois développèrent dans la région afin d'interdire toute ressource financière à la rébellion des Panthay de Sultan Suleiman. Au début du XX^{e} siècle néanmoins, le commerce caravanier entre Bhamo et le Yunnan avait repris, jusqu'en 1950, lorsque la Chine communiste scella progressivement ses frontières et entreprit de bloquer les mouvements des Panthay de part et d'autre de la frontière : Yegar M., 1966, *Op. cit.* ; La Chine a récemment rénové l'axe Ruili – Zhangfeng – Bhamo, en partie le long de l'ancienne *Ambassadors Road* : Lintner B. : communication personnelle ; Mya Maung, 1998, *Op. cit.* ; Jordan A.A., 1995, *Economic Interdependence and Challenges to the Nation-State : the Emergence of Natural Economic Territories in the Asia-Pacific (Transcending National Boundaries)*, in Journal of International Affairs, Winter 1995.
L'*Ambassadors Road* était la route utilisée par les ambassades qui, pendant des siècles, circulèrent entre la Chine et la Birmanie. Trois pistes empruntaient les vallées de la Daying Jiang, de la Shweli et de la Longchuan Jiang : Lubeigt G., communications personnelles. Selon Bertil Lintner la route ne serait plus utilisée.

[787] Forbes A.D.W., 1985, *Op. cit.* : 173.

[788] Ainsi, nombre de marchands, prêteurs sur gages, charpentiers, paysans… principalement originaires du Yunnan, s'installèrent dans la région : Mya Maung, 1998, *Op. cit.* : 183-184. La mine de Bawdwin était décrite à l'époque de son exploitation par les Britanniques, comme étant la plus importante mine d'argent au monde : Renard R.D., 1988, *Op. cit.* : 110.

Entre 1962 et 1988, lorsque le commerce frontalier avec la Chine est resté fermé, la jadéite, qui alimentait la caisse de guerre de la *Kachin Independence Organization* (KIO) et expliquait donc son très faible recours à l'économie de l'opium, était exportée vers Hong Kong *via* la Thaïlande (Chiang Maï). Alors qu'après 1988 et l'ouverture de la frontière sino-birmane au commerce, la jadéite et l'héroïne ont pris la même nouvelle route, celle de la Chine, *via* les villes frontalières chinoises de Ruili et Wanting qui, comme Mae Saï et Mae Sot en Thaïlande, abondent en commerces de pierres précieuses et en narcotrafiquants.

De Birmanie, la jadéite, l'héroïne, mais aussi les célèbres rubis birmans de Mogok prennent la route chinoise pour rejoindre Hong Kong d'où viennent nombre de biens de consommation de très mauvaise qualité, spécifiquement destinés au marché birman. Les villes frontalières birmanes de Namkham et de Muse sont les points de passage historiques du commerce sino-birman, mais, avec la légalisation du commerce en 1988 et le développement considérable de la ville chinoise de Ruili, véritable porte d'entrée de l'héroïne birmane, c'est Muse qui, grâce entre autres raisons à la proximité du pont de Selkaung, a pris l'avantage sur Namkham. Et ce même si la tendance est désormais au développement de Wanting et à la réorientation du commerce *via* Kyukok[789]. Les routes du nord de la Birmanie ont donc été construites aux standards modernes pendant et après la Seconde Guerre mondiale, des considérations stratégiques renouvelant des axes caravaniers commerciaux et historiques, et changeant le statut d'antiroute naturelle et artificielle des régions concernées en celui de route, de voie d'accès. Mais les impératifs stratégiques, nous le soulignerons, ont encore été augmentés autour de la *Burma Road* (que certains qualifient désormais de « nouvelle » *Burma Road*[790]), notamment depuis la fin des années 1980, avec le rapprochement sino-birman et l'intérêt qu'ont trouvé les deux pays dans le commerce des armes et des matières premières[791].

---

[789] Mya Maung, 1998, *Op. cit.* : 204-206.

[790] Jannuzi F.S., 1998, *The New Burma Road (Paved by Polytechnologies ?)*, in Rotberg R.I., 1998, *Burma, Prospects for a Democratic Future* : 197-208. Mentionnons ici par exemple le « *Gun Bridge* », le pont reliant Ruili à Muse, dont le nom en dit long sur ses utilisations et son rôle stratégique : Mya Maung, 1998, *Op. Cit.* : 185.

[791] Pour plus de détails sur les aspects historiques, stratégiques et économiques des routes du nord de la Birmanie, voir : Banerjee D., 1996, *Myanmar and Indian Security Concerns*, in Security Analysis, Vol. XIX, N° 5, pp. 691-705 ; Lintner B., 1996 a, *Land of Jade, A Journey from India through Northern Burma to China*, Bangkok, White Orchid Press, 380 p. ; Malik J.M., 1998, *Burma's Role in regional Security – Pawn or Pivot ?*, in Rotberg R.I., 1998, *Burma, Prospects for a Democratic Future* : 109-134 ; Mya Maung, 1994, *Op. cit.* ; Seekins D.M., 1997, *Burma-China relations : playing with fire*, in Asian Survey, juin 1997, Vol. 37, N° 6, pp.

En Asie du Sud-Ouest, pareillement, figurent parmi les plus anciennes routes commerciales qui sont devenues des axes privilégiés du narcotrafic actuel, celles, innombrables, du Baloutchistan, région dont l'histoire est aussi complexe que la géographie. Comme les routes des Etats shan et kachin de Birmanie, celles du Baloutchistan pakistanais, du Seistan va Baloutchistan iranien et des provinces du sud de l'Afghanistan (Herat, Farah, Nimrouz, Helmand, Kandahar), appartiennent à ces axes commerciaux historiques majeurs qui, au gré des évolutions politico-territoriales de la région, ont alterné entre la fermeture et l'ouverture, entre des statuts de route et d'antiroute. Certes, les données physiques naturelles caractérisent plus la région comme une antiroute qu'une route, même si le nomadisme caravanier baloutch a très tôt permis de tracer des pistes, des routes dans le désert. Mais les grandes étendues désertiques de la région furent néanmoins perçues comme de véritables antiroutes par les Britanniques qui ne manquèrent pas de s'assurer de l'impossibilité, pour les armées russes (ou même, *via* la Perse, napoléoniennes[792]), d'envahir par là leur Empire des Indes[793]. Dès le début de leur présence, les Britanniques connurent un impératif stratégique de sécurité qui détermina et greva ensuite les politiques de développement économique et politique du Baloutchistan pakistanais. Et la même chose est vraie aussi de la NWFP. Mais, en Asie du Sud-Ouest, les politiques de l'accès, donc *a fortiori* celles du non-accès, sont bien

525-540 ; Selth A., 1996, *Burma and the Strategic Competition between China and India*, in Journal of Strategic Studies, Vol. 19, N° 2, pp. 213-230.

[792] L. Dupree rappelle comment, après l'invasion de l'Egypte par les armées napoléoniennes en 1798… *Bonaparte, a charismatic leader in his own right, dreamed of restoring lost French prestige in India, his ultimate goal… All roads led to India… The rise of Napoleon brought about a renewed interest in Asia and India in Europe. At first successful in Egypt and Syria, Napoleon sent a mission to the Qajar Shah of Persia, Fath Ali Sha (1797-1834)… The French sent a military mission to train the Persian army…* Après la défaite de Waterloo en 1815 et la mort de Napoléon en 1821, la menace française vis-à-vis des Indes britanniques disparut alors que la Russie tsariste, ancienne alliée des Anglais contre Bonaparte, l'avait déjà remplacée en tant que principal rival impérialiste de l'Empire britannique des Indes : Dupree L., 1980, *Op. cit.* : 362-363. P. Hopkirk, quant à lui, détaille les vues napoléoniennes sur les Indes avec plus d'emphase : *…in 1807, intelligence reached London which was to cause considerable alarm to both the British government and the* [East India] *Company's directors. Napoleon Bonaparte, emboldened by his brilliant victories in Europe, had put it to Paul's* [1796-1801] *successor, Tsar Alexander I* [1801-1825]*, that they should together invade India and wrest it from British domination…His breathtaking plan was to march 50,000 French troops across Persia and Afghanistan, and there join forces with Alexander's Cossacks for the final thrust across the Indus into India… The threat never materialized, for Napoleon and Alexander soon fell out* : Hopkirk P., 1994, *Op. cit.* : 2-3.

[793] Les Britanniques, se sentant menacés par les projets napoléonien et russe, décidèrent de procéder secrètement à la reconnaissance militaire et politique du Baloutchistan. Ils envoyèrent deux hommes, le capitaine Charles Christie et le lieutenant Henry Pottinger, tous deux dûment déguisés, sur les routes d'un Baloutchistan dont la rigueur du terrain et du climat, ainsi que celle de ses tribus, avaient jusqu'alors gardé de toute exploration européenne. Débarqués sur la côte du Makran, ils procédèrent ensemble, *via* Kalat, jusqu'à Nushki, où ils se séparèrent, l'un prenant la direction de Kerman et l'autre celle de Herat, avant de se retrouver à Ispahan : Hopkirk P., 1994, *Op. cit.* : 38-56.

sûr antérieures à la période coloniale britannique, tout comme l'existence des systèmes politiques locaux, qui ne sont pas quant à eux sans rappeler les relations tributaires que l'on rencontre en Asie du Sud-Est.

Si le Baloutchistan a été contrôlé par les Afghans, les Arabes, les Perses et les Moghols, traversé par les Egyptiens et les Grecs, envahi par les Sikh et les Sindhi, qu'il fut le lieu de passage de nombre de routes majeures, lesquelles circonvenaient plus ses déserts qu'elles ne les traversaient réellement, et celui de l'établissement de relations commerciales depuis l'Antiquité, sa profonde inhospitalité[794] a cependant détourné de nombreuses invasions de cette voie d'accès entre les plateaux irano-afghans et le sous-continent indien. Sous contrôle arabe relatif dès le VII^{e} siècle, puis possession officielle, à partir de 1594, d'un Empire moghol qui n'y imposa jamais son contrôle, le Baloutchistan et ses nombreuses tribus se limitèrent toujours au paiement de tributs à ces empires, comme à ceux, successifs, des Afghans, des Perses et des Britanniques. En fait, la vastitude, la pauvreté et la marginalité géographique du Baloutchistan n'y focalisèrent jamais de convoitises importantes, l'unique intérêt des empires voisins étant de s'assurer du contrôle, stratégique, des axes de communication, et de la vassalité des tribus locales.

C'est l'Empire britannique qui, au XIX^{e} siècle, imposa le premier un réel contrôle sur le Baloutchistan, la région revêtant une importance stratégique toute particulière dans le contexte naissant du *Great Game*. Mais cet intérêt britannique se borna à renforcer le caractère déjà très prononcé d'antiroute du Baloutchistan, en cherchant à y interdire tout accès depuis la Perse ou l'Afghanistan[795], et la rivalité opposant les Russes aux Britanniques durant le *Great Game* tenait pour beaucoup à ce refus de permettre le développement de tout accès entre leurs empires respectifs[796]. De ce fait, la Perse fut longtemps privée de chemin de fer par les deux opposants qui prirent également soin de s'assurer qu'aucune tierce partie n'y développe ce moyen de communication. Ainsi, la voie de chemin de fer construite par les

[794] L'inhospitalité du Baloutchistan n'a d'égal que l'intimité de la relation qui unit le Baloutch à son pays, ainsi qu'en témoigne un poète baloutch : *Mountains were forts of the Baluch, high peaks their comrades, hills their army, trackless furrows their friends, spring water their drink, leaves of the dwarf-palm their cup, thorny bushes their bed, and stony ground their pillow* : cité dans Ispahani M., 1989, *Op. cit.* : 34-35.

[795] *The British emphasized the antiroute – denying access, sketching buffer zones, drawing boundaries that raised the costs of free movement. Inside Baluchistan a circumscribed policy of route-building – to support the demands of imperial frontier defense – was adopted.* : Ispahani M., 1989, *Op. cit.* : 37.

[796] M. Ispahani (1989, *Op. cit.*) cite un document officiel britannique de 1905 : *We must therefore allow nothing to be done to facilitate transport. Any attempts to make a railway in Afghanistan in connection with the Russian strategic railways would be regarded as an act of direct aggression against us…* : 95.

Britanniques dans la passe de Khyber s'arrête tout juste quelques kilomètres avant Torkham et la frontière afghane. Et en Asie centrale les lignes russes[797] s'arrêtent de la même façon à Termez, et quelques kilomètres après Kushka[798]. Ce n'est ainsi qu'en 1938 que la Perse de Reza Shah Pahlavi pu se munir d'une ligne ferroviaire majeure, le Transiranien. Mais le Baloutchistan, constituant déjà une importante antiroute naturelle, allait voir son statut encore aggravé avec l'imposition par les Britanniques de la ligne Goldsmid[799], dont le tracé arbitraire détermina la frontière ouest de l'Empire britannique et impliqua l'abandon à la Perse d'un quart du territoire baloutch. Aussi, comme ce fut le cas entre la Birmanie et la Thaïlande, une frontière politique, antiroute artificielle moderne en contradiction avec le mode de vie social et économique des populations nomades, accentuait dès lors encore les contraintes de communication et de circulation régionale.

Mais les Britanniques durent néanmoins développer des infrastructures de communication dans l'ouest des Indes britanniques puisqu'ils apprirent, à leurs dépens, le coût de leur politique de non-accès. En effet, la seconde guerre anglo-afghane (1878-1880), à travers la catastrophe logistique qu'elle a provoquée lors de la tentative de ravitaillement de Kandahar (perte de 30 000 à 40 000 camélidés sur les pistes du Sind et du Pendjab), a constitué un véritable déclencheur dans la reconsidération par les Britanniques de leur politique de l'accès. Ils construisirent une route et une voie ferrée passant par la passe de Bolan, faisant de la ligne qui, depuis Pishin, relie le Baloutchistan au Sind, ce qu'Ispahani a

[797] La construction de voies ferrées par les Russes leur procurait un moyen logistique sûr, rapide et efficace de conquête (les échecs, cuisants, des premières expéditions militaires russes dans les déserts d'Asie centrale, avaient en effet fortement justifié cet effort considérable) ainsi qu'un moyen d'entretenir la dépendance économique des khanats concernés, au détriment de l'influence britannique. Jusqu'en 1880, les Russes ne possédaient pas de voies ferrées en Asie centrale et chameaux et chevaux étaient les seuls moyens de communication, très limités en fonction des conditions physiques et climatiques extrêmes. Les stratèges russes, et surtout le général Annenkov, développèrent donc des projets ferroviaires, et, en mai 1888, la côte orientale de Caspienne était reliée de la sorte à Samarcande. De là partirent ensuite les autres lignes, vers Tachkent, Merv (Mary) et Kushka, sur la frontière afghane, d'où fut lancée l'invasion soviétique et par où transitent désormais d'énormes quantités d'opiacés afghans. Les lignes ferroviaires russes, construites dans des buts strictement stratégiques procurent maintenant aux narcotrafiquants un moyen régulier de transport de leurs marchandises, comme, nous l'avons vu, sur la ligne Douchanbe-Saratov par exemple, qui, à la fin des années 1990, est de plus en plus utilisée.

[798] En 1890, le directeur du département Asie du ministère russe des Affaires étrangères, déclara : *The main concern of Russia… should be to prevent the British from constructing railways anywhere in Persia.* : Ispahani M., 1989, *Op. cit.* : 38.

[799] Du nom du major général Sir Frederick John Goldsmid, qui détermina la ligne frontière et résolut aussi des différents entre la Perse et le Baloutchistan en 1871 et entre la Perse et l'Afghanistan en 1872.

nommé *un enfant de la guerre afghane*[800]. Les Britanniques entreprirent donc la réalisation de nombreux projets d'infrastructures de communication, intégrant le Baloutchistan à l'empire dans un dessein strictement stratégique, et dans le cadre limitatif de leurs politiques de l'accès. Le développement économique de la région ne fut donc pas pris en considération et la construction de routes se concentra au nord, autour de Quetta, plus près de l'Afghanistan et de sa vulnérabilité aux invasions russes, puis soviétiques, que de l'Iran, dont plusieurs traités garantissaient une relative sécurité. Ainsi, aujourd'hui encore, la région de Quetta - Pishin est l'une des plus développées de tout le Baloutchistan[801].

Mais si les Britanniques, et après eux les Pakistanais, construisirent des routes à caractère strictement stratégique, les Baloutch comme les Pachtoun (du Baloutchistan et de la NWFP) se sont toujours opposés à la construction de routes qu'ils percevaient comme des symboles et des moyens d'un contrôle territorial qui leur était imposé. Le ressentiment des Baloutch vis-à-vis de l'ouverture de routes sur leurs territoires tribaux est ainsi un phénomène qui prit toute sa mesure après la séparation du Pakistan oriental (1971) et l'effort fourni par Zulfiqar Bhutto afin d'améliorer le développement économique du Baloutchistan, région en effet désormais perçue, avec les propositions soviétiques de construction de routes jusqu'à Gwadar, comme éminemment stratégique. Dès 1973, le Baloutchistan était alors en pleine insurrection, le refus par les Baloutch de la centralisation étatique, politique et territoriale, voulue par Bhutto, se manifestant par exemple en réaction aux projets de construction de routes, perçues comme des vecteurs du développement par ce dernier, mais comme un moyen d'aliénation de leur autonomie politico-territoriale et culturelle par les premiers. Ainsi, la route stratégique de la passe de Bolan fut la cible répétée des attaques de la tribu des Marri, comme cela avait déjà été le cas sous les Britanniques et, en 1974, la plupart des routes reliant le Baloutchistan au reste du pays étaient coupées, alors que l'armée pakistanaise construisait de nouveaux axes dans les régions houillères et gazières respectives des Marri et des Bugti.

---

[800] *The Second Afghan War was the catalyst for these British activities. Militarily, the war had been a tough lesson in the hazards of logistics. Because the British lacked good rail lines, they virtually exhausted the supply of camels in Sind and the Punjab in order to transport troops and supplies. Sir Robert Sandeman alone gathered twenty thousand camels to work in relays the long stretch of road to Kandahar. Thirty to forty thousand camels perished as a result of overwork, costing the British government about £200,000. This Afghan misadventure taught the British never again to let logistics to decide the outcome of a war. They began to build a road and network in and around the Bolan route. The Sind-Pishin Railway was a child of the Afghan War* : Ispahani M., 1989, *Op. cit.* : 47.

[801] Ispahani M., 1989, *Op. cit.* : 49.

Avec l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979, la dimension stratégique du Baloutchistan ne fut qu'accentuée, l'Iran, le Pakistan, l'Union soviétique et les Etats-Unis s'intéressant tous de très près à ses potentiels d'accès et de non-accès dans un contexte local de profond mécontentement tribal. Zia ul-Haq retira l'armée pakistanaise du Baloutchistan et mit en place un projet de développement économique également marqué par la construction de routes, dont celles des axes côtiers du Makran, de Liari à Ormara et de Karachi à Pasni, Gwadar et Turbat. Une priorité très nette fut donc donnée à la construction de routes afin de désenclaver les régions les plus reculées et bien sûr aussi afin de contrôler les points stratégiques et d'assurer un accès militaire aisé. Le tronçon Zhob - Dhanasar remplissait par exemple les deux impératifs du développement et de la sécurité en reliant le Baloutchistan à la NWFP.

Quant au port de Gwadar, sur la côte du Makran, sa situation résume peut-être la dynamique des politiques de l'accès au Baloutchistan. Ce qui est devenu un exutoire majeur du trafic international d'héroïne du Croissant d'Or n'était avant les considérations stratégiques de la guerre froide qu'un port de pêche traditionnel, mais, certes, à l'important potentiel commercial. Les rivalités et les impératifs stratégiques de la guerre froide ont fait de Gwadar une base navale majeure que Soviétiques et Etats-uniens ont convoitée. L'influence des premiers a en effet été pressentie très tôt dans la région et Mir Ahmad Yar Khan, le khan de Kalat[802], écrivait en 1948 que l'un des principaux dangers qui menaçaient alors le tout jeune Pakistan était celui d'une invasion « russe » dirigée contre Gwadar. En 1969 les Soviétiques demandèrent ainsi officiellement au Pakistan l'autorisation, refusée, de construire une route depuis Chaman jusqu'à l'un des cinq ports majeurs du Makran : Gwadar, Pasni, Ormara, Jiwani et Sonmiani[803]. Tous sont désormais des ports de l'héroïne et Pasni est même devenu un marché clandestin de l'armement[804]. Mais le refus pakistanais remit à plus tard le développement de la côte du Makran, et y différa le développement des infrastructures de communication d'une décennie, c'est-à-dire jusqu'à l'invasion soviétique de l'Afghanistan et les conséquences stratégiques que celle-ci a eu sur les politiques de l'accès au Baloutchistan. Mais les Etats-Unis ont aussi joué un rôle de premier plan dans le développement des

[802] Ahmad Yar Khan, fut emprisonné pendant 15 ans après les deux premières guerres civiles du Baloutchistan, en 1948 et 1958. Il décéda quelques années après sa libération.
[803] Ispahani M., 1989, *Op. cit.* : 58.
[804] Syed, I.A., 1994, *Géopolitique des narcotiques en Asie du Sud-Ouest de la période coloniale à nos jours*, mémoire de D.E.A., Paris VIII – Vincennes : 67.

infrastructures de communication et dans le développement de la base navale de Gwadar, rôle qui a augmenté la portée des efforts du gouvernement de Zia ul-Haq pour le désenclavement du Baloutchistan. L'USAID mit notamment en place de nombreux projets de développement au Baloutchistan dans les années 1980 (3,2 milliards en 1980 et 4,02 en 1987) et consacra par exemple plus de 100 millions de USD à la construction d'infrastructures diverses sur la côte du Makran, dont des routes bien sûr. Ainsi la route de Bela à Turbat, et celle qui, le long de la côte, va de Karachi à la frontière iranienne furent financées par l'USAID[805]. Et la construction de routes d'accès et de ports sur la côte du Makran est encore ancrée en 2000 dans une dialectique développement – sécurité perçue comme très forte tant au Pakistan qu'en Inde. Ainsi le général Pervez Musharraf annonçait-il en juillet 2000 la construction d'une voie rapide Liari – Ormara – Gabd (653 kms) et l'achèvement prévu des nouvelles facilités portuaires, hautement stratégiques pour le Pakistan et également perçues comme telles par l'Inde, de Ormara et de Gwadar[806].

Les infrastructures portuaires de Gwadar et d'Ormara, d'une part, et les routes du Baloutchistan, d'autre part, celles qui relient l'Afghanistan au Makran et à l'Iran, et celles qui relient le Baloutchistan au Sind et à la NWFP, ont leur origine aussi bien dans les impératifs stratégiques successifs des empires régionaux précoloniaux, que dans ceux de l'Empire britannique et du *Great Game*, des rébellions tribales des années 1970 au sein d'un Etat pakistanais centralisateur, ou enfin, dans ceux, d'amplitude plus importante, de la guerre froide. Quant à l'après-guerre froide, les impératifs stratégiques[807] et commerciaux (comme

[805] Ispahani M., 1989, *Op. cit.* : 77-79.

[806] Il s'agit du *Makran Coastal Road Project* qui, en plus de relier de façon sûre et rapide le port stratégique et vulnérable de Karachi à ceux de Ormara (*Jinnah Naval Base*) et de Gwadar (et donc d'augmenter la sécurité économique et militaire du Pakistan en cas d'agression indienne), permettra d'augmenter le rôle du Makran dans le commerce maritime de la région. Le développement économique est également envisagé pour l'intérieur du Baloutchistan, l'axe routier et les facilités portuaires devant désenclaver le centre et le sud de la province et aider, par exemple et selon les déclaration du général Musharraf, les producteurs de dates de Turbat : News, *Makran coastal road to open vast avenue of development : CE*, 02-07-00 ; Stratfor, *South Asia's Tensions : The Dimensions at Sea*, 23-06-00 ; Times of India, *Ormara base gives Pak Navy strategic depth*, 30-06-00 ; Nation, *India panicky over Pak Naval base at Ormara*, 01-07-00. Il va sans dire que, sans moyens supplémentaires de contrôle (antiroutes), le développement de telles infrastructures de communication ne manquera pas de drainer encore plus de drogues illicites *via* le Baloutchistan et la côte du Makran et que l'amélioration de la sécurité extérieure du Pakistan n'ira pas forcément de pair avec celle de sa sécurité intérieure.

[807] Ainsi, les Etats-Unis se sont-ils engagés en 2000 à fournir un entraînement militaire à la marine pakistanaise, afin, officiellement, de mieux lutter contre le narcotrafic maritime originaire de la côte du Makran. Cet engagement intervient d'une part, après que les services de renseignement états-uniens aient révélé, à tort ou à raison, que la Chine aidait de façon significative le Pakistan dans le développement de son programme de missiles balistiques (une usine de fabrication de missiles M-11 serait en construction à Fatehjang, à 40 kms au sud-ouest d'Islamabad, ce que le Pakistan et la Chine démentent toutefois), et d'autre part, après que le Pakistan

ceux de l'accès au pétrole et au gaz du Caucase et de l'Asie centrale) qui la caractérisent sont tels que certains parlent même d'un *New Great Game*.

Le Baloutchistan, désormais l'une des voies majeures d'exportation des opiacés afghans, mais également un axe privilégié du trafic de contrebande entre l'Iran et le Pakistan, et celui du commerce de transit de biens de consommation dans le cadre de l'ATTA, est donc une région que ses caractéristiques physiques ont longtemps consacrée en tant qu'antiroute. Ce caractère d'antiroute fut volontairement entretenu par les Britanniques qui, comme les Pakistanais après eux, ont concentré la construction de routes dans les parties les plus stratégiques de la province, sans y favoriser un développement économique et social homogène.

---

a lancé le *Makran Coastal Road Project* et le développement des ports militaires de Gwadar et Ormara, ce qui, bien sûr, n'a pas manqué d'inquiéter l'Inde. La rivalité des Etats-Unis et de la Chine sur la scène géopolitique de l'Asie du Sud est donc illustrée par ces luttes d'influence, les premiers ayant récemment favorisé l'Inde au détriment du Pakistan, et la seconde ne pouvant renoncer à ses objectifs stratégiques au Pakistan, compte tenu du renforcement diplomatique et militaire de l'Inde. La lutte contre le narcotrafic, officiellement la principale motivation de l'aide militaire US au Pakistan, semble ainsi permettre la réalisation d'objectifs stratégiques et géopolitiques beaucoup plus importants. : Stratfor, *U.S. – Pakistani Counter-Narcotics Training Masks Military Ties*, 05-07-00 ; New York Times, *U.S. – China Talks Don't Resolve Issue of Pakistan Missile Aid*, 09-07-00 ; Far Eastern Economic Review, *Islamabad Cool*, Rashid A., 13-07-00 ; Washington Times, *Pakistan gets more Chinese weapons*, 10-08-00 : compte-rendu du rapport semi-annuel remis par la CIA au Congrès états-unien.

2.2.3.3. Les routes du narcotrafic récentes et nouvelles : réémergence ou création ?

[Asie du Sud-Ouest et centrale : Cartes administratives 21, 22, 23, 25.
Cartes de localisation 10, 14, 15, 16, 17]
[Asie du Sud-Est :Cartes administratives 21, 22, 23, 25. Cartes de localisation 10, 14, 15, 16, 17]

Il semble donc que les itinéraires actuels majeurs de l'héroïne dans les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or soient ceux qui empruntent les axes caravaniers les plus anciens et les plus difficiles, c'est-à-dire ceux qui traversent des régions qu'Ispahani a qualifié d'antiroutes naturelles. Le nord-est de la Birmanie comme le Baloutchistan sont en effet deux espaces qui ont connu un développement économique moderne très limité, compte tenu, entre autres, d'un accès naturel difficile. Mais les politiques de l'accès qui ont été appliquées à ces espaces ont accru l'inaccessibilité qui les caractérise, doublant les antiroutes naturelles d'antiroutes artificielles, en l'occurrence de frontières internationales (ou interétatiques) closes, et parfois même voulues hermétiques.

Dans les deux espaces, les axes de communication importants qui ont été construits l'ont été depuis la période coloniale britannique et ont consisté en routes et voies ferrées de dimension stratégique et non commerciale[808], comme le montrent les très faibles niveaux de développement économique de l'Etat shan et du Baloutchistan au sein de leurs deux Etats respectifs. Dans les deux espaces, l'impératif stratégique du centre a primé sur le besoin économique de la périphérie, et la politique de l'inaccessibilité (antiroute) sur celle de l'accessibilité (route). Que ces axes stratégiques soient devenus des itinéraires majeurs du trafic illicite des opiacés s'explique donc, puisque la route moderne facilite un trafic qui se présente comme l'une des rares alternatives au sous-développement de ces régions. D'autres exemples d'axes stratégiques exploités par les narcotrafiquants existent bien sûr, mais à une moindre échelle. Ainsi, la *Karakoram Highway* (KKH) bien sûr ; mais aussi la route reliant le Xinjiang au Tibet *via* l'Aksai Chin (la plus haute route du monde, de Yecheng – Rutog – Pulan (Burang) - Lhassa, construite par une Chine communiste en froid avec l'Union soviétique ; les routes chinoises d'accès au Népal et au Sikkim (Gangtok) ; ou encore la route indienne menant au Jammu et Cachemire ; et, bien sûr, la *Ledo Road*, font toutes parties

[808] A l'exception notable des routes de Lashio et de Kengtung qui drainent de nombreux produits de l'Etat shan vers Rangoun.

de ces routes qui traversent parmi les plus formidables antiroutes naturelles et qui ont répondu avant tout à des considérations stratégiques et non commerciales. Enfin, tous ces axes sont susceptibles de drainer des portions variables du narcotrafic asiatique puisqu'ils relient le Triangle d'Or et le Croissant d'Or à travers des espaces reconnus comme étant des nœuds secondaires, mais d'importance croissante, du narcotrafic : Cachemire, Népal, Tibet[809].

Mais si certains itinéraires du narcotrafic, en fait les plus importants, sont de très anciennes voies commerciales qui ont été fermées et rouvertes pour des raisons stratégiques, certaines routes semblent quant à elles avoir toutefois réellement émergé grâce au narcotrafic, et par lui. Le cas de la Chine et de certaines de ses routes du narcotrafic fournit un exemple probant de l'émergence d'une route par et pour le commerce illicite des drogues. Carl A. Trocki montre en effet, sur la base des travaux de Carol Benedict, qu'à partir du début du XIX^{e} siècle, le transport de l'opium du Yunnan, du Guangxi et du Guangdong, qui était intégré dans des réseaux de distribution basés à Canton, y était expédié *via* la vallée du Fleuve Rouge et le nord du Vietnam[810], avant de rejoindre les ports chinois par voie maritime. Une autre route utilisée à cette époque était celle qui partait au nord-ouest du Yunnan, pour rejoindre Canton *via* Bose et les fleuves You Qiang et Qian Jang. La route allant de Nanning à Beihai ne fut quant à elle utilisée pour le transport de l'opium qu'après les deux précédentes. L'établissement de communications terrestres entre le Yunnan et le Sichuan d'une part, et Canton, d'autre part, était alors très difficile en raison des données physiques du terrain, et les routes continentales directes étaient très peu utilisées. Et, entre 1850 et 1870, les diverses rebellions qui prirent place entre les deux régions, celles des Taiping, Mien, Miao, et celle des musulmans, isolèrent encore plus une Chine de l'intérieur de ses côtes et de son marché des opiacés indiens.

Selon Trocki et Benedict donc, les routes directes, passant par Bose par exemple, ne se développèrent réellement qu'au début du XIX^{e} siècle, et spécifiquement grâce au commerce de l'opium chinois[811]. En plus d'avoir stimulé les économies locales dévastées par les guerres civiles, la production d'opium dans le sud de la Chine aurait ainsi poussé à l'établissement de

[809] Ispahani M. 1989, *Op. cit.* ; Dépêche internationale des drogues : divers numéros.
[810] Trocki C.A., 1999, *Op. cit.* : 118-125.
[811] *Only the development of the domestic opium trade made them viable avenues of commerce between the Yunggui and Lingnan macro regions. Cantonese merchants dominated this trade.* : Trocki C.A., 1999, *Op. cit.* : 121.

communications terrestres entre le Yunnan et la côte cantonaise, entre la Chine de l'intérieur et celle de l'extérieur. Le commerce de l'opium aurait donc créé ses propres routes, ses propres agglomérations et sa propre économie, rentabilisant l'entretien et permettant l'utilisation commerciale de routes qui ne drainaient pas jusqu'alors de biens de valeur suffisante[812]. Il est vrai qu'au tournant du XIX^{e} siècle, l'opium était, en valeur, la principale denrée du commerce interrégional chinois, avant le riz et le sel. Mais si les routes chinoises de l'opium ont peut-être permis de désenclaver quelque peu la Chine de l'intérieur, elles ont également permis et favorisé la diffusion simultanée, selon Benedict, de la peste bubonique, ce qui n'est pas sans rappeler le rôle actuel des routes de l'héroïne dans la diffusion du VIH. Là encore, donc, si les routes physiques préexistaient au trafic des opiacés, il semble qu'elles aient toutefois nettement bénéficié de ce nouveau commerce qu'elles drainent une nouvelle fois depuis le dernier quart du XX^{e} siècle : Bose, par exemple, a en effet regagné son statut de nœud privilégié des flux du narcotrafic en provenance du Triangle d'Or. Et la Chine communiste, qui s'était on ne peut plus efficacement débarrassée de son problème de production, de trafic et de consommation d'opium dans les années 1950-1960, voit ainsi resurgir un vieux fléau sur, et *via*, ces mêmes vieilles routes et nœuds du trafic. Les villes de Xian et de Lanzhou par exemple, qui étaient d'importants centres de distribution d'opium avant 1949, sont désormais devenues ceux de l'héroïne et de la méthamphétamine du Triangle d'Or, et des relais dans la diffusion de l'épidémie de VIH en Chine[813].

Certains itinéraires du narcotrafic utilisent donc des routes qui ont été rouvertes pour des raisons stratégiques et ont été avantageusement utilisées par les narcotrafiquants des régions concernées. Mais d'autres routes ont pu, comme le cas chinois nous l'enseigne,

---

[812] *... opium was the catalyst for trade and communication between China's interior and exterior provinces… After the mid-century* [XVIII^{e}]*, the drug began to create its own trade routes, its own settlements, and indeed, its own economy… Benedict's study of the beginnings of opium cultivation in Yunnan and Sichuan shows that there was little regular communication between these provinces and the dense population nodes of coastal and central China, before the opium trade. The high value of the opium crop moving out of Yunnan and Sichuan financed trade along these routes… She* [Benedict] *shows quite convincingly that the spread of the plague, from Yunnan, where it was endemic, to the South China coast, occurred simultaneously with the activation of the opium trails running from Kunming to the various outlets of South China. The opening of regular traffic between the Yunggui macro region and the Lingnan area was made possible only with opium* : Trocki C.A., 1999, *Op. cit.* : 125. L'ouvrage de Carol Benedict dont C.A. Trocki fait une large utilisation est le suivant : Benedict C., 1994, *The Development of the Yunggui-Lingnan Trade and the Spread of Plague*, A paper delivered at the Association of Asian Studies, Annual Meeting, March 24-27. Les macrorégions de *Yunggui* et *Lingnan* sont respectivement, celle du Yunnan et du Guizhou, et celle de la région sud du delta de la rivières des Perles : Trocki C.A., communications personnelles.

[813] Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 128.

émerger comme conséquence du narcotrafic, le commerce des opiacés en ayant créé là où elles faisaient défaut. Et il y a aussi le cas des routes qui servaient aux communications et aux transports illicites, telles que les nombreuses pistes utilisées par le Parti communiste thaïlandais sur la frontière birmano-thaïlandaise. Mais le narcotrafic peut également précéder l'établissement de relations commerciales légales entre différents pays, et entraver, ou retarder, par là le développement économique des régions concernées.

Ainsi, entre la Birmanie et la Thaïlande, l'établissement de nombreux postes frontaliers est à l'étude, comme à l'ouest de Kanchanaburi où les autorités provinciales et l'armée, dont les officiers investissent beaucoup dans le commerce transfrontalier, demandent l'ouverture de points de passage commerciaux entre les deux pays. Certains voient ainsi un potentiel énorme dans le projet de route entre Kanchanaburi et Tavoy, celui d'établir un véritable pont entre l'Asie du Sud-Est et le sous-continent indien, voire le Moyen-Orient et même l'Europe. Mais, en plus de coûts de réalisation prohibitifs, l'insécurité endémique de la frontière birmane et les récentes réorientations du narcotrafic, surtout celui de méthamphétamine, *via* Kanchanaburi et Ranong par exemple, freinent considérablement la prise de décision politique qui pourrait ouvrir la frontière à cet endroit (Ban Bonti)[814], ou au col des Trois Pagodes. L'ouverture douanière commerciale de routes qui drainent déjà une partie du trafic régional de drogue illicite pose bien sûr un problème aux autorités thaïlandaises. Mais le trafic de contrebande qui existe également de part et d'autre de la frontière, tout particulièrement celui du bétail, prive également les autorités de revenus substantiels[815]. Quant aux axes du nouveau réseau routier qui, à terme, devrait relier le Yunnan, le Laos, la Thaïlande et la Birmanie, ils sont déjà utilisés depuis des décennies par le narcotrafic et le commerce de contrebande de biens de consommation. Il est même permis de penser que la mise en place de telles infrastructures de communication, en plus du développement prévu du commerce fluvial sur le Mékong, ne manquera alors pas de drainer encore plus de drogue.

[814] Le projet de construction d'une route de 130 km entre Kanchanaburi et Tavoy aurait été approuvé par les autorités birmanes en avril 2001 et pourrait être achevé en 2005 : Bangkok Post, *Rangoon approval for road construction*, 04-05-01.

[815] Bangkok Post, *Open border seen as road to prosperity*, 18-06-00 : en 1999, ce sont plus de 24 000 bovidés qui ont été introduits légalement dans la province de Kanchanaburi, alors que de nombreux autres ont pu trouver le chemin de la Thaïlande par les cols fermés à la circulation légale.

En certains endroits, le narcotrafic a donc pu s'immiscer dans les axes de communication stratégiques[816]. En d'autres il a pu contribuer à la création des axes de son développement, et ailleurs il a même pu devancer, voire freiner, l'établissement de relations commerciales légales. Si le narcotrafic peut donc révéler et renouveler certaines routes tombées en désuétude ou abandonnées par mesure de sécurité, commerciale ou militaire, il peut également limiter certaines ouvertures ou ré-ouvertures, voire provoquer certaines fermetures comme ce fut le cas en 1999 à Ban San Ton Du (Thaïlande) ou entre l'Iran et l'Afghanistan. Si le narcotrafic a pu contribuer à la création d'une route commerciale en Chine, il en en tout cas utilisé d'autres qui, pour telle ou autre raison, étaient fermées au commerce licite. Mais il a aussi assuré le développement d'axes délaissés et même provoqué la fermeture de certaines routes trop largement empruntées par les flux illicites.

Si la route est un moyen d'accès physique qui assure la communication et les transports, qu'elle est vecteur d'intégration, ou d'assimilation, voire d'aliénation, l'antiroute, quant à elle, est tout son contraire : elle est absence, naturelle ou artificielle, refus donc, d'accès. Elle est un moyen d'isolement, d'exclusion, voire de préservation d'autonomie. Route et antiroute ont ceci en commun qu'elles sont des outils stratégiques et politiques qui traduisent les rivalités de pouvoir des acteurs. En effet, l'accès n'est que très rarement donné, préexistant : il est accordé, ou refusé. C'est précisément par rapport à ces dimensions particulières des conditions de l'accès que le narcotrafic joue et se développe. Dans le contexte des économies illicites, l'antiroute, naturelle ou artificielle (douane, police, relief, milieu naturel), appelle la route, mais la route appelle aussi l'antiroute[817]. D'où la diversité et la complexification des

[816] Voir par exemple la rénovation débutée en juillet 2000 de l'axe frontalier Mong Kyawt – Homong par la UWSA : chapitre 2.1.3.2.

[817] Voir, par exemple, Schendel W. van, Abraham I., 2000, *Beyond Borders : (Il)licit Flows of Objects, People, and Ideas*, New York, Social Science Research Council, Discussion Paper : *... we realize that making borders engenders illicitness, or, in Janet Roitman's words, "transgression is productive". The act of enforcing a selected flow of people and objects across a border, from border patrols to customs, immediately allows for the possibility of rents to be charged for circumventing theses rules and by the same token provides opportunity for smuggling people and objects across these borders. The weight of enforcement is directly related to the prices that can be charged for getting around it - the risk, uncertainty and demand for these flows "across the border" all go into making the border a site for illicitness, from an economic point of view… The border is constituted through acts of power and exclusion and produce illicit networks of a range of social networks through their very existence.*
Le trafic d'immigrants clandestins, dont le monde a pris la juste mesure en juin 2000 lors de la découverte des corps d'une cinquantaine de Chinois à Douvres, procède bien sûr également de cette logique de l'antiroute qui appelle la route, de la frontière fermée qu'il faut contourner de façon illégale. On retrouve là d'ailleurs le problème de la prohibition des drogues et de l'effet dynamisant que cela entraîne sur la production et le trafic de drogues. Ainsi, Charles-Henri Choiseul de Praslin parle à propos de la drogue, d'une *économie dynamisée par*

itinéraires du narcotrafic auxquelles on assiste lorsque des antiroutes artificielles (barrages, forces de l'ordre…) sont mises en place. D'où également l'ouverture d'itinéraires « improbables » et « imprévisibles » dans des contextes d'antiroutes naturelles, afin de contourner et de s'affranchir des antiroutes artificielles, avec tous les risques physiques que cela peut impliquer pour les trafiquants et les moyens de lutte (financiers, matériels, humains) que cela demande de la part des forces de l'ordre concernées qui cherchent à y contrevenir. A travers la route et l'antiroute, ce sont les douaniers et les trafiquants qui cherchent à maîtriser l'espace et donc l'accès à celui-ci. Les activités relatives au narcotrafic correspondent donc à un double processus de territorialisation qui, selon l'évolution des rapports de force et des moyens employés par les différents acteurs (promotion des activités illicites / promulgation et imposition de la loi), est en perpétuel réajustement.

Conclusion

Les itinéraires du trafic du Croissant d'Or et du Triangle d'Or, mais aussi ceux de leurs régions périphériques, ceux de ces régions qui les mettent en contact indirect, trouvent leur origine dans l'histoire marchande et politique de l'Asie et du monde. Les routes de la soie, avec leurs multiples branches latitudinales et longitudinales, ont ainsi sillonné les deux espaces et, de part et d'autre de la chaîne himalayenne, les ont également reliés entre eux. Ces itinéraires sont donc ancrés dans une histoire et une tradition des échanges commerciaux au long cours du commerce caravanier.

Si le narcotrafic moderne a suivi ces pistes caravanières depuis la Turquie jusqu'au Vietnam et à la Chine, en passant par l'Afghanistan, le sous-continent indien et la Birmanie, il a également participé au développement d'axes de communication mineurs qui existaient déjà mais étaient d'importance peu significative. Le narcotrafic a permis la conservation de certaines routes désuètes et en a révélé d'autres. Mais ce commerce interrégional illicite a également provoqué la fermeture de certaines d'entre elles par les acteurs étatiques luttant

la répression, et Catherine Withol de Wenden estime quant à elle, et à propos de la tragédie des migrants chinois de Douvres (2000), que *la fermeture des frontières génère et aggrave la clandestinité* et qu'*aucune frontière ne sera jamais infranchissable, surtout avec les écarts de richesse et de développement accentués par la mondialisation* : Choiseul de Praslin, C.-H. de, 1991, *La drogue, une économie dynamisée par la répression* ; Withol de Wenden, C., : interview dans le Nouvel Observateur, N° 1860 du 29-06-00 : 92-93.

contre le narcotrafic. Il serait donc plus juste de parler de multiplication et de complexification des itinéraires du narcotrafic que de l'apparition de nouvelles routes physiques. On assiste en fait moins à l'apparition de nouvelles routes en tant que telles, celles-ci, en tant qu'objets physiques, préexistant toujours au narcotrafic, qu'à une nouvelle utilisation de certaines d'entre elles, de conception non commerciale, par le narcotrafic. Les nouveaux axes d'exportation des drogues illicites sont donc d'anciennes routes nouvellement exploitées par les trafiquants, des axes de communication dont le potentiel commercial n'avait jusqu'alors pas été mis en valeur par manque de rentabilité.

L'apparition ou la révélation de nouveaux itinéraires, l'existence d'anciennes routes ou la disparition de certaines d'entre elles, ont donc pu se faire en fonction des aléas du narcotrafic, dès lors que celui-ci était d'autant plus rentable qu'il était illégal et que ses acteurs devaient contourner les obstacles artificiels qui leur étaient présentés. *Les drogues sont comme l'eau. Elles trouvent toujours le chemin présentant le moins d'obstacles* : c'est en ces termes, qui ne manquent pas de rappeler la stratégie militaire de Sun Tze, que Vladimir Fenopetov décrit les propensions qu'a le narcotrafic à se diversifier et se complexifier, en évitant les obstacles artificiels au risque souvent de devoir en franchir d'autres, naturels ceux-là[818]. La répression est tout autant, sinon plus, responsable que le narcotrafic d'avoir généré de nouveaux itinéraires. La route et l'antiroute sont ainsi des révélateurs du développement du narcotrafic comme de la lutte antidrogue dans les régions concernées. Mais les routes du narcotrafic provoquent également le développement de zones de consommation qui, à leur tour, et comme nous avons pu l'observer à travers les corrélations entre les diffusions du VIH et de l'héroïnomanie, révèlent l'existence et, ou, l'émergence de nouveaux itinéraires du trafic.

[818] Central Asia – Caucasus Institute Forum Summary, *The Drug Problem in Central Asia*, 18-11-99. Vladimir Fenopetov était en 1999 le directeur des opérations du PNUCID pour l'Europe centrale et de l'Est, l'Asie centrale et de l'Ouest, le Caucase, la Turquie, le Proche et Moyen-Orient, soit 47 pays.

2.3. Modification des aires et des phénomènes de consommation

2.3.1. Régions productrices ou consommatrices : fausses nuances

La conception d'un Sud produisant et exportant des drogues qui inondent les marchés de consommation du Nord a longtemps été celle des pays riches et de leur politique de guerre à la drogue. Certains pays ou acteurs du Sud ont également longtemps estimé (ce que les *taliban*, par exemple, ont souvent déclaré) que le principal aspect du problème de la drogue dans le monde était celui de la consommation, et non de la production, et qu'il appartenait donc aux pays riches, censés constitué les principaux consommateurs, de s'attaquer au problème. La question du *push and pull factor*, des causes ou des conséquences du phénomène narcotique mondial, a donc longtemps été caractérisée par cette dichotomie Nord-Sud / consommation-production. Mais si la consommation de substances psychoactives peut être qualifiée de phénomène anthropologique majeur, toutes les populations mondiales historiques ayant connu l'usage de plantes à drogues, à l'exception des *Inuit*[819], et qu'elle concerne donc *a priori* autant le Nord que le Sud, il existe cependant une très forte corrélation entre aires de cultures de plantes illicites et aires de sous-développement (à l'instar de la large mais relative coïncidence qui existe entre tropicalité et pauvreté), même si tous les pays pauvres sont loin de recourir systématiquement à l'économie de la drogue[820]. Mais cette dichotomie, longtemps persistante, est désormais très largement invalidée par l'explosion de la consommation des années 1980, et surtout 1990, dans l'immense majorité des pays producteurs[821]. Le phénomène concerne d'ailleurs également les pays exportateurs ou de transit, la consommation locale favorisant le recours à l'utilisation de petits passeurs eux-mêmes consommateurs, et le trafic encourageant quant à lui à la consommation en rendant un produit aisément disponible.

---

[819] Schultes R.E., Hofmann A., 1993, *Op. cit.* : 62 ; Chouvy P.A., 1997, *Des plantes magiques au développement économique. Le recours à l'économie de la drogue dans les pays du Sud* : 7-11. (« Inuit » est le pluriel de Inouk).

[820] Chouvy P.A., 1997, *Op. cit.* : 35-41. Pour la coïncidence entre tropicalité et pauvreté, voir Gallais J., 1994, *Les Tropiques, terres de risques et de violences*.

[821] *… contrary to popular belief, most of the opium and heroin produced in South-East and South-West Asia is consumed there, and not in Europe and North America… we are not faced then, with a simple situation where narcotics are produced by cash desperate peasants preying on the West's addicts.* : McNicoll A., 1983, *Op. cit.* : 17.

Parmi les premiers cas de pays producteurs qui ont connu un grave problème de consommation figurent la Thaïlande et le Pakistan. Les deux pays, qui ont été d'importants producteurs d'opium et d'héroïne avant de procéder à l'éradication plus ou moins complète de leurs superficies cultivées en pavot, ont été confrontés au développement d'une très importante consommation d'opiacés parmi leurs populations respectives.

Le cas thaïlandais, désormais bien connu, montre par exemple la reconversion de sa population opiomane en une population héroïnomane, en partie à la suite de ses propres politiques d'éradication du pavot qui ont bouleversé les filières traditionnelles d'approvisionnement en opium, et donc créé un marché pour l'héroïne. Les autorités thaïlandaises estimaient au début des années 1980, que 50 % de l'opium produit dans le Triangle d'Or était consommé en Asie et que 70 % du reste, transformé en morphine et en héroïne, l'était également[822]. Et au milieu de la décennie 1990, l'ONCB thaïlandais estimait alors que 75 % de l'opium récolté dans le Triangle d'Or était désormais transformé en héroïne, révélant ainsi le très net changement de tendance de la consommation[823]. Ainsi le royaume comptait environ 500 000 héroïnomanes dès 1980-1981 et s'il était estimé qu'il y avait entre 495 000 et 747 000 toxicomanes en 1990 (diverses dépendances confondues), seuls 150 000 à 335 000 héroïnomanes en faisaient partie[824]. Les mêmes sources mentionnent 214 000 opiomanes et héroïnomanes, non dissociés les uns des autres, en 1993[825], et les débats de spécialistes auxquels les estimations donnent lieu rappellent les difficultés et les limites inhérentes au travail de recherche en sciences humaines et sociales dans le domaine des narcotiques[826]. Mais c'est la consommation de méthamphétamine qui est désormais un

[822] Sur la base de 600 tonnes d'opium produites en 1981 : McNicoll A., 1983, *Op. cit.* : 23. Ce ne sont donc que 30 % des quantités d'opiacés produites dans la région qui pouvaient rejoindre les marchés de consommation occidentaux à cette époque.
[823] Pasuk Phongpaichit, Sungsidh Piriyarangsan, Nualnoi Treerat, 1998, *Guns, Girls, Gambling, Ganja : Thailand's Illegal Economy and Public Policy* : 89.
[824] Chiffres du *Thailand Development Research Institute* (TDRI, 1991, cités par Tullis L., 1995, *Op. cit.* : 54-55), qui ont donné lieu à controverse en fonction des méthodes basées sur un recours à l'extrapolation. Après révision de ces chiffres, Anchalee Singhanetra-Renard estimait quant à elle, en 1993 et pour l'année 1990, le nombre de personnes dépendantes du cannabis, de l'opium et de l'héroïne à 400 000 : *Ibidem.*
[825] Estimation de 1980-1981 selon le INCB 1981 (§ 72) cités par McNicoll (1983, *Op. cit.* : 22). Estimation de 1993 (exactement 214 180) selon le TDRI (1995) cités par Pasuk Phongpaichit *et al.*, 1998, *Op. cit.* : 91.
[826] Au-delà des controverses relatives aux estimations et aux méthodes statistiques utilisées par les différents auteurs ou instituts, se pose le problème de la nomenclature utilisée et de l'objet d'étude considéré. Car, en effet, parle-t-on d'utilisateurs ou d'usagers de drogues (ici en l'occurrence d'opium et, ou, d'héroïne), ou bien alors de personnes souffrant d'une réelle addiction aux produits considérés ? Ainsi, le médecin pakistanais Ikramul Haq déclarait-il en 2000, que 85 à 95 % des usagers de drogues n'étaient pas « chimiquement dépendants », ce qui semble être une vision bien idyllique des choses dans un pays tel que le Pakistan (Dawn, *Devastating effects of*

trait caractéristique de la Thaïlande et augmente de façon très importante depuis le début de la décennie 1990 et encore plus depuis 1996, en fait depuis le retrait de Khun Sa, la hausse consécutive du prix de l'héroïne et le brusque développement des activités narcotiques de la UWSA, laquelle est désormais, avec 400 à 600 millions de pilules en 2000, le principal producteur de *yaa baa* de la région. Le TDRI estimait ainsi que la dépendance aux ATS touchait 257 965 personnes en 1993, dont 65 % de paysans et 6 % de chauffeurs routiers, la drogue étant principalement consommée dans une optique d'amélioration des rendements du travail individuel[827]. L'ONCB estimait quant à lui qu'en 2000, 1,2 million de personnes étaient dépendantes du *yaa baa*, que si 600 000 adolescents souffraient d'addiction[828] indéterminée dans le pays, 260 000 d'entre eux consommaient régulièrement de la méthamphétamine[829]. Par rapport à la population totale hospitalisée à l'hôpital de Thanyarak (Bangkok), spécialisé dans le traitement des addictions, la proportion d'héroïnomanes a ainsi baissé de 78 à 15 % entre 1996 et 2000, alors que celle des consommateurs de *yaa baa* y a augmenté de 12 à 74 % pendant la même période[830]. Ainsi, si la méthamphétamine remet certes en cause les politiques de substitution au niveau de la production, puisqu'elle est affranchie de contraintes agricoles, elle change également les données de la lutte contre la consommation. Outre son utilisation récréative, le *yaa baa* est en effet en partie une drogue « de labeur » qui est consommée depuis l'école[831] jusqu'aux champs, alors que l'héroïne, consommée par les classes marginalisées et défavorisées, est beaucoup moins « propice » au travail et à la production[832]. Les efforts faits contre la consommation et la production des

---

addiction, 26-06-00). Les chiffres mentionnant des usagers ou des héroïnomanes sont-ils donc fiables lorsqu'on connaît la difficulté que cela représente de réaliser des études statistiques sérieuses sur les populations consommatrices de drogues, même dans les pays riches ? Toutes ces estimations doivent donc être considérées avec la plus grande prudence, comme doivent l'être celles des productions, et en tant que reflet de tendances et non de réalités statistiques. Par soucis de clarté et de précision, lorsqu'on parlera ici d'opiomane et d'héroïnomane, cela impliquera une notion d'addiction que les termes d'usager ou d'utilisateur ne signifieront pas.

[827] Pasuk Phongpaichit (*et al.*), 1998, *Op. cit.* : 101.

[828] « Addiction » est un emprunt au vocabulaire anglais, dans lequel « *addiction* » a la signification de dépendance.
Le terme est de plus en plus fréquemment employé en français, notamment dans les hôpitaux et par par rapport aux pratiques dites « addictives » : voir note : 1319.

[829] South China Morning Post, *Heroin out of fashion as 1.2m addicts opt for pills*, 18-11-98 ; Associated Press, *Thailand Battles Deluge of Drugs*, 15-07-00 ; Bangkok Post, *Drug-related crimes soar*, 16-12-99.

[830] Voir Bangkok Post, *Speeding up solutions to speed crisis*, 08-04-01.

[831] Voir par exemple la description de la consommation de *yaa baa* sur un campus thaïlandais : Bangkok Post, *Students agree drugs doing a brisk business on campus*, 04-10-10.

[832] Une étude, menée en 2000 par le *Thai Farmers'Bank Research Center* sur un échantillon de 728 ouvriers de Bangkok, montre que 88 % d'entre eux avaient recours à des stimulants ou excitants afin d'augmenter leur

deux drogues ne doivent donc pas être les mêmes puisqu'elles ne visent pas les mêmes populations consommatrices ni les donc les mêmes marchés. Mais elles sont toutes les deux, et désormais surtout la méthamphétamine, considérées comme représentant une menace majeure à la sécurité intérieure et extérieure du pays[833].

Certes, en Asie, la consommation d'opiacés, depuis le Croissant d'Or jusqu'au Triangle d'Or, et dans leurs périphéries proches, est un phénomène ancien, mais pas systématique, qui a connu de récentes transformations dans les modes et les types de consommation (érosion des structures sociales, modification des contextes traditionnels de consommation, évolution des produits) et qui est, depuis les deux dernières décennies du XX^{e} siècle, en pleine augmentation.

Ainsi, au Pakistan, autre exemple bien connu de l'explosion de la consommation d'opiacés, l'héroïnomanie est apparue à la fin de la décennie 1970, dans les conditions géopolitiques régionales que l'on sait. Dès 1980, avec 5 000 usagers, la consommation d'héroïne au Pakistan s'était fortement développée. En 1986 ce sont plus de 650 000 de ces usagers qui étaient évalués par les autorités nationales, le phénomène de consommation concernant entre 2 et 3 millions de personnes en 2000, et consacrant la population d'héroïnomanes du Pakistan comme la plus importante au monde[834]. Au Pakistan, le nombre

---

temps et leur capacité de travail. Vingt pour cent de ces 728 ouvriers ont reconnu consommer de la méthamphétamine. Le PNUCID estime quant à lui que 200 000 à 300 000 ouvriers ouvriers de Bangkok dépensent environ un milliard de bahts par an pour se fournir en *yaa baa* : Bangkok Post, *Methamphetamines : situation worse, says report*, 25-09-00.

[833] Nation, *A major security threat called 'yaa baa'*, 22-07-00. Voir l'exemple du marché de *yaa baa* dans les villages hmong du district de Mae Rim (Mae Sa Mai, Buaktuey) où la moitié de la population consomme de l'héroïne et, ou, de la méthamphétamine, et où le commerce des drogues est très développé : Nation, *In Chiang Mai village, drugs on offer around the clock*, 31-07-00. Les trois unités de renseignement de l'armée thaïlandaise (*Army Military Intelligence*) qui sont postées aux frontières de la Birmanie, du Laos et du Cambodge (311, 309 et 315) se sont ainsi vues ordonnées de concentrer leurs activités sur les problèmes de sécurité frontalière et de narcotrafic, et non plus sur le renseignement politique dans lequel elles s'étaient spécialisées jusqu'à maintenant : Bangkok Post, *Army spies steer clear of politics*, 10-08-00.

[834] Lifschultz L., 1992, *Op. cit.* : 321 ; McNicoll A., 1983, *Op. cit.* : 35 ; Tullis L., 1995, *Op. cit.* : 57 (selon le *Pakistan's National Survey on Drug Abuse*). Il n'y a pas d'estimations précises du nombre de consommateurs d'héroïne au Pakistan, et encore moins de celui d'héroïnomanes. Toutefois, les principales estimations s'accordent sur un chiffre supérieur à 2 millions d'héroïnomanes et de 4 millions de toxicomanes en général, qu'il s'agisse d'opiacés, de dérivés cannabiques, d'alcool ou de colle. Selon une étude réalisée par le quotidien Dawn, 97 % des personnes dépendantes seraient de sexe masculin, 71 % seraient âgés de 25 à 30 ans, le Pendjab compterait 45 % de la population dépendante, et les héroïnomanes seraient les plus nombreux avec 51 % de la population dépendante. Le titre de l'article donne également une information intéressante : Dawn, *60% addicts are educated and employed*, 26-06-00. Voir également, parmi les nombreux articles abordant le sujet : Dawn, *Battle against drugs*, 26-06-00 ; News, *Govt, non-governmental organisations urged to declare war on drugs*, 26-06-00 ; New York Times, *Adding to Pakistan Misery, a Heroin Epidemic*, 19-04-00 ; World Net Daily, *Pakistan's heroin Addiction Bomb*, 29-06-99 (www.mapinc.org/drugnews/v99.n683.a05.html). D'autre part, si

de consommateurs d'héroïne augmenterait au rythme annuel de 7 %, ce qui, si le phénomène n'est pas enrayé, laisse envisager environ 8 millions d'usagers à la fin de la décennie 2010.

Quant à la Birmanie, la consommation d'opium y est somme toute un phénomène récent et d'ailleurs, dans ce monde culturel bouddhiste (comme dans l'Islam), les textes religieux ne font pas référence explicite aux drogues narcotiques, à la différence des injonctions précises concernant la consommation de boissons fermentées et de spiritueux[835]. Les premiers édits birmans concernant l'usage de l'opium ne sont ainsi apparus qu'au XIX^{e} siècle lorsque les Britanniques en développèrent la consommation. Les classes supérieures de la société birmane (ethnique s'entend), donc bouddhistes, et même les classes inférieures, qui y étaient toutefois peut-être un peu plus enclines à cette pratique, ne consommèrent jamais beaucoup d'opium. Par contre, les populations des périphéries montagneuses, non birmanes et donc non, ou moins, bouddhistes, recouraient fréquemment à la consommation de l'opium pour traiter leurs diverses affections[836]. Mais la Birmanie est désormais confrontée à une explosion, difficilement évaluable, de la consommation d'opiacés et tout particulièrement d'héroïne. Denis Bernstein et Leslie Kean mentionnaient ainsi en 1996 l'évaluation de l'OMS selon laquelle 500 000 personnes, ou 1 % de la population, souffraient d'addiction aux opiacés en Birmanie, alors que d'autres estimations parlaient de 2 à 3 % de la population[837]. Les autorités birmanes estiment quant à elles officiellement le nombre de toxicomanes à quelque 66 400 en 1999 et les taux d'IDU (*Injection Drug Users*) entre 1,5 et 25 % des adultes de certaines communes. La consommation d'héroïne est donc très répandue dans le pays et de nombreux jeunes Birmans, surtout des montagnards, en contractent par exemple

---

parmi la population féminine, l'héroïne est la seconde drogue de choix après les tranquillisants (Frontier Post, *Heroin most popular drug among women : UNDCP*, 17-06-00), les enfants des rues pakistanais, dont beaucoup sont également héroïnomanes, sont toujours plus nombreux à « sniffer » des quantités toujours plus importantes de colle (Dawn, *Glue sniffing growing menace*, 27-06-00).

[835] L'interdit de consommation de l'opium n'est pas présent dans les textes anciens du bouddhisme et de l'islam, à la différence des spiritueux, pour la simple et bonne raison que les opiacés n'étaient pas connus ou assez fréquemment utilisés pour y être mentionnés : Renard R.D., 1996, *Op. cit.* : 15-16 ; Baasher T., 1983, *Op. cit.*

[836] L'opium est surtout consommé par les populations du nord-est, l'alcool de riz par celles du nord-ouest, et le vin et l'alcool de palme par les Birman (ethniques). Ainsi, *parmi les substances psychotropes traditionnellement consommées par les Birmans, le tabac (sé-lei) et l'alcool de palme (tan-yei) sont parmi les plus anciennement mentionnées*. La cigarette locale, le *chiroute*, est d'ailleurs très répandue dans les usages du paysan birman : Lubeigt G., 2000, *Chiroutes et Tan Yei, les substances du rêve en Birmanie centrale* : 327-328.

[837] Bernstein D., Kean L., 1996, *People of the Opiate : Burma's Dictatorship of Drugs*, in The Nation, December 16, 1996.

l'habitude pour la première fois lors de leurs migrations de travail saisonnières dans les mines de jade et de rubis des Etats kachin et shan[838].

Dans les autres pays qui entrent dans le cadre de cette étude, la consommation d'opiacés a partout évolué en augmentant et en se modifiant, la tendance à l'opiomanie se transformant en une tendance à l'héroïnomanie, et les cadres locaux traditionnels de consommation, lorsqu'ils existent, étant remis en question par l'adoption de nouveaux produits et de nouvelles formes de consommation. Ainsi, l'Iran, pays de consommation traditionnelle et ancienne qui comptait environ 1,3 million d'opiomanes avant la Seconde Guerre mondiale, a banni toute production et consommation légale en 1955, ramenant ainsi brutalement le nombre officiel de consommateurs à 350 000. En 1974, sous le Shah et après que celui-ci ait rétabli la production et la consommation légales en 1969, seuls quelque 160 000 opiomanes étaient recensés et enregistrés auprès du ministère de la Santé, alors que plus de 400 000 personnes consommaient régulièrement de l'opium et que 195 tonnes devaient être importées, notamment d'Afghanistan, les 217 tonnes produites annuellement en Iran ne permettant pas l'autosuffisance[839]. Mais c'est surtout un type de consommation qui, là aussi, fut altéré par la diminution de l'offre d'opium aux consommateurs, la révision en 1969 de la prohibition accompagnant en effet un phénomène alors en pleine croissance en Iran, celui de la consommation d'héroïne. Désormais, l'Iran compterait en 2000, et selon les chiffres disponibles, environ 1,2 million de personnes dépendantes aux divers opiacés, soit 200 000 personnes de plus qu'en 1995. Et d'autres estimations font mention de l'existence dans le pays de plus de 2 millions de toxicomanes, ou d'un ratio d'une personne sur 30[840]. Enfin, pour donner la dimension du phénomène narcotique en Iran, il est intéressant de mentionner que 70 % des 150 000 personnes y encourant des peines de prison sont incarcérées pour trafic ou utilisation de drogue, et que la seule ville de Téhéran réunirait en 2000 entre 150 000 et 180 000 d'entre elles[841].

---

[838] Earth Times, *The Burmese Connection: Heroin and AIDS*, 03-08-00 (Chelala C., Beyrer C.).
[839] McNicoll A., 1983, *Op. cit.* ; McCoy A., 1972, *Op. cit.* ; 1991, *Op. cit.*
[840] Déclarations de Soheila Jelodarzadeh, législatrice iranienne et dirigeante d'une organisation nationale luttant contre la consommation de drogue : Xinhua, *Drug Addicts Top 2 Million in Iran : Lawmaker*, 20-09-00.
[841] Recknagel C., Samii W., 2000, *Afghanistan: Iran Locked in Border War With Drug Smugglers*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 21-01-00 ; Recknagel C., Gorgin A., 2000, *Afghanistan: Iran And Other Neighbors Face Growing Drug Problems*, 26-06-00 ; *Iran : the Number of Drug Addicts is Rising*, 17-11-00 ; *Iran : Doctor Describes Drug Addiction Treatment*, 17-11-00, in Radio Free Europe / Radio Liberty.

Quant à l'Afghanistan, la situation de la consommation y est bien sûr très mal connue, même si certains analystes estiment que le phénomène s'est développé dans des proportions importantes ces dernières années pour, selon une ONG pakistanaise, dépasser les 50 000 personnes souffrant d'addiction aux opiacés en 2000[842]. La production annuelle des années 1970, par exemple, comprise entre 100 et 300 tonnes d'opium, certes exportée en grande partie, permettait la consommation d'une centaine de milliers d'usagers qui, là comme en Asie du Sud-Est, recouraient à l'opium pour des raisons médicales. Les *hakeem*, ou soigneurs afghans, prescrivaient en effet la consommation d'opium pour le traitement des affections pulmonaires, de la malaria, de l'insomnie, des troubles gastro-intestinaux et autres maux[843]. La consommation traditionnelle d'opium, donc socialement contrôlée, en Afghanistan était quant à elle principalement limitée aux provinces de Baghlan et du Badakhshan, où le phénomène était connu pour être particulièrement important. Ainsi, selon les localités concernées, 25 à 60 % de la population du Badakhshan consommait de l'opium avant la guerre[844]. Mais la consommation d'opiacés par la population afghane ne se limite désormais bien sûr plus au seul territoire afghan et elle existe de façon très importante en Iran et au Pakistan dans les camps de réfugiés. C'est d'ailleurs à partir de ces deux pays d'accueil que les réfugiés afghans ont pu rapporter une pratique de consommation peu répandue en Afghanistan avant la guerre[845]. Ainsi, même la population féminine des camps de réfugiés afghans du Pakistan, mais vraisemblablement aussi d'Iran, est désormais touchée par l'augmentation de la consommation d'opiacés[846].

Dans le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, espaces majeurs de production d'opiacés, et pour le premier également de méthamphétamine, la consommation aussi est devenue une réalité majeure, sans limites spatiales comparables à celles des aires de production (qui sont plus ou moins finies), et dont les conséquences à court et à long terme sont très lourdes. Nous le montrerons, l'impact sociétal et économique d'un tel phénomène de consommation est aussi, sinon plus, important pour ces régions que celui des activités de production. Divers problèmes caractéristiques de ces pays du Sud, parmi eux ceux de l'intégration, de l'hygiène

[842] NNI, *Alarming increase in drug addicts in Afghanistan*, 01-07-00 (rapporté par *Voice of America*).
[843] McNicoll A., 1983, *Op. cit.* : 34.
[844] Baasher T., 1983, *Op. cit.* : 28 ; Labrousse A., communications personnelles.
[845] BBC, *The Taleban's drug dividend*, 09-06-00 ; Recknagel C., 2000, *Afghanistan: Lack of Economic Alternatives Perpetuates Drug Trade*, 25-02-00.
[846] NNI, *Drug addiction among Afghan women on rise*, 05-05-00.

et de la santé publique, de la violence et des défis posés à la démocratie, sont encore aggravés par les conséquences de l'explosion de la consommation de drogues. Et le problème tend à s'étendre aux régions périphériques du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, en précédant, et, ou, en suivant les itinéraires émergents du narcotrafic, puisque si le trafic peut certes inciter à la consommation dans certaines régions que ses réseaux traversent, celle-ci, réelle ou potentielle, peut aussi avoir des effets attractifs sur le commerce des drogues.

2.3.2. La diffusion de la consommation depuis le Triangle d'Or et le Croissant d'Or

Les périphéries des deux espaces connaissent depuis les années 1980, et surtout 1990, une très nette augmentation de la consommation d'opiacés. Mais si c'est en quelque sorte à une répétition de l'histoire à laquelle on assiste dans la périphérie septentrionale et orientale du Triangle d'Or, avec le renouveau de la consommation chinoise et sud-est asiatique, c'est en revanche un phénomène réellement nouveau que nous pouvons observer en Asie centrale, dans la périphérie du Croissant d'Or.

Le cas de la Chine est significatif à plus d'un titre. La lutte antiopium chinoise qui avait visé la production, le trafic et la consommation après la prise de pouvoir des communistes en 1949 s'était soldée par un succès sans précédent, ni d'ailleurs sans répétition à cette échelle, dans l'histoire de la lutte antidrogue. La Chine communiste s'était en effet débarrassée d'un fléau étranger, en l'occurrence occidental, qu'elle s'était vue imposer après deux guerres dites « de l'opium ». Certes, nous savons que par rapport au reste du pays les périphéries montagneuses du sud de la Chine demandèrent plus de temps et de diplomatie de la part d'un pouvoir communiste han afin de pouvoir réellement y imposer la prohibition de la production et de la consommation d'opium. C'est en fait en grande partie grâce au nationalisme chinois virulent qui se manifestait alors contre tout ce qui était étranger que les politiques antiopium purent trouver un écho favorable au sein de la population chinoise. C'est du reste ce même sentiment anti-impérialiste auquel les nationalistes eurent déjà recours durant la première moitié du XIX^{e} siècle contre le fléau des opiacés, que les communistes utilisèrent à leur profit après 1949 dans tout le pays. Et c'est ce même phénomène, l'utilisation par l'Etat chinois du nationalisme et du patriotisme, auquel nous assistons, avec beaucoup moins de réussite cependant, lors de la nouvelle lutte antidrogue chinoise des années 1990 et du début du XXI^{e} siècle[847].

Ainsi, en Chine, l'opium a été associé, et il l'est encore plus que jamais aujourd'hui, à la profonde humiliation que le pays a connue lors de ses relations avec l'Occident. Dans les années 1990, l'histoire des guerres de l'opium a ainsi été rappelée au souvenir des Chinois

[847] Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 93-111, 169-173.

dans un contexte nationaliste fort et des relations difficiles avec les puissances occidentales[848]. En Chine, désormais, la journée internationale contre l'abus des drogues des Nations unies (26 juin) sert également de date commémorative de la destruction ordonnée par Lin Zexu à Humen en 1839 de l'opium britannique[849]. Mais si la volonté d'instrumentaliser de nouveau le phénomène nationaliste et patriotique dans les stratégies de lutte antidrogue des années 1990 rappelle celles des années 1950, il manque désormais le contrôle social, l'isolement économique et le ferment idéologique (en l'occurrence communiste) qui avaient alors permis un succès aussi rapide et complet. C'est en effet précisément au moment où le contrôle social s'est relâché et où l'ouverture économique a été déclarée, en 1978, que le problème des drogues a ressurgi en Chine. Et après être redevenue une voie majeure de l'exportation des productions birmanes, la Chine a même fini par reprendre une production illicite, celle des ATS par exemple, méthamphétamine[850] ou ecstasy[851], et surtout, elle est redevenue une consommatrice majeure d'opiacés.

---

[848] Le nom de Lin Zexu est apparu de façon récurrente dans les publications et la presse chinoise des années 1990, depuis le début de la décennie, lorsque le 150ème anniversaire de la première guerre de l'opium fut célébré (un an après Tienanmen et la plus profonde crise de légitimité politique du régime chinois…). C'est en fait à la fin des années 1980 que les dirigeants chinois ont reconnu la résurgence du phénomène narcotique en Chine, comme la réapparition des maladies sexuellement transmissibles, officiellement censées avoir été éradiquées depuis 1964… Le film *Lin Zexu*, tourné dans les années 1950 fut projeté en 1990 pendant un mois à Baoshan, où l'addiction aux opiacés était particulièrement importante et, en 1997, un film commémoratif de la première guerre de l'opium, *The Opium War*, fut tourné et diffusé dans tous le pays et toutes les communautés chinoises d'outre-mer : Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 122-123. L'importance prêtée aux symboles de la guerre de l'opium est illustrée par la volonté affichée par les spécialistes chinois de sauver la ville de Dinghai, où eut lieu la première bataille de la première guerre de l'opium, du délabrement qui la caractérise elle et d'autres villes historiques : Xinhua, *Chinese Scholars Urge Halt to Damage to Ancient Cities*, 18-07-00.

[849] Ainsi, le 26 juin 1992, alors que 40 000 personnes étaient réunies dans le stade de Kunming pour une manifestation antidrogue, 160 kilos d'opiacés et de cannabis étaient brûlés à Humen et 31 personnes accusées de narcotrafic étaient condamnées à la peine capitale : Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 1.

[850] La province du Fujian a été transformée par les Taiwanais en un centre majeur de production et de consommation de méthamphétamine, après que les Japonais, qui en avaient introduit la production en Corée du Sud et avaient été déboutés en 1988 au moment des Jeux de Séoul, eurent transféré leurs opérations à Taiwan. En octobre 1990, Taiwan décréta la production et la consommation de méthamphétamine « problèmes sociaux » et la répression qui suivit poussa cette fois les activités de production vers le Fujian qui cherchait alors à attirer les investissements taiwanais. Ce sont 2 600 kilos de méthamphétamine qui furent saisis dans la province en 1995 alors que les autorités taiwanaises en avaient quant à elles déjà intercepté 7 357 kilos en 1994. En 1995, des consommateurs de méthamphétamine pouvaient déjà être trouvés dans toute la province du Fujian : Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 127.

[851] Ainsi, par exemple, de nombreux cas, récurrents, de jeunes ressortissants de Hong Kong pénétrant dans la zone économique spéciale de Shenzhen pour se fournir en ecstasy et méthamphétamine ont été mentionnés. Les pilules d'ecstasy peuvent être jusqu'à trois fois moins chères que celles de Hong Kong mais surtout, concentreraient plus de substance active, ce qui attirerait ainsi de nombreux jeunes consommateurs qui passent les soirées de leurs week-ends dans les *rave parties* (comme dans les boîtes de nuit *Better Ole* et *The Gate for Exotic Hunting*) organisées à Shenzhen. Nombre d'entre eux rapportent également de l'ecstasy à Hong Kong et les saisies en provenance du continent se sont multipliées par 4 entre 1998 et 1999 et continuent d'augmenter

Les chiffres officiels publiés pour la première fois en 2000 par la Chine sous la forme d'un rapport annuel, font ainsi mention de l'existence de 681 000 toxicomanes (recensés) dans le pays en 1999 (14 % de plus qu'en 1998). Les chiffres étaient de 148 000 en 1991 et de 520 000 en 1995, mais certains analystes estiment que la réalité est trois à quatre fois plus importante et que la Chine compte en 1999 entre 2 et 4 millions de toxicomanes[852]. A titre d'exemple local montrant le potentiel d'augmentation de la consommation en des lieux précis, la ville de Baoshan, il est vrai dans le Yunnan, et donc certes prédisposée par sa localisation sur la prolongation de la *Burma Road* (cartes 5, 11), dénombrait sept héroïnomanes en 1987, plus d'une centaine à la fin de 1988, environ un millier en avril 1990, et 2 625 en août de la même année[853]. La nouvelle vague de toxicomanie chinoise se développe à un rythme très rapide même s'il n'est pas réellement quantifiable. Les campagnes de lutte antidrogues lancées tardivement en 1990 par les autorités, qui devaient régler le problème en deux ou trois ans, se sont révélées inefficaces, que ce soit dans des villes du Yunnan comme Baoshan, ou à Shanghai où la toxicomanie augmente de façon importante depuis 1992 au moins, ou encore à Shenyang, dans la province de Liaoning, où des fumeries clandestines ont même rouvert[854].

La consommation de drogues est donc en pleine explosion en Chine et les autorités politiques, qui ont dû reconnaître, certes tardivement, le regain de consommation et non une simple ré-émergence du narcotrafic dans le pays, continuent en 2000 de jouer une carte nationaliste afin de lutter contre un mal d'autant plus vilipendé qu'il est décrit comme étranger à la Chine et à sa culture. Officiellement donc, la Chine est la victime d'un narcotrafic qu'elle subit et contre lequel elle lutte[855]. Ce qui est vrai en partie, et justifie des

---

depuis. Ainsi, le nombre d'adolescents de Hong Kong qui consommait des drogues a augmenté de 40 % au cours des trois premiers mois de l'année 2000 et 80 % des consommateurs de la région spéciale ont recours à l'héroïne (en baisse de 5 % en 2000) : South China Morning Post, *Cross-border drug takers targeted*, 15-03-00 ; *Teens defy warnings for a night of Ecstasy*, 20-03-00 ; *Mainland drug raves draw young teens*, 13-06-00 ; *Teenage drug abuse jumps 40pc*, 27-06-00 ; *'Rave' Parties drive up Ecstasy use*, 28-07-00 ; *Disco drug slaves*, 11-01-01 ; *Rave youths held in China drug centres*, 11-01-01.

[852] Information Office of the State Council of the People's Republic of China, 2000, *Narcotics Control in China* : publié par Xinhua, *Full Text of White Paper on Narcotics Control*, 26-06-00 ; Lintner B., 1998 a, *Op. cit.* : 172-179.

[853] Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 115. Ces chiffres sont les chiffres officiels et sont donc vraisemblablement inférieurs à la réalité.

[854] Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 143-144.

[855] Ainsi, le rapport publié en 2000 par la Chine sur la situation interne des drogues explique : *…China has been turned from a victim of the transit drug trade into a victim of both the drug transit and consumption… In China, drugs mainly come from other countries…* : Information Office of the State Council of the People's Republic of

rectifications de vocabulaire telles que celle concernant la dénomination de la *China White*, a permis pendant un temps aux autorités chinoises de nier le problème comme, nous le décrirons sommairement, ses conséquences les plus graves : la propagation du VIH. Mais l'explosion de la consommation de drogue en Chine n'est pas uniquement imputable à la production étrangère, birmane en l'occurrence, et le développement important de la consommation de méthamphétamine et d'ecstasy, produits en Chine même, a par exemple contribué à l'augmentation de 26 % du nombre de consommateurs (recensés) de drogues au cours de l'année 2000[856].

Quant à l'Asie du Sud-Est continentale dans son ensemble, que ce soit dans le Triangle d'Or avec le Laos, ou dans sa périphérie, avec le Cambodge et le Vietnam, elle montre, à l'instar de la situation chinoise, une nette tendance à l'augmentation de la consommation d'opiacés et à la toxicomanie. Au Laos par exemple, où la consommation « traditionnelle » d'opium par les minorités montagnardes était et est toujours très répandue dans un contexte d'usage médical, l'opiomanie, c'est-à-dire l'addiction à l'opium, était et reste un phénomène rare qui ne concerne tout au plus de 0,5 à 2 % des usagers des populations consommatrices[857]. Mais l'apparition de l'héroïne et celle, survenue bien plus tard mais avec

---

China, 2000, *Op. cit.* ; et Yu Lei, secrétaire général de la *National Narcotics Control Commission*, en mentionnant le rôle actif des narcotrafiquants étrangers en Chine (dont des Européens), déclarait en 1992, lors de la journée international du 26 juin : *what should be especially pointed out is the fact that the source of the Chinese domestic drug problem is abroad and the transit drug problem is the major one that China is facing in its fight against illicit drug abuse and trafficking* : Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 125-126.
Le sentiment de la Chine d'être une victime d'un mal qui lui est étranger, puisque provenant du Croissant d'Or et du Triangle d'Or, n'est pas sans rappeler le sentiment états-unien qui, d'ailleurs, a conditionné toute la politique antidrogue des dernières décennies en cherchant à éradiquer le mal à sa source. En Chine comme aux Etats-Unis, le problème de la consommation est vécu comme étant externe, et non interne, ce qui, en 2000, a d'ailleurs permis un rapprochement des deux pays qui ont signé un accord de coopération dans le cadre de la lutte antidrogue. Yang Fengrui, directeur du service narcotique au ministère chinois de la Sécurité publique, a ainsi déclaré à l'occasion de la visite de Barry McCaffrey (le « tsar » antidrogue états-unien) et de la signature de l'accord sino-états-unien : *China and the United States are not producers of heroin, but are victims. During the Opium Wars more than 100 years ago China was victimised by drugs, we will never forget this* : South China Morning Post, *US, mainland team up to fight narcotics trade*, 20-06-00.

[856] Augmentation officielle du nombre de consommateurs recensés en 2000 : + 180 000 personnes, soit désormais une population consommatrice recensée de 860 000 individus : Xinhua, *China faces Uphill Battle Against Narcotics*, 09-02_01 ; Associated Press, *Report : China Drug Addiction Soars*, 09-02-01 : BBC, *Drug addiction in China up 26%*, 09-02-01.

[857] La consommation « traditionnelle » d'opium par les populations montagnardes du Laos, de Thaïlande et de Birmanie a fait l'objet de plusieurs études et articles, dont les principaux sont : Chupinit Kesmanee, 1989, *The Poisoning Effect of a Lovers Triangle : Highlanders, Opium and Extension Crops, a Policy Overdue for Review* ; Culas C., 2000, *op. cit.* ; Gebert R., Chupinit Kesmanee, 1997, *Issues in Highland Drug Abuse in Northern Thailand : Genesis and Current Situation* ; Geddes W.R., 1976, *Op. cit.* ; Maling Uhku, 1997, *Narcotic Trade and Addiction in the Kachin Hills of Myanmar : an Impact of Political Mismanagement and*

néanmoins un impact grandissant sur les modes de consommation, de la méthamphétamine, ont permis d'une part un développement croissant de la toxicomanie, ici l'héroïnomanie, et, d'autre part, l'émergence de nouveaux usagers, comme une partie de la jeunesse de Vientiane qui consomme la nouvelle drogue de synthèse[858]. Et même si les statistiques font ici défaut, le phénomène semble prendre une importance croissante à la fin des années 1990. Mais il est aussi un autre phénomène qui est récemment apparu au Laos : le développement du narcotourisme occidental qui a suivi l'ouverture du pays au tourisme, dans certaines villes du pays comme Muang Sing ou Vang Vieng où de l'opium est très facilement fumé. Ce phénomène, qui concernait jusqu'à un passé très récent uniquement la Thaïlande, inquiète dorénavant les officiels laotiens comme ceux du PNUCID tant ce modèle de comportement occidental pourrait influencer une jeunesse laotienne déjà sérieusement menacée par l'usage des drogues[859].

Au Vietnam, la situation est mieux connue et les statistiques montrent une augmentation très rapide de la consommation et de la toxicomanie, évaluée à 10 % par an, même si les autorités vietnamiennes revendiquent une diminution très importante du phénomène depuis 1998[860]. Ainsi, en 1998, le pays comptait vraisemblablement plus de 200 000 toxicomanes et le nombre de ceux de Ho Chi Minh-Ville, où 700 kilos d'héroïne avaient été consommés dans l'année, avait doublé par rapport à 1997[861]. Quant à *Asian Harm Reduction Network*, une ONG locale, elle estimait quant à elle que 200 000 personnes

---

Economic Chaos ; Sanit Wongsprasert, 1989, *Opiate of the People ? A Case Study of Lahu Opium Addicts* ; Tapp N., 1986, *Op. cit.* ; Westermeyer J., 1982, *Op. cit.*

[858] Vientiane Times, *Drug bonfire calls attention to narcotics abuse*, 27-06-00.

[859] South China Morning Post, *Official fuming at opium smoking*, 25-02-99 ; Associated Press, *Laos Becoming Druggie Tourist Stop*, 13-03-99 ; San Francisco Chronicle, *Laos : Opium Oasis*, 27-06-00. Voir également, concernant le narcotourisme : Michaud J., 2000, *Le tourisme, un recours pour l'opiomane hmong ?* ; Michel F., 1995, *En route pour l'Asie, le rêve oriental chez les colonisateurs, les aventuriers et les touristes occidentaux.* Le narcotourisme existe bien sûr également au Vietnam, mais il semble que le phénomène s'étende plus aux villes côtières qu'aux montagnes : Dépêche internationale des drogues, N° 46, *Viet Nam : de la toxicomanie au narcotourisme*, août 1995 ; Michaud J., communication personnelle.

[860] San Jose Mercury News, *Vietnam confronts drug addiction*, 13-04-99 : déclarations du représentant du PNUCID au Vietnam qui précise que les chiffres officiels sont très en-dessous de la réalité ; Xinhua, *Vietnam Gains Success in Anti-Drug Abuse Campaign*, 18-03-99. Le Vietnam n'aurait plus, officiellement, que 107 000 toxicomanes en 1999 (!) : Xinhua, *Vietnam Steps Up Fight Against Drug-Related Activities*, 10-03-00. Voir également le dernier rapport de l'OGD (1998-1999), selon lequel la consommation de drogues était très fortement en hausse au Vietnam (« une véritable épidémie ») et le nombre officiel de toxicomanes en 1998 (130 000 ?) était deux ou trois fois en-dessous de la réalité : OGD, 2000, *Op. cit.* : 68-72.

[861] AFP, *Illegal drugs plague Vietnam despite death penalty*, 13-10-98. Le narcotourisme existe bien sûr également au Vietnam, mais il semble que le phénomène touche plus les villes côtières que les montagnes : Dépêche internationale des drogues, N° 46, *Viet Nam : de la toxicomanie au narcotourisme*, août 1995 ; Michaud J., communication personnelle.

consommaient des opiacés en 2000, parmi lesquels 50 000 s'injectaient de l'héroïne. Ce qui est confirmé, c'est que la jeunesse vietnamienne est bien sûr, là comme ailleurs, la première catégorie de la population a être atteinte par la consommation de drogues avec, selon le PNUCID, 75 % des consommateurs du pays ayant moins de 23 ans[862]. Ainsi, dans la province de Lam Son, frontalière de la Chine, 10 % des écoliers auraient consommé de l'héroïne en 1996, phénomène alors tout récent selon le représentant du PNUCID au Vietnam[863]. Quant à la méthamphétamine, dont l'usage est censé être resté très limité, la première saisie enregistrée officiellement à Hanoi date de janvier 2000 et les autorités redoutent une importante augmentation de la consommation compte tenu des prix attractifs qui sont pratiqués[864].

Le phénomène de la consommation dans le Triangle d'Or et dans sa proche périphérie est donc, pendant la décennie 1990 et vraisemblablement pour encore de nombreuses années, en pleine augmentation. Le recul de la consommation d'opium y a été suivi par l'accroissement de celle de l'héroïne et, depuis le milieu des années 1990, par l'apparition des drogues de synthèse, méthamphétamine et ecstasy, qui sont consommées depuis Hong Kong jusqu'au Vietnam. Mais l'état de la consommation en Inde et dans la périphérie du Croissant d'Or, en Asie centrale, est également à la hausse, et ce particulièrement depuis l'indépendance des nouvelles républiques et l'arrivée des *taliban* en Afghanistan.

Les autorités chinoises ont déclaré en juillet 2000, lors de la cinquième conférence ICPO-Interpol qui se tenait pour l'occasion à Pékin, leur inquiétude quant au développement de la consommation et du trafic de drogues en Asie centrale et en Russie, en faisant mention explicite de la proximité du Xinjiang et de son potentiel de trafic et de consommation. Tout en reconnaissant que l'immense majorité des opiacés consommés par les 24 000 toxicomanes officiellement enregistrés du Xinjiang provenait du Triangle d'Or[865], la Chine affirme néanmoins ses craintes de voir l'augmentation de la production afghane se traduire par l'exploitation du potentiel du Xinjiang[866]. Les inquiétudes chinoises relatives au domaine des

[862] BBC, *Vietnam's drugs and Aids epidemic*, 09-06-00.
[863] Far Eastern Economic Review, *Hanoi's new scourge: Growing heroin trade reaches high levels of government*, Keenan F., 06-02-97.
[864] South China Morning Post, *'Crazy' drug surfaces in Hanoi*, 12-01-00.
[865] Comme nous l'avons vu à propos des routes du narcotrafic en Chine, et selon les travaux du docteur Beyrer : Beyrer C. (*et al.*), 2000, *Op. cit.*
[866] Xinhua, *"China Concerned About Drug Situation in Central Asia": Official*, 19-07-00 : déclarations de Wang Qianrong, du *Narcotics Control Bureau* du ministère de la Sécurité publique chinoise.

narcotiques dans cette région se font d'ailleurs l'écho de celles qui concernent d'une part l'exportation du terrorisme islamique (« talibanisation ») et, d'autre part mais de façon liée, le renforcement du nationalisme ouighour[867]. Il faut mentionner ici que le nationalisme ouighour possède effectivement le potentiel d'utiliser des affinités religieuses et culturelles comme celui d'être exploité par les mouvements islamiques et, ou, ethniques qui menacent de déstabiliser l'Asie centrale. Et le phénomène croissant de la consommation d'opiacés dans le Xinjiang est principalement le fait des Ouighour dont la marginalisation par le pouvoir central chinois exacerbe les divers sentiments de frustration,[868] encore aggravés par l'épidémie de VIH qui les atteints tout particulièrement. Le Xinjiang est en effet la deuxième province la plus touchée par le VIH, après le Yunnan[869].

Les républiques indépendantes d'Asie centrale sont bien sûr aussi touchées par la consommation de drogues et, compte tenu de l'émergence récente des nouveaux itinéraires du narcotrafic qui y a pris place, la toxicomanie y augmente rapidement même si les statistiques officielles concernant la consommation sont très peu fiables[870]. Le cas du Tadjikistan où, selon l'ambassadeur du pays auprès des Nations unies, Rashid Alimov donc, le nombre de consommateurs d'opiacés a augmenté de 50 % entre 1998 et 1999, peut illustrer à lui tout seul l'étendue du phénomène dans la région. Rashid Alimov, qui parle d'un

---

[867] Voir par exemple l'article de Rifaat Hussain : News, *Chinese concerns about Afghanistan*, 09-07-00. La réunion du groupe des *Shanghai Five* (avec la déclaration de Douchanbe portant sur la création d'un centre antiterroriste à Bichkek) comme les discussions sino-russes de juillet 2000 avaient justement comme objectif partiel de discuter des modalités de lutte contre le terrorisme religieux et ethnique en Asie centrale, ainsi que contre l'explosion du narcotrafic et de la consommation de drogues qui financent par exemple des groupes comme le *Islamic Movement of Uzbekistan* (IMU) de Juma Namangani (Ahmed Rashid : divers articles et communications personnelles).

[868] Le Xinjiang est, depuis l'indépendance des républiques d'Asie centrale en 1991, la seule région d'Asie centrale turco-musulmane qui ne soit pas indépendante. L'accès à l'indépendance des républiques ex-soviétiques n'a bien sûr pas manqué d'inquiéter le pouvoir central chinois qui a accentué sa répression, particulièrement violente, du séparatisme et du nationalisme ouighour dans le Xinjiang. L'avènement des *taliban* en Afghanistan et l'explosion de la production d'opium en 1999, ainsi que les évènements de Batken la même année, ont encore accentué les tensions dans le Xinjiang : voir par exemple : Rudelson J. B.-A., 2000, *Uyghur "Separatism": China's Policies in Xinjiang Fuel Unrest*, in Central Asia - Caucasus Analyst, 16-02-00 ; 2000 b, *Op. cit.* (également, du même auteur : *Oasis Identities : Uyghur Nationalism Along China Silk Roads*, 1997, Colombia University Press), et Rashid A., 2000, *China Forced to Expand Role in Central Asia*, in Central Asia - Caucasus Analyst, 19-06-00. Quant à l'ouverture frontalière avec le Kazakhstan par exemple (et, depuis, 1998), elle a permis à plus de réfugiés ouighour de fuir le Xinjiang et la répression chinoise comme d'ailleurs à l'héroïne du Triangle d'Or d'atteindre encore plus facilement Almaty, Astana, la Russie et, finalement, l'Europe : Beyrer (*et al.*), 2000, *Op. cit.* ; Levinsson C., Svanberg I., 2000, *Op. cit.*

[869] Seytoff A.A., 2000, *Aids Epidemic Among Xinjiang's Uyghurs*, in Central Asia - Caucasus Analyst, 05-07-00.

[870] Il y aurait, au Kazakhstan, 23 000 personnes officiellement enregistrées comme consommatrices de drogues, et 12 000 en Ouzbékistan : Eggleston R., 1998, *Central Asia: Region Tries to Deal With Narcotics Problem*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 22-04-98.

« tsunami d'opium » au Tadjikistan, déclare également que le narcotrafic a augmenté de plus de 250 % au cours de l'année 1999, ce qui laisse présager du potentiel de croissance du nombre de consommateurs dans un tel contexte d'offre[871]. Ce sont déjà quelque 3 000 consommateurs qui seraient enregistrés auprès des services de santé tadjiks en 1999, âgés pour les deux-tiers d'entre eux de moins de trente ans[872].

Mais c'est en fait toute l'Asie centrale qui, à l'instar du Caucase et de la Russie, est concernée par une très importante augmentation de la consommation de drogues et surtout d'opiacés (carte 17). Ainsi, et à titre d'exemple, dans la ville kazakhe de Temirtau, à plus de 1 000 kms de la frontière afghane, une personne sur dix de moins de trente ans s'injecterait de l'héroïne par voie intraveineuse. Ainsi, dans ce qui est désormais la ville du pays où les séropositifs sont le plus nombreux, le premier cas de VIH a été détecté en 1996[873]. Après le Tadjikistan et au-delà du Kazakhstan, sur la nouvelle voie royale du narcotrafic en provenance d'Afghanistan, en Russie, le phénomène de la consommation de drogue et l'addiction qui l'accompagne augmentent aussi rapidement, le nombre de consommateurs d'héroïne ayant été multiplié par 4,5 entre 1998 et 1999. Ce sont ainsi plus de 3 millions de personnes qui sont concernées par l'addiction à diverses drogues (autres que l'alcool bien sûr) en 2000 en Russie[874]. A Irkoutsk par exemple, en Sibérie, on observe depuis 1999 une explosion de la consommation d'héroïne, pratique inconnue avant 1998. Là comme ailleurs, que ce soit dans les villes minières de Bodaibo et de Mama, très isolées, dans le port de Ust-Kust, ou dans le centre manufacturier de Bratsk, par exemple, l'équation, héroïne – prostitution – VIH fait des ravages parmi la population. Et si la région d'Irkourstk connaissait certes l'usage de l'opium et sa toxicomanie associée depuis déjà de nombreuses années, ce n'est toutefois que depuis 1998 que l'héroïne, d'origine afghane et trafiquée surtout par des Tadjiks, y a fait son apparition et commence à y supplanter l'opium, provoquant l'alarme des services sanitaires et sociaux comme du responsable du programme de lutte contre le sida des

[871] Central Asia – Caucasus Institute Forum Summary: *Drugs, A Threat to Central Asian Security*, 15-03-00.
[872] Recknagel C., Gorgin A., 2000, *Afghanistan: Iran And Other Neighbors Face Growing Drug Problems*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 26-06-00 ; BBC, *Tajikistan's battle with addiction*, 06-06-00.
[873] BBCU, *Central Asia's battle with drugs*, 11-11-99. Temirtau, à quelque 180 kms au sud d'Astana, est localisée sur l'axe routier kazakh majeur, et sa population, durement touchée par le chômage qui a suivi l'indépendance, est donc particulièrement encline au développement de la toxicomanie.
[874] Voir par exemple : New York Times, *Russian Vigilantes Fight Drug Dealers*, 04-03-00 ; Vielmini F., 2001, *Russie : heroine, sécurité nationale et politique en Asie centrale*, in Drogues : Trafic international, février 2001, N° 1.

Nations unies, Arkaduisz Majszyk[875]. Irkoutsk serait ainsi désormais la seconde ville la plus touchée par l'épidémie de VIH en Russie, après Moscou, soulignant encore une fois la très forte corrélation existant entre les axes de diffusion du narcotrafic et ceux de la propagation du virus[876]. En 2000, le Conseil de sécurité russe a alors déclaré le trafic et la consommation de drogue comme constituant une menace majeure à la sécurité nationale russe, en insistant sur la dimension extérieure de la menace : en effet, en l'espace de cinq ans, ce sont des narcotrafiquants de quelque 80 nationalités différentes qui ont été arrêtés sur le territoire russe[877].

Il apparaît donc que les périphéries respectives du Triangle et du Croissant d'Or sont particulièrement concernées par l'émergence et l'explosion récentes du phénomène de consommation des drogues produites dans les deux espaces. Les axes du narcotrafic véhiculent en effet à l'évidence un phénomène de consommation dont l'augmentation semble se faire à la mesure de celle du trafic. L'expansion du Triangle d'Or et du Croissant d'Or dans leurs périphéries respectives ne s'est pas faite comme il a parfois été prévu, les zones de productions étant restées principalement confinées aux pays constitutifs des deux espaces, et le doublement de la production afghane en 1999 ayant même plus témoigné d'un potentiel de concentration que de diffusion. L'expansion s'est faite certes, mais par l'émergence de nouveaux axes du narcotrafic, en Asie centrale, en Inde ou en Chine par exemple, et selon des proportions qui évoluent encore à la fin des années 1990 et ne sont pas connues avec exactitude. L'autre dimension de cette expansion est celle de la consommation qui, contre toute attente des autorités locales, a réapparu en Chine, et s'est déclarée dans toute l'Asie du Sud-Est et l'Asie centrale. L'apparition, et, ou, la réapparition de la consommation d'opiacés et de drogues de synthèse dans le Triangle d'Or, le Croissant d'Or et les périphéries, ont alors des impacts et des conséquences sur le développement des Etats concernés et de leurs sociétés comme sur les dynamiques mêmes de la production et du trafic de drogues.

---

[875] 40 % des prostituées de la région, selon les chiffres disponibles, seraient séropositives et consommeraient bien sûr fréquemment de la drogue dont de l'héroïne. Quant aux estimations concernant la population séropositive et, ou, héroïnomane, les statistiques existantes dans la région d'Irkoutsk ne sont pas encore disponibles, même si certaines extrapolations (*guesstimates*) permettent de penser qu'environ 90 % des héroïnomanes sont séropositifs : New York Times, *Heroin Carries AIDS to a Region in Siberia*, 24-04-00.

[876] BBC, *Asia's burgeoning Aids epidemic*, 30-11-00 ; Foley K.P., 2001, *Central Asia; Expert Fears HIV Epidemic*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 15-03-01.

[877] Associated Press, *Rising Drug Addiction Worries Russia*, 29-11-00 ; Itar-Tass, *Security council head sees drugs as threat to Russia security*, 29-11-00 ; *Russia records over 200,000 drug crimes over ten months*, 29-11-00.

2.3.3. Impacts et conséquences de la consommation : de l'explosion récente de l'épidémie du VIH/sida

La consommation de drogue dans les pays producteurs comme dans ceux de transit a des effets divers et variés sur le fonctionnement des sociétés concernées et sur celui de leurs Etats. L'impact de la consommation d'opium et d'héroïne sur une population donnée est bien sûr d'abord sanitaire. La santé publique du pays est menacée par l'augmentation de la consommation d'opium et encore plus par celle d'héroïne, surtout lorsque celle-ci est administrée par voie intraveineuse et qu'elle peut donc constituer un vecteur de la diffusion du VIH / sida[878]. Ainsi, dans le cas de l'Asie et à la différence notoire du mode initial de propagation de la pandémie dans le reste du monde, l'infection progresse dans un premier temps parmi les consommateurs de drogue par voie intraveineuse[879], avant de se transmettre bien sûr au milieu de la prostitution et enfin seulement à toutes les couches de la population et d'atteindre le plus grand nombre d'individus[880]. Aussi l'Asie est-elle en 2000 la deuxième région du monde la plus touchée par la pandémie, et celle où elle progresse le plus vite, et un cinquième du total des infections contractées en Asie l'a été au cours de la seule année 1999[881]. On l'aura compris, au-delà des considérations de santé publique générales, la consommation d'héroïne et de méthamphétamine par voie intraveineuse (puisque celle-ci s'injecte aussi de plus en plus couramment) pose le problème de la diffusion simultanée du VIH. Dans les pays asiatiques ici étudiés le phénomène est encore accentué par le fait que les méthodes de protection contre la contraction du virus par voie sexuelle sont très faiblement suivies par leurs populations. En effet, l'usage du préservatif est partout très limité, et encore plus spécifiquement dans les terres d'Islam, alors qu'il existe une très importante prostitution

[878] Le sida, syndrome de l'immunodéficience humaine, est causé à la suite d'une infection par le virus de l'immunodéficience humaine, ou VIH.
[879] Ainsi, selon les déclarations des responsables des services de santé des différents Etats d'Asie centrale, réunis à Almaty en mai 2001 lors de la conférence *HIV/AIDS/STI Central Asian Initiative*, au Kazakhstan ce sont 85 % des nouveaux cas d'infection par le VIH de ces dernières années qui sont imputables à l'injection intraveineuse d'héroïne, et 71 % d'entre eux en Ouzbékistan : Eurasia Insight, *Central Asia Has Unique Opportunity to Prevent AIDS Epidemic*, 21-05-01.
[880] UNAIDS, 2000, *Report on the Global HIV/AIDS Epidemic*, Genève, UNAIDS, juin 2000 ; Beyrer C., 2000, *Accelerating and Disseminating across Asia*, The Washington Quaterly, Winter 2001, Vol. 24 N° 1, pp. 211-225.
[881] *Ibidem*.

sur le continent, particulièrement en Asie du Sud-Est, et notamment en Thaïlande, où, certes, à l'instar de l'Inde, ce type de protection est assez largement utilisé[882].

Le cas de la Chine, par exemple, a montré que les autorités n'ont reconnu l'existence de l'épidémie que très tardivement, celle-ci étant, comme le narcotrafic, un mal occidental qui pouvait ni atteindre ni concerner la Chine[883]. La consommation de drogue était en effet censée y avoir disparu depuis les années 1950, et les maladies sexuellement transmissibles (MST) depuis 1964. Le sida était donc un mal étranger, une menace externe, et, en 1988, une publication officielle chinoise mentionnait certes la transmission par voie intraveineuse mais remarquait que, compte tenu de l'inexistence (affirmée au moins) de la consommation de drogues en Chine, la diffusion du VIH y donc nécessairement était inconnue. Si la relation entre toxicomanie et diffusion du virus se vérifiait aisément, le temps que les autorités chinoises ont mis à reconnaître la résurgence d'un phénomène narcotique a néanmoins permis au virus de se propager dans tout le pays, à partir du Yunnan qui, en septembre 1990, réunissait 90 % des séropositifs du pays. L'ouverture du pays en 1978 avait certes permis la réapparition de la toxicomanie, mais elle avait également permis celle de la prostitution, autre mal censé avoir été banni de la Chine communiste et qui allait désormais servir de second vecteur à l'épidémie[884]. Dix millions, c'est l'estimation non officielle du nombre de séropositifs, qui sont actuellement entre 400 000 et un million, que la Chine devrait compter d'ici 2005, c'est-à-dire autant que de prostituées actuellement. Les autorités chinoises, qui

[882] Pasuk Phongpaichit, Sungsidh Piriyarangsan, Nualnoi Treerat, 1998, *Op. cit.*

[883] Fondamentalement, ce type de phénomène, que R.W. Lee III et S. MacDonald qualifient de « myopie politique », est le même que celui qui a existé dans l'ex Union soviétique et en Europe de l'Est, où les dirigeants communistes adhéraient de façon très rigoureuse à l'idéologie selon laquelle le narcotrafic illicite était l'apanage des sociétés capitalistes décadentes. En conséquence de ce parti pris des autorités politiques décisionnelles, la police, les responsables de la santé publique et les autorités financières ont souffert d'un manque total de préparation contre le fléau de la toxicomanie et de ses maux associés. Selon les auteurs, l'effort éducatif qui aurait pu et dû être réalisé dans les pays communistes de la sphère soviétique, a pâti d'une croyance selon laquelle toute propagande antidrogue serait contre-productive, et stimulerait en fait un phénomène de curiosité vis-à-vis des drogues. Il faut rappeler ici que cet état de fait prenait place dans une société qui consommait beaucoup d'alcool, en l'occurrence de la vodka, et que l'accent était porté sur cette consommation en particulier et au détriment de celle des narcotiques illicites. On estime même que la campagne antialcool initiée par M. Gorbatchev de 1985 à 1987 a eu pour effet pervers de stimuler le recours croissant de la population aux narcotiques : selon le ministère de la Santé soviétique, entre 1985 et 1990, le nombre de toxicomanes aurait ainsi augmenté de plus de 70 % : Lee III R.W, MacDonald S., 1994, *Drugs in Post-Communist Societies* : 187, 194.

[884] Zhou Yongming, 1999, *Op. cit.* : 118-122, plus communications personnelles.

n'ont recensé qu'environ 17 000 cas de VIH depuis l'officialisation du premier, en 1985, ont reconnu une augmentation des cas de 41 % en 1998[885].

La diffusion du VIH est donc un impact majeur, et moderne, de la consommation d'héroïne et c'est précisément cette relation de fait entre les deux phénomènes qui a amené le *Southeast Asia Information Network* et le docteur en médecine C. Beyrer à pouvoir confirmer, grâce à une souche très particulière du virus (recombinaison B/C, atteignant 100 % des séropositifs d'Urumchi), que l'héroïne consommée au Xinjiang provenait en grande majorité du Triangle d'Or, et qu'elle était même exportée jusqu'au Kazakhstan[886]. Ainsi, au Xinjiang, où aucun séropositif n'avait été détecté en 1995, un quart des toxicomanes l'était en 1996, faisant de la province, où la grande majorité de la population atteinte est ouighour, la deuxième la plus touchée du pays après le Yunnan[887].

L'Asie du Sud-Est, à l'instar de l'Asie centrale et du Sud[888], est bien sûr également touchée, la Thaïlande, la Birmanie et le Cambodge comptant officiellement entre 1 et 2,4 % de leurs populations respectives comme étant séropositives. En 1994, l'OMS a par exemple aidé le programme national birman de lutte contre le VIH à réaliser une étude de laquelle il est ressorti que le taux d'infection des toxicomanes par le virus y est parmi les plus élevés au monde. En effet, 74 % des toxicomanes de Rangoun étaient alors séropositifs, 84 % de ceux de Mandalay et 91 % de ceux de Myitkyina. En Birmanie, on peut donc observer que les taux augmentent selon un gradient sud-nord qui révèle la proximité des régions de production et des itinéraires majeurs du trafic. Si l'OMS et l'ONU ont estimé la population séropositive en Birmanie à au moins 440 000 personnes en 1999, les autorités birmanes, elles, avancent le chiffre maximum de 21 500 individus contaminés[889]. Quant au Laos, avec 0,01 % de séropositifs, il apparaît être beaucoup moins atteint, la consommation d'héroïne et la

[885] BBC, *Aids spreads in China*, 14-07-00 ; Associated Press, *AIDS Cases Rise in China*, 29-03-00. Parmi les autorités chinoises, certaines personnes estiment que prôner l'utilisation des préservatifs reviendrait à provoquer et cautionner une dissolution des mœurs profondément amorale. C'est donc la chasteté, beaucoup plus que l'emploi du préservatif qui est principalement recommandée dans le cadre de la lutte contre le VIH : New York Times, *Scientists Warn of Inaction as AIDS Spreads in China*, 02-08-00.
[886] SAIN, 1998, *Op. cit.* ; Beyrer J. (*et al.*), 2000, *Op. cit.*
[887] Seytoff, A.A., 2000, *Op. cit.*
[888] Voir par exemple, quant à la situation pakistanaise : Agence France Presse, *Drug abuse lights AIDS fuse in Pakistan*, 26-11-00 ; Frontier Post, *AIDS in Pakistan*, 02-12-99 ; Washington Post, *The Threat of the Needle*, 12-11-00.
[889] Earth Times, *The Burmese Connection: Heroin and AIDS*, 03-08-00 (Chelala C., Beyrer C.). Les estimations de l'ONU sont celles du docteur Piot, directeur de l'UNAIDS, et ont été confirmées par d'autres sources, dont le docteur Beyrer et l'organisation SAIN.

prostitution y étant certes moins répandues qu'en Birmanie et en Thaïlande. Le phénomène de diffusion de l'épidémie est tellement alarmant en Asie du Sud-Est que la Banque asiatique de développement a consacré plus de 8 millions de dollars à un plan d'action afin de ne pas mettre en danger les projets de développement économique de la région du Grand Mékong[890]. Les projets de construction d'infrastructures de communication sont en effet perçus par certains, et à juste raison, comme des moyens supplémentaires de diffusion de l'épidémie.

Mais les conséquences de la consommation de drogues se manifestent également sur le plan du développement économique et social des pays concernés, les effets de l'addiction d'une seule personne touchant aussi son environnement familial en grevant les ressources collectives. Et les dépenses de santé qui doivent être consacrées par un pays à la lutte contre l'augmentation de la consommation s'ajoutent également aux pertes économiques directes que représente le déficit de main d'œuvre et de productivité généré par l'addiction d'une partie de la population. La violence aussi fait bien sûr son apparition dans la société, dans le cadre de la consommation d'héroïne et même de méthamphétamine, et dans celui du narcotrafic que la première entretient. Les Etats doivent donc faire face à une menace sécuritaire intérieure à laquelle s'ajoute celle, plus importante selon les cas de figure, de la sécurité extérieure. Les cas de la frontière occidentale de la Thaïlande et des multiples incursions et accrochages armés, du développement rapide du phénomène terroriste en Asie centrale et du nationalisme séparatiste au Xinjiang, sont tous liés, directement ou indirectement à l'augmentation du narcotrafic dans les différentes régions. Le coût financier, humain et matériel auquel doit faire face l'Iran dans sa stratégie de lutte antidrogue est probablement l'exemple le plus probant de l'importance des dépenses sécuritaires que le trafic et la consommation de drogues impliquent de la part d'un Etat.

Enfin, la conséquence qui est peut-être la plus intéressante dans le cadre d'une analyse des facteurs d'émergence des espaces illicites de production de drogues, est celle des facteurs *push and pull*, c'est-à-dire celle de la rétroactivité qui existe entre production, trafic et consommation. L'existence de la toxicomanie est en effet en soi une raison, une stimulation pour les trafiquants de pousser à la production de matières premières qu'ils transformeront et expédieront vers ces marchés de consommation. La production de drogues, bien sûr, n'est

[890] Reuters, *Myanmar, Cambodia face huge AIDS problem*, 12-11-98 ; *AIDS seen threatening Mekong growth plan*, 01-07-99.

rentable que dans la mesure où il existe un marché de consommation suffisamment important. Et la rentabilité est encore accentuée lorsque les marchés de consommation sont localisés à proximité des espaces de production et le long des routes d'exportation. L'exemple des nouveaux itinéraires du trafic qui ont été développés en Asie centrale, dans des espaces qui ne connaissaient qu'une faible consommation d'opiacés, montre bien que le narcotrafic a le potentiel de créer de nouvelles aires de consommation qui entretiendront ensuite la production et les flux. Et, d'une façon similaire, l'explosion de la consommation de méthamphétamine en Thaïlande montre l'importance croissante que prennent les marchés de consommation locaux dans les régions productrices du Sud qui peuvent désormais destiner leurs produits à ces marchés locaux. La conséquence majeure de la consommation de drogues, elle-même déjà la conséquence du trafic, est d'entretenir et de justifier le maintien et l'augmentation des flux. La consommation est bien sûr le stimulant majeur du développement du trafic et de la production, en même temps qu'elle est entretenue par ceux-ci.

Conclusion

La consommation de drogues dans les pays du Sud augmente de façon très importante depuis la décennie 1980 et tout particulièrement depuis les années 1990. Le rôle de producteurs auquel ces pays du Sud pouvaient sembler avoir été confinés pendant les décennies caractérisées par la consommation de cocaïne et d'héroïne en Occident est désormais remis en question par l'apparition d'un marché mondial de consommation. Certes, les espaces de production du Triangle d'Or et du Croissant d'Or sont également devenus des espaces de consommation des drogues produites localement, mais leurs acteurs engagés dans le trafic ont également diffusé les pratiques de consommation dans leurs périphéries proches ou éloignées. Ainsi, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud-Ouest et du Sud, l'Asie centrale, la Chine et la Russie, le Caucase et l'Europe de l'Est connaissent une forte tendance à la hausse de la consommation d'héroïne et de drogues de synthèse de type ATS.

Mais la nouveauté réside aussi dans la création et l'exploitation par certains acteurs de la production de nouveaux marchés de consommation locaux. Ainsi, la consommation de *yaa baa* d'origine birmane en Thaïlande, mais aussi au Laos, au Vietnam et en Chine représente

l'un des tout derniers développements dans l'évolution des dynamiques du marché des drogues en Asie. Le Triangle d'Or, d'un espace de production illicite spécialisé dont les produits étaient principalement destinés au marché occidental, se diversifie et se reconvertit en centre de production visant un marché local et régional. Mais l'expansion de la consommation en Asie centrale, en Chine et en Thaïlande par exemple a aussi permis et provoqué la diffusion du VIH. Lors de la décennie 1990, la consommation de drogues est donc devenue l'objet de considérations sécuritaires et sanitaires majeures dans les régions concernées, et tend à rompre la division classique qui existait entre régions productrices et consommatrices.

Quant aux régions de production, si elles ne se sont pas étendues comme on aurait pu le croire aux périphéries du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, mais qu'elles ont plutôt connu une tendance à la concentration, comme en Afghanistan, ou à la diversification, comme Birmanie, les itinéraires du narcotrafic, eux, se sont clairement multipliés et complexifiés au cours des décennies 1980 et 1990. Ainsi, l'ouverture de la Chine, l'accès à l'indépendance des républiques d'Asie centrale, l'ouverture et, ou, la réouverture de routes commerciales et stratégiques par le narcotrafic ont permis et généré la diffusion du phénomène narcotique en Asie, comme les cas de la Chine et de la Russie ont par exemple pu le montrer. La multiplication de ces axes du trafic s'est faite en même temps que l'expansion des aires de consommation, le trafic ayant développé une consommation qui a ensuite pu entretenir ses propres flux. L'explosion de la consommation dans les pays du Sud, et avec elle celle de l'épidémie de VIH, est, avec la multiplication et la complexification des itinéraires du narcotrafic, le phénomène nouveau de la fin du XX^{e} et du début XXI^{e} siècle.

III. Géopolitique des territoires de l'opium

3.1. Le territoire entre opium et Etat

3.1.1. Triangle d'Or et Croissant d'Or : ensembles spatiaux, niches écologiques, et frontières

3.1.1.1. Triangle d'Or et Croissant d'Or : des superpositions d'ensembles spatiaux multiples

L'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud-Ouest sont caractérisées, au même titre que d'autres régions mais peut-être de façon plus significative, par l'imbrication et la superposition d'ensembles spatiaux multiples et variés[891] : des ensembles spatialement délimités et de tailles différentes qui peuvent être définis et caractérisés par différentes variables, qu'elles soient physiques, économiques, culturelles, sociales, linguistiques, politiques, ou encore territoriales.

En effet, si l'on considère le cas de l'Asie du Sud-Est continentale, et plus spécifiquement les hautes terres de l'éventail nord-indochinois, le phénomène apparaît de façon très nette et dans toute sa complexité. Ici, une approche multiscalaire permet de distinguer une multitude d'aires ethniques, nationales, étatiques, religieuses et linguistiques dont l'enchevêtrement, l'imbrication et la superposition déterminent une richesse et une complexité quasi inégalées dans le reste du monde. Rappelons que Georges Condominas caractérise ainsi la cartographie ethnolinguistique de

[891] C'est à travers le jeu multiscalaire et diachronique de l'approche géographique qu'Yves Lacoste a, dans sa thèse publiée en partie, en 1984 (sous le titre d'*Unité et diversité du Tiers Monde : Des représentations planétaires aux stratégies sur le terrain*) analysé l'espace, ses différents temps et ses acteurs. Il définit ainsi cette *méthode qui permet de rendre compte efficacement de la diversité du tiers monde (et du monde)* et qui *est fondée, d'abord, sur l'observation des intersections des multiples ensembles spatiaux que l'on peut former par la pensée* [p. 106]. Ce sont ces *différents ensembles spatiaux dont il faut envisager les relations spatiales les uns par rapport aux autres - inclusion, exclusion, coïncidence, intersection – pour rendre compte de l'extrême diversité des configurations géographiques qui sont de dimensions très dissemblables…* [p. 159]. Alors, *on peut dire que les intersections d'ensembles de relativement petites dimensions sont surdéterminées par des intersections d'ensembles de plus grandes dimensions que l'on appréhende à un degré plus poussé d'abstraction…* [p. 167] ; et *c'est en examinant successivement les configurations d'ensembles à différents niveaux d'analyse que l'on pourra établir différents niveaux de surdétermination, chacun d'eux apportant une partie de l'explication, éclairant une partie des potentialités et des risques*. [p. 168].

l'Asie du Sud-Est de « tableau tachiste » (carte 6)[892]. Et l'Asie du Sud-Ouest, qui est également caractérisée par la grande complexité et richesse de la répartition spatiale de ses différentes composantes de population, a pareillement marqué les esprits de ses plus grands connaisseurs, qu'il s'agisse de Pierre Centlivres et de Micheline Centlivres-Demont, ou encore de Louis Dupree. C'est ce dernier qui a exprimé la façon dont les populations afghanes rivalisent en variété ethnique, linguistique et physique avec celle de sa topographie (carte 7)[893]. Mais la confrontation de la carte ethnolinguistique à celle du relief, qui reste encore éminemment problématique et controversée en Afghanistan[894], a donné lieu à des remarques et questionnements similaires en Asie du Sud-Est, où elle a *fait ressortir immédiatement une des caractéristiques essentielles de son peuplement : l'opposition entre les basses terres, domaine des grandes civilisations et des fortes densités, et les hautes terres, peu peuplées par des groupes ethniques éparpillés et d'une grande hétérogénéité*[895].

En Asie du Sud-Est continentale, les principaux ensembles spatiaux qui nous intéressent ici peuvent être répartis de façon thématique et multiscalaire[896]. Il est important dans le cadre d'une telle approche, et selon les mots d'Yves Lacoste, *de classer par ordre de grandeur les multiples ensembles de toutes tailles qu'il faut prendre en compte… et de représenter ces différents ordres (du local au planétaire) comme une série de plans superposés*[897]. En procédant ici du planétaire au local, nous distinguons d'abord l'ensemble continental asiatique qui englobe tous les autres et conserve sa pertinence dès lors que l'on y reconnaît la primauté mondiale de la production et de la consommation d'opiacés. Vient ensuite, la région du sud-est asiatique et, plus spécifiquement, sa partie continentale qui englobe cinq à six Etats selon que l'on accepte la Malaysia comme un Etat insulaire ou continental. C'est au sein de chacun des trois Etats auxquels nous nous intéressons ici, la Birmanie, le Laos et la Thaïlande, que l'on trouve les ensembles spatiaux parmi les plus

[892] *En fait l'Asie du Sud-Est présente sur ce plan la plus grande diversité ethnique que l'on puisse rencontrer dans le monde*, écrivent ensemble les auteurs de l'avant-propos d'un numéro d'Etudes rurales consacré à l'Asie du Sud-Est : Barrau J., Bernot L., Chiva I., Condominas G., 1974, *Op. cit.* : 10.
[893] Dupree L., 1980, *Op. cit.* : 55 : *Afghanistan's people rival the topography in ethnic, linguistic and physical variety*.
[894] Les cartes ethno-linguistiques de l'Afghanistan sont nombreuses et ne semblent toutefois toujours pas satisfaire la communauté des spécialistes. Ce sont en fait tout autant les procédés de représentation cartographique choisis que la définition préalable des groupes ethniques qui posent problème, en Asie du Sud-Ouest comme du Sud-Est d'ailleurs. Voir à ce sujet les ouvrages de Barth F. (ed.) (1969, *Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference*) ; de Amselle J.-L. et M'Bokolo E. (1985, *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*) ; et le texte de Centlivres P. (1988, *Groupes ethniques : de l'hétérogénéité d'un concept aux ambiguïtés de la représentation*, in Centlivres P., 1988, *Op. cit.*).
[895] Barrau J., Bernot L., Chiva I., Condominas G., 1974, *Op. cit.* : 10.
[896] Voir : Chouvy P.A., 1996, *Géopolitiques de l'intégration dans l'espace polyethnique et interétatique du Triangle d'Or*, Mémoire de Maîtrise de Géographie, Aix-en-Provence ; 1997, *Des plantes magiques au développement économique : le recours à l'économie de la drogue dans les pays du Sud*, mémoire de D.E.A. de Géographie, Paris.
[897] Lacoste Y., 1993, *Dictionnaire de géopolitique* : *Préambule*.

nombreux et les plus variés. Ceux-ci relèvent de catégorisations nationales ou citoyennes (Birmans (*Burmese*), Thaïlandais, Laotiens, Chinois d'outre-mer) ; ethniques ou ethnolinguistiques (Palaung-Wa pour les austro-asiatiques, Shan, Lao et Thaï pour le groupe taï-kadaï, Hmong pour les miao-yao, Akha, Lisu et Birman (*Burman*) pour les tibéto-birmans, eux-mêmes partie, avec les Karen, des sino-tibétains) ; religieuses (animisme, bouddhisme, brahmanisme, christianisme, islam) ; ou encore économiques (niveaux de développement, ressources naturelles, industrialisation, structures agraires), démographiques (faibles et fortes densités et croissances) et sociales (modes de production, structures sociales, représentations territoriales et identitaires).

Ces ensembles spatiaux sont superposés les uns aux autres et forment en certains endroits un terrain propice au recours à l'économie de la drogue. En effet, il est un ensemble spatial que nous n'avons pas encore nommé en tant que tel bien qu'il soit l'objet spécifique de notre étude et qu'il soit superposé à tous les autres. Le Triangle d'Or, cet espace altitudinal, marginal, polyethnique et interétatique, est avant tout un espace de production illégale, un espace de culture répandue et pérennisée - mais somme toute récente - de pavot à opium. Il est surimposé à cette multitude d'ensembles spatiaux divers dont la réunion, la conjonction et même l'opposition font la nature et la spécificité. Il est cet espace dont l'unité est caractérisée et déterminée par une diversité prodigieuse, ce lieu d'intersection, de transition et de passage, de migration. Le Triangle d'Or est tout autant lieu de rencontre que de division, il est composé d'autant d'ensembles spatiaux que de discontinuités spatiales qui les délimitent ou les marquent, lesquelles sont autant de fronts et de frontières.

Outre la multiplicité de la superposition des ensembles spatiaux qui caractérise l'Asie du Sud-Est continentale en général et le Triangle d'Or en particulier, l'inadéquation de la superposition de ces ensembles entre eux, leur discordance, se présente comme le problème majeur de la région et permet d'appréhender la réalité spécifique du Triangle d'Or. Des trois pays constitutifs du Triangle d'Or, la Birmanie, le Laos et la Thaïlande, aucun ne possède cette superposition aboutie et primordiale des ensembles spatiaux étatique et national qui permet d'obtenir un Etat-nation. Les situations politico-territoriales des trois Etats, avec les revendications identitaires et territoriales de leurs populations frontalières, illustrent de façon significative le cas de ces *Etats non-nationaux* [qui] *sont en effet assimilables à des systèmes spatiaux hétérogènes, et de ce fait, spatialement différenciés*[898].

[898] Foucher M., 1991, *Op. cit.* : 301.

Le cas du Croissant d'Or est schématiquement comparable à celui de l'Asie du Sud-Est. Certes, les spécificités n'y sont pas les mêmes, qu'il s'agisse des données physiques, ethniques, linguistiques ou religieuses. Mais, nous l'avons dit, la richesse et la diversité des populations rappellent celle du sud-est asiatique, au même titre que son relief pour le moins tourmenté, même si les oppositions y sont moins marquées entre plaines et montagnes. Là aussi, une multiplicité d'ensembles spatiaux distincts et superposés les uns aux autres forme la structure spatiale sous-jacente de l'espace de production illégale du Croissant d'Or.

Qu'il s'agisse de l'Afghanistan, du Pakistan ou de l'Iran, le modèle unitaire de l'Etat-nation n'est pas réalisé et les frontières étatiques sont chevauchées par nombre d'ensembles spatiaux qui nient leur existence et légitimité même. Ici, comme en Asie du Sud-Est, nombreuses sont les populations qui, nomades de surcroît, se sont vues divisées par l'imposition de frontières étatiques issues d'une modernité qui était restée inaccessible pour la grande majorité d'entre eux. Ainsi des Hmong et des Pachtoun ghilzaï[899] par exemple, dont le mode de vie même a été profondément et brutalement remis en question par la surimposition à leurs espaces sociaux[900] respectifs du cadre territorial des Etats modernes d'Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest. D'autres, sédentaires ou sédentarisés, comme les Shan et divers Pachtoun[901] des frontières birmano-thaïlandaise et afghano-

[899] Lesquels, Sulaiman Khel Ghilzaï (Ghazni) et Ahmadzaï Ghilzaï (Logar et Paktya) par exemple, effectuaient régulièrement leurs migrations de part et d'autre de la ligne Durand avant sa fermeture en 1961, à l'instar des *powindah* dont nous avons déjà décrit la situation. Voir Dupree L., 1980, *Op. cit.* : 169-170. La frontière afghane orientale, d'abord afghano-indo-britannique puis afghano-pakistanaise, a cette particularité d'avoir été tracée entre les terres d'hiver et d'été des nomades pachtoun. C'est donc la frontière, à travers sa définition, son tracé et son imposition, qui a modifié la nature des échanges traditionnels subitement caractérisés de contrebande. Celle-ci, qui n'était pendant longtemps que commerce légitime, n'est en somme que le résultat de l'imposition arbitraire de frontières internationales par les acteurs étatiques allogènes (en l'occurrence britanniques et russes) et du changement de règles juridico-économiques que cela a impliqué (la même chose est bien entendu vraie des échanges commerciaux des hautes terres de l'éventail nord indochinois) : *What is now called smuggling was normal among the Pashtun nomads of eastern Afghanistan for many generations* : Canfield R.L., 1986, *Ethnic, Regional, and Sectarian Alignments in Afghanistan* : 97. Ainsi, selon un Afridi pakistanais de la NWFP : *You might call what we do smuggling. But to us, it's just trade* : Edwards M. E., Baumann J.B., 1977, *An Eye for an eye: Pakistan's Wild Frontier*, in National Geographic, January 1977 : 122. Et comme M.Z. Ispahani (1989, *Op. cit.*) l'exprime avec justesse : *A road through tribal territory is much more than an avenue of mobility. Here the laws of the state intersect with the laws of the tribe* : 141.

[900] L'espace social est un *espace de relations regroupant des unités socio-politiques de même nature au sein d'une unité de peuplement qui constitue le cadre de référence commun de ces groupes comme des individus qu'ils rassemblent, espace doté d'une dynamique sociale propre associant relations de compétition et de coopération qui permettent à chacune de ces unités de se reproduire en situation par rapport aux autres* : Taillard C., cité par Condominas G., *in* : Condominas G., 1980, *L'espace social à propos de l'Asie du Sud-Est* : 63.

[901] Les Pachtoun, désormais répartis de part et d'autre de la frontière afghano-pakistanaise, ou plutôt divisés par celle-ci, font montre d'un large éventail de modes de vies, depuis celui du citadin à celui du nomade : *Among the Afghan Pushtuns there is a large range in culture all the way from sophisticated, highly educated urban dwellers to tent-dwelling nomads who plant a few crops before going off on their seasonal migrations… Members of some tribes have*

pakistanaise ont vu leurs territoires ethnolinguistiques divisés et leurs allégeances traditionnelles remaniées au profit des Etats modernes.

A l'instar du Triangle d'Or, le Croissant d'Or est surimposé aux territoires que trois Etats avaient précédemment imposés aux populations locales. C'est en effet entre autres le Pachtounistan rêvé des Pachtoun (carte 24) et le Kalat, ou Baloutchistan, perdu des Baloutche qui, divisés entre l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan mais toujours incontrôlés, fournissent la colonne vertébrale des structures spatiales de l'économie de la drogue dans la région. En effet, c'est autour de ces régions frontalières et mal contrôlées que s'organisent les productions d'opium, qu'elles soient pakistanaises ou afghanes, tout comme le trafic, que celui-ci passe par le Baloutchistan iranien ou pakistanais. La structuration des zones de production et des axes du trafic par les frontières est un phénomène qui existe de façon très similaire dans les deux espaces de production du Triangle d'Or et du Croissant d'Or.

Les deux régions ont en commun le fait d'avoir bénéficié de l'intersection d'ensembles spatiaux multiples à différentes échelles et de toutes les discontinuités que cela a impliqué. Si les émergences respectives des deux espaces ont pu procéder de ces structurations spatiales, leurs acteurs directs ont quant à eux su en exploiter les faiblesses inhérentes. Ces caractéristiques spatiales, qui sont autant de contraintes pour les autorités étatiques, ont été judicieusement exploitées par différents acteurs, qu'ils soient simples cultivateurs de pavot à opium, narcotrafiquants, rebelles autonomistes et, ou, communistes, ou tout cela à la fois. Les différents ensembles spatiaux qui, de façon entière ou partielle, composent le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, ainsi que ceux, plus vastes, dans lesquels les deux espaces sont englobés et dont ils sont partie intégrante, vont nous permettre d'appréhender les réalités passées, présentes et à venir de la narcoéconomie en Asie. Car en effet, comme le note de façon théorique J.-M. Hoerner, à propos de ce qu'il nomme des « territoires empilés », *cet empilement des espaces doit être considéré comme un emboîtement discordant, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas toujours correspondants. Par ailleurs, cet empilement doit également tenir compte des différents temps du monde : longs, quand les évolutions sont lentes et plus courts, lorsqu'il s'agit des temps de crise par exemple*[902].

---

settled on the land and are village-dwelling agriculturists although during the summer months they sometimes revert to their nomadic ways and live in tents outside the village : Wilber D.N., 1962, *Afghanistan* : 43.
Précisons d'autre part que les Shan ne composent que 40 à 50 % de la population de l'Etat shan et y constituent donc une minorité : Leach E., 1954, *Op. cit.*

[902] Hoerner J.-M., 1996, *Géopolitique des territoires. De l'espace approprié à la suprématie des Etats-Nations* : 11.

3.1.1.2. Les niches écologiques de production

Parmi ces multiples ensembles spatiaux figurent les niches écologiques qui, au sein du milieu écologique, permettent des mises en valeur et des exploitations particulières, notamment celles de la culture du pavot à opium et de sa commercialisation. Ces niches écologiques de production se situent ainsi, à travers les différentes activités que les sociétés développent, procèdent de la superposition de certins ensembles spatiaux du milieu physique et de certains espaces sociaux[903].

Le concept de niche écologique relève du domaine de l'écologie mais a également été largement employé dans le cadre de l'anthropologie, de la politologie ou de la géographie. Si le concept est empreint d'une notion très nette de localisation spatiale, il n'est pas synonyme de milieu écologique. Il en est en fait une composante puisque la niche écologique désigne autant la place que la fonction d'une espèce dans un écosystème donné : *En d'autres termes, la niche écologique d'une espèce serait dans un écosystème à la fois son habitat et sa fonction*[904]. Par extension donc, et au même titre qu'il a pu être question d'écologie sociale, la niche écologique peut également désigner la place d'un groupe, certes dans un milieu écologique donné, à travers son exploitation d'une niche de ce milieu, mais aussi, bien sûr, dans un système socio-politique et économique. L'occupation d'une niche écologique donnée par une population donnée peut donc être celle de la production d'opium par les Hmong par exemple, ou encore celle, différente mais liée, du commerce et transport qu'en ont fait les Haw[905].

La richesse et l'hétérogénéité des ensembles spatiaux qui constituent le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, et surtout les grandes diversités ethniques associées au très important compartimentage géographique de leurs milieux physiques, ont ainsi déterminé, ou permis, l'exploitation de nombreuses niches écologiques de la production et de la commercialisation des opiacés. Certaines populations ont en effet développé des modes de production, basés sur l'économie de l'opium, en exploitant certains des potentiels locaux, qu'ils relèvent du milieu naturel, de facteurs sociaux, politiques ou économiques. Ainsi, ce serait en fonction de leurs activités économiques et de l'exploitation de leurs niches écologiques que certaines populations,

[903] Voir, à propos de l'espace social, la note 900.
[904] Lamotte M., *Ecologie*, in *Encyclopédie Universalis*, 1999.
[905] T.B. Grandstaff parle de la *niche économique* occupée par les Hmong, ainsi que de celle des Haw, les deux populations ayant développé une *symbiose très sophistiquée* dans l'exploitation de l'économie de l'opium : *it seems that the Yunnanese Muslims occupied much the same "economic niche" in Yunnan as the Chinese do today in Thailand. As a special-interest group they were able to monopolize various types of trade* : Grandstaff T.B., 1979, *Op. cit.* : 75.

comme les Hmong et les Haw, auraient procédé - en partie tout au moins - à la définition de leur identité ethnique, à la délimitation des frontières de leurs groupes respectifs.

Ainsi, selon certains anthropologues, comme F. Barth par exemple, qui *place les processus d'attribution catégorielle et d'interaction au centre de l'analyse* du « groupe ethnique »[906], les divisons entres les groupes ne sont pas causées par des différences culturelles. En fait, ce sont les groupes eux-mêmes qui, en occupant des niches écologiques distinctes, produisent les différences culturelles qui les aideront à contrôler et maintenir les frontières ethniques[907]. En effet, l'ethnicité est un phénomène et une représentation identitaire par excellence, et elle procède dans sa définition d'un sentiment d'altérité et de différence qui est exprimé, qui est dit (la « dichotomisation » Nous / Eux[908]). L'objet ethnique doit alors être défini comme une réalité sociale mouvante[909], qui ouvre la voie à une analyse des relations interethniques perçues en tant que rapports de force[910] et non à une analyse taxonomique ou typologique figeant les réalités sociales. Donc, dans des sociétés éminemment plurielles, polyethniques, l'occupation par un groupe d'une niche écologique donnée, sa place précise dans un système économique et politique, contribuent d'autant plus grandement à cette affirmation de la différence culturelle et du sentiment d'altérité.

Est-ce donc, dans le cadre des économies de l'opium, le fait d'être un Hmong qui fait que l'on s'engage dans la production de pavot à opium, ou est-ce plutôt ce mode et ce type de production qui en viennent en finalité à caractériser, partiellement et du point de vue des représentations, l'ethnicité hmong ? Le groupe ethnique est-il, comme I. Wallerstein le pense, une variété de « *status-group* » qui constitue un *regroupement de personnes par une affinité qui précède mythiquement la scène économique et politique* ?[911] Dans quelle mesure l'occupation de la niche écologique « production d'opium » par les Hmong ou, celle du « commerce et transport

[906] Les « groupes ethniques » de F. Barth ne sont pas *considérés comme des groupes concrets, mais comme des types d'organisation basés sur l'assignation et l'auto-attribution des individus à des catégories ethniques* : Poutignat P., Streiff-Fenart J., 1995, *Théories de l'ethnicité* : 123.
[907] Les frontières sont entendues ici au sens sociologique de frontières identitaires des groupes humains.
[908] Les théories interactionnistes (celles de F. Barth en l'occurrence) postulent que *l'ethnicité est un processus continu de dichotomisation entre membres et* outsiders*, demandant à être exprimée et validée dans l'interaction sociale* : *Ibidem.* : 123.
[909] *Meyer Fortes insiste également sur le caractère relatif de la réalité ethnique qui varie en fonction de la position sociale et géographique de l'observateur* : Amselle J.-L., M'Bokolo E., 1985, *Op. cit.* : 16.
[910] M. Cahen cite D.-C. Martin : *l'identité n'est pas un état : les identités ne sont ni immanentes ni immuables ; elles sont des constructions dont les fondations et les superstructures sont déterminées par les situations dans lesquelles elles sont érigées, par les rapports de pouvoir qui sont alors noués et les efforts entrepris pour les modifier* : Cahen M., 1994, *Ethnicité politique* : 36.
[911] Poutignat P., Streiff-Fenart J., 1995, *Op. cit.* : 119. Ce sont des théories instrumentalistes et mobilisationnistes dont il s'agit ici : où l'on voit dans *la mobilisation des identités ethniques non pas une forme d'archaïsme mais une expression de la modernité*.

d'opium » par les Haw, détermine et conditionne-t-elle leur ethnicité ? Il semble en tout cas que les processus d'attribution catégorielle et interactionnelle décrits par Barth correspondent, du point de vue des représentations, à une réalité certaine dans la Thaïlande contemporaine : les Hmong sont perçus par les Thaï, et de façon très négative, comme des producteurs d'opium quasi invétérés, de la même façon que les Haw sont des trafiquants notoires, « traditionnellement » d'opium et désormais de méthamphétamine. En Thaïlande, cette catégorisation des deux groupes à travers l'attribution de leurs caractères « ethniques » (*ethnic ascription*) est tellement forte qu'elle influe encore de nos jours sur la nature des relations interethniques et sociales thaïlandaises en opposant, souvent violemment, les Hmong des espaces montagneux[912] aux riziculteurs thaï des plaines et vallées. Les représentations que s'y font les uns et les autres des différents groupes engagés à des degrés divers dans la narcoéconomie pâtissent considérablement de cette situation[913].

Mais, toujours dans le contexte de l'approche conjointe des notions de niche écologique et d'ethnicité, qui sont fondamentales à la compréhension de la dimension géopolitique du phénomène de production de drogues, un autre auteur, Y. Conrad, qui s'exprime dans son introduction à une étude ethnogéographique de la société lisu du nord de la Thaïlande, situe l'ethnicité entre les théories instrumentalistes et mobilisationnistes et les théories interactionnistes. En effet, il estime que *l'existence d'un groupe ethnique ne tient pas à ses particularités linguistiques et culturelles, mais aux relations qu'il entretient avec les autres groupes pour l'accès aux ressources naturelles. Les marqueurs d'identité peuvent alors servir les stratégies d'adaptation et varier en fonction de la conjoncture économique et politique*[914]. Toujours par rapport à l'exemple des Hmong, qui est probablement l'un des plus pertinents qui puisse exister dans l'un ou l'autre des deux espaces qui nous intéressent ici, leur importante implication dans la

[912] Les Hmong, au même titre que les Akha, les Karen, les Lisu et les Mien, sont appelées *Chao Khao* ou « gens des montagnes », ce qui est déjà en soi péjoratif dans le contexte culturel rizicole et bouddhiste (majoritaire et dominant) de l'Asie du Sud-Est. Malgré le fait que cette région ait été caractérisée, à juste raison, de « berceau cultural » (Barreau J., 1974), de « civilisation du végétal » (Gourou P., 1940 et 1953), dans les conceptions et les représentations locales, le monde civilisé était, et reste encore, celui de la rizière associée au souverain et à une grande religion, par opposition au monde de la forêt auquel étaient associées des valeurs négatives par les habitants des plaines. Jules Sion lui-même écrira en 1929 que *le civilisé là-bas est essentiellement l'homme de la plaine* et il associera « aborigènes » et « reliefs » ; et Pierre Georges participera également un temps à cette conception : Durand F., 1994, *Les forêts en Asie du Sud-Est. Recul et exploitation* : 97.

[913] Voir, pour plus de détails sur la nature des relations interethniques du nord de la Thaïlande par exemple, les différents textes des ouvrages suivants : McKinnon J., Vienne B., 1989, *Hill Tribes Today* ; McCaskill D., Kampe K., 1997, *Development or Domestication ? Indigenous People of Southeast Asia* ; Wijeyewardene G., 1990, *Ethnic Groups Across national Boundaries in Mainland Southeast Asia*.

[914] Conrad Y., 1992, *Identité et pratiques spatiales des Lisu du Nord de la Thaïlande*, in Matras-Guin J., Taillard C., 1992, *Habitations et habitats en Asie du Sud-Est continentale* : 20.

production d'opium (certes désormais beaucoup moins en Thaïlande qu'au Laos) définit en grande partie les relations qu'ils entretiennent avec les autres groupes (Haw, Lisu, Thaï…) pour l'accès aux ressources (ici naturelles et pécuniaires). Qu'il s'agisse des Hmong ou des Lisu, ceux-ci *s'opposent et s'excluent mutuellement dans la compétition pour le contrôle et l'exploitation du même type d'environnement du fait d'un système de production identique* (agriculture itinérante sur brûlis, maïs, pavot, riz de montagne, élevage porcin). Leurs marqueurs d'identité majeurs (*Chao Khao*, opium, semi-nomadisme) servent effectivement leurs stratégies d'adaptation : leur polyculture combinée *offre à la fois une garantie minimale au niveau de la subsistance et l'accès à l'économie de marché ; elle permet une certaine souplesse, une marge de manœuvre, dans les stratégies d'adaptation*. Mais selon l'auteur, l'originalité de la société lisu, et donc *a fortiori* celle de la société hmong comme de tout autre, *ne tient pas tant à l'exploitation d'une « niche écologique » qu'aux rapports sociaux de production qui organisent cette exploitation*[915].

Ce ne sont donc pas seulement l'habitat et la fonction qui permettent de définir les frontières d'un groupe ethnique mais la prise en considération parallèle de leur niche écologique et de leur espace social, qui peuvent ici tous deux être caractérisés par la production et la commercialisation de l'opium. Cette propriété de l'identité ethnique (ou autre), qui est une « réalité sociale mouvante », implique qu'elle soit appréhendée de façon dynamique sur la base de rapports sociaux, de rapports de force, et non selon une démarche taxonomique ou typologique qui figerait cette réalité. La référence à la notion de « minorité », ethnique ou autre, montre également à quel point toute catégorisation doit être relativisée en fonction de la nature des rapports de force existants, *la situation d'une minorité étant à évaluer en établissant la nature des relations existant entre les dynamiques internes au groupe minoritaire et les contraintes émanant de la société globale*[916]. En effet, dans le cadre d'une analyse géopolitique multiscalaire, le jeu des échelles peut modifier le statut relatif d'un groupe ethnique, de minoritaire à majoritaire par exemple[917].

---

[915] *Ibidem* : 43-51.

[916] Williams P., 1991, *Ethnies minoritaires*, in Bonte P., Izard M., 1991, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie* : 245.

[917] Si l'on considère par exemple la population shan à l'échelle de la Birmanie, son importance numérique en faisait la deuxième minorité ethnique en 1931, l'ethnie birmane constituant la majorité dominante avec 70 % de la population totale. Si l'on change d'échelle, que l'on se place à celle des Etats shan, le rapport minorité/majorité s'inverse à l'avantage des premiers : ils représentaient ainsi 47 % de la population de la région considérée (697 417 personnes sur 1 486 688), le groupe birman (ethnique) comptant 190 000 personnes et les Chinois (Han) 64 000, le reste se partageant entre les Indiens et diverses ethnies dites « montagnardes » (Karen, Palaung-Wa, Akha, Lahu, Lisu et Kachin). A l'intérieur du groupe birman vivant en pays shan, les Birman proprement dits ne sont que 26 430, le reste étant composé par des Danu, Intha et Taungyo qui peuplent les parties occidentale et méridionale des Etats shan et parlent des dialectes qui sont des formes archaïques ou "conservatrices" du birman (Fistié P., 1985, *La Birmanie ou la*

Plus que les niches écologiques à proprement parler, ce sont les relations de pouvoir et les rapports de force qui peuvent le mieux caractériser l'économie de l'opium, que l'on considère quelque échelle ou période que ce soit. Le phénomène de l'économie de l'opium, et *a fortiori* celui de toute narcoéconomie, est donc un phénomène géopolitique à part entière en ce qu'il traduit, nous allons le voir, des rivalités de pouvoirs sur des territoires, mais aussi des rivalités de moyens et surtout d'idées, ainsi qu'Y. Lacoste définit les situations géopolitiques[918].

3.1.1.3. Frontières, fronts, et discontinuités spatiales

A l'instar de certains territoires, les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ne se définissent pas tant par des frontières que par des réseaux et des flux. Ils sont moins caractérisés par des frontières étatiques que par leur superposition, en tant qu'ensembles spatiaux, à ces mêmes frontières[919]. Comme dans le cas de la relation dialectique qui existe entre routes et antiroutes, la frontière, ou la division qu'elle représente dans l'espace physique et juridique[920], détermine la nature de l'espace considéré, en l'occurrence frontalier. En effet, la frontière ne doit pas être réifiée, mais doit être considérée comme tout ou partie de *l'enveloppe linéaire d'ensembles spatiaux de nature politique, dans le cadre desquels on décidera que, selon les circonstances, la frontière sera fermée ou ouverte, la ligne perméable ou étanche*[921].

Si l'imposition d'une frontière a une influence sur l'espace qu'elle divise, sur ceux qu'elle sépare, ceux-ci, selon leur nature physiographique, démographique, économique comme politique,

---

quête de l'unité : 8). Ainsi, l'exemple des Shan montre bien à quel point les notions de minorité et de majorité sont toutes relatives, et que ce sont donc bien les rapports de force particuliers existant entre diverses populations qui doivent d'abord être considérés afin de préciser la nature de leurs relations.
D'autre part, les tendances à l'assimilation aux Shan que montrent certains Kachin, comme celles que certains Shan montrent vis-à-vis des Birman (lorsqu'ils vivent en situation minoritaire en pays kachin) fournissent ainsi d'excellents exemples des processus qui font des groupes ethniques des "réalités sociales mouvantes" (voir Fistié P., 1985, *Op. cit.* ; Leach E., 1954, *Op. cit.* ; et également Chouvy P.A., 1996, *Op. cit.* : 54-56).

[918] Lacoste Y., 1993, *Op. cit.* : *Préambule*.

[919] *Dans le tiers-monde, l'espace est souvent* réticulaire*, plus fondé sur les réseaux que sur des territoires fermés* : Hoerner J.-M., 1996, *Op. cit.* : 27, note 9.

[920] *Emphasis should placed on the word "juridical", for though the political boundaries of the new states have not changed, several postcolonial states still remain unable to exercise political control over all of their territory. …after more than the third of a century since independence the government of Burma still cannot exercise sovereignity over the Shan- and Kachin-populated regions in the north and the Karen-populated region in the south* : Weiner M., 1987, *Political Change: Asia, Africa, and the Middle East* : 34.

[921] Foucher M., 1991, *Op. cit.* : 45.
Bien sûr, le fait de décider de la fermeture d'une frontière, ou d'un accès, n'implique pas son étanchéité, et incite même à son franchissement en le rentabilisant d'autant plus.

peuvent également déterminer la nature de la frontière[922]. Elle peut être ouverte ou fermée et laisser passer ou s'opposer au passage de flux divers et variés, licites et illicites. Ainsi, comme le remarque J.R.V. Prescott, la frontière doit être considérée dans le contexte des Etats qui la flanquent, en ce que la ligne-frontière et la région-frontière influencent le paysage dont elles sont parties constituantes et les politiques de ces mêmes Etats[923]. Si l'ouverture ou la fermeture d'une frontière relève de la décision de l'Etat, son respect, en particulier celui de sa fermeture, dépend donc plus des espaces frontaliers et étatiques qui la flanquent et des populations qui y demeurent.

Dans des espaces de production illicite comme ceux du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, les frontières étatiques, comme les routes, sont souvent fermées pour interdire le développement de flux illégaux de produits illicites (et même licites dans le cas de la contrebande[924]). La volonté d'interdiction d'accès, unilatérale ou non, comme le contournement des mesures adoptées dans ce but, résultent alors ici des caractéristiques fondamentales des espaces concernés. Ainsi, c'est une logique similaire à celle des relations existant entre la route et l'antiroute qui se vérifie de nouveau dans le cas des frontières.

Les acteurs du Triangle d'Or et du Croissant d'Or exploitent donc l'existence et la nature des frontières étatiques auxquelles les deux espaces sont surimposés. Les frontières peuvent en effet être d'autant plus exploitées qu'elles sont la matérialisation de véritables discontinuités spatiales.

---

[922] Pour M. Foucher, *les frontières ne séparent pas seulement des espaces, des Etats, mais aussi ce que je nommerai des « temps socio-culturels » radicalement distincts* : Foucher M., 1991, *Op. cit.* : 36.

[923] Prescott J.R.V., 1965, *The Geography of Frontiers and Boundaries* : 90. La région frontière, ou frontalière, est ce que les anglo-saxons dénomment *frontier*, en la différenciant de la ligne frontière, *boundary*, (en fait la différenciation entre le *limes* et le *fines* de l'Empire romain). La *frontier* forme ce que P. de Lapradelle (1928, *La frontière : étude de droit international*, Paris) nommait le « voisinage », celui-ci réunissant le « territoire limitrophe » (où la loi internationale prévaut) flanqué de ses deux « frontières » (où s'appliquent les lois internes des Etats) : Prescott J.R.V., 1965, *Op. cit.* : 17.

Dans son ouvrage de référence, A. Lamb détaille également les notions de *frontier* et *boundary* : *A useful distinction has sometimes been made between the terms 'boundary' and 'frontier'. A boundary is a clear divide between sovereignties which can be marked as a line on a map. It has, as it were, length but no area.* […] *A frontier , as that term was understood by authorities on British imperial border questions, such as Lord Curzon and Sir Henry McMahon, is a* zone *rather than a* line*. It is a tract of territory separating the centres of two sovereignties. An example would be the region generally known as the North-West Frontier…* : Lamb A., 1968, *Op. cit.* : 4-6.

D'autre part, comme le souligne Thongchai Winichakul à propos des réalités frontalières traditionnelles d'Asie du Sud-Est continentale : *Remarkably, the boundary was identified not only by rivers, mountains, and streams but also by teak forests, mountains upon mountains, muddy ponds… Definitely none was a line.* […] *Each portion of this boundary was prescribed independently by local authority. It might or might not connect to another portion of boundary. Thus the "boundaries" of a kingdom were discontinuous and, therefore, the kingdom was nonbounded* : Thongchai Winichakul, 1994, *Op. cit.* : 70, 76.

Enfin, ainsi que le rappelle M. Foucher, pour J. Gottmann, *le principal débat qui traverse l'ensemble de la littérature consacrée aux frontières a consisté à savoir… si « la frontière est une ligne ou une zone »* : Foucher M., 1991, *Op. cit.* : 45.

[924] Voir note 1038 pour la différence entre « *black goods* » et « *black parallel market* ».

C'est la non-homogénéité de l'espace (ici particulièrement du point de vue économique, politique et juridique), confirmée, augmentée ou créée par l'imposition de frontières, qui fait que toute discontinuité spatiale, séparant et unissant, appelle au passage, au franchissement, à la mise en valeur des différences.

C'est précisément d'une organisation de l'espace basée sur la mise en valeur et l'exploitation des discontinuités spatiales, des frontières et des antiroutes, qu'ont procédé les émergences du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. En effet, dès lors que les frontières matérialisent une discontinuité majeure au sein des conditions économiques, politiques et, ou, juridiques, les activités de production et les flux sont organisés par les acteurs afin d'exploiter ces valences différentielles, c'est-à-dire « les puissances d'attraction ou de répulsion d'un objet ou d'une activité »[925]. Ainsi, dans le cas d'une économie de production illicite qui est tolérée, ou même taxée, par les autorités d'un côté d'une frontière (Afghanistan ou Birmanie) et qui est sévèrement réprimée comme parfois aussi taxée, de l'autre côté (entre autres : Pakistan, Thaïlande, mais aussi Iran ou Chine), la valence positive, ou puissance d'attraction, concerne l'activité de production dans les premiers pays, et la commercialisation et la consommation du produit dans les seconds. Si la frontière et la limite territoriale et juridique qu'elle représente peuvent autoriser une production illicite d'un côté, son franchissement illégal augmente alors d'autant plus la valeur du produit illicite. Les narcotrafiquants expérimentent donc une valence positive croissante au fur et à mesure du franchissement des multiples frontières étatiques, phénomène que l'on observe aisément à travers l'effet de multiplication des prix qui s'opère entre les étapes de production et de consommation[926].

Mais les frontières étatiques ne sont pas les seules discontinuités spatiales à présenter une réelle pertinence lors de l'analyse des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. Nous l'avons dit, les deux espaces peuvent en effet être appréhendés à travers la superposition discordante de multiples ensembles spatiaux aussi distincts que variés, comme à travers la grande richesse de leurs niches écologiques et économiques. Ces ensembles spatiaux et ces niches présupposent au moins autant de discontinuités spatiales, plus ou moins matérialisées et inscrites dans l'organisation de l'espace, qui peuvent être par exemple les limites des terroirs, des territoires, ou

[925] Définition du Grand Robert.

[926] Comme il a déjà été précisé à propos des routes et des antiroutes (voir note 817), toute barrière incite à son franchissement, tout interdit à sa transgression : *We note how complex this process is when we realize that making borders engenders illicitness, or, in Janet Roitman's words, "transgression is productive"* : Schendel W. van, Abraham I., 2000, *Op. cit.* : 7.

encore des espaces de relation : *ainsi un enchevêtrement de discontinuités compose l'espace géographique*[927] et tout particulièrement ceux du Triangle d'Or et du Croissant d'Or.

En effet, des discontinuités spatiales majeures apparaissent dans l'organisation de l'espace des deux régions où les basses terres irriguées du Pendjab pakistanais et des riziculteurs thaï sont celles où sont installés les centres de pouvoir étatique et économique ; et où les collines et les montagnes réunissent les cultures de pavot des groupes tribaux, qu'il s'agisse des hautes vallées pachtoun de Dir ou des essarts des crêtes hmong de la région de Mae Hong Son. Elles n'opèrent donc pas seulement sur un plan horizontal mais également sur un plan vertical[928]. Les discontinuités spatiales sont nombreuses et peuvent n'apparaître que dans la gradation et la progressivité de la transition entre les différents espaces. Il en est ainsi par exemple des différences démographiques, économiques et politiques que l'observateur attentif peut déceler dans l'organisation de l'espace : les infrastructures de communication et les équipements médico-sociaux en sont des témoignages qui trompent rarement.

Les discontinuités spatiales sont donc constitutives de la nature et de l'organisation des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. En effet, dans les deux espaces, les frontières, discontinuités spatiales par excellence, ont souvent été, et sont encore parfois en certains segments de leur tracé, de véritables fronts, c'est-à-dire les lignes d'affrontement, *des lignes de position occupées face à l'ennemi*[929]. Mais, par rapport à l'acception originale du terme, les fronts ont changé. Ils ont subi l'évolution inverse de celle des frontières et des zones-frontières : les zones frontalières de transition, non démarquées et délimitées, qui unissaient les différents espaces politiques d'Asie du Sud-Est continentale par exemple, sont devenues des lignes frontières, reconnues par des traités internationaux. Les fronts militaires, eux, ne serait-ce qu'avec les frappes aériennes, ont en effet acquis une profondeur que les frontières ont perdu. Et cela est désormais

[927] Gay J.-C., 1995, *Les discontinuités spatiales* : 41.

[928] Si la complexité cartographique du peuplement est ce qu'elle est en plan, elle s'accentue encore en coupe, c'est-à-dire dans la répartition altitudinale de groupes ethniques différents mais aussi identiques. En Asie du Sud-Est par exemple, cette répartition altitudinale s'est faite en fonction des migrations successives de populations différentes qui occupaient les espaces vacants ou par la pression de peuples dominateurs repoussant les plus faibles dans des positions marginales. Les Lao (famille taï), par exemple, repoussèrent les austro-asiatiques, ou môn-khmer, sur les versants des montagnes (300 à 1 000 mètres) et s'installèrent à leur place dans les vallées, les bassins, et les plaines alluviales où ils purent ainsi pratiquer la riziculture pluviale. Puis, des miao-yao et des tibéto-birman, arrivés au XIX^{e} siècle, se sont installés au-dessus de 1 000 mètres sur les sommets des montagnes qui étaient les derniers espaces libres. Les Lao se qualifient ainsi de *Lao loum*, Lao du bas, nomment leurs prédécesseurs de *Lao heung*, Lao des versants et les derniers venus de *Lao soung* ou Lao des sommets : Taillard C., 1995, *Le Laos, enclave ou carrefour* : 164).

[929] Définition de "front" du Grand Robert.

d'autant plus vrai des fronts de la lutte contre la drogue (ou contre le terrorisme) dont les acteurs ne reconnaissent parfois même plus dans la frontière une limite effective de juridiction.

Les frontières qui séparent les pays constitutifs des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ont été tournées en de véritables fronts de la guerre contre la drogue, à l'instar de celle qui existe entre l'Iran et l'Afghanistan, qui a été établie en véritable front matérialisé par des murs en béton armé, des fossés, des barbelés, des barrières électroniques et électrifiées, et même des champs de mines. Mais la constitution de la frontière en un tel front matériel n'a toutefois pas empêché à la lutte antidrogue (et donc au front) d'atteindre une profondeur territoriale d'échelle nationale. En effet, la lutte contre le narcotrafic, si elle commence véritablement aux frontières des Etats concernés, et même si elle se trouve de plus en plus militarisée, dans les faits comme dans les discours (« guerre à la drogue », « menaces sécuritaires »), n'en reste pas moins une action qui s'exerce sur tout l'espace des entités politico-territoriales concernées ; d'un bout à l'autre du pays, d'une frontière à une autre : en Iran, de l'Afghanistan à la Turquie ou au Pakistan ; au Laos, de la Birmanie à la Thaïlande[930] ou au Vietnam.

Dans et pour les pays concernés, le front de la guerre contre la drogue, s'il commence et finit certes aux frontières interétatiques, est surtout caractérisé par sa profondeur territoriale. Il relève plus de la surface que de la ligne et se rapproche donc plus de la *frontier* que de la *boundary*, celle-ci n'étant de toute façon jamais aussi étanche et respectée que les acteurs étatiques le voudraient. Dans le contexte du narcotrafic, la notion de front est plus une représentation instrumentalisée par les acteurs des sphères politiques et sécuritaires, qu'une réalité pratique et opératoire. La multiplication et la diversification des itinéraires du narcotrafic dans et autour des espaces transfrontaliers[931] du Triangle d'Or et du Croissant d'Or nous l'ont montré. Mais, au delà des fronts, il est d'autres discontinuités spatiales qui structurent les deux régions de production et qui permettent de mieux comprendre leurs réalités spatiales : celles qui marquent les oppositions entre les « centres » et les périphéries ».

---

[930] Ainsi, Surachart Bamrungsuk, sous-directeur du *Institute of Security and International Studies* de Bangkok, a-t-il récemment déclaré : *Thai society is encountering a new war on the western frontier – the war against drugs* : Bangkok Post, *'Decisive' steps in drug war*, 13-01-01.

[931] *Quoi qu'il en soit, et surtout quelle que soit la nature de la frontière, il existe des territoires transfrontaliers ; ils se justifient à partir de plusieurs critères. Ils sont donc, tour à tour : conflictuels, quand les Etats concernés ne parviennent pas à s'entendre… économiques, quand la frontière engendre des spéculations particulières…* : Hoerner J.-M., 1996, *Op. cit.* : 189.

3.1.2. Le jeu complexe des relations « centres-périphéries »

3.1.2.1. « Centres et périphéries » en Asie du Sud-Est

Si, ainsi que nous l'établirons, une analyse basée sur la dichotomisation spatiale centre – périphérie ne présente désormais plus qu'une validité toute relative, elle conserve néanmoins encore une pertinence toute particulière dans le cas de l'Asie du Sud-Est continentale. Le contexte géohistorique et culturel de l'Asie du Sud-Est continentale[932], l'Indochine d'avant la Seconde Guerre mondiale, était en effet profondément caractérisé par un modèle d'organisation spatiale, politico-territoriale, défini par l'opposition entre le centre et sa périphérie.

L'Asie du Sud-Est continentale a connu, outre les vagues migratoires qui sont à l'origine de son peuplement, les influences successives des civilisations chinoises et indiennes. L'indianisation s'est faite dès les premiers siècles de notre ère par la diffusion de systèmes d'écriture basés sur les syllabaires indiens et par celle de croyances religieuses, c'est-à-dire l'hindouisme et le bouddhisme. Du point de vue politico-territorial, cette période a été marquée par la formation de grands royaumes agraires dont les dimensions cosmologiques dessinèrent les contours[933]. L'univers des images et des symboles religieux hindouistes a sous-tendu la construction d'un espace sacré, l'*imago mundi* de M. Eliade (représentation du monde), dont les rites de fondation situaient un temple-montagne au centre de la ville royale, autour de laquelle s'étendaient concentriquement les auréoles successives du royaume[934]. Ici, la compréhension d'un tel modèle cosmogonique est indissociable de celle du modèle du royaume agraire que l'on retrouve à quelques variations près dans tout le sud-est asiatique : *le Siam était divisé en quatre provinces, avec la métropole au centre et le palais royal au cœur de la ville, et le pays était à l'image de l'univers car celui-ci, d'après la cosmologie siamoise, est un quadrangle avec le mont Meru en son centre. Bangkok s'appelle "Cité royale céleste", "Cité des dieux", etc. Placé au centre du*

[932] R. Heine-Geldern, dans son très classique *Conceptions of State and Kingship in Southeast Asia* (1942 puis 1956), insiste sur l'importance première de la dimension culturelle dans l'explication et la compréhension des problématiques propres à l'Asie du Sud-Est : *The current problems of Southeast Asia hitherto have been discussed almost exclusively from the point of view of economics and of political science. It would be a grave mistake to disregard the importance of native culture and tradition for a future satisfactory reorganization of that region* : 1956 : 16.

[933] Mya Maung, 1991, *Op. cit.*

[934] *In Southeast Asia, even more than in Europe, the capital stood for the whole country. It was more than the nation's political and cultural center: it was the magic center of the empire… The capital city could be shaped architecturally as a much more "realistic" image of the universe, a smaller microcosmos within the macrocosmos, the empire* : Heine-Geldern H, 1956, *Op. cit.* : 3.

monde, le roi est un cakravartin*, un cosmocrate. De même, Mandalay, en Birmanie, fondée en 1857 selon la cosmologie traditionnelle, c'est-à-dire comme une* imago mundi*, est un quadrangle avec le palais royal en son centre*[935]. C'est cette opposition cruciale entre centre et périphérie qui fonde le schéma cosmologique de ces royaumes et que l'on retrouve encore aujourd'hui dans les problématiques territoriales des Etats de la région.

Les royaumes birmans, siamois et lao(s) s'organisent donc concentriquement autour des cités royales, centres des premières auréoles, urbanisées[936] ; auxquelles succèdent les secondes dont les terres sont cultivées par une paysannerie corvéable ; et les troisièmes, qui sont composées de principautés dont les souverains sont intégrés dans une dialectique autonomie – dépendance avec les détenteurs du pouvoir divin (*cakravartin*), dialectique opérant sur le modèle des relations de pouvoir du *mandala* ou « cercle des rois »[937]. La reproduction par toutes les principautés périphériques de la même organisation concentrique a donc toujours été à l'origine de l'existence de régions frontalières mouvantes qui fluctuaient selon les rapports de force sans cesse modifiés par de multiples transferts d'allégeance. Comme l'a montré Thongchai Winichakul, il n'y a donc pas ici de frontière, fixe et bornée, mais plutôt des zones-frontières, des aires-tampons[938].

Ces organisations, proches de modèles confédéraux communautaires, ont été analysées par G. Condominas et S. Tambiah qui les ont respectivement décrites comme des « systèmes à emboîtement » et des « modèles en galaxie »[939]. C. Taillard explique à propos des royaumes du Laos que *la caractéristique de ce modèle est de mettre en jeu des espaces définis par leur centre, la capitale, et non pas par leur périphérie, les frontières, car le centre représente à lui seul la totalité de l'ensemble et incarne son unité. C'est pourquoi le terme* muong*, appliqué à une principauté comme à un royaume, désigne aussi bien la capitale que le territoire qui en dépend*[940]. A la suite de Georges Condominas (1974), les systèmes politiques thaï ont été décrits par

[935] Eliade M., 1978, *Op. cit.* : 37.
[936] A Mandalay, ancienne capitale birmane, le palais est toutefois au nord de l'agglomération originelle.
[937] *The* mandala *represented a particular and often unstable political situation in a vaguely definable geographical area without fixed boundaries and where smaller centers tended to look in all directions for security. Mandalas would expand and contract in concertina-like fashion* : O.W. Wolters cité dans : Thongchai Winichakul, 1991, *Op. cit.* : 82.
[938] *These tiny tributaries were regarded as the frontier of several kingdoms simultaneously. In other words, the realms of the supreme overlords – Siam, Burma, and Vietnam – were overlapping. This situation was indeed the root of troubles when the notion of a modern boundary with absolute and exclusive territorial sovereignty was applied, since the margins of the major states in the region were ambiguous* : Thongchai Winichakul, 1994, *Op. cit.* : 97.
[939] Condominas G., 1980, *L'espace social à propos de l'Asie du Sud-Est* ; Tambiah S.J., 1976, *World Conqueror and World Renouncer: A Study of Buddhism and Polity in Thailand Against a Historical Background.*
[940] Taillard C., 1992, *Op. cit.* : 320. Notons également qu'en Afghanistan, le terme de *uluswali désigne aussi bien la circonscription que son chef-lieu* : Centlivres P., Centlivres-Demont M., 1988, *Op. cit.* : 234.

C. Taillard selon la conception du mode de production asiatique sans grands travaux : *le pouvoir central opère des prélèvements sur les communautés locales - marques de leur dépendance - , en échange de services rendus - signes de la relation de réciprocité - , et d'une liberté accordée dans la gestion de leurs affaires - témoin de l'autonomie dont elles bénéficient à l'échelon local. A ce modèle politique correspond un modèle d'organisation spatiale à « emboîtement » ou en « galaxie »* [...] *qui caractérise aussi bien les seigneuries tay et les royaumes lao du Nord de la péninsule indochinoise que les royaumes siamois jusqu'aux royaumes d'Ayuthaya, où se renforce la centralisation avec l'intégration de l'héritage khmer*[941].

Ainsi, de tels royaumes ont transmis les bases politico-territoriales des Etats modernes que nous connaissons aujourd'hui. Ceux-là ont en effet fourni les noyaux autour desquels ceux-ci se sont constitués. En Birmanie tout particulièrement, et ce spécifiquement depuis la prise de pouvoir par Ne Win en 1962, ce modèle a été repris par les militaires dans ce qui est apparu à Mya Maung comme un retour aux *âges obscurs du despotisme absolu des royaumes birmans*[942]. Pour l'auteur, on peut observer dès les origines la « dualité » de la société traditionnelle de la Birmanie (*dual society*), dans laquelle l'élite qui détient le pouvoir occupe le « centre », constitué d'une ou deux villes, et le peuple asservi habite la « périphérie » composée de villages[943]. La dichotomie centre – périphérie est donc ici recoupée par celle qui a longtemps opposé l'urbain au rural dans les modèles d'analyse géographique. Ceux-ci se sont finalement révélés inopérants, les centres et les périphéries étant des notions relatives, au même titre que l'urbain et le rural qui s'interpénètrent fréquemment.

Mais, toujours selon Mya Maung, si dans le contexte des relations de pouvoir qui s'établissaient spatialement dans les royaumes birmans, cette dualité détient une certaine réalité opératoire, on observe un phénomène similaire dans le domaine économique de l'époque coloniale, celui de la *dual economy* de J.S. Furnivall[944]. La périphérie de la Birmanie a ainsi, d'un

---

[941] Taillard C., 1992, *Op. cit.* : 315.

[942] Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : xxiii : *The cultural frame in which the military as well as the civilian political leadership of Burma have defined and claimed legitimacy has been the traditional culture with its age-old symbolic images of the "sacred center",* nagaya*, and "kings"*, yahzahs*, whose authority over the "periphery",* daitha*, or the subjects is defined in the polity of absolute despotism*, padaithayit. Et plus loin : *the geopolitical importance of the « center » or central Burma, the valleys of the Chindwin, the Irrawaddy, and the Sittaung, marked out Central and Lower Burma as the seat of political authority throughout the entire history of Burma* : 107.

[943] *Ibidem* : 4.

[944] *The concept of a dual economy refers primarily to the coexistence of a small modern sector with a large traditional sector and the unique functioning of the economy on the basis of both modern and traditional technology. The segregation between these two sectors was almost complete with respect to the modernization of the "central cities" in*

point de vue politique, territorial et économique, été caractérisée par une très nette marginalisation, ne serait-ce que quant à l'existence et au développement d'infrastructures de communication modernes. La périphérie du territoire birman est celle des minorités ethniques qui sont depuis longtemps en opposition armée au centre de pouvoir birman. C'est aussi celle de la production d'opium et désormais de méthamphétamine, celle du lieu de refuge des mouvements révolutionnaires et contestataires (communistes du CPB ou étudiants démocrates à partir de 1988).

D'un point de vue strictement géographique, les périphéries et les centres de la Birmanie, de la Thaïlande et du Laos, peuvent être définis par la superposition de certains de ces multiples ensembles spatiaux que nous avons précédemment mentionnés. La dichotomie centre – périphérie est caractérisée dans ces trois Etats par les oppositions qui peuvent être établies entre les basses terres, où la déforestation et les marécages ont voué l'espace à la riziculture irriguée des populations bouddhistes sédentaires et urbanisées ; et les hautes terres, où les cultures pluviales de riz gluant, de maïs et de pavot sont principalement le fait de populations animistes et tribales dont certaines ont perpétué une forme d'agriculture itinérante sur brûlis.

Ainsi, et malgré les liens historiques et culturels qui peuvent être établis entre les populations des plaines et celles des montagnes (l'existence de groupes taï animistes par exemple), la dichotomisation identitaire et référentielle qui existe entre elles est aujourd'hui encore très forte. Comme l'explique, entre autres, N. Tannenbaum, pour un habitant des plaines, thaï et bouddhiste, les deux populations ainsi définies n'ont absolument rien en commun[945]. Les notions de centre et de périphérie étant donc d'une part des réalités définissables et présentes sur le terrain, et semblant d'autre part être des réalités vécues par les différentes composantes de la population, elles gardent une pertinence, même partielle, dans l'analyse de systèmes spatiaux de la région concernée.

---

contrast with the "peripheral villages" : *Ibidem* : 53 (l'auteur fait référence à l'ouvrage de J.S. Furnivall : 1956, *Colonial Policy and Practice*).

[945] *Lowlanders phrase the contrast in terms of religion : they are Buddhists, the upland tribal peoples have no religion. This perception is based on the contrast between themselves as members of a state civilization and the upland peoples who live on the fringes of, but do not participate in, "civilization"* : Tannenbaum N., 1989, *Power and its Shan Transformations* : 68.

3.1.2.2. « Centres et périphéries » en Asie du Sud-Ouest

Dans les trois pays du Croissant d'Or, les oppositions entre centres et périphéries sont peut-être moins évidentes qu'en Asie du Sud-Est dès lors, par exemple, que les ensembles spatiaux religieux y sont moins contrastés que ceux du bouddhisme et de l'animisme entre eux. Il existe certes dans cet espace des différences religieuses et principalement celles qui opposent les sunnites, partisans d'un islam qu'ils disent « orthodoxe », aux chiites, et mêmes aux *kafir*, ou infidèles, dont les animistes font partie[946].

La position géographique et le terrain montagneux de l'Afghanistan ont permis à de nombreuses populations de conserver leur particularisme religieux et, ou, linguistique, à l'instar des ismaéliens qui se sont réfugiés dans la partie du Pamir du Badakhshan. D'autres, comme les Kafir, considérés par les musulmans comme de véritables hérétiques, étant animistes idolâtres, n'ont pu résister à la politique d'intégration territoriale et nationale développée par l'émir dit « de fer », Abdul Rahman Khan[947], autour de l'islam sunnite et contre toutes les hérésies et les tribalismes du pays[948]. Le Kafiristan, pays des infidèles, est devenu depuis lors le Nouristan, ou pays de la lumière, et il n'y a plus qu'au Pakistan que subsiste encore une population de Kafir dont l'animisme est néanmoins de plus en plus menacé par l'islam environnant[949].

Du point de vue des représentations spatiales, le modèle cosmogonique sud-est asiatique basé sur la centralité du temple-montagne ne trouve pas ici d'équivalent. Mais, dans le domaine des représentations politico-territoriales, le cas de l'Afghanistan nous offre une autre réalité des oppositions entre centres et périphéries, aux multiples et complexes dimensions. O. Roy explique ainsi que la constitution de l'Etat afghan fut initiée lors de la *cristallisation d'une confédération tribale en un Etat dynastique*, lorsqu'en 1747 Ahmad Shah étendit le territoire de la confédération des Pachtoun abdali, qu'il renomma alors « durrani »[950]. Quelle que soit la date de la création de

[946] En Afghanistan, les chiites peuvent par exemple être duodécimains comme les Hazara, ou septimaniens, comme les Ismaéliens. Le terme « *kafir* », quant à lui, signifie « infidèle », et c'est également un ethnonyme, en fait un exonyme d'origine musulmane attribué aux Kalash par exemple.
[947] Né en 1844 et décédé en 1901, émir de l'Afghanistan depuis 1880, sa conversion forcée des Kafir en 1896, après avoir aboli l'esclavage dont ils étaient traditionnellement victimes, lui valut le titre de *Zia ul-Millat wa ed-Din*, « Lumière de la nation et de la religion ».
[948] Magnus R.H., Naby E., 1998, *Op. cit.* : 57.
[949] Lièvre V., Loude J.-Y., 1990, *Le Chamanisme des Kalash du Pakistan, des montagnards polythéistes face à l'islam*.
[950] Roy O., 1985, *Op. cit.* : 24. Ahmad Shah était issu du clan des Saddozaï de la tribu des Popolzaï. Cette dynastie saddozaï sera suivie par une autre dynastie durrani, celle du clan des Mohammedzaï de la tribu des Barakzaï, au pouvoir entre 1818 et 1978.

l'Etat afghan, en 1747 comme le pensent O. Roy et beaucoup d'autres, ou en 1880 sous le règne d'Abdul Rahman Khan, comme le postule la version défendue par exemple par L. Dupree, le procès de *colonialisme interne* (Dupree) et de *quête de l'autonomie de l'appareil d'Etat (hokumat) par rapport aux tribus* (Roy) caractérise l'histoire de la construction politico-territoriale et nationale de l'Etat afghan. L. Dupree explique que les oppositions entre centres de pouvoir et périphéries menaçant ce pouvoir, l'alternance de la « fusion » et de la « scission » qui dominait la scène politique, n'ont pris fin qu'à partir du règne de l'émir de fer et de sa tentative de construction d'un Etat-nation à partir de ce qui n'était jusqu'alors qu'un Empire durrani[951].

S'il y a un centre géographique, politico-territorial, dans lequel s'inscrit l'Etat en Afghanistan, c'est celui, paradoxalement, de la périphérie tribale. O. Roy explique en effet que *les tribus afghanes (surtout les Durrani et les Ghilzay) voient le pouvoir central comme leur mandataire… les tribus afghanes perçoivent l'Etat comme étant à leur périphérie, chargé de gérer l'espace mouvant des conquêtes opérées par les confédérations tribales, dont l'Etat n'est que la pérennisation*[952]. L'Etat, le pouvoir central qui cherche à atteindre son autonomie par rapport aux tribus qui l'ont cristallisé, se trouve placé en périphérie[953] par ce même monde tribal au sein duquel

---

La dynastie des Durrani restera au pouvoir en Afghanistan jusqu'en 1978 (ou 1973 si l'on ne considère pas la période Daoud comme faisant partie intégrante de cette « dynastie ») lorsque la révolution communiste fut emmenée par la confédération des Ghilzaï. Entre 1992 et 1996, l'intermittence non pachtoun dans l'histoire du pouvoir politique afghan, avec le président Rabbani et son commandant Massoud, tous deux des Tadjik, n'était pas sans rappeler aux Pachtoun l'affront qui leur avait déjà été fait lors du règne de neuf mois de l'émir tadjik Habibullah II en 1929 (*Bacha-i Saqao* ou fils du porteur d'eau). L'état de guerre qui prévalut dans et autour de Kaboul durant cet intermède tadjik peut ainsi être en partie relié à l'opposition historique entre Pachtoun et non Pachtoun ; et la ténacité du Pachtoun Hekmatyar face à son rival Massoud en est une des conséquences. La domination plusieurs fois séculaire des Pachtoun sera rétablie sous le régime des *taliban* de Mullah Omar, même si celui-ci n'est pas durrani mais ghilzaï de la tribu des Hotaki selon A. Rashid (qui précise qu'il serait né aux alentours de 1959 dans le village de Nodeh de la région de Kandahar) ainsi que selon B.R. Rubin, qui précise quant à lui en 1998 : *Mullah Omar and all but one member of the Supreme Shura were Qandahari Pashtuns. All the members of the military shura whose ethnic and regional origins are known to the author are members of the Qandahari Pashtuns. The Kabul shura is also predominantly Qandahari Pashtun but includes more Eastern Pashtuns, a couple of Persian speakers, and one Uzbek*. Notons toutefois, à titre purement indicatif, que selon R.H. Magnus et E. Naby, il serait un Durrani de la tribu des Popolzaï ou de celle des Nourzaï. Il faut également préciser ici qu'aucun des sept partis de *moudjahidin* de la guerre d'Afghanistan n'était dirigé par des Pachtoun durrani qui étaient traités avec suspicion par l'ISI pakistanais et ne bénéficièrent donc pas des mêmes largesses de la CIA que les Ghilzaï par exemple. La déstructuration des Durrani de la région de Kandahar permit ensuite une émergence d'autant plus aisée et bienvenue des *taliban* qui se purent se présenter à la population local comme les restaurateur de l'ordre social et moral: Magnus R.H., Naby E., 1998, *Op. cit.* : 12, 43-44, 181 ; Rashid A., 2000 b, *Op. cit.* : 17-21, 23 ; Rubin B.R., 1998, *Afghanistan: Persistent Crisis Challenges the UN System*.

[951] *Ahmad Shah Durrani, therefore, created a Durrani empire, not a nation-state* : Dupree L., 1980, *Op. cit.* : xix.

[952] Roy O., 1985, *Op. cit.* : 25.

[953] *… l'Etat est, pour utiliser l'expression de Roy, en situation d'extériorité ; il représente une altérité radicale* : Centlivres P, Centlivres-Demont M., 1988 b, *Et si on parlait de l'Afghanistan ?* : 232. *"The relation to the state traditionally maintained by the various Afghan communities is a relation of exteriority and compromise, not of exclusion", writes Oliver Roy* : Rubin B.R., 1994, *Redistribution and the State in Afghanistan. The Red Revolution Turns Green* : 201.

l'idée et la valeur de la nation sont réduites par rapport à la puissance du mythe tribal pachtoun. Alors que pour les non Pachtoun, ceux de *l'espace mouvant des conquêtes*, en somme de la périphérie géographique et politique, l'idée de nation afghane est d'abord synonyme de nation pachtoun, au point même que *jamais un Afghan ne se qualifiera d'afghan s'il est pas pashtoune*[954]. O. Roy décrit cette ambiguïté fondamentale et fondatrice qui est celle de l'entité politico-territoriale de l'Afghanistan depuis que dure la domination durrani, *tout l'effort historique de l'Etat afghan* [étant] *d'inverser ce rapport pour passer de la périphérie au centre*[955]. En Afghanistan, la périphérie est donc à « géométrie variable », elle est multiple, éclatée et diffuse, selon que le centre est défini par l'Etat ou par le monde tribal qui l'a constitué et en refuse toutefois l'autorité sur son territoire.

En Iran, les oppositions entre centres et périphéries sont également très présentes dans l'histoire de la construction politico-territoriale de l'Etat. Le centre du pouvoir est traditionnellement celui des populations persanes du plateau iranien central, alors que les diverses tribus, qui occupent la périphérie du territoire iranien et qui sont restées *relativement effacées et dispersées avant Nader Shâh (1736-1747)*, n'ont *commencé à constituer de grandes entités politiques, incorporées en tant que telles à la vie du pays, qu'à partir de l'avènement des Qâjâr (1779)*[956]. Les tribus furent instrumentalisées par cette dynastie dans un dessein d'administration et de défense des marges périphériques, et ce dans la tradition des *marzban* propre au plateau iranien. Les *marzban* étaient littéralement des garde-frontières et les Pachtoun qui furent déplacés de force dans le nord de l'Afghanistan sous Abdul Rahman y remplirent en partie ce rôle contre les populations turcophones et persanophones (Turc et Tadjik)[957]. Mais la transformation des rapports de force et de pouvoir entre l'Etat central et les populations nomades périphériques fut, là comme ailleurs dans la région, également instrumentalisée par les puissances coloniales et rivales pendant toute la période du *Great Game* à travers l'attribution de nombreux soutiens et subsides[958].

Toujours en Iran, une approche basée sur les oppositions entre centres et périphéries possède une certaine pertinence tant les périphéries du pays sont peuplées de non-persanophones et, encore par exemple pendant les années 1970, très mal desservies par les infrastructures de communication

[954] Roy O., 1985, *Op. cit.* : 32. Voir également : Vercellin G., 1988, *Le fait ethnique dans les politiques des Etats iranien et afghan*.
[955] Roy O., 1985, *Op. cit.* : 25.
[956] Digard J.-P., Hourcade B., Richard Y., 1996, *L'Iran au XX^e siècle* : 278.
[957] Magnus R.H., Naby E., 1998, *Op. cit.* : 37.
[958] Digard J.-P., Hourcade B., Richard Y., 1996, *Op. cit.* : 278.

du pays. Ainsi, ces provinces périphériques, l'Etat a plus souvent cherché à les *contrôler politiquement… qu'à y investir*[959]. Mais la situation a évolué *quand ces zones périphériques sont devenues un enjeu*, comme dans les cas du Khorasan (certes une périphérie moins politique que géographique) et du Baloutchistan, où, nous l'avons vu en détail, le narcotrafic a pris des proportions alarmantes, en partie à cause de la présence de deux millions de réfugiés afghans[960]. La République islamique a investi dans des projets sociaux et de développement de ces provinces où les questions sécuritaires et les impératifs stratégiques favorisent et imposent toujours une forte intervention de l'Etat. Il faut mentionner ici la dimension religieuse qu'a pu revêtir la problématique des populations tribales périphériques et frontalières. En effet, la localisation transfrontalière de ces populations, souvent non-persanophones, implique pour beaucoup d'entre elles, à l'instar des Baloutch, des Turcoman et de certains Kurdes, qu'elles soient plus de confession sunnite que chiite, augmentant donc d'autant plus la dimension sécuritaire de l'opposition centres-périphéries en Iran[961]. Les référents permettant de définir les centres et les périphéries d'Iran, nous le remarquerons dans le contexte des politiques d'intégration, ont évolué avec la transformation qui a eu lieu lors du passage de l'Iran du Shah à celui de la République islamique, le centre effectuant une translation depuis le monde persanophone vers celui du chiisme[962].

Dans le troisième cas qui nous intéresse ici, celui du Pakistan, les oppositions entre centres et périphéries peuvent être sommairement définies autour de, et par rapport à, la très nette *prédominance démographique, géographique, culturelle, économique et sociologique* du Pendjab[963]. La centralité du Pendjab se vérifie à l'échelle du Pakistan contemporain comme à celle de cette grande région qui est constituée par l'Asie centrale et l'Asie du Sud. Les cinq rivières qui ont donné son nom au Pendjab coulent sur un immense cône alluvial qui, compte tenu de la zonation climatique considérée, est inhabituellement irrigué et fertile. Le Pendjab constitue ainsi

[959] *Ibidem* : 263.
[960] De la même façon que la localisation frontalière des réfugiés afghans au Pakistan a pu servir le résistance menée par les *moudjahidin*, le narcotrafic a très nettement bénéficié de ces mêmes réseaux transfrontaliers dont l'organisation avait été confiée à l'ISI pakistanais : *The actual location of the camps is of course optimum from the point of view of the refugees and the resistance. It is possible to move freely in and out of Afghanistan and to channel military aid… The other important effect of the refugees is upon the local society and economy. Apart from the movement of arms, there has been evidence of fairly wide-scale smuggling, including drug-running…* : Anderson E.W., 1990, *Afghan Refugees: the Geopolitical Context* : 246.
[961] Keddie N.R., 1986, *Religion, Ethnic Minorities, and the State in Iran* : 163-164.
[962] Higgins P.J., 1986, *Minority-State Relations in Contemporary Iran* ; Voir chapitre 3.3.3.1., note 1265.
[963] Binder L., 1986, *Islam, Ethnicity, and the State in Pakistan* : 259.

d'une part un véritable centre agricole, et ce à plusieurs échelles, et d'autre part une région de convergence et de passage traversée par la grande artère de communication de la *Grand Trunk Road*. Mais, par rapport à cette prédominance géographique du Pendjab (60 % de la population pakistanaise en 1990) et à celle de ses élites qui contrôlent et la bureaucratie et l'armée (80 % de ses effectifs avec toutefois une place importante des Pachtoun), les régions de la NWFP, du Sind et du Baloutchistan peuvent apparaître comme relativement périphériques. Cette périphérie est defair vécue de façon très forte au Pakistan où la suprématie pendjabi est mal acceptée et a souvent été dénoncée et contestée, parfois même de façon violente et prolongée, comme lors des insurrections du Baloutchistan des années 1970. Mais l'approche fondée sur l'opposition entre centres et périphéries n'est pas seulement basée sur une division entre régions et grands groupes ethnolinguistiques. Elle peut également être définie par rapport à la discontinuité spatiale qui court du nord au sud du pays et qui délimite les sociétés tribales, à l'ouest, des sociétés agraires de paysans sédentaires exclusivement de l'est (Pachtoun, Baloutch / Pendjabi, Sindhi).

Les cas des régions baloutch et pachtoun témoignent par leur division et leur répartition arbitraire entre deux ou trois Etats (respectivement Afghanistan, Iran, Pakistan ; et Afghanistan, Pakistan) d'un processus de périphérisation historique. En effet, les régions peuplées de Baloutch et de Pachtoun, même compte tenu des tendances historiques à la fragmentation qui ont existé au sein de ces ensembles spatiaux, ont été privées de toute unité et donc de toute centralité lorsqu'elles ont chacune été divisées par les lignes Goldsmid en 1871 et Durand en 1893[964]. En créant artificiellement des périphéries, en fait des zones-frontières, ou *frontiers*, à partir de centres potentiels et au lieu de les conserver en tant que tels, les Britanniques et leur *Forward Policy* ont permis et provoqué la définition et la démarcation de frontières interétatiques pour le moins hasardeuses et difficiles à faire respecter[965].

---

[964] *In Bizenjo's view, the Baluch suffered this unhappy fate simply because they happened to live in an area of vital military importance to the British, in contrast to the more fortunately situated Afghans. It was historical accident, he explained, that gave the Afghans the opportunity for independent statehood denied to the Baluch. Thus, it served the interests of the British to foster a unified Afghanistan under their tutelage as a buffer state that would shield their Indian Empire from Russia. Conversely, it was necessary to divide the Baluch in order to assure unimpeded control of the resulting imperial frontier with this Afghan buffer. Nasir Khan's* [1741-1805] *Baluchistan might have emerged in a buffer state role instead, Bizenjo contended, if the Russians had moved southward sooner than they did and if they had swallowed up Afghanistan before Britain embarked on its nineteenth-century "forward policy"* : Harrison S.S., 1986, *Ethnicity and the Political Stalemate in Pakistan* : 274, faisant référence aux vues du nationaliste baloutch et ancien gouverneur du Baloutchistan pakistanais, Ghaus Bux Bizenjo. Voir, à propos de la ligne Durand : Khan A.H., 2000, *The Durand Line. Its Geo-Strategic Importance*.

[965] Voir, pour de plus amples développements : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.*

En effet, si les sentiments de frustration et d'aliénation se sont traduits au Baloutchistan pakistanais par plusieurs rébellions armées entre 1973 et 1977, ceux d'un fort irrédentisme pachtoun, certes largement instrumentalisé et manipulé, ont considérablement grevé les relations commerciales et diplomatiques afghano-pakistanaise dans les années 1960, et ce, certes, dès 1947. Si ces problématiques politico-identitaires se sont progressivement effacées de la scène régionale, mais restent toutefois présentes sur le plan géographique et économique, les proportions prises par le trafic de biens de consommation, d'armes et de drogue à travers ces mêmes frontières démontrent s'il en était besoin l'existence au Pakistan, en Iran et en Afghanistan, de périphéries poreuses et incontrôlées par leurs centres respectifs.

3.1.2.3. Complexité du jeu multiscalaire des relations « centres-périphéries »

Les approches locales, nationales ou régionales fondées sur les oppositions entre un centre et sa périphérie ont leurs limites particulières. En effet, que l'on se réfère à un objet géographique, économique, social, linguistique, politique ou même religieux, il est difficile de n'envisager qu'un seul centre autour duquel ne s'organiserait qu'une seule périphérie. Afin de se garder de toute réification abusive et de conserver aux notions de centre et de périphérie une certaine pertinence dans l'analyse des systèmes spatiaux, nous avons pris soin ici d'insister sur le caractère multiple et évolutif des centres, et des périphéries. Les centres et les périphéries sont en effet multiples et les ensembles spatiaux de référence qui permettent de les définir doivent être considérés non pas selon une vision catégorique et statique, mais plutôt de façon dynamique, selon la nature des relations qui les unissent et les opposent. A l'instar des groupes identitaires, et parmi eux ethniques, les centres et les périphéries sont des réalités mouvantes dont les frontières peuvent être franchies et abolies.

Comme le note J.-M. Hoerner, qui choisit d'évoquer *plusieurs Périphéries mais qu'un seul Centre, même multiple*,*… on peut à tout moment parler de centre et de périphérie, mais à la condition que l'on n'oblitère pas le rapport de domination ou de subordination que suggère d'emblée ce binôme*. L'auteur distingue ainsi plusieurs niveaux de périphéries en fonction de leurs degrés respectifs d'intégration ou de marginalisation, les périphéries d'intégration forte, moyenne et faible, avec le centre et les marges aux deux extrémités de l'échelle[966].

[966] Hoerner J.-M., 1996, *Op. cit.* : 221-224.

D'un point de vue spatial comme politique, les notions de communication, d'accès, d'intégration, sont essentielles à la compréhension de celles de centre et de périphérie. Le degré de centralité ou de marginalité d'un espace donné est en effet fonction de son accessibilité et de son isolement, donc en partie de sa situation et de sa localisation relatives. Les centres comme les périphéries ne se définissent ainsi pas dans l'absolu, mais les uns par rapport aux autres. La répartition spatiale des axes de communication et des frontières conditionne également la catégorisation d'une région en tant que centre ou périphérie, en comparant les données de l'accès à celles de la situation et de la localisation.

Dans les régions frontalières des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, les politiques de l'accès nous ont montré que les périphéries et les marges des Etats concernés avaient certes pu être héritées des périodes précoloniales et coloniales, et même des modèles cosmogoniques. Mais nous avons également vu que certaines périphéries ont été conservées, voire même volontairement développées, afin de créer des zones-frontières et des zones-tampons entre les différentes entités politico-territoriales en présence. Dans les deux espaces, l'accès, à travers la gestion des routes et des antiroutes, a joué un rôle considérable au sein des dialectiques développement – sécurité des Etats voisins. La gestion historique des centres et périphéries, des routes et des antiroutes, des relations de domination et de subordination comme de celles de l'intégration et de la marginalisation, des dialectiques sécurité – développement, a nettement contribué à l'émergence des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or en Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest.

Mais, comme nous l'avons observé à propos de l'Afghanistan et de la relativité de ses oppositions et de ses relations entre centres et périphéries, entre tribus et Etat, et Etat et tribus, il est important de garder à l'esprit le jeu multiscalaire de ces relations entre centres et périphéries. Une périphérie ne se définit que par rapport à un centre, et inversement. Mais une périphérie peut tout aussi bien être appréhendée et même vécue comme étant un centre en soi, et il existe aussi des centres mineurs et majeurs[967]. Au-delà du cas afghan, la Thaïlande nous offre aussi un exemple du jeu multiscalaire des relations entre centres et périphéries. Lorsque le royaume était encore un producteur significatif d'opium, les villages des populations tribales qui, dans les régions montagneuses du nord du pays, étaient engagées dans la production commerciale d'opium, étaient

[967] C.A. Trocki mentionne, à propos des « tendances fissipares » (*fissiparous tendencies*) qui touchent les Etats d'Asie du Sud-Est, la hiérarchie qui peut exister entre divers « centres » : *…the ever-shifting balance of power between centers and peripheries, or perhaps more appropriately, between major and minor centers* : Trocki C.A., 1998, *Democracy and the State in Southeast Asia* : 7.

préférablement situés au cœur des reliefs collinéens et montagneux. L'altitude minimum requise pour la culture du pavot à opium dans les montagnes d'Asie du Sud-Est explique en partie ce phénomène, au même titre que la localisation périphérique et relativement inaccessible qu'une activité agricole illégale impose logiquement à ceux qui la pratiquent. L'inaccessibilité (relative) était ici tournée à l'avantage des cultivateurs qui, grâce au rôle traditionnel des caravaniers haw, n'avaient nul besoin d'aller vendre leurs productions dans les marchés urbains puisque « le marché venait à eux ».

Cette localisation montagnarde périphérique, par rapport au centre thaï des plaines urbanisées, correspondait en fait également pour les Hmong, puisqu'il s'agit d'eux, à l'occupation du centre de l'espace tribal thaïlandais. Ils étaient placés, en fonction de l'occupation de leur niche écologique particulière et de considérations sécuritaires, au cœur même du monde et de l'espace tribal, en quelque sorte au centre de la périphérie thaïlandaise. Cette localisation était d'ailleurs d'autant plus recherchée que le contact direct avec le monde thaï n'était pas apprécié et pouvait être évité grâce à l'intermédiaire et au rôle des Haw. Enfin, comme l'a montré E. Van Roy[968], les villages tribaux qui n'étaient pas engagés dans la production d'opium étaient contraints de se localiser en périphérie du centre tribal et montagneux, aux marges du monde tribal et du monde thaï. La nature des relations qui existaient entre les Thaï et les populations tribales, les « *chao khao* », conditionnait donc le développement et l'existence relative de ces centres et de ces périphéries multiples, la périphérie des uns se révélant être le centre des autres et *vice versa*. Mais ces centres et ces périphéries correspondent aussi à des espaces appropriés et revendiqués, à des territoires dont les logiques sont au cœur des dynamiques spatiales des deux régions de production.

[968] Van Roy E., 1971, *Economic systems of Northern Thailand, structure and change*.

3.1.3. Le territoire au cœur de la problématique de l'économie de l'opium

3.1.3.1. Le territoire : un espace approprié

Le territoire revêt une importance toute particulière dans la définition et l'émergence des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. Les deux espaces constituent en effet, nous l'avons dit et nous le détaillerons, des « laboratoires vivants » de la géopolitique et de la géostratégie en Asie. Comme l'explique Y. Lacoste, le territoire est au centre de la géopolitique en tant que démarche scientifique et, *quelle que soit son extension territoriale… et la complexité des données géographiques…, une situation géopolitique se définit, à un moment donné d'une évolution historique, par des rivalités de pouvoirs de plus ou moins grande envergure, et par des rapports entre des forces qui se trouvent sur différentes parties du territoire en question*[969]. Les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, lieux de rivalités de pouvoirs et théâtres d'affrontements historiques par excellence en Asie, soulèvent donc des problématiques territoriales autour de l'enjeu de la drogue et de ses ressources qui sont éminemment géopolitiques.

Mais afin d'aboutir à une définition précise de ces deux entités spatiales, il est nécessaire de procéder à un travail préalable de réflexion portant sur la notion même de territoire. Peut-on en effet qualifier le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, en premier lieu, de territoires, et enfin de territoires de l'opium ? On s'accorde généralement à penser que le territoire, au-delà de l'acception strictement éthologique du terme, est un espace approprié ou, comme le proposait A. Frémont, un espace-appropriation[970]. L'espace sacré, opposé à l'espace profane et évoqué par exemple par M. Eliade[971], est de cette façon, peut-être, le résultat du premier processus de territorialisation de

[969] Lacoste Y., 1993, *Op. cit.* : 3. *Puisque la géopolitique, en tant que démarche scientifique, a pour objet l'étude des rivalités territoriales de pouvoirs et leurs répercussions dans l'opinion publique, et puisque c'est par l'intermédiaire d'un certain nombre de représentations que l'on peut comprendre l'intérêt stratégique ou la valeur symbolique de ces territoires qui sont enjeux ou espaces de rivalités ou d'affrontements, il est nécessaire de mettre en œuvre les méthodes et les raisonnements d'un savoir scientifique qui est justement spécialisé – d'où son nom – dans la construction et l'analyse des représentations d'espaces et de territoires : la géographie* : 30.

[970] Frémont A., 1999, *La région, espace vécu* : 80-82.

[971] La perception par l'homme de la non-homogénéité de l'espace s'est très tôt traduite par les divisions qu'il a établies entre les mondes sacrés et profanes. Avec l'apparition de la parcelle défrichée est *né le territoire profane… espace déspiritualisé, matérialisé, utilitaire, espace profane, sinon profané…* auquel s'oppose l'espace sacré, celui des dieux, celui du temple (*profanus* : hors du temple) : Brosse J., 1990, *La magie des plantes* : 147. Cette même perception est expliquée en ces termes par l'historien des religions Mircea Eliade : *l'expérience religieuse de la non-homogénéité de l'espace est une expérience primordiale, comparable à la création du monde. C'est la cassure de l'espace qui permet que le monde devienne car elle révèle le point fixe, l'axe central de toute orientation future. Quand le sacré se*

l'histoire de l'humanité, faisant, selon les mots de J.-F. Vincent, que *la conception de territoire apparaît alors pétrie de religion*[972].

L'appropriation de l'espace par les sociétés humaines s'est également faite par les règles que celles-ci ont dressées quant à l'utilisation du sol, sa mise en valeur et son exploitation. Les milieux naturels et culturels de l'Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest ont permis le développement de dialectiques espaces – sociétés diverses et variées, les modes d'occupation et d'exploitation de l'espace variant selon les habitats ; les sociétés cherchant à dominer avantageusement leurs milieux naturels, par l'utilisation et la maîtrise de leurs potentialités et contraintes, en actualisant les processus d' « humanisation » qui leurs sont spécifiques. La « spatialisation » opérée par ces mêmes sociétés vient ensuite, en tant que second processus de production d'un « espace humain », établir *un ordre spatial à la surface de la terre en correspondance avec un ordre cosmique, surnaturel, idéologique qui fait partie intégrante de leur patrimoine naturel culturel. Cet ordre spatial se fonde sur les polarités inscrites par la société, ses groupes et ses collectivités.* Ces polarités *fondent une organisation orientée où tout se situe au centre ou par rapport à lui, sur des « périphéries multiples et progressives », selon la distance qui est « en quelque sorte du temps matérialisé »*[973].

Le territoire apparaît donc en partie comme la résultante de l'inscription des activités humaines dans l'espace à travers l'appropriation identitaire que les sociétés en font. L'exploitation d'une niche écologique donnée, par exemple, contribuant à la définition des marqueurs identitaires d'un groupe à travers l'organisation des *rapports sociaux de production qui organisent cette exploitation*, participe pleinement au processus de territorialisation. Et celui-ci se manifeste, à travers les rivalités de pouvoirs qui s'exercent sur les territoires, d'une part dans le jeu multiple de la fluctuation des centres et des périphéries, et d'autre part dans la délimitation de frontières de natures différentes, étatiques ou non. En effet, *les territoires ont naturellement des limites et quand*

---

manifeste dans une hiérophanie il y a non seulement cassure dans l'homogénéité de l'espace, mais aussi révélation d'une réalité absolue face à la non-réalité environnante. La manifestation du sacré crée ontologiquement le monde. Dans l'homogène et infinie étendue, où nul point de référence n'est possible ni donc déterminable aucune orientation, la hiérophanie révèle un point fixe absolu: un centre : Eliade M., 1978, *Op. cit.* : 34. L'auteur mentionne aussi le rôle central de ce qu'il nomme l'*axis mundi*, ou axe du monde, cet axe central identifié au « pilier du monde » dans maintes cultures et que l'on retrouve par exemple dans celles d'Asie du Sud-Est. En effet, selon les termes de Heine-Geldern, au Cambodge, *...the king is identified with Mount Meru itself... the king is identified with the axis of the universe* Heine-Geldern H., 1956, *Op. cit.* : 8.

[972] Eliade E., 1978, *Op. cit.* ; Hoerner J.-M., 1996, *Op. cit.* : 23-26 ; Vincent J.-F., 1995, *Le territoire et ses dieux : de la rencontre à la coexistence* : 11-27.

[973] Taillard C., 1992, *Op. cit.* : 11-12, l'auteur s'inspire ici largement de Pinchemel G. et P., 1992, *La face de la Terre.*

ils sont institutionnalisés, ces limites deviennent des frontières. […] *Quoi qu'il en soit, et surtout quelle que soit la nature de la frontière, il existe des territoires transfrontaliers…*[974]

Le territoire est ainsi un espace approprié qui procède de la relation dialectique déterminante qui existe entre le politique, l'identitaire et le spatial. Se pose donc inévitablement, lors de la définition de la notion de territoire, la question primordiale de la nature de la relation qui existe entre l'Etat et la nation, de la concordance ou non des ensembles spatiaux étatiques et nationaux, sur un même territoire délimité par des frontières communes, l'Etat-nation étant une symbiose ethno-politique. En effet, *l'Etat, c'est avant tout un territoire*[975], l'aboutissement d'un processus de territorialisation en ce qu'il est soumis à des forces centripètes (centralisation, uniformisation) et centrifuges (partition, morcellement du territoire par des allégeances identitaires multiples). La dynamique géopolitique, celle de l'Etat et du territoire, résulte en partie de *l'intervention de ce que l'on pourrait appeler des « acteurs non étatiques » ou des sous-systèmes*, ethnies minoritaires ou majoritaires, dominées ou dominantes, communautés religieuses et linguistiques, clans, tribus, factions, clientèles, partis politiques minoritaires et diasporas[976].

Le territoire est donc cet espace approprié dans lequel s'inscrivent les activités humaines et sur lequel s'exercent le pouvoir et l'autorité de certains acteurs des sociétés. Il est l'enjeu de multiples rivalités de pouvoirs, de moyens mais aussi d'idées (idéologies), enjeu identitaire, politique et économique. Le territoire est cet espace dont l'appropriation, consciente puisque identitaire, se manifeste par l'établissement de réseaux de relations sociales et de pouvoir. *En réalité, un territoire est fait de lieux qui sont liés… Réseau et territoire sont dans le même rapport : l'espace géographique, qui les inclut tous les deux, est Janus à double face, aréal et réticulaire*[977]. Le territoire n'est pas donné, il est construit par l'établissement de réseaux et de

[974] Hoerner J.-M., 1996, *Op. cit.* : 189.
[975] *Ibidem* : 98.
[976] *Chaque entité sociale, politique ou culturelle, poursuivant ses propres objectifs, contribue à « l'universelle explosion des particularismes » qui affecte la majorité des Etats, lorsqu'ils ne sont pas constitués en Etats-Nations… Les Etats non nationaux sont en effet assimilés à des systèmes politiques hétérogènes, et, de ce fait, spatialement différenciés. Or, les tensions internes peuvent rapidement y prendre une dimension plus large, soit que les acteurs non-étatiques soient aussi localisés en position frontalière et d'intersection, frontière-obstacle, soit qu'ils puissent disposer d'appuis logistiques dans les pays voisins, frontière-sanctuaire, soit les deux* : Foucher M., 1991, *Op. cit.* : 301-302.
[977] Brunet R., Théry H., 1993, *Territoire*, in Brunet R., Ferras R., Théry H., 1993, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique* : 481. Aréal (ou aréolaire) désigne ce qui concerne une aire, une surface, par opposition à réticulaire, ce qui relève du réseau.

relations[978], par l'exercice d'un pouvoir, et par rapport à un référent (ethno-national, linguistique, social, religieux, politique, économique…), entre appropriation et identification.

3.1.3.2. Triangle d'Or et Croissant d'Or : des mosaïques territoriales

Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or peuvent-ils donc être caractérisés de territoires à part entière ? Nous constaté que le Triangle d'Or, par exemple, était un ensemble spatial caractérisé et défini par rapport à l'activité économique qui, en valeur tout au moins, y prédomine : la culture illégale de pavot à opium et la production d'opium et d'héroïne. Cet ensemble spatial n'est bien sûr pas délimité de façon précise ou stable, tant les cultures et les laboratoires de transformation ont été déplacés au fur et à mesure de l'évolution historique des rapports de forces et de pouvoir d'une région polyethnique et interétatique. On peut même dire que les expansions et translations des aires de production dans certains pays du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ont été les corollaires de leurs contractions ou de leurs reculs dans d'autres : les productions d'opium en Birmanie et en Afghanistan se sont en effet d'autant plus développées qu'elles diminuaient en Thaïlande et au Pakistan.

Ce sont la production et la transformation illégales des opiacés qui font du Triangle d'Or et du Croissant d'Or des ensembles spatiaux à part entière, même si leurs appellations procèdent plus du phénomène des représentations que d'une réalité géographique précisément délimitable et cartographiable. Ils correspondent à des représentations spatiales, et surtout phénoménales, des réalités qui caractérisent un espace donné. Ils ne constituent pas chacun un territoire, ni ne sont composés d'un seul et unique territoire, puisqu'ils sont déjà surimposés aux entités politico-territoriales des Etats et à leurs frontières institutionnalisées.

Quant aux territoires étatiques auxquels ces deux espaces sont surimposés, s'ils apparaissent comme les plus reconnus internationalement car les plus institutionnalisés, les autres types de territoire, issus de différents processus et degrés de territorialisation, sont tout aussi ancrés dans l'espace, sinon parfois plus. Ces territoires alternatifs peuvent même, dans certains cas, mettre en péril l'intégrité territoriale des Etats. Ainsi, par le conflit, les narcotrafiquants s'approprient et se soustraient même des territoires, des régions de culture du pavot, des zones de transformation de

[978] *Dans le tiers-monde, l'espace est souvent réticulaire, plus fondé sur les réseaux que sur des territoires fermés* : Hoerner J.-M., 1996, *Op. cit.* : 27.

l'héroïne ou des couloirs d'exportation de leurs productions. Les armées ethniques autonomistes de la périphérie birmane affirment leurs ancrages territoriaux en justifiant leurs appropriations à travers la référence à une certaine unité ou homogénéité ethnique, linguistique, voire même religieuse ou idéologique. Et l'imposition aux minorités ethniques montagnardes de la religion bouddhiste et de la langue thaï comme marqueurs de la nationalité et de la citoyenneté thaïlandaise fournit un exemple d'un processus de territorialisation stato-national que l'on peut retrouver ailleurs qu'en Thaïlande. Ce qui est par exemple le cas des tentatives de pachtounisation qui ont caractérisé l'histoire afghane contemporaine, ou du processus de « talibanisation », véritable complexe ethnico-religieux d'un islam rigoriste teinté des principes du *pachtounwali*, qui se développe au Pakistan[979].

Le Triangle d'Or et le Croissant, en tant que territoires pluriels plus ou moins achevés, sont donc d'autant plus objets de rivalités de pouvoirs et sujets de nombreux rapports de forces. Les productions illégales dans ces deux espaces sont en effet rendues possibles en partie par cette agrégation, cette superposition discordante de multiples ensembles spatiaux qui tendent à s'inscrire de façon territoriale et à donner corps à autant de pouvoirs et contre-pouvoirs. Les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or sont donc autant caractérisés par leurs productions illégales que par ces territorialisations multiples. En effet, celles-ci, dans le cadre politico-territorial des Etats qui ne sont pas encore structurés en Etats-nations, remettent en cause l'équilibre fragile existant entre forces centripètes et centrifuges.

Il n'y a ainsi pas un seul territoire du Triangle d'Or ou un seul territoire du Croissant d'Or, mais deux ensembles spatiaux dont les aires de productions illégales fluctuent au gré de l'évolution des processus de territorialisation des Etats et des sous-systèmes ou acteurs non-étatiques qui les composent. Le Triangle d'Or originel, tel que ses productions l'ont ancré en Birmanie, au Laos et en Thaïlande, a effectivement changé de géométrie lorsqu'en conséquence de l'affirmation du pouvoir politico-territorial de l'Etat thaïlandais, la culture du pavot a été quasiment éradiquée de la périphérie montagneuse du royaume pour ne subsister que de l'autre côté de la frontière

[979] L'interprétation de l'islam par les *taliban*, si elle emprunte certes beaucoup au substrat culturel et traditionnel du *pachtounwali* (exécutions par la famille d'un plaignant, observation de la *purdah* –ou dissimulation des femmes– etc.), proscrit toutefois certaines coutumes pachtoun, telle que celle du culte des saints. Certaines des règles du *pachtounwali* sont aussi contraires à celles de la *sharia*, à l'instar du deuxième principe du code d'honneur pachtoun : *badal* (après *melmastia*, l'hospitalité). Cette tradition du devoir de vendetta (*badal*) est donc contraire aux principes de l'islam mais les *taliban* l'ont intégrée dans leur interprétation très controversée de la *sharia*. Quant à l'usurpation d'un terrain appartenant à autrui, pratique pachtoun, elle est aussi proscrite par la *sharia*. Mais le *pachtounwali* prévoit cependant l'intercession du *mullah* afin de surmonter les différences que les deux ensembles de lois peuvent impliquer : Magnus R.H., Naby E., 1998, *Op. cit.* : 78.

interétatique, en Birmanie. La quête inachevée de l'unité politico-territoriale, et la plus ou moins grande résistance des minorités à cette quête, qui caractérisent l'histoire de la Birmanie depuis son indépendance, ont permis, à travers la conservation d'une complexe mosaïque territoriale dans la périphérie du pays, le développement de l'économie de l'opium que l'on connaît encore en 2000. La même chose est vraie de la situation du Croissant d'Or dont la croissance de la production d'opiacés a grandement bénéficié de ces multiples processus de territorialisation inachevés au Pakistan et en Afghanistan (notamment ceux de la guerre civile en Afghanistan). Les problématiques territoriales complexes du Pakistan et de ses régions frontalières tribales avaient en effet permis une production d'opium et d'héroïne qui a désormais trouvé un terreau fertile dans l'imbroglio politico-territorial de l'Afghanistan voisin. Mais, par rapport à la complexité et à la diversité qui prévalent en Birmanie, en Afghanistan, où l'autorité des *taliban* est affirmée dans près de 85 % du pays, une territorialisation plus unitaire y a vraisemblablement permis l'instauration et le respect (en 2000 – 2001 au moins) de la prohibition déclarée par le *amir al-mu'minin* (commandeur des croyants), Mullah Omar, en juillet 2000[980].

Le territoire se trouve donc clairement au cœur de la problématique du développement de la production de plantes à drogues, mais plus en tant qu'espace-appropriation qu'en tant qu'espace approprié. Ce sont en effet les territorialisations incessantes et inachevées, non institutionnalisées, qui créent l'instabilité politico-territoriale sur laquelle prospèrent les productions du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, et non pas les mosaïques territoriales en tant que telles.

[980] Il est vrai aussi que l'Afghanistan bénéficie avec l'Islam, et malgré ses nombreuses sectes, d'une homogénéité que ne présente par la Birmanie où les confessions religieuses sont multiples. C'est cet aspect culturel qui permet à certains analystes et officiels de la lutte antidrogue (PNUCID notamment) de penser, semble-t-il avec juste raison (compte tenu de l'état de la production afghane en 2001) que l'Afghanistan dispose d'un potentiel de prohibition plus important que la Birmanie.

3.1.3.3. La territorialisation par, pour, et contre l'opium : l'espace convoité

Dans le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, les rivalités de pouvoirs et les rapports de forces qui s'exercent autour de la production d'opiacés et des revenus qu'elle permet de dégager entretiennent le dynamisme et la vitalité des processus de spatialisation et de territorialisation. En effet, l'espace y est perpétuellement soumis à appropriation, ou à réappropriation, par les acteurs de la scène narcotique, qu'ils soient étatiques ou non : forces antidrogues des Etats (douanières, policières et militaires), organisations internationales (PNUCID) et non gouvernementales, armées ethniques autonomistes, narcotrafiquants, seigneurs de la guerre et commandants divers, rivalisent tous sur un même terrain afin d'y exercer leurs autorités respectives et leurs projets de développement contradictoires, par, pour, ou contre l'opium et son économie illicite.

Si, dans les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, la production d'opiacés semble donc avoir été permise par ces territorialisations multiples et concurrentes que nous avons mentionnées, cette même activité économique a également permis, entretenu et accru les processus de territorialisation. L'opium et ses revenus sont devenus le moyen et la fin, ou but, de la territorialisation en y jouant un rôle qui est comparable à celui qu'il a intégré dans la conduite des conflits armés où, *du nerf de la guerre, la drogue tend… à en devenir l'enjeu*[981]. En effet, l'opium et ses précieuses ressources ont indéniablement financé nombre de conflits d'Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest, et donc permis, à travers les rivalités de pouvoirs et les rapports de forces qui s'exerçaient sur l'espace disputé, son appropriation et sa territorialisation. Les guerres d'Indochine et d'Afghanistan en fournissent des exemples éloquents, au même titre que les incessants conflits de type « civil » qui persistent en Birmanie et en Afghanistan. Mais, comme l'évolution récente de la UWSA nous l'a montré en Birmanie, la drogue est également devenue, du nerf de la territorialisation, son enjeu. Le conflit qui oppose la UWSA à la SSA et les déplacements de populations wa et muser depuis la frontière chinoise vers celle de la Thaïlande apparaissent ainsi comme étant clairement motivés par l'appropriation de certaines des terres à pavot les plus réputées de la Birmanie orientale. Moteur de certaines territorialisations, l'opium peut même concurrencer le ressort du phénomène identitaire, ainsi que la transformation des guérillas ethniques autonomistes de Birmanie en guérillas de la drogue a pu le montrer. La drogue et ses

[981] Labrousse A., Koutouzis M., 1996, *Op. cit.* : 32.

profits y ont souvent été substitués à l'idéologie et à l'identitaire, comme ce fut le cas des Wa de la faction armée du CPB ou encore de Khun Sa et de son armée dite « nationaliste » shan.

Mais si à la territorialisation par l'opium, s'ajoute donc celle pour l'opium, il en existe une tierce forme, construite cette fois contre l'opium. Le « fléau de la drogue », tel que le phénomène de la production et de la consommation est couramment représenté, constitue, en fontion de sa nature illicite (et non pas de façon intrinsèque), une double menace pour les Etats et les sociétés, l'une intérieure et l'autre extérieure. A ces menaces sécuritaires et sanitaires déclarées répond une « guerre à la drogue », d'inspiration et d'instigation principalement états-uniennes, dont l'échec maintes fois proclamé n'a pas néanmoins stoppé les efforts. Pour certains, même, cette *guerre à la drogue est en train de devenir l'un des principaux moyens légitimant l'accroissement de la capacité des Etats à intervenir dans les domaines nationaux et internationaux*[982]. H.T. van der Veen parle ainsi d'un « complexe de la drogue » qui réunirait toute la *communauté d'intérêts* du monde de la drogue, depuis les narcotrafiquants jusqu'aux appareils d'Etat et aux organisations internationales et non gouvernementales. Selon lui, les dynamiques qui se créent au sein et entre les forces sociales des deux côtés de la loi ne tendent pas à s'équilibrer, mais se renforcent plutôt les unes les autres, soit en agissant de concert, soit par le biais d' « interactions systémiques »[983].

La militarisation croissante à laquelle on assiste au sein de ce complexe de la drogue, du côté des forces de répression comme de celui des narcotrafiquants, crédite en effet cette approche de la réalité à plusieurs niveaux. La drogue, ici l'opium, a certes permis le financement de la militarisation de groupes d'acteurs, étatiques ou non, et de régions d'Asie et du reste du monde. L'utilisation des revenus de la drogue par les *taliban* à travers la taxation des récoltes, le réinvestissement et le blanchiment de l'argent de la drogue en Birmanie, le bénéfice direct que font de nombreux acteurs non-étatiques en Afghanistan, au Pakistan, en Asie centrale, en Birmanie, en Thaïlande, de la production et du commerce de la drogue, permettent le financement direct ou indirect d'une militarisation croissante des acteurs et des régions. Les forces antidrogue des Etats engagés contre l'économie de la drogue font quant à elles souvent mention de leur manque caractérisé de moyens financiers, matériels et humains. C'est ainsi le cas de l'ANF pakistanaise ou, bien sûr, des unités antidrogue iraniennes dont les victimes de la guerre à la drogue se comptent par milliers.

[982] Veen, H.T. van der, 1999, *The international drug complex*. L'auteur explique : *Just as war is the continuation of politics by other means, so the 'War on Drugs' has become an extension of foreign policy by other means*.
[983] *Ibidem*.

L'Etat et ses appareils peuvent donc se trouver engagés dans un processus de territorialisation, ou de re-territorialisation, contre la « drogue » et contre les acteurs du narcotrafic. Les dynamiques et les motivations des territorialisations qui caractérisent les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or sont donc éminemment contradictoires puisqu'elles se font soit par et pour l'opium, soit contre celui-ci. Les rivalités de pouvoirs et les rapports de force qui s'exercent autour des espaces de production d'opium, d'héroïne, et désormais de méthamphétamine, se traduisent donc par des processus de territorialisations multiples et contradictoires qui sont la caractéristique majeure des situations géopolitiques.

Si, comme nous l'avons établi, il n'y a pas un territoire du Triangle d'Or ou du Croissant d'Or, il n'y a pas non plus de territoire de l'opium *stricto sensu*, mais de multiples territoires dont l'existence est permise par, pour, ou contre l'opium. Mais au-delà des aspects territoriaux de la production d'opium, il y a des terroirs qui sont définis par les qualités physiques particulières des régions de production comme par la qualité des produits obtenus : ainsi par exemple de l'opium du Kokang, tellement réputé. Le territoire occupe néanmoins une place centrale dans la compréhension de la géopolitique des drogues, dès lors qu'il ne semble pas pouvoir exister de production de drogues illicites sans appropriation (souvent par spoliation) de l'espace. On ne peut donc parler de territoires de l'opium que dans le sens où l'espace de production est convoité. Et le territoire, espace approprié, ou espace-appropriation, devient systématiquement espace convoité lorsqu'il donne l'accès à l'opium et à ses revenus.

Conclusion

Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or sont donc ces complexes spatiaux composés par la superposition d'ensembles spatiaux multiples et discordants, et structurés par l'existence de discontinuités spatiales et de frontières interétatiques, respectées ou contredites. Ils se définissent à plusieurs échelles et à plusieurs niveaux d'analyse, qu'il s'agisse du rôle des niches écologiques, de celui du territoire, ou des relations et rapports de force et de pouvoir qui structurent et conditionnent l'espace en centres et périphéries, en territoires contestés et, ou, convoités. La centralité et la primauté du territoire dans les problématiques spatiales de l'économie de la drogue font de celle-ci un phénomène géopolitique à part entière. Elle procède du jeu complexe des centres et des périphéries et des territoires qui peuvent être définis par, pour, ou même contre l'opium et sa production. Si l'on peut aisément concevoir une niche écologique ou un ensemble spatial correspondant à la production d'opium, il est toutefois beaucoup plus difficile de parler d'un territoire unitaire, sinon unifié, de l'opium, l'espace en portant la marque étant perpétuellement soumis à un processus, souvent multiple, d'appropriation.

L'opium, nerf et enjeu de la guerre, puisque denrée convoitée, implique de façon quasi systématique une territorialisation multiple de l'espace, dès lors qu'il s'agit d'une production illicite, et ne permet que rarement la définition et l'obtention durable d'un territoire donné. Les territoires de l'opium, dans leur complexité et leur multiplicité, sont d'autant plus soumis aux processus de re-territorialisation des Etats qu'ils sont l'expression de la contestation de la territorialité et de la juridiction spatiale de ces derniers. Quant aux frontières interétatiques, discontinuités spatiales majeures au fort potentiel de valence différentielle, elles donnent leur structure et leur logique spatiale aux espaces de production illicite du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. Elles sont en effet, en tant que limites territoriales reconnues et – normalement – respectées par les acteurs étatiques, l'objet de référence par rapport auquel s'inscrivent les espaces de production illicite, celui dont la transgression par les acteurs non-étatiques engagés dans le narcotrafic permet de dégager des profits, eux-mêmes fonction de la logique prohibitionniste de l'Etat. Le territoire et ses logiques spatiales et juridiques jouent un rôle primordial dans la structuration de l'économie de la drogue du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. Ces deux espaces de production illicites sont donc avant tout caractérisés par les processus complexes et prolongés

de territorialisation auxquels ils sont soumis. Ils ne correspondent en effet pas à des réalités spatiales figées, ou espaces appropriés, puisqu'ils sont sujets à une permanente redéfinition. Ils sont des réalités spatiales mouvantes dont les limites fluctuent au gré des rapports de forces et de pouvoirs qui s'exercent sur eux et leur production illicite.

3.2. Le moteur des grands rapports de force asiatiques

3.2.1. Triangle d'Or et Croissant d'Or : des angles géopolitiques

3.2.1.1. Deux angles géographiques majeurs de l'Asie

Les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or peuvent présenter certaines similarités de situation géographique si l'on observe, à une petite échelle, les places respectives qu'ils occupent dans l'espace asiatique. Ils occupent en effet tous les deux des espaces que l'on peut qualifier d'angles majeurs de l'Asie physique. L'angle, géographique et, ou, géopolitique, peut être considéré ici comme correspondant à un espace qui est compris entre des lignes – frontières ou discontinuités spatiales – ou des plans – ensembles spatiaux – qui se rencontrent[984]. Les situations respectives de ces espaces prennent une dimension toute particulière lorsque, à l'instar de toute situation, elles sont considérées par rapport à leurs environnements proches et lointains, et dans le cadre de leurs relations avec les autres espaces et régions périphériques. Abstraction faite du substrat politico-territorial des Etats auxquels ils se sont surimposés, ces deux espaces apparaissent d'abord être situés en position de contact aux extrémités orientale et occidentale de la grande chaîne himalayenne.

Ainsi, le Triangle d'Or est niché dans les hautes terres de l'éventail nord-indochinois, en position d'interface entre l'ensemble péninsulaire de l'Asie du Sud-Est continentale, dont il fait partie, l'ensemble quasi-continental de la Chine et celui du sous-continent indien. Certes, la connotation géométrique de l'appellation de Triangle d'Or contenait déjà dès sa création, et de façon probablement inconsciente, la notion d'angle. Même si le quatrième angle de l'espace alors considéré, angle chinois faut-il le rappeler de ce qui aurait pu être un « quadrilatère d'Or », n'avait été éliminé que pour des raisons politiques et diplomatiques, la situation de cette aire de production d'opiacés illicites n'en était déjà pas moins angulaire. Elle occupait cette position géographique périphérique, les marges montagneuses et forestières, tropicales humides, inhospitalières pour les « grandes » civilisations, de cette région d'Asie située à l'extrême est de la chaîne himalayenne. Et l'Asie du Sud-Est elle-même fut longtemps considérée comme cet « angle de l'Asie », cher à

[984] *Angle* : Le dictionnaire de la langue française par Emile Littré, 1872.

Elisée Reclus et à Paul Mus[985], dont la spécificité régionale était niée dans son appellation. « Indo-Chine » entre Inde et Chine, *Greater India* ou *Further India* des Britanniques implantés aux Indes, l'Asie du Sud-Est était déjà cet angle régional, ce coin géographique enfoncé entre l'Inde et la Chine[986].

Le Croissant d'Or, lui, se situe à'extrémité occidentale de la chaîne himalayenne et, à l'instar de son *alter ego* d'Asie du Sud-Est, dans une région en partie montagneuse et d'accès malaisé. La principale différence réside ici dans les milieux biogéographiques qui sont ceux des déserts et semi-déserts des régions tropicales sèches. L'espace considéré occupe là aussi une position de contact majeur entre l'ensemble démesuré des déserts et des steppes d'Asie centrale, l'extrémité sud-ouest de la masse chinoise, le sous-continent indien, la péninsule arabique et le Proche-Orient. Cet espace particulier que d'aucuns nomment Asie du Sud-Ouest, selon l'usage de langue anglaise, ne bénéficie pas en français d'une unité propre et nominative. L'Afghanistan est rattaché à l'Asie centrale, le Pakistan au sous-continent indien ou à l'Asie du Sud, et l'Iran au Moyen-Orient, alors même qu'une longue et très mouvementée histoire culturelle, religieuse et politique commune pourrait justifier de leur rassemblement au sein d'une seule entité géographique[987]. Du point de vue physiographique, l'espace du Croissant d'Or, ou des pays qui le composent, est comparable à celui du Triangle d'Or, le relief y étant très mouvementé et imposant des contraintes certaines à la communication des hommes, des biens et des idées. La région est donc ici aussi marginale et périphérique par comparaison aux grandes masses continentales asiatiques qui les enserrent et les isolent.

Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or se situent donc en position de contact, d'interface, entre les grandes masses asiatiques, aux extrémités orientale et occidentale de la chaîne himalayenne, aux angles nord-est et nord-ouest du sous-continent indien, à la périphérie sud des ensembles

[985] Mus P., 1977, *Op. cit.* ; Reclus E., 1883, *Nouvelle géographie universelle, la terre et les hommes* ; voir aussi Fisher C.A., 1964, *Op. cit.*

[986] *By the end of the Middle Ages, when Portuguese appeared on the scene, South East Asia, was divided into two main cultural areas: one called by the French scholars l'Inde extérieure, where Indian influences predominated, and the other, consisting of Tongking, Annam and Cochin China, where, with the fall of the 'Hinduized' kingdom of Champa in the fifteenth century, Chinese influences had the mastery… The use of such terms as 'Further India', 'Greater India' or 'Little China' is to be highly depreciated. Even such well-worn terms as 'Indo-China' and 'Indonesia' are open to serious objections, since they obscure the fact that the areas involved are not mere cultural appendages of India or China but have their own strongly-marked individuality* : Hall D.G.E., 1981, *A History of South-East Asia* : 4.

[987] *Le rapprochement des trois pays, inhabituel pour le grand public comme pour les médias, a néanmoins sa raison d'être et ses commodités. Ces trois pays non arabes, mais musulmans, ont souvent une histoire commune, se partagent les mêmes frontières, constituent une région d'importance stratégique, se caractérisent par une diversité ethnique interne et certaines populations se retrouvent même à cheval sur les trois Etats* : Nahavandi F., 1991, *Op. cit.* : 14.

centre asiatique et chinois. Plus précisemment, ils sont situés légèrement en retrait méridional du monde himalayen et sont intégrés au sein de ces arcs montagneux qui, de là, s'infléchissent vers le sud. Ils y occupent une position de pivot entre les grands ensembles du relief asiatique, au cœur de ces chaînes plissées (Hindou Kouch, chaînes Sulaiman et Brahui, Arakan Yoma, Pegu Yoma, monts du Tenasserim, chaîne annamitique…), qui séparent les immenses surfaces planes des socles et des boucliers continentaux (bouclier du Turkestan, boucliers chinois et indien, dalle cristalline massive du Tibet). Ces grands axes montagneux sont autant de seuils qui séparent les plaines alluviales et les plateaux qu'occupent le Triangle d'Or et le Croissant d'Or : plateau yunnanais à l'est et irano-afghan à l'ouest.

Les régions du Triangle d'Or et du Croissant d'Or peuvent donc être qualifiées d'angles géographiques majeurs dans la mesure où elles se situent très nettement, et de façon similaire, en position de contact et d'interface entre les grands ensembles physiographiques continentaux ; aux deux lieux majeurs de rupture de la formidable barrière physique que constituent la chaîne himalayenne et le plateau tibétain, entre le nord et le sud de l'Asie, aux corridors nord-est et nord-ouest d'entrée du sous-continent indien. La prégnance de ce caractère angulaire des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or est également observable et compréhensible lorsque l'on considère la géographie des grands ensembles historiques de l'évolution de l'Asie.

3.2.1.2. De l'émergence historique des angles géopolitiques du Triangle d'Or et du Croissant d'Or

Les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ne constituent pas seulement des angles géographiques au sein de l'Asie physique, leur localisation correspondant en effet également à celle des grands carrefours civilisationnels du continent, aux marges septentrionales de l'ex-Empire britannique des Indes, ainsi qu'aux périphéries méridionales des anciens Empires chinois et russe. Mais ils figurent aussi au cœur de ces espaces de contact entre quelques-unes des grandes civilisations et religions d'Asie[988].

Ainsi, le Triangle d'Or est niché à la jonction des aires d'influence linguistique, religieuse et cosmologique indienne et chinoise. La péninsule indochinoise, depuis la Birmanie jusqu'au Vietnam, propose différentes variantes des symbioses culturelles qui ont pu se faire au fur et à mesure des processus d'indianisation et de sinisation[989]. Certes, le peuplement du sud-est asiatique est d'origine géographique chinoise et la sinisation a ainsi pu s'opérer très tôt et très longuement dans la région, et parfois même rester particulièrement prégnante comme en témoignent encore d'une part l'importance des communautés chinoises d'outre-mer en Thaïlande et, d'autre part, la forte dimension chinoise de la culture vietnamienne où le taoïsme, ce syncrétisme chinois, et le confucianisme, sont très présents. Mais c'est l'indianisation qui, depuis les premiers siècles de l'ère commune, aura le plus marqué l'Asie du Sud-Est. En effet, les influences indiennes se manifestèrent à travers les alphabets et les phénomènes religieux (bouddhiste et, ou, hindouiste), mais aussi dans les conceptions cosmologiques de l'espace et l'organisation des royaumes agraires autour des temples-montagnes. Depuis Pagan jusqu'à Angkor Vat en passant bien sûr par Sukhothaï, la centralité du Mont Méru est récurrente dans la structuration spatiale des royaumes

[988] *L'Inde et la Chine se sont alors construites, chemin faisant, avec les matériaux ethniques trouvés sur place et dans un équilibre civilisateur développé par une élite lettrée, auprès du pouvoir, partout, donc, au contact des faits et formalisant cette synthèse à une échelle, des deux côtés, quasi planétaire. Une division s'est ordonnée, dans les deux cas, entre des zones montagneuses surtout en cultures sèches, sur brûlis, nourrissant, au plus, quelques vingt habitants au kilomètre carré, et la culture irriguée, couvrant certains versants, et dans les plaines, qui en admet plusieurs centaines - jusqu'à cinq ou six cents, par endroits plus. Les excédents de cette dernière production permettent alors les concentrations urbaines; des réseaux de communication s'établissent : la grande histoire, dont il demeurera trace, comme telle, dans les écrits et notamment les inscriptions, est commencée* : Mus P., 1977, *Op. cit.* : 220.

[989] *Si le peuplement préhistorique de l'Asie du Sud-Est a été en bonne partie assuré par de grandes vagues migratoires issues du sud de la Chine, le développement des civilisations de la région tira à son tour profit de liens avec les grands foyers culturels situés au nord et à l'ouest. Sans jamais s'asservir à l'un ou à l'autre, le Sud-Est asiatique a su jouer de sa position au terme comme au point de convergences des influences chinoises et indiennes* : Koninck R. de, 1994, *L'Asie du Sud-Est* : 38.

rizicoles concentriques. L'Asie du Sud-Est continentale avec, dans son angle nord-ouest, l'espace du Triangle d'Or, est donc à la croisée des influences indiennes et chinoises que deux axes de pénétration de l'islam, depuis le Yunnan et la Malaysia surtout, mais également le Bangladesh, viennent encore compléter.

Quant au Croissant d'Or, il est également à la croisée de grands domaines civilisationnels[990]. Là encore la région est comprise entre le monde indien et hindou au sud-est, dont les dimensions spatiale et démographique sont stratégiquement ressenties par le Pakistan, et, au nord-est, l'immense masse chinoise qui vient, avec la région autonome du Xinjiang, musulmane et turcophone, s'appuyer sur les arcs montagneux périphériques de la chaîne himalayenne (Karakorum, Pamirs…). Au nord, c'est l'Asie centrale des steppes nomades, région désormais musulmane et tout juste sortie de l'ex-Union soviétique, par où sont venues les hordes mongoles (XIII^{e} et XIV^{e} siècles). Celles-ci furent certes destructrices et meurtrières mais elles portèrent également en elles, notamment avec Tamerlan (un turco-mongol) puis les Timourides, les germes d'une grande culture asiatique dont l'influence, avec Baber et la dynastie moghole, se ferait sentir jusqu'à Delhi. A la croisée également des mondes perse et arabe dont les domaines et aires d'influences se sont étendues jusqu'en Asie centrale, en Chine et en Inde, l'espace du Croissant d'Or, et de façon plus large celui de l'Asie du Sud-Ouest, a émergé au cours de l'histoire comme un lieu privilégié de contact et de transition, mais aussi d'affrontement et de conflit. A l'instar de l'Asie centrale ex-soviétique, qui fut cette *rose éclose au cœur du continent*[991] et *la plaque tournante de la fameuse Route de la soie*[992], et qui *n'est plus une entité unique* mais est *à nouveau multiple, plurielle et antagoniste*[993], l'Asie du Sud-Ouest est cette *terre d'échanges*, cette *terre d'obstacle… vouée aux rencontres et aux apports mutuels*[994]. Le Croissant d'Or est situé, comme le Triangle d'Or, dans un angle majeur de la géographie de l'Asie et forme un pivot à l'intersection de quelques-unes des grandes aires culturelles et religieuses du continent. Mais plus encore que l'Asie

[990] *Une gigantesque pince est partie du Nord-Ouest du demi-continent indien et du Nord-Ouest du demi-continent chinois, à l'impact, dans les deux cas, de l'Asie à cheval, nomade, clairsemée et conquérante, sur une Asie sédentaire, derrière ses buffles et avec ses masses humaines profondes, enserrées dans divers carroyages hydrauliques, digues et canaux* : Mus P., 1977, *Op. cit.* : 220.

[991] C. et R. Choukourov expliquent qu'un *père de la littérature kazakhe moderne, Abaï Kounanbaïev (1845-1904), imaginait l'Asie centrale comme une « rose éclose au cœur du continent »* : Choukourov C. et R., 1994, *Op. cit.* : 15.

[992] *Ibidem*.

[993] Poujol C., 1992, *Prologue* : 17.

[994] Jan M., 1992, *Des voyageurs au fil des siècles* : 38 : *Les civilisations européenne, méditerranéenne, indienne, persane et chinoise se retrouvaient en ces carrefours insolites, les oasis du Turkestan, fragiles îlots culturels. Turfan, Hotien, Kucha Dunhuang, et d'autres encore, témoignent de ces âges d'or de communication et d'échanges, en leurs cités mortes qui disputent au temps des images estompées. Samarcande, Boukhara, Bagdad ont perdu leur lustre.*

du Sud-Est, l'Asie du Sud-Ouest est un angle géopolitique majeur de l'Asie, de l'Eurasie même. En effet, malgré l'importance historique des branches méridionales des routes de la soie[995], l'Asie du Sud-Est continentale fut nettement moins exposée, puisque plus tardivement, aux influences intercontinentales, notamment arabes et européennes, que ne le fut l'Asie du Sud-Ouest dont la situation géographique au sein de la masse eurasiatique explique en partie son statut de carrefour culturel et politique majeur. En effet, avant les grandes découvertes, rendues possibles par celles de la circumnavigation, l'Asie du Sud-Est, en fonction de sa situation extrême-orientale, restait beaucoup moins accessible que l'Asie du Sud-Ouest, par exemple aux influences européennes. Mais, si à très petite échelle, en fait à celle des échanges historiques mondiaux, les deux régions ont été le lieu de rencontres et de métissages inégaux, aux échelles régionales, toutefois, ces mêmes interactions culturelles ont eu des conséquences incontestables sur la structuration de leurs développement politico-territoriaux respectifs.

Il ne s'agit pas ici de verser dans une explication déterministe et « géographisante » des émergences du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, ni d'adopter ou d'avaliser la vision chère à S. Huntington d'un certain clash des civilisations[996], mais plutôt de révéler quels ont pu être quelques-uns des facteurs déterminants, mais pas forcément dominants, de ces émergences dont les situations et localisations respectives sont pour le moins significatives. Car, malgré les très grandes diversités et complexités dont elles font preuve, les aires culturelles (entendues au sens large de système de valeurs et de mode de vie) et, nous allons le voir, les aires d'influence coloniales et postcoloniales, ont permis qu'émergent de leurs régions périphériques de contact, les espaces marginaux du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. C'est précisément en lieu et place de ces angles

[995] Il est avéré, en effet, que lorsque Chang Chien se rendit en Bactriane (alors appelée « Daxia »), en 126 avant notre ère, il y observa avec étonnement la présence de « toiles de Shu et de bambous de Qiong » dont l'origine était indiscutablement sichuannaise. Chang Chien apprit rapidement que ces productions chinoises étaient importées *via* le Shengdu, nom alors donné à l'Inde du Nord par les Chinois. La Chine était alors très irrégulièrement reliée à l'Asie centrale par les attaques répétées des nomades xiongnu et l'itinéraire par lequel ces toiles et bambous étaient transportés jusqu'en Bactriane empruntait les vallées de direction nord-sud du Sichuan et du Yunnan, celles-là même que Chang Chien avait voulu suivre, sans succès, pour rejoindre l'Inde, *via* l'actuelle Birmanie et l'Assam notamment. Boulnois L., 2001, *La Route de la Soie* : 53-54, 154-155.
Les véritables carrefours commerciaux que l'Asie du Sud-Ouest et l'Asie centrale constituaient à cette époque proposaient donc déjà des produits chinois alors que les Han eux-mêmes ignoraient beaucoup de ces terres occidentales. Mais c'est par l'Asie du Sud-Est continentale que les biens de consommations de l'Empire du Milieu parvenaient à l'ouest des Indes, *via* celles-ci.

[996] Huntington S.P., 1996, *The Clash of Civilizations and the Remaking of the World Order*. Voir, quant au « retour de la fatalité en histoire » que certains ont perçu dans la théorie de Huntington : Bruckner P., *Samuel Huntington ou le retour de la fatalité en histoire*, in Esprit, Novembre 1997 : 53-67. Egalement, à propos de l'article de Huntington dans un numéro de Foreign Affairs de 1993 : Thual F., 1995, *Les conflits identitaires* : 165-170. Mya Maung (1991, *Op. cit.*) déconstruit aussi la théorie du clash des civilisations comme le concept même de civilisation : 18-19.

géographiques et géopolitiques que les empires coloniaux ont permis et favorisé la création d'Etats-tampons tels que ceux d'Afghanistan et de Thaïlande. C'est de ces périphéries montagneuses, tribales et non contrôlées territorialement et politiquement par les Etats régionaux qu'allaient émerger les espaces de production illicite du Triangle d'Or et du Croissant d'Or.

Le Croissant d'Or et le Triangle d'Or sont ces angles géopolitiques dont la genèse s'est faite tout au long des rivalités impériales précoloniales et coloniales ainsi que lors des luttes d'influence idéologique de la période de la guerre froide. La localisation de l'espace du Croissant d'Or correspond par exemple de façon significative au centre géographique et historique des rivalités impériales russo-britanniques du *Great Game* du XIX^{e} siècle, comme à celui du *New Great Game* postérieur au conflit soviéto-afghan et à la guerre froide. La notion d'angle géopolitique majeur correspond de façon très significative au centre névralgique de l'espace caractérisé par les rivalités géopolitiques et stratégiques qui ont prévalu entre l'Empire britannique des Indes et celui de la Russie, depuis la Perse jusqu'au Turkestan chinois d'alors, plaçant l'Afghanistan dans ce rôle de tampon qui le suivra jusque dans l'affrontement indirect des deux blocs de la guerre froide. Mais le recours à cette même notion dans la définition et la caractérisation de l'espace des hautes terres de l'éventail nord-indochinois n'est pas moins pertinent. En effet, les rivalités coloniales qui ont opposé les Britanniques aux Français dans cette région ont également permis, sinon provoqué de façon plus ou moins indirecte, l'émergence d'un autre Etat-tampon jamais colonisé (le Siam), d'un autre angle géopolitique majeur d'Asie.

Il est possible d'observer, avec A. Lamb, que l'expansion territoriale de l'Empire britannique des Indes a donné lieu à des situations de crises frontalières importantes, dont certaines persistent toujours, dans ses angles nord-est et nord-ouest : *the process continued until the sphere of British rule had reached what might be termed the natural frontier regions of the Southern Zone : the North-East Frontier and mainland South-east Asia, the Himalayan barrier and the hill tracts of the North-West Frontier*[997]. Mais si l'Empire britannique s'est en effet heurté aux limites « naturelles », physiographiques, de l'espace qu'il conquérait, sa progression également interrompue par l'expansion concurrente et concomitante des puissances impériales russe et française, respectivement au nord-ouest et au nord-est[998]. De la même façon que la réaction du

[997] Lamb A., 1968, *Op. cit.* : 55.
[998] Les Français tentèrent de s'imposer en Perse, sur le flanc occidental hautement vulnérable de l'Empire britannique des Indes, et les Anglais redoutèrent tout particulièrement une incursion potentielle des armées napoléoniennes par le Baloutchistan : Hopkirk P., 1994, *Op. cit.* ; Meyer K.E., Blair Brysac S., 1999, *Op. cit.*

vice-roi des Indes, Lord Dufferin, aux rapports mentionnant l'établissement de relations diplomatiques entre les Français et le royaume de Mandalay, qui provoqua, ou au moins accéléra, l'annexion de la Haute-Birmanie par les Britanniques en 1886 (carte 26), l'accentuation de la pression russe sur les frontières nord de l'aire d'influence persanne, dès 1800, lorsque l'empire du Tsar s'appropria d'abord le Caucase puis les khanats d'Asie centrale, provoqua l'expansion territoriale britannique en Afghanistan (carte 27)[999]. Avec les conséquences dramatiques que l'on sait pour l'armée des Indes et la négociation russo-britannique du statut d'Etat-tampon de l'Afghanistan[1000].

C'est autour de cette formidable barrière orographique qu'est la chaîne himalayenne que s'organise la division du « système géopolitique asiatique » opérée par A. Lamb (carte 29). Celui-ci observe d'abord : *the point of immediate significance is that much of the Sino-Indian border along the Himalayas represents a frontier rather than a boundary*[1001]. *L'observation, précise-t-il ensuite, vaut non seulement pour le milieu physique, mais rend aussi compte de la complexité même, autant que du caractère inachevé de l'interaction sino-indienne*[1002]. Lamb explique que la frontière (*frontier*) que les Britanniques ont développé, depuis le nord-ouest jusqu'au nord-est de leur Empire des Indes, était perçue par les autorités de la façon dont Lord Curzon et Sir Henry

[999] *Just as French expansion towards the eastern frontiers of the Indian subcontinent produced British counter-measures, so Russian pressure on the Iranian world provoked a response from British India. As Burma was to Siam and Indochina, so the Indus valley, Baluchistan and Afghanistan were to Iran and Turkestan* : Lamb A., 1968, *Op. cit.* : 61.

[1000] *The major principle behind the Asian frontier system was recognition of the desirability of avoiding direct contact between the administered territories of the various colonial empires concerned. If possible there should be no common boundary between empires, rather there should be interposed a buffer territory… They served as an elastic substance placed between the unyielding fabric of colonial sovereignties. They could bend and bounce in a way that the defined boundaries of colonies could not* : Lamb A., 1968, *Op. cit.* : 62-63.

[1001] *Ibidem* : 6.

[1002] Gonon E., 1997, *Autour des Himalayas. Géopolitique d'une marche*. Et l'auteur de rappeler également que les Britanniques ont introduit au XIX[e] siècle *une nouvelle perception de l'espace, un nouveau concept géographique, celui de « sub-continent » ou sous-continent, et sa traduction politique tenant compte de la fragmentation interne : les « Indes ». Les limites de l'ensemble furent précisées en 1879 par Lord Lytton, vice-roi des Indes depuis 1876 : « La frontière naturelle de l'Inde est constituée par la convergence des grandes chaînes de montagne des Himalayas et de l'Hindou Kouch, jusqu'à leur jonction »*. Mais M.H. Edney rappelle quant à lui, selon un procédé similaire à celui utilisé par Tongchai Winichakul à propos de la « création » du Siam, que les Indes ne sont devenues un ensemble unitaire doté d'une identité propre que par un long travail cartographique des Britanniques contribuant à l'émergence et l'acceptation d'une représentation spatiale et politique du sous-continent : *Over the course of the nineteenth century, the British mapping of India further consolidated "India" in its modern image… The geographical rhetoric of British India was so effective that India had become a real entity for both the British imperialists and Indian nationalist alike. Both groups held "India" to be a single, coherent, self-referential geographical entity coincident with the bounds of the South Asian subcontinent and the extent of British power… "India" does not comprise a pre-existent stage, framed by mountains and oceans, on which the events of history play out… It is instead a creation of historical events and processes. It is, like all other regions to which we ascribe some meaning, the product of spatial history… The geographical unity of India is, in short, a creation of the British mapping of their empire* : Edney M.H., 1997, *Mapping an Empire. The Geographical Construction of British India, 1765-1843* : 15-16.

McMahon la comprenait, c'est-à-dire comme relevant plus de la zone que de la ligne, comme une bande de territoire séparant les centres de deux souverainetés. Il fournit à ce titre l'exemple particulièrement prégnant de la zone frontière comprise entre les actuels Afghanistan et Pakistan, la *North West Frontier* (*Province*) (carte 25)[1003]. Mais si le cas de la région-frontière tribale afghano-pakistanaise illustre en effet les conceptions frontalières des Britanniques, et leur traduction dans l'espace, alors celui du processus similaire de définition et de délimitation de la frontière entre la Birmanie britannique et le Siam[1004] permet de confirmer cet entretien voulu d'un *no man's land*, d'une zone-tampon, d'une bande territoriale neutre, entre les centres des souverainetés considérées. Ce sont ces zones-frontières entretenues aux marges de l'Empire britannique des Indes, et notamment les espaces des deux angles géopolitiques nord-ouest et nord-est, qui, lorsque de réelles frontières durent être précisément définies et délimitées, favorisèrent la création des Etats-tampons de l'Afghanistan et du Siam[1005].

C'est dans le contexte de ces angles géographiques et géopolitiques majeurs de l'Asie, que les rivalités parmi les plus sévères de la guerre froide ont également eu lieu, les Asies du Sud-Ouest et du Sud-Est s'étant trouvées en position d'interface entre les deux blocs. Le bloc communiste qui, perçu de façon unitaire mais, compte tenu des dissensions sino-soviétiques et de leurs aires d'influence respectives, non monolithique, bordait ces deux angles géopolitiques au nord, s'y est infiltré, que ce soit avec l'engagement soviétique en Afghanistan ou les guérillas communistes d'obédience chinoise en Asie du Sud-Est. La présence massive de main-d'œuvre chinoise et les intérêts économiques et stratégiques de la Chine en Birmanie depuis la fin de la décennie 1980 en sont également un exemple. L'Occident, quant à lui, avait assis sa présence et étendu son influence dans les mêmes régions, avec les véritables têtes de ponts états-uniennes contre l'expansion du communisme que constituèrent le Pakistan et la Thaïlande, dans le contexte du conflit soviéto-afghan dans un cas, et vietnamien dans l'autre. Il est intéressant de rapprocher, dès à présent, les évolutions similaires qu'ont connues ces deux pays du Croissant d'Or et du

[1003] Voir note 923.
[1004] Nous avons vu précédemment que la notion même de frontière s'était révélée hautement ambiguë lors des tractations entre les Britanniques et le Siam : voir Thongchai Winichakul, 1994, *Op. cit.* ; Lubeigt G., 1998, *Op. cit.*
[1005] *Cette interaction qui peut être complexe, à finalité « d'évitement » du contact entre deux systèmes politiques de type impérial, est généralement perçue comme n'existant que tant que subsiste une menace militaire, qu'une pression démographique ne s'y exprime ou que de nouvelles techniques de mise en valeur n'ont pas été développées. En fait, la « frontier » est généralement admise dans le monde anglo-saxon comme un phénomène historique, « une aberration temporaire, une désignation floue et impropre qui précède la plus légitime frontière d'Etat-nation »* : Gonon E., 1997, *Op. cit.*, citant Kristof L.A.D., *The Nature of Frontiers and Borders*, in Annals of the Association of American Geographers, 49/1959, pp. 269-282.

Triangle d'Or, dans le développement de la production, du trafic et de la consommation d'opiacés des deux espaces, de l'importance que les aides et les investissements occidentaux y ont joué.

Les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ont, de façon très significative, émergé de ce flou frontalier et territorial qui fut entretenu par les systèmes politico-territoriaux précoloniaux, coloniaux et même postcoloniaux. En effet le Pakistan et la Thaïlande modernes ont entretenu chacun à leur façon ce flou territorial qui leur permettait d'entretenir une bande frontalière faisant office de tampon entre leur propre territoire et celui de leur voisin, ici en l'occurrence oriental. Ainsi, le statut très particulier de la NWFP où l'autorité de l'Etat est limitée, et la zone frontière collinéenne ouest de la Thaïlande où les reliquats des armées défaites du KMT se sont autrefois implantés, ont longtemps permis, et permettent toujours, toutes sortes de trafics illicites.

Les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ont émergé dans ces angles géopolitiques majeurs d'une Asie dont les différentes souverainetés s'acheminaient, à travers les époques coloniale et de la guerre froide, vers l'adoption du modèle politico-territorial moderne de l'Etat-nation, d'inspiration européenne, à l'instar des frontières interétatiques que cela impliquait. On peut observer que la formation des grands ensembles coloniaux sur le continent asiatique[1006] a conditionné l'apparition postérieure des grands ensembles régionaux de l'Asie contemporaine (Chine, Union soviétique, puis Asie centrale indépendante, Inde, Asie du Sud-Est, Asie du Sud-Ouest et conflits afghan et cachemiri…), et que ces empires coloniaux et leurs multiples et complexes rivalités territoriales ont cautionné l'existence durable de ces deux angles géopolitiques majeurs d'où ont émergé le Triangle d'Or et le Croissant d'Or.

[1006] *The rise of colonial empires in Asia makes it possible to describe the Asian geopolitical system, the wheel with the mountains as its hub, in another way. Three main zones can be defined. First: there is the Russian zone… Second: there is the Southern zone… which saw the rise of French and British imperial rule and influence…Third: there is the Chinese zone… The major frontier problems of Asia lie in the definition of the lines of demarcation between the three zones: problems which, in many cases, have their origins in periods long before the age of the great colonial empires* : Lamb A., 1968, *Op. cit.* : 17-18.

3.2.1.3. Des angles aux carrefours régionaux et continentaux : entre enclavement et centralité

Les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or se sont donc construits dans ces deux angles géographiques et géopolitiques majeurs de l'Asie, non pas en conséquence directe de cette localisation mais en y bénéficiant d'un contexte géographique favorable au développement d'espaces de production illicite. Le fort enclavement de ces deux espaces montagneux, profondément continentaux et d'accès physique malaisé voire difficile, y a permis, sinon favorisé, le recours de certaines de leurs populations à l'économie des drogues illicites. Ces espaces qui, par rapport aux centres de pouvoirs régionaux les plus importants et les plus structurants, ont été qualifiés de périphériques, sont depuis longtemps caractérisés par une marginalité géographique et sociale qui y a permis l'émergence du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, c'est-à-dire celle de leurs productions illicites.

L'enclavement de ces deux espaces peut se mesurer à l'aune des distances qui les séparent des mers d'Arabie (au moins 650 kms depuis Kandahar) et d'Andaman (au moins 470 kms depuis le lieu-dit du « Triangle d'Or »[1007]) ou encore de celle de Chine méridionale (depuis le même point, au moins 600 kms), comme au regard du très faible développement des infrastructures de communication terrestres qui les caractérisent. Cet enclavement est ainsi une caractéristique notoire de l'Afghanistan et du Laos dont les économies ne peuvent être soutenues que dans le cadre d'accords économiques bilatéraux avec le Pakistan (ATTA) pour l'un, et la Thaïlande et le Vietnam pour l'autre. Mais l'enclavement de ces deux angles géographiques et géopolitiques majeurs de l'Asie, qui est la résultante de leur situation aux extrémités orientale et occidentale de la formidable barrière orographique que constituent la chaîne himalayenne et le plateau tibétain, procède aussi, et de façon contradictoire, de leur localisation centrale, certes plus relative qu'absolue, dans le continent asiatique. La centralité s'entend ici au sens du caractère du *point autour duquel se distribuent des phénomènes dans l'espace*, donc en l'occurrence les grands ensembles physiographiques, les grandes civilisations asiatiques, mais aussi les entités politico-territoriales que sont les Etats modernes. La centralité de ces espaces a en fait été historiquement déniée par les acteurs étatiques, lesquels y ont même contrevenu à travers les dynamiques politico-

[1007] Le lieu-dit du « Triangle d'Or » (hautement touristique) se situe en Thaïlande, à Sop Ruak (20°21' N, 100°05' E), à la confluence de la rivière Mae Saï et du Mékong, au point de rencontre des trois frontières : celles de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande.

territoriales successives et les politiques restrictives de l'accès qu'il leur ont imposées. En effet, si d'un point de vue géographique comme historique, la centralité de ces deux espaces peut apparaître évidente, nous avons constaté qu'elle n'en a pas moins été ignorée par les grands centres de pouvoirs historiques, qu'il aient été asiatiques ou européens d'ailleurs. Le placement du Baloutchistan ou des Etats shan en périphérie de leurs Etats modernes respectifs résulte en effet de longs processus frontaliers et impériaux qui ont même abouti dans leurs régions respectives à l'émergence d'Etats-tampons[1008] et, plus tard, d'espaces de productions illicites. La contradiction dans les termes n'est donc ici qu'apparente puisque c'est à travers la longue dénégation de l'accès que la centralité de ces espaces a été ignorée et contredite, et qu'ils peuvent ainsi apparaître comme des angles géographiques et géopolitiques caractérisés par leur forte marginalité.

Rappelons ici le caractère de *carrefour, de zone de passage que présente l'Asie du Sud-Est continentale* pour G. Condominas par exemple[1009]. Ou encore l'influence du relief et des axes hydrographiques qui se fait sentir dans la direction majeure des flux démographiques que le géographe J. Sion a qualifié de *poussée vers le Sud* et qui permet de reconstituer et de retracer l'origine et les migrations des actuelles populations d'Océanie. La *bretelle des invasions* de P. Mus illustre également cette caractéristique de lieu de passage pour certains et d'aboutissement pour d'autres que revêt *l'angle de l'Asie*[1010]. Quant à la dimension encore plus importante et singificative de carrefour des migrations, des invasions et du commerce transcontinental que revêtent l'Asie du Sud-Ouest et tout particulièrement l'Afghanistan, elle n'a cessé d'être renforcée au cours de l'histoire, depuis Alexandre le Grand par exemple, et jusqu'au rôle des *taliban* dans la nouvelle géopolitique de l'accès, en passant par Baber, l'importance de la *Grand Trunk Road* ou encore les enjeux stratégiques du *Great Game*[1011]. A. Rashid rappelle ainsi que le grand poète indien Mohammed Iqbal décrivait l'Afghanistan comme le « cœur de l'Asie », alors que Lord Curzon le qualifiait de « cockpit de l'Asie »[1012].

[1008] Voir, par exemple, les ouvrages suivants, aux titres évocateurs : Rubin B.R., 1995 b, *The Search For Peace in Afghanistan : From Buffer State to Failed State* ; Taillard C., 1989, *Le Laos, strategies d'un Etat-tampon*.
Voir également M. Ispahani (1989, *Op. cit.*) : *The struggle over access emerged not only in the creation of routes but also in their denial: in the drawing of boundaries and in the creation of that preeminent antiroute, the buffer state* : 90.
[1009] Condominas G., 1978, *Op. cit.* : 294.
[1010] Mus P. 1977, *Op. cit.*
[1011] *It is in the history of access to and from Afghan territories that the origins of Afghanistan's modern predicament may be found…The significant events that led to the Soviet involvement in Afghanistan - the legacy of the Great Game, the making of the Durand Line, and the Afghan-Pakistani quarrel over the future "state" of Pakhtunistan - were all caught up in the web of Central and South Asian routes* : Ispahani M., 1989, *Op. cit.* : 84.
[1012] Rashid A., 2000 b, *Op. cit.* : 7.

Cette localisation des espaces actuels du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, de part et d'autre d'une des plus imposantes et impénétrables barrières naturelles qui soient, portait en effet en elle, certes malgré des caractéristiques physiques et climatiques défavorables à toute circulation aisée, un important potentiel de communication qui pâtit, au moins depuis les rivalités coloniales et jusqu'à la sortie du contexte de la guerre froide, des nombreuses entraves mises à son développement. Comme l'exprime encore une fois A. Lamb, dans une longue et très expressive description du centre théorique et géographique de son système géopolitique asiatique, … *south of the deserts lies an even more formidable barrier, that of the mountain system of the Tibetan plateau and its flanking ranges extending both eastwards and westwards. These mountains stretch from the northern mainland of South-east Asia and western China on the one hand to the Hindu Kush in central Afghanistan on the other. Their central reach outlined by the Himalayas is, at least from the point of view of the broad sweep of history, impassable. Elsewhere - in Yunnan and Burma, in the Karakoram, the Pamirs and the Hindu Kush and its outlying ranges - there exist passes which have performed important roles in the saga of population movement and empire-building. Thus, the mountain system, reinforced to a considerable extent by the deserts to its north, has tended to deflect historical pressures from its centre to its eastern and western edges. The result has been to create a wheel-like geopolitical structure with the Tibetan plateau as its hub. Nothing comes across Tibet; everything goes around it* (carte 28)[1013].

Entre enclavement et centralité donc, les angles géographiques et géopolitiques des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ont toujours été de véritables carrefours des axes de communication régionaux et continentaux, comme les branches longitudinales des routes de la soie ont par exemple pu le montrer au cours de l'histoire. Lieux de transition et de passage, mais aussi d'affrontement bien sûr, ces deux angles géopolitiques majeurs, même s'ils sont d'importance historique inégale, semblent en effet voués à devenir de réels et modernes carrefours culturels et économiques. Si, après la Seconde Guerre mondiale[1014], les itinéraires du narcotrafic ont précédé ceux du commerce légal moderne dans ces régions, en jouant de cette valence différentielle propre aux économies illicites et en rentabilisant le franchissement des obstacles (antiroutes) physiques et artificiels les plus sérieux, les périphéries marginales d'Asie du Sud-Ouest et du Sud-Est sont désormais le lieu et l'objet d'importants plans de développement des infrastructures de

[1013] Lamb A., 1968, *Op. cit.* : 15-16.
[1014] Puisque ce sont les routes commerciales historiques qui ont été utilisées par les narcotrafiquants à une époque où le commerce légal pâtissait des fermetures des frontières étatiques.

communication. Les projets de développement du transit gazier et pétrolier, par exemple, ont pesé lourd dans la balance géopolitique et géostratégique d'Asie du Sud-Ouest en plaçant de nouveau l'Afghanistan au cœur de ce que d'aucuns ont rapidement nommé le *New Great Game*[1015]. Le soutien officieux dont les *taliban* auraient ainsi pu bénéficier de la part des Etats-Unis (à travers la compagnie pétrolière UNOCAL), du Pakistan et du Turkménistan, serait directement lié à la localisation centrale de l'Afghanistan sur les routes « acceptables »[1016] du gaz et du pétrole d'Asie centrale, comme à la réouverture, très convoitée par la mafia routière pakistanaise, des routes commerciales entre le Pakistan et l'Asie centrale[1017].

L'Asie du Sud-Est continentale connaît également un développement programmé, et même en cours, de ses infrastructures de communication internationales et régionales. Ainsi, la panasiatique qui doit relier la Thaïlande au Laos et au Yunnan, la *Pan-Asian Highway*, est-elle en cours de réalisation, à l'instar de l'élargissement de la *Burma Road*, entre la Birmanie et le Yunnan, ou de la rénovation du chemin de fer de construction coloniale française qui relie toujours le Yunnan au Vietnam. Mais le projet le plus symbolique et le plus significatif de l'émergence voulue de cette région des hautes terres de l'éventail nord-indochinois en carrefour des communications continentales est sans conteste celui de la *Mekong-Ganga Cooperation* (MGC) qui, à travers ses sous-projets de *East-West Corridor* et de *Pan-Asian Highway*[1018], concrétise la réapparition de l'Inde sur la scène géopolitique du sud-est asiatique. Le projet MGC, qui réunit

---

[1015] Par exemple : Rashid A., 1997, *Power Play*, in Far Eastern Economic Review, 10-04-97 ; 2000 b, *Taliban, Islam, Oil, and the New Great Game in Central Asia* ; Smith D.L., 1996, *Central Asia: A New Great Game?* ; Dunn M.C., 1997, *Great Games and Small : Afghanistan, Tajikistan and the New Geopolitics of Southwest Asia*, in Middle East Policy, Vol. 5, N° 2.
K.E. Meyer et S. Blair Brysac (1999, *Op. cit.*) décrivent également ce qui est désormais communément qualifié de « *New Great Game* » : *Pipelines, tanker routes, petroleum consortiums, and contracts are the prizes of the new Great Game. India and China, each with exponentially growing energy needs, are vying for access, along with Russians, Europeans, and Americans. Turkey, Iran, and Pakistan have their own political, economic, and cultural interests in the former Soviet Republics, where slumbering rivalries have abruptly awakened among Azeris, Armenians, Tajiks, Uzbeks, Turkmens, and other long-subject peoples. As before, Afghanistan forms the problematic heart of a problematic region, and its roads, following the path of old caravan routes, are contested and vital arteries of commerce* : xxiii-xxiv.

[1016] Acceptables pour les Etats-Unis qui voulaient bien sûr éviter la route iranienne et tirer à eux des ressources stratégiques jusque-là exploitées par l'ex-Union soviétique et désormais convoitées par la Russie.

[1017] Voir les écrits d'A. Rashid : ses deux ouvrages (1998 et 2000b), ses articles : Far Eastern Economic Review, Central Asia – Caucasus Analyst, Foreign Affairs…

[1018] Une proposition faite par le *United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific* (ESCAP). Le projet de *East West Corridor* est partie intégrante de celui de la *Pan-Asian Highway* et le développement des axes routiers entre le nord-est de la Thaïlande et le Vietnam, *via* Savannakhet au Laos, en est une portion, au même titre que celle qui existe en Inde entre Silchar, dans l'Assam, et Porbandar, dans le Gujarat. Voir par exemple le *National Highways Authority of India* (http://www.nhai.org/) et le site de la Banque asiatique de développement (http://www.adb.org)

l'Inde et les pays d'Asie du Sud-Est du bassin du Mékong[1019], fut lancé le 10 novembre 2000, par la signature de la déclaration de Vientiane, dans le but de développer et de faciliter les échanges dans les domaines de la culture, de l'économie, des transports, de la recherche et bien sûr du tourisme[1020].

Il est donc possible d'observer que les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or sont longtemps restés enclavés, tant par leur localisation aux extrémités orientale et occidentale de la chaîne himalayenne, que par leur relief montagneux et leurs conditions climatiques difficiles, ou que, surtout, par les rivalités impériales successives et concordantes qui les ont consacrés en tant que périphéries. C'est d'une certaine façon la gestion selon une appréhension et une compréhension impériale (asiatique) et coloniale (européenne), voire même idéologique (guerre froide), de la frontière et du territoire en tant qu'objets de pouvoir qui a perpétué l'enclavement de ces espaces en refusant de mettre en valeur la centralité que l'histoire leur avait conférée et qu'impliquait la composante majeure du relief asiatique tel qu'il a été décrit par A. Lamb. Les acteurs du narcotrafic et des diverses guérillas ont su exploiter cette centralité des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, en mettant en avant leur caractère de pivot régional, de carrefour historique des communications, de lieu de contact et de transition. Les narcotrafiquants ont su tourner ou contourner les antiroutes naturelles et artificielles des deux espaces à leur avantage, en exploitant les routes tombées en désuétude et en précédant les acteurs étatiques dans le renouveau de ces mêmes routes. Correspondant aussi bien à des angles qu'à des carrefours régionaux, le Triangle d'Or et le Croissant d'Or ont émergé de la dialectique spatiale qui existe entre centralité et enclavement, entre accès et inaccessibilité, route et antiroute.

Cette localisation similaire des deux espaces par rapport aux grands ensembles spatiaux asiatiques peut certes permettre de comprendre l'émergence des aires de production illicite. Mais elle peut également éclairer les raisons géographiques de la vulnérabilité à la narcoéconomie des trois grands ensembles du continent qui s'articulent autour de la chaîne himalayenne et du plateau tibétain, autour du « *hub* » d'A. Lamb : la Chine d'une part, l'Asie centrale et la Russie d'autre part (ou de l'ex-Union soviétique, ou de la nouvelle CEI), et enfin l'Inde dont la position centrale et intermédiaire entre le Triangle d'Or et le Croissant d'Or prédispose tout particulièrement au

[1019] Birmanie, Cambodge, Laos, Thaïlande, la Chine étant la grande absente de ce projet…
[1020] Hindu, *Mekong-Ganga Cooperation in place*, 11-11-00 ; Frontline India, *Looking East*, 25-11-00 ; India Today, *River Sutra*, 27-11-00.

narcotrafic et à ses maux associés (violence armée, corruption, sida…)[1021]. Ces trois grandes régions sont de fait de plus en plus caractérisées par un trafic de quantités croissantes de drogues illicites qui va de pair avec une importante complexification et multiplication des itinéraires du trafic et bien sûr une augmentation explosive de la toxicomanie et de l'épidémie du VIH/sida.

[1021] *…the phenomena of opium cultivation, narcotics trafficking and its related crimes and the mafia politics are not only posing a threat to the Central Asia states themselves, but also to India… In this scenario, Central Asia plus Afghanistan on one side, and Myanmar on the other, will make India most vulnerable to the narcotics trade, bringing with it a host of other social and political problems* : Stobdan P., 1995 a, *Central Asia : India's Strategic Approach* : 749. L'auteur omet toutefois de mentionner la vulnérabilité croissante de la Chine et de la Russie au narcotrafic, et il prévoyait, à l'instar d'autres analystes, l'émergence de l'Asie centrale en tant que région majeure de production d'opiacés, ce qui était il est vrai concevable et même probable en 1995, mais ce phénomène ne s'est pas encore réalisé en 2000.

3.2.2. Une similarité de situations géopolitiques : relations Afghanistan – Pakistan et Birmanie – Thaïlande

3.2.2.1. De la nature historique de deux frontières de types similaires

L'échelle subrégionale, en l'occurrence celle des zones-frontières qui relient plus qu'elles ne séparent l'Afghanistan et le Pakistan à l'ouest, et la Birmanie et la Thaïlande à l'est, est pleine d'enseignements quant à la compréhension de l'émergence des deux espaces de production. Dans les deux régions, entre ces deux binômes géographiques les plus caractéristiques du Croissant d'Or et du Triangle d'Or, Afghanistan-Pakistan et Birmanie-Thaïlande, les relations entre les centres de pouvoir ont été marquées par de très fortes et longues rivalités territoriales dont certaines perdurent encore de nos jours. La définition et la délimitation mêmes des frontières interétatiques actuelles sont issues des multiples et récurrents conflits locaux et régionaux auxquels les pouvoirs coloniaux européens ont pris part. Mais avant que des frontières modernes puissent être marquées et acceptées, c'est, nous l'avons observé, le concept même de frontière qui dut être défini et imposé entre les différents acteurs, que ceux-ci soient étatiques ou non. Ce long processus de modernisation politico-territoriale s'est exercé, et s'exerce toujours dans une certaine mesure, par exemple dans les régions frontalières, caractérisées plus par des *frontiers* que par des *boundaries*, de la *North West Frontier Province* et du Baloutchistan d'une part, et des Etats shan et karen d'autre part.

Ainsi, en Asie du Sud-Ouest, la ligne Durand marque désormais une frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan qui est tout aussi perméable que la frontière birmano-thaïlandaise délimitée tant bien que mal par les Britanniques et les Siamois entre 1889 et 1893[1022]. La région dénommée *North West Frontier* par les Britanniques est l'antichambre d'une frontière d'autant plus perméable que les groupes tribaux qui la peuplent[1023], les Yusufzaï par exemple, n'ont jamais été soumis par quelque pouvoir que ce soit, ni n'ont jamais payé une quelconque taxe, que ce soit à Baber ou au gouvernement pakistanais. Baber lui-même précise, à propos de la région de la Frontière qui s'étend au nord de Bannu et qu'il nomme Bangash, que les tribus (dont les Turi par

[1022] Lamb A., 1968, *Op. cit* : 146-171 ; Lubeigt G., 1998, *Op. cit.* : 31 ; Thongchai Winichakul, 1994, *Op. cit.* : 128.
[1023] Voir, à propos des groupes tribaux, pachtoun et non pachtoun, de la frontière afghano-pakistanaise : Hussain S.I., 2000, *Some Major Pukhtoon Tribes Along the Pak – Afghan Border* ; et à propos de la ligne Durand : Khan A.H., 2000, *Op. cit.*

exemple) ne se soumettent pas au paiement des taxes et qu'il n'a jamais eu lui-même le « loisir » de coloniser leur territoire, ni les Timourides d'ailleurs d'y implanter un Etat ou d'en contrôler ne serait-ce que les vallées ou les routes[1024]. Cette résistance tribale farouche à toute domination extérieure s'est perpétuée sans faillir, que ce soit face au grand Akbar, à Ahmad Shah Durrani, aux Britanniques ou encore aux Pakistanais et à leurs armées respectives[1025]. En fait c'est plutôt l'inverse qui avait cours dans ces régions tribales où Ahmad Shah Durrani lui-même dut s'affranchir du paiement de taxes de passage aux Afridi et Shinwari de la Khyber et de l'allocation de terres aux Yusufzaï, Orakzaï, Khalil et autres Mohmand[1026].

Les invasions franchissaient donc la « ceinture tribale » de la Frontière, mais sans jamais que les envahisseurs puissent y imposer leur contrôle territorial. Les Britanniques eux-mêmes durent composer leur politique coloniale territoriale par rapport à ce contexte tribal, sans déroger toutefois à leur pratique de la région- ou de l'Etat-tampon, et de leur maxime du « diviser pour mieux régner ». Ainsi, durant la période coloniale, la *North West Frontier* et, au-delà, l'Afghanistan, furent pris en tenaille entre les deux grands empires qui les bordaient au nord et au sud, ceux des Russes et des Britanniques : c'est-à-dire entre deux logiques concurrentes et opposées, entre la quête russe de l'accès et sa dénégation britannique, entre *Forward Policy* et *Closed Border Policy*[1027]. Le Baloutchistan, nous l'avons vu et le verrons plus en détail, a également pâti de ce jeu des puissances coloniales autour du contrôle de l'accès géographique qui l'a laissé sans axes de

[1024] Caroe O., 1996, *Op. cit.* : 157, 193.

[1025] *'Never in all history, not even in the time of Akbar or Aurangzeb, much less under the Durranis, were the Yusufzais of this country the subjects of any empire'…The people of Dir, Swat and Buner have never paid taxes to Delhi or Kabul. They have never had to yield obedience to any foreign law or administrative system… After Akbar's time no serious endeavour was made by any of his successors, or indeed by the Durranis who followed, to bring Swat or any of the rest of the mountain regions under administrative subjection…* : *Ibidem* : 205, 219.
C'est Akbar qui, le premier, accomplit grâce à son ingénieur Qasim Khan, de construire au début de la décennie 1580 une route à travers la zone tribale montagneuse, à travers la passe de Khyber. Cette considérable entreprise à travers les territoires de tribus on ne peut plus belliqueuses se solda néanmoins par une cuisante défaite que lui ont infligée les Yusufzaï en 1586.

[1026] *Ibidem* : 258.

[1027] Ispahani M., 1989, *Op. cit.* : 89-96 ; Après la défaite cinglante des Britanniques à Kaboul en 1841, et la mort hautement symbolique du très populaire et admiré Alexander Burnes, la politique territoriale britannique évolua entre deux directions : *For the remainder of the colonial era, the British fluctuated between two mutually exclusive policies regarding the Pathans. The first, entitled The Forward Policy, was a continuation of expansionism… To an extent, this policy was successful, especially in the deserts of Baluchistan. But when the Forward Policy encountered the mountain retreats of the Pathan hill tribes, it ground to a costly halt… But the Forward Policy in the Northern Frontier was too expensive in money and men, and too unproductive in gains, for the Indian Government to continue. This history of the British relationship with the Pathans is the history of a slow supplanting of the Forward Policy by the less ambitious Close Border Policy… The tribesmen in hill fortresses were given the freedom to follow their customs as they pleased, so long as they did not interfere with the Raj:* Lindholm C., 1980, *Images of the Pathans: The Usefulness of Colonial Ethnography*: 9-10.

communication majeurs autres que stratégiques[1028]. Cette autonomie de fait dont jouissent les tribus pathanes leur fut conservée d'abord par les Britanniques, puis par l'Etat pakistanais qui dota les territoires tribaux de la NWFP de statuts très particuliers (carte 25)[1029] qui font que certains de ces territoires, à l'instar de la vallée de la Tirah par exemple, sont totalement inaccessibles à quiconque n'est pas issu de la tribu locale. La ceinture tribale de la NWFP comme les régions frontalières du Baloutchistan constituent donc encore de nos jours des zones où l'autorité étatique pakistanaise n'est que très peu reconnue (même si l'Etat y reprend désormais peu à peu le contrôle) et où les narcotrafiquants et les contrebandiers peuvent se livrer sans encombre à leurs activités illégales. Si la ligne Durand marque officiellement la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, la distribution de mêmes groupes tribaux sur cette frontière, leurs traditions historiques d'indépendance et les statuts politico-territoriaux qu'ils ont su conserver depuis plusieurs siècles, ont pérennisé un espace frontalier dont l'existence même remet en cause celle de la frontière interétatique légale.

En Asie du Sud-Est, entre la Birmanie et la Thaïlande, une autre zone frontière majeure court là aussi à travers les territoires montagneux d'autres groupes tribaux. Ceux-ci diffèrent néanmoins considérablement des tribus pathanes de la NWFP puisque leur localisation dans les espaces collinéens et montagneux de l'Asie des moussons a impliqué un mode d'exploitation et d'occupation de l'espace particulier. Ces groupes diffèrent des sociétés des plaines et des fonds de vallées qui sont caractérisées par un fort ancrage territorial. Celui-ci est en effet déterminé par la pratique d'une riziculture humide qui impose le partage d'*un même mode d'utilisation des milieux naturels nécessitant un fort investissement collectif pour aplanir les rizières, construire les*

[1028] La construction de routes par les Britanniques dans la région qui allait être établie en tant que *North West Frontier* en novembre 1901 était motivée uniquement par des considérations stratégiques défensives : *These routes did not initially (and in some cases did not ever) promote either trade or agriculture. Road building during the two decades leading up to 1901 promoted strategic goals* : *Ibidem* : 102.

[1029] Les *Federally Administered Tribal Areas* couvrent 27 220 km² et font partie de la NWFP, même si, comme leur nom l'indique, ils ne sont pas soumis à la juridiction pakistanaise. Selon l'article 246 de la constitution pakistanaise, les régions tribales sont celles qui étaient déjà reconnues comme telles avant l'indépendance. Elles incluent les FATA et les PATA ou *Provincially Administered Tribal Areas*. Les districts et agences des FATA et PATA sont les suivants : pour les FATA, les régions tribales des districts de Peshawar, Kohat, Bannu, Dera Ismail Khan, et Bajaur ; et les agences d'Orakzai, de Mohmand, Khyber, Kurram, Waziristan nord et sud. Pour les PATA, les districts de Chitral, Dir, Swat (dont Kalam), les régions tribales des districts de Kohistan, Malakand, Manshera, l'ancien Etat de Amb, les districts de Zhob, Loralaï (Duki Tehsil non inclus), le Dalbandin Tehsil du district de Chagaï, et les territoires tribaux des Marri et des Bugti du district de Sibi. Les statuts particuliers qui s'appliquent aux FATA sont définis dans l'article 247 de la constitution : les lois du Parlement ne s'appliquent pas aux FATA, sauf décision exprès du Président, ni. Ainsi, les lois pakistanaises ne peuvent s'y appliquer que sur les routes et dans la limite d'une bande de bas-côté de 5 mètres de part et d'autre des routes.
O. Caroe (1996, *Op. cit.* : 386) écrivait même encore en 1958 : *There is no road into Bajaur and, as far as I know, no officer, British of Pakistani, has ever been there, except when it was traversed by troops in 1897*.

diguettes et réaliser les aménagements hydrauliques permettant la maîtrise de l'eau[1030]. Les populations tribales des collines et montagnes de l'ouest thaïlandais et de l'est birman, sont quant à elles, et pour la plupart, nous l'avons dit, des sociétés d'essarteurs et même pour certaines des sociétés de chasseurs-cueilleurs. Ces sociétés de « paysans de la forêt »[1031] présentent un ancrage moindre au territoire puisqu'elles connaissent une mobilité plus ou moins accentuée, et ce selon des modalités et pour des motifs variables. La mobilité peut en effet être déterminée par des impératifs écologiques, de sécurité ou même fréquemment pour des motifs lignagers.

Cette mobilité de l'habitat et ce faible ancrage territorial des régions collinéennes birmano-thaïlandaises contrastent donc avec la très forte territorialisation des tribus pathanes de la NWFP. Et si, comme nous allons le voir, la Thaïlande a joué à sa façon et selon ses propres impératifs stratégiques de ce flou territorial de son côté de la frontière, les Etats shan ont quant à eux connu l'évolution d'une certaine dialectique indépendance – autonomie, que ce soit dans le cadre de leurs relations tributaires avec les royaumes birman, l'Empire britannique, ou encore dans celui d'une Birmanie indépendante dont la structure fédérale initiale n'a pas pu prévenir une longue guerre civile.

Cette région frontalière d'Asie du Sud-Est qui aurait pu être colonisée par les Britanniques dans des conditions similaires à celles de la Birmanie centrale par exemple, la bellicosité des tribus n'y étant pas à même de remettre en question l'autorité de la couronne comme c'était le cas dans la NWF, ne le fut pas. A l'instar de la politique de l'*indirect rule* (*to administer the chiefs rather than the people*) qui prévalut jusqu'au bout de sa logique politico-territoriale dans la NWFP, les Etats shan de Birmanie, qui ne présentaient certes pas de ressources économiques majeures, se virent d'abord traiter par les Britanniques selon le système des relations tributaires déjà en place avec les royaumes birman[1032]. Là aussi, comme dans la région de la Frontière, la dialectique accès – sécurité joua en faveur d'un isolement entretenu des Etats shan dont la dimension stratégique de la localisation était évidente[1033]. Et ce au moins jusqu'aux années 1920, lorsque les Britanniques

[1030] Taillard C., 1992 b, *Op. cit.* : 398.
[1031] Boulbet J., 1975, *Paysans de la forêt*.
[1032] *After the British first established their dominance over the Shan states in a manner very similar to the system of tributary relations practised by the kings of Burma, the area fell into the political and historical obscurity that is normally granted to the fringes of an empire* : Taylor R.H., 1988, *Op. cit.* : 15.
[1033] *The ultimate importance of the Shan States for any government of Burma lies in their strategic location relative to the country's core area. The Shan States have been an historic route through which armies seeking to conquer the heartland of Burma have passed* : *Ibidem* : 13. L'Etat de Kengtung par exemple, le plus vaste des Etats shan, était situé entre le Mékong et la Salouen, entre le Sipsong Panna de Chine du Sud au nord et Chiang Maï et Chiang Raï au sud. L'Etat shan le plus éloigné du centre du pouvoir birman, Kengtung était donc très proche de la Chine comme du

durent intervenir progressivement et plus directement dans les affaires politiques des Etats shan, après qu'ils eurent étendu leur pouvoir à l'est de la Salouen dès 1889-1890, deux ans avant que la frontière entre Kengtung et le Siam ne soit définie[1034]. Au début de leur présence dans les Etats shan, les Britanniques n'étaient intéressés que par la dimension stratégique que revêtait la région dans le contexte de leurs rivalités commerciales avec la France[1035]. Une fois les accords frontaliers passés avec le Siam et les Français, les Britanniques purent alors imposer une *Pax Britannica* dans les Etats shan qu'ils contrôlaient désormais, et y développer le commerce intérieur et extérieur, après avoir remédié bien sûr aux très importantes faiblesses des réseaux de communication[1036].

Le commerce régional qui reliait traditionnellement le sud de la Chine à Chiang Maï, Rangoun et Moulmein, passait par les plaines de l'Etat de Kengtung et faisait de cette région frontalière entre la Birmanie et la Thaïlande actuelles un lieu de passage privilégié qui est resté quasiment tel quel jusqu'à nos jours. Malgré les fermetures répétées et prolongées de la frontière interétatique[1037] qui sépare désormais Kengtung de Chiang Raï et Chiang Maï, et notamment du point de passage frontalier de Tachileck - Mae Saï, le transit ou plutôt le trafic de biens de consommation courants et de produits licites et illicites (pierres précieuses, drogue…) subsiste toujours.

Les frontières qui séparent l'Afghanistan du Pakistan et la Birmanie de la Thaïlande sont de parfaits exemples de ces processus frontaliers d'inspiration occidentale qui, dans le cadre de l'imposition du modèle politico-territorial de l'Etat-nation, ont transformé des régions frontalières, des zones-frontières ou *frontiers*, en frontières interétatiques modernes, lignes-frontières ou *boundaries*. Dans le cas de la NWFP, du Baloutchistan ou encore des Etats shan et des provinces

---

Siam : *Kengtung thus was of much strategic importance to both Burma and China, just as Chiang Mai was strategically important to both Burma and Siam* : Ratanaporn Sethakul, 1988, *Op. cit.* : 299.

[1034] *However, in the course of this century the imperatives of the modern state, created in Burma by the British, necessitated changes in the nature of political control in the Shan States… The resolution of the contradiction between the political and administrative requirements of the modern state and the need to keep costs low and avoid political disruption underlay British policy toward the Shan States between 1886 and 1942: Ibidem* : 14.

[1035] *At that time* [1885] *the British were interested in the Shan States only as a pawn in their strategic competition with the French, whom the British feared were interested in obtaining the Shan States as a means to establish trade links with southern China* : Renard R.D., 1988, *Op. cit.* : 115.

[1036] *From the start, the British promoted free trade between and within the Shan States. The British military presence all but stopped interstate feuding and considerably reduced banditry, thus making it physically safe to trade for the first time in decades… Having made it safe to trade, the British were confronted with the near total lack of roads* : *Ibidem* : 123.

[1037] Notamment en 1995, lorsque la Birmanie imposa à la Thaïlande la fermeture complète de leur frontière commune, suspendit la construction du « Pont de l'Amitié » sur la rivière Moei, annula tous les contrats de pêche thaïlandaise dans ses eaux territoriales. En 1996, Rangoun prohiba l'utilisation du baht, la monnaie thaïlandaise, sur son territoire (particulièrement utilisé lors des échanges des marchés noirs des régions frontalières) et y encouragea le boycott des produits thaïlandais : Ott M.C., 1997, *From Isolation to Relevance* : 76-77.

nord-ouest de la Thaïlande actuelle, les frontières ont été tracées dans des espaces collinéens et montagneux qui marquaient plus une unité qu'une division géographique. Les frontières naturelles, qui ont justifié le tracé des frontières politiques, ne semblent pas ici avoir beaucoup de pertinence lorsque l'on peut observer dans ces régions montagneuses, de part et d'autre, des modes d'occupation de l'espace et des territorialisations qui en font des ensembles relativement homogènes par rapport aux plaines environnantes. Ces césures artificielles qu'ont été les frontières modernes dans des espaces frontaliers qui étaient avant tout des lieux de passage, de transition et d'échange, ont porté en elles les germes de leur utilisation détournée par les acteurs étatiques et non-étatiques. Entre les utilisations stratégiques de la frontière-tampon par les premiers et de la frontière-refuge par les seconds, les zones-frontières qui s'étendent entre l'Afghanistan et le Pakistan d'une part, et la Birmanie et la Thaïlande d'autre part, ont fourni au Croissant d'Or et au Triangle d'Or les colonnes vertébrales de leurs systèmes spatiaux et ont conditionné la nature des relations bilatérales entre les pays des régions concernées.

3.2.2.2. Deux régions frontalières soumises à des flux similaires

Ils nous faut désormais aborder la question importante des autres flux qui franchissent de façon importante et récurrente les frontières interétatiques afghano-pakistanaise et birmano-thaïlandaise. Il apparaît notamment que ces flux sont comparables entre les deux régions, que leur nature comme leurs directions sont similaires dans les deux espaces, révélant donc le type de relation politique et économique qui lie l'Afghanistan et le Pakistan d'une part, et la Birmanie et la Thaïlande d'autre part. Nous le soulignerons, dans leurs grands traits, ces relations bilatérales présentent une certaine similarité et peuvent alors en partie expliquer un équilibre particulier de la géopolitique de la drogue dans les deux régions.

Rappelons d'emblée que les flux du narcotrafic présentent des caractères comparables dans le Croissant d'Or comme dans le Triangle d'Or. Le fait que, par rapport aux deux régions frontalières envisagées, ils prennent des directions ouest-est relève bien sûr d'une simple coïncidence géographique. Celle-ci réside ici dans le fait que les deux principaux pays producteurs actuels sont l'Afghanistan et la Birmanie et que leurs voies d'exportations « traditionnelles » de drogue empruntent les axes de communication de leurs voisins orientaux que sont le Pakistan et la Thaïlande. L'autre dimension de cette coïncidence réside dans le fait que les Etats qui présentent la plus grande proximité culturelle et politique, les liens historiques les plus forts, avec les pays producteurs se situent à l'est de ceux-ci. Ainsi, comme la nature des régions frontalières entre ces différents pays nous l'a montré, l'Afghanistan entretient des liens historiques et culturels tout aussi forts, et conflictuels d'ailleurs, avec le Pakistan, que la Birmanie avec la Thaïlande. Mais la coïncidence n'est pas aussi fortuite qu'elle pourrait le paraître au premier abord si l'on considère que le Pakistan et la Thaïlande étaient également, et jusqu'à une période récente, d'importants producteurs d'opium. Certes, ils ont aussi été des pays majeurs de transit depuis les débuts historiques du Croissant d'Or et du Triangle d'Or et ils le sont restés malgré l'apparition des nouveaux itinéraires de direction septentrionale. Il est à ce titre essentiel de noter ici que l'Afghanistan et la Birmanie n'ont en fait pas bénéficié des mêmes conditions de lutte contre la production d'opiacés sur leurs territoires que le Pakistan et la Thaïlande dont les résultats dans ce domaine ont été très remarqués et appréciés par la communauté internationale. Cette inégalité dans le traitement de l'Afghanistan et de la Birmanie par rapport à leurs voisins orientaux peut en partie expliquer la répartition régionale actuelle des pays producteurs et des pays de transit.

D'autres flux que ceux d'opiacés caractérisent aussi ce déséquilibre qui existe au sein des deux binômes. Ainsi, la production et le trafic de méthamphétamine sont structurés selon les mêmes logiques spatiales et géopolitiques que celles qui régissent l'économie de l'opium entre la Birmanie et la Thaïlande. La première produit et écoule en effet sa production vers et *via* la Thaïlande. Mais, dans les deux régions, cette direction strictement ouest-est des flux du narcotrafic (mis à part ceux des précurseurs) correspond aussi à celle des flux de nombreux autres produits, licites ou illicites, qui sont l'objet de commerces légaux ou illégaux[1038]. Nous l'avons noté dans le cadre des échanges de matières premières, de produits agricoles et de biens de consommation courants qui prennent place quotidiennement entre Kawthaung et Ranong afin d'alimenter le marché noir birman : caoutchouc naturel, bois, produits de la pêche, légumes secs dans un sens, et sucre, vêtements, cosmétiques, pneus, lubrifiants, ciment, etc. dans l'autre[1039]. Le bois de teck, qui est surexploité tout au long du côté birman de la frontière par des entreprises thaïlandaises, est ainsi exporté en Thaïlande[1040], comme le sont également les rubis de Mogok ou la jadéite de Mogaung[1041] dont la taille se fait soit à Bangkok pour les premiers, soit à Hong Kong pour la seconde. A l'instar du commerce de la drogue, celui des matières premières et des produits agricoles voit les prix se former en fonction d'un critère d'éloignement des sources

[1038] Pierre Kopp mentionne à propos des marchés noirs et des marchés parallèles que *David Bevan, Paul Collier, Jan Gunning proposent une distinction salutaire entre les 'black goods' dont la possession ou l'usage sont illégaux et le 'black parallel market' assurant le commerce illégal de biens légaux* : Kopp P., 1992 b, *Les analyses formelles des marchés de la drogue* : 569.

[1039] *The black market trade flourished along the Sino-Thai-Indo-Burmese borders, which served as the major outlets for exports of Chinese, Thai, Indian, as well as other foreign products to Burma, and conversely, for the export of Burmese jades, gems, minerals, and agricultural, forest, and fish products to Thailand, China, India, and others* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 210, 211.

[1040] Certains parlent même ainsi de « pillage » du teck birman, *Tectona grandis*, dont la Birmanie « abrite » encore à la fin du XX^{e} siècle quelque 70 % des réserves mondiales. La Thaïlande a banni l'exploitation de son propre teck depuis le 1er janvier 1989 et a multiplié ses importations par sept entre 1988 et 1989. Le teck de Birmanie est exploité à outrance et importé en Thaïlande où il constitue 70 % des importations illégales. Voir : Boucaud A., *Après celui des forêts thaïlandaises, le pillage du teck birman…*, in Le Monde diplomatique, août 1989, pp. 6-7 ; Kunkel K.T., Emmons T., 1995, *Teak Deforestation and Trade in Southeast Asia, and Conflict*, in TED Case Studies, Vol. 4, N° 2, June 1995, http://www.american.edu/projects/mandala/TED/teak.htm ; Bryant R.L., 1996, *The greening of Burma: political rhetoric or sustainable development?*, in Pacific Affairs, Vol. 69, N° 3, pp. 341-360 ; *The regional Timber Trade in Southeast Asia : Logging Burma's Frontier Forests*, in Forest Frontier Initiative, http://www.wri.org/wri/ffi/ ; Westerbeek E., 1991, *The depletion of natural resources in Burma (Myanmar)*, Unpublished, Presented at the *Burma (Myanmar): Challenges and Opportunities for the 1990's*, Joint FCO/ASIAN Studies Centre Conference, St. Antony's College, Oxford, England, 13-15 December, 1991 ; et les nombreux passages consacrés au teck en Birmanie dans : Durand F., 1994, *Les forêts en Asie du Sud-Est. Recul et exploitation*. Voir, quant à l'interdit d'exploitations des forêts thaïlandaises, et à leurs multiples conséquences sur la situation géopolitique intérieure de la Birmanie, le très intéressant article de McKinnon J.,1997, *The Forests of Thailand: Strike Up the Ban?* : 117-131.

[1041] Voir par exemple, en plus des sources précédemment citées quant à la jadéite birmane : Naltner D., 2000, *Jade and its Historic and Modern Meanings for Trade*, in TED Case Studies, Vol. 10, N° 2, June 2000, http://www.american.edu/TED/jade.htm

d'approvisionnement : au prix des pierres brutes exportées illégalement de Birmanie, sans passer par le marché de Rangoun, est en effet incorporée une très importante valeur ajoutée lors de leur taille. Les bénéfices les plus importants sont ainsi faits à Bangkok et à Hong Kong et les termes de l'échange sont donc tout aussi inégaux lorsqu'il s'agit du commerce légal ou illégal de produits licites ou illicites. Le même phénomène est observé en ce qui concerne les échanges qui existent entre l'Afghanistan et le Pakistan[1042]. L'exploitation et le commerce des émeraudes de la vallée du Panjsher et du lapis lazuli du nord de l'Afghanistan alimentent les marchés pakistanais et indiens des pierres précieuses et semi-précieuses et les forêts de conifères du nord-est de la province afghane de Kunar sont illégalement exploitées, certes depuis des décennies, pour alimenter les marchés du bois du Pakistan et même du Moyen-Orient[1043]. Quant au commerce qui s'effectue entre le Pakistan et l'Afghanistan dans le cadre de l'ATTA, il est l'occasion de toutes sortes de trafics dans lesquels la mafia routière, les narcotrafiquants, la police, l'armée, la bureaucratie et les politiciens, mais aussi les commandants afghans, ont des intérêts financiers certains[1044]. Le pillage des richesses archéologiques de Birmanie et d'Afghanistan donne également lieu à de lucratifs trafics qui alimentent principalement les marchés thaïlandais et pakistanais des arts antiques avant d'atteindre les collections des amateurs occidentaux[1045].

[1042] Le soutien de la mafia routière pakistanaise au mouvement *taliban* s'est vite traduit par leur mainmise sur le peu de ressources dont l'Afghanistan disposait encore : *As the mafia extended their trade, they also stripped Afghanistan bare. They cut down millions of acres of timber in Afghanistan for the Pakistani market, denuding the countryside as there was no reforestation. They stripped down rusting factories, destroyed tanks and vehicles and even electricity poles for their steel and sold the scrap to steel mills in Lahore. Car-jacking in Karachi and other cities flourished as the mafia organized local car thieves to steal vehicles and then shifted the vehicles to Afghanistan… Sixty-five thousand vehicles were stolen from Karachi alone in 1992-98 with the majority ending up Afghanistan only to reappear in Pakistan with their number plates changed* : Rashid A., 2000 b, *Op. cit.* : 192.

[1043] Les forêts de *Cedrus deodara*, *Pinus gerardiana* et *Pinus wallchina* du nord-est de la Kunar sont normalement protégées puisqu'un interdit d'exploitation les concerne depuis trente ans. Mais, selon l'ONG *Save the Environment Afghanistan* (Peshawar), la guerre, les coupes de bois de chauffe, les feux de forêts (comme celui de 1999) et l'exploitation commerciale illégale ont diminué les superficies des forêts afghanes, dont celle de la vallée d'Ajar. C'est par Chaman, par exemple, que d'importantes quantités de bois afghan entrent au Pakistan : Asia Times, *Afghan forests ravaged by illegal trade*, 01-05-01.

[1044] A. Rashid décrit ce qu'il caractérise de « *Wild West of free trade* »: *What is euphemistically called the Afghan Transit Trade (ATT) has become the biggest smuggling racket in the world and has enmeshed the Taliban with Pakistani smugglers, transporters, drug barons, bureaucrats, politicians and police and army officers. This trade became the main source of official income for the Taliban, even as it undermined the economies of neighbouring states…Many of the huge Mercedes and Bedford trucks are stolen and have false number plates. The goods they carry have no invoices. The drivers may cross up to six international frontiers on false driving licences and without route permits or passports. The consignments range from Japanese camcorders to English underwear and Earl Grey tea, Chinese silk to American computer parts, Afghan heroin to Pakistani wheat and sugar, East European kalashnikovs to Iranian petroleum – and nobody pays customs duties or sales tax* : Rashid A., 2000 b, *Op. cit.* : 189.

[1045] Voir par exemple, le cas afghano-pakistanais et l'approvisionnement en antiquités afghanes du Shinwari Market de Peshawar. Les autorités pakistanaises envisagent même de constituer une unité spéciale chargée de la répression du trafic d'antiquités, dont une très important quantité (de nombreuses pièces du musée de Kaboul par exemple) décorent

Mais il est encore d'autres flux qui tendent à être développés de façon croissante et dont les enjeux géopolitiques et stratégiques prennent des dimensions très importantes, que ce soit en Asie du Sud-Ouest ou du Sud-Est. La découverte et l'exploitation de gisements gaziers et pétroliers, respectivement en Birmanie et en Asie centrale, ont en effet créé, ou doivent créer, de nouveaux flux marchands dont les directions seront là encore déterminées soit par la localisation centrale et incontournable de l'Afghanistan, soit par celle des gisements gaziers birmans de la mer d'Andaman. Le Pakistan comme la Thaïlande usent et ont considérablement usé de leurs influences respectives afin d'obtenir chacun de leur voisin occidental le transit de pétrole ou de gaz. Pour le Pakistan par exemple, c'est l'Afghanistan qui est au centre de ce qui est parfois qualifié de *New Great Game* (rivalités entre les Etats-Unis, la Russie, l'Iran et même la Chine) et qui se joue autour du tracé que pourrait emprunter un oléoduc depuis Dauletabad au Turkménistan jusqu'au Baloutchistan[1046]. Pour la Thaïlande, c'est l'enjeu économique et politique du gazoduc qui s'étire depuis le gisement de Yadana à travers quelque 60 kms de territoire à peine contrôlé par la junte birmane[1047]. Les compagnies pétrolières qui ont servi d'intermédiaire et d'opérateur dans ces vastes marchés des sources d'énergie, UNOCAL et Bridas dans l'Afghanistan des *taliban* et Total en Birmanie, se sont retrouvées prises au cœur de tourmentes géopolitiques pour les premières et d'accusations de collusion avec un « narco-Etat » bafouant les droits de l'homme pour la dernière. Mais cet acheminement de pétrole *via* l'Afghanistan et vers le Pakistan d'un côté, ainsi que celui de gaz depuis la Birmanie vers la Thaïlande, ont mis en lumière, pour les acteurs étatiques et les grandes compagnies pétrolières, les problèmes fondamentaux d'insécurité

---

les demeures de hauts responsables pakistanais (cas notoire de Naseerullah Babar et de Benazir Bhutto) : News, *Antique smugglers flock Afghanistan after Buddha smashing*, 31-03-01 ; News, *Govt considers unit to prevent smuggling of Afghan antiques*, 01-04-01. Depuis la Birmanie, où la statuaire bouddhiste est interdite d'exportation, le trafic emprunte par exemple les voies aériennes, avec la connivence évidente de certains militaires. De nombreuses pièces franchissent ainsi la frontière birmano-thaïlandaise en hélicoptère pour être ensuite exportées en divers endroits du monde, dont Paris bien sûr où l'on peut trouver des antiquités birmanes ou même de pierres précieuses passées illégalement entre la Birmanie et la Thaïlande.

[1046] Voir par exemple : Tarock A., 1999, *The Politics of the Pipeline: The Iran and Afghanistan Conflict.*

[1047] Le Golfe de Martaban recèle les deux gisements, pétrolier et gazier, de Yetagun et Yadana : *These two projects encompass the geopolitically strategic land areas along the Thai-Burmese border where the headquarters and population of the two strongest ethnic minority rebel groups, the Karen National Union (KNU) and the New Mon State Party (NMSP), are located. The control of this area is a must for the SLORC for natural gas production and shipment form the gas field… There have been reports of atrocious violations of human rights against the Karens, Mons, and the Tavoyans by the Burmese military's forcefully relocating villagers and using forced labor to build roads and the Ye-Tavoy Railway, labeled by the ethnic human rights activists as "the Death Railway"*: Mya Maung, 1998, *Op. cit.* : 150-151. Voir également, concernant les violations des droits de l'homme sur le tracé du gazoduc : Amnesty International USA, *Burma and the Yadana Pipeline*, March 2000, http://www.amnestyusa.org/justearth/earthday2000/burma.html ; International Labor Organization, *Forced Labor in Myanmar (Burma)*, Geneva, July 2, 1998, http://www.ilo.org.

territoriale qui caractérisent les situations afghane et birmane. Les menaces d'attaques terroristes, ou dites telles, ont en effet poussé au soutien pakistanais, et probablement états-unien, des *taliban* en Afghanistan, et à la « pacification militaire » du tracé du gazoduc birman jusqu'à la frontière thaïlandaise[1048].

Les régions frontalières qui s'étendent entre l'Afghanistan et le Pakistan, comme entre la Birmanie et la Thaïlande, sont également le lieu de flux humains, migratoires bien sûr, mais également terroristes. Ainsi, le Pakistan est confronté depuis la guerre d'Afghanistan à des vagues récurrentes de réfugiés qui fuient les combats[1049], la déliquescence économique de leur pays comme les abus du régime des *taliban* contre les droits de l'homme et, faut-il le préciser, de la femme. Ce phénomène migratoire qui emplit encore plus les camps de réfugiés du Baloutchistan et de la NWFP a son équivalent en Thaïlande, où les réfugiés en provenance de Birmanie, étudiants et membres des minorités ethniques pour la plupart, peuplent les camps qui bordent la route qui s'étire vers le nord depuis Mae Sot[1050], ou encore à l'ouest de Chiang Maï où de très nombreux nouveaux réfugiés shan sont arrivés depuis le début de l'implantation des Wa dans l'Etat shan[1051]. L'économie du Pakistan et de la Thaïlande pâtit dans une certaine mesure de la présence très

[1048] Voir par exemple, quant aux problématiques géopolitiques et stratégiques qui caractérisent l'acheminement du pétrole d'Asie centrale, et quant au rôle de Total et de la junte birmane dans la mise en place du gazoduc de Yadana : Rashid A., 2000 b, *Op. cit.* ; Christophe F., 1998, *Birmanie, la dictature du pavot*.

[1049] On estime qu'environ 150 000 réfugiés afghans sont encore venus s'ajouter, entre début septembre 2000 et février 2001, à tous ceux que le Pakistan accueille depuis la guerre soviéto-afghane (environ un million de réfugiés en 1999, après des vagues conséquentes de retour vers l'Afghanistan, et avant les nouveaux afflux de 2000). La sécheresse qui a sévi en Asie du Sud-Ouest est bien sûr en partie responsable de ce nouvel afflux, mais l'imposition de nouvelles sanctions contre le régime des *taliban* depuis fin janvier 2001 risque d'aggraver encore plus la situation. Jusqu'à 3,2 millions de réfugiés ont séjourné en même temps au Pakistan pendant la guerre soviéto-afghane et seuls 1,47 million d'entre eux y étaient encore présents au début de 1994. Les flux de réfugiés n'ont depuis cessé de s'inverser, à la suite par exemple des combats de la période talibane : Rashid A., 2000 b, *Op. cit.* ; News, *50,000 Afghans arrive in Pakistan : UNHCR*, 25-01-01 ; Pannier B., 2001, *Afghanistan : Refugees Coming Faster Than Aid Agencies Can Handle*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 01-02-01 ; Anderson E.W., 1990, *Op. cit.*

[1050] En novembre 1991, quelque 55 000 réfugiés originaires de Birmanie étaient installés dans 27 camps thaïlandais, le long de la frontière ; et il était estimé que de 300 000 à 500 000 Birmans (de citoyenneté) en situation illégale résidaient en Thaïlande. En 1998, ce sont désormais entre 80 000 et 100 000 réfugiés qui résident dans les camps de Thaïlande : quelque 60 000 Karen sont réunis dans la région de Tak, 20 000 Shan autour de Mae Hong Son, et plus de 10 000 Mon dans la province de Ratchaburi. Quant aux Birmans en situation illégale, ils étaient estimés à presque un million, dont un tiers a été renvoyé en Birmanie. Caouette T.M., 1991, *Burmese Refugees in Thailand*, Unpublished, Presented at the *Burma (Myanmar): Challenges and Opportunities for the 1990's*, Joint FCO/ASIAN Studies Centre Conference, St. Antony's College, Oxford, England, 13-15 December, 1991 ; Bangkok Post, *UN backs Thai approach to dealing with Burmese refugees*, 17-05-98 ; Bangkok Post, *An unwilling host*, 04-10-98.

[1051] Ce sont plus de 300 000 Shan qui se seraient déjà réfugiés en Thaïlande à la suite des déplacements de population perpétrés par la junte et, récemment, par son bras armé, la UWSA, alors que quelque 120 000 autres étaient attendus en 2001 : Bangkok Post, *Shan flee Burma as junta moves Wa on their land*, 01-02-01 ; *Army worried over influx of Shan* ; voir le chapitre 2.1.1.1., note 372 ; voir aussi, à propos des déplacements forcés de population par le SLORC / SPDC dans l'Etat shan : Shan Human Rights Foundation, 1998, *Dispossessed. Forced relocation and extrajudicial killings in Shan state*, Chiang Mai, SHRF.

importante de ces réfugiés dont beaucoup s'insèrent illégalement dans le marché du travail, aux dépens des travailleurs nationaux. Les flux humains sont aussi bien sûr, et de façon croissante, alimentés par le marché de la prostitution qui, au Pakistan[1052] comme en Birmanie[1053], pille encore directement ou indirectement (à partir des camps de réfugiés par exemple) les « ressources » de leur pays voisin. Les ressources humaines, puisque de ressource il s'agit dès lors qu'une femme (ou un enfant, ou encore un organe) devient un objet de consommation (ou un moyen – objet permettant de dégager un bénéfice), peuvent aussi être de nature différente. L'Afghanistan et la Birmanie servent ainsi au lancement d'opérations terroristes, certes de nature et d'intensité différente, depuis leurs régions frontalières et vers les territoires pakistanais et thaïlandais. Nombre de membres d'organisations fondamentalistes pakistanaises, de sunnites extrémistes, prennent ainsi pour cible de leurs attentats meurtriers les grandes villes pakistanaises comme Peshawar, Islamabad, ou encore Quetta. Depuis la Birmanie, c'est un certain groupe d'étudiants qui, pour faire entendre sa cause, prend en otage le personnel de l'ambassade de Birmanie en 1999, ou un petit commando qui prend toute la population d'un hôpital proche de la frontière en 2000. Les très nombreuses attaques dont sont victimes, depuis la Birmanie, les habitants et les forces armées de la région frontalière thaïlandaise, s'intègrent aussi dans le cadre de ces menaces terroristes transfrontalières[1054], même si la composante religieuse bouddhiste n'engendre par exemple pas le fondamentalisme et les rivalités confessionnelles auquels l'islam contribue en Asie du Sud-Ouest.

Les régions frontalières afghano-pakistanaise et birmano-thaïlandaise sont donc le lieu de transit d'une variété importante de flux de natures et de directions similaires. On observe en effet que les ressources naturelles brutes, matières premières et, ou, produits agricoles, s'échangent en direction opposée des biens de consommation courants. Les flux de drogue, mais également les

[1052] Ainsi, il est estimé que plus de 200 000 personnes de sexe féminin ont été vendues au Pakistan durant la décennie 1990, pour la majorité en provenance du Bangladesh, d'Afghanistan ou des républiques d'Asie centrale, et presque toutes auraient rejoint le monde de la prostitution. Aussi, en avril 2001, le gouvernement pakistanais a-t-il constitué une force d'action chargée de prévenir ce trafic de personnes : News, *Task force set up to curb human trafficking*, 07-04-01.

[1053] Voir par exemple : Chareonying K., 1997, *Trafficking of Burmese Women and Children into Thailand*, in TED Case Studies, Vol. 7, N° 2, June 1997, http://www.american.edu/projects/mandala/TED/myansex.htm

[1054] Les deux actions terroristes dont le déroulement a pris place sur le sol thaïlandais et depuis la Birmanie sont celles de la prise d'otage de l'ambassade de Birmanie de Bangkok par les *Vigorous Burmese Student Warriors* (octobre 1999), et de la prise d'otage de l'hôpital de Ratchaburi par la *God's Army* (janvier 2000), mouvement à la tête duquel figuraient des jumeaux de 13 ans (arrêtés en janvier 2001), dont les parents sont des réfugiés karen résidant dans un camp thaïlandais : New York Times, *Rebels Seize Thailand Hospital, Taking Hundreds of Hostages*, 24-01-00 ; Kurlantzick J., 2001, *Fear Moves East: Terror Targets the Pacific Rim*, in The Washington Quarterly, Winter 2001, Vol. 24, N° 1 : 19-29 ; Far Eastern Economic Review, *Where Htoo Now ?*, 01-02-01, Lintner B. ; plus nombreux articles dans le Bangkok Post, The Nation, etc.

flux humains (migrations de réfugiés, de travail et, ou, réseaux de prostitution, lancement d'actions terroristes) prennent leurs sources en Afghanistan et en Birmanie pour aboutir au Pakistan[1055] et en Thaïlande, ou passer par leurs territoires. Les deux régions frontalières sont bien sûr particulièrement enclines au développement de ce type de flux dont les directions et les natures sont déterminées par les situations politico-économiques pour le moins contrastées des pays concernés. L'Afghanistan et la Birmanie, qui constituent clairement deux zones de dépression politico-économique, apparaissent comme étant les réservoirs de ressources de leurs voisins orientaux. Au sein de l'économie de la contrebande, celle de la drogue s'intègre donc parfaitement et logiquement dans le développement continuellement aggravé des termes inégaux de leurs échanges respectifs, développement qui profite de conditions frontalières favorables et les entretient.

3.2.2.3. Des relations transfrontalières et bilatérales similaires : du jeu du narcotrafic

Les relations bilatérales qui existent entre l'Afghanistan et le Pakistan d'une part, et la Birmanie et la Thaïlande d'autre part, ont un caractère historique conflictuel. La récurrence des invasions afghanes du sous-continent indien et des incursions territoriales mutuelles entre la Birmanie et le Siam témoigne d'une longue histoire d'antagonismes régionaux qui, à l'instar de l'épisode du sac d'Ayutthaya par les Birmans en 1767, perdurent encore de nos jours dans les mémoires collectives. La nature même des relations bilatérales modernes peut donc être appréhendée en tant que facteur majeur de la porosité et de l'instabilité des frontières et des espaces frontaliers, et ce tout particulièrement, bien sûr, après la Seconde Guerre mondiale, avec les accès aux indépendances.

Ainsi, de façon très significative, l'Afghanistan, qui intégra l'ONU en 1946, est le seul pays à y avoir voté contre l'admission du Pakistan, le 20 octobre 1947, en réaction au refus des Britanniques de reconsidérer l'avenir de la NWFP, du Baloutchistan et de leurs populations

[1055] Il est intéressant de noter ici que les conséquences du rôle qu'a joué le Pakistan dans le conflit afghan, par exemple le développement de la *Kalashnikov culture*, du trafic et de la consommation de drogue, liés à l'afflux massif des réfugiés afghans, avaient été prévues, dans leur impact général, par la CIA dès 1982 : *the presence of Afghan refugees in Pakistan would help generate unrest and retard economic development until the end of the century* : Digital National Security Archive, 1998, *Afghanistan: The Making of U.S. Policy (1973-1990)*, http://192.195.245.32/afessayx.htm. Si la nature des prévisions était juste, l'ampleur et la durée effective des conséquences n'avaient bien sûr pas été estimées : la *talibanisation* du Pakistan qui ne fait par exemple que commencer à la fin du XX^{e} siècle.

pachtoun, dans le projet de partition des Indes et du Pakistan[1056]. Le problème frontalier du Pachtounistan (carte 24)[1057], directement lié à l'imposition de la ligne Durand par les Britanniques, allait empoisonner les relations bilatérales afghano-pakistanaises et provoquer la fermeture répétée de la frontière[1058]. En juin 1947, juste avant la création du Pakistan et sur son futur sol, l'organisation politique *Khudai Khedmatgaran* (Serviteurs de Dieu), dirigée par Abdul Ghaffar Khan, demanda l'instauration d'un Etat pachtoun indépendant ; et en juillet, l'Afghanistan, qui n'a par exemple jamais pu accepter la perte de Peshawar aux Sikh (au début du XIX^{e} siècle), exprimait sa volonté de laisser les Pachtoun de la NWFP décider de leur futur par référendum. Les Britanniques décidèrent quant à eux de s'en tenir à la frontière « internationale » telle qu'instaurée par la ligne Durand qui rattachait *de facto* la NWFP au Pakistan, et ce malgré les contestations par les Afghans d'une frontière dont ils ne reconnaissaient la validité qu'entre eux-mêmes et les Britanniques[1059]. La ligne Durand, qui marque toujours la frontière afghano-pakistanaise, et qui attend encore d'être pleinement reconnue par l'Afghanistan (celui des *taliban* ?), est ainsi *un cas extraordinaire de frontière impériale à rôle stratégique qui remplit aujourd'hui – depuis 1979 – la fonction qui a présidé il y a près d'un siècle – 1893 – à son tracé*[1060]. Elle pose le problème d'une frontière impériale, ce qu'elle est restée pour Kaboul[1061], qui est devenue une frontière interétatique, et qui reste *une frontière en crise depuis sa formation*[1062].

[1056] Ce vote fut néanmoins très vite officiellement révisé, tant l'opinion publique était stupéfaite d'un tel comportement d'un pays musulman envers un autre : Wilber D.N., 1962, *Op. cit.* : 184.

[1057] Le problème de l'implantation des réfugiés afghans au Pakistan (jusqu'à 325 camps et 3,1 millions de personnes) a rendu la question du Pachtounistan encore plus sensible qu'auparavant, même si les affiliations tribales contredisaient ces appréhensions dans les faits : *Some 2.5 million of the 3.1 million registered Afghan refugees are in the North-West Frontier Province and it was thought that such an influx, consisting very largely of Pushtun, would reinvigorate the issue of Pushtun nationalism. However, differences between the two groups of Pushtun, of dialect, of customs and, particularly, of viewpoint, have militated against a major revival of the Pushtunistan issue* : Anderson E.W., 1990, *Op. cit.* : 244.

[1058] Pattanaik S.S., 1998, *Pakistan's North-West Frontier : Under a New Name*, in Strategic Analysis, August 1998, Vol. XXII, N° 5, pp. 761-781, , http://www.idsa-india.org/an-aug8-7.html

[1059] Lamb A., 1968, *Op. cit.* : 91 ; Wilber D.N., 1962, *Op. cit.* : 183-184.

[1060] Foucher M., 1991, *Op. cit.* : 333, 334-335 : *Vue de l'Inde, la position géostratégique du Pakistan était, en perspective, celle d'un glacis ou mieux d'un Etat tampon face à une éventuelle poussée militaire soviétique à caractère définitif au sud de la « barrière » de l'Hindu Kush… le maintien de cette situation fonctionnelle finalement classique dans le cadre de l'ancien dispositif frontalier du Raj implique la cohésion du Pakistan, et non son démembrement.* La ligne Durand, créée en 1893 dans un contexte de rivalité impériale russo-britannique a donc rempli, pour l'Inde et à partir de 1979, avec l'invasion soviétique de l'Afghanistan, la fonction pour laquelle elle avait conçue.

[1061] *The colonial boundary, in these circumstances, was shaped far more by the needs, strategic or economic, of the colonial power than by the sentiments and aspirations of the colonial populations* : Lamb A., 1968, *Op. cit.* : 7.

[1062] Foucher M., 1991, *Op. cit.* : 11.

La problématique frontalière de la ligne Durand et celle, territoriale et identitaire, du Pachtounistan, sont éminemment géopolitiques et ont grandement influé sur les situations respectives passées et présentes de l'Afghanistan et du Pakistan. Ainsi, l'insistance avec laquelle Kaboul a milité en faveur de la création d'un Pachtounistan a, en menaçant l'intégrité territoriale pakistanaise, provoqué de vives réactions de la part du Pakistan qui a plusieurs fois fermé sa frontière et empêché un commerce de transit vital pour un Afghanistan enclavé[1063]. Deux crises majeures, en 1955-57 et 1961-63, ont marqué les relations afghano-pakistanaises et gêné le bon fonctionnement de l'ATTA, accentuant l'isolement géographique de l'Afghanistan et le poussant ainsi dans la sphère de l'Union soviétique qui l'aida considérablement, avant de l'envahir[1064]. Krouchtchev lui-même se prononça notamment en 1961 sur le problème du Pachtounistan, en suggérant jusqu'à l'éventualité pour les Pachtoun du Pakistan de s'unir à ceux de l'Afghanistan[1065]. La logique géopolitique et stratégique du *Great Game*, qui s'était exprimée sur le terrain à travers les rivalités des politiques de l'accès des Empires britannique et russe, était alors toujours d'actualité. Ce sont d'ailleurs ces mêmes impératifs d'accès, et leurs politiques rivales et contradictoires, qui ont donné naissance au *New Great Game*, celui des enjeux pétroliers et gaziers, à l'émergence des *taliban*, et surtout à leur soutien actif par le Pakistan. Islamabad qui, par l'intermédiaire de ces derniers, favorisait initialement la réouverture du commerce transrégional, encourageait aussi probablement en Afghanistan la référence à un phénomène identitaire islamique et non au ressort national pachtoun[1066].

[1063] *There is a sad irony here: Afghanistan's hostile security relations with Pakistan were balanced by its economic dependence on its southern neighbor for the movement of population and goods… Yet Afghanistan treated Pakistan as a neighbor to be challenged*: Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 110.

[1064] *The closure of the Afghan-Pakistan border and the blockade of routes led to the Afghans to consider alternative routing strategies and promoted the expansion of road systems linking Afghanistan to the Soviet Union. This reaction was to lead to a redirection of Afghanistan's economic and then political flows, and finally to a loss of the country's independence…Intent on pursuing their quarrel with Pakistan, the Afghans had created a dangerous security dilemma for themselves. In essence, they had sacrificed present economic security to achieve future economic and strategic access, as well as an unlikely ideological victory in the shape of Pashtunistan. With the failure of their attempts to balance their reliance on the Soviet Union with a reliance on Iran or on the United States, the Afghans embarked on a routing policy that sacrificed security for development* : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 114, 121.

[1065] Wilber D.N., 1962, *Op. cit.* : 184-185.

[1066] *Pakistan's support for radical Muslim domination of Afghanistan has in part been based on keeping the Pashtunistan issue suppressed. Afghan Pashtun tribal leaders still cite Pashtunistan as an unresolved problem. Small Pashtun parties on the Pakistan side of the border, such as the Pashtun National People's Party, call for the creation of a Pashtun homeland. In contrast, radical Muslim Afghans like Gulbuddin Hikmatyar, Burhanuddin Rabbani and the Taliban mullahs de-emphasise state borders in favour of uniting with the Muslim umma (community of believers) wherever it may be – Pakistan, Afghanistan, Kashmir, the Middle East or Central Asia. The Taliban Pashtun mullahs also see common cause with Pakistan military leadership in assisting them to withstand opposition to Taliban rule from Afghan Pashtun tribal leaders*: Tomsen P., 2000, *Geopolitics of an Afghan Settlement*, in Perceptions, December 2000-February 2001, Vol. V, N° 4, http://www.mfa.gov.tr/grupa/percept/V-4/tomsen.7.htm

Ce sont, rappelons-le, la nature même de la zone frontalière afghano-pakistanaise, ainsi que le tracé et la fonction stratégique de la ligne Durand (lesquels divisent le territoire idéalisé des divers Pachtoun[1067]), qui ont permis que toutes sortes de trafics puissent s'y développer. Mais cette porosité de la frontière est également due aux relations bilatérales de l'Afghanistan et du Pakistan qui sont caractérisées par la persistance du conflit autour de la question du Pachtounistan. La nécessité pour Kaboul comme pour Islamabad de tolérer sinon d'autoriser le trafic frontalier, malgré l'impact qu'une telle activité peut avoir sur l'économie industrielle du Pakistan par exemple, a en effet entretenu la perméabilité de la frontière et la facilité avec laquelle le narcotrafic s'y développe. Pour M.Z. Ispahani, le trafic de contrebande présente même l'avantage pour le Pakistan de fixer la population dans les zones frontalières, en y développant une économie de marché noir et en y assurant un semblant de stabilité politico-économique[1068]. Ainsi, les autorités ont essayé, sans beaucoup plus de succès que les Britanniques avant eux, d'instaurer quelques règles simples, dont celle pour les trafiquants de n'utiliser que les pistes caravanières et non les routes principales. Il est alors aisé de comprendre, à la lumière de ces contraintes et tolérances, la porosité d'une frontière dont le flou est entretenu par les acteurs étatiques eux-mêmes. Le narcotrafic et même la culture du pavot à opium sont donc des activités tout aussi facilement praticables dans un tel environnement, que ce soit d'un côté ou de l'autre de la frontière. Celle-ci est en effet plus contraignante pour les forces antidrogues que pour les trafiquants, ainsi que le transfert des zones de culture du pavot et des laboratoires de transformation depuis le Pakistan vers l'Afghanistan dans la deuxième moitié de la décennie 1990 l'a amplement montré.

Cet effet de vase communicant est également observable entre la Birmanie et la Thaïlande, la première ayant finalement concentré sur son territoire les zones de production et les laboratoires de transformation dont la seconde s'est débarrassée avec un succès reconnu et apprécié par les plus

---

Notons que la volonté pakistanaise d'obtenir un Afghanistan unifié, si tant est que ce soit le cas, sous la bannière de l'islam est à rapprocher du processus de création du Pakistan lui-même, par référence au ciment unificateur de la religion musulmane (contre l'hindouisme indien).

[1067] *In the south, the territory of the Baluch covers part of Pakistan, Afghanistan and Iran. On the eastern and south-eastern side, the traditional lands of the Pushtun straddle the Pakistan frontier. As with the relief, this distribution, considered geopolitically, suggests the potential for regional autonomy or the formation of independent states, particularly in the case of Pashtunistan and Baluchistan* : Anderson E.W., 1990, *Op. cit.* : 235.

[1068] *By preventing depopulation, smuggling also bolsters the economic life of the region. Customs revenue lost to the government of Pakistan has been balanced by the monies saved on additional law enforcement efforts in the area. A government official said : "If we didn't provide the tribes with a source of living, they would become criminals… Now our tribesmen can't afford not to be a part of Pakistan. They are too much committed through trade and the real estate they have been able to buy outside the tribal area". For all these reasons, the first illegal duty-free markets were reportedly endorsed by the Pakistani authorities* : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 112.

hautes instances, gouvernementales ou non. A l'instar de la situation frontalière qui prévaut entre l'Afghanistan et le Pakistan, et malgré ses profondes différences environnementales et contextuelles, celle qui existe entre la Birmanie et la Thaïlande favorise, grâce à la nature conflictuelle des relations bilatérales entre Rangoun et Bangkok, la perméabilité de la frontière et donc le développement du narcotrafic. Les fermetures frontalières sont fréquentes entre les deux pays qui les utilisent en tant que moyen de pression politique et économique ou, surtout pour la Thaïlande, pour tenter de se protéger des flux grandissants du narcotrafic et surtout de celui de méthamphétamine[1069]. Si en Birmanie, la frontière avec la Thaïlande a été marquée depuis l'indépendance (1948) par la profondeur des zones tenues par les armées ethniques rebelles, en Thaïlande, la situation de la région frontalière a changé en suivant l'évolution des relations bilatérales entre les deux pays. Ainsi, la Thaïlande a longtemps entretenu un espace-tampon sur sa frontière avec la Birmanie, en y tolérant l'installation de groupes rebelles opposés à Rangoun. Les camps du KMT ou de la KNU en sont un exemple, et la tolérance de la *Shan United Army* (SUA) de Khun Sa à Ban Hin Taek (entre 1976 et 1982) en est un autre[1070]. Le trafic de contrebande et de drogue y était donc extrêmement facile, compte tenu d'une part de la participation active du KMT et de la SUA puis de la MTA dans la production, la transformation et le trafic des opiacés et, d'autre part, de l'implication notoire et concurrentielle des forces armées et policières thaïlandaises dans le même trafic.

Mais la redéfinition de la diplomatie thaïlandaise vis-à-vis de la Birmanie, comme de ses autres pays limitrophes, s'est précisée à partir de 1988, avec la venue du gouvernement de Chatichai Choonhawan qui voulait *tourner l'Indochine d'un champ de bataille en un marché d'échanges*[1071]. La zone frontalière que Bangkok avait jusque-là voulue était une frontière-refuge pour les groupes rebelles de Birmanie, et une frontière-tampon qui isolait la Thaïlande d'un voisin

[1069] Voir, en chapitre 2.2.1.2, la fermeture des postes frontaliers de Ban San Ton Du en 1999 et celle de Mae Saï et Chiang Saen en 2001 par exemple, ainsi que les efforts faits pour stopper les mouvements frontaliers vers les casinos birmans ou laotiens.

[1070] *Thailand has a history of conflict with Myanmar, and has supported anti-government rebels in Myanmar in an attempt to put a buffer between Thailand and the Burmese* : Innes-Brown M., Valencia M.J., 1993, *Thailand's Resource Diplomacy in Indochina and Myanmar*, in Contemporary Southeast Asia, Vol. 14, N° 4, March 1993 : 333. A partir de l'installation de Khun Sa, désormais à la tête de la *Mong Tai Army* (MTA), à Homong en 1984, l'armée thaïlandaise bénéficia de l'écoute des communications de la *tatmadaw* et de la UWSA (surtout depuis 1990) par les opérateurs SIGINT (*Signals Intelligence*) de la MTA. Les opérateurs radios, entraînés à Taiwan, étaient fournis en matériel d'interception par l'armée thaïlandaise qui s'assurait ainsi de la collaboration entre son service SIGINT et celui, en Birmanie même, de la MTA et de ses traducteurs : Ball D., 1998, *Burma's Military Secrets. Signals Intelligence (SIGINT) from 1941 to Cyber Warfare* : 146-148.

[1071] *Ibidem* : 333 : *One of the first initiatives announced by Chatichai after his official nomination on 3 August 1988 was to "turn Indochina from a battleground into a trading market".*

dont l'histoire avait prouvé l'animosité. Désormais, les considérations économiques allaient prendre le pas sur les héritages historico-politiques[1072] et la Thaïlande allait se rapprocher de la Birmanie au moment même où celle-ci passait sous l'autorité de la junte militaire du SLORC. Le commandant des armées thaïlandaises de l'époque, le général Chaovalit Yongchaiyut, rendit ainsi visite à son homologue birman, le général Saw Maung, en avril 1988. Ce rapprochement birmano-thaïlandais coïncida avec la véritable ruée des compagnies forestières thaïlandaises sur le teck birman, ainsi qu'avec l'obtention de droits de pêche dans les eaux birmanes. Les autorités birmanes et thaïlandaises s'étaient en partie rapprochées afin de priver les groupes rebelles des revenus du trafic de contrebande pour les premières, et d'investir dans l'économie transfrontalière pour les secondes[1073]. La Thaïlande, qui avait longtemps entretenu cette frontière-refuge tout au long de la Birmanie, opta désormais pour sa pacification et son ouverture au commerce, afin de se procurer les ressources naturelles qui lui faisaient cruellement défaut : gaz et pétrole, teck, produits de la pêche[1074].

Cette évolution des relations entre les deux pays, et la coopération active de la Thaïlande aux opérations militaires du régime de Saw Maung à travers la dénégation de la frontière-refuge sur leur sol[1075], a eu comme conséquence indirecte de bouleverser la distribution territoriale des acteurs du narcotrafic du côté birman de la frontière. En effet, la reddition de Khun Sa à Homong en 1996, qui avait du quitter Ban Hin Taek en 1982 à la suite des pressions militaires thaïlandaises, permit, pour la première fois depuis l'indépendance de la Birmanie, aux territoires contrôlés par Rangoun de jouxter directement celui de Bangkok. La frontière-tampon, activement entretenue par

[1072] Chatichai, qui fut renversé par un coup d'Etat en 1991, lui-même suivi d'élections en 1992, déclara ainsi : *politics will take a second place to economics* : *Ibidem* : 334.

[1073] *It should be noted here that at the very outset of Saw Maung's emergence in the political arena, the relationship between the Thai and Burmese chiefs of staff seemed to be symbiotic with respect to their common interest in the border trade and their opposition to the minority insurgents of Burma who controlled the Thai-Burmese border trade. The economic interest of Thailand in Burmese teak was clearly discernible at that time* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 242.

[1074] *Thailand faces the following predicament: "Vital raw materials that are readily available in Indochina and Myanmar, such as timber, marine products, gemstones, minerals, and hydro-power, are badly needed by Thailand to support its next stage of industrial development". Thailand's economic and political boycott of these countries, stemming from ideological and military-security concerns, was thus dropped in order to gain access to these resources* : Innes-Brown M., Valencia M.J., 1993, *Op. cit.* : 342.

[1075] *The role of the Thai army in helping Saw Maung to subdue the ethnic minority rebels and the student refugees along the border became obvious when, on December 14, Chaovalit once again paid a visit to Burma with a thirty-four-member delegation and forty-seven journalists… The role the military political elite of Thailand has played so far must be considered as one of the most detrimental obstacles in the Burmese people's struggle against the military dictatorship* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 259, 277.

la Thaïlande des deux côtés de la frontière n'était donc plus[1076], et la MTA allait être très rapidement remplacée par la UWSA, pro-Rangoun et encore plus investie dans le narcotrafic que sa rivale shan[1077]. La révision de la politique frontalière thaïlandaise, à travers celle de sa politique birmane, a donc d'une certaine façon privilégié le domaine économique, certes essentiel pour le développement du pays, aux dépens d'une approche sécuritaire historique qui avait fait ses preuves. Mais cette réorientation de la dialectique développement – sécurité s'est en fait révélée porteuse de menaces sécuritaires majeures pour la Thaïlande qui subit désormais de plein fouet les impacts politiques, économiques, sociaux et sanitaires de l'explosion de la consommation de méthamphétamine.

Il est intéressant de noter que les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan d'une part, et la Birmanie et la Thaïlande d'autre part, ont été historiquement caractérisées par leur nature conflictuelle. Ces relations ont facilité et entretenu la porosité et l'instabilité de leurs zones-frontières respectives et donc le développement des économies illicites, dont celui de la narcoéconomie. Il apparaît que ces deux frontières ont également permis au Pakistan et à la Thaïlande de repousser littéralement la production et la transformation d'opiacés de l'autre côté de leurs frontières occidentales, tout en exploitant continuellement les ressources, naturelles ou non, de l'Afghanistan et de la Birmanie. Le narcotrafic semble donc être intégré d'une façon logique et similaire dans les échanges inégaux qui existent au sein de chacun des deux ensembles de pays. L'implication, à des degrés plus ou moins importants, du Pakistan et de la Thaïlande dans les économies politiques de l'Afghanistan et de la Birmanie s'est faite selon un processus de transformation des impératifs de sécurité historiques en opportunités de développement

[1076] Ce qui s'est traduit en Thaïlande par la recrudescence des incursions de l'armée régulière birmane lors de chacune de ses offensives d'été. Les troupes birmanes essaient en effet régulièrement lors des saisons sèches de prendre les rebelles, karen et shan, à revers depuis le territoire thaïlandais qu'ils investissent en violation du droit international le plus élémentaire. Les évènements qui ont pris place dans le district de Mae Fah Luang et dans la ville de Mae Saï en février 2001 témoignent des conséquences que la disparition d'une frontière-tampon a eu sur la situation militaire des groupes rebelles et sur la dégradation de la sécurité thaïlandaise. Le revirement de la dialectique développement – sécurité dans la politique birmane de la Thaïlande, selon lequel les intérêts économiques à court terme du royaume (et de sa clique politico-militaire) ont primé sur les considérations sécuritaires, s'est traduit par une nette aggravation des menaces sécuritaires pour Bangkok. En effet, le rôle de la UWSA dans le trafic de méthamphétamine et son alliance avec la junte birmane menacent directement la Thaïlande qui subit le développement de la consommation de drogue et les débordements répétés des conflits opposant la SSA et la résistance karen à l'alliance entre la *tatmadaw* et la UWSA.

[1077] *From the Thai standpoint, the most disturbing development of all was the negotiated "surrender" of the MTA to the Rangoon authorities, thereby allowing the Burmese army to establish itself in former MTA camps along the border. For the first time in modern history, the ethnic buffer between the Burmese and Thai armies had been removed. The Royal Thai Army has responded by reinforcing its border garrisons with additional infantry, artillery, and aircraft* : Ott M.C., 1998, *Op. cit.* : 77.

économique. Mais cette redéfinition des termes de la dialectique sécurité – développement, qui peut certes se révéler bénéfique à très court terme et pour quelques catégories sociales, a permis, sinon provoqué, l'apparition au Pakistan et en Thaïlande de nouvelles menaces : afflux de réfugiés (liés à au rôle pakistanais dans les différentes phases du conflit afghan, à la suppression de la frontière-refuge et tampon par la Thaïlande qui a augmenté l'impact des offensives birmanes) ; pénétrations terroristes (et même « talibanisation » au Pakistan) ; explosion des consommations de drogue ; développement des trafics de contrebande qui grèvent les productions et les économies nationales ; accroissement de la population prostituée ; dégradation de la santé publique à travers l'explosion, entre autres, de l'épidémie du VIH/sida ; augmentation de la violence armée et de l'insécurité, particulièrement dans les zones frontalières ; élargissement de la corruption et de la criminalisation de la société.

D'autre part, nous l'avons dit brièvement, les très importantes aides internationales au développement et à la lutte antinarcotique dont ont bénéficié le Pakistan et la Thaïlande ont fait défaut à l'Afghanistan comme à la Birmanie[1078], véritables parias de la communauté internationale, et ont donc par là même déterminé, à travers un effet de vases communicants, la répartition des zones de production et de celles des marchés de consommation, comme la direction des flux du narcotrafic. De façon significative, les deux régions frontalières sont similaires dans leur nature et leurs dynamiques, ainsi que les relations bilatérales et l'organisation des différents flux ont pu le montrer, et l'on comprend que les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ont pu trouver là des terreaux extrêmement fertiles pour leur développement. Les tensions et les rivalités bilatérales multiples ont en effet joué un rôle fondamental dans le développement et la pérennisation des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, et ce à différentes échelles spatiales et temporelles.

[1078] La dictature militaire thaïlandaise, qui a cédé la place à un régime démocratique en 1992, a bénéficié, avec l'économie du pays et sa lutte contre la production de drogue sur son territoire, de l'aide conséquente des Etats-Unis qui y ont fortement investi. Le régime dictatorial thaïlandais a ainsi bénéficié du soutien financier, technique et logistique des Etats-Unis dans le cadre de la lutte régionale contre la menace communiste, que ce soit au Vietnam, au Laos ou en Thaïlande même. La Birmanie, quant à elle, n'a pas profité du même traitement de faveur, sa situation géographique étant moins stratégique que celle de la Thaïlande et la menace communiste s'y étant révélée moins grave compte tenu de la résistance appuyée avec laquelle nombre de groupes ethniques refusèrent de se joindre à un CPB majoritairement chinois : Tanet Charoenmuang, 1997, *Living Meaningfully with the Wolves : the World and Thailand Toward Burma in the Next Decade* : 48-49, 52-53.

3.2.3. Les puzzles régionaux des relations internationales

3.2.3.1. L'émergence du Triangle d'Or et du Croissant d'Or dans les contextes régionaux de la guerre froide

On peut déceler les prémices de la guerre froide d'une part dès le discours de mars 1946 de Winston Churchill à Fulton (Missouri) et, d'autre part, dans la théorie de la division du monde en deux camps qui est exposée dès septembre 1947, lors de la première réunion du Kominform, dans le rapport de Andreï Jdanov qui répond à la doctrine du *containment* formulée par Harry Truman en mars de la même année. La peur de l'expansion du communisme dans le monde après la Seconde Guerre mondiale avait en effet initié cette doctrine du *containment* et sa traduction concrète sur le terrain (plan Marshall en juin 1947 et signature du pacte atlantique en 1949…), les deux grands rivaux qu'étaient les Etats-Unis et l'Union soviétique s'affrontant par acteurs et pays interposés (*proxy wars*) dans ce qui fut donc qualifié de « guerre froide ». L'Asie allait, après l'Europe, devenir le théâtre principal des affrontements de cette guerre, les nationalistes chinois du *Kuomintang* (KMT) cédant le terrain en 1949 aux communistes de Mao, après plus de vingt ans de combats. La révolution chinoise avait été soutenue, certes modestement, par l'URSS, tandis que les Etats-Unis s'étaient efforcés, dans des proportions bien plus importantes mais sans succès, d'appuyer les forces de Chiang Kaï-shek. La révolution communiste qui s'étendait à la péninsule indochinoise se mêla aux mouvements indépendantistes pour aboutir aux guerres d'Indochine française et états-unienne, en impliquant le Vietnam, le Laos et le Cambodge, mais aussi la Thaïlande.

Le contexte birmano-thaïlandais de la guerre froide

Le déroulement de la guerre froide par acteurs interposés en Asie jouera un grand rôle dans l'émergence des espaces du Triangle d'Or d'abord et surtout, et du Croissant d'Or ensuite. L'Asie du Sud-Est continentale est certes bien connue pour la place qu'elle a tenue dans l'affrontement des deux blocs, à travers le cas de l'implication des Etats-Unis au Vietnam. Mais les guérillas communistes se sont répandues également en Thaïlande et en Birmanie, ainsi qu'au Laos bien sûr. Si la conquête du pouvoir en Asie du Sud-Est par le communisme était un objectif que partageaient

l'URSS et la Chine, puisqu'ils demandèrent tous les deux aux partis communistes (PC) asiatiques de lutter contre le « fascisme japonais » lors de la Seconde Guerre mondiale[1079], leurs approches respectives différaient quant aux tactiques à employer[1080]. La discorde sino-soviétique apparaît dès 1949, lorsque la République populaire de Chine de Mao cherche à imposer sa tactique de « l'encerclement des villes par les campagnes » et du « Front unifié »[1081]. L'application du modèle insurrectionnel chinois prôné par Mao implique de déterminer les conditions locales optimales qui permettront son développement. Il puise alors ses principes fondamentaux parmi les grands classiques chinois[1082], chez Sun Tze, le théoricien de l'*Art de la guerre*, et dans les *Trois Royaumes*, roman de chevalerie historique[1083].

Les conditions optimales d'implantation d'un mouvement insurrectionnel dépendant entre autres des facteurs géographiques, sociaux, économiques et politiques, c'est vers une région montagneuse à l'accessibilité difficile, donc plus ou moins isolée, pauvre et sous-administrée, que le choix sera porté en Thaïlande comme en Birmanie. Les montagnes de l'éventail nord-indochinois réunissaient ces conditions ainsi qu'un autre paramètre important du point de vue stratégique : elles étaient habitées par des populations minoritaires et dominées qui pouvaient se considérer opprimées et même colonisées par les groupes ethniques des plaines. Si l'on considère, qu'*une autre grande caractéristique (héritée des stratèges impériaux chinois) est de toujours rechercher à légitimer la guerre en lui conférant comme but de « restaurer la paix »… qu'il faut*

[1079] La Chine était alors attaquée depuis juillet 1937 par le Japon.
[1080] Pour les uns, c'était à la classe ouvrière de demeurer l'élément essentiel de la révolution, alors que pour les autres c'était à la paysannerie, plus nombreuse, de jouer ce rôle fondamental.
[1081] Un « Front unifié » est un principe fondamental de la lutte politique, celle-ci étant la contrepartie de la lutte armée qu'est la guérilla : *La lutte politique peut être légale, par l'intermédiaire de syndicats, associations ou même d'un parti, mais aussi illégale. Le principe est celui du Front unifié dans lequel il s'agit de rassembler non pas tous les sympathisants communistes, mais tous les ennemis de l'objectif visé même s'ils sont anti-communistes. L'exemple le plus caractéristique est celui d'une guérilla recherchant l'alliance avec des religieux totalement anti-communistes, mais tellement révoltés contre une dictature qu'ils acceptent de collaborer* : Dassé M., 1993, *Les guérillas en Asie du Sud-Est* : 51.
[1082] Les lectures de Sun Tze et des Trois Royaumes influencent toute l'Asie par le biais des diasporas chinoises. Le roman de chevalerie historique des Trois Royaumes est connu dans toute l'Asie du Sud-Est et plus particulièrement en Thaïlande où tout le monde aspire à être Chukio Liang, le roman étant étudié au lycée pour former les étudiants aux ruses nécessaires pour gagner les combats de la vie : *C'est l'histoire du Prince Liu Pei qui veut restaurer la dynastie des Han, soutenu par trois chevaliers dont le plus illustre est Chukio Liang, le stratège militaire... Lorsque le Prince Liu Pei, après avoir guerroyé contre les divers rebelles qui sévissent dans le royaume décide de réunifier la Chine et restaurer les Han, que lui conseille Chukio Liang ? Il lui conseille tout simplement de s'établir d'abord dans un territoire présentant des caractéristiques géographiques permettant une défense facile et riche en nourriture en même temps* : Dassé M., 1993, *Op. cit.* : 133 ; Sun Tze, 1993, *L'Art de la guerre*.
[1083] *Ce qui est extraordinairement frappant est que Mao a suivi tous les principes de Sun Zi et des Trois royaumes, mais tout en les « marxisant » et bien entendu les adaptant aux conditions modernes, en ce qui concerne la stratégie directe* : Dassé M., 1993, *Op. cit.* : 133.

démontrer qu'on est contraint à la guerre, qu'on ne l'accepte que parce que c'est l'autre qui la provoque (le fameux « fauteur de guerre » du marxisme) et qu'en tout cas elle a toujours un but noble…[1084], la présence des minorités ethniques du Triangle d'Or constituait alors un avantage stratégique et politique certain.

La région montagneuse du Triangle d'Or offrait donc les deux conditions primordiales au lancement de mouvements de guérillas. L'édification de refuges qui seront ensuite transformés en places fortes est l'élément prépondérant, ces zones sûres étant appelées « bases d'appui » par Mao, « bases arrières » par le général vietnamien Vo Nguyen Giap[1085], et « bases libérées » par les mouvements communistes contemporains, tels que ceux de Birmanie et de Thaïlande par exemple[1086]. Mao privilégie ainsi le choix de régions montagneuses qui permettent une dissimulation aisée, et rend d'autant plus problématique la large utilisation du matériel motorisé et moderne, qui fait la supériorité de l'ennemi. La nécessité de conquérir pacifiquement les populations des territoires choisis apparaît également comme fondamentale, leur appui s'avérant précieux dans une guerre de partisans.

Les guérillas communistes, qui étaient issues par exemple des alliances antijaponaises contractées lors de la Seconde Guerre mondiale entre les communistes et les Britanniques en Malaysia, au Sarawak et en Birmanie[1087], se sont traduites sur les terrains thaïlandais et birman par des conflits complexes aux enjeux idéologiques, territoriaux et nationaux. Ainsi, le *Communist Party of Thailand* (CPT), créé en 1942 afin de lutter contre les Japonais, reçoit sa première aide en armement de la Chine en 1960, et dissémine ses « bases libérées » dans les espaces montagneux et collinéens du nord du pays. Le Vietnam apportera également son soutien au CPT, à la suite de l'implantation en 1965 en Thaïlande de bases militaires états-uniennes, et afin d'essayer de prendre la Chine de vitesse dans leurs luttes d'influences respectives. La réaction chinoise se traduisit alors sur le terrain par sa prise en main de la guérilla du CPT et la création d'une « Armée de défense de la frontière » ou 11^{e} Armée, composée à 80% de Hmong et à 20 % de Wa et Yao. La Thaïlande,

[1084] Dassé M., 1993, *Op. cit.* : 135.
[1085] *Seul militaire des guerres d'Indochine à être célèbre à l'étranger, le général Vo Nguyên Giap est entré vivant dans la légende vietnamienne. Organisateur de l'Armée populaire du Vietnam, vainqueur des Français à Diên Biên Phu et auteur prolixe d'articles théoriques sur l'art de la guerre populaire, Vo Nguyên Giap est également l'une des figures historiques du Parti communiste vietnamien (P.C.V.). Vice-Premier ministre de 1954 à 1991…* : Lechervy C., 1999, *Giap (Vo Nguyên)*, in *Encyclopaedia Universalis*, 1999, Version 5.
[1086] Dassé M., 1993, *Op. cit.* : 53.
[1087] La Force 136 était une organisation militaire britannique chargée d'organiser la résistance dans les pays occupés par le Japon et de préparer les offensives des Alliés ; c'est par ce moyen que l'Angleterre permettra aux PC (Malaysia et Birmanie par exemple) de former les guérillas antijaponaises qui se retourneront d'ailleurs contre eux ensuite.

qui servait alors de base militaire aux Etats-Unis dans la région, autorisait quant à elle la présence sur son propre territoire des troupes nationalistes chinoises du KMT. Leur fuite depuis le Yunnan et leur retraite dans les montagnes du nord de la péninsule indochinoise avait en effet donné l'occasion à la Thaïlande et aux Etats-Unis, notamment à la CIA[1088], d'essayer de contrer la menace communiste[1089] et, pour les seconds, de tenter même de reconquérir la Chine. Le recours à la production et au trafic d'opiacés, que ce soit par les Hmong entraînés par la CIA dans les montagnes du Laos ou par les troupes du KMT réfugiées dans l'espace actuel du Triangle d'Or, était alors une composante majeure du dispositif anticommuniste états-unien, comme thaïlandais d'ailleurs. Le CPT disparaîtra presque totalement après s'être rallié à une cause nationaliste thaï en apportant, juste avant que la Chine ne fasse de même, son soutien à la Thaïlande, après l'invasion vietnamienne du Cambodge en 1979[1090]. Avec la disparition progressive de la menace communiste, c'est l'organe de lutte contre le communisme, le *Internal Security Operations Command* (ISOC), créé en 1965, qui finira par être reconverti, 20 ans plus tard, en organe de lutte antinarcotique cette fois, la menace majeure étant désormais celle de la drogue, composante majeure des conflits de la guerre froide qui a subsisté et a même pris des proportions alors inimaginées[1091].

[1088] EN 1951-1952, les 2 000 soldats du KMT qui étaient basés à Mong Hsat furent par exemple équipés par la CIA en matériel SIGINT à raison de deux livraisons par semaine depuis Taiwan. Des postes avancés du KMT sur la frontière yunnanaise servaient de stations d'écoute des communications de l'Armée populaire de libération (APL). L'un de ces postes était par exemple occupé par un groupe de Lahu chrétiens et émettait ses rapports de 1952 à 1958 à la station de la CIA de Chiang Maï en lahu. Le KMT, en particulier sa 3e armée, n'avait pas réussi à mener à bien sa mission de reconquête de la Chine, mais était devenu dans les années 1960 le groupe de narcotrafiquants le plus organisé de toute la région. Les renseignements concernant les récoltes d'opium, mais aussi les mouvements des caravanes et leur interception pour taxation étaient transmis de façon très efficace par le réseau SIGINT du KMT dont toutes les unités et armées étaient impliquées dans le trafic à la fin de la décennie 1960. Le soutien de la CIA prit fin à partir de juillet 1971, lorsque Nixon ordonna l'arrêt des opérations transfrontalières en Chine et la fermeture des stations d'écoute de la CIA en Birmanie : Ball D., 1998, *Op. cit.* : 195-203.

[1089] Quelque 600 hommes du KMT ont ainsi, par exemple, pris d'assaut une position communiste laotienne en 1968 à Batang, sur la rive thaïlandaise du Mékong, et ce à la demande de l'armée thaïlandaise. Cette coopération sur le terrain des Thaïlandais et du KMT perdurera pendant 15 ans : Ball D., 1998, *Op. cit.* : 205.

[1090] La Chine avait déjà diminué l'importance de ses aides aux PC d'Asie du Sud-Est après que la Malaysia, les Philippines et la Thaïlande eurent reconnu officiellement la République populaire (1974-75). Puis la Chine qui, jusqu'alors n'avait pas eu besoin de la Thaïlande, chercha son soutien dans le contexte de l'invasion vietnamienne du Cambodge. La Thaïlande acceptera en effet de soutenir les Khmers rouges, s'assurant de la cessation de l'aide chinoise au CPT comme de l'entretien d'une zone tampon khmère rouge contre les velléités vietnamiennes : Dassé M., 1993, *Op. cit.* : 165.

[1091] Voir, quant à la reconversion de l'ISOC : chapitre 2.2.1.2.

Dans ce contexte de guerre froide, les partis communistes birmans[1092] et le KMT ont bien sûr joué un grand rôle dans l'émergence du Triangle d'Or actuel[1093]. La Chine élabora ainsi les stratégies de l'une des deux branches du *Communist Party of Burma* (Drapeau Blanc), initiant par exemple en 1950 l'implantation d'un gouvernement de Front populaire dans l'Etat kachin qui aurait dû permettre la conquête de la plaine centrale et de Rangoun. D'autre part, les troupes du KMT, soutenues par la CIA et fortes de 30 000 hommes (dont des Shan, Kachin et Chinois de Birmanie), tentèrent de reconquérir la Chine, sans succès. Dès 1966, c'est la Chine qui, cette fois, lance dans le nord de la Birmanie des actions visant à établir des bases arrières pour permettre au CPB de prendre le pouvoir et une alliance est alors contractée avec les trafiquants de drogue du Kokang (Chinois à 90 %) qui acceptent de former une force armée « révolutionnaire » en échange d'un soutien dans leur trafic. L'Etat de Kokang est rapidement investi et le CPB d'obédience chinoise se dissémine dans l'Etat kachin, affrontant les troupes régulières birmanes qui révèlent dès 1969 la présence des Chinois. En effet, dès 1967 la *Kachin Independence Army* (KIA), qui était liée à Taiwan, à la CIA et à la Thaïlande, accepta de collaborer avec le CPB en échange d'armes, de formation militaire et d'une aide pour la culture du pavot. Les Wa, également enrôlés, constituent quant à eux 90 % des effectifs du CPB-Nord. Une fois le CPB structuré militairement, la Chine retirera ses troupes et se contentera de ne fournir que des armes légères aux guérilleros « communistes » (en fait surtout intéressés dans l'économie de l'opium) qui ne seront jamais capables de sortir des 20 000 km² de « zones libérées » de la frontière sino-birmane.

Avec l'invasion vietnamienne du Cambodge, la Chine réduisit fortement son aide au CPB qui dut alors s'impliquer de plus en plus dans des alliances avec les minorités qu'il soutenait dans leur recherche d'autonomie. En 1980, l'aide financière annuelle chinoise tomba de l'équivalent de 7,5 millions du USD à 5 millions, et impliqua une réorientation du CPB dans le trafic de drogue et des opérations de guérillas relevant plus du banditisme que du communisme. En 1989, les évènements

[1092] Le *Communist Party of Burma* (CPB) est créé le 15 août 1939 à Rangoun par six intellectuels marxistes dont Aung San, futur héros nationaliste de l'indépendance, et U Nu, futur Premier ministre. Après l'indépendance de 1948, Aung San rompt avec le marxisme pour devenir nationaliste alors que des dissensions éclatent au sein du CPB qui se scinde en deux (1946) : le Drapeau Rouge (DR), d'obédience soviétique, entame rapidement une guérilla (2 000 hommes), alors que le Drapeau Blanc (DB) préfère fomenter des mouvements de grève. Après l'offre d'amnistie du général Ne Win en 1963, les dernières offensives des guérilleros du DB se soldent par des échecs cuisants dont la grande débâcle de 1968. Si en 1975 le communisme birman est presque éteint, les guérillas demeurent néanmoins en Birmanie, car, de 1968 à 1975, la Chine crée, sur sa frontière et avec des populations tribales, ce qui sera rapidement appelé le faux CPB.

[1093] Les références historiques du développement qui suit ont été extraites de différentes sources : Ball D., 1998, *Op. cit.* ; Dassé M., 1993, *Op. cit.* ; Lintner B., 1994, *Op. cit.* ; McCoy A., 1991, *Op. cit.* ; Smith M., 1991, *Op. cit.*

de la place Tienanmen, imposèrent à Pékin de mettre un terme à ses stratégies subversives en Asie du Sud-Est, ce qui se traduisit notamment sur le terrain par la fin des aides accordées aux PC asiatiques, les relations avec les Etats du sud-est asiatique devenant primordiales dans le nouveau contexte d'isolement international de la Chine. L'alliance avec la Birmanie primait dès lors sur le soutien au CPB, le riz, le bois, le jade, les pierres précieuses et les minerais birmans importés par la Chine, qui exporte quant à elle de nombreux produits manufacturés, déterminant la prépondérance des échanges commerciaux sur la propagation de l'idéologie communiste. La valeur des échanges commerciaux sino-birmans s'élevait ainsi à trois ou quatre milliards de dollars en 1991. Le rôle du KMT, du CPB et des Chinois du Kokang dans le trafic des opiacés, mais aussi les conséquences de la dissolution du CPB et l'apparition consécutive de nombreuses armées narcotrafiquantes (et principalement la UWSA des Wa), trouvent leurs racines dans les rivalités et les affrontements par acteurs interposés (Hmong, PC divers, KMT…) des camps communiste et occidental. L'émergence du Triangle d'Or et de ses acteurs principaux, à l'instar de la UWSA et des chinois du Kokang, est ainsi directement liée au contexte conflictuel de la guerre froide et de l'instrumentalisation de l'économie de l'opium par les différents acteurs engagés dans ses luttes.

Le contexte afghan de la guerre froide

En Asie du Sud-Ouest, certains mécanismes similaires à ceux qui ont pu opérer dans la péninsule indochinoise ont très nettement contribué à l'émergence du Croissant d'Or. La guerre froide y a joué un rôle primordial, la « menace communiste » y étant également avérée, propagée cette fois par l'Union soviétique et son implication sur la scène iranienne et surtout afghane. Moscou s'était en effet particulièrement investi, nous le savons, depuis 1956 et surtout 1961 dans l'aide au développement en Afghanistan, dans le contexte des relations conflictuelles qui opposaient Kaboul à Islamabad autour de la question du Pachtounistan. Les Etats-Unis, quant à eux, ne cherchèrent pas réellement à s'opposer à l'influence soviétique en Afghanistan, mais plutôt à préserver son statut d'Etat-tampon, ne se sentant pas menacés par ce qu'ils estimaient alors n'être qu'une stratégie défensive de l'URSS[1094]. Mais, en 1979, en l'espace de dix mois, la situation

[1094] *Soviet relations with Afghanistan did not appear to threaten U.S. interests. Since the USSR shared a long border with Afghanistan and because the United States enjoyed friendly ties with the other states in the region, U.S. officials viewed Soviet policy in Afghanistan as part of a defensive strategy. A National Intelligence Estimate written in 1954 – one year after the United States helped restore the Shah to his throne in Iran – stated that " Soviet attention to Afghanistan is part of a general effort to counter recent Western (particularly US) gains in the Middle East-South Asia*

régionale avait changé de façon drastique, le Shah étant remplacé par un régime islamique viscéralement anti-états-unien et l'URSS ayant déployé quelque 100 000 hommes de l'Armée rouge en Afghanistan, provoquant ce que la Maison Blanche qualifia de plus grave menace à la paix mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale[1095]. L'Afghanistan allait devenir l'ultime et finale victime de la guerre froide[1096] car la défaite et le retrait des Soviétiques en 1989 précipitèrent la chute de l'Union et la fin de la guerre froide. Le conflit afghan, quant à lui, n'est toutefois toujours pas terminé et ses conséquences multiples et complexes, locales, régionales et mondiales, n'en finissent pas d'évoluer.

C'est dans le contexte de la guerre froide que l'organisation de la résistance afghane à l'invasion soviétique était, on le sait, basée au Pakistan, où les sept partis de *moudjahidin* s'étaient réfugiés et organisés. La résistance y fut orchestrée sous les auspices de la CIA et de l'ISI[1097], selon les conceptions stratégiques de Henry Kissinger puis de Zbigniew Brzezinski[1098] qui considéraient le Pakistan comme faisant partie du camp occidental, à la différence notoire de l'Inde qui, elle, était intégrée dans l'orbite soviétique et connaissait des relations très conflictuelles avec son voisin occidental. La CIA opéra également avec le concours de la Chine, certes également communiste, mais en grande dissension avec l'URSS qu'elle voulait voir hors d'Afghanistan[1099]. Le Pakistan et la Chine (au Xinjiang) accueillirent sur leurs sols respectifs des camps d'entraînement pour la guérilla qui furent fournis en *moudjahidin* afghans ainsi qu'en combattants musulmans de diverses nationalités[1100] (Algériens, Tunisiens, Egyptiens, Arabes des Emirats,

---

area." Washington decided, in other words, to treat Afghanistan as a "buffer" state… In 1962, the State Department reasoned that "US fostering of active hostility toward the USSR [could] only serve to weaken Afghanistan's ability to survive." In 1976, the annual State Department Policy Review stated that Afghanistan was "a militarily and politically neutral nation, effectively dependent on the Soviet Union." Still, it concluded that the United States "is not, nor should it become, committed or responsible for the 'protection' of Afghanistan in any respect." : Digital National Security Archive, 1998, *Afghanistan: The Making of U.S. Policy (1973-1990)*, http://192.195.245.32/afessayx.htm

[1095] L'invasion soviétique coïncidait avec le déclin de l'influence des Etats-Unis en Iran bien sûr, mais aussi en Angola et au Mozambique dès 1975, en Ethiopie en 1977 et au Nicaragua en 1979.

[1096] *Afghanistan became the ultimate and final victim of the Cold War* : Magnus R.H., Naby E., 1998, *Op. cit.* : 52.

[1097] *Inter Services Intelligence*, services secrets pakistanais.

[1098] Les premières aides de la CIA à la résistance afghane anticommuniste, et non antisoviétique, eurent lieu sous les auspices de Brzezinski dès juillet 1979, soit six mois avant l'invasion de l'Afghanistan : Cooley J.K., 1999, *Op. cit.* : 19 ; Digital National Security Archive, 1998, *Op. cit.*

[1099] Les Etats-Unis se rapprochèrent discrètement de la Chine de Deng Xiaoping dès 1971 par l'intermédiaire du Pakistan de Zulfiqar Bhutto qui y organisa la visite secrète de Kissinger. Le secrétaire de la défense de Jimmy Carter se rendit à son tour en Chine en janvier 1980 afin d'enrôler, avec succès, le géant asiatique dans la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan. Deux postes d'écoute de la *National Security Agency* (NSA) purent ainsi être installés au Xinjiang et permettre de surveiller les Soviétiques en Afghanistan en compensant la vulnérabilité ou la disparition des stations de Turquie et d'Iran : Cooley J.K., 1999, *Op. cit.* : 65-69.

[1100] Ce sont environ 35 000 musulmans originaires de quelque 40 pays différents qui se sont joints au *djihad* afghan entre 1982 et 1992. Des dizaines de milliers d'autres vinrent étudier dans les *madrassah* pakistanaises et plus de

Saoudiens… couramment appelés « Arabes » en Afghanistan et « Afghans » après leur retour dans leurs pays d'origine). L'Arabie saoudite prit en effet une part importante dans l'effort de guerre antisoviétique, en envoyant de nombreux volontaires se battre contre l'imposition du communisme, fondamentalement incompatible avec l'islam, par des infidèles dans un pays musulman ; et en finançant de façon considérable l'aide militaire à la résistance. Osama bin Laden fut l'un de ces « Arabes » tournés « Afghans » qui formèrent ensuite ce qui est devenu l'« Internationale terroriste » du fondamentalisme islamique dans le monde[1101].

La CIA avait en effet opté pour l'Islam en tant que vecteur de la résistance au communisme en Afghanistan. La tactique de la guerre froide qui consistait en l'affrontement des deux blocs par acteurs interposés (*proxy wars*), avait été reprise en Afghanistan par la CIA selon les mêmes méthodes que celles qui avaient été employées au Laos avec les Hmong et la place notoire de l'opium dans le système. La CIA avait choisi, à juste titre mais sans imaginer les conséquences à moyen et long terme d'une telle politique (terrorisme contre les Etats-Unis, narcotrafic), de tourner la guerre contre le communisme en guerre de religion, en jouant sur les incompatibilités majeures entre islam et communisme[1102]. La CIA organisait l'entraînement et l'approvisionnement en armes

---

100 000 musulmans radicaux furent directement influencés à travers le monde par le *djihad* afghan : Rashid A., 1999 b, *The taliban : Exporting Extremism* : 31.

[1101] L'Afghanistan et le Pakistan (avec, tout particulièrement, le rôle joué par l'ISI dans l'utilisation du terrorisme et du narcotrafic) sont considérés par de nombreuses sources, dont certaines sont officielles, comme abritant et formant certains des réseaux du terrorisme islamique international. Osama bin Laden est bien sûr au cœur des préoccupations des Etats-Unis qui le considèrent responsable des attentats meurtriers perpétrés en août 1998 contre deux de leurs ambassades d'Afrique de l'Est. Le GIA algérien, par exemple, est également en partie formé d'anciens « Afghans » qui ont ramené de leur expérience afghane leur pratique désormais largement utilisée de l'égorgement. De façon moins anecdotique, les méthodes et techniques utilisées lors de l'attentat du World Trade Center de New York en 1993, ainsi que dans la tentative avortée contre le siège des Nations unies la même année, portaient la marque des réseaux des vétérans afghans. L'utilisation de nitrate d'ammonium et de fuel pour la confection des bombes était en effet décrite dans les manuels de la CIA, dont un exemplaire fur retrouvé parmi les affaires de certains des terroristes impliqués : Cooley J.K., 1999, *Op. cit* : 236 par exemple ; *The powerful Pakistani military Inter-Services Intelligence agency (ISI) supports a "joint venture" of radical Afghan, Pakistani, Arab and other foreign Muslim extremists inside Afghanistan. The ISI co-ordinated Islamist joint venture today includes: the Taliban; Osama bin Ladin, his well-equipped 'Arab Brigade' of several thousand Arab militants from the Gulf, the Middle East and North Africa; Pakistani religious parties, notably the rabidly anti-West Jamiati-ul Ulema-ul Islami (JUI); the JUI's paramilitary arm, Harakat-ul-Mujaheddin (HUM); the hundreds of JUI-run madrassas (religious schools) supported financially in Pakistan by funds from the Persian Gulf; Afghan Muslim fanatics supported by Pakistan during the Soviet War; plus Muslim militants representing an array of radical Islamist groups from Central Asia and the Middle East to the Philippines and China's Xinjiang province in Asia* : Tomsen P., 2000, *Op. cit.*

[1102] B. Badie explique que les vues du communisme et de l'islam peuvent concorder sur certains points : *vision déterministe, convergences thérapeutiques teintées de communautarisme et d'égalitarisme, critique des classes corrompues et des bourgeoisies occidentales et impérialistes, « besoin de système »*. Mais *encore ne faut-il pas sous-estimer les points de divergence et souligner tout ce qui, dans le marxisme, reste clairement incompatible avec la culture islamique : un fondement matérialiste, une philosophie de l'histoire, une vision hiérarchique plaçant l'économique en instance suprême déterminant le politique et le religieux. Liés par une parenté de forme et opposés par un antagonisme de fond, marxisme et islam peuvent coexister dans le discours d'élites minoritaires qui trouvent*

de la résistance et l'Arabie saoudite, entre autres, finançait l'opération. Mais, outre le recours au vecteur de l'Islam dans la structuration et l'organisation de la résistance afghane, la CIA, qui, au Pakistan, se déchargeait sur l'ISI pour l'acheminement des armes et la distribution des ressources financières, tolérait de nouveau largement le rôle de la drogue dans le conflit. A l'instar de celui qu'avait joué l'opium dans le conflit indochinois, où les responsabilités directes de la CIA étaient évidentes (cas de *Air America* par exemple), dans le conflit afghan ce sont certains dirigeants de partis de la résistance qui étaient notoirement impliqués dans le narcotrafic. Ainsi, à la tête du *Hezb-e Islami-e Afghanistan*, le principal parti *moudjahidin*, Gulbudin Hekmatyar était très largement impliqué dans le trafic d'opium et d'héroïne et ce d'autant plus qu'il bénéficiait de ses liens avec l'ISI qui lui attribuait l'essentiel de l'aide militaire et financière fournie par la CIA, en même temps que l'utilisation des camions de la NLC pour transporter les opiacés. Mais c'est Sayed Ahmed Gaylani, chef du *National Islamic Front* (NIF) et également bénéficiaire des faveurs de la CIA et de l'ISI, qui était considéré par les Soviétiques comme étant le principal résistant narcotrafiquant[1103].

Le fait que l'aide de la CIA allait être procurée à des narcotrafiquants avait été dénoncé dès 1980 par le docteur D. Musto qui en avait averti le *Drug Abuse Council* de l'administration Carter[1104]. Mais dès 1982, l'administration Reagan, avec W. Casey, le nouveau directeur de la CIA, n'avait pas répugné à intégrer, ou au moins à tolérer, dans le cadre de sa croisade contre le « *Evil Empire* » de l'URSS[1105], le rôle de la drogue dans le conflit afghan. Le *Federal Bureau of Investigation* (FBI), qui n'était jusque-là que très peu concerné par les affaires de drogue, fut alors soudainement chargé des campagnes antidrogue aux Etats-Unis, en lieu et place de la DEA qui se trouva donc écartée de deux des acteurs majeurs des opérations en Afghanistan : la CIA et le *National Security Council* de Reagan. La même année, et seulement deux mois après que celui-ci

---

ainsi leur marque, ou dans quelques formules faciles ou ambiguës destinées à mobiliser les masses : ils ne peuvent en aucun cas se substituer l'un à l'autre dans l'élaboration d'un modèle de cité ou dans l'élaboration d'un système de valeurs répondant au défi de la modernité : Badie B., 1986, *Les deux Etats. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam* : 106-107. En outre, le contexte tribal de l'Afghanistan et de ses sociétés segmentaires était intrinsèquement inapte à l'adoption ou même à l'imposition d'une quelconque forme de marxisme : *The irrelevance of Marxist class theory to the essentially segmentary character of Afghan society aside, the peasants and the nomads reacted to what they saw as interference in religious and social matters, not improvements, in the fiats declared by the new regime…* [It] *produced a direct confrontation with rural sensitivities regarding state intrusion into family authority over children and government dictation of the roles and status of women* : Newell R.S., 1986, *The Prospects for State Building in Afghanistan* : 117-118.

[1103] Cooley J.K., 1999, *Op. cit.* : 130-131.

[1104] Voir note 670.

[1105] Globe P., 2001, *East/West: Analysis From Washington – The Man Who Called The Empire Evil*, in Radio Free Europe / Radio Liberty, 06-02-01.

eut autorisé le soutien secret de la *Contra* nicaraguayenne par la CIA, un mémorandum, également secret, exempta l'Agence de son obligation légale de déclarer tout trafic de drogue pratiqué directement ou indirectement par elle, donc dans le cadre de la résistance afghane à l'invasion soviétique. Ce n'est qu'en 1995, sous l'administration Clinton, que l'exemption dont bénéficiait la CIA fut supprimée[1106].

L'émergence du Croissant d'Or fut ainsi facilitée, voire encouragée, dans le contexte afghan de la guerre froide. Les alliances contractées entre la CIA et l'ISI et la nécessité d'organiser une résistance basée au Pakistan, et gérée sur le terrain par Islamabad ont en effet favorisé le recours au narcotrafic. Si la CIA a au moins toléré le narcotrafic, et ne semble pas y avoir directement participé comme elle avait pu le faire en Asie du Sud-Est, l'ISI y a quant à lui directement contribué en choisissant de façon implicite des hommes tels que Hekmatyar et Gaylani pour recevoir la plus grande partie des ressources procurées par la CIA, tout en participant au transport de l'opium dans ses camions de la NLC[1107] : la résistance afghane a donc bien sûr joué un rôle important dans le développement de l'économie de l'opium. Ainsi, sur les deux théâtres militaires principaux de la guerre froide, en Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest, l'affrontement des deux blocs par acteurs et pays interposés a profondément impliqué services secrets, *covert operations*, et guérillas, provoquant leurs compromissions respectives dans le narcotrafic. Qu'il s'agisse de la guérilla hmong ou afghane, les impératifs des opérations secrètes de la CIA (l'Agence étant toujours conseillée par ses homologues français, dont A. de Marenches) ont entraîné le recours à la drogue d'une façon d'autant plus justifiée et justifiable que la guerre était menée contre le communisme, contre le *Evil Empire* dont Reagan parlait à propos de l'Union soviétique et qui constituait une « menace majeure pour la paix mondiale ». Des rivalités certes fondamentalement différentes mais toutefois comparables du point de vue de leurs impacts et conséquences sur la Birmanie peuvent être soulignées en Asie du Sud-Est, entre l'Inde et la Chine.

[1106] Cooley J.K., 1999, *Op. cit.* : 133.
[1107] Voir notes 672, 675, 676 ; Lifschultz L., 1992, *Op. cit.* : 335.

3.2.3.2. La péninsule indochinoise entre Inde et Chine : rivalités autour de la Birmanie

La position de la péninsule indochinoise, entre les deux géants et rivaux que sont l'Inde et la Chine, a certes déterminé culturellement toute la région à travers les processus historiques d'indianisation et de sinisation jusqu'à même lui conférer cette appellation. Mais les rivalités et les luttes d'influence entre New Delhi et Pékin ne sont désormais nulle part autant appréhendées que dans ce véritable carrefour régional, cet angle géopolitique majeur qu'est la Birmanie[1108]. En effet, plus que tout autre pays du sud-est asiatique, celle-ci a fait l'expérience des rivalités stratégiques de l'Inde[1109] et de la Chine dans la région. Les deux géants démographiques et géographiques exercent en effet une pression d'autant plus considérable sur Rangoun qu'ils sont tous deux des rivaux historiques majeurs qui se disputent leurs aires d'influence respectives et, en l'occurrence, commune.

Les relations politiques, militaires et économiques entre les espaces chinois, birman et indien avant les périodes coloniales et *a fortiori* avant celles des indépendances ont été de nature plus ou moins conflictuelle et ont laissé des séquelles dans les représentations collectives qui persistent encore de nos jours. En effet, depuis les invasions mongoles du XIII^{e} siècle, la Chine est perçue comme une menace importante pour l'intégrité territoriale et l'autonomie d'une Birmanie qui a néanmoins opté pour un rapprochement sino-birman, certes timide, après son accès à l'indépendance en 1948. L'Inde, quant à elle, a joué un rôle pendant la période coloniale qui a durablement marqué les esprits birmans[1110]. La Birmanie britannique était en effet administrée

[1108] *Burma… occupies a critical geostrategic position. It is where South Asia, East Asia and Southeast Asia meet. It lies between two regional giants, China and India, with which it shares long and permeable borders populated by rebellious ethnic groups and independent armies. For centuries Burma offered southern China a trade outlet on the Indian Ocean, and during the Second World War it provided the Allies in India with their only land route to the Nationalist Chinese regime in Chungking. During the anti-communist struggle of the 1950s Burma was considered by the Western democracies to be and Asian 'domino' of as much value as Thailand or Vietnam. Burma's strategic importance declined after 1962, when it withdrew into self-imposed isolation, but since 1988 it has once again emerged as an important factor in regional security calculations. In particular, changes in Burma's relations with China and India, and the resulting shift in the regional power balance, have far-reaching implications* : Selth A., 1996, *Burma and the Strategic Competition between China and India* : 213.

[1109] Déjà en 1944, Sardar KM Paniker (premier ambassadeur de l'Inde à Pékin et grand ami de Jawaharlal Nehru) avait déclaré : *The defence of Burma is the defence of India and it is India's primary concern no less than Burma's to see that its frontiers remain inviolate* : Kuppuswamy C.S., 2000, *Indo-Myanmar Relations – A volte face*, in South Asia Analysis Group, 24-11-00, http://www.saag.org/papers2/paper162.htm

[1110] *What is unique about the Burmese case, however, is not only the complete domination of the top and middle layers of society by aliens but also the massive importation of foreign labor* [surtout des Indiens]*, alienating the entire urban or modern sector of the society. This is essentially what Furnivall called the classic "plural society" of British tropical dependencies or colonies and what Hagen termed the "doubly colonial society" of Burma* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 35.

d'abord depuis Calcutta, puis depuis Delhi, et les Indiens, qui formaient déjà l'essentiel des troupes ayant conquis la Birmanie, furent fortement encouragés à y émigrer afin d'y fournir la grande majorité des emplois agricoles, industriels et administratifs. Dans les années 1930, la domination indienne[1111] (Rangoun comptait 45 % d'Indiens au début de la Seconde Guerre mondiale) et la spoliation de nombreuses terres par les *chettyars* (prêteurs sur gages), qui ont d'ailleurs provoqué de graves émeutes urbaines anti-indiennes, ont porté préjudice aux relations intercommunautaires et bilatérales jusqu'à nos jours. A l'instar du rapprochement sino-birman qui a suivi l'indépendance, les relations avec l'Inde se sont améliorées, notamment grâce à l'amitié qui liait Jawaharlal Nehru à Aung San et U Nu. Mais les relations sino-birmanes et indo-birmanes auront cependant encore à pâtir des évolutions politiques respectives des trois parties concernées : le soutien chinois du CPB et un sérieux contentieux frontalier autour de l'Etat kachin, le renvoi *manu militari* par Ne Win de quelque 200 000 « Indiens » en 1962, et l'isolationnisme de la *Voie birmane vers le socialisme* qui s'ensuivit[1112]. La place de la Birmanie dans la géopolitique régionale évolue donc entre celle d'un pion, d'un pivot ou encore d'un lien entre Delhi et Pékin[1113], et le développement de la production, du trafic et de la consommation d'opiacés du Triangle d'Or a pu bénéficier de l'évolution des relations entre les différents acteurs, étatiques ou non.

Ainsi, le soutien apporté au CPB par la Chine, puis le retrait de son aide militaire et financière, ont permis sinon favorisé l'émergence d'une force armée communiste opposée au pouvoir central de Rangoun, laquelle a finalement dû recourir au narcotrafic pour tenter, vainement, de subsister. La dissolution du CPB en 1989 a eu, nous l'avons constaté, des

---

[1111] *As of 1931, it was recorded that over 40 percent of the total urban population of Burma was alien, 70 percent of whom were Indians… by 1940 two-thirds of the land of Lower Burma fell into the hands of nonagriculturalists, most of whom were aliens* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 35, 61.

[1112] Voir par exemple : Selth A., 1996, *Op. cit.* : 216-217 ; Steinberg D.I., 1993, *Op. cit.* : 3. L'expulsion *manu militari* des Indiens en 1962 fut suivie d'un traitement similaire des Chinois en 1967 lorsqu'ils arborèrent des badges maoïstes et diffusèrent le Petit Livre rouge. Ne Win instrumentalisa l'interdiction d'un tel port et d'une telle diffusion, ce qui se traduisit en 1967 par une révolte sino-birmane qu'il écrasa dans le sang : la répression toucha de nombreux Chinois dont les commerces et les maisons furent pillés et incendiés : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 110.

[1113] Malik J.M., 1998, *Burma's Role in Regional Security – Pawn or Pivot?* ; Steinberg D.I., 1993, *Myanmar as Nexus: Sino-Indian Rivalries on the Frontier*. New Delhi et Pékin tentent d'étendre leurs aires d'influence respectives en Asie du Sud-Est continentale. L'Inde, qui travaille intensément à la redéfinition des termes d'une amitié indo-birmane afin de contrer l'influence chinoise jugée menaçante, s'est également et très nettement rapprochée du Vietnam en 2001, alors que ce dernier, dont les relations avec la Chine sont toujours difficiles, est très investi dans le soutien des régimes du Laos et du Cambodge. Le fait que la Russie ait récemment réactivé et renforcé ses relations avec l'Inde, Vladimir Putin s'étant rendu à New Delhi en 2000, et qu'elle fasse de même avec le Vietnam en 2001, inquiète considérablement la Chine qui voit une triangulaire Inde – Vietnam –Russie se dessiner à ses frontières et lui damer le pion dans ce pivot qu'est l'Asie du Sud-Est continentale : Stratfor, *China : Reasserting Regional Influence*, 07-02-01 ; *Advantage : Hanoi in Intensifying Geostrategic Game*, 14-02-01.

conséquences très nettes sur le développement de la production d'opium en provoquant l'apparition sur la scène birmane de nouveaux acteurs du narcotrafic, notamment la UWSA. Ce soutien de la Chine au CPB, comme à d'autres partis communistes d'Asie du Sud-Est, a d'autre part accentué le degré d'intervention de la CIA dans la région, et notamment son rôle dans le renforcement militaire et logistique du KMT. La Thaïlande a également réagi à la « menace communiste » en laissant s'implanter sur sa frontière birmane le même KMT, qui devait vite devenir l'un des groupes de narcotrafiquants les plus efficaces qui soient.

Quant à l'Inde, ses relations avec la Birmanie se sont vues brutalement coupées avec l'instauration du régime totalitaire instauré en 1962 par Ne Win, Rangoun entrant dès lors dans une longue période d'isolationnisme. L'expulsion de 200 000 Indiens et la confiscation de leurs biens lors des nationalisations inhérentes à la mise en place de la *Voie birmane vers le socialisme* a bien sûr constitué un tournant dans l'évolution des relations indo-birmanes. Puis, avec l'instauration de la dictature militaire du SLORC en 1988, le soutien officiel apporté la même année par Delhi au mouvement démocratique birman a été la cause de tensions importantes avec Rangoun. L'Inde, qui avait apporté une aide financière et militaire à la Birmanie dans sa lutte contre les rébellions ethniques avant 1962, changea en effet drastiquement sa politique birmane et accueillit les étudiants fuyant Rangoun et les autres réfugiés[1114]. La Birmanie était d'ores et déjà un enjeu entre l'Inde et la Chine qui, rappelons-le, s'étaient affrontés en 1962. Afin de se constituer un semblant de protection, une zone-tampon, l'Inde favorisa la migration vers sa frontière du nord-est de populations résidant en Birmanie et en Chine. C'est alors, de façon significative, dans cet angle nord-est de l'Inde, au Nagaland, que la rébellion naga éclata, appuyée par les Naga de Birmanie[1115] ; et que le Mizoram des Mizo présenta des problèmes insurrectionnels similaires, auxquels les Chin de Birmanie (d'endonyme « *Zo* ») apportèrent aussi une sorte de profondeur stratégique[1116].

[1114] *The Indian Foreign Minister told the Parliament that "strict instructions have been issued not to turn back any genuine (Burmese) refugees seeking shelter in India." All India Radio* [nda : AIR, qui employait la fille de U Nu dans son service birman, est l'équivalent indien de la BBC ou de la VOA] *stepped up its Burmese language broadcasts, which were highly critical of the SLORC. There were allegations that the Indian Embassy had provided financial support to the rebel government set up by Myanmarese dissidents. This prompted General Than Shwe, the Commander-in-Chief of the Army and then Vice Chairman of the SLORC, that India was a country which "encourages and supports internal insurgents', and "interferes in (Myanmar's) internal affairs. The impact of these developments severely affected mutual relations which reached a nadir at this point* : Banerjee D., 1996, *Myanmar and Indian Security Concerns* : 693.

[1115] Voir : Kotwal D., 2000, *The Naga Insurgency: The past and the Future*.

[1116] Steinberg D.I., 1993, *Op. cit.* : 5.

Les relations bilatérales sino-birmanes et indo-birmanes ont ensuite évolué rapidement à partir de 1988, les importantes rivalités sino-indiennes influant sur les unes et les autres. Ainsi, la création par le SLORC d'un nouveau commandement militaire comprenant la Division de Sagaing et l'Etat chin, et l'augmentation de 50 % de ses forces armées entre 1988 et 1992, aggravèrent considérablement les considérations sécuritaires de New Delhi, et ce d'autant plus que cette militarisation birmane était d'origine chinoise et matérialisait pour l'Inde un rapprochement sino-birman redouté. Les actions anti-indiennes des Naga, lancées depuis le territoire birman, la pression militaire du SLORC aux frontières de l'Inde, le soutien militaire chinois apporté à la junte et la présence de réfugiés birmans dans la région frontalière du nord-est, conduisirent logiquement New Delhi à aider certains groupes rebelles opposés à Rangoun[1117]. Ainsi, la *Kachin Independence Army* (KIA) se rapprocha de l'Inde par le biais de son consulat de Chiang Maï et une délégation de la KIA se rendit même dans la capitale indienne pour y installer un officier de liaison en 1991, l'année où la *tatmadaw*, l'armée birmane, pénétrait de 30 kms dans l'Etat du Mizoram afin d'y capturer des étudiants birmans dissidents. La KIA répondit quant à elle à l'aide indienne en formant et en équipant des Kuki et des Chin dans les jungles proches du Manipur, afin qu'ils puissent combattre les rebelles du Nagaland pour le compte de New Delhi qui, bien sûr, aidait en contrepartie les Chin de Birmanie à lutter pour leur indépendance. La réponse du SLORC ne fut

[1117] *The military build-up, the role of China had played in supplying the Burmese Army with weapons, and the cross-border insurgencies… prompted the Indians to lend clandestine support to not only largely ineffective civilian politicians but also some of the much better organised ethnic rebel groups in Burma* : Linter B., cité par Selth A., 1996, *Op. cit.* : 217.
Cette longue politique indienne d'aide aux groupes rebelles de Birmanie s'est notamment illustrée par le soutien dont la *Arakan Army* (AA, branche armée du *National United Party of Arakan*) a bénéficié auprès de New Delhi, la AA ayant ainsi été autorisée à installer l'un de ses quartiers généraux dans le Mizoram (Parva). Peu après l'arrivée, en mars 1998, au poste de ministre de la Défense indienne, de Georges Fernandes, un fervent partisan du soutien à la démocratie birmane et des Tigres Tamouls (LTTE), un important trafic d'armes et de drogue a été révélé à l'opinion publique lors de la découverte de *Operation Leech*. Ces armes, auxquelles était jointe une importante quantité d'héroïne, étaient embarquées en Thaïlande (probablement à Ranong, après avoir été importées du Cambodge), faisaient escale dans l'île de Landfall, au nord des Andaman, et devaient supposément parvenir *via* Cox's Bazar, à la AA. *Operation Leech*, une opération indienne mise sur pied en février 1998 (opération à laquelle les services de renseignement birmans semblent avoir participé), visait à mettre un terme à ce trafic d'armes (destinées aux insurrections du nord-est indien, selon l'ancien amiral en chef indien qui s'est opposé à Fernandes) et procéda en effet à l'interception d'un telle cargaison, dans des conditions excessivement troubles. La poursuite de ce plan d'action fut subitement interrompue par Fernandes lui-même pour des motifs relatifs, selon lui, au « respect des droits de l'homme ». Ce coup d'arrêt imposé par Fernandes, qui ordonna une diminution des patrouilles maritimes dans le détroit de Palk (entre la côte du Tamil Nadu et la péninsule de Jaffna), facilitait ainsi la livraison d'armes à la AA comme aux Tigres Tamoul dont certaines sources d'approvisionnement en armes se trouvent en Thaïlande, ainsi que le développement du narcotrafic maritime depuis la Birmanie vers la Thaïlande (cf. chapitre 2.2.1.2., note 605) : Asiaweek, *A storm over security*,02-04-99 ; Express India, *Operation Leech – George vs Bhagwat, the inside story*, 10-05-99 ; Hindustan Times, *Myanmar rebels were in touch with George*, 10-04-99 ; Outlook India, *Armus, Drugs and the Man*, 26-03-01 ; voir l'enquête menée par le Sunday Times indien rediffusée par www.rediff.com, *Operation Leech : What reaaly happened ?* (http://www.rediff.com/news/1998/jul/14cbi.htm).

pas longue à attendre et, selon une logique classique d'engrenage, les insurgés indiens du *National Socialist Council of Nagaland* (NSCN) et de la *Manipuri Liberation Army* (MLA) bénéficièrent à leur tour du soutien de Rangoun dans leur combats indépendantistes[1118].

Dès 1988 l'Inde chercha à prévenir son encerclement stratégique par la Chine et ses alliés, qu'il s'agisse du Pakistan, du Bangladesh ou de la Birmanie. Le Pakistan s'est ainsi rapproché diplomatiquement de la Birmanie en refusant de condamner la répression sanglante des manifestations de Rangoun et Sagaing en 1988, suivant en cela son allié commun avec la Birmanie, la Chine. De façon plus significative, des rapports ont par exemple fait mention d'aides militaires pakistanaises à la *tatmadaw*[1119]. A l'instar des activités soupçonnées de l'ISI au Népal, il est donc aisé d'interpréter, sans toutefois trop extrapoler, la construction de cet axe Islamabad – Rangoun comme consistant en une manœuvre stratégique pakistanaise visant à ouvrir plusieurs fronts, non officiels, à la périphérie de sa sœur ennemie[1120]. Cette implication pakistanaise en Birmanie n'est pas sans intérêt non plus pour la Chine qui parfait ainsi sa stratégie d'encerclement stratégique de l'Inde[1121].

[1118] Selth A., 1996, *Op. cit.* : 218.

[1119] *In an obvious attempt to outflank India, Pakistan was also quick to take advantage of the SLORC's need to restock its armoury. In January 1989, a senior official form Pakistan's arms industry reportedly visited Myanmar to offer the military regime weapons and ammunitions. Two months later, a delegation of senior Myanmar officers led by Air Force Commander-in-Chief MAJGEN Tin Tun made an unpublicized visit to Islamabad. A n agreement apparently reached for Pakistan to sell the SLORC 150 machine guns, 50,000 rounds of ammunition and 5,000 120mm mortar bombs. Not long after the first deliveries of theses arms were made, unexploded mortar bombs bearing the marks of the government-owned Pakistan Ordnance Factory were recovered by Karen insurgents form the battlefields along Myanmar's eastern border. Further arms shipments from Pakistan were reportedly halted by Prime Minister Benazir Bhutto, by they were resumed under her successor, Nawaz Sharif… Before the practice was stopped by the United States, many of these weapons were siphoned off foreign arms shipments sent to Pakistan for the mujahideen in Afghanistan* : Selth A., 1995, *The Myanmar Army Since 1988: Acquisitions and Adjustments* : 248-249. Compte tenu des relations sino-pakistanaises, des instructeurs militaires pakistanais auraient également contribué à la formation de l'armée birmane au maniement de l'armement chinois : Malik J.H., 1998, *Op. cit.* : 115.

[1120] *Clearly Pakistan views and engaged India on its eastern border as in its longer-range security interests in the west* : Steinberg D.I., 1993, *Op. cit.* : 5. *Burma now occupies the same place in China's calculus of deterrence in South and Southeast Asia that Pakistan does in South and Southwest Asia* : Malik J.M., 1998, *Op. cit.* : 110.

[1121] *While China has sought economic and political engagement with India, it has continued its policy of military containment and strategic encirclement of India by seeking a ring of regional strategic alliances with India's neighbors. This has involved "the building of Pakistan as a counterweight to India, employing Burma as a strategic observatory and base and gaining a foothold on India's other neighbors-Bangladesh, Nepal, and Sri Lanka"* : Malik J.H., 1998, Op. cit. : 118. *The underlying power rivalry between the two Asian giants, and their self-images as natural great powers and centres of civilization and culture, will continue to drive them to support different countries and causes. Indian strategists have always held that India's military strength and strategy should be seen "in relation to the People's Republic of China." … Obviously, China is not going to become less friendly to Pakistan following normalization with India, primarily because the combined strategic and political advantages it receives from its relationship with Pakistan (and through Pakistan other Islamic countries) easily outweigh any advantages it might accrue from a closer relationship with India. Above all, Pakistan is the only country that stands up to India and thereby prevents Indian hegemony over the region, thus fulfilling a key strategic objective of China's South Asia policy… More than anywhere else, it is in Burma (or Myanmar) that Beijing and New Delhi are waging an open and*

La Chine, en effet, est l'Etat qui s'est le plus rapproché de la Birmanie du SLORC, c'est-à-dire depuis 1989, lorsqu'elle a été arbitrairement renommée Myanmar par la dictature militaire. Si le passage de la Birmanie au Myanmar a coïncidé avec l'apport du soutien indien aux mouvements des oppositions démocratique et insurrectionnelle birmanes, il a également correspondu à l'énorme augmentation de l'influence chinoise dans le pays, notamment, nous allons le voir, à travers son aide militaire massive. Avec cette influence chinoise grandissante en Birmanie, avec la dissolution du CPB en 1989 et le rapprochement qui allait suivre entre la junte et la UWSA, la scène géopolitique intérieure birmane allait évoluer pour ne laisser comme principales menaces dans sa périphérie orientale que les rébellions shan (MTA, puis après la reddition de Kun Sa, la SSA) et karen (KNU). Le resserrement des liens sino-birmans, qui s'était traduit successivement par l'arrêt du soutien chinois au CPB, les très importantes ventes d'armement chinois à la junte nouvellement formée et la croissance de l'influence économique chinoise en Birmanie, allait aussi se manifester à travers la mise en place de projets de substitution et de développement alternatif le long des frontières birmanes du Yunnan. Ces projets, d'inspiration et de financement chinois, allaient provoquer le déplacement de populations wa, muser et chinoises du Kokang, toutes engagées dans la production d'opium, depuis la frontière chinoise vers celle, gagnée par l'alliance stratégique entre la junte et la UWSA (et, somme toute, rendue possible par Pékin à travers son traitement du CPB et ses ventes d'armes à Rangoun) au détriment des shan (MTA puis SSA), de la Thaïlande (où les Wa de la UWSA se sont profondément enracinés et d'où ils inondent désormais le royaume avec leur production de *yaa baa*). La tentative birmane de déplacement géographique de ce qui est perçu par tous ses voisins comme une menace sécuritaire majeure, la production de drogue, illustre donc l'évolution importante des relations diplomatiques et stratégiques de Rangoun et la prépondérance que la Chine y a pris, au détriment de la Thaïlande[1122].

---

determined struggle for influence and domination… The growing military relationship between Beijing and Rangoon has not only marked the end of Burma's traditional non-aligned orientation, but also aroused Indian apprehensions. It has forced New Delhi, for the first time, to pay increased attention to events across its eastern frontier with Burma. As one observer of Burmese affairs noted: "Just as China's support for Pakistan puts pressure on India to the west, so closer Chinese ties with Burma adds to India's strategic concerns in the east." : Malik J.M., 1995, *Op. cit.* - L'ISI aurait d'ailleurs, selon certains rapports non confirmés, apporté son propre soutien aux rebelles du Nagaland et il aurait été trouvé de l'héroïne N° 4 d'origine pakistanaise dans le nord-est indien pourtant si proche du producteur-exportateur majeur qu'est la Birmanie… : Raman B., 2000, *The Pakistan ISI "Bogey" : Really?* ; Southeast Asia Information Network, 1998, *Op. cit.*

[1122] Ainsi que les évènements frontaliers de février et mai 2001 l'ont par exemple encore montré : cf. notes 405, 406 et 601.

Le rapprochement sino-birman s'est surtout manifesté matériellement, par des ventes d'armement. Pékin aurait ainsi vendu plus de 1,5 milliard de USD d'armes à Rangoun entre 1988 et 1994-95[1123] et la facture aurait peut-être même dépassé les 3 milliards si l'on étend la période de référence jusqu'à 1998[1124]. La *tatmadaw* comptait quelque 170 000 hommes en 1988 et 350 000 en 2000 (soit autant que d'étudiants et de moines), le SLORC projetant alors encore de la renforcer jusqu'à atteindre environ 475 000 militaires de divers rangs en 2000[1125]. Rangoun dut toutefois attendre l'achèvement en octobre 1992 du célèbre *Gun Bridge* enjambant la rivière Shweli avant de pouvoir recevoir la majeure partie du matériel militaire lourd chinois. La restauration de la *Burma Road* de part et d'autre de la frontière sino-birmane fut également nécessaire et, fin 1993, les livraison d'armes et de matériel (artillerie, avions, chars, camions…) avaient atteint leur rythme maximum. L'impact du rapprochement militaire sino-birman a bien sûr été vivement ressenti par l'Inde, mais aussi, à l'instar de la Thaïlande, par les nations d'Asie du Sud-Est continentale. Ainsi, la construction par la Chine d'une station d'écoute et d'observation sur la *Great Coco Island*, une île birmane située à une cinquantaine de kilomètres des îles Andaman indiennes, sur le flanc ouest de l'entrée nord du très stratégique détroit de Malacca, a-t-elle concrétisé la menace chinoise aux yeux des dirigeants d'Asie du Sud-Est[1126].

Mais l'influence chinoise s'est également fait sentir dans le domaine économique et démographique, la région comprise entre la frontière et Mandalay ayant été soumise à un véritable processus de sinisation que d'aucuns, à l'instar de Mya Maung, ont vivement dénoncé et qui a même fini par alarmer les plus hautes instances du SLORC. Le commerce transfrontalier sino-birman a en effet littéralement explosé depuis la prise de pouvoir de la junte, le commerce entre les deux pays étant estimé entre 1 et 1,5 milliard de USD par an depuis sa légalisation officielle en 1988. Et Mandalay a ainsi vite été livrée aux entrepreneurs chinois qui ont « modernisé » l'urbanisme de la vieille cité impériale et pris en main ses marchés[1127]. C'est cette sinisation, économique et culturelle du nord de la Birmanie que D.I. Steinberg a décrite lorsqu'il a écrit que,

[1123] Malik J.H., 1998, *Op. cit.* : 111.
[1124] Ball D., 1998, *Op. cit.* : 219.
[1125] Selth A., 1995, *Op. cit.* : 238.
[1126] Les installations consisteraient en une station d'écoute (antenne de 50 mètres), un système radar, et notamment en un puissant télescope optique. L'antenne fut remarquée pour la première fois en 1992 depuis un satellite des Etats-Unis : Ball D., 1998, *Op. cit.* : 219-221.
[1127] *In effect, the Chinese takeover of Mandalay and northern Burma replicates the economic consequences of the British colonization of Burma, which included a massive importation of Indian and, to a lesser degree, Chinese manpower and capital* : Mya Maung, 1994, *On the Road to Mandalay. A Case Study of the Sinonization of Upper Burma* : 455 : 1998, *Op. cit.* : 183-222.

économiquement, le nord Myanmar est devenu le sud du Yunnan[1128]. Si la sortie de la Birmanie de son isolationnisme prolongé à partir de 1988 s'est encore renforcée à partir de 1995, lorsqu'un accord entre New Delhi et Rangoun a ouvert leur frontière commune au commerce, cette même ouverture économique au monde extérieur s'est traduite très rapidement pour la Chine comme pour l'Inde par l'expansion sur leurs territoires respectifs des itinéraires du narcotrafic birman, de l'héroïnomanie et, *via* l'injection d'héroïne par voie intraveineuse, par l'explosion de l'épidémie du VIH/sida dans le Yunnan et au Manipur.

En révisant sa politique birmane à partir de 1993[1129], en réaction à l'émergence d'une Birmanie en rapide sinisation à ses portes, l'Inde a très vite signé un accord commercial avec Rangoun en 1995, ouvrant officiellement le 12 avril sa frontière nord-est au commerce licite, et facilitant par la même occasion l'augmentation du narcotrafic et la diffusion du VIH/sida. Certes, la pression chinoise en Birmanie imposait à l'Inde de réagir rapidement et de cesser son soutien aux rébellions anti-Rangoun. Cela lui valut d'ailleurs la cessation de l'aide birmane aux rebelles naga contre lesquels elle lutte toujours. Et si Rangoun bénéficie tout autant que New Delhi sur ce point particulier, son rapprochement de l'Inde lui permet également de contre-balancer les proportions gigantesques que prend sa dépendance financière, militaire et logistique envers la Chine.

La localisation de la Birmanie, entre l'Inde et la Chine, dans cet angle géopolitique majeur des hautes terres de l'éventail nord indochinois, lui a valu de bénéficier et de pâtir en même temps des rivalités économiques et stratégiques des deux géants asiatiques qui essaient chacun d'étendre leur aire d'influence respective aux dépens de l'autre. La dialectique développement – sécurité et les politiques de l'accès ont ici joué un rôle particulièrement important, et ce pour chacune des trois parties concernées[1130]. La réouverture des anciennes routes commerciales qui reliaient l'espace chinois au monde indien *via* la Birmanie a impliqué de la Chine comme de l'Inde et de la Birmanie qu'elles cessent d'utiliser leurs régions frontalières respectives comme autant de frontières-refuges et qu'elles revoient leurs politiques bilatérales à la lumière du développement

[1128] *Economically, northern Myanmar has become southern Yunnan* : Steinberg D.I., 1997, *Op. cit.* : 127.
[1129] Visite du secrétaire indien des Affaires étrangères, J.N. Dixit, en mars 1993 à Rangoun, et déclaration du ministre des Affaires étrangères P. Mukherjee en mars 1996 : *He said that India was committed to a policy of non-interference in the "internal" affairs of another country and that India considered the "pro-democracy movement" in Myanmar an internal affair* : Banerjee D., 1996, *Op. cit.* : 693.
[1130] Les rivalités géopolitiques relatives, directement ou indirectement, au narcotrafic et à la lutte qui lui est liée sont également influencées par le rôle croissant de contrepoids que les Etats-Unis semblent désormais vouloir jouer par rapport à la Chine en Asie du Sud-Est, comme d'ailleurs en Asie du Sud et centrale : voir note 549 quant à la *Task Force 399*.

commercial transfrontalier. Mya Maung estimait que les routes empruntées par la Birmanie, et parmi elles celles de son commerce avec l'Inde et la Chine, étaient celles de la pauvreté et du capitalisme. Elles sont aussi et surtout devenues, à l'instar de celles de Mandalay, plaque tournante du narcotrafic vers l'Inde et la Chine, celles de la drogue et de la diffusion de l'héroïnomanie et de l'épidémie du VIH/sida. Les « nouvelles routes » de Birmanie sont pavées[1131] par les opiacés et leurs maux associés. Et le rapprochement qui s'accentue encore entre l'Inde et la Birmanie en 2000[1132], les volontés chinoises de relier les chemins chinois et indiens, le regain d'intérêt de New Delhi pour l'Asie du Sud-Est à travers sa *Look East Policy*[1133], ne vont pas aller sans créer encore plus d'opportunités pour les narcotrafiquants qui ne manqueront pas de profiter de la structuration d'un tel marché transrégional.

[1131] Jannuazi F.S., 1998, *The New Burma Road (Paved by Polytechnologies?)*.

[1132] Le général Maung Aye s'est rendu en visite officielle à New Delhi du 14 au 21 novembre 2000, et Win Aung, le ministre birman des Affaires étrangères, qui l'y avait précédé au début du même mois, a déclaré : *I want to tell the Indian public that any island in my country, or Myanmar's soil, will not be used as a military base by any power against India*. L'inauguration des 165 kms de jonction routière entre Tamu et Kalewa (*Indo-Myanmar Friendship Road*) a également suivi la visite de Maung Aye. Les travaux, qui avaient débuté en 1997, et qui ont été réalisés par la *Border Roads Organisation of India* et ont coûté quelque 20 millions de USD, témoignent du fait que l'Inde participe donc désormais activement au développement des infrastructures de communication birmane, imitant en cela son rival historique, la Chine. La visite en Inde de Maung Aye, numéro 2 du SPDC, est d'autant plus significative du revirement drastique de la position indienne, que George Fernandes, ministre indien de la Défense (mars 1998 – mars 2001) et ancien fervent partisan du soutien à l'opposition démocratique birmane, a lui-même reçu Maung Aye. Mais cet engagement indien dans une *Look East Policy* et son rapprochement d'avec la Birmanie du SPDC ne va certes pas sans certaines résistances. Ainsi, la première dame d'Inde elle-même, Usha Narayanan, épouse d'origine birmane du Président Kocheril Raman Narayanan, a refusé de recevoir Maung Aye, sa délégation, son épouse et sa fille. Mais, le 13 février 2001, c'était au tour du ministre indien des Affaires étrangères, Jaswant Singh, de se rendre en Birmanie où, lors de l'inauguration birmane, à Kalemyo, de la route Tamu – Kalewa – Kalemyo, il se félicita de la tournure prise par les relations indo-birmanes et du développement du commerce et du tourisme que cette jonction allait désormais permettre. Il a déclaré : *The full potential of the border trading point at Tamu-Moreh may now be realised as a result of this road. Let us use it well and to good purpose*. Il n'est en effet pas difficile d'imaginer dans quelle mesure l'augmentation des échanges commerciaux au poste de Tamu - Moreh pourra faciliter la pratique déjà importante du narcotrafic… et les luttes birmane et indienne contre les rébellions autonomistes de la région. La dialectique développement – sécurité s'exprime ici de façon exemplaire à travers les politiques bilatérales indo-birmanes de l'accès, comme en témoigne une déclaration de Jaswant Singh expliquant à Rangoun ce qui avait motivé sa visite : « *primacy of geo-economics in the world* » : Bangkok Post, *Delhi rolls out the red carpet*, 16-11-00 ; *Rangoon allays fears of Chinese domination*, 25-11-00 ; *India opens Burmese road as link to Asean*, 16-02-01 ; South China Morning Post, *India's First Lady snubs general's visit*, 16-11-00 ; Kuppuswamy C.S., 2000, *Op. cit.* ; The Hindu, *India for gaining foothold in Myanmar to counter China*, 13-02-01 ; *'Important milestone', says Jaswant*, 14-02-01 ; New York Times, *India Aide's Visit Warms Ties With Burmese Junta*, 16-02-01.

[1133] La visite du Premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee, au Vietnam et en Indonésie en janvier 2001, qui suit la visite de Maung Aye à New Delhi en novembre 2000, est le signe du regain d'intérêt indien pour l'Asie du Sud-Est. Le développement de la *Look East Policy* indienne est d'autant plus apprécié dans la région, notamment par la Thaïlande et le Vietnam, que la présence chinoise y était de plus en plus durement ressentie, voire redoutée : Frontline India, *Looking East*, 25-11-00 ; Outlook India, *Discovering the Backyard*, 22-01-01 ; Times of India, *Eastern Approaches*, 14-01-01 ; Bangkok Post, *India goes courting in ASEAN*, 17-01-01 ; Far Eastern Economic Review, *Gazing East*, 01-03-01.

3.2.3.3. Un « Great Game *» éclaté en Asie du Sud-Ouest*

L'Afghanistan tel qu'il est désormais délimité par ses frontières interétatiques a émergé du *Great Game* en tant qu'Etat-tampon, ayant obtenu son indépendance en 1919, en position intermédiaire entre les deux empires puis, après la Seconde Guerre mondiale, entre l'URSS et le Pakistan nouvellement créé. Les mécanismes intrinsèques du *Great Game*, la poussée russe vers le Sud et les résistances des entités politico-territoriales justement en situation méridionale (Indes, puis, après la partition de 1947, Pakistan et Union indienne), ont perduré après 1945 en faisant de l'Afghanistan l'un des deux lieux majeurs d'affrontement de la guerre froide. Le conflit afghan, en ayant fortement contribué à la chute annoncée de l'Union soviétique, a bouleversé l'échiquier géopolitique régional et même mondial. En effet, avec la dissolution de l'URSS, l'Afghanistan perdait sa fonction stratégique d'Etat-tampon[1134]. Il devenait aussi moins enclavé puisque après plus d'un siècle de fermeture quasi hermétique, ses frontières septentrionales étaient soudainement rouvertes et le commerce avec les républiques nouvellement indépendantes d'Asie centrale (1991) redevenait possible[1135], lui permettant ainsi de retrouver son statut de carrefour des routes commerciales. Mais il renouait alors aussi avec son passé de territoire convoité, ou au moins avec les rivalités historiques des Etats voisins qui cherchent encore tous à y étendre leurs aires d'influence respectives[1136].

L'Afghanistan est en effet désormais au centre des réalignements régionaux qui entretiennent et exacerbent le conflit interne qui oppose depuis 1994 le régime des *taliban* à l'Alliance du Nord. Une nouvelle réalité géopolitique a émergé en Afghanistan comme dans sa périphérie immédiate, de nouveaux paramètres ayant apparu et revêtu une importance toute particulière depuis le retrait des Soviétiques en 1989 et la chute du régime de Najibullah en 1992. L'économie de la drogue y a en effet pris des proportions jusqu'alors inconnues, l'Afghanistan devenant en 1999, sinon même plus tôt, le premier producteur mondial d'opium illicite (certes avant de connaître une réduction

[1134] *With the dissolution of the Soviet Union, Afghanistan lost the strategic position it had previously enjoyed as a buffer state, first between the Russian and British empires and then between the Soviet- and United States-led blocs. A buffer state, of course, is consistent with closed frontiers, and for the past century several of Afghanistan's frontiers, especially the northern one, were effectively closed* : Rubin B., 1999 a, *Afghanistan under the Taliban* : 84.
[1135] L'occupation soviétique de l'Afghanistan avait en effet perturbé les vieilles routes de la contrebande régionale jusqu'à les couper. Le commerce avait donc été détourné vers le Pakistan, les marchands de Herat ne se rendant plus à Meched mais à Kandahar et à Quetta, *via* Nushi, Dalbandin et Robat…
[1136] *The combined effects of the jihad and the dissolution of the Soviet Union have restored Afghanistan's previous status as a country with open borders crossed by trade routes and subject to the conflicting ambitions of regional powers* : Rubin B, 1999 a, *Op. cit.*

tout aussi phénoménale de sa production en 2001). Et le pays est également, d'après les déclarations réitérées des autorités des Etats limitrophes comme de celles de la Russie et des Etats-Unis, la base territoriale du terrorisme lié au fondamentalisme islamique, celui de l' « Internationale terroriste » qui est née de l'internationalisation du *djihad* anticommuniste et antisoviétique. L'émergence du Croissant d'Or actuel, avec la prééminence incontestable prise depuis la fin de la guerre par l'Afghanistan dans la production mondiale d'opium, et avec l'expansion et la diversification des itinéraires du narcotrafic, est liée de façon intrinsèque à la complexité géopolitique croissante des rivalités régionales. Il n'y a plus un *Great Game*, ou un seul *New Great Game* comme certains l'estiment toutefois[1137], mais de nombreux jeux, petits et grands[1138], qui s'articulent autour de l'Afghanistan, qui s'entretiennent les uns les autres et pérennisent, sinon développent à travers l'instabilité régionale qu'ils nourrissent, l'existence et la croissance du Croissant d'Or.

L'Afghanistan, où des quantités certes importantes d'opium étaient produites avant, pendant et après la guerre avec les Soviétiques, est devenu le producteur que l'on connaît à la fin des années 1990. Mais s'il est vrai que l'explosion de la production de 1999 a eu lieu pendant une période où la majorité du territoire était sous contrôle *taliban*, il ne faut toutefois pas omettre l'héritage historique auquel ces derniers ont été confrontés (déjà 2 500 tonnes d'opium en 1994) . C'est cette croissance de la production qui a d'ailleurs valu aux *taliban* l'opprobre encore accentuée d'une communauté internationale qui leur reprochait déjà ardemment les conditions de vie qu'ils imposaient aux femmes et qui les a tenus responsables de cet accroissement conséquent de l'économie de l'opium (mais a aussi tardé à reconnaître la réduction certes quasi inconcevable de 2001). Mais, au-delà des responsabilités directes et indirectes des *taliban* vis-à-vis de ce phénomène[1139], c'est le contexte régional de l'émergence du mouvement *taliban*, ainsi que les rôles respectifs des différents acteurs régionaux, qui doivent être considérés afin de mieux cerner

[1137] Nation, *Rewriting the Rules of the Great Game*, Rashid A., 16,17,18,19-11-99 ; Rashid A., 2000 b, *Taliban: Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia*.

[1138] *There is a new geopolitical reality evolving in Central and Southwestern Asia. It is neither the "new Great Game", which some forecast when the USSR dissolved, nor the struggle between political Islam and secularism, which some in Moscow long tried to portray, not even just the complexity of "pipeline politics" some have suggested. Nor is it the result of some brilliant Machiavellian hatched in Moscow or Washington or Tehran or Islamabad, which many in the region find a useful explanation. In a area where complex imperial schemes are a familiar part of historical record and suspicion of external influence runs deep, it comes as little surprise that, while some seek some simple paradigms of "new great games" and others look for lurking conspirators in every mountain valley, the reality is that Central and Southwestern Asia, which increasingly must be considered a single historically and culturally lined unit once again, a great many games, both great and small, are being played* : Dunn M.C., 1997, *Op. cit.*

[1139] Voir chapitre 2.1.2.1 : L'explosion afghane de la production d'opiacés ; ainsi que : Chouvy P.A., 1999 b, *Op. cit.*

les conditions de l'explosion de la production afghane d'opium (comme d'ailleurs de sa réduction drastique). Nous l'avons vu, le Pakistan et ses services secrets, l'ISI, ont joué le rôle le plus déterminant qui soit dans le développement du phénomène *taliban*, leur volonté d'obtenir la réouverture des routes commerciales vers l'Asie centrale[1140] ayant d'abord motivé leur soutien actif au régime de Mullah Omar[1141]. Mais à cette dimension civile et économique de l'aide apportée aux *taliban* s'est ajoutée celle, militaire, de l'accroissement de la profondeur stratégique (*strategic depth*) du Pakistan en Afghanistan et même en Asie centrale[1142]. Les politiques de l'accès étaient ici à la fois commerciales et stratégiques puisque le territoire afghan devait pouvoir servir de liaison terrestre pour l'acheminement des biens de consommations les plus divers mais aussi, et surtout, pour pouvoir permettre le passage des oléoducs et gazoducs depuis le Turkménistan jusqu'au Pakistan. C'est cet aspect hautement stratégique, et économique, de l'acheminement des ressources énergétiques d'Asie centrale qui a intéressé les sociétés pétrolières états-unienne UNOCAL et saoudienne Delta dans un tracé afghan qui nécessitait l'unification et la pacification du territoire afghan[1143]. Le tracé des oléoducs devait, à partir de l'Asie centrale, d'une part absolument éviter l'Iran, toujours sous le coup de sanctions de Washington, et d'autre part

---

[1140] *The reopening of Central Asia after the disintegration of the Soviet Union added a new dimension to the concept of strategic depth. Drawing on historical memories of political, cultural, and economic links among Central Asia, Afghanistan, and the Muslims of the Indian subcontinent, some in Pakistan saw trade and pipeline routes through Afghanistan to Central Asia as a key to Pakistan's future security. These could add yet greater strategic depth* : Rubin B., 1999 a, *Op. cit.* : 84. R. Mackenzie cite B. Rubin : *as Rubin stated, the Taliban's 'most important function […] was to provide security for roads and, potentially, oil and gas pipelines that would link the states of Central Asia to the international market through Pakistan rather than through Iran* : Mackenzie R., 1988, *The United States and the Taliban*.

[1141] Voir aussi : Rashid A., 1998, *Pakistan and the Taliban*.

[1142] *For the civilian leadership, the only motive behind Pakistan's backing for the Taliban was the realisation of the proposed pipeline project. For the military, even if the economic objective had not materialised, a Taliban-controlled Afghanistan still fulfilled military objectives vis-à-vis India: achieving strategic depth for the Pakistani Army in case of war with India and ensuring the continuity of Arab and Afghan militancy in Indian Kashmir* : Ahmad I, 2000, *Containing the Taliban: Path to Peace in Afghanistan*.

[1143] Cet engagement d'UNOCAL en Afghanistan fit qu'une rumeur circula dès la prise de Kaboul par les *taliban*, en octobre 1996, selon laquelle les Etats-Unis auraient soutenu d'une façon ou d'une autre l'avancée des étudiants en religion : *Rumours that USA was sympathetic to the Taliban were in part fuelled by a statement on 2 October by the American oil company, UNOCAL, that it regarded the Taliban's new dominance in Afghanistan as a 'positive development'…The US government was also reported as saying that it saw nothing objectionable in what the Taliban had done* [la prise de Kaboul, le 26 septembre 1996]*... However… the State Department issued a statement on 8 October in which it warned the Taliban administration that recognition would be contingent on the rights of women being respected* : Marsden P., 1998, *The Taliban : War, Religion and the New Order in Afgfhanistan* : 129-130. B. Rubin explique également : *Despite persistent rumors and charges that the United States supported the taliban in order to build pipelines and isolate Iran, there is no evidence that Washington ever gave any material support* : Rubin B., 1999 a, *Op. cit.* : 88. Voir également : Mackenzie R., 1988, *Op. cit.*, et Griffin M., 2001, *Op. cit.*
Les Saoudiens, de leur côté, sont également farouchement opposés à l'Iran chiite et ont largement soutenu les *taliban*, eux aussi drastiquement antichiites. L'Arabie Saoudite est l'un des trois seuls Etats (avec les Emirats arabes unis et le Pakistan) à avoir reconnu officiellement les*aliban* comme constituant le gouvernement légitime de l'Afghanistan.

permettre d'éviter la mainmise russe sur les champs pétrolifères et gaziers d'Asie centrale. Le soutien actif que le Pakistan a apporté aux *taliban* s'est nettement accentué après le coup d'Etat d'octobre 1999 du général Pervez Musharraf[1144], montrant ainsi clairement l'effort qui est consenti par les militaires pakistanais dans leur recherche d'une profondeur stratégique. Cette même profondeur, qui est recherchée uniquement par rapport à l'ennemi historique indien afin de compenser l'étroitesse géographique du Pakistan, sert d'ailleurs également à assurer la continuité des actions militantes orchestrées par des combattants arabes et afghans au Cachemire, et donc à entretenir, par l'utilisation d'acteurs intermédiaires (*proxy war*), le principal foyer de l'affrontement indo-pakistanais[1145]. L'Inde doit ainsi consacrer quelque 500 000 militaires au seul Cachemire afin de tenter, tant bien que mal, de s'opposer à des infiltrations du type de celle qui a eu lieu à Kargil en 1999[1146].

L'Afghanistan des *taliban* n'est certes plus l'enjeu d'un *Great Game* qui se joue entre deux grandes puissances. Mais il se trouve désormais au centre des réalignements stratégiques et géopolitiques de l'après-guerre froide, en position retrouvée de carrefour régional des influences et des axes de communication. Les intérêts contradictoires des Etats limitrophes de la région favorisent le développement et le maintien de leurs politiques interventionnistes dans les affaires internes d'un Afghanistan sans réel Etat dont les composantes populationnelles, ethniques,

---

[1144] *Since the 12 October 1999 military coup in Pakistan, Islamabad's interference in Afghanistan in pursuit of 'Strategic Islamic Depth' against India has increased, not decreased… In recent months, Pakistani Chief Executive, Pervez Musharraf, and his military regime have compensated for the Taliban's waning popularity inside Afghanistan by committing increasing Pakistani military manpower and resources to suppress the anti-Taliban Afghan resistance, led by Ahmad Shah Masood in northern Afghanistan. Jane's Defence Weekly cited Western military sources as estimating that combined Pakistani army regular troops, Pakistani religious students, bin Laden's Arab Brigade, and the medley of other foreign radicals in the ISI-directed joint venture comprised over thirty per cent of the 20,000-man force that overran opposition commander Masood's northern base at Taloqan in September. Russia's Security Council Secretary offered a more inflated figure in charging that "30,000 foreign mercenaries" from "Arab nations, as well as Pakistani military men wearing Pakistani uniforms without concealment, and people from Chechnya" participated in the fighting. Jane's Defence Weekly reported further: "Pakistani military involvement appears to have gone beyond logistical support and the presence of military advisors to include the covert deployment of special forces." It quoted a Western military analyst as reporting the involvement of hundreds of Pakistani Punjabi-speaking infantry regulars displaying "extraordinary collective skills" during the attack. The assault on Taloqan was supported by Pakistani military-directed warplanes employing parachute dropped cluster bombs against Masood's forces* : Tomsen P., 2000, *Op. cit.*

[1145] En 1992-1993, à la suite de pressions indiennes répétées, les Etats-Unis menacèrent de placer le Pakistan sur la liste des pays soutenant ou organisant le terrorisme et Islamabad dut alors se résoudre à déplacer ses camps d'entraînement pour militants cachemiris depuis le territoire pakistanais vers l'est de l'Afghanistan, dans les territoires sous contrôle de la *shura* de Jalalabad (qui accueillit d'ailleurs aussi un temps Osama bin Laden, avant que les *taliban* n'envahissent la région et que le Saoudien se déplace à Kandahar). Avec la conquête de la province de Jalalabad par les *taliban*, les camps cachemiris passèrent sous leur protection : Rashid A., 2000 b, *Op. cit.* : 186.

[1146] Conflit indo-pakistanais déclenché à la suite de la prise de position (d'abord non décelée par les services de renseignements indiens) de militants indépendantistes cachemiris (d'obédience pakistanaise) du côté indien de la ligne de cessez-le-feu (LOC), au nord de Kargil.

politiques et confessionnelles, sont instrumentalisées. Le maintien de l'instabilité politique et militaire en Afghanistan sied en effet à plusieurs acteurs étatiques régionaux qui y trouvent successivement : des excuses à leur présence militaire prolongée (201e division russe au Tadjikistan faisant face à une hypothétique menace islamiste)[1147] ; un ressort à leur stratégie d'influence régionale et de guerre par acteurs interposés (*strategic depth* et instrumentalisation du *djihad* afghan au Cachemire par le Pakistan)[1148] ; un moyen de prévenir la constitution par les *taliban* d'un Etat islamique sunnite farouchement antichiite (cas de l'Iran et de son soutien à l'Alliance du Nord)[1149] ; ou encore un devoir d'opposition par les partisans d'un islam sunnite orthodoxe à la diffusion du chiisme (rôle notoire de l'Arabie saoudite qui aide et a reconnu le régime *taliban* et qui était déjà intervenue dans le conflit soviéto-afghan afin de contrebalancer l'influence régionale de la révolution islamique iranienne[1150], et rôle du *Jamiat-e Ulema-i Islam* de Maulana Fazlur Rahman dans l'émergence du mouvement *taliban*[1151]).

[1147] *Russia does not have any strategic interests in Afghanistan, but needs to keep Tajikistan outside Uzbek influence and pressure. Hence, the use of the 'Islamic threat' makes sense. Russia has a pragmatic approach to the Afghan conflict: its only goal is to maintain its military presence in the area at the lowest possible cost. A protracted low-level conflict is the best context in which to do it* : Roy O., 2000, *Why War is Going On in Afghanistan: The Afghan Crisis in Perspective*.

[1148] *The Pakistani policy has been coherent since General Zia decided in 1979 to provide support for the Afghan Mujahidin. This policy was based on a simple premise, which still applies: to give full support to Pashtun fundamentalist groups, without appearing on the front line. …since General Zia came to power, a close association between Pakistani governments and the militant religious networks (from the Jama'at Islami to the present deobandi) has been a permanent pattern in domestic and regional politics (Islamabad is waging a war by proxy in Indian-held Kashmir through Islamic militants, as illustrated by the Kargil incidents in spring 1999. The permanent strategic goals of Pakistan are: 1) To have a friendly government in Kabul… 2) To establish strategic depth against India… 3) To enact a 'Sunni Islamic policy'…* : Roy O., 2000, *Op. cit.*

[1149] *Since 1979, Iran has supported the Iranian Shiahs (mainly Hazaras)* : Roy O., 2000, *Op. cit.* ; *The breakup of the Soviet Union and the rise of the Taliban led Iran to undertake a more active policy in which it provided economic and military assistance to groups beyond its traditional Shia beneficiaries… Iran helped form and arm the "Northern Alliance"… It was partly motivated to do so by the desire to block the parties supported by the United States, Pakistan, and Saudi Arabia from coming to power… By guaranteeing security for the pipeline route, the Taliban would weaken the leverage that Iran had gained. Hence Iran's efforts to stop the spread and consolidation of Taliban power were dictated by both ideological and strategic considerations… The rivalry between Iran and Pakistan has thus become the principal external factor fueling the war* : Rubin B., 1999, *Op. cit.* : 86-87.

[1150] *Saudi Arabia's support for the Afghan resistance was also influenced by the Islamic revolution in Iran. Islam has always had a special importance in Saudi foreign policy… The Islamic Revolution in Iran soon challenged Saudi Arabia's preeminence… For both political and ideological reasons, Saudi Arabia also promoted the Sunni Islamic fundamentalists within the Afghan resistance and deliberately emphasized the Sunni and Shiite division in Islam* : Rashid A., 1998, *Op. cit.* : 118-119.

[1151] Le JUI est un parti sunnite déobandi de l'école hanafite, foncièrement antichiite et *a fortiori* anti-iranien, qui a créé et géré les camps de réfugiés du Baloutchistan d'où sont sortis les premiers *taliban*. Le dirigeant du JUI, Maulana Fazlur Rahman, a acquis le soutien financier du prince saoudien Turki al-Faisal Saud, chef des services secrets de son pays, pour son parti ainsi que pour le régime *taliban*, dès 1996. C'est d'ailleurs le prince Turki qui choisit personnellement, quelque 20 ans plus tôt, d'envoyer Osama bin Laden organiser le *djihad* arabe en Afghanistan, ce que les Etats-Unis, et notamment la CIA, acceptèrent sans réserve : Rashid A., 1998, *Op. cit.* : 72-76 ; 2000 b, *Op. cit.* : 82-94 ; Cooley J.K., 1999, *Op. cit.* : 222.

L'Afghanistan est donc toujours, sinon plus que jamais, caractérisé par l'interventionnisme et les luttes d'influence de ses voisins qui sont tous impliqués, selon des natures et des degrés différents, d'un côté ou de l'autre d'un conflit d'autant plus internationalisé. Mais ces interventionnismes ont contribué à faire de l'Afghanistan un pays où les organisations terroristes et la production d'opiacés se sont fortement développées, nombre de ces organisations, comme l'*Islamic Movement of Uzbekistan* (IMU) par exemple, ayant profité du narcotrafic afghan et ayant même vraisemblablement orienté leurs actions armées afin de le développer encore plus[1152]. Les rivalités des différents acteurs étatiques et non-étatiques à l'intérieur comme autour de l'Afghanistan ont, en prévenant l'installation d'une paix négociée, favorisé l'apparition des *taliban* et, à travers eux, le développement du terrorisme et de la narcoéconomie dans la région. Et tous les acteurs, directs ou indirects, de ces luttes d'influences se trouvent désormais menacés, de façon plus ou moins importante, par l'accroissement de la production d'opium afghan et son exportation consécutive qui provoquent une explosion régionale de la consommation d'opiacés.

L'Inde s'estime bien sûr d'autant plus directement concernée par la situation afghane que le Pakistan et l'ISI utilisent des militants islamistes d'origine afghane, arabe et pakistanaise (pour la plupart) dans le conflit du Cachemire[1153]. Terrorisme et narcotrafic d'origine afghane constituent dès lors des menaces sécuritaires majeures pour l'Inde, comme pour l'Asie centrale dont les républiques constituent depuis le milieu des années 1990 un axe du narcotrafic d'importance croissante. Là aussi le terrorisme constitue une menace sérieuse pour des pays nouvellement indépendants et économiquement fragiles : le rôle de l'IMU, en partie financé par le narcotrafic, dans les évènements de Batken[1154] a en effet montré la vulnérabilité d'une région dont l'instabilité est bien connue[1155]. La Russie, désormais directement concernée par l'explosion de la

[1152] Voir note 721.

[1153] Le groupe Harakat-ul Mudjahidin (HUM) (ex Harakat-ul Ansar : voir note 744) dispose ainsi de camps d'entraînement en Afghanistan et est très actif dans les opérations armées au Cachemire indien. Le détournement d'un avion indien en décembre 1999 depuis le Népal vers Kandahar aurait également été orchestré par le HUM qui a pu obtenir de la sorte la libération de son idéologue pakistanais, Maulana Masoud Azhar, alors emprisonné en Inde : Ahmad I., 2000, *Containing the taliban : Path to Peace in Afghanistan* ; Rashid A., 1999 b, *Op. cit.* ; 2000 b, *Op. cit.* : 92 ; Kanwall G., 1999, *Proxy War in Kashmir: Jehad or State-Sponsored Terrorism?* ; Kartha T., 2000, *Pakistan and the Taliban: Flux in an Old Relationship?*
Many Kashmiri militants are being trained in the taliban regions of Afghanistan and some members od the taliban have fought in Kashmir. Pakistan would like to do in Kashmir what was done in Afghanistan: support an insurgency until the costs to India become high enough that its seeks a settlement acceptable to Pakistan : Khalilzad Z., 2000, *Afghanistan: The Next Phase*.

[1154] Voir note 721.

[1155] Voir par exemple : Aytmatov A., 2000, *The Shade of Extremism Over Central Asia*. Voir, à propos des évènements de Batken : note 721.

consommation d'héroïne afghane, a quant à elle dénoncé la présence en Afghanistan de camps d'entraînement pour « terroristes » tchétchènes et les liens qui existent entre ces camps, le narcotrafic d'origine afghane et la reconnaissance par les *taliban* (et seulement par eux) de l'indépendance de la Tchétchénie[1156]. L'Iran est également sur la liste des pays menacés par l'instabilité afghane, que ce soit par l'augmentation du narcotrafic ou par la présence sur le sol afghan de groupes de l'opposition iranienne[1157]. La Chine s'estime pareillement menacée par l'exportation d'une certaine forme de terrorisme islamique à partir de l'Afghanistan, sa province autonome du Xinjiang, peuplée d'Ouighour musulmans qui ont un temps participé au *djihad* afghan, offrant un fort potentiel d'insurrection. En 2000, Pékin a ainsi fait part à son allié pakistanais de son inquiétude concernant la présence d'Ouighour chinois dans certains camps d'entraînements d'Afghanistan.

Les luttes d'influences multiples qui perpétuent l'instabilité et l'état de guerre en Afghanistan ont favorisé d'une part l'apparition du régime des *taliban* et, d'autre part, l'explosion de la production d'opiacés, la réorientation des itinéraires du narcotrafic et l'utilisation de celui-ci dans le financement des actions terroristes menées ici et là par les divers groupes qui ont pu bénéficier du contexte de l'instabilité afghane. Il n'y a plus, à l'évidence, un seul et unique *Great Game* autour de l'Afghanistan, puisque celui-ci est désormais au cœur de rivalités entre des jeux multiples et éclatés, petits et grands, qui expriment des intérêts contradictoires complexes. Les enjeux énergétiques, stratégiques, économiques et idéologiques qui ont contribué à la pérennisation du conflit afghan par les Etats voisins ont favorisé la prise d'importance croissante du terrorisme et du narcotrafic dans la région. Dans le Croissant d'Or comme dans le Triangle d'Or, l'instrumentalisation des tensions et des conflits a favorisé et développé le recours à l'économie de la drogue par les acteurs étatiques et non-étatiques, et l'ouverture de nouvelles routes commerciales, ou plutôt leur réouverture stratégique, a permis la diffusion sans précédent du narcotrafic.

[1156] Voir notes 721 et 744.
[1157] Le petit groupe sunnite Ahl-e Sunnah Wal Jamaat par exemple. Les *leaders* de l'un des principaux groupes de l'opposition, le Mudjahidin-e Khalq, se sont aussi rendus plusieurs fois à Kandahar et ont fait la demande d'obtenir des camps d'entraînement en Afghanistan : Rashid A., 1999 b, *Op. cit.* : 30-31.

Conclusion

L'émergence du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, définis en tant qu'espaces, résulte de la longue histoire des différents ensembles géographiques, politiques et culturels d'une Asie complexe et multiple. Ces deux espaces ont émergé à la faveur, ou aux dépens, de la création d'ensembles spatiaux particuliers et voulus unitaires par les pouvoirs coloniaux britannique, russe et français, tels que ceux des Etats contemporains thaïlandais, birman, indien, afghan, pour les principaux. Ils ont émergé à la croisée des routes transcontinentales en position de carrefour et d'interface entre les grands ensembles spatiaux asiatiques, ainsi qu'Alastair Lamb les a par exemple définis. Comme M.H. Edney l'a par exemple exprimé à propos de l'Inde, dont la création en tant qu'union d'Etats a procédé d'une représentation, d'une création géographique véhiculée et imposée par l'outil cartographique, et comme Tongchai Winichakul l'a fait aussi à propos du Siam et de la Thaïlande, le Triangle d'Or et le Croissant d'Or ne sont pas des entités spatiales unitaires et cohérentes préexistantes aux phénomènes de production qui les caractérisent et permettent de les définir. En effet, ils ne sont pas délimités par des référents physiographiques qui pourraient être assimilés à des frontières naturelles, mais par rapport à un phénomène mouvant, en l'occurrence celui de la production illicite d'opiacés. Ils procèdent donc de représentations géographiques (ce que leurs noms respectifs expriment) et sont des réalités spatiales mouvantes dont les frontières doivent sans cesse être réévaluées, ce qui explique la difficulté qu'il y a de procéder à leur cartographie[1158]. Il est ainsi possible de dire de l'un comme de l'autre de ces deux espaces ce que P. Carter et M.H. Edney ont exprimé à propos de l'Inde : *it is not a "theater of its own design" to use Paul Carter's phrase. It is instead a creation of historical events and processes. It is, like all*

[1158] Le processus de construction mentale, géographique et cartographique de l'Inde, peut être rapproché, du point de vue du phénomène et du mécanisme des représentations spatiales, aux cas respectifs du Triangle d'Or et du Croissant d'Or : *... knowledge of the territory is determined by geographic representations and most especially by the map… the maps came to define the empire itself, to give it territorial integrity and its basic existence. The empire exists because it can be mapped; the meaning of empire is inscribed into each map… they* [the British] *saw India in a fragmentary way; in mapping India, they brought those visual fragments together; seeing the maps, they thought to see all India as the sum of its parts… The empire might have defined the map's extent, but mapping defined the empire's nature* : Edney M.H., 1997, *Op. cit.* : 1, 2, 332, 340.
Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or sont en effet deux espaces qui procèdent de la représentation spatiale d'un phénomène. La réalité phénoménale (ici la production d'opiacés) réifie les espaces dits du « Triangle d'Or » et du « Croissant d'Or » par le processus de représentation spatiale et l'effort cartographique qui l'accompagne. A la différence des espaces étatiques auxquels ils sont surimposés, le Triangle d'Or et le Croissant d'Or ne sont pas, dans leurs limites, des entités spatiales figées et statiques.

other regions to which we ascribe some meaning, the product of spatial history[1159]. Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or sont les produits du déroulement de l'histoire dans des espaces particuliers : ils procèdent d'une géohistoire complexe. Ils sont deux entités spatiales que l'on ne peut saisir et appréhender qu'à travers la référence à leur réalité phénoménale, deux espaces dont la pérennité, l'existence même, est fonction de celle de la production qui les caractérise et les définit.

[1159] Edney M.H., 1997, *Op. cit.* : 16. L'auteur cite P. Carter : 1987, *The Road to Botany Bay: A Spatial History*, London and Boston, Faber and Faber : xv.

3.3. Le nœud gordien de l'intégration

3.3.1. L'Afghanistan et la Birmanie, entre isolationnisme et isolement

3.3.1.1. Perspectives historiques et culturelles : de l'isolationnisme afghan

L'Afghanistan et la Birmanie, ou du moins les espaces que l'on connaît désormais sous ces noms, ont été, certes selon des dimensions historiques différentes et avec une importance continentale variable, nous l'avons observé, de véritables carrefours des migrations et des invasions, des lieux de synthèses culturelles et religieuses, des angles géographiques où, aux deux extrémités de la chaîne himalayenne, les aires d'influence de grandes civilisations se sont rencontrées et mêlées. Ceci expliquant peut-être cela, les menaces et pressions régionales s'étant longtemps exercées et s'exerçant toujours sur leurs espaces politico-territoriaux respectifs et successifs, l'Afghanistan et la Birmanie ont été caractérisés, chacun à une période de leur histoire, par une tendance politique à recourir à une certaine forme d'isolationnisme.

L'Afghanistan actuel, conséquence politico-territoriale des rivalités impériales russo-britanniques, fut pendant la majeure partie de son histoire l'objet des conquêtes perses et turco-mongoles, jusqu'à ce qu'Ahmed Shah Durrani pose les premières pierres de l'édification de l'Afghanistan moderne en 1747, lorsqu'il initia, depuis Kandahar, le règne de la dynastie des Durrani qui formerait le dernier grand Empire afghan[1160]. Après la mort de Ahmed Shah, en 1772, et celle de son fils et successeur Timur Shah en 1793, après la désintégration de l'empire (perte du Cachemire et du Sind, de Balkh, du Khorasan et du Seistan), une longue période d'instabilité politique et territoriale caractérisa le pays jusqu'en 1880, jusqu'au règne d'Abdul Rahman Khan, surnommé l'émir de fer[1161]. Les Britanniques et les Russes se livrèrent en effet une intense compétition dès après la mort de Timur Shah et initièrent le *Great Game* lors du premier règne de

[1160] *Asian imperialists (Persian Safavids and Indian Moghuls) fought over the Afghan area in the sixteenth-seventeenth centuries A.D. but in 1747 the last great Afghan empire rose under the leadership of Ahmad Shah Durrani, crowned king in Kandahar* : Dupree L., 1980, *Op. cit.* : xviii.

[1161] *Timur Shah's death in 1793 heralded a prolonged period of disunity, which saw growing competition between the Russian and British empires as each sought to stop the other gaining a hold over the area, including the various khanates of Central Asia* : Marsden P., 1998, *Op. cit.* : 16. *Fratricidal tribal wars and the intrusion of European imperialism into the area characterized nineteenth-century Afghanistan. Twice (1839, 1878) British armies invaded Afghan territories in response to real or imagined threats to India as Tsarist armies moved into the Muslim khanates of Central Asia, including lands claimed by the Afghan amirs. …until 1880, the process of alternating fusion and fission dominated the political scene* : Dupree L., 1980, *Op. cit.* : xix.

Dost Mohammad (1826-1839) qui prit fin avec la première guerre anglo-afghane (1839-1843). Celle-ci avait été initiée dans le but de restaurer Shah Shuja[1162] qui, selon les faucons britanniques, aurait dû garantir la sécurité d'un Afghanistan alors menacé par les avancées russes en Asie centrale. Après la guerre, le deuxième règne de Dost Mohammad (1853-1863) coïncida avec la *naissance d'un sentiment de xénophobie chez les Afghans, qui s'illustra par l'effort déployé afin d'enrayer toute influence étrangère*, fût-elle persanne, russe ou britannique, ce qui *aboutit à un certain isolement qui eut des conséquences sur le développement et la modernisation du pays*[1163]. La seconde invasion britannique de l'Afghanistan, en 1878, sous le règne du fils et successeur de Dost Mohammad, Shir Ali (1869-1879), augmenta encore cette hostilité afghane vis-à-vis des pouvoirs étrangers et de leurs impérialismes respectifs. La seconde guerre anglo-afghane (1878-1880) visait en effet encore une fois pour les Britanniques à prévenir une potentielle invasion russe que même le soutien qui leur fut demandé par Shir Ali ne put d'ailleurs provoquer. Le traité de Gandamak[1164] (1879), qui aurait dû mettre fin à la guerre si le représentant de la couronne n'avait pas été assassiné à Kaboul, instaura le règne de Yakub Khan, fils de Shir Ali, et imposa une ambassade britannique permanente à l'Afghanistan ainsi que l'abandon de sa politique étrangère au Royaume-Uni[1165], exacerbant donc d'autant le ressentiment afghan.

Mais ce n'est que sous le règne de l'émir de fer, Abdul Rahman Khan (1880-1901), et par l'imposition de son « impérialisme interne », selon l'expression de L. Dupree[1166], que

[1162] *By most contemporary accounts, Shah Suja, never popular with his people, encouraged further enmity as the glaring presence of the farangi bayonets increased hatred and distrust* : Dupree L., 1980, *Op. cit.* : 378. L'auteur précise, dans une note infrapaginale : *'Farangi' literally means Frank or foreigner in Persia. The Afghans, however, use the term 'haraji' for foreigner in general, and reserve 'farangi' (a pejorative term) for the British alone* : n. 13.
[1163] Nahavandi F., 1991, *Op. cit.* : 48.
[1164] Le traité de Gandamak stipulait que le gouvernement britannique conserverait le contrôle des passes de Khyber et de Michni, comme de toutes les relations avec les tribus indépendantes et les territoires directmement connectés aux passes. De larges parties des districts de Loralaï, Zhob, Pishin, Quetta et Nushki reveinrent ainsi aux Britanniques qui estimèrent pouvoir les occuper et les retenir légalement : Dupree L., 1980, *Op. cit.* : 425.
[1165] Ce n'est que sous Amanullah (1919-1929) que l'Afghanistan put, en accédant à une indépendance officielle, au terme d'une troisième et dernière guerre anglo-afghane, retrouver la maîtrise et l'autonomie de sa politique étrangère par le traité de Rawalpindi (1919) : *Emir (subsequently King) Amanullah won Afghanistan's full independence in the Third Anglo-Afghan War in 1919, which cost him the British subsidies. He was thus the first Afghan ruler to face the problem of developing a domestic economic base for the state* : Rubin B.R., 1994, *Redistribution and the State in Afghanistan. The Red Revolution Turns Green* : 201.
[1166] *Initially, Abdur Rahman controlled only Kabul and surrounding territories, but, before his death in 1901, he had spread his influence – if not actual control – throughout most of what we recognize as modern Afghanistan. I call this process "internal imperialism". … So Abdur Rahman Khan funnelled his many talents into the creation of a nation-state; i.e., the process of internal imperialism* : Dupree L., 1980, *Op. cit.* : 417. *Modern state building efforts in Afghanistan began in 1880 with unprecedented brutality against large segments of society, especially violence directed against non-Durrani (primarily Ghilzai) Pashtun and non-Pashtun groups* : Shahrani N., 2000, *Resisting the*

l'Afghanistan moderne put finalement émerger, en diminuant l'importance et la fréquence de ces cycles récurrents de « fusion » et de « fission » qui avaient jusque là dominé la scène politique afghane[1167]. Abdul Rahman, pleinement conscient des menaces que constituaient les Empires russe et britannique pour son royaume, estima que le second, après avoir perdu deux guerres, était partisan d'une position strictement défensive qui pouvait répondre à la politique offensive du premier. Il accepta donc que son pays joue un rôle d'Etat-tampon entre « le lion britannique » et « l'ours russe »[1168] et que ses frontières soient donc définies en fonction d'intérêts extérieurs. Il développa alors une habile politique de neutralité vis-à-vis des Russes comme des Britanniques, tout en bénéficiant du financement et de l'armement des seconds afin de mener à bien son impérialisme interne[1169] dont la violence, qui s'est manifestée principalement à travers des déplacements forcés de populations et la répression des velléités autonomistes tribales (Hazara, Nouristani), lui valut ce surnom d' « émir de fer ». La xénophobie du régime se traduisit alors entre autres par le fait que l'enseignement moderne, initié par Shir Ali et certes rudimentaire, ne fut pas prolongé, que les seuls Afghans qui pouvaient alors étudier étaient ceux qui se trouvaient ou se rendaient à l'étranger, et que les conseillers étrangers étaient tous considérés et traités comme des espions potentiels, et ce quelle que soit leur nationalité. L'hostilité que les Afghans montraient envers les étrangers et la xénophobie d'Abdul Rahman se traduisirent par l'émergence d'un Afghanistan moderne, celle d'un Etat-nation en construction sous la forme d'un Etat-tampon

---

Taliban and Talibanism in Afghanistan: Legacies of a Century of Internal Colonialism and Cold War Politics in a Buffer State.

[1167] *The creation of modern Afghanistan began during the reign of Abdur Rahman Khan (1880-1901)… Most Afghan historians, followed sheeplike by western scholars, consider 1747 (Ahmad Shah Durrani) the beginning of the modern Afghan state. I disagree, for, until 1880, the process of alternating fusion and fission dominated the political scene* : xix.

[1168] *How can a small Power like Afghanistan, which is like a goat between these lions, or a grain of wheat between two strong millstones of the grinding mill, stand in the midway of the stones without being ground to dust?* : Abdur Rahman Khan, cité par L. Dupree : 1980, *Op. cit.* : 415. *Afghanistan was, as Amir Abdur Rahman delicately described it, "like a poor goat on whom the lion and the bear have both fixed their eyes"* : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 98. *Thus, keenly aware of the intentions of both colonial powers in the "Great Game", he* [Abdul Rahman Khan] *was determined to safeguard his own rule, and the political integrity of the territorially much reduced country, from external threats* : Shahrani M.N., 1986, *State Building and Social Fragmentation in Afghanistan, A Historical Perspective* : 37.

[1169] *From 1880 to 1919 British subsidies in cash and weapons (in return for British control of Afghanistan's foreign affairs) enabled Emir Abdul Rahman Khan and his son and successor Emir Habibullah to build up a central state capable of extracting increasing direct taxes from the landlords and peasantry* : Rubin B.R., 1994, *Op. cit.* : 201. *Having failed to bring Afghanistan under their direct rule, the British sought to stabilize their northwest frontier and keep Russia at bay by supporting a ruler dependent on them for resources to subdue the peoples of Afghanistan and defeat rivals… A significant portion of the aid came as weapons rather than cash. These weapons enabled Abdul Rahman, known by the appropriately Prussian sobriquet the Iron Amir, to, pursue a coercion-intensive path to state formation…*: Rubin B.R., 1995 a, *Op. cit.* : 48.

dont l'isolement et la neutralité étaient certes probablement la seule solution viable face aux menaces impérialistes russo-britanniques[1170].

L'Afghanistan, dont l'isolement géographique était déjà déterminé par son enclavement et avait été accentué par la découverte et l'utilisation des routes commerciales maritimes à partir du XVI[e] siècle[1171], allait devenir sous le règne d'Abdul Rahman Khan, et selon l'expression de M.Z. Ispahani, une « véritable antiroute ». D'un rôle historique de carrefour et de lieu de transit, l'Afghanistan allait être volontairement transformé en un Etat-tampon aux conditions d'accès particulièrement difficiles. A l'isolement géographique et conjoncturel (primauté des routes maritimes sur celles de la soie) de l'Afghanistan, Abdul Rahman allait ajouter une politique d'isolationnisme motivée par une xénophobie[1172] et une grande méfiance à l'égard des Britanniques, des Russes et même des Perses chiites[1173]. Afin de protéger son émirat des incursions étrangères, il décida en effet, dans le contexte de la transformation de l'Afghanistan en un Etat-tampon qui seyait aux deux rivaux impériaux, d'appliquer sur son territoire les politiques de l'accès, en l'occurrence de sa dénégation, que les partisans britanniques de la *Close Border Policy* avaient initiées avant lui[1174]. Les extrêmes difficultés de communication que présente le relief afghan constituaient un avantage certain pour Abdul Rahman qui estimait que l'invasion de son pays n'en serait que plus coûteuse et difficile pour les Britanniques ou les Russes si aucune

[1170] *The practical result of the amir's xenophobic position was isolation. Perhaps this policy of isolation was the best one available to him in his day… The isolation of the entire region was in no small part a result of the politics of the Great Game played by Russia and Britain* : Magnus R.H., Naby E., 1998, *Op. cit.* : 36-37.
[1171] *The isolation and economic and cultural decline was further aggravated by the discovery of a maritime route between Europe, India, and the Far East, which resulted un a substantial decrease in the volume of international overland trade through Afghanistan* : Shahrani M.N., 1986, *Op. cit.* : 27.
[1172] *He* [Abdul Rahman] *did not encourage modern education or improve the communication infrastructure, and because of his extreme fear of colonialist intervention, he adopted a policy of cultural isolationism, avoiding extensive foreign contact, trade, and communication* : Shahrani M.N., 1986, *Op. cit.* : 39.
[1173] *The heritage of xenophobia took form mainly in the nineteenth century as a reaction to the persistent interventions and invasions of the region by the British… and by the Russians… Despite many internecine tensions among themselves, the menacing presence of the non Muslim ("Christian") British and Russians generated a strong anti-European (and anti-Christian) xenophobia among these peoples throughout the last century. This xenophobia was defined in Islamic terms* : Canfield R.L., 1986, *Ethnic, Regional, and Sectarian Alignments in Afghanistan* : 91. *Successive changes in the external situation – beginning in the sixteenth century when Shi'ism became the state religion in Iran and ending as British and Russian colonial encroachments aroused xenophobia in the Afghan people – isolated the Afghan religious establishment* : Naby E., 1986, *The Changing Role of Islam as a Unifying Force in Afghanistan* : 149.
[1174] *The Amir believed that the only solution to the threat of foreign encroachment on Afghan land lay in the denial of access. His views on route building – and on railroads in particular – echoed those of Frederick II of Prussia, who espoused the view that good communication only made a country easier to overrun. Thus, when members of the Forward School proposed a railroad linking Kandahar with Herat, Abdur Rahman reacted quickly and angrily: he refused even to consider the proposal. … Abdur Rahman could choose to keep his country routeless so that its would remain free, and his own…* : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 99, 127.

infrastructure n'existait pour faciliter une telle entreprise. Il décida donc, comme le fit Habibullah après lui, de sacrifier le développement économique de l'Afghanistan afin de le préserver des convoitises étrangères, optant pour une politique « d'isolement et de sous-développement délibéré »[1175]. Déjà confronté à la dialectique développement – sécurité qui allait finalement permettre l'invasion soviétique du pays, Abdul Rahman Khan fut contraint de transformer l'Afghanistan en Etat-tampon, d'accentuer son isolement en développant une politique volontaire d'isolationnisme qui achèverait de transformer un ancien carrefour majeur des invasions et des échanges commerciaux en une formidable antiroute[1176].

Cette inaccessibilité, qui eut des conséquences négatives certaines sur le développement économique et politique du pays, et qui entraîna son glissement dans la sphère d'influence de l'Union soviétique en partie pour des raisons d'accès commercial (conséquences de la question du Pachtounistan), permettra néanmoins à la résistance afghane, pendant les années 1980, de mener une guérilla efficace contre l'occupant soviétique qui eut à souffrir considérablement des conditions d'accès dans le pays, conditions que les *moudjahidin* avaient quant à eux tourné à leur avantage. Mais l'isolationnisme afghan, qui permit la conservation de régions enclavées dans le pays même, y entrava également l'achèvement de la construction d'un Etat-nation, les périphéries géographiques, économiques et sociales ne pouvant être intégrées et contrôlées de façon satisfaisante par un centre de pouvoir d'ailleurs lui-même en constante redéfinition[1177]. A terme, l'isolationnisme afghan aura, dans une certaine mesure, compromis l'intégration de l'Afghanistan dans l'économie mondiale comme dans la communauté internationale, et prévenu celle des multiples composantes de sa population et de son territoire dans un espace toujours en quête d'unité politico-territoriale. La longue instabilité qui a découlé de cet isolationnisme et de cette

[1175] *Amir Abdur Rahman was not prepared to create an infrastructure of access (however beneficial it might be to the economy) which would increase the mobility of troops, Russian or British, or the more efficient movement of supplies necessary to hold Afghanistan. He opted, in fact, to follow what Vartan Gregorian describes as a policy of "aloofness, isolation and deliberate underdevelopment". ... Habibullah also saw additional benefits in rejecting access: the country would incur no foreign debts, nor would it be dependent in any way on a foreign country* : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 99, 100. *The amir, however, considered modern means of transportation inimical to Afghan security, which depended on the impenetrability of its mountains…Placing Afghan independence and military security above all other goals, the amir determined to maintain the country's isolation regardless of the economic costs* : Rubin B.R., 1995 a, *Op. cit.* : 49.

[1176] *Abdur Rahman decide to promote Afghanistan's natural antiroutes and gave them political and strategic endorsement. He pursued a deterrent strategy of access denial, explicitly forbidding the economic progress that the expansion of access might have spurred* : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* :221.

[1177] *Territory must be secured from external penetration; large land masses and disparate peoples must be bound together. Without land routes, borders cannot be defined and secured; political, economic, and geographical peripheries and their peoples cannot be linked politically and economically with, or be controlled by, the state center* : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 5.

neutralité, qui s'est exprimée par exemple à travers sa dialectique sécurité – développement, parangon du genre[1178], a permis sinon provoqué l'émergence de l'Afghanistan en tant que producteur majeur d'opiacés illicites dans les années 1990. La croissance du phénomène narcotique dans le pays a en effet été en partie déterminée par la guerre soviéto-afghane, ainsi que par l'apparition consécutive sur la scène afghane du mouvement des *taliban*, favorisée rappelons-le par le regain régional des politiques de l'accès. L'isolement de l'Afghanistan, aggravé par un long et strict isolationnisme, l'aura finalement poussé à perdre son autonomie et à connaître, sous le régime des *taliban*, une nouvelle période d'isolement, diplomatique cette fois.

3.3.1.2. Perspectives historiques et culturelles : de l'isolationnisme birman

Un fort et long isolationnisme a également caractérisé l'histoire politique de la Birmanie, non pas, certes, à la même période qu'en Afghanistan, mais néanmoins en réaction à des sentiments comparables de xénophobie que Mya Maung a caractérisé de « traumatismes anticapitalistes et xénophobes »[1179]. Pour mieux comprendre ce recours à l'isolationnisme en tant que conséquence d'un intense sentiment xénophobe birman, il apparaît nécessaire de rappeler quelles étaient les structures traditionnelles de la société birmane. Celle-ci était, nous l'avons remarqué de façon succincte, basée sur l'opposition structurelle et fonctionnelle de la dualité territoriale centre – périphérie[1180], l'élite décisionnelle occupant le centre, composé d'un ou deux centres urbains majeurs, et le peuple, servile, étant réparti dans les périphéries[1181]. Cette société traditionnelle d'organisation sociale et politico-territoriale duelle trouvait son équivalent dans la nature et le rôle

[1178] *Indeed, in the case of Afghanistan, the claim of security gave way completely to that of development. The result was the forfeiture of security* : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 221.
[1179] *Anticapitalistic and xenophobic traumas* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 43.
[1180] *The galactic polities of Buddhist Southeast Asia embodied a pre-modern totalising construct in which social, religious, and cosmological orders were integrally linked. Tambiah* [Tambiah S.J., 1976, *World Conqueror and World Renouncer*] *described the structure of traditional Buddhist kingdoms in Southeast Asia as a galactic polity as grounded in a Buddhist world view and focused on the seat of social and religious power which emanated from the centre to the periphery* : Schober J., 1995, *The Theravada Buddhist Engagement with Modernity in Southeast Asia: Wither the Social Paradigm of the Galactic Polity?*.
[1181] *This duality of center, 'nagaya', and periphery, 'daitha', corresponds directly to the classic polity of Geertz' "negara" and "desa" in nineteenth century Bali. ... This model of traditional society is described by Hagen: "Every traditional society of any importance is a dual society. It consists on the one hand of villages and the other hand of larger towns plus one or more central cities. The cities are the king's court, the center of government, regional strong point, or commercial centers". ... The traditional polity of Burma was similar to all other traditional polities in being primarily dual with powerful monarchs and their families and bureaucracy occupying and controlling the "center", while the "periphery" functioned according to traditional customs and arbitrary laws created and enforced by the former* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 4, 13-14.

du monarque birman qui était à la fois renonçant et conquérant[1182], roi-dieu et roi-guerrier[1183]. Cette dualité mystique de la monarchie, garante de sa légitimité et donc de son pouvoir, correspondait donc à la dualité de la société traditionnelle birmane qui fondait et entretenait les oppositions, les relations et les rapports de forces entre centre et périphérie[1184] que l'on connaît encore de nos jours, et que les membres de la junte militaire (SLORC comme SPDC) ont repris et réinterprété[1185], comme en témoignent d'une part l'instrumentalisation du bouddhisme[1186], quasi systématique après 1980 dans les tentatives d'autolégitimation de Ne Win puis du SLORC et du SPRDC, et, d'autre part, les efforts visant à intégrer, ou plutôt à assimiler, les périphéries géographiques et leurs populations dans une Birmanie bouddhiste et unitaire[1187]. Ces derniers efforts relevaient toutefois beaucoup plus de l'application du socialisme qui fournissait la base de l'idéologie d'un Etat militaire que du fonctionnement traditionnel des modèles politico-territoriaux en galaxie de l'Asie du Sud-Est continentale bouddhiste[1188].

[1182] *At least since the reign of Asoka, the complementary roles of world conqueror and world renouncer have defined the conceptual structure of Buddhist kingdoms and of traditional South and Southeast Asian galactic polities. The righteous king (dhammaraja) – or even a more encompassing universal monarch (cakkavatti) – represents secular authority, while the religious authority of the Buddhist monkhood (sangha) is predicated on renunciation of worldly gains in pursuit of spiritual enlightenment and disciplined action to uphold the Buddha's teachings (dhamma)* : Schober J., 1995, *Op. cit.*

[1183] *The dual myths of the Burmese state, personified in the king as a sacred and a mighty ruler, were derived from two sources of myths: the pre-Gawdama rulers of mythical kingdoms of India and the myth and legend of the life of Gawdama Buddha. They symbolized the two basic priestly and soldierly qualities of an ideal ruler or king, lucidly juxtaposed by Sir George Fraser in his 'Golden Bough'. The personalities of Burmese kings and political leadership throughout the entire history of Burma may be presented in terms of the symbol of power, based upon the two myths of god-man and hero. The chronicles of the Burmese kings* [*Glass Palace Chronicle of the Kings of Burma* par exemple] *pivoted around these two myths which seems to have persisted in the contemporary politics of Burma* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 17.

[1184] *The twin mystic qualities of a Burmese king, as a just and benevolent ruler with Buddha-like personality belonging to the non-violent agricultural caste and a conqueror of all enemies belonging to the Shatriyan caste of warriors, found their profound expressions in the chronicles of the Burmese Kingdoms. What is significant here is to note that the history of the Burmese kings pivoted around these two attributes of a king as the defender of Buddhism and the conqueror of various city states, the kingdoms of ethnic minority groups, in particular, and foreign kingdoms* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 18.

[1185] *The cultural frame in which the military as well as the civilian political leadership of Burma have defined and claimed legitimacy has been the traditional culture with its age-old symbolic images of the "sacred center", nagaya, and "kings", yahzahs, whose authority over the "periphery", daitha, or the subjects is defined in the polity of absolute despotism, padaithayit* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : xxiii.

[1186] Lubeigt G., 2001, *La robe et le fusil : le bouddhisme et la dictature militaire en Birmanie*.

[1187] *There are other paradoxes associated with the traditional despotic rule, such as racial tolerance at one level and horrific xenophobia at another, and of appropriate "Buddhist" behaviour alongside of utterly degraded, bestial actions. Ne Win and the military heads of state who have followed him fit in this model nicely, appealing in one way or another to the old received tradition of despotism (padaithayit) as the authentic expression of a legitimate Burmese polity* : Matthews B., 1996, *The Present Fortune of Tradition-Bound Authoritarianism in Myanmar*.

[1188] *In theory, the Burman king claimed authority over all people and their lands. In fact, a kind of feudal arrangement existed whereby, in exchange for acknowledging the suzerainty of the Burman king, providing soldiers, and giving tribute, minorities lived under their own rulers, according to their own religions and cultures, and used their own*

La colonisation britannique, engagée dès 1824 avec la prise de Rangoun, allait bouleverser la dualité de la société traditionnelle birmane en y intégrant une forte proportion d'étrangers, Britanniques bien sûr, mais aussi et surtout, nous l'avons dit, Indiens et Chinois. Ceux-ci allaient rapidement dominer l'administration et les forces armées et policières ainsi que l'économie de la Birmanie britannique, exacerbant les tensions communautaires entre les Orientaux étrangers et les Birman dans ce qui était devenu une « société plurielle », selon l'expression de J.S. Furnivall, ou une « double société coloniale », selon celle de E.E. Hagen[1189]. Mya Maung, quant à lui, décrivit cette nouvelle société birmane sous le colonialisme britannique selon une perspective « structurelle et fonctionnelle » intégrant les modèles de Furnivall et de Hagen en tant que « triple société coloniale »[1190]. Celle-ci correspondait à la société coloniale de Birmanie dans laquelle les étrangers, Britanniques et Orientaux, exerçaient une double colonisation sur le dernier tiers de la société, en l'occurrence, celle, locale, de la Birmanie traditionnelle, elle-même déjà duelle. La triple société coloniale était donc celle, toujours selon Mya Maung, d'une triple économie (ou « doublement duelle ») : à la dualité de l'économie traditionnelle birmane était surimposée une autre dualité, étrangère et nouvelle celle-là, dont la domination s'exprimait tant sur le plan politique, économique, que spatial[1191]. C'est cette double domination économique et politique de la société coloniale birmane qui a provoqué chez les Birman ces « traumatismes capitalistes et xénophobes » tant l'économie capitaliste coloniale, extractive et prédatrice, a été associée, avec

---

languages. The Burmans made no effort to assimilate minorities, although a degree of noncoercive assimilation occurred at the points where Burmans and minorities lived in close proximity. … The new authoritarian culture of Burma, which Ne Win sought to impose, cloaked change in a traditional dress. Although despotism was the legacy of pre-colonial Burma, the authoritarian values and institutions adopted by Ne Win and the military were not drawn from the traditions of Burma under its kings but from east European socialist state models. … Socialism, not Buddhism, was the basis of the military's ideology of the state : Silverstein J., 1998, *The Evolution and Salience of Burma's National Political Culture* : 16, 24.

Voir, à propos des « modèles en galaxie » : note 939.

[1189] Voir note 1110.

[1190] *It is a triple society in the sense that there were three distinct social layers with respect to socio-political and economic power where the two top layers were the realm of the aliens, making it racially "plural" and politically "doubly colonial". … The simple substitution of native central rulers by alien ones was further aggravated by the domination of the modern economic sector by foreign traders, businessmen, and financiers. The net result of this double replacement of natives by aliens was the magnification of the social pluralism and fragmentation of traditional Burmese society* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 35, 36.

[1191] *In the case of Burma, upon this duality of the economy, was superimposed another duality of alien dominance in terms of numbers and control of economic power at the center as well as the periphery, generating a "double dual economy". In terms of functional economic groups, the structure of the double colonial dual economy of Burma may be thought of as triple. It was made up of three separate layers of socio-economic classes: the Europeans, foreign Orientals, and the natives. The former dominated the top and middle layers with respect to economic power, wealth, and entrepreneurial function, while the natives belonged primarily to the bottom layer. Even in the bottom layer, there was a preponderance of Indian manual laborers competing directly with the native labor force* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 54.

juste raison, à la domination britannique, indienne et chinoise[1192]. L'expulsion des Indiens de 1962 à 1968-1969, rappelant les manifestations anti-indiennes des années 1930, et les événements antichinois de 1967 témoignèrent ainsi par exemple de cette xénophobie birmane.

En 1962, avec l'instauration d'un régime militaire en Birmanie[1193], la *Voie birmane vers le socialisme*, mélange de socialisme et de bouddhisme, de modernisme totalitariste et de despotisme traditionnel (*padaithayit*), imposa une orientation politique et économique isolationniste au pays[1194]. L'isolationnisme birman correspondit à une restructuration interne de la société birmane à travers un retour brutal au système de la traditionnelle dualité économique et politique, antérieure au colonialisme britannique[1195]. L'oligarchie militaire contrôlait désormais la société birmane et avait exprimé dès sa prise de pouvoir, et concurremment à ses convictions anticapitalistes, sa forte xénophobie, avec les expulsions de 1962 et les évènements de 1967[1196]. La xénophobie birmane,

[1192] *More than anything else the impact of British colonial rule over Burma magnified and traumatized the inherent xenophobia of traditional Burma. … This would become the basis for the successive nationalist political leadership of postcolonial Burma to reject capitalism as a system of unjust exploitation or to adopt socialism as a just economic system. The alien dominance of the economy was the most traumatic psychological wound left by the colonial legacy for the Burmese who came to conceive capitalism as synonymous with economic immiserization and foreign rule* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 43, 63.

[1193] Ne Win reçoit légalement le pouvoir en 1958, en réaction à l'incapacité du régime de U Nu de faire face aux problèmes économiques et sociaux du pays. Il se retire ensuite en 1960, à la suite d'élections qui rétablissent U Nu. Mais le 2 mars 1962 le général assoie son pouvoir par un coup d'Etat et forme un conseil révolutionnaire. En avril, la charte décrivant la *Voie birmane vers le socialisme* est rédigée, entre autres par Ne Win.

[1194] *Burma scholars often prefer to characterise Burma as 'hermit land', for 'they seek to exclude the outside world so that they may find their own destiny'. This characterisation was made in the sixties to designate Burma's isolation on the Burmese Way to Socialism, lasting from 1962 until the 1988 protests forced the country to open up. Indeed, it is Ne Win, the person behind this, who was once described by Time-Life journalist Louis Kraar as 'spiritually, Asia's most dedicated hermit'. In the case of Ne Win it meant closure of the country in terms of economy, but also in terms of knowledge and understanding of what goes on in the outside world. Indeed, by his moves 'the state began to seal Burmese culture from outside influences and to focus public attention on state-sanctioned cultural activities'* : Houtman G., 1999, *Mental Culture in Burmese Crisis Politics: Aung San Suu Kyi and the National League for Democracy* : 28. Voir toute la première partie, au titre qui en dit long, de l'ouvrage de G. Houtman d'une part quant à l'isolationnisme et à l'isolement de la Birmanie et du Myanmar, et d'autre part quant à l'ouverture économique et stratégique inévitable du pays (vers la Chine et l'Inde par exemple) après 1988 : *Myanmafication – Imprisoning Burma* : pp. 27-166.

[1195] *The historical development of socialism, mild or virulent, in Burma has been a complex, quite understandable, response to a variety of internal and external forces. State (equalling Burman ethnic) control was in large part a reaction to the foreign domination of the Burmese economy during the colonial period, when European firms, together with Indian groups and to a lesser degree Chinese, controlled foreign trade, industry, much of the wholesale and a great deal of the retail trade, banking and credit, and even held mortgages to much of the better agricultural land. Socialism was seen to be a means to return the economy to Burman hands* : Steinberg D.I., 1997, *Op. cit.* : 120.

[1196] *The major weapon and perhaps the most effective political weapon deployed by Ne Win throughout his tenure as a ruler was the continual invocation of not only the anticapitalist xenophobic traumas of the colonial past but also the basic ethnophobia or mistrust of minorities. The reduction of the Burmese polity to a simple dual structure was done simply by ruthlessly displacing foreign Orientals from the middle layer of the former colonial triple society and replacing them with the military "Robber Barons" in the socialist state. … However, the effectiveness of this destruction of the middle layer of the society occupied by foreign Orientals was only nominal in the sense that the real*

particulièrement représentée en la personne de Ne Win, en plus d'orienter la Birmanie sur la voie d'un isolationnisme aux graves conséquences économiques, augmentera encore l'écart qui séparait les Birman, et le centre politico-territorial du pays, des minorités occupant les périphéries[1197].

La tradition d'isolationnisme politique telle que reprise par Ne Win[1198] durera près de 30 ans, jusqu'à ce que le rapprochement sino-birman, en 1988, ouvre la voie à l'établissement d'autres relations régionales. C'est en partie cela qui, en plus d'avoir permis la conservation de la plus longue dictature militaire régionale, aura plongé le pays dans une catastrophe économique et l'aura fourvoyé dans une profonde impasse politique intérieure et extérieure[1199]. L'isolationnisme birman aura enfin permis, et de façon paradoxale, puisque c'était là exactement ce que les militaires voulaient éviter, que les minorités ethniques indépendantistes et, ou, autonomistes, fassent preuve d'une plus grande ouverture extérieure que la junte elle-même, et développent conséquemment

---

functioning of both the polity and economy of Ne Win's socialist state remained in the hands of the offspring of this group, particularly the Sino-Burmese : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 109.

[1197] A la différence de J. Silverstein (cf. note 1188), Mya Maung insiste sur le caractère historique et conflictuel des relations entre le centre et les périphéries, entre les Birman et les minorités : *The traditional ethnic conflicts and warring kingdoms of Burma have left a deep psychological wound on Burmans in general. It is not strictly racism per se as it is understood and practiced in the West, for at times intermingling of blood and peaceful cohabitation have existed since the days of the Burmese kings. It involves a mutual phobia based on mistrust and fear historically generated by the warring kingdoms of ancient Burma. … It has been shown before that the British colonial interlude postponed this innate mutual fear and feud for a period of time. Once the colonial protection of minority rights was removed this phobia precipitated once more in the political arena* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 70-71. La colonisation britannique a certes joué un rôle notoire dans la distanciation entre les Birman et les minorités, parfois au sein d'une même minorité (Karen chrétiens *versus* Karen bouddhistes). Mais la responsabilité britannique a surtout résidé dans l'aggravation et la cristallisation des différences communautaires, qu'elles soient de nature ethnique, sociale ou religieuse. Ne Win augmentera quant à lui sans conteste les dissensions intercommunautaires dans le pays, en promouvant par exemple, après 1980, le rôle et l'importance du bouddhisme dans la société et en réprimant toute velléité indépendantiste ou autonomiste des minorités : *The nature of the socialist polity of Ne Win was such that the gap between the power and privileges of the « center » versus the « periphery » was widened… To maintain his political legitimacy as a mighty soldierly ruler, a continual military assault was made against the minority insurgents in the eastern and western peripheral areas of Burma… The inter- and intra-group conflicts cut across the entire spectrum of the Burmese polity, including the so-called majority Burmese group* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 107, 111.

[1198] *In line with the isolation of Burma before the nineteenth century, Ne Win initially closed the country to the outside world in order to give the nation time to solve its internal problems: ending disunity, restructuring the state, and making it strong and able to resist alien ideas and values from abroad, which, it was argued, were destroying the unique culture of the people and the land* : Silverstein J., 1998, *Op. cit.* : 24. *The self-imposed isolation of Burma following the military coup of 1962 is all the more striking… The reasons for Burma's mutation into a modern-day hermit kingdom include a preoccupation with endemic ethnic separatism, the peculiar mentality of former ruler Gen. Ne Win, the paradoxical inheritance of nonalignement which became redefined as noninteraction, and the response to growing international criticism of the military regime's crude authoritarianism. The generals who controlled Burma responded to their foreign critics by withdrawing deeper into their national shell. Xenophobia became a leitmotif of state policy* : Ott M.C., 1998, *Op. cit.* : 70.

[1199] *The isolationist policy in Burma in the past three decades has hampered the development of economic and social elements which are conducive to democratisation… Burma's isolationist policy allows SLORC to remain…* : Tanet Charoenmuang, 1997, *Op. cit.* : 60.

plus de liens qu'elle avec les pays limitrophes[1200]. Le développement de divers trafics, dont bien sûr celui de la drogue, n'en fut donc que plus facilité et encouragé par l'isolationnisme birman comme par sa xénophobie. Le rôle crucial qu'ont pu jouer les zones frontières indiennes, chinoises et thaïlandaises dans le développement et la pérennisation des mouvements des guérillas autonomistes comme dans l'explosion de la production et du trafic de drogue témoignent ainsi abondamment de l'impact et des conséquences que l'isolationnisme xénophobe birman a eu en Birmanie et dans sa périphérie proche[1201].

3.3.1.3. L'isolement international de deux Etats parias

Les isolationnismes qui ont prévalu en Birmanie et en Afghanistan avaient ceci en commun, malgré leurs importantes différences de nature culturelle, qu'ils résultaient dans les deux cas d'une réaction locale d'hostilité plus ou moins marquée envers les étrangers et leurs incursions, respectivement coloniales et quasi coloniales. L'hostilité afghane et birmane, ou xénophobie puisque le terme a été unanimement employé à propos de ce sentiment dans les deux pays, avait en commun d'être dirigée contre l'impérialisme britannique ou aussi, dans le cas de la Birmanie, contre les étrangers orientaux. Si les Afghans ont su se garder du colonialisme, en partie grâce à leur situation entre les Empires russe et britannique (Etat-tampon), ce qui ne fut bien sûr pas le cas de la Birmanie, ils ont toutefois réagi, à l'instar des Birman (ethniques), en développant un sentiment xénophobe somme toute légitime ou du moins compréhensible. Les évolutions historiques des deux pays et les conséquences de leurs expériences face à l'impérialisme occidental, et surtout britannique, se sont révélées extrêmement différentes. Les dialectiques développement – sécurité des deux pays, façonnées par des représentations sécuritaires de menaces

[1200] *During the long, self-imposed night of Burmese isolation from the outside world beginning in 1963, the multiple insurgent groups had more political and economic contact with the external world than did the military governments of Burma, a situation that heightened the sense of insecurity* : Steinberg D.I., 1998, *The Road to Political Recovery* : 270.

[1201] Précisons ici que le fait de caractériser la junte birmane de « xénophobe » n'est en rien trop fort. Les seules attaques contre Daw Aung San Suu Kyi, présidente de la *National League for Democracy* (NLD), élue à la tête du pays en 1990 et pour la plus grande partie du temps assignée à résidence depuis, prix Nobel de la paix 1991, peuvent justifier de la qualification du régime birman de xénophobe. Daw Aung San Suu Kyi, mariée à Michael Aris, un universitaire britannique, a subi pendant de longues années les attaques méprisantes et insultantes du régime à travers les articles et dessins publiés quotidiennement dans le journal officiel de la junte, le *New Light of Myanmar*. Mya Maung en donne un exemple : *On December 26* [1995]*, the powerful military intelligence chief Khin Nyunt indicted her and her party members as "the adopted sons and daughters of colonialists", traitors, and destructionists of the state…* : Mya Maung, 1998, *Op. cit.* : 47.

internes et externes plus ou moins justifiées, les ont poussés vers un profond repli sur eux-mêmes, vers une neutralité et un non-alignement[1202] poussés à l'extrême, vers un isolationnisme motivé par cette xénophobie, cette méfiance vis-à-vis des acteurs étrangers. Certes, à terme, cet isolationnisme n'aura pas su préserver l'Afghanistan et la Birmanie des grandes aires d'influence régionales asiatiques, soviétique pour l'un et chinoise pour l'autre. Et leurs évolutions politiques et économiques respectives n'ont pas non plus bénéficié de ces options isolationnistes pour lesquelles leurs dirigeants ont opté, sans réelle alternative il est vrai. Si ces tendances isolationnistes que les deux pays ont suivi peuvent être tenues en partie responsables de l'émergence des espaces de production illicite du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, elles ont également mené, nous allons le voir, à un grand isolement diplomatique des deux Etats[1203] dont la période a correspondu à celles du développement de leurs productions respectives d'opiacés.

A partir de 1988, après l'instauration de la junte militaire du SLORC (18 septembre 1988), et la répression sanglante des manifestations de Rangoun, la Birmanie, officiellement et arbitrairement renommée Myanmar par les membres de la junte militaire (25 juin 1989), a opté pour ce que Mya Maung a qualifié de *Voie birmane vers le capitalisme*, en référence bien sûr à la version « socialiste » qui avait cours depuis 1962[1204]. Cette réorientation de l'économie birmane vers une certaine ouverture suivait de dix ans celle qui avait été initiée en Chine par Deng Xiaoping, et matérialisait le début du rapprochement sino-birman. Nous le savons, le commerce frontalier avec le Yunnan et avec la Thaïlande fut légalisé après que le SLORC ait officiellement déclaré la fin du socialisme en Birmanie (en mars 1989, après que le parti socialiste birman eut été dissous le 15 septembre 1988) et appelé au développement des investissements étrangers[1205]. L'isolationnisme birman prend donc fin à partir de 1988 mais à travers ce que Alain de Sacy

[1202] La Birmanie et l'Afghanistan de Mohammad Daoud Khan (Premier ministre de 1953 à 1963 et déstabilisé par la question du Pachtounistan qu'il avait largement instrumentalisé, il revint au pouvoir entre 1973 et 1978 par un coup d'Etat) ont fait partie du mouvement des non-alignés qui s'étaient réunis en 1955 lors de la conférence de Bandoeng.
[1203] Si tant est que l'on considère que l'Afghanistan du régime *taliban* possède à la fin de la décennie 1990 un Etat digne de ce nom.
[1204] *Since the September 18, 1988, military coup, the military regime of Burma, the SLORC, adopted the "Burmese Way to Capitalism", which is a variant or an emulation of the East Asian approach to development that envisions an open-door market economy of growth and prosperity under the control and management of "the strong and hard state"* : Mya Maung, 1998, *Op. cit.* : 15.
[1205] *When SLORC took power in September 1988, there was a sharp reversal of economic policy in deed as well in rhetoric. The new 'open door' policy would replace the existing 'Burmese Way to Socialism' policy. SLORC rhetoric went so far as to declare the end of socialist system in March 1989. In fact it had implemented drastic policy changes in several areas, principally, (a) foreign direct investment promotion, (b) banking deregulation, and (c) domestic price decontrol. … The announcement of the Foreign Investment law in 1988 represented a complete reversal to the previous economic policy of autarchy which refused investment from overseas* : Medhi Krongkaew, 1997, *Perils and Prospect of Myanmar's Economic Reforms* : 70,71.

appelle *la politique de la porte ouverte et de la grille fermée*[1206], selon laquelle les relations économiques et diplomatiques avec l'extérieur, avec l'étranger si longtemps vilipendé, sont fortement encouragées par la junte. Mais l'ouverture économique, qui séduira rapidement les investisseurs étrangers, est loin d'avoir correspondu à une ouverture démocratique et les mouvements d'opposition se réclamant de la démocratie seront même violemment réprimés par la junte. Daw Aung San Suu Kyi, la fille du héros nationaliste Aung San, père de l'indépendance birmane, fonde la NLD en septembre 1988 avant d'être assignée à résidence le 20 juillet 1989. En 1990, les élections organisées par la junte offrent une victoire écrasante à la NLD et à Aung San Suu Kyi, avec 82 % des sièges d'une assemblée qui ne sera jamais autorisée par le SLORC à se rassembler. Aung San Suu Kyi, de nouveau assignée à résidence, ce qui sera désormais sa situation pendant de longues années (encore en 2001), obtient le prix Nobel de la paix en 1991 alors que la position de la junte à son égard se durcit encore.

La volonté de la junte birmane de rompre avec le long isolationnisme prôné par Ne Win, à travers une politique économique de « porte ouverte », va en fait correspondre à la condamnation du régime[1207] par la communauté internationale qui isole diplomatiquement et économiquement le « Myanmar ». L'aide internationale est supprimée dès fin 1988 et les Etats-Unis et l'Union européenne imposent des sanctions contre Rangoun, encore renforcées en 1996, après que le SLORC eut accentué sa répression contre le NLD et sa dirigeante[1208]. Nombre d'investisseurs étrangers se retirent du pays[1209] sous la pression des activistes des droits de l'homme et des mouvements démocratiques, et l'investissement étranger se limite alors aux domaines de l'hôtellerie et des secteurs des hydrocarbures, la France figurant d'ailleurs parmi les investisseurs les plus importants (Total, Accor). Mais si la voie birmane vers le socialisme était celle de l'isolationnisme, la voie birmane vers le capitalisme s'est vite avérée être celle de l'isolement,

[1206] Sacy, A. de, 1997, *L'économie de la Birmanie, une dépendance à la drogue* : 37.
[1207] Même avant l'intégration de la Birmanie du SPDC à l'ASEAN, le SLORC bénéficiait du principe de non-interférence dans les affaires internes d'un Etat membre de l'association : ... *ASEAN's position on human rights and democracy, which argues that economic development and each country's specific "back-ground, history [and] culture" are more important than human rights, has helped SLORC to ignore internal and Western demands for political change while simultaneously gaining access to hard currency and other external resources. These resources have enabled it in turn to buy the loyalty of military subordinates, who are most vital to its continued survival* : Chao-Tzang Yawnghwe, 1995, *Burma : The Depoliticization of the Political* : 191.
[1208] *Since the massive crackdown on the democracy movement and the military coup…, the US government has imposed four basic sanctions on Burma: the cancellation of the general system of preference (GPS) status, the stoppage of aid, the arms embargo, and the banning of the issuance of visas to Burmese military rulers and their families in 1996* : Mya Maung, 1998, *Op. cit.* : 171.
[1209] Se sont retirés du marché birman : Levi Strauss (1992), Liz Clairborne (1994), Eddie Bauer (1995), Apple Computer, Kodak, Motorola, Phillips, Hewlett-Packard (1996), Pepsi-Cola (1997).

même si la Birmanie fut acceptée au sein de l'ASEAN en juillet 1997. Et l'isolement diplomatique de la Birmanie a correspondu, sur le plan interne, au développement de la production d'opiacés et même de méthamphétamine qui, nous l'avons établi, a littéralement explosé depuis la prise de pouvoir du SLORC[1210].

Un phénomène semblable a eu lieu en Afghanistan où, après un long isolationnisme et dix années de guerre soviéto-afghane[1211], l'apparition du mouvement puis du régime des *taliban* s'est traduite par un isolement du pays imposé par la communauté internationale. La politique tenue par les *taliban* en matière de droits de l'homme, des minorités et de la femme, ainsi que les exigences démocratiques occidentales et la question du terrorisme régional et international (en la seule personne de Osama bin Laden), ont motivé la condamnation quasi immédiate du régime au pouvoir à Kaboul depuis 1996 ainsi que le durcissement des sanctions à son égard[1212]. Le régime est d'ailleurs d'autant plus isolé diplomatiquement qu'il n'est toujours pas reconnu comme légitime par les Nations unies en 2001 et que seuls trois Etats, le Pakistan, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite, lui ont apporté leur reconnaissance. Outre la non-reconnaissance du régime des *taliban* par la communauté internationale, sa condamnation s'est traduite par une aggravation constante des sanctions économiques et politiques à son égard depuis 1996. En février 2001, de nouvelles sanctions des Nations unies, initiées par les Etats-Unis et la Russie, ont ainsi encore accru l'isolement de l'Afghanistan des *taliban*[1213]. A l'instar de ce qui a eu lieu en Birmanie, la

---

[1210] *… the annual production of opium went from 1,100 tons in 1986 to 2,560 in 1996. The area under poppy cultivation has also doubled over the past decade, and is still increasing…* : Lintner B., 1998, *Drugs and Economic Growth* : 170.

[1211] L'occupation soviétique a d'une certaine façon coupé l'Afghanistan du reste du monde, surtout du point de vue économique, puisque la situation de guerre qui y a perduré interdisait la grande majorité des échanges commerciaux et la pratique du transit commercial. Mais le *djihad* afghan mené par les *moudjahidin* a néanmoins eu cette particularité de permettre à l'opposition armée (opposition au centre de pouvoir communiste afghan soutenu par l'URSS), de nouer des liens économiques et politiques avec les pays de la périphérie et leurs acteurs. Le phénomène des *taliban* en fournira un exemple saisissant dès 1994, en révélant les liens relationnels et de causalité qui existaient entre le *djihad*, l'existence et le situation des réfugiés afghans au Pakistan, le rôle d'Islamabad dans le conflit afghan et celui, notoire, de l'ISI dans l'élaboration de la politique afghane du Pakistan. Les relations commerciales et politiques que la guerre a permis de développer entre l'Afghanistan et le Pakistan ont ainsi ensuite pu être réactivées et réutilisées par la mafia routière pakistanaise, les narcotrafiquants, l'ISI et les *taliban*.

[1212] *… their harsh attitude towards women and the hospitality they gave to Osama bin laden, widely considered to be the instigator of many anti-American terrorist actions, alienated them from Western public opinion and, subsequently, Western governments* : Roy O., 2000, *Op. cit.*

The United States, Russia, China, India, Israel, Uzbekistan, Tajikistan, Kyrgyzstan, Kazakhstan, Armenia and Belarus recently created various anti-terrorism networks, strategic partnerships or collective security plans to contain the Taliban : Ahmad I., 2000, *Containing the Taliban: Path to Peace in Afghanistan*.

[1213] Résolution 1333 du Conseil de sécurité, présentée par les Etats-Unis et la Russie, et votée le 19 décembre 2000, qui vise à obtenir des *taliban* qu'ils livrent le Saoudien Osama bin Laden à la justice états-unienne et qu'ils ferment les camps d'entraînement terroristes sur le territoire qu'ils contrôlent. Les sanctions imposent la fermeture de toute

volonté afghane d'ouverture, le désir de rompre avec une longue période d'isolationnisme et de guerre, a correspondu à une forte et sévère condamnation du régime par une communauté internationale qui, à travers sanctions et embargos, a décrété l'isolement économique et politique du pays. Là aussi, pour Kaboul (ou plutôt Kandahar, où sont basé Mullah Omar et sa *shura*[1214]) comme pour Rangoun, l'isolement diplomatique et les sanctions économiques ne semblent pas avoir les effets escomptés, les *taliban* comme la junte maintenant en effet leur emprise sur leurs pays respectifs et y gagnant régulièrement de nouvelles batailles, qui contre l'Alliance du Nord (prise significative de Taloqan en septembre 2000), qui contre les Karen et les Shan. En Afghanistan comme en Birmanie d'ailleurs, les sanctions et l'isolement imposés par la communauté internationale, Etats-Unis et Union européenne en tête, ne semblent pas, aussi justifiées qu'elles puissent paraître, aboutir aux résultats escomptés dans deux pays qui ont en effet chacun une longue tradition d'isolement.

L'Afghanistan et la Birmanie ont tous les deux connu une considérable augmentation, voire une explosion, de leurs productions respectives d'opiacés qui a correspondu à l'ouverture ou à la réouverture du pays au commerce extérieur et à l'économie de marché. Dans les deux pays, la réouverture des axes de communication externe, vers l'Asie centrale et la Chine par exemple, se sont traduits par l'accroissement significatif du narcotrafic le long de ces routes du renouveau commercial. Dans les deux pays, les régimes au pouvoir ont clairement toléré le développement de l'économie de la drogue, et ils en ont bénéficié, au moins par la taxation (*zakat*, *ushr*) et les accords de cessez-le-feu (notamment celui de la UWSA)[1215]. La communauté internationale, en

---

représentation diplomatique des *taliban* dans le monde, la suppression de tout vol international autre qu'humanitaire ou religieux (pèlerinage) vers ou depuis l'Afghanistan des *taliban*, ainsi qu'un embargo sur l'armement. Ces sanctions, et particulièrement la dernière, ne concerne que les *taliban* et non l'opposition, l'Alliance du Nord, ce qui laisse à penser qu'elles n'ont pas été motivées par un désir de mettre fin à la guerre en Afghanistan mais plutôt par des considérations de politique étrangère états-unienne et russe. Les considérations humanitaires et les problèmes concernant les droits de l'homme et de la femme, ou même ceux de la drogue, sont passés sous silence et n'entrent pas dans les revendications émises par le Conseil de sécurité. : New York Times, *U.S. and Russia Ask Harsh Sanctions on Afghanistan*, 08-12-00 ; Le Monde, *L'ONU impose de nouvelles sanctions contre les talibans d'Afghanistan*, 20-12-00. *The US has told the Taliban that once they offer up bin Laden, or even if bin Laden leaves the country of his own accord, sanctions will be lifted. This would pave the way to UN recognition of the Kabul regime as successors to the Rabbani government-in-exile… Problems of human and minority rights, the repression of women and the Taliban's open support of Central Asian Islamic militants are not mentioned by the UN as preconditions for the lifting of sanctions. It simply wants the Taliban to wash its hands of bin Laden* : Roy O., 2001, *West Hints at Taliban Recognition Deal*, Institute for War and Peace Reporting, 21-02-01.

[1214] La *shura* est un conseil, une assemblée consultative.

[1215] *After their mutiny against the communist leadership in 1988 they* [les anciens communistes, les Chinois, les Wa, par exemple] *agreed to stop fighting Rangoon in exchange for a free hand in trade and other economic matters, especially in the now legalized informal "free enterprise" economy based on narcotics and cross-border transactions with China and Thailand* : Chao-Tzang Yawnghwe, 1995, *Op. cit.* : 190. *What is evident … is that in return for the*

imposant leur isolement économique et diplomatique, en faisant de ces deux pays des Etats parias, n'a pas résolu les problèmes qu'elle voulait résoudre. S'il n'existe pas de lien causal direct et absolu entre l'isolement diplomatique de l'Afghanistan et de la Birmanie et l'augmentation de leurs productions de drogues illicites, il est néanmoins permis de penser que les sanctions qui leur ont été imposées ont pu encourager le recours à l'économie de la drogue par des populations et dans des pays de plus en plus isolés.

Ainsi, A propos de l'Afghanistan et de l'émergence du mouvement *taliban*, M.N. Shahrani estime que l'isolement international du pays et du régime y a certainement favorisé l'explosion de la production d'opiacés. En effet, la société tribale pachtoun est organisée politiquement, selon lui, autour de l'établissement de liens personnels et de parenté (*person-centered politics* et *kin-based politics*) qui ont caractérisé la construction politico-territoriale de l'Afghanistan depuis 1747. Il mentionne les limitations financières qui grèvent ce modèle socio-politique dans lequel la capacité redistributive du chef ne peut être dépassée (et elle doit l'être puisqu'elle est la base de son autorité, sinon de sa légitimité) que par un recours opéré hors des limites du système de parenté. L'Afghanistan pachtoun n'a ainsi pu surmonter cette contradiction interne que de deux façons : soit, au XVIII^{e} et surtout au XIX^{e} siècle, en bénéficiant des fruits du *djihad* et du colonialisme interne, soit, plus tard, en profitant des subsides et aides offerts par les puissances étrangères. Il est alors aisé de penser que les *taliban* n'ont eu d'autre choix (dans un système politique basé sur les relations personnelles et de parenté, et dépendant de la disponibilité de ressources et revenus extérieurs) que celui de tolérer, sinon d'encourager, une production locale d'opium qui leur procurerait les revenus nécessaires à leur entreprise politico-territoriale militaire, et permettrait la

---

cease fires, local groups can engage in their traditional modes of economic production, which for many of them include poppies : Steinberg D.I., 1997, *Op. cit.* : 135. *Within weeks of the CPB mutiny, the chief of Burma's military intelligence, Major-General (now Lieutenant-General) Khin Nyunt, travelled to the border to meet the former communist commanders, and alliances of convenience were forged between Burma's military authorities and various groups of mutineers. In exchange for promises not to attack government forces and to sever ties with other rebel groups, the CPB mutineers were granted unofficial permission to engage in any kind of business to sustain themselves… The threat from the border was thwarted and the regime was safe, but the consequences for the country and the outside world have been disastrous. "Business" in the northeast inevitably means opium and heroin* : Lintner B., 1996 b, *Narcopolitics in Burma* : 436. Voir aussi la description par le Department d'Etat des Etats-Unis du rôle qu'ont joué les cessez-le-feu en Birmanie : *Since 1989, the government has negotiated cease-fire agreements with most of the former insurgent groups that control these areas, offering them limited autonomy and development assistance in exchange for peace. In negotiating these agreements, the regime's highest priority has been to end the ethnic conflicts and achieve some measure of national integration. Narcotics control has been a lesser priority, and many of the cease-fire agreements have permitted former insurgents to continue their involvement in narcotics cultivation and trafficking activities. The cease-fire agreements have also had the practical effect of condoning money laundering. The government has encouraged former insurgent groups to invest in "legitimate" businesses and some have used the opportunity to launder money through investments in banks, hotels and construction companies* : INCSR 2000, 2001, *Southeast Asia and the Pacific – Burma*.

conservation de leur autorité sur les nombreux commandants locaux dont la loyauté a presque systématiquement été négociée financièrement. En Afghanistan, l'économie de l'opium et de la contrebande a permis aux *taliban* d'augmenter leurs ressources financières et surtout de s'assurer le soutien des chefs locaux ainsi que de la paysannerie dont les revenus dépendent de la culture du pavot. Un tel système socio-politique, conjugué à une situation conflictuelle prolongée, à une économie en pleine déliquescence et n'offrant aucune ressource, à la construction politico-territoriale de l'autorité (à défaut de légitimité) d'un nouveau régime, et à un isolement international grandissant, a poussé les *taliban* à tolérer, sinon encourager, la production et le trafic d'opiacés sur leur territoire. Enfin, l'édit de Mullah Omar prônant l'éradication totale du pavot en Afghanistan peut, à l'instar de la tolérance de la même production dont il est le pendant, être appréhendé à travers un autre de ces mécanismes des *person-centered and kin-based politics* caractéristiques de la société pachtoun : la sollicitation de subsides étrangers (*the solicitation of foreign subsidies*), laquelle passe pour les *taliban* par l'obtention préalable de leur reconnaissance internationale. En effet, l'autorité interne des *taliban* comme leur reconnaissance internationale dépendent en partie de l'existence ou non des cultures de pavot sur leur territoire[1216].

Quant à la question de l'efficacité des sanctions contre la Birmanie (celle de la junte, le Myanmar) et l'Afghanistan (celui des *taliban*), de la portée d'une telle politique d'isolement, de *containment*, elle peut légitimement être posée lorsque l'on observe que ces décisions sont censées influer sur deux pays qui ont eu volontairement recours à de forts et longs isolationnismes et qui, de plus, possèdent une économie basée en grande partie sur l'industrie des drogues illicites et leur

[1216] *Addressing this serious limitation of person-centered, kin-based political economy in Afghanistan had been possible, however briefly, by two major means. During the eighteenth and nineteenth centuries, it was through the fruits of waging jihad, initially against the non-Pashtun communities to impose a form of internal colonialism. And, during the latter parts of the nineteenth and twentieth centuries, it was through the solicitation or offer of foreign subsidies, mostly from real or potential enemies of the nation… Person-centered, paternalistic politics has encouraged commoditisation of loyalties, the creation of a political economy of dependency and patron-client relationships at all levels of Afghan society, including the increasing dependence of governments on foreign aid. This situation has been exacerbated because of the collapse of the state and the rise of multiple centers of power, all of them receiving assistance (economic and military) from numerous governmental and non-governmental international agencies during the more then two decades of devastating war… Person-centered politics has placed all ideologies… and moral principles at the service of preserving self-interest and the protection of personal, familial, tribal or ethnic group honour. Thus has resulted in serious discrepancies between public policy pronouncements of the contending groups and their actual practices. The rising production of opium poppies and the manufacture, sale and trafficking of illicit drugs in the areas under Taliban control may be a case in this point* : Shahrani M.N., 2000, *Resisting the Taliban and Talibanism in Afghanistan: Legacies of a Century of Internal Colonialism and Cold War Politics in a Buffer State* ; 2000, *The Taliban Enigma: Person-Centered Politics and Extremism in Afghanistan* ; plus communications personnelles de M.N. Shahrani M.N., mars 2001. Voir également : Chouvy P.A., 1999 b, *Op. cit.*, ainsi que, ci-dessous, les chapitres 3.3.2.1. et 3.3.2.3.

trafic[1217]. L'exclusion de la communauté internationale et de l'économie mondiale est en effet fortement susceptible d'encourager et de favoriser le recours à une économie illicite qui, seule, peut permettre un semblant d'intégration dans le marché mondial lorsque tout autre forme d'intégration, *a fortiori* politique, est proscrite par cette même communauté. La politique internationale d'isolement de la Birmanie et de l'Afghanistan n'ayant pas semblé avoir un effet positif sur leurs conflits internes, sur l'état des questions démocratiques et des droits de l'homme, ou sur celui de la production de drogues, il est alors permis de penser que, dans une certaine mesure, isolement et sanctions n'ont d'incidence que sur les conséquences engendrées par les situations, et non pas sur leurs causes[1218]. Il n'est besoin que d'observer que la Birmanie comme l'Afghanistan ont vu leurs productions respectives d'opiacés augmenter, voire exploser, à partir de 1988 et de 1994, précisément aux époques auxquelles les politiques d'isolement leur ont été imposées. Si l'isolationnisme a certainement pu favoriser le développement de l'économie des drogues illicites en Birmanie et en Afghanistan, l'isolement international l'a sans aucun doute encouragé.

[1217] *The current U.S. policy of isolation and sanctions fails both tests [is its policy working and is it appropriate to changing circumstances and realities?]. The essentially repressive character of the Burmese regime has remained unchanged despite years of pressure. In some respect – notably narcotics production and trafficking – the situation has even deteriorated. The policy of quarantining Burma has failed because for most of the last three decades the regime has sought to isolate itself from foreign influences. Isolation is not an effective sanction on a government that welcomes it. The net effect has been simply to reinforce the junta's instinctive xenophobia* : Ott M.C., 1998, *Op. cit.* : 82.
Despite the imposition of UN and US sanctions for well over a year the Taliban have continued to score military victories against the United Front, indicating that sanctions have failed to effectively choke the Taliban's internal and external sources of money and arms : Ahmad I., 2000, *Op. cit.*
[1218] *The existing measures against the Taliban, such as the various anti-terrorism networks, seem to be defensive arrangements since they aim to address the consequences of the Taliban's rise in Afghanistan rather than its causes* : Ahmad I., 2000, *Op. cit.*

3.3.2. Diversités, disparités, fragmentation politique et rôle de la guerre

3.3.2.1. Disparités et fragmentation politique dans les conflits afghan et birman

En Afghanistan comme en Birmanie, d'importantes disparités sociales, économiques et politiques internes peuvent en partie permettre d'expliquer leurs évolutions historiques et situations respectives, et donc, *a fortiori*, l'émergence des espaces de production illicite du Croissant d'Or et du Triangle d'Or dont ils sont désormais les parties constitutives les plus significatives et représentatives. Ces disparités, et surtout, nous le constaterons, leur traitement par les acteurs géopolitiques internes comme externes, ont joué en défaveur de la cohésion stato-nationale des deux pays comme de leurs stabilités sociales, économiques et politiques, notamment en intensifiant ou en atténuant les politiques isolationnistes menées par Kaboul et Rangoun ou celles, imposées par la communauté internationale, de leur isolement. En effet, si les situations actuelles des deux pays sont en partie héritées de la traduction politique d'une certaine xénophobie (l'isolationnisme), elles le sont aussi d'un manque d'unité marqué des acteurs géopolitiques internes et externes qui ont contribué à la nature conflictuelle prolongée des situations de l'Afghanistan comme de la Birmanie.

Les autres Etats constitutifs des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, qui sont formés de sociétés pluriethniques, présentent également d'importantes disparités sociales, économiques et politiques, qu'il s'agisse de la Thaïlande, du Laos, de l'Iran ou du Pakistan. Mais ce sont les disparités des deux pays les plus significatifs et représentatifs des deux espaces de production que nous retiendrons ici en tant qu'exemples, celles de l'Afghanistan et de la Birmanie, où les mosaïques ethnolinguistiques sont parmi les plus importantes des deux régions considérées et où le développement économique les a progressivement et particulièrement révélées. Les histoires de l'Afghanistan et de la Birmanie modernes sont celles de la prééminence, accentuée lors des périodes coloniales[1219], de leurs deux groupes les plus importants du point de vue

[1219] *The British continued the traditional separation of the Burmans and the minorities in the surrounding hill areas. In doing so, they deepened and widened the divide, not only physically, but culturally as well. By establishing indirect rule in the hill areas the British ensured the survival of local cultures, traditions, and leaders. The separation between the peoples of the two areas made it possible for the minorities to remain politically static while changes among the Burmans moved ahead. The British recruited members of the minorities for the police and the military, which aligned them with British power and, along with the spread of Christianity in the hill areas, strengthened the divide between*

démographique, les Pachtoun et les Birman, mais surtout de leur domination politique des autres communautés ethnolinguistiques[1220]. Ceux-ci ont même donné leur nom au pays dont ils constituent le noyau dur, d'un point de vue démographique, économique et, bien sûr politique. Les disparités ethnolinguistiques ne sont bien sûr pas significatives en elles-mêmes, *a priori*, mais elles peuvent le devenir lorsqu'elles sont surimposées et corrélées avec des disparités économiques, avec celles de la distribution des richesses et des revenus entre les groupes considérés[1221]. Et lorsque, comme c'est fréquemment le cas, ces disparités correspondent également à une répartition particulière des différentes composantes d'une population dans des niches écologiques spécifiques[1222], lorsqu'elles s'inscrivent dans une distribution spatiale basée sur un modèle centres-périphéries qui correspond à une réalité politico-territoriale vécue, alors les pays et les Etats concernés se trouvent confrontés à des phénomènes de fragmentation, de division, sociale et politique[1223].

La fragmentation politique de l'Afghanistan et de la Birmanie est particulièrement importante et fournit un élément supplémentaire d'explication et de compréhension du recours à l'économie de la drogue qui y est opéré par les multiples acteurs géopolitiques internes des deux pays. Il est aisé d'observer cette fragmentation politique à deux échelles dans les deux pays : aux

---

Burmans and non-Burmans : Silverstein J., 1998, *Op. cit.* : 21. D'une façon similaire, nous l'avons vu, le rôle qu'ont joué les Britanniques en Afghanistan, où ils ont permis et encouragé l' « impérialisme interne » d'Abdul Rahman Khan, a accentué les disparités entre Pachtoun et non-Pachtoun, et même entre Pachtoun durrani et non durrani.

[1220] L'évaluation numérique de la population pachtoun prête toujours à controverse, et l'on ne peut qu'estimer leur importance à 40 et 50 % du total national. Les Birman (ethniques), quant à eux, composent quelque 69 de la poluation totale de l'Union de Birmanie.
Mais, bien sûr, la référence aux notions de « majorité » et de « minorité », ethnique ou autre, montre également à quel point toute catégorisation doit être relativisée en fonction de la nature des rapports de force existants : voir chapitre 3.1.1.2., Les niches écologiques de production.

[1221] *Afghan state building has been characterized by a double standard in policy and treatment applied to Pashtuns generally in contrast to the minorities… Later, this ethnic favoritism was expressed in the development priorities given to Pashtun regions. All three of the most ambitious agricultural projects developed since the late 1940s are located in Pashtun areas : the Helmand Valley and Ningrahar and Paktya provinces. Hydroelectric projects are likewise clustered in eastern Afghanistan where Pashtuns live in valleys adjacent to Kabul* : Newell R.S., 1986, *Op. cit.* : 112.

[1222] *Closely linked to the broken and unyielding landscape is the intensely segmented nature of Afghan society… Localized patterns of origin and migration have interacted with the demographic fragmentation induced by the landscape to create a great degree of local particularism whose most obvious results are wide diversity of language, religious sectarianism, and economic isolation. The product has been an extraordinary proliferation of small agrarian enclaves, localized loyalties, and highly regionalized polities* : Newell R.S., 1986, *Op. cit.* : 108.

[1223] *There never was a single political culture shared by Burmans and non-Burmans. Instead , the culture has been plural, drawing on different sources and seeking different ends. Colonial rule affected the political cultures of the Burmans and non-Burmans in strikingly different ways: while introducing new values and beliefs among the Burmans that were assimilated in different ways, the traditional values and ideas of the minorities were reinforced and perpetuated into World War II. But the time between the war's end and independence was too short to allow for the amalgamation of the different beliefs and values; as a result, the constitution was flawed, and civil war and disunity resulted* : Silverstein J., 1998, *Op. cit.* : 30.

échelles « nationales »[1224] d'abord, entre les groupes ethnolinguistiques majoritaires qui occupent les centres de pouvoir économique et politique de façon dominante, en l'occurrence les Pachtoun et les Birman, et les minorités identitaires dites « ethniques » ; aux échelles locales ensuite, entre les multiples groupes eux-mêmes et au sein de ceux-ci, qu'il s'agisse des innombrables commandants *moudjahidin* afghans (quelles que soient leurs affiliations ethnolinguistiques, tribales, claniques ou locales) ou des également très nombreux mouvements indépendantistes et, ou, autonomistes des minorités ethniques de Birmanie. Ces deux niveaux de fragmentation politique peuvent permettre d'expliquer, en partie bien sûr, la prolongation des conflits afghan et birman auxquels nous sommes donnés d'assister depuis plusieurs décennies maintenant. En effet, ni les fragmentations nationales, ni les fragmentations locales, ne permettent d'aboutir en Afghanistan et en Birmanie ne serait-ce qu'à un *statu quo* politico-territorial, que celui-ci résulte d'un règlement politique ou militaire des différents qui opposent les belligérants[1225].

Dès le début du conflit soviéto-afghan par exemple, les acteurs du *djihad* afghan se révélèrent extrêmement divisés, Peshawar accueillant ainsi pas moins de sept partis *moudjahidin* pendant la guerre, chaque parti disputant aux autres l'attribution des aides financières et militaires des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite que distribuait, selon ses seuls critères de sélection, l'ISI pakistanais[1226]. Certes, quelques commandants avaient initié leurs propres insurrections antisoviétique, indépendamment des structures des partis et grâce à l'exploitation des ressources locales. Mais avec l'intensification du conflit et la diminution des sources locales de revenus, ces commandants, qui dépendaient de façon croissante des aides internationales et donc des partis et de l'ISI, ont dû chercher d'autres moyens financiers qui leur permettent de conserver leur autonomie, dont la production et la taxation de l'opium[1227]. La guerre d'Afghanistan a accentué la

[1224] Il est bien évident ici que les constructions identitaires des hypothétiques nation afghane et nation birmane sont loin d'être achevées et que la référence à une échelle « nationale » ne signifie pas qu'il existe dans l'un ou l'autre de ces deux pays une nation, voire ne serait-ce même qu'un Etat en Afghanistan.
[1225] A propos de l'Afghanistan par exemple : *The fragmentation of the political and military structures of the resistance prevented the mujahidin from turning local victories into a national one* : Rubin B.R., 1995 a, *Op. cit.* : 247.
[1226] *The Pakistani ISI, which administered the distribution of aid, insisted on controlling and directing the military operations of the mujahidin* : Rubin B.R., 1995 a, *Op. cit.* : 196.
[1227] *Some commanders originated outside the mujahidin party structures and launched local insurgencies initially relying on local resources : zakat and ushr (Islamic taxes) levied on agriculture, flocks, trade, and wealth, and "contributions"… As the war intensified, however, commanders increasingly depended on foreign aid relayed by the parties… The commanders sought economic strategies that would increase their autonomy from the party leadership… In some areas they pressured the peasants to grow opium, a cash crop they could tax. It was also during this period that the production of opium started to increase… The production of opium was related to one of the major macro-economic changes induced by the war: a rapid increase in the supply of money, which, combined with the destruction of much of the subsistence economy, induced and apparently large, if as yet unmeasured, monetization of*

fragmentation politique, puis ethnique, du pays, phénomène encore accru par la distribution sélective et arbitraire des aides internationales telles qu'opérées par l'ISI[1228]. L'incapacité qu'ont montré les commandants et les partis *moudjahidin* à constituer des alliances durables et fiables a entretenu et augmenté les disparités régionales comme la fragmentation politique en Afghanistan, pendant la guerre contre les Soviétiques[1229], certes, mais aussi dans le cadre plus récent de la résistance contre l'avancée territoriale des *taliban* depuis 1994. Cette fragmentation politique de l'Afghanistan que la guerre a considérablement accrue et qu'elle a contribué à révéler, a encouragé le recours à l'économie de l'opium en tant que ressource facilement mobilisable dans un contexte conflictuel. C'est cette même fragmentation qui, d'une façon quelque peu paradoxale, a provoqué l'émergence des *taliban*, lesquels voulaient rétablir une paix et une sécurité nationales compromises par les particularismes multiples des commandants locaux, et la très faible efficacité de la résistance que leur ont opposée les membres d'une Alliance du Nord pour le moins désunie[1230]. Quant à la production d'opium, nous l'avons examiné, elle aura grandement bénéficié du contexte conflictuel de la conquête de l'Afghanistan par les *taliban*, et donc *a priori* de l'état de fragmentation avancé, et désormais aggravé sur des bases ethniques, de la société afghane[1231].

Un phénomène semblable existe également, nous l'avons dit, en Birmanie. Certes, les caractéristiques culturelles et politiques des deux pays n'ont rien en commun, la dimension tribale et clanique marquée de la société pachtoun d'Afghanistan ayant eu un impact sur l'évolution historique et politique du pays qui est resté sans équivalent en Birmanie, où les sociétés tribales sont toutefois fortement représentées. En effet, la société tribale pachtoun, segmentaire s'il en est, est placée au centre du pouvoir économique et politique en Afghanistan depuis l'établissement de la dynastie durrani en 1747, phénomène considérablement renforcé par l'« impérialisme interne » de l'émir de fer à partir de 1880. Alors qu'en Birmanie c'est la majorité démographique birmane

---

economic and social relations, as well as hyper-inflation : Rubin B.R., 1999 b, *The Political Economy of War and Peace in Afghanistan*.

[1228] *… because the mujahidin did not form a unified military force under a single political leadership, the ISI relied on a form of brokerage based on the distribution of weapons to parties and to small groups of fighters. This strategy, which exacerbated the social fragmentation of Afghanistan, favored those categories of "strongmen" (commanders) who conformed to Pakistan's military and political goals* : Rubin B.R., 1995 a, *Op. cit.* : 196.

[1229] *The successes and failures of these coalitions produced great regional disparities in degrees of fragmentation of the resistance* : Rubin B.R., 1995 a, *Op. cit.* : 233.

[1230] *The Taliban's main advantage was that they controlled the territory and population in the regions they rules through a unitary structure, while the opposition remained split and riven by feuds. The opposition was divided into several groups, and each group was divided into feuding factions* : Rubin R.B., 1998, *Afghanistan: Persistent Crisis Challenges the UN System*.

[1231] Voir note 1216 à propos des *person-centered and kin-based politics* en Afghanistan.

(ethnique), qui n'est pas une société tribale, qui constitue le groupe ethnolinguistique dominant du point de vue politique et économique (dynasties royales birmanes, occupation de la plaine centrale à riziculture humide). En Birmanie la population tribale est représentée par les groupes ethniques dits « minoritaires » des périphéries montagneuses du pays, en l'occurrence et pour les principaux, par les Chin, les Naga, les Wa, les Kachin, les Shan et les Karen, qui sont tous des groupes dominés par les Birman. Mais malgré ces différences fondamentales entre la Birmanie et l'Afghanistan, les deux pays ont en commun leurs expériences respectives d'une intense et profonde fragmentation politique qui, en plus d'interdire tout règlement des différents politico-territoriaux qui y entretiennent des situations prolongées de conflits de plus ou moins basse intensité, a permis et même provoqué le recours croissant à l'économie de l'opium par les divers acteurs géopolitiques des scènes intérieures.

Ainsi, en Birmanie, l'apparition concurrente, dès après l'indépendance de 1948 et jusqu'à nos jours, de nombreux partis politiques et groupes armés indépendantistes et, ou, autonomistes, a profondément divisé le pays à l'échelle nationale, remettant en cause de façon très préoccupante jusqu'à son unité territoriale[1232]. Cette « quête de l'unité », telle que l'a décrite Pierre Fistié[1233], a provoqué une grave scission entre la majorité birmane et les minorités ethniques, et ce notamment à travers : la volonté de U Nu en 1960, aux conséquences dramatiques et imprévues, de faire du bouddhisme la religion d'Etat du pays (ce qui fut violemment rejeté par la plupart des minorités) ; la prise de pouvoir de l'armée en 1962, puis celle du SLORC en 1988, et la militarisation à outrance du pays. Mais la très large fragmentation politique qui marque l'évolution de la Birmanie depuis 1948 a (comme dans le cas afghan d'ailleurs) procédé des innombrables rivalités et dissensions qui ont opposé et divisé les non moins nombreux acteurs géopolitiques[1234] participant à la lutte contre un centre de pouvoir unitaire, centralisateur et assimilationniste ; et ce, qu'il s'agisse du conflit opposant les groupes ethniques minoritaires au centre de pouvoir birman ou de la mobilisation des *moudjahidin* contre l'imposition d'un régime communiste athée et d'inspiration étrangère. La fragmentation politique en Birmanie s'est donc également déclarée et développée aux échelle nationale et locale, divisant et opposant certains des acteurs des rebellions dont seule

[1232] *After 1947 the politics of Burma were beset by the emergence of tens of political parties and rebellions by the communists, minority insurgents, and disgruntled veterans with their own factional groups* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 74.
[1233] Voir : Fistié P., 1985, *La Birmanie ou la quête de l'unité*.
[1234] *Fragmentation cut across the entire spectrum of various political organizations, including the minority insurgents groups* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 74.

l'union aurait pu faire la force dans le conflit qui les opposaient à Rangoun[1235]. Il en fut ainsi de la division de la résistance karen en deux factions bouddhiste et chrétienne ou des multiples scissions qui ont gravement atteint la rébellion shan, ou encore de l'explosion du CPB ou de l'alliance jamais contractée entre le mouvement étudiant et le même CPB[1236]. C'est cette fragmentation de la résistance à ce qui est vécu comme une oppression birmane qui a paradoxalement assuré à la junte militaire les victoires qu'elle a accumulées depuis 1988[1237]. La fragmentation politique des acteurs géopolitiques de la scène birmane a bien sûr aussi encouragé leur recours à l'économie de l'opium, moyen d'une guerre qui, pour certains, à l'instar de Khun Sa et de sa MTA supposément nationaliste, est rapidement devenu son motif. En aggravant l'éclatement du conflit comme sa durée, la fragmentation nationale et locale de la scène politique et conflictuelle birmane a augmenté et prolongé les besoins en ressources des différents acteurs et a donc considérablement accru la production et le trafic des opiacés en Birmanie, et également, depuis les années 1990, ceux des ATS.

Diversité des acteurs et fragmentation politique en Afghanistan et en Birmanie ont donc permis, sinon provoqué, la pérennisation de leurs conflits respectifs, c'est-à-dire de ces conflits qui avaient eu comme principal impact interne d'accroître les nombreux clivages et contentieux que les sociétés des deux pays recelaient. Quant à l'économie de l'opium, elle a joué un rôle fondamental dans ces logiques de fragmentation politique, en étant à la fois la ressource et l'un des

---

[1235] *However, the sad result of all these factions has been the prolongation of military rule. The military intelligence service has been taking full advantage of this weakness and using tactics to intensify the fragmentation inside and outside Burma* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 300.

[1236] *Ironically, at a time when almost the entire population of Burma had turned against the regime, thousands of former insurgents rallied behind the ruling military…The CPB's failure to link up with the biggest popular uprising in modern Burmese history annoyed the few younger intellectuals within the party as well as some of the better educated, Burmese-speaking minority cadres…* : Lintner B., 1997 a, *Op. cit.* : 212, 223.

[1237] *This fragmentation among the majority and minority political groups reflects the basic nature of the traditional polity of Burma which remains vulnerable to the rule of force by an organized military political organization…To maintain* [Ne Win's] *political legitimacy as a mighty soldierly ruler, a continual military assault was made against the minority insurgents… His ability and success in waging wars against these insurgents were also helped by the very fragmentation among the minorities themselves. There were not only splits among Shans, Karens, Mons, Kachins, and Arakanese but also subfactional groups existed within each of these ethnic groups. The inter- and intra-group conflicts cut across the entire spectrum of the Burmese polity, including the so-called majority Burmese group. In a way, it seemed that each of the main minority groups had been waging a separate war against the central Burmese government for nearly forty years reminiscent of the fragmented and warring states of ancient Burma* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 75, 111. *Examples include the existence of different insurgents movements which have strenuously avoided unifying themselves while claiming to represent the same ethnic group… their factionalism and fissioning, the alliances between erstwhile enemies (e.g. insurgent with insurgent, insurgents with the military regime) resulting in improbable arrangements in the political economy of insurgency and the state, and the failure of ethnic insurgents to establish a durable, united front against their common foe, the military regime which has ruled Burma since 1962* : Rajah A., 1998, *Ethnicity and Civil War in Burma : Where is the Rationality?* : 137.

objectifs de la guerre, en permettant le développement de conflits qui l'ont dynamisée avant qu'elle-même, devenu alors enjeu de la guerre, ne justifie aux yeux de certains acteurs la pérennisation et l'éclatement des luttes armées. En Afghanistan et en Birmanie, dans des contextes de longs processus de fragmentation politique, l'économie de l'opium a alimenté des guerres qui l'ont dynamisée.

3.3.2.2. La dialectique drogue – conflit au cœur de la problématique du recours à l'économie de la drogue

Les situations conflictuelles prolongées qui caractérisent l'Afghanistan et la Birmanie sont au cœur même de la problématique du recours à l'économie de la drogue par certains acteurs, qu'ils soient individuels ou collectifs, étatiques ou non. La guerre, qu'elle soit étatique ou civile, puisque l'Afghanistan, à la différence de la Birmanie, a connu les deux, joue en effet un rôle déterminant, sinon primordial, dans les mécanismes géopolitiques qui permettent, et même requièrent, le recours à l'économie de la drogue par les belligérants. Toujours en s'attachant à comprendre l'émergence et la pérennisation des espaces de production illicite du Croissant d'Or et du Triangle d'Or, et plus particulièrement de certaines parties de ces espaces, nous pouvons aisément observer cette prégnance de la guerre dans la narcoéconomie.

Nous avons pu déceler nombre de similitudes d'importance entre les deux régions de productions qui permettent d'appréhender les facteurs déterminants de leurs émergences respectives. Mais il apparaît désormais, lors de la décennie 1990, que si le Croissant d'Or et le Triangle d'Or ont connu un fort regain de production, celui-ci s'est traduit par une importante et évidente tendance à la concentration spatiale, en l'occurrence en Afghanistan et en Birmanie. Nous avons constaté, en effet, que les anciennes contributions régionales aux productions des deux espaces, celles du Pakistan, de l'Iran, de la Thaïlande et dans une certaine mesure celle du Laos, ont été réduites de façon drastique au cours des vingt dernières années ; et ce concurremment à l'instauration de paix civiles qui, si elles restent parfois relatives, à l'instar des cas pakistanais et laotien, ne souffrent aucune comparaison avec les guerres civiles qui caractérisent l'Afghanistan et la Birmanie. C'est précisément et principalement cet aspect conflictuel des réalités afghane et birmane qui permet d'appréhender les mécanismes fondamentaux qui expliquent la pérennisation de leurs productions illicites et, *a fortiori*, l'explosion de celles-ci.

Une approche polémologique semble plus à même d'expliquer le recours à l'économie de la drogue dans les proportions que l'on connaît en Afghanistan et en Birmanie que celle qui postule que l'économie de la drogue prospèrerait sur les ruines du sous-développement, sur le terreau fertile de la pauvreté[1238]. Si de faibles niveaux de développement économiques, et *a fortiori* une forte incidence de la pauvreté, peuvent logiquement et légitimement pousser certaines populations, principalement rurales et périphériques, à recourir à l'économie de la drogue (comme le font, certes, nombre de paysans afghans et birmans), la corrélation drogue – sous-développement ne semble toutefois pas posséder la validité qu'on veut bien souvent lui prêter[1239]. Il est en effet aisé d'observer que le sous-développement économique et la pauvreté ne sont pas des maux endémiques limités aux seuls espaces de production illicites et qu'ils ne peuvent en expliquer de façon systématique l'émergence et la pérennisation. La *North West Frontier Province* du Pakistan et les périphéries montagneuses occidentales thaïlandaises sont ainsi très loin d'en être exemptes, même si les deux pays ne sont pas globalement caractérisés par des niveaux comparables de développement économique. De la même façon, l'exemple de l'Union indienne est ici particulièrement probant dans la mesure où son considérable sous-développement n'est en aucune manière corrélé avec une production importante de drogues illicites (alors qu'une importante production d'opiacés y existe légalement), lesquelles abondent pourtant en périphérie des angles nord-est et nord-ouest de son territoire (au contact du Triangle d'Or et du Croissant d'Or). La

[1238] *La drogue est devenue un symptôme du sous-développement* : Coppel A., 1991, *Consommation : les paradis artificiels sont-ils éternels ?* : 25 ; *... la pauvreté n'est pas le seul moteur de la croissance agricole des plantes à drogue…* : Rementeria I. de, 1991, *Politique de substitution et développement alternatif* : 43.

[1239] Il n'en reste pas moins que l'Afghanistan et la Birmanie figurent parmi les pays les plus pauvres de la planète et que la prédominance du paysannat dans leurs structures économiques respectives rend d'autant plus possible le recours à une économie de la drogue basée sur la culture de plantes à drogues. Mais il convient toutefois de s'interroger sur la nature des facteurs explicatifs de cette pauvreté qui, d'autre part, rappelons-le, date d'avant la guerre en Afghanistan (où la production d'opium était beaucoup moins importante avant la guerre qu'après). La Birmanie, quant à elle, a toujours été l'un des pays les plus riches d'Asie du Sud-Est (son « grenier à riz ») avant 1948. Dans les deux cas, par son intensité et sa durée, la guerre a joué un rôle de première importance dans l'extrême paupérisation des deux pays et y fausse donc une approche du recours à l'économie de la drogue en termes strictement économiques. Si la pauvreté, certes moins importante, existe également dans les pays voisins de l'Afghanistan et de la Birmanie, elle ne suffit pas à y permettre une production conséquente de drogue. Il semble donc que la guerre constitue un facteur décisif du recours à l'économie de la drogue que la pauvreté, considérablement aggravée sinon engendrée par la guerre, ne suffit pas à expliquer. D'autre part, si la pauvreté ne permet pas d'expliquer systématiquement le recours d'une population à la violence armée, en l'occurrence à la guerre, pour exprimer ses griefs et chercher à y remédier, la guerre, elle, semble très clairement augmenter, sinon créer, la paupérisation des populations et régions concernées : *Civil wars and poverty are inextricably linked. By their very nature, civil wars have direct effects on poverty in war-affected regions of a country through destruction of capital, displacement of people and increased insecurity. The indirect effects of war on poverty that could impact a whole country, or even other neighboring countries, operate through the growth channel… On the other hand, poverty can be a cause of future civil wars, because it influences the probability of a civil war* : Elbadawi I.A., 1999, *Civil Wars and Poverty: the Role of External Interventions, Political Rights and Economic Growth*.

coïncidence que l'on peut observer entre les aires du sous-développement et celles de la production de drogues illicites ne semble donc pas pouvoir constituer *a priori* un facteur explicatif convaincant du recours à l'économie illicite de production de drogue. En effet, si cela était le cas, un nombre beaucoup plus important de pays serait concerné par la production de drogues illicites dans le monde, notamment en Asie où le potentiel de production d'opiacés de l'Asie centrale, de la Chine et de l'Inde est bien connu. Si la pauvreté caractérise toutes les régions de production illicite de plantes à drogue, celle-ci ne constitue pas pour autant un effet systématique –un résultat causal – des régions pauvres.

De la même façon, il ne semble pas que l'autre variable communément avancée afin d'expliquer le recours à l'économie de la drogue dans les pays du Sud, celle d'une stratégie économique élaborée par les minorités ethniques dominées et marginalisées, présente une plus grande validité que celle de la pauvreté. En effet, si ce modèle d'interprétation peut sembler particulièrement adéquat lorsqu'on considère la situation birmane actuelle, ou encore celle de la Thaïlande à l'époque où sa production d'opium était importante[1240], il n'en est pas de même, loin s'en faut, dès lors qu'on examine les caractéristiques de l'exemple afghan. L'approche ethniciste, dans la mesure où elle considère la nature des relations entre minorités et majorités ethniques comme facteur explicatif majeur, n'est pas validée par le cas afghan dans lequel, à la différence du cas birman, ce ne sont pas les minorités ethniques (ou, plus généralement, identitaires, car elles peuvent être religieuses ou linguistiques) qui sont principalement engagées dans la production de drogues illicites, en l'occurrence celle des opiacés. Si, en Birmanie, la production d'opium est confinée aux périphéries montagneuses habitées par des minorités ethniques qui sont en conflit avec le centre de pouvoir birman (ethnique), lequel occupe aussi les plaines centrales, centre géographique et économique du pays, en Afghanistan, c'est dans les provinces du Helmand et de Nangrahar, régions habitées par les Pachtoun, population majoritaire et politiquement dominante du pays[1241], qu'est produite la grande majorité de l'opium. Quant aux cas du Pakistan et de la Thaïlande par exemple, si une grille d'interprétation ethniciste, fondée sur la nature des relations de pouvoir et des rapports de forces (économiques et politiques) qui existent entre les différents groupes ethniques, a pu être avancée avec juste raison, elle semble avoir perdu sa validité dès lors

[1240] Tout en gardant à l'esprit que la situation politique et économique des minorités thaïlandaises n'est pas fondamentalement meilleure en 2000 qu'il y a dix ou vingt ans : même si elles sont désormais moins victimisées par la majorité thaï, leurs droits politiques et citoyens les plus élémentaires ne sont toujours pas respectés.
[1241] Même si leur unité est limitée par le caractère confédéral, tribal et segmentaire de la société pachtoun.

que les productions des deux pays ont diminué jusqu'au point d'avoir pratiquement disparu alors que les clivages ethniques et régionaux y ont perduré[1242].

Ces quelques observations permettent d'écarter, en tant que facteur causal du recours à l'économie de la drogue, les explications basées sur une approche en termes de développement ou de composition ethnique, même lorsqu'elles sont combinées. Elles ne laissent alors qu'un seul facteur explicatif pouvant justifier d'une part de l'existence d'une forte production d'opium en Afghanistan et en Birmanie et, d'autre part, de son absence presque complète au Pakistan, en Thaïlande ou encore en Inde. Ces trois pays présentent en effet des potentiels de production qui sont d'autant plus importants qu'ils ont déjà largement été exploités et qu'ils sont également caractérisés, outre par de faibles niveaux de développement, par la présence sur leurs territoires respectifs de groupes ethniques minoritaires situés en position périphérique et marginale. Le point commun que partagent l'Afghanistan et la Birmanie, et que ne connaissent pas les autres pays du Croissant d'Or et du Triangle d'Or, ou même l'Inde[1243], consiste donc en l'existence de conflits armés prolongés, respectivement depuis 1979 et 1948. Il semble ainsi qu'il n'y ait que la guerre qui puisse constituer la variable explicative transcendant les différences fondamentales des cas afghan et birman et qui permette en plus de comprendre la croissance et la pérennisation de leurs productions respectives. En effet, de ressource de la guerre, la drogue est devenue, en Afghanistan comme en Birmanie, l'un de ses motifs. Et si c'est la guerre qui a permis la production de drogue dans les proportions que l'on connaît, c'est parce que l'économie de la drogue a grandement contribué au financement de la guerre. Et ce d'autant plus que, dans les cas afghan et birman, la guerre s'est prolongée au point de n'en plus finir, comme si la guerre et la drogue s'auto-entretenaient, la fragmentation politique des acteurs des conflits considérés encourageant d'autant le recours à une économie de la drogue qui, extrêmement florissante, n'en devient que plus motivante pour les belligérants.

[1242] Notons ici que les diminutions des productions pakistanaise et thaïlandaise ont été rendues possibles grâce au très important financement de vastes projets de développement alternatif, à une forte répression et à la translation de la production de pavot chez leurs voisins occidentaux respectifs.

[1243] Quoique l'instabilité et la violence armée qui existent aux angles nord-est et nord-ouest (Etats du Nord-Est, Assam par exemple, à l'est, et Cachemire et problème sikh à l'ouest) de l'Inde depuis sa création correspondent aux périphéries indiennes des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, et permettent donc, sinon favorisent, du fait de l'instabilité qu'elles impliquent, toutes sortes de trafics illicites (dont celui de la drogue et des armes) : *...Anti-Indian separatist movements stretching in an arc of disgruntled ethnic groups from Mizos and Nagas in the East to Sikhs and Muslims Kashmiris in the north-west and north…* : Tomsen P., 2000, *Op. cit.*

3.3.2.3. La structuration de l'économie de la drogue par la guerre

Dans la mesure où les cas afghan et birman nous révèlent la très forte relation qui existe entre l'économie de la drogue et l'économie de la guerre, après qu'ils eurent infirmé la capacité explicative des variables relatives au niveau de développement et à l'ethnicité, il apparaît dès lors nécessaire d'appréhender la logique sous-tendant l'interpénétration de ces deux économies complémentaires. La question n'est pas ici de déterminer quelles ont pu être les causes fondamentales du déclenchement des conflits afghan et birman, mais quelles sont les relations causales entre l'économie de la drogue et l'économie de la guerre qui, considérées de façon comparative, peuvent nous permettre de confirmer l'hypothèse selon laquelle une certaine intensité de conflit armé explique le recours à l'économie de la drogue et donc sa spatialisation particulière. Le facteur polémologique ne doit toutefois pas être ici considéré à l'exclusion des variables relatives au niveau de développement et à l'ethnicité qui gardent, nous le déterminerons, une certaine validité quant à l'explication du déclenchement des conflits liés à l'économie de la drogue.

Ce ne sont pas tant la pauvreté ou le sous-développement qui provoquent, seuls, le recours à l'économie de la drogue, qu'une situation de conflit armé, elle-même déterminée, entre autres facteurs, par un important sous-développement corrélé avec une diversité ethnique hiérarchisée[1244]. En effet, sous-développement et, *a fortiori*, pauvreté constituent un terreau éminemment favorable au déclenchement des conflits ethniques et des guerres civiles qui, nous l'avons précisé, sont à leur tour les facteurs déterminant du recours à l'économie de la drogue. La pratique récemment adoptée par certains chercheurs[1245], qui consiste à traiter, de façon empirique et à l'aide d'outils économétriques, les différentes variables communément considérées comme jouant un rôle déterminant dans le déclenchement des conflits de guerre civile, cherche à remettre en cause certaines conceptions politologiques, sociologiques, anthropologiques ou géographiques du

[1244] *Needless to say that governments of poor countries are "perceived" to be the least capable of defending themselves against a rebellion, which also increases the probability of a civil war. Moreover, to the extent that poverty has usually been associated with dysfunctional governments that do not political and individual rights, or with regional or ethnic income inequalities—the inherent risk of a civil war may very well be realized in the form of a movement motivated by either national and/or regional/ethnic grievances. While poverty is the key inherent cause of civil wars; ethnic fractionalization plays an important role as well, because, for a given level of poverty, it influences both the costs of initiating as well as sustaining a rebellion. However, evidence from recent research suggests that the relationship between the hazard of war and ethnic fractionalization is non-monotonic. This suggests that a higher risk of civil wars obtains in ethnically polarized societies rather than ethnically more homogeneous or more diverse societies* : Elbadawi I.A., 1999, *Op. cit.*

[1245] Pour les principaux : Paul Collier, Anke Hoeffler et Mans Söderbom (1998, 2000, 2001), Indra de Soysa (2000), James D. Fearon et David D. Laitin (1999).

phénomène polémologique[1246]. Les travaux de Paul Collier, notamment, remettent en cause de façon empirique, à tort ou à raison, l'explication communément avancée selon laquelle une importante diversité ethnique constitue un terrain systématiquement favorable au déclenchement des guerres civiles[1247], ainsi que celles des inégalités socio-économiques, de la répression politique et des divisions ethniques et religieuses[1248]. L'auteur, et d'autres avec lui, estiment que c'est *la faisabilité de la prédation qui détermine le risque de conflit*, et que même si ce qu'il caractérise de griefs (*grievances*) sociaux, politiques et, ou, économiques peut certainement générer d'intenses conflits politiques, et donc sociaux, ces mouvements de mécontentement ou de contestation ne se traduisent que rarement par une violence armée de type guerre civile[1249]. Empiriquement, les griefs, même aggravés par une répartition inégalitaire de l'accès aux ressources politique, économique et sociale déterminée par une importante stratification ethnique, ne sont pas systématiquement associés au déclenchement des guerres civiles de ces quarante dernières années.

[1246] Collier P., 2000, *Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy*, http://www.worldbank.org/research/conflict/index.htm
L'anthropologie économique a par exemple infirmé l'explication économique de la guerre, en l'occurrence dans les sociétés primitives. Ainsi, l'anthropologue politique Pierre Clastres s'est intéressé à la guerre en tant que phénomène anthropologique majeur que connaissent toutes les sociétés humaines, et en particulier les sociétés dites « primitives » : *on ne peut penser la société primitive sans penser aussi la guerre qui, comme donnée immédiate de la sociologie primitive, prend une dimension d'universalité*. Il s'oppose aux conceptions selon lesquelles certains (A. Leroi-Gourhan) procèdent à *l'identification de la société primitive comme économie de la prédation*, alors que d'autres, à l'instar de M. Sahlins (1976, *Age de pierre, âge d'abondance*, mais aussi J. Lizot) ont clairement démontré que *l'économie des Sauvages, ou mode de production domestique, permet en réalité une satisfaction totale des besoins matériels de la société*, ce qui a permis à M. Sahlins de *parler de la société primitive comme de la première société d'abondance*. Alors, si *l'économie primitive est au contraire une économie de l'abondance et non de la rareté, la violence ne s'articule donc pas à la misère et l'explication économiste de la guerre primitive voit s'effondrer son point d'appui* : Clastres P., 1997, *Archéologie de la violence* : 14, 19, 31-32, 33.

[1247] *The definition of a civil war which we use in this paper if of an internal conflict with at least 1,000 combat-related deaths, with both an identifiable rebel organization and government forces suffering at least 5% of these casualties. This definition has become standard after the seminal data collection of Singer and Small (1982, 1984). We use an expanded and updated version of their data set which covers 161 countries over the period 1960-99 and identifies 78 civil wars* : Collier P., Hoeffler A., 2001, *Greed and Grievance in Civil War*, http://www.wws.princeton.edu/~cis/Coll_Hoeff.pdf

[1248] *When the main grievances – inequality, political repression, and ethnic and religious divisions – are measured objectively, they provide no explanatory power in predicting rebellions* : Collier P., 2000, *Op. cit.*

[1249] *It is the feasibility of predation which determines the risk of conflict. Predation may just be a regrettable necessity on the road to perceived justice or power, but it is the conditions for predation which are decisive. Whether conflict is motivated by predation, or simply made possible by it, these two accounts come to the same conclusion: rebellion is unrelated to objective circumstances grievance while being caused by the feasibility of predation… These objective grievances and hatreds simply cannot usually be the cause of violent conflict. The may well generate intense <u>political</u> conflict, but such conflict does not usually to violent conflict* : Collier P., 2000, *Op. cit.*
P. Clastres estime quant à lui, certes toujours à propos des sociétés primitives, que *s'il y a bien une relation profonde entre la multiplicité des unités sociopolitiques et la violence, on ne peut comprendre leur articulation qu'en reversant l'ordre habituel de leur présentation : ce n'est pas la guerre qui est l'effet du morcellement, c'est le morcellement qui est l'effet de la guerre. Il n'en est pas seulement l'effet mais le but : la guerre est à la fois la cause et le moyen d'un effet et d'une fin recherchés, le morcellement de la société primitive*, et *a fortiori* celui des sociétés traditionnelles et modernes ou même des sociétés traditionnelles en voie de modernisation : Clastres P., 1997, *Op. cit.* : 45-46.

P. Collier propose alors une « théorie du lucre » (*'greed' theory*)[1250], mettant l'accent sur le rôle primordial de la capacité à financer une rébellion, donc le déclenchement d'une guerre civile, à une « théorie du grief » (*'grievance' theory*) qui considère les variables de diversité ethnique, de répression politique et d'inégalité comme déterminantes. Il en vient, toujours de façon empirique, à observer et à conclure que, dans les mécanismes déclencheurs des guerres civiles, « le lucre prime sur le grief »[1251]. Il rationalise ainsi le déclenchement d'une guerre civile en avançant que toute entrée en rébellion est soumise à l'obtention préalable de moyens financiers permettant un financement plus ou moins autonome du groupe concerné, et que les opportunités de financement constituent le facteur clé du déclenchement d'une guerre civile. Il insiste notamment sur l'importance de la possibilité de prédation opérée par une rébellion sur des ressources naturelles qui, à la différence des richesses issues des structures industrielles de production, permettent d'autant plus son financement qu'elles sont localisées en zones rurales et souvent dans des régions dominées par les groupes entrés en rébellion.

Cet aspect proprement géographique est aussi particulièrement souligné par James D. Pearon et David D. Laitin qui détaillent comment des groupes ethniques minoritaires disposeront d'autant plus de moyens financiers et stratégiques pour entrer en rébellion qu'ils possèdent et maîtrisent des bases régionales principalement rurales et caractérisées par un terrain « difficile », à forte couverture forestière par exemple, mais surtout au relief tourmenté[1252]. Les trois auteurs considèrent bien sûr aussi l'existence transfrontalière de groupes identitaires apparentés, ou encore

---

[1250] Il a ici été fait le choix de traduire *greed* par « lucre » et *grievance* par « grief ». Les termes « avidité » et « cupidité » ont été considérés mais n'ont pas été retenus pour avoir été jugés trop péjoratifs et subjectifs. Le Grand Robert donne la définition suivante, moderne et également péjorative mais plus marquée par le caractère illicite du profit, de « lucre » : *Profit plus ou moins illicite dont on est avide*.

[1251] *We find that greed considerably outperforms grievance* : Collier P., Hoeffler A., 2001, *Op. cit.*

[1252] Ce qui est le cas de la stratégie maoïste de l'encerclement des villes par les campagnes dans laquelle la géographie est un vecteur de l'idéologie puisque Mao Zedong conçoit la victoire de celle-ci par celle des guérillas qui reposent sur des bases arrières situées en montagne. Les accords avec les populations montagnardes sont donc indispensables et les alliances tactiques se réalisent contre des ennemis communs: les gouvernements. Voir chapitre 2.2.3.1. M.Z. Ispahani mentionne le cas de figure afghan tel que perçu par un acteur notoire de la guérilla *moudjahidin* : *Still Afghanistan's difficult terrain did vitiate some of the advantages of Soviet proximity and access. "Mountains are our 'forests'," said Gulbuddin Hekmatyar, leader of the fundamentalist mujahideen party, the Hzb-e-Islami. "Just as the Americans could not compete with the Vietnamese in the jungle, the Russians will fail in the mountains"* : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 140.
Mais le bénéfice et la préférence stratégiques prêtés à l'exploitation d'un terrain difficile par la guérilla est toutefois contredite par la stratégie du maréchal Tito, comme par le fait que *la résistance chinoise a été aussi efficace dans toutes les régions*, que *la résistance française, lorsqu'elle a été généralisée, ne s'est pas limitée aux « maquis » en montagne ou en forêt…* Camille Rougeron explique en effet que *la croyance que la guérilla s'accommode mieux des régions d'accès difficile repose sur une confusion entre celles-ci et les régions pauvres. Les deux caractères vont généralement de pair mais, historiquement, c'est le dernier seul qui est à l'origine de la guérilla* : Rougeron C., 1994, *La dimension historique de la guérilla* : 72.

celle de diasporas ou de communautés expatriées, comme financièrement favorables à la rébellion[1253]. L'existence de gouvernements hostiles peut bien sûr aussi contribuer au financement des rébellions, qu'il s'agisse de leur déclenchement ou de leur perpétuation, ainsi que le soutien que l'Inde et la Birmanie ont apporté à leurs minorités transfrontalières respectives a pu le montrer[1254].

La théorie du lucre est basée sur une approche pragmatique et économique du phénomène de guerre civile qui prend en compte avant tout sa viabilité, sa faisabilité économique, à travers les dialectiques, qui se recoupent entre elles, des coûts et des bénéfices, ainsi que des contraintes et des préférences[1255]. Il faut que le groupe donné, qu'il possède déjà ou non un grief suffisamment motivant et justificateur, connaisse de fortes préférences pour l'entrée en rébellion, en conflit contre l'Etat, et fasse l'expérience de faibles contraintes de la part de celui-ci. Mais, bien sûr, ses propres conditions économiques et politiques peuvent également être appréhendées à travers une grille de lecture préférences / contraintes, le coût, financier, social et politique, de la guerre devant logiquement être inférieur aux bénéfices qu'elle peut procurer. C'est précisément là que la variable « ressources naturelles » intervient en tant que déterminant principal d'une entrée en rébellion,

[1253] *… minorities appear more likely to be engaged in significant violence with the state if they reside in rough terrain, and hills and mountains in particular…Students of guerrilla was stress the importance of rough terrain for a guerrilla movement to subsist and thrive (Laqueur W., 1998, Guerrilla Warfare, New Brunswick, NJ: Transaction Publishers). Guerrillas need mountains, jungles, or in a few cases, deserts, for a base of operations. Plains, cities, and agriculturally developed areas seem to allow more effective counterinsurgency campaigns by the state… Fully 80 % (33 of 41) of the Asian groups that have a rural base saw small-scale guerrilla war or more since 1945, and 70 % since 1980… Certainly living in rough terrain is not anything like a sufficient condition for ethnic violence… At best a variable coding rough terrain might act like a "near necessary" condition for large-scale ethnic violence, in a way similar to having a rural base… Bad terrain almost surely helps explain why there are so many ethnic minorities that are tiny compared to dominant groups, but can nonetheless sustain significant guerrilla conflicts with the state…* : Pearon J.D., Laitin D.D., 1999, *Weak States, Rough Terrain, and Large-Scale Ethnic Violence Since 1945*, http://www.wws.princeton.edu/~cis/FEARON.PDF ; *We have found that geography matters. Conflict risk does not increase proportionately with population, this being consistent with scale economies in deterrence capability. However, risk is increased by population dispersion and possibly by mountainous terrain* : Collier P., Hoeffler A., 1998, *On Economic Causes of Civil War*, http://www.worldbank.org/research/conflict/index.htm

[1254] Les aides financières étrangères sont particulièrement importante dans le déclenchement des guérillas ou des guerres civiles, comme le rôle des Etats-Unis, de l'Arabie saoudite et du Pakistan a pu le montrer lors du *djihad* afghan, ou encore lors du soutien chinois aux PC d'Asie du Sud-Est et en particulier à celui de Birmanie. La cessation de ces aides et soutiens s'est à chaque fois traduite par un recours à l'économie de la drogue, tant en Afghanistan qu'en Birmanie.

[1255] *Regardless of why the organization is fighting, it can only fight if it is financially viable during the conflict… Predatory behavior during the conflict may not be the objective of the rebel organization, but it is its means of financing the conflict… On the power-seeking variant of the predation theory, rebels are motivated by a lust for power, but rebellion occurs only when rebels can do well out of war. On the subjective grievance variant of the predation theory, rebels are motivated by grievances, imagined or real, but rebellion occurs only when rebels can do well out of war* : Collier P., 2000, *Op. cit.*

l'appât du gain, licite ou illicite (que ce soit la ressource ou son exploitation qui soit illicite), le lucre (*greed*), y jouant un rôle central.

A l'instar de l'explication causale par la pauvreté qui peut être faite du recours à l'économie de la drogue, l'explication du recours à la rébellion armée par la théorie du grief n'est pas satisfaisante dès lors qu'il est aisément observable que ni la pauvreté ni les griefs n'expliquent de façon systématique le recours à l'une ou à l'autre des deux stratégies[1256]. Mais, quelle que soit sa validité quant à l'explication du déclenchement des guerres civiles, contestable par les approches politiques et ethnologiques des conflits, la théorie du lucre reste intéressante dès lors qu'elle permet d'appréhender la pérennisation des conflits de guerre civile, la prédation par les groupes rebelles des ressources leur procurant des revenus devenant, « du nerf de la guerre », leur enjeu.

Dès lors qu'il existe d'une part une forte corrélation entre l'économie de la guerre – ici en l'occurrence civile – et celle de la drogue, et qu'il existe d'autre part une relation déterminante entre un fort potentiel de prédation des ressources et le déclenchement et la prolongation d'un conflit, c'est la troisième relation – celle qui existe entre la « théorie du lucre » et l'économie de la drogue – qui permet d'appréhender les logiques concourantes de l'économie de la guerre et de celle de la drogue. Les exemples des conflits afghan et birman, ainsi que le rôle que l'économie de la drogue a joué dans leurs perpétuations respectives, illustrent très clairement ce système et sa logique récurrente. Et ce au même titre bien sûr que le rôle joué par la guerre dans le développement et la pérennisation des espaces de production illicite du Croissant d'Or et du Triangle d'Or et plus particulièrement en Afghanistan et en Birmanie. Il n'est pas ici question d'avancer que les conflits afghan et birman sont le résultat de considérations économiques de type prédatrices et cupides[1257] alors qu'on connaît bien les conditions de leurs déclenchements respectifs, le rôle de l'intervention soviétique en Afghanistan (qui n'est pas à proprement parler une guerre civile, même si la fragmentation politique afghane d'avant-guerre est loin d'être exempte de responsabilités) et celui du conflit postcolonial en Birmanie (qui correspond déjà plus à un conflit de type « guerre civile »). Il s'agit plutôt de montrer l'intégration du recours à l'économie de l'opium dans les stratégies d'autofinancement de belligérants qui, dans les deux

[1256] *An alternative constraints-based theory is that of universal grievance: all countries might have groups with a sufficiently strong sense of grievance to wish to launch a rebellion, so that rebellions will occur where they are viable. Thus it might be argued that both the Michigan Militia in the USA and the FARC in Colombia were established to address grievances through rebellion, but only in Colombia were the constraints upon rebellion weak enough to enable violence to escalate to the level of civil war* : Collier P., Hoeffler A., 2001, *Op. cit.*

[1257] En effet, *il ne faut pas confondre l'aspect économique des conflits avec leur nécessité ou leur fatalité economique* : Bouthoul G., 1991 (1951), *Traité de polémologie* : 226.

pays, ont vu disparaître leurs subsides étrangers (états-uniens pour les *moudjahidin*[1258] et pour le KMT, chinois pour le CPB par exemple, et indien pour la KIA). Quelles qu'aient été les motivations et les griefs ayant initié les conflits politiques dans les deux pays, le financement de leurs conflits respectifs, et *a fortiori* celui de leurs perpétuations, a impliqué le recours à l'économie de la drogue qui, à son tour, concurremment nerf et enjeu des conflits, a ancré ensemble et pérennisé les territoires de la guerre et de l'opium[1259].

Ainsi que tend à le démontrer la quinzaine de cessez-le-feu passés entre la junte du SLORC-SPDC et les rébellions ethniques, les considérations nationalistes, indépendantistes et autonomistes qui animaient et motivaient ces dernières dans leur lutte armée contre l'Etat ont fini par céder face aux opportunités économiques que permettait la négociation. Si le lucre (en l'occurrence celui permis par le libre commerce, notamment celui des opiacés) semble bien avoir primé sur les griefs dans les logiques ayant mené à la signature des cessez-le-feu, il est en tout cas évident que les bénéfices d'une paix négociée au détriment du règlement des griefs originels se sont révélés plus attractifs que les coûts d'une guerre prolongée et apparemment sans issue militaire favorable aux groupes insurgés[1260]. L'instrumentalisation de la UWSA par la junte, comme celle de la junte par la UWSA d'ailleurs, fournit un exemple probant du rôle moteur de l'économie de la drogue dans la logique politico-territoriale du conflit birman ; l'importance des préférences et des bénéfices que présente l'engagement conflictuel étant évidents pour la junte comme pour les Wa, alors que les contraintes et les coûts se révèlent quasi inexistants, à court terme du moins. Là encore, et de façon on ne peut plus claire, la théorie du lucre se révèle particulièrement pertinente.

Quant à la production d'opium afghan dans des régions majoritairement pachtoun, qui contrevient à une explication de type grief ethnique qui pourrait toutefois convenir au cas birman, elle s'intègre également dans cette logique triangulaire drogue – guerre – lucre selon laquelle la

[1258] Voir le rôle des *person-centered and kin-based politics* de la société pachtoun dans le processus de fragmentation politique de l'Afghanistan ainsi que dans l'intégration de l'économie de l'opium dans celle de la guerre : cf. note 1216.
[1259] Voir les développements de Collier, Hoeffler et Söderbom sur les causes de la prolongation des guerres civiles ainsi que sur le rôle de la fragmentation politique, sociale, ethnique et, ou, religieuse : Collier P., Hoeffler A., Söderbom M., 1999, *On the Duration of Civil War*, http://www.worldbank.org/research/conflict/index.htm : *Ethno-linguistic fractionalisation, which is directly insignificant as a cause of war, and which when interacted with religious fractionalisation actually reduces the risk, is powerful and significant as a determinant of conflict duration.*
[1260] Guerre, alliance et échange sont intrinsèquement liés pour P. Clastres qui exprime cette *propriété essentielle de la vie internationale dans la société primitive : la guerre y est première par rapport à l'échange. C'est la guerre comme institution qui détermine l'alliance comme tactique… C'est au travers de la guerre que l'on peut comprendre l'échange, et non l'inverse. La guerre n'est pas un raté accidentel de l'échange* [comme le pense C. Lévi-Strauss]*, c'est l'échange qui est un effet tactique de la guerre* : Clastres P., 1994, *Op. cit.* : 68, 75. On voit que, dans le cas birman, l'alliance et l'échange, ici en l'occurrence « libre-échange », sont clairement des « effets tactiques » de la guerre.

drogue a d'une part financé la poursuite d'un conflit que les financiers étrangers avaient abandonné (fin de la guerre froide) et a d'autre part alimenté la fragmentation politique, militaire et territoriale de l'Afghanistan entre 1989 et 1994-96, lorsque les *taliban* ont fait irruption dans le paysage politico-militaire du pays. Les rivalités des nombreux partis de *moudjahidin* pendant la guerre puis celles des innombrables commandants après le retrait soviétique ont considérablement accentué le recours à l'économie de la drogue afin d'alimenter leurs luttes intestines[1261]. En Afghanistan, la fragmentation politique et militaire a permis un recours croissant à l'économie de la drogue qui a alors à son tour encouragé la logique du conflit et de la fragmentation : guerre et fragmentation se sont auto-entretenues grâce à l'économie de la drogue qui permettait le lucre et viabilisait l'économie de la guerre. Les *taliban* ont également profité de cette manne économique que représentait l'opium dans un pays en pleine déliquescence économique et dans lequel le coût instantané et cumulé de la guerre devient de plus en plus lourd. Et ils ont surtout toléré et tacitement consenti à l'explosion de la production en 1999, dans le cadre de ce qui était très probablement une stratégie d'obtention d'un soutien populaire intérieur financé par l'opium. Le rapport coût / bénéfice et contrainte / préférence était bien évidemment particulièrement attractif pour le nouveau régime.

Si les causes du recours massif à l'économie de la drogue en Birmanie et en Afghanistan peuvent être trouvées dans les situations conflictuelles qui l'alimentent, lesquelles ont été initiées au plan politique par l'existence de griefs de diverses natures (nationaux, religieux, ethniques, sociaux…), ces mêmes situations conflictuelles en sont venues à ne plus exprimer les dits griefs mais à traduire des rivalités de pouvoir et de forces qui s'exprimaient sur les ressources et les revenus que la drogue (et, en général, la contrebande) constitue et permet. En Afghanistan comme en Birmanie, les griefs ont cédé le pas au lucre[1262], à l'attrait du profit illicite, au sein des logiques

[1261] *Sale of cash crop to foreign markets could substitute for access to external political networks. Thus the opium mullahs of the Helmand valley developed a financial base for despotic warlordism from agricultural exports to developed capitalist countries… During the spontaneous, traditionalist phase of the revolt, local fronts supported themselves mainly from local resources. Such insurgencies are vulnerable to counter-insurgency based on the destruction of these resources. Over time commanders increasingly depended on external networks, including both organizations that gave aid (parties and relied organizations) and the international drug market… The fragmentation of the political and military structures of the resistance prevented the mujahidin from turning local victories into a national one. For many of the fighters and commanders, the personal obligation… of jihad ended with the Soviet withdrawal. As in more normal times-but with more weapons-they engaged in struggles for local power… Some leaders pursued economic opportunities, especially in opium production and the drug trade, while others elaborated independent political strategies* : Rubin B.R., 1995 a, *Op. cit.* : 226, 230, 247.

[1262] Le fait que l'augmentation considérable de la production d'opium, et donc des revenus potentiels pour les belligérants qui contrôlent la production et le trafic, puisse expliquer la perpétuation de la guerre en fonction de la

du recours à l'économie de la drogue. La production de drogue a pu bénéficier dans les deux pays des mêmes conditions favorables à son développement que la guerre civile : elle a joui, considérant l'effet de système qui lie l'économie de la guerre à celle de la drogue, d'une forte préférence à leur recours et, compte tenu du peu d'emprise de l'Etat ou du gouvernement sur le territoire « national », d'une faible contrainte y contrevenant[1263].

théorie du lucre, semble confirmé par l'étude de Indra de Soysa qui montre que le déclenchement des guerres civiles ne répond pas à une logique néo-malthusienne (celle de l'écoviolence par exemple) d'accès concurrent à des ressources naturelles faibles et limitées, mais plutôt à une surabondance de ces ressources qui attise les convoitises des belligérants potentiels : ... *various conflicts in Asia and Latin America are fueled by the profits from trade in illegal commodities such as weapons and drugs, or hardwood timber and other renewable resources… In short, resources are seen to act as a 'honey pot' that provides incentives for profit-seeking groups to engage in violent actions. As Collier notes, war is detrimental to society at large, but small, organized groups stand to 'do well out of war'… This study suggests that natural resource 'abundance' leads to conflict through a 'honey pot' effect. Abundance offers revenue streams over which to fight. As Collier notes, the 'true cause of much civil war is not the loud discourse of grievance, but the silent force of greed…* Et l'auteur mentionne en note : *A recent study of the conflict in Sri Lanka concludes that 'As in Bosnia, Somalia, and Afghanistan, where war became the continuation of economics by other means and a way to acquire otherwise illegitimate profit, power, and protection, Sri Lanka's post-1983 armed conflict has generated a hidden economy…* : Soysa I. de, 2000, *Natural Resources & Civil War, Shrinking Pie or Honey?*, http://www.wws.princeton.edu/~cis/DESOYSA.PDF

[1263] *A helpful distinction is between preferences and constraints: societies can be prone to conflict either because preferences for rebellion are atypically strong, or, because constraints upon rebellion are atypically weak… Overall, these results are consistent with economic models of conflict risk in which the critical parameters are the financial opportunities for rebels, the social and geographic constraints which they face, and the financial capability of the government to provide defense* : Collier P., Hoeffler A., 2001, *Op. cit.*

3.3.3. Intégration et Etat : le rôle des acteurs étatiques et non-étatiques

3.3.3.1. Exclusion et intégration dans les sociétés polyethniques

Les six pays dont les périphéries abritent les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or sont tous caractérisés par des modèles politico-territoriaux dans lesquels un Etat unitaire et centralisateur, dominé par un groupe ethnolinguistique majoritaire, contrôle, ou s'efforce de contrôler, une population polyethnique dont le vécu et les perceptions sont hérités des époques précoloniales et coloniales. De façon quasi systématique, les disparités et inégalités qui séparent et parfois opposent ces différents groupes sont le produit de longues évolutions historiques ayant permis la domination politique et économique de l'un sur le multiple. Ainsi, et comme le révèlent très nettement les concordances entres les ethnonymes et les toponymes stato-nationaux, l'émergence de l'Afghanistan dès 1747, et surtout depuis 1880, est celle de la majorité pachtoun ; celle de la Birmanie est celle des Birman ethniques ; celle de la Thaïlande des Thaï ; et celle du Laos des Lao. Les cas du Pakistan[1264] et de l'Iran[1265] diffèrent en ce qu'une volonté, au moins

[1264] *Contrairement au cas de l'Inde, le mot même de Pakistan est récent. Forgé en 1933 par de jeunes intellectuels musulmans alors à Cambridge* [plus particulièrement Choudhry Rehmat Ali, en 1932]*, il est moins le « pays des purs », comme il est souvent dit, que l'acronyme approximatif de provinces à majorité musulmane de ce qui était alors l'Empire britannique des Indes : P pour Pendjab, A pour Afghania (façon de désigner la province frontalière avec l'Afghanistan), K pour Kashmir (Cachemire), S pour Sind, la terminaison 'tan', reprenant celle du Baloutchistan* : Racine J.-L., 1993, *Pakistan*, in Lacoste Y., 1993, Dictionnaire de géopolitique : 1175. Il mérite ici d'être mentionné que la seule province pakistanaise à ne pas être nommée d'après sa population majoritaire est celle de la NWFP. La volonté affichée par certains (*Awami National Party*, ANP, par exemple) de la renommer *Pakhtunkhwa*, en faisant référence implicite au territoire pakhtun, est toujours d'actualité, alors que d'autres, dénonçant également l'anachronisme de l'appellation NWFP, seraient plutôt partisan d'opter pour *Afghania*, qui aurait selon eux le mérite d'englober les minorités non pachtoun, ou pathan, de la NWFP : *Whether Pukhtunkhwa is the name all Pukhtoons want or whether it exactly represents the identity of the people of the province is another question. But this name has also become controversial. The non-Pukhtoons living in the Province and those opposed to the nationalist politics among Pukhtoons view the name of Pukhtunkhwa through the same old prism… Afghania is not controversial. Non-Pukhtoons minorities belonging to Hazara, D.I. Khan, and other pockets can identify with this name very easily. This name is historically rooted and represents our political, if not purely ethnic, identity* : News, *Case for 'Afghania'*, 24-04-99 (JK Sufi). Le terme d'*Afghania* n'est pas, il est vrai, sans reposer le problème, sous une forme différente, du Pachtounistan : *The ANP says it has rejected the government's suggestion for renaming the NWFP province as Afghania. Begum Nasim Wali Khan warned… that efforts to rename the Frontier province as Afghania would boomerang. Her party would never accept any name other than the Pakhtunkhwa, she added. According to her, the Pakhtun people would never accept any alternative to Pakhtunkhwa. The feeling in her party is that the government is up to some political game. If the province was named as Afghania, it would only help the 1.6 million Afghan refugees living in the area. They would only be too pleased to make the province a part of their country next door* : Frontier Post, *Pakhtunkhwa and provincial autonomy*, 01-05-99.

[1265] La Perse, pays des Persans, donc à connotation ethnolinguistique, fut renommée 'Iran', c'est-à-dire « pays des Aryens » en 1935. Mais la référence culturelle et linguistique à la 'persanité' est restée au centre du processus de construction stato-nationale en Iran jusqu'à la révolution islamique, lorsque l'islam est devenu la référence identitaire

affichée, d'intégration de toutes leurs composantes ethnolinguistiques dans un projet politico-territorial y a été mise à l'œuvre, mais sans s'affranchir toutefois des divisions et oppositions inhérentes à toute société polyethnique.

Dans chacun des pays concernés, des tensions et des rivalités ont caractérisé la nature des relations interethniques entre des groupes dits « majoritaires » et *a fortiori* dominants, et d'autres, dits « minoritaires » et dominés[1266]. Sans y provoquer jusqu'à des situations de conflits armés de type guerre civile, ces relations difficiles ont toutefois alimenté d'intenses conflits politiques et sociaux qui se sont parfois traduits par le recours à certaines formes de violence, comme ce fut le cas au Baloutchistan pakistanais au cours des années 1970 ou en Thaïlande en 1967, lors de la révolte hmong, dite des « Méo rouges »[1267]. Dans les six pays concernés, les processus de construction d'entités politico-territoriales cherchant à se réaliser par rapport au modèle occidental importé de l'Etat-nation se sont réalisés, et tendent toujours à le faire, par l'imposition d'une identité commune basée sur un référent linguistique et souvent aussi religieux. Spatialement, sociétalement, économiquement et politiquement, ces dynamiques, qui procèdent souvent depuis le centre vers les périphéries, s'inscrivent dans une dialectique de l'intégration et de l'exclusion au sein de laquelle les pratiques discriminatoires sont courantes, comme il peut être observé de façon

---

et culturelle dominante, impliquant d'ailleurs une translation des minorités entre les registres linguistique et confessionnel : les minorités désignées comme telles n'étaient plus celles qui n'étaient pas persanes mais celles qui n'était pas chiites : *The most striking and obvious contrast between the Pahlavi and Islamic Republican states is, of course, the difference in their use of Islam as an element in the common culture. Islam is taken as the focal symbol of identity between the state and the people in the Islamic republic, and the primary bond uniting the populace…That culture is promoted to a large extent through Persian (Farsi), the most widely used language in the country; but ideally Persian is simply the medium of communication and not itself a focal symbol of identity in the Islamic Republic. On the other hand, while the Pahlavis did identify themselves as Muslims and did make some claim to legitimacy on religious grounds…they sought, rather, to develop and extend a sense of Persian identity, defined primarily in terms of language and literature and pre-Islamic history, as the basis for unity within the population and for identification with the state… As in many "modernizing" states, "modernity" itself was identified with secular nationalism and with the ethnicity of the core group – the Persians* : Higgins P.J., 1986, *Op. cit.* : 174-175. Voir développement sur l'Iran dans le chapitre 3.1.2.2.

[1266] Voir, quant aux notions de majorité et de minorité : chapitre 3.1.1.2., et note 917.

[1267] La dite « révolte » fut déclenchée après que des officiels thaïlandais aient collecté, plusieurs fois lors de la même saison dans un seul village hmong, une somme versée par les cultivateurs de pavot afin qu'ils puissent procéder à leur récolte en toute impunité, et illégalité. Lorsque les villageois refusèrent de payer la police provinciale, celle-ci incendia tout le village. Ce seul incident qui, pour sa part, en resta là, provoqua une campagne contre-insurrectionnelle dans les provinces de Chiang Raï et Nan visant à éradiquer une soi-disante menace communiste hmong ; ce qui eut pour effet de provoquer une réelle révolte qui se propagea rapidement, malgré, et en partie à cause de, la destruction de nombreux villages au napalm. En 1970, les insurgés commençaient à sortir de leurs « zones libérées » et à attaquer les villages et axes de communication des basses terres. L'armée thaïlandaise se tourna vers les forces réfugiées du KMT, avec le soutien états-unien, afin de réprimer cette révolte et, dès 1971, la CIA rapportait que Mae Salong, le Q.G. de la cinquième armée du KMT, abritait l'un des laboratoires d'héroïne les plus importants de la région… : McCoy A., 1991, *Op. cit.* : 362-363.

récurrente à travers le monde[1268]. Bien sûr, les relations entre les « minorités » et les « majorités » qui, depuis les indépendances, sont replacées dans le cadre politico-territorial du modèle de l'Etat-nation, ont été tantôt confortées dans leurs positions par les pouvoirs coloniaux, tantôt contrebalancées par des choix stratégiques de ces derniers ; ainsi, par exemple, du soutien historique apporté par les Britanniques aux Pachtoun majoritaires d'Afghanistan ou, au contraire, selon une logique d'affaiblissement des groupes majoritaires, de l'intégration de certaines minorités (de supposées « *martial races* ») dans les forces armées coloniales, à l'instar des Pathan, Sikh, Gurkha, Karen, Shan, etc.[1269]. Les périodes coloniales ont donc accentué les stratifications identitaires, ethnolinguistiques et, ou, religieuses, et ont augmenté d'autant les difficultés, certes pré-existantes, à l'intégration « nationale » à laquelle les Etats décolonisés ont voulu procéder[1270].

Les minorités ethniques et, ou, religieuses ont souvent été exclues des processus politiques de construction nationale et étatique dans chacun des pays des deux régions et, lorsqu'une tentative a été faite de les y intégrer, ce fut principalement par le bais de pratiques relevant plus de l'assimilation contrainte que de l'intégration participative[1271], c'est-à-dire visant plus à obtenir une

---

[1268] *Nearly 80 percent of the politicised ethnic groups identified in 1990 lived with the consequences of historical or contemporary economic discrimination (147 groups) or political discrimination (168 groups) or both. Although a few ethnic minorities have some advantages, most are poor and are politically underrepresented compared with the majority groups in their societies. In many cases these inequalities are perpetuated by policies and practices that violate widely recognized standards of human rights* : Gurr T.R., Harff B., 1994, *Ethnic Conflict in World Politics* : 6.

[1269] *For the British, military recruitment policy was first an issue in India, and the Indian experience colored thinking about the problem in the rest of the Empire. The mutiny of 1857 was a watershed in British policy… The result was a policy of ethnic balance in the armed forces. Units in India, the Sudan, and Burma were composed in a heterogeneous fashion, their component companies proudly bearing their ethnic designations. In India, the British also developed their well-known concept of the "martial races", drawing on the long military experience or warrior pretensions of a number of groups, especially from the Northwest of the continent. After the decision to annex Burma by force, the British relied heavily on the so-called "fighting classes", imputing distinctive characteristics to each… "Warrior traditions" were valued, but not at the expense of political reliability. Groups like the Ashanti and the Burmans, whose capacities in warfare might be formidable but whose fealty was suspect, were for some time unwelcome in the ranks of the colonial army. Generally, "backward" ethnic groups, often drawn from the remote hinterland, were overrepresented. In Burma, it was the Arakanese, the Chins, the Kachins, the Shans, and especially the Karens, who served in large numbers… The French, the Dutch, the Italians, ands the Belgians also sought "martial" qualities, recruited men from peripheries of their territories, and used troops from other colonies… These groups were generally from rather remote areas, most of them were uneducated, and all of them had reason to fear, as did the French, the aspirations of other ethnic groups…* : Horowitz D.L., 1985, *Ethnic Groups in Conflict* : 446-447-448-449.

[1270] *The British and French colonial practice of relying on strategically located ethnic groups as clerks, soldiers, or middlemen in commerce often led to stratification of colonized people along ethnic lines. The sense of a separate identity and grievances that result from imperial conquest and colonial rule can persist for many generations and provide the fuel for contemporary political movements… In some cases, rival ethnic groups were forcibly merged into one new nation; other groups were divided among several states by European-imposed borders. Nationalists contending for political power in the new states often played one group against one another, thus polarizing them… In summary, each of the major historical processes left legacies of antagonisms and inequalities that fuel contemporary ethnic conflicts* : Gurr T.R., Harff B., 1994, *Op. cit.* : 16-17.

[1271] *Hegemonic rather than accommodative ethnic policies characterize the new states. In country after country, a single ethnic group has taken control over the state and used its powers to exercise control over others. Indeed, among*

société homogénéisée et conforme aux référents identitaires des groupes majoritaires, qu'à construire une société pluriculturelle dont toutes les composantes identitaires seraient intégrées sur un pied d'égalité et d'équité[1272]. Ici, c'est le modèle de l'Etat-nation, ainsi que la viabilité et la légitimité de son imposition à des populations dont les cultures sont étrangères au concept même, qui, en Asie du Sud-Ouest et du Sud-Est comme dans maints pays dits « du Sud », est au centre des problématiques politico-territoriales de la géopolitique interne, comme externe d'ailleurs, des Etats[1273]. En effet, si, comme nous l'avons énoncé précédemment, les identités relèvent de processus et ne sont pas des réalités figées ou statiques, ce sont les durées de cristallisation de ces identités et leurs stabilités respectives qui peuvent permettre de différencier l'ethnie de la nation, qui sont *des phénomènes relevant de la même catégorie de faits de conscience*[1274]. La question des conditions de réalisation et de construction de la nation peut se poser avec plus ou moins d'acuité selon le substrat identitaire sur lequel se superpose le cadre territorial de l'Etat. Les sociétés concernées par l'imposition du modèle unitaire et centralisateur de l'Etat-nation, Hazara d'Afghanistan, Baloutch d'Iran et du Pakistan, groupes tribaux des montagnes de l'éventail nord-indochinois par exemple, peuvent alors s'estimer opprimées et, ou, défavorisées par les majorités dominantes qui détiennent les pouvoirs politiques et économiques des Etats concernés. De nombreux griefs émergent bien sûr de ces situations politiques dont la traduction spatiale correspond souvent à une répartition selon un modèle centres-périphéries. *A ce point, nous*

---

the multiethnic states, the process continues to be one of "nation-destroying", to use Walker Connor's term for the process by which the state attempts to assimilate, absorb, or crush ethnic groups that do not accept the legitimacy of the state within existing boundaries… Ethnic hegemony has been exercised in a variety of ways, from the repression of ethnic and religious minorities to the pore benign use of state power to give preferences in education and employment to the dominant ethnic group… in Pakistan the Punjabis;…in Burma the Burmans;… in Iran the Persians;… in Afghanistan the Pashtuns;… "Nationalism" in many of these countries is the sentiment toward the national territory expressed by the dominant group : Weiner M., 1987, *Op. cit.* : 35, 36.

[1272] Le cas du Pakistan est à cet égard exemplaire : *The center, controlled for much of Pakistan's history by the military and always with the support of the bureaucracy, has maintained control over the territory, but all too often it has resorted to massive force to keep control – unsuccessfully in the case of East Pakistan, more effectively in the case of Baluchistan, and now problematically in much of urban Sind and in portions of the Frontier. For its elite, and for financial and popular support, the center has depended primarily on the Punjab. When the center has been controlled by non-Punjabis, its has not held. However, when Punjabi elites have been in control, they have failed to win support from non-Punjabi elites, thus rendering the country unstable* : Weiner M., Banuazizi A., 1994, *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran, and Pakistan* : 29.

[1273] *This hegemonic attempt to forge a national political community undermines the political-economic position and sociocultural identity of other indigenous (minority) communities, leading to their alienation from the nation and nation-state as some identify themselves as separate nations and seek to form new nation-states* : Alagappa M., 1995, *Political Legitimacy in Southeast Asia, The Quest for Moral Authority* : 56. Voir notamment, à propos de la Birmanie et de sa problématique politico-territoriale et identitaire, le récent ouvrage de Myint-U. Thant (2001) : *The Making of Modern Burma*.

[1274] Cahen M., 1994, *Op. cit.* : 161.

retrouvons un nouvel avatar, cher à P. Clastres, *du thème de la société contre l'Etat : alors que ce dernier est par essence unificateur, la guerre oppose à l'emprise de l'Un une logique du multiple, du morcellement. Elle est le triomphe du pluralisme primitif contre la logique fusionnelle et totalitaire qui prévaut sur l'autre bord*[1275].

La référence à l'Un et au multiple comme à la dimension unificatrice et coercitive de l'Etat soulève le problème de la pertinence du modèle de l'Etat-nation dans des situations caractérisées par une forte hétérogénéité ethnique[1276]. Car en effet, si, avec S. F. Nadel, nous définissons l'Etat comme un type de système politique qui résulte de la conjonction de trois facteurs : (1) l'existence d'une unité politique fondée sur la souveraineté territoriale, (2) un appareil gouvernemental spécialisé qui détient le monopole de la violence légitime, et (3) l'existence d'un groupe dirigeant qui se distingue par sa formation, son recrutement et son statut du reste de la population et monopolise l'appareil de contrôle politique[1277], alors la légitimité et la viabilité d'un tel modèle peuvent être fortement contredites lorsque celui-ci est imposé à une population dont les différentes composantes identitaires n'adhèrent pas au valeurs de l'Etat et à la représentation de la nation tel que celui-ci la définit. A ce titre, E. Gellner estime par exemple que des conflits *résultent d'obstacles mis à l'homogénéisation et à l'égalité (l'entropie) propres aux sociétés modernes…* [ou en voie de modernisation] et que *ces conflits d'identification proviennent de la répartition inégalitaire… d'une catégorie de la population et de son identification facile comme minorité*[1278].

Les volontés étatiques d'intégration des périphéries et de leurs populations ont ainsi caractérisé les pays du Croissant d'Or et du Triangle d'Or, certes depuis les périodes précoloniales, mais aussi et surtout après leurs accès à l'indépendance ou leur sortie des aires d'influence impériales (Afghanistan, Thaïlande). L'exclusion des minorités dans chacun de ces pays s'est réalisée sur les plans politique et économique, qu'il s'agisse des minorités non pachtoun (ou non durrani au sein des pachtoun) en Afghanistan ; des minorités d'abord non persanes puis non chiites

[1275] Abélès M., 1990, *Anthropologie de l'Etat* : 58.
[1276] Citons ici le cas de l'Iran : *The Pahlavi and the Islamic Republican policies of individual incorporation of citizens, of nonrecognition of minorities (other than selected religious minorities), and of encouragement of acculturation to a common culture, in combination with the guarantee of equal rights, imply an ideal of assimilation… In the Pahlavi state the ideal of acculturation and assimilation was extended in effect to both religious and linguistic minorities, despite formal recognition of Shi'ite Islam as the state religion and of the special status of select religious minorities. In practice, however, assimilation was only partially achieved, and by and large minorities did not have equal access to positions of power and authority* : Higgins P.J., 1986, *Op. cit.* : 176-177.
[1277] Nadel S.F., 1942, *A Black Byzantium* ; Balandier G., 1967, *Anthropologie politique* ; Abélès M., 1990, *Anthropologie de l'Etat*.
[1278] Poutignat P., Streiff-Fenart J., 1995, *Théories de l'ethnicité* : 52, analysant les théories de Ernst Gellner : 1983, *Nations and Nationalism*.

en Perse / Iran ; des Baloutch, Sindhi ou Pathan au Pakistan (pourtant créé autour du référent religieux et non national) ; des populations montagnardes et non bouddhistes en Birmanie, au Laos et en Thaïlande (Wa, Shan, Hmong, Karen, etc.), où le référent national est fortement empreint d'une double dimension, linguistique (birman, thaï, lao) et religieuse (bouddhisme). Nous allons le voir, le Croissant d'Or et le Triangle d'Or ont pu émerger dans les régions frontalières périphériques défavorisées des Etats concernés, lesquels, tous représentatifs d'une certaine forme d'ethnocratie[1279], ont accentué, par un recours à ce que d'aucuns caractérisent de colonialisme interne[1280], l'exclusion de certaines composantes d'une population voulue nationale ou donnée comme telle.

[1279] *The ethnocratic tendency implies that politics primarily takes the form of ethnic alignments, and that the penetration of the state into the peripheries of society takes on a distinctly centralizing and assimilationist character. The ethnocratic character of the state means that state expansion takes the form of attempts to introduce the values and institutions of the dominant ethnic groups into the peripheral communities…* : Brown D., 1994, *The state and ethnic politics in Southeast Asia* : 38.

[1280] D. Brown définit par exemple le colonialisme interne de la sorte : *The focus will be on the situation of subordinate ethnic communities occupying peripheral underdeveloped regions within a state, and on the character of the state which perpetuates and exacerbates the economic exploitation, political oppression and cultural domination of such groups… If the term 'colonialism' is to have precision, it might be explained as the political institutionalisation either of the class disparities arising from the capitalist production process, or of the regional disparities arising from relationships of unequal trade, or of the cultural (or racial) distinctions inherent in imperialism… Harold Wolpe argued that… the capitalist core seeks to sustain the non-capitalist mode of production of the periphery in that it relies on the extraction raw material and agricultural commodities produced by such non-capitalist production… Colonialism then becomes the means employed by the state to conserve the non-capitalist modes of production and social organization in the periphery which are crucial for the development of capitalism in the core regions, but which are being undermined by that same capitalism* : Brown D., 1994, *Op. cit.* : 160-161. Voir aussi les développements de Eisenstadt S.N., 1973, *Traditional Patrimonialism and Modern Neopatrimonialism*.

3.3.3.2. Un accès inique aux ressources économiques et au pouvoir

L'accès aux ressources dans les pays concernés est fondamentalement inique[1281]. Dans chaque pays, la distribution des ressources économiques s'inscrit dans une logique régionale et identitaire révélatrice des relations qui existent entre centres et périphéries[1282]. M. Hechter considère, à la manière de E. Gellner, que, dans les sociétés industrielles, ou du moins celles qui sont soumises à un processus de modernisation, l'inégalité de la distribution des ressources et du pouvoir s'est considérablement accrue entre un groupe central, privilégié politiquement et économiquement, et des groupes périphériques pénalisés dans le processus de modernisation, les uns et les autres se trouvant dans des niches écologiques distinctes. Ainsi, dans la mesure où cette distribution inégale des ressources et du pouvoir s'appuie sur des oppositions entre centres et périphéries et sur des différences culturelles et communautaires, *les réactions de la périphérie sous-privilégiée à l'aliénation auront de grandes chances de s'exprimer sur une base ethnique, le groupe désavantagé se saisissant des différences culturelles pour en faire le support de ses revendications politiques*[1283].

Ainsi, en Afghanistan, où nous avons exposé que, depuis le règne d'Abdul Rahman Khan, une forme plus ou moins accentuée de colonialisme interne[1284] était à l'œuvre, la majorité pachtoun a clairement dirigé, à son profit, la distribution des investissements économiques et la gestion du développement dans le pays, comme ont pu le montrer, entre les années 1960 et la guerre, la mise en place de projets hydrauliques et agricoles dans les régions pachtoun, depuis la province de Paktya jusqu'à celle de Herat, en passant par celles de Kandahar et de Helmand[1285] ; et

[1281] Voir par exemple : Nevitte N., Kennedy C.H., 1986, *Ethnic Preference and Public Policy in Developing States*. Ainsi : *State policies of preference for one group are contentious because they engage in fundamental questions about fair access to or just distribution of valued resources* : 1. Et plus particulièrement, l'analyse du cas du Pakistan : Nevitte N., Kennedy C.H., 1986, *The Analysis of Policies of Ethnic Preference in Developing States*.

[1282] Ainsi que l'exprime J. Rigg à propos de l'Asie du Sud-Est : *Critics of Southeast Asian growth experience have observed that the benefits of growth have accrued to particular groups in society and to particular regions. This has been expressed in class terms, in terms of rural-urban bias, and in terms of core and periphery… Although the incidence of poverty is declining in all the growth economies of Southeast Asia, and real standards of living are improving on a broad front, the nationals statistics do reveal continuing areas of concern. Among these, one of the most significant is the geographically uneven distribution of wealth… Every country has its 'lagging' regions… as well as its lagging people* : Rigg J., 1997, *Southeast Asia: the human landscape of modernization and development* : 29, 87.

[1283] Poutignat P., Streiff-Fenart J., 1995, *Op. cit.* : 114.

[1284] Cf. note 1280.

[1285] *Steadily Pushtun tribesmen from Paktia to Farah began to benefit from expanded irrigation projects and from the introduction of better seeds, fertilizers, and pesticides…At the royal/public experimental farm outside Kabul, dairy, fruit, and crop projects began to benefit agriculture throughout the country, especially in Pushtun areas, where*

ce, même si, après la mise en place du système éducatif, la composition de la bureaucratie afghane se diversifia progressivement en s'ouvrant par exemple aux Ouzbek ou aux Tadjik[1286].

En Iran, où nous avons obervé que la modernité avait longtemps été identifiée avec le nationalisme séculaire des Persans[1287], l'intégration des minorités, et surtout des périphéries, dans la structure politico-territoriale de l'Etat, ne s'est pas plus réalisée sous le régime des Pahlavi que sous celui de la république islamique[1288] et *l'immense majorité du territoire iranien reste donc en marge des progrès* puisque à *aucun moment l'action de l'Etat depuis le début du siècle n'a répondu à un souci de développement régional*[1289].

Au Pakistan, malgré le caractère religieux fédérateur du pays[1290], l'unité politique d'un territoire dual (Pakistan occidental et oriental), n'a pas survécu à la domination politique et économique des Pendjabi, le Bangladesh naissant ainsi en tant qu'Etat indépendant en 1971. Cette domination pendjabi est également ressentie de façon très dure dans les provinces frontalières particulièrement défavorisées de la NWFP et du Baloutchistan[1291] où la croissance économique a toujours été moindre que celle du Pendjab ou du Sind[1292].

---

political restrictions on transit trade and the need to replace rifles with tractors encouraged the governors to improve agriculture : Magnus R.H., Naby E., 1998, *Op. cit.* : 48-49 ; B.R. Rubin mentionne également *…the distribution of foreign aid as patronage to favored groups. The beneficiaries of most of the irrigation projects were tribal Pashtuns… Many of those recruited into the new middle class were also tribal Pashtuns; indeed, the Musahiban made a concerted though ultimately unsuccessful effort to Pashtunize the predominantly Persian-speaking civil service… The Musahiban rulers used the resources obtained from their international connections to create a patronage network calculated to strengthen the Pashtun nationalism, which they hoped would in turn prove an ideological buttress for their rule* : Rubin B.R., 1995 a, *Op. cit.* : 66. Il faut toutefois garder à l'esprit que les communautés agricoles les plus importantes occupaient bien sûr les bassins versants les plus vastes et que celui de la Helmand et de l'Argandab, où furent entrepris les projets d'irrigation les plus ambitieux, faisait partie de ceux-là : Newell R.S., 1986, *Op. cit.* : 108.

[1286] Canfield R.L., 1986, *Op. cit.* : 96.

[1287] Higgins P.J., 1986, *Op. cit.* : 175 ; cf. note 1265.

[1288] *Economically, too, the regionally based linguistic minorities did not have equal access to resources, while religious minorities enjoyed a somewhat higher standard of living under the Pahlavis than did the average Iranian. Regional development projects often siphoned more wealth out of the provinces than they returned and provincial areas did not receive equitable services. The relative neglect of rural and regional areas in favor of centralized urban development was felt more strongly by the linguistic minorities than by the largely urban, religious minorities*: Higgins P.J., 1986, *Op. cit.* : 177.

[1289] Digard J.-P., Hourcade B., Richard Y., 1996, *Op. cit.* : 259, 260 : *C'est donc dans les inégalités géographiques que le sous-développement de l'Iran apparaît le plus clairement. L'est du pays est presque vide puisque 85 % du produit intérieur est concentré à l'ouest du méridien de Yazd où vit 80 % de la population, sur moins de 40 % du territoire*.

[1290] *The inability of the Punjabi-Muhajir establishment to neutralize ethnic self-assertion with Islamic appeals had been particularly evident in the case of the Baluch* : Harrisson S.S., 1986, *Ethnicity and the Political Stalemate in Pakistan* : 276.

[1291] *The fact that centralized authoritarian military rule serves to reinforce the control of the dominant group has aggravated tensions that would be difficult to manage even within a more representative political system allowing greater scope for accommodation between central and local authority… It is no accident that the smallest of the minorities, the Baluch, who see no hope for achieving significant power in Pakistani politics even under a democratic dispensation as a result of their numerical weakness, is the most alienated from Islamabad and the most responsive to secessionist appeals. Only the Baluch have waged significant armed insurgencies against successive Pakistani central*

C'est dans ces régions périphériques des trois pays que l'espace de production illicite et de narcotrafic du Croissant d'Or a émergé, de part et d'autre des frontières afghano-pakistanaise, irano-afghane et irano-pakistanaise. Ici, bien sûr, la dialectique développement – sécurité a très fortement conditionné la conservation de ces périphéries dans un état de sous-développement économique et de dépendance vis-à-vis des centres, ce qui aura eu pour effet de limiter également le développement politique de ces régions[1293]. La gestion du Baloutchistan pakistanais et du Seistan va Baloutchistan iranien peut ainsi en témoigner, les Britanniques ayant exploité, perpétué et même accru le caractère périphérique et marginal du Baloutchistan qui perdure encore de nos jours[1294], et l'Iran du Shah ayant voulu, en même temps que le Pakistan, s'assurer de la stabilité d'une région périphérique devenue éminemment stratégique dans le contexte de la guerre froide[1295].

---

governments… and the more calculating Pashtuns are content, for the moment, to use separatism as a thinly veiled bargaining weapon to win provincial autonomy and to exact economic and political concessions from the Punjabi-Muhajir elites: Harrisson S.S., 1986, *Op. cit.* : 267, 270-271.

[1292] Les tentatives de restructuration économique (nationalisations) de Z.A. Bhutto initiées à partir de 1971 augmentèrent par exemple encore les disparités économiques existant entre les provinces centrales et frontalières : *income disparities increased in the cities, the economic gap between rural and urban areas widened, and incomes in Punjab and Sind, Pakistan's prosperous provinces, increased much more rapidly than the poor provinces of the North West Frontier and the Baluchistan… Pakistan's smaller provinces - in particular Baluchistan and the North West Frontier – to this day believe that they have been discriminated against by the central authority… Rather than divert resources from the relatively prosperous provinces of Punjab and Sind for discretionary use by the leaders of the poorer regions of Baluchistan and the North West Frontier, the center sought instead to further consolidate its political and economic control* : Burki S.J., 1994, *The State and the Political Economy of Redistribution in Pakistan*: 285, 298, 299.

[1293] *They* [*the central elites*] *attempted especially to minimize the possibility that different groups would engage, on a society or region-based basis, in the free and simultaneous exchange of different types of resources, especially of the combination of kinship and religious ones with political and economic ones, and in this way create for themselves more independent access to central frameworks. In more concrete terms the elites of theses societies attempted to limit the contacts among the different units of the periphery and between them and the center to mostly adaptive and external relations* : Eisenstadt S.N., 1973, *Op. cit.* : 30.

[1294] *Baluchistan would remain a periphery, undeveloped, isolated, and increasingly discontented… Baluchistan remained an isolated periphery whose relative strategic inconsequence had major repercussions on its development…* Cette situation héritée des Britanniques, qui voulaient interdire tout accès à leur empire *via* le Baloutchistan, perdura jusqu'en 1971, lorsque la division du Pakistan changea la dimension stratégique d'un Baloutchistan dont la population résistait aux incursions étatiques en s'opposant par exemple violemment aux constructions de routes : *New pressures favored what might be called security-propelled development and a high level of military and economic transactions between center and periphery…Baluchistan again became a frontier in focus… From the start the question of routes was embedded in the clash between center and periphery, between tribe and nation-state… Also, in Baluchistan routes symbolized more than means of transport and supply. In the eyes of some Baluch tribal leaders, they were the instruments of the center's efforts to dominate economic extraction, political progress, and social change… The Baluch leadership viewed Bhutto's security-propelled development program as an attempt no to modernize Baluchistan but to control it… Integration and development were the arguments of the nation-state, as well as its weapons for internal and external security* : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 48-49, 53, 61-62, 67, 71.

[1295] *Conscious of his role as the "policeman of the Gulf", and dreaming of a regional market and a security sphere stretching from Iran to India, the Shah found Baluch lands assuming an unusual regional significance…Together, Bhutto's and the Shah's concerns combined to produce a forceful suppression of the Baluch insurgency and a*

Un phénomène similaire existe aussi en Asie du Sud-Est continentale où les périphéries montagneuses de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande, ont constitué un terrain favorable à l'émergence de l'espace de production illicite et du narcotrafic du Triangle d'Or. Les croissances économiques des différents pays, quelles qu'elles aient été, sont loin d'avoir bénéficié de façon équitable aux différentes régions ou provinces de chaque Etat et donc à leurs populations respectives. On a ainsi pu parler de « maldéveloppement » ou de « modernisation sans développement » à propos de la Thaïlande où les disparités et inégalités économiques et politiques se sont accrues au cours des décennies pourtant vouées au « développement » dans les pays du Sud[1296]. Les régions périphériques des trois pays qui nous intéressent ici ont été délaissées par les politiques de développement économique étatiques ainsi que le souligne J. Rigg lorsqu'il insiste sur la spécificité et le caractère distinctif des populations qui sont réparties dans ces régions montagneuses marginales[1297]. Là encore, à l'instar des périphéries des Etats d'Asie du Sud-Ouest, nous l'avons mentionné précédemment, une très forte dialectique développement – sécurité a conditionné l'accès au développement économique des populations minoritaires en position géographique périphérique[1298]. C'est cette dialectique développement – sécurité qui, par exemple, a impliqué la conservation de la périphérie occidentale thaïlandaise dans un état de sous-

---

simultaneous move toward the socio-economic development of Baluchistan…The Shah, however, heeded different words which suggested that economic progress could quiet the Baluch… the security of a strategic periphery would be brought about through a specific development strategy… Route building in Sistan va Baluchistan, as Selig Harrison shows, left something to be desired in terms of social, political, and even economic advantages for the Baluch… …Pakistan and Iran followed "broadly similar" economic policies toward Baluch lands, "neglecting many critical areas, such as water development, while giving disproportionate attention to others, notably road construction, for military reasons… : Ispahani M.Z., 1989, *Op. cit.* : 55, 67.

[1296] *Bell* [Bell P.F., 1996, *Development or maldevelopment? The contradiction of Thailand's economic growth*] *uses the term 'maldevelopment' to describe Thailand's experience, writing that this 'refers to a pattern of development with strongly negative socio-economic consequences in terms of inequality, unevenness, cultural fragmentation, and a negative impact on women and the environment'* : Rigg J., 1997, *Southeast Asia, the human landscape of modernization and development* : 23. Egalement, toujours selon Bell : *There is reason… to question the use of the term 'development' at all when applied to this pattern of economic growth [in Thailand] as it violates important values of equity, economic democracy, ecological balance, and human decency* : *Ibidem*.

[1297] *In all the countries of the region, policies – whether explicitly, implicitly, or merely through their unintended operation – have marginalized particular groups and widened ethnic divisions. In mainland Southeast Asia the focus has tended to be on the hill peoples of Thailand, Myanmar, Laos and Vietnam – the so-called hill 'tribes'…Taken together, such multiple marginality has often created an obstinate degree of exclusion. In addition, the fact that they are marginal and only partially visible has meant that governments have often been able to deny that any problem exists, or at least to ignore it. When such minority groups do become a problem requiring action, it is usually because they have become viewed as a security risk or political threat* : Rigg J., 1997, *Op. cit.* : 115, 117.

[1298] *Security concerns are also prominent in the designation of the hill tribe 'problem'. Thailand's National Security Council (NSC) for example has played a central role in the administration of those areas inhabited by ethnic minorities and its assimilationist policies are driven in large part by security fears such as separatism, communist insurgency, drug trafficking and opium cultivation, and conflicts with neighbouring countries* : Rigg J., 1997, *Op. cit.* : 119.

développement économique et politique : la conservation de la zone frontière en zone tampon y ayant en effet entravé la mise en œuvre de projets de développement autre que ceux servant des objectifs stratégiques et militaires (route frontalière, par exemple, sans autre justification que stratégique, allant de Mae Sot à Mae Hong Son). Ici, une certaine forme d'intégration des marges et périphéries, dans un système politico-territorial dominé par des considérations d'ordre sécuritaire, a pu accentuer l'exclusion d'une partie de la population thaïlandaise, dont la composante tribale, la plus exclue et défavorisée, ne bénéficie même que rarement de la citoyenneté thaïlandaise[1299]. Mais cette intégration s'est aussi réalisée par le biais d'une politique d'assimilation linguistique et culturelle dont le bouddhisme et la langue thaï, ou birmane, sont les principaux vecteurs[1300]. En Birmanie, l'accès aux ressources économiques, certes inique, se traduit peut-être de façon moins flagrante qu'ailleurs en Asie du Sud-Est. On peut en effet y observer un plus grand équilibre de la distribution des revenus parmi la population, ce qui, à tort, a souvent été associé à une distribution égalitaire des revenus que celle des richesses contredisait[1301]. Cette apparence d'égalité dans la distribution des revenus, à travers l'immense majorité de la population de Birmanie, relève pour certains de l'existence d'une pauvreté homogénéisée qui témoigne plus d'une égalité de la distribution de la pauvreté que de la richesse[1302]. Si les différences des niveaux

[1299] *The Akha village of Ban Mae Poen in Chiang Rai province is an example of such multiple exclusion. Of its 300 inhabitants, only 30 had received Thai citizenship by the late 1980s.* [*In 1985, only 49,9 per cent of hill peoples living in Thailand enjoyed citizenship* : note 4] *The remainder lived in a state of insecurity, unable to travel beyond the district and therefore denied the opportunity to search for work, at risk of resettlement and the economic and social dislocation that that might bring, and open to abuse by the police and army. Sanitsuda Ekachai wrote at the time that '[t]hey live in a state of inferiority to lowlanders and of frustration at being blamed for the problems of the North'... Most studies of the hill peoples of Thailand, Laos, Myanmar and Vietnam… emphasize the degree to which their multidimensional distinctiveness has led to their being excluded in various ways*: Rigg J., 1997, *Op. cit.* : 119, 121.

[1300] *Yet government policy in the region is uniformly directed at the inclusion of such people into the mainstream of political, economic and cultural life… These policies, though, are predicated on the belief that minority groups should become 'more like us', i.e. more like the majority… Although governments have had considerable success in pursuing this process of incorporation, arguably far more important – and more insidious – has been the homogenizing effect of the modernization ethic. Writing of the Akha village of Ban Mae Poen noted above, Sanitsuda Ekachai comments that the effect of children receiving a Thai education is not just that they 'speak Thai fluently' but also that 'their dream is to live like the people they see on television'... Government policy, coupled with commercial propaganda, has resulted in the reincarnation of the Akha youth in the clothes of Thai modernity. Apparently, the authorities do not just want the Akha, and other hill peoples, to be Thai, but also to be T'ai.* [*in other words, not just to gain Thai citizenship but also embrace Tai-ness*: note 11] *The same is true of many other minority groups in the region* : Rigg J., 1997, *Op. cit.* : 121.

[1301] *In contrast to the incorrect observation made by Steinberg and others on the egalitarian distribution of income in Burma, a relatively more correct assessment was given by the European Intelligence Unit (EIU) in 1990: "Income distribution is by no mean egalitarian; although the disparities are less marked than in neighboring Thailand there are obvious differences, especially between town and country side. The distribution of wealth is probably much less even than income. Corruption and black marketeering among the ruling elite was a cause of the 1988 upheavals"* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 189.

[1302] *The greater equality of income distribution must be seen as an equality of a very low income level, and could be rightly called equality of hardship and misery rather than welfare* : Medhi Krongkaew, 1997, *Op. cit.* : 79.

de développement atteints par le centre et les périphéries ont toujours été importantes, depuis l'indépendance c'est toutefois au sein des espaces urbains que l'inégalité de l'accès aux ressources économiques s'est accentuée, expliquant ainsi en partie l'origine urbaine des révoltes de 1988[1303].

Ainsi, l'accès inégal aux ressources économiques dans les régions périphériques des six Etats qui nous concernent ici, qu'il procède d'une conservation politique des périphéries dans un état de sous-développement économique de type colonialisme interne ou non, a prolongé l'isolement et la marginalisation des populations occupant ces régions périphériques. Les écarts qui ont pu se créer entre les attentes de ces populations, leurs attentes économiques, et ce qui leur a été concrètement concédé et distribué par les centres de pouvoir, ont pu provoquer des frustrations socio-économiques dont les plus importantes se sont cristallisées, comme en Birmanie, à travers les identités ethniques[1304], alimentant ainsi les griefs politiques qui pouvaient déjà exister en réaction aux politiques assimilationnistes d'Etats plus ou moins « ethnocratiques » et centralisateurs[1305]. L'émergence des espaces du Croissant d'Or et du Triangle d'Or dans les périphéries limitrophes des Etats concernés peut être appréhendée par le biais de leur conservation dans un état de sous-développement économique qui, selon les cas de figure, a généré des stratégies de contournement de l'Etat[1306], en l'occurrence productions et trafics illicites, et même des contestations politiques allant parfois, nous l'avons évoqué, jusqu'au recours à la violence armée.

[1303] *The gap between the center and the periphery with respect to economic privileges, life styles, and wealth has always been wide throughout the history of Burma, but the gap between the urban elite and urban ordinary folks has widened to such an extent that the majority of urban workers for the state could no longer tolerate it as their living standards sank rapidly below subsistence level* : Mya Maung, 1991, *Op. cit.* : 235.

[1304] *It is the perception of the assimilationist implications of the state penetration that has provided the focus, et the level of consciousness, for the minority ethnic rebellions… As Silverstein notes: What moved them were their common fear of Burmanization… and a belief that the Burmans were creating an internal colonial system in which they would not share the wealth of the country and the right of self-determination… They Began, therefore, to correspondingly modify their sense of identity, and to develop an awareness of their relative deprivation within the state…In Burma, ethnic separatism amongst the upland minorities, including those in Karen state, can be correlated with the dearth of investment in these regions* : Brown D., 1994, *Op. cit.* : 50, 51, 52.

…economic growth can be counterproductive if the costs and benefits are not shared equally and the growth accentuates inequalities along ethnic, religious, and regional lines : Alagappa M., 1995, *Op. cit.* : 42.

[1305] *Economic development increases economic inequality at the same time that social mobilization decreases the legitimacy of that inequality. Both aspects of modernization combine to produce political instability* : Huntington S.P., 1968, *Political Order in Changing Societies* : 58-59.

[1306] Le recours à l'économie de la drogue, au niveau de la production régionale comme du trafic international, permet ainsi aux acteurs exclus du système international des échanges de s'y insérer malgré tout ; en effet, si aux échelles étatique et régionale l'insertion dans l'économie informelle permet aux individus et aux collectivités de participer à l'activité économique moderne, le narcotrafic permet quant à lui à ses acteurs de s'insérer, à travers la dimension internationale du trafic, dans l'économie mondiale. Voir : Badie B., Smouts M.C., 1995, *Le retournement du monde, Sociologie de la scène internationale*.

3.3.3.3. La problématique étatique : efficacité politique, légitimité et stabilité

Nous avons pu voir que la pauvreté ne semblait pas constituer un facteur explicatif majeur du recours à l'économie de la drogue, même si, bien sûr, de très faibles niveaux de développement déterminent en partie ce qui peut être décrit comme une stratégie individuelle et, ou, collective de contournement économique et politique de l'Etat, lorsque celui-ci ne remplit pas de façon satisfaisante et équitable la mission de gestion et de redistribution des ressources qui est la sienne. Ainsi que la dimension polémologique déterminante du recours à l'économie de la drogue tend à le révéler, celle-ci relève dans ses causes fondamentales d'un phénomène politique, et non économique.

Nous avons examiné jusqu'ici les multiples implications et relations qui caractérisent le narcotrafic dans les deux principales régions de production d'Asie. La production de plantes à drogues apparaît en Asie, et *a fortiori* dans les pays du Sud, comme un *moyen alternatif de modernité*[1307] pour des populations qui tentent de remédier à des situations socio-économiques et politiques souvent dramatiques. Quintessence de l'économie informelle puisque économie illégale certes, mais concernant des produits illicites, l'économie de la drogue est le résultat de l'intervention étatique à l'échelle mondiale. Ethan A. Nadelmann explique en effet comment la place de l'Etat et de la loi, celle des normes internationales, constitue un aspect fondamental de la problématique des drogues dans le monde d'aujourd'hui. Les *régimes globaux de prohibition* des drogues témoignent ainsi de la nature des relations Nord-Sud, d'un « centre » mondial et de ses multiples « périphéries ». L'auteur montre *comment la construction des normes internationales constitue un enjeu et un instrument de pouvoir de certains d'entre eux, notamment du Nord sur le Sud*[1308]. Phénomène politique par excellence, et fondamentalement à l'origine de l'ampleur prise par l'économie illégale des drogues illicites, la prohibition, en imposant ce caractère illicite, *différencie cette activité des autres formes de capital : la rotation du capital est très élevée et les marges des bénéfices très importantes*. La prohibition permet de dégager des *profits élevés qui dynamisent l'économie de la drogue malgré son illégalité ; mais c'est aussi parce qu'elle est illégale et risquée qu'elle est hautement rentable*[1309].

[1307] Voir : Badie B., Smouts M.C., 1995, *Op. cit.*
[1308] Nadelmann E.A., 1992, *Régimes globaux de prohibition et trafic international de drogue* : 538.
[1309] Fonseca G., 1992, *Economie de la drogue : taille, caractéristiques et impact économique* : 491. Voir également : Nadelmann E.A., 1998, *Commonsense Drug Policy* : 113 : *Crop substitution programs designed to persuade Third*

La dimension politique du recours à l'économie de la drogue est également fondamentale dès lors que l'on prend en considération la responsabilité des systèmes politiques et étatiques, donc des Etats, dans l'obtention de ce que J.M. Nelson nomme l'efficacité politique, c'est-à-dire l'équilibre existant entre les degrés de sécurité et de cohésion interne atteints dans et par un régime donné sur son territoire ou celui dont il dispose juridiquement[1310]. L'efficacité politique, qui est aussi fonction de la nature et du degré de participation politique propre à une société « nationale » donnée, détermine en grande partie, du moins à l'échelle interne (ou encore une fois, « nationale », ou citoyenne, sinon juridique[1311]), la stabilité atteinte et entretenue, ou non, par ledit régime[1312]. La théorie libérale de la participation politique a postulé alors que celle-ci portait en elle, par le biais d'un important engagement et d'une légitimité par là renforcée, la capacité d'accroître la stabilité politique ; alors que la théorie conservatrice alléguait au contraire que, dans des sociétés plurielles, une participation politique massive aurait tendance, en provoquant la frustration d'attentes économiques légitimes, à augmenter le risque de conflit entre les différents groupes, et donc à générer instabilité et violence[1313]. Aussi, lorsque sont prises en considération la participation politique et l'efficacité politique (donc la sécurité et la cohésion internes), la légitimité de l'Etat apparaît comme fondamentale dans la structuration des facteurs expliquant le recours à l'économie de la drogue par certains groupes et dans certaines régions.

Nous savons que, lorsque l'Etat n'assume pas de façon équitable le rôle de gestion et de redistribution des ressources économiques et politiques qui lui impute, sa « performance » se trouve menacée et sa stabilité compromise. La performance est ici définie, ainsi que le précise M. Alagappa, par les fonctions sécuritaires (intérieure et, ou, extérieure), publiques et sociales,

---

World peasants to grow legal crops cannot compete with the profits that drug prohibition makes inevitable. Crop eradication campaigns occasionally reduce production in one country but new suppliers pop up elsewhere.

[1310] *Two factors other than the amount of kind of political participation clearly shape "policy efficiency": the security and internal cohesiveness of the regime, and the balance of pressures placed on the regime* : Nelson J.M., 1987, *Political Participation* : 143.

[1311] *Emphasis should be placed on the word "juridical", for though the political boundaries of the new states have not changed, several postcolonial states still remain unable to exercise effective political control over all of their territory* : Weiner M., 1987, *Op. cit.* : 34. Et l'auteur de citer les cas de l'Afghanistan et de la Birmanie.

[1312] La participation politique est ici envisagée non pas uniquement dans le contexte *a priori* privilégié qui est le sien de la démocratie, mais de façon plus « alternative » : *In this image, participation is simply the efforts of ordinary people in any type of political system to influence the actions of their rulers, and sometimes to change their rulers…* [It] *also make no a priori assumptions about the nature of political participation: it may range from civil conversations and orderly voting to riotous rebellion… The impact of broadened participation on equality, then, depends crucially on how much, and ho effectively, the less privileged strata exercise the opportunity to participate relative to participation by the "haves"* : Nelson J.M., 1987, *Op. cit.* : 104, 140.

[1313] Nelson J.M., 1987, *Op. cit.* : 144-145. *Huntington's formula offers a partial solution: where institutional development keeps pace with mounting pressures for participation, so that theses are channelled and "tamed", increased participation need not spill over into violent forms*: 146. Voir : Huntington S.P., 1968, *Op. cit.*

juridiques et, bien sûr, économiques de l'Etat et du gouvernement[1314], c'est-à-dire par leurs capacités distributives et leur aptitude à satisfaire l'intérêt collectif de la « nation » ou communauté politique. Ainsi, lorsque la participation politique, la cohésion et la sécurité internes, et la performance générale de l'Etat se révèlent déficientes, comme c'est le cas en Afghanistan et en Birmanie, c'est la légitimité même de l'Etat qui se trouve remise en question. Et c'est cette illégitimité de l'Etat qui peut provoquer l'émergence de la violence politique lorsque les régimes en place ont basé leur autorité sur le recours à la coercition et l'emploi de la force. La légitimité politique relève en effet de l'autorité morale d'un régime, qu'il soit démocratique ou autocratique, et non de l'usage de la force qui, déterminant une relation basée sur le pouvoir et non plus sur l'autorité, justifie d'autant plus la contestation de l'Etat et de sa légitimité[1315]. Un usage massif et durable de la force par l'Etat, en reflétant l'inefficacité de la coercition, affaiblira ainsi encore sa légitimité[1316].

Si l'on considère les exemples particulièrement significatifs de la Birmanie et de l'Afghanistan, le rôle du complexe politique que l'on vient de décrire peut y être appréhendé dans le contexte du recours à l'économie de la drogue et avancé comme l'un de ses facteurs explicatifs les plus importants. Les situations prolongées des conflits birman et afghan témoignent en effet, autant qu'elles en sont la conséquence, de la totale absence d'efficacité politique de leurs régimes respectifs, voire de l'inexistence d'un Etat en Afghanistan. La participation politique y est nulle, ou

---

[1314] *The enormous concentration of power in the state cannot be justified by except in terms of its use in the pursuit of the collective interests of the political community. And success or failure in this endeavor affects the legitimation of government and the regime in which it is rooted…Further, the realization of fundamental political, civil, and economic rights is also related to performance in guaranteeing the "collective will" of the community and enhancing the cultural and material welfare of the citizens. Thus performance, conceived broadly, as it should be, can be an effective resource in the cultivation of legitimacy… Performance here is defined to encompass the security, welfare and justice functions of government and not just economic performance* : Alagappa M., 1995, *Op. cit.* : 22, 41.

[1315] *Political legitimacy may be defined as "the belief in the rightfulness of a state, in its authority to issue commands, so that the commands are obeyed not simply out of fear or self-interest, but because they are believed to have moral authority, because subjects believe that they ought to be." The legitimation of the power relies on the conviction of the governed that their government… is morally right and they are duty-bound to obey it. In the absence of such convictions there can only be relations of power, not of authority, and political legitimacy will be contested… Legitimation of power is an interactive and therefore dynamic process among the government, the elite groups, and the politically significant public… This process is characterized by projections and counterprojections of legitimacy, by contestation of meanings, and by deployment of resources including coercion, negotiation, and possibly suppression and elimination. Recognition of authority is one possible outcome; resistance, rebellion, and revolution are also possible…While force is an integral part of authority, it cannot by itself constitute the basis of authority. Rule by force alone will be challenged, and power holders will experience a perpetual state of insecurity* : Alagappa M., 1995, *Op. cit.* : 2, 13-14, 42.

[1316] *A massive us of force reflects the ineffectiveness of coercion and the weakness of the government's legitimacy… A massive use of force… to impose an ideology or to sustain a government against the will of the people – as, for example, is currently the case in Burma – will be perceived as illegitimate* : Alagappa M., 1995, *Op. cit.* : 19.

restreinte au mode de la contestation armée, et la sécurité interne y est constamment remise en question. Quant à la cohésion interne des deux pays, elle reste, nous l'avons établi à propos des fragmentations politiques dont leurs communautés politiques font montre, à l'état de projet, de quête pour le moins inachevée. Qu'il s'agisse de la dictature militaire birmane ou du régime des *taliban*, leurs compétences territoriales sont limitées et soumises à des négociations et contestations récurrentes que l'état de guerre civile et la dialectique drogue – conflit entretiennent et rendent possible. La légitimité même des deux régimes est inexistante tant leur pouvoir, certes limité mais néanmoins effectif, repose sur la forte coercition dont ils peuvent user vis-à-vis des populations civiles comme des oppositions armées. De fait, aucun des deux régimes ne dispose du monopole de la violence légitime dès lors que leurs légitimités sont contestées[1317]. La violence armée et l'économie de la drogue constituent ainsi, en Afghanistan et en Birmanie, les moyens de contournement de l'Etat. Mais elles permettent aussi à leurs acteurs d'obtenir une certaine intégration politique et économique qu'ils réalisent contre l'Etat et en dépit de ses prérogatives. Toutefois, les régimes en place bénéficient aussi de l'existence de moyens de contournement leur permettant de pallier la faiblesse et l'illégitimité de leur autorité. En effet, c'est à travers le recours à la coercition – au conflit armé – et au potentiel de négociation qu'offre la narcoéconomie que ces Etats et gouvernement parviennent asseoir territorialement et politiquement cette autorité.

Dans de tels contextes politico-territoriaux, et compte tenu de la nature de la dialectique drogue – conflit, c'est la prépondérance économique et stratégique de l'opium, ainsi que son importance, à travers son poids économique, en tant qu'outil de négociation et de tractation, qui définissent en partie la latitude des décisions politiques et stratégiques qui peuvent être prises par les différents acteurs. L'économie de l'opium est directement liée à la nature de l'Etat et à sa légitimité dont elle est à la fois un instrument de la contestation et un outil de la perpétuation.

[1317] *To qualify as legitimate, however, the use of force must satisfy two conditions. First, the institution employing force must itself be legitimate; second, the use of force must be within the law and limited to the pursuit of the collective interest of the political community…*: Alagappa M., 1995, *Op. cit.* : 19.

Conclusion

Le déficit d'intégration apparaît comme le nœud gordien du recours à l'économie de l'opium dans les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, ainsi que l'ont montré, d'une part, les contextes internationaux, régionaux et locaux, et d'autre part, les différentes formes d'exclusion et d'intégration, qu'elles soient politiques, identitaires ou économiques. L'isolationnisme et l'isolement, qui ont caractérisé les développements historiques de l'Afghanistan et de la Birmanie aux époques récentes (surtout ces deux derniers siècles)s, ont participé de cette dialectique de l'exclusion et de l'intégration à l'échelle des relations internationales et y ont facilité le développement d'une économie de la drogue que des situations de guerre ont encore accentué. A l'échelle des territoires étatiques, cette dialectique de l'intégration et de l'exclusion, qui s'exprime en fonction des contrastes et des disparités régionales et identitaires, révèle l'impact de la nature inique de l'Etat et de la déficience de son rôle institutionnel sur l'économie de la drogue. Comme l'expriment B. Badie et M.C. Smouts, *la construction d'un système mondial prétendant à l'unification n'encourage pas seulement les logiques d'intégration, elle crée les conditions de l'exclusion en rejetant à la périphérie tous ceux qui n'ont pas la capacité de s'insérer dans les réseaux internationaux et de peser sur leur orientation. Cette exclusion est complexe et multidimensionnelle : elle concerne à la fois des Etats marginalisés sur la scène mondiale et des populations marginalisées dans leur propre collectivité*[1318]. Lorsque ces logiques multiscalaires de l'exclusion et de l'intégration coïncident avec d'intenses fragmentations politiques, avec des Etats à la légitimité contestée et des situations de guerre civile prolongée, le recours à l'économie de la drogue s'ancre profondément dans le territoire qui est lui aussi l'objet, l'enjeu et la scène des contestations. Aussi la nature des complexes politiques des Etats dont les territoires connaissent le développement et la pérennisation de l'économie de la drogue prime-t-elle sur les conditions économiques dans l'explication causale du recours à la narcoéconomie. La prégnance du facteur polémologique, quant à elle, est d'autant plus évidente que la production de plantes à drogues, à une échelle importante, n'est possible que dans le cas de figure où il existe un faible contrôle étatique dans une région rurale potentiellement favorable à cette culture, ou lorsque l'Etat lui-même tolère celle-ci. L'opium, en tant que ressource mobilisable par et pour la guerre, par les

[1318] Badie B., Smouts M.C., 1995, *Op. cit.* : 206.

acteurs étatiques et non-étatiques, est autant le nerf que l'enjeu de la guerre. De ressource et d'enjeu économique, il devient une ressource stratégique primordiale pour les belligérants et sa production résulte d'une logique complexe du jeu multiscalaire de l'intégration et de l'exclusion.

Conclusion générale

Des rives de la Méditerranée aux espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, le pavot à opium est devenu, d'une plante médicinale dont la diffusion initiale bénéficia de l'anthropisation des milieux, cette source de drogue majeure désormais tellement vilipendée. L'opium que les pharmacopées les plus anciennes intégraient en tant que panacée soulageant maux et douleurs, a pu être la source des analgésiques parmi les plus puissants de notre époque, la morphine faisant ses preuves aux Etats-Unis dès la guerre de Sécession (1861-1865) puis lors du conflit franco-prussien de 1870-1871. Mais l'opium a ensuite été utilisé par les Britanniques comme arme commerciale, servant en Chine de prétexte au déclenchement de deux guerres dites de « l'opium ».

*
* *

Depuis lors enjeu de conflits, l'opium devint même souvent le nerf de certains d'entre eux que son commerce permettait et développait. Traditionnellement associés au plaisir qu'ils procurent et aux maux qu'ils soulagent, les opiacés sont également le moyen d'innombrables souffrances que leur consommation abusive et incontrôlée provoque. C'est donc cette même plante dont les extraits soulagèrent tant de douleurs causées notamment par la guerre (laquelle, surtout, fit leur réputation) qui est désormais la cible prolongée d'une guerre à la drogue que beaucoup disent, à juste raison, perdue d'avance. L'homme a ainsi fait du pavot somnifère un *Janus bifrons*, les opiacés étant, à l'instar de nombreuses autres substances toxiques, remèdes et poisons en même temps, ce que Paracelse avait déjà écrit au XVI^{e} siècle. C'est l'utilisation et la consommation qui est faite de la plante qui, lorsqu'elle n'est pas adaptée ou maîtrisée, est la cause des maux dont on l'accuse. C'est donc par le développement des connaissances que les pratiques addictives[1319] pourront être diminuées ou rendues moins dommageables, et non par les tentatives d'éradication prmoues par des politiques prohibitionnistes qui entretiennent les mécanismes et les dynamiques

[1319] Les pratiques addictives sont celles qui entraînent une dépendance à un produit ou à une activité. Si le terme anglais d' « *addiction* » peut être traduit en français par « dépendance », l'adjectif « *addictive* », quant à lui, n'a pas d'équivalent dans notre langue et peut donc justifier l'emploi du terme. Il existe désormais des départements d' « addictologie » dans certains hôpitaux français, dans lesquels des études sont menées sur les phénomènes de dépendance qui peuvent observés par rapport à des pratiques non « toxiques » et ne relevant donc pas forcément de la toxicologie ou de la toxicoamnie : le jeu ou même le travail, par exemple.

de l'économie des drogues illicites. Mais il faudrait pour cela que l'instrumentalisation de la drogue dans la guerre qui lui est menée cesse, et que ce soient enfin les pratiques addictives elles-mêmes qui fassent l'objet des « politiques antidrogue », et non les plantes ou les substances que seuls certains modes de consommation permettent de qualifier de « drogues ». C'est en effet en partie la nature que l'on prête à la « drogue » qui, à travers des logiques prohibitionnistes éronnées, dynamise son économie illicite et conditionne la « guerre » qui lui est livrée, comme son échec patent. Il faut ainsi désormais considérer, selon les mots du pharmacognosiste J.-M. Pelt, et en accord avec A. Escohotado, par exemple, que la « drogue », outre la nature des effets biodynamiques qu'elle induit, se définit essentiellement *par les rapports qu'elle entretient avec celui qui la consomme*, et non pas comme la cause intrinsèque de l'addiction[1320]. C'est ainsi, par le développement des connaissances, que les différentes problématiques de la drogue pourront être mieux comprises et que les multiples instrumentalisations des opiacés, notamment, pourront cesser. Car si ces problématiques sont celles de la consommation, des impacts et des conséquences qu'elle peut avoir sur des populations données et dans des régions entières, au Nord comme au Sud, elles sont aussi celles des contextes conflictuels dans lesquels l'économie de la drogue se développe. Pour circonscrire les problèmes que de tels phénomènes posent, il était nécessaire de procéder à leur définition et à leur explication. C'est ce que nous nous sommes attaché à faire, en analysant les situations géopolitiques des deux espaces asiatiques majeurs de production illicite d'opiacés.

*
* *

Ainsi, afin de mieux comprendre les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or et leurs dynamiques respectives, et dès lors qu'ils ont été reconnus comme étant instables et ayant des limites mouvantes, il a été procédé à leur définition par le biais des activités qui y ont cours, c'est-à-dire par celles de la production illicite d'opiacés. Outre leurs multiples et diverses caractéristiques géographiques premières (physiques et humaines) qui en ont fait des espaces marginaux, le Triangle d'Or et le Croissant d'Or ne sont en effet définissables et délimitables, en

[1320] Pelt J.-M., 1983, *Op. cit.* : 14.
Whether drugs cure or do damage depends on human beings, not on drugs. Drugs have always existed everywhere, and judging by the present times, tomorrow there will not be a world with or without drugs. The alternatives are to teach people how to use them correctly, or to indiscriminately demonize them : to sow knowledge, or to sow ignorance :
Escohotado A., 1999, *Op. cit.* : 161.

tant qu'entités spatiales, que par rapport à une activité de production sans laquelle ils ne seraient pas, ou plus : la représentation des deux espaces est fonction de la production d'opium qui y a lieu. Ainsi, si les caractéristiques géographiques et géopolitiques premières des deux régions ont constitué des conditions favorables à l'émergence des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, elles ne permettent toutefois pas de les définir en tant que tels, ce que seule la culure du pavot à opium et sa transformation en héroïne permettent de faire. Les deux espaces ont certes en commun divers paramètres, tant par leurs natures et propriétés respectives que par leurs localisations relatives et absolues. Ainsi peuvent-ils être tous les deux décrits à travers leurs localisations périphériques, leurs caractères de marges, d'angles géographiques et géopolitiques. Mais les développements du Triangle d'Or et du Croissant d'Or doivent toutefois être appréhendés en fonction de leurs dynamiques propres, à travers les nombreuses interactions qui, s'étant réalisées par les jeux complexes et subtils du temps et de l'espace, de l'histoire et de la géographie, les ont permises, sinon générées.

*
* *

Leurs espaces respectifs sont donc ceux de la production illicite des opiacés mais leurs limites ne correspondent pas à l'existence de territoires définis de façon précise et durable. En effet, l'autre trait majeur du Triangle d'Or et du Croissant d'Or réside dans leur caractère dynamique, celui de réalités géographiques mouvantes, et non pas statiques ou figées. Au sein de l'Asie du Sud-Est continentale et de l'Asie du Sud-Ouest, l'ancrage spatial et la pérennisation de la production d'opium sont soumis à des évolutions et des bouleversements permanents qui sont eux-même fonction du contexte géopolitique d'une telle activité illicite. La redéfinition constante par les acteurs étatiques et non étatiques des multiples rapports de forces et de pouvoirs, qui s'exercent sur l'espace et surtout sur la production qu'il porte, s'exprime par le biais de processus de territorialisation aussi nombreux que concurrentiels et contradictoires. Dans le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, les territorialisations multiples et concurrentes se font en effet par, pour, et contre l'opium. Elles déterminent, selon leurs évolutions, l'étendue spatiale des productions d'opium : leur expansion et, ou, contraction régionale, ainsi que leur translation de part et d'autre de frontières interétatiques ou de fronts majeurs. La prégnance du facteur polémologique dans les causes explicatives du recours à l'économie de l'opium, en certains lieux et par certains acteurs,

permet alors d'expliquer dans quelle mesure il n'y a pas à proprement parler deux territoires unitaires de l'opium. Si les espaces de production illicite du Triangle d'Or et du Croissant d'Or procèdent certes de processus de territorialisation, la drogue, en jouant le rôle dual – économique et stratégique – de nerf et d'enjeu de la guerre, perpétue ces dynamiques territoriales et joue contre toute stabilité politico-territoriale.

L'opium, denrée convoitable et convoitée, tant pour sa valeur économique que stratégique, et donc *a fortiori* politique, fait également de l'espace dans lequel il est produit un objet de convoitise. Dans ces contextes particuliers, le territoire est donc moins un espace approprié qu'un espace-appropriation, ou convoité. Tels sont le Triangle d'Or et le Croissant d'Or : des espaces de production illicite d'opium soumis à de multiples processus de territorialisation qui, à travers leurs contextes conflictuels, entretiennent l'activité de production et sont entretenus par elle.

*
* *

Les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, ainsi que leurs productions, se sont constitués à la faveur de contextes et de décisions politiques particulièrement propices à leur développement, parmi lesquels, bien sûr, figure la prohibition, disposition politique par excellence que l'on peut considérer comme étant à l'origine même de la problématique mondiale actuelle de l'économie illégale des drogues illicites. La dimension politique du recours à l'économie de l'opium a déjà été dégagée de l'observation de l'impact et des conséquences que certaines décisions ou stratégies politiques ont pu avoir sur des objets géographiques tels que la frontière, ou sur des produits de consommation tels que les opiacés. Les dynamiques territoriales du Triangle d'Or et du Croissant d'Or sont en effet intrinsèquement liées au facteur polémologique et au rôle de la drogue en tant qu'objet et moyen de pression politique, économique et stratégique. Elles permettent ainsi d'affirmer la prégnance du contexte politique dans l'explication et la compréhension de leurs émergences respectives. Le recours à l'économie de la drogue dans ces deux espaces procède avant tout d'un phénomène politique, tant du point de vue de l'existence, à différentes échelles d'espace et de temps, de contextes favorables à un tel recours, que de celui des stratégies individuelles et collectives qui tendent à le mettre en œuvre.

L'isolement et l'isolationnisme de la Birmanie et de l'Afghanistan, mais aussi les politiques impériales de l'accès ou de sa dénégation en Asie, l'imposition et l'adoption locales de modèles

politico-territoriaux occidentaux et de leurs attributs spatiaux (ambiguïté de la frontière), les stratégies d'exclusion et de marginalisation de populations « minoritaires » de régions « périphériques » par des centres politiques à tendance plus ou moins ethnocratique, sont autant de paramètres issus des contextes politiques qui ont pu jouer, à un niveau ou à un autre, dans l'émergence et la conservation d'espaces de dépression économique et politique au sein desquels l'économie de l'opium a trouvé des terrains sur lesquels prospérer. Les contextes politiques successifs ont ainsi, à différentes échelles, déterminé et entretenu la nature de deux espaces qui, de carrefours régionaux et continentaux des migrations et du commerce qu'ils furent pour la plus grande partie de leur histoire, sont devenus, d'abord avec les périodes coloniales puis avec celle de la guerre froide, de véritables antiroutes artificielles. En Asie, l'imposition de politiques restrictives de l'accès, et les grands alignements régionaux impériaux comme ceux de la guerre froide, ont accentué la marginalisation et la périphérisation des confins territoriaux des six pays du Triangle d'Or et du Croissant d'Or actuels. Aux contraintes spatiales naturelles en ont donc été ajoutées d'autres, de type politique et stratégique cette fois, qui ont contribué à faire de ces espaces de contact, de ces anciens pivots des communications transcontinentales, des angles géopolitiques majeurs caractérisés par leur isolement.

Dans des régions naturelles déjà difficiles, les contraintes politiques supplémentaires ont, sinon déterminé l'existence d'espaces de dépression économique, du moins permis leur conservation. Ce sont ces mêmes contraintes géographiques et géopolitiques précédemment décrites que les acteurs locaux ont su tourner en avantages. C'est la mise en valeur de ces contraintes spatiales et politiques par certains acteurs (étatiques ou non) qui a permis et provoqué la genèse du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. Les activités de production illicite d'opiacés ont permis l'intégration des espaces comme de certains de ses acteurs locaux dans les systèmes nationaux, régionaux et même mondiaux du narcotrafic. De la même façon que les acteurs ont su tourner des antiroutes en routes du narcotrafic, ils ont su exploiter les contraintes de leurs espaces (enclavement, faible présence de l'Etat), mais aussi leurs qualités (niches écologiques), en rendant les secondes d'autant plus rentables et avantageuses que les premières pouvaient seules le permettre : de telles productions illicites ne sont en effet réalisables que dans des contextes géographiques et politiques particuliers. Dans un tel contexte, donc, la frontière et la limite juridico-commerciale qu'elle représente dans le système étatique permettent, par leur

franchissement, la multiplication du prix des drogues, laquelle est rendue possible par la prohibition.

Dans le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, les stratégies individuelles et collectives des acteurs du narcotrafic constituent donc des moyens d'intégration dans les jeux économiques et politiques régionaux et mondiaux, en même temps que des moyens de contournement, économique et politique, des Etats. Mais l'importance du facteur politique dans l'explication de l'émergence des deux espaces de production illicite peut être mesurée à l'aune des situations géopolitiques afghane et birmane, dans lesquelles les motivations premières des conflits sont clairement politiques, et non économiques. Dans les deux cas, ce sont les situations conflictuelles prolongées, initiées par des griefs et des revendications politiques, qui ont accru le recours à l'économie de la drogue, autant qu'elles ont été augmentées par celle-ci. Une hypothétique issue aux productions afghane et birmane passe ainsi inévitablement par le règlement politique de leurs conflits respectifs.

La primauté du facteur politique dans les mécanismes du recours à l'économie de la drogue est également illustrée par la nette réorientation des itinéraires du narcotrafic à partir du Triangle d'Or comme du Croissant d'Or, phénomène consécutif à la réouverture de frontières interétatiques longtemps restées fermées aux flux commerciaux légaux. Les transformations politiques, et parfois les profonds bouleversements, qui ont marqué les espaces ex-soviétiques, chinois et indien ont permis à de nombreuses routes commerciales de retrouver l'importance qui était la leur avant le déclenchement des rivalités impériales et de celles de la guerre froide. La réorientation des flux d'opiacés birmans vers la Chine et l'Inde du Nord-Est, et celle des exportations afghanes vers les républiques nouvellement indépendantes d'Asie centrale, illustrent notamment l'impact du politique sur l'économie de la drogue. Quant au fait que l'expansion un temps pronostiquée des espaces afghans de production vers les terres tout aussi adéquates d'Asie centrale ne se soit pas (encore) réalisée, pas plus d'ailleurs qu'une reconquête, même partielle, des confins méridionaux chinois par le pavot à opium, cela confirme la nette prééminence du politique sur l'économique dans la hiérarchie des facteurs déterminant le recours à l'économie de la drogue. En effet, si les conditions socio-économiques difficiles d'Asie centrale semblent avoir pu fournir au pavot à opium un terrain fertile sur lequel prospérer, le contexte politique favorable à un tel développement, lui, ne semble pas y avoir été présent. Seuls le narcotrafic et la consommation (et non la production), ont pu profiter de la réouverture de ces régions et de leurs situations socio-

économiques et politiques. Cette hiérarchie que l'on peut établir entre les facteurs politiques et économiques existe également au sein même de l'économie de la drogue dont les activités de production agricole sont beaucoup plus fortement liées au territoire et aux situations conflictuelles que ne le sont celles du trafic, du transit des drogues. En effet, l'activité agricole de production est dépendante, dans le contexte politico-territorial étatique mondial, soit d'une territorialisation exercée aux dépens de l'Etat et de ses organes de contrôle – ce qui, hors du contexte des guerres civiles, est extrêmement rare – soit d'une tolérance par les organes de l'Etat lui-même. Le narcotrafic, ou transit illégal de drogues, est quant à lui beaucoup moins subordonné à ce type de territorialisation. Il procède d'une négation en même temps que d'une exploitation du territoire des Etats et de leurs juridictions, à travers le franchissement, toujours créateur d'une plus-value de croissance exponentielle (la valence différentielle), de leurs frontières internationales.

*
* *

A travers le territoire, la dimension politique du recours à l'économie de la drogue révèle également le problème de la légitimité, interne et, ou, externe, de l'Etat, qui constitue un paramètre essentiel du phénomène. Les cas afghan et birman témoignent en effet de l'impact et des conséquences que la déficience de la légitimité de l'Etat peut avoir sur la situation politique d'un pays et le recours de certains de ses acteurs, étatiques et, ou, non étatiques, à l'économie de la drogue. Car si ce recours peut constituer un moyen de contournement de l'Etat par les acteurs locaux, il peut également leur fournir, ainsi qu'à l'Etat, un moyen de contournement du système international légal. L'isolement diplomatique et les embargos, voire les programmes de *containment* dans le cas afghan, qui touchent l'Afghanistan et la Birmanie, principalement et officiellement pour des questions relatives aux droits de l'homme et au déficit démocratique de ces régimes (*taliban* et SLORC puis SPDC), ont vraisemblablement plus contribué à une augmentation du recours à l'économie de la drogue qu'à sa diminution. La portée de ces politiques internationales d'isolement, lesquelles sont certes contestables et pour le moins arbitraires, n'est pas plus à même de provoquer de réelles réductions des productions illicites que de contraindre les régimes en place, quelle que soit leur légitimité interne effective, à céder aux exigences de la « communauté internationale ». La contestation, au sein des deux pays, de la légitimité interne des régimes en place, comme de leur iniquité et de leur tendance ethnocratique, alimente en partie les

conflits de guerre civile qui y dynamisent la production d'opium. Lorsque des entités politico-territoriales de type étatique et soumises à des situations de guerres civiles prolongées font l'expérience de telles déficiences de leurs légitimités interne et externe ; que leurs régimes ne bénéficient donc pas d'une reconnaissance internationale indispensable (ne serait-ce que du point de vue de l'efficacité politique de l'Etat) ; que des situations socio-économiques et politiques iniques accroissent l'intensité des griefs locaux et nationaux, que ceux-ci peuvent se cristalliser sur des bases ethniques et régionales ; et que des politiques d'isolationnisme et d'isolement accentuent des situations d'exclusion et de marginalisation déjà importantes ; le recours à l'économie de la drogue devient, lorsque les conditions naturelles et culturelles s'y prêtent, un moyen assuré de contournement de l'Etat et du système international, un moyen d'intégration par défaut, un *moyen alternatif de modernité*[1321]. Les facteurs politiques priment donc sur les facteurs économiques dans l'explication du recours à l'économie de l'opium comme dans celle de l'émergence des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or. En Asie, le pavot à opium prolifère en effet désormais plus sur les ruines de la guerre et de l'exclusion que sur le terreau du sous-développement. C'est ainsi le nœud gordien de l'intégration et de la territorialisation qui apparaît au centre de la problématique de la drogue.

[1321] Badie B., Smouts M.C., 1995, *Op. cit.*

TABLE DES MATIERES

Remerciements *4*

Sommaire *5*

Avant-propos *7*

Introduction *8*

I. L'opium: des origines à sa production asiatique de masse *21*

1.1. L'opium, une drogue qui « colle à l'homme comme la peau à sa chair » **21**

1.1.1. Origine et extension géographique du pavot à opium **21**

1.1.1.1. Papaver somniferum L. : du fixisme de Linné au darwinisme 21

1.1.1.2. Le pavot et l'homme : origine et diffusion d'une plante 23

1.1.2. Histoire du phénomène opiacé **30**

1.1.2.1. L'opium dans les systèmes culturels : les cultes de la Déesse mère 30

1.1.2.2. L'opium, panacée historique 33

1.1.2.3. Opium et toxicomanie : les drogues illicites 38

1.1.3. L'opium et son commerce : de l'émergence du narcotrafic **42**

1.1.3.1. Le commerce antique des opiacés 42

1.1.3.2. Du commerce à la guerre : le rôle des Britanniques 45

1.1.3.3. L'opium et le développement du narcotrafic international 48

Conclusion **51**

1.2. Du pavot à l'héroïne : culture, production, transformation et revenus **52**

1.2.1. Le pavot à opium : botanique et agriculture **53**

1.2.1.1. Les complexes écologiques 53

1.2.1.2. La culture du pavot à opium 56

1.2.1.3. L'opium : sa récolte et sa production 61

1.2.2. De l'opium à l'héroïne, processus et techniques de transformation **64**

1.2.2.1. Du latex à un opium de qualité 64

1.2.2.2. De l'opium à la morphine, processus d'extraction 67

1.2.2.3. De la morphine à l'héroïne, processus de transformation 69

1.2.3. De la plante à la drogue : rendements, prix et profits **72**

1.2.3.1. Les variations de rendement des cultures de pavot à opium 72

1.2.3.2. Le phénomène de multiplication des prix : de l'opium à l'héroïne 75

1.2.3.3. La répartition des profits : de la production à la consommation 81

Conclusion **85**

1.3. L'opium dans le Triangle d'Or et le Croissant d'Or ____ 87
1.3.1. L'émergence du Triangle d'Or : la diffusion de l'opium de la Chine aux hautes terres de l'éventail nord indochinois ____ 88
1.3.1.1. Le terreau chinois du commerce de l'opium ... 88
1.3.1.2. De la Chine du Sud aux montagnes de l'Asie du Sud-Est ... 91
1.3.1.3. Le façonnement du Triangle d'Or ... 95
1.3.2. La genèse du Croissant d'Or : le renouveau de l'opium ____ 99
1.3.2.1. Les réseaux marchands terrestres et maritimes, précurseurs du commerce de l'opium dans le Croissant d'Or ... 99
1.3.2.2. La longue genèse géopolitique et les conséquences du Great Game ... 102
1.3.2.3. Le façonnement du Croissant d'Or ... 106
1.3.3. Croissant d'Or et Triangle d'Or : configurations géographiques et productions illicites ____ 111
1.3.3.1. Physiographie des pays du Triangle d'Or et du Croissant d'Or ... 111
L'Asie du Sud-Ouest ... 112
L'Asie du Sud-Est continentale ... 114
1.3.3.2. Croissant d'Or et Triangle d'Or, des mosaïques de populations aux carrefours de l'Asie ... 116
1.3.3.3. Les productions de drogues illicites du Croissant d'Or et du Triangle d'Or ... 120

Conclusion ____ 125

II. L'opium en Asie : permanences et mutations ... 126

2.1. Des espaces de production d'opium mouvants ____ 126
2.1.1. Le remaniement du Triangle d'Or ____ 126
2.1.1.1. Birmanie : une certaine régularité de la production malgré des bouleversements ... 126
2.1.1.2. Des tendances opposées au Laos et en Thaïlande ... 135
2.1.1.3. Tendances et potentiels des périphéries du Triangle d'Or ... 142
2.1.2. Le Croissant d'Or et les potentiels d'Asie centrale ____ 147
2.1.2.1. L'explosion, puis la prohibition de la production afghane d'opiacés ... 147
2.1.2.2. Iran et Pakistan : des situations contrastées mais des tendances similaires ... 156
2.1.2.3. L'Asie centrale et le phénomène grandissant du narcotrafic ... 162
2.1.3. Les drogues de synthèse : reconversion ou diversification des régions de production ? ____ 166
2.1.3.1. Ephedra, éphédrine et méthamphétamine : quelques notions ... 166
2.1.3.2. Yaa baa et la diversification du Triangle d'Or ... 169
2.1.3.3. Les drogues de synthèse en Asie centrale et du Sud-Ouest ... 177

Conclusion ____ 179

2.2. L'évolution des routes du trafic ____ 181
2.2.1. Réorientations multiples autour du Triangle d'Or ____ 181
2.2.1.1. Les itinéraires « traditionnels » orientaux du narcotrafic ... 181
2.2.1.2. Les itinéraires émergents : tendances à la diversification ... 188
2.2.1.3. Les itinéraires de la périphérie du Triangle d'Or ... 196

2.2.2. L'Asie centrale et les nouveaux itinéraires du Croissant d'Or 205
2.2.2.1. Les itinéraires « traditionnels » méridionaux du narcotrafic 205
2.2.2.2. La région des trois frontières au cœur du trafic récent 213
2.2.2.3. La périphérie du Croissant d'Or et l'axe des ouvertures septentrionales 224
2.2.3. Nouvelles routes ou anciennes routes réactivées ? 238
2.2.3.1. La route et l'antiroute, le narcotrafic entre accessibilité et inaccessibilité 238
2.2.3.2. L'évolution historique des routes anciennes majeures et le narcotrafic 242
2.2.3.3. Les routes du narcotrafic récentes et nouvelles : réémergence ou création ? 256

Conclusion 261

2.3. Modification des aires et des phénomènes de consommation 263
2.3.1. Régions productrices ou consommatrices : fausses nuances 263
2.3.2. La diffusion de la consommation depuis le Triangle d'Or et le Croissant d'Or 271
2.3.3. Impacts et conséquences de la consommation : de l'explosion récente de l'épidémie du VIH/sida 280

Conclusion 284

III. Géopolitique des territoires de l'opium 286

3.1. Le territoire entre opium et Etat 286
3.1.1. Triangle d'Or et Croissant d'Or : ensembles spatiaux, niches écologiques, et frontières 286
3.1.1.1. Triangle d'Or et Croissant d'Or : des superpositions d'ensembles spatiaux multiples 286
3.1.1.2. Les niches écologiques de production 291
3.1.1.3. Frontières, fronts, et discontinuités spatiales 295
3.1.2. Le jeu complexe des relations « centres-périphéries » 300
3.1.2.1. « Centres et périphéries » en Asie du Sud-Est 300
3.1.2.2. « Centres et périphéries » en Asie du Sud-Ouest 304
3.1.2.3. Complexité du jeu multiscalaire des relations « centres-périphéries » 309
3.1.3. Le territoire au cœur de la problématique de l'économie de l'opium 312
3.1.3.1. Le territoire : un espace approprié 312
3.1.3.2. Triangle d'Or et Croissant d'Or : des mosaïques territoriales 315
3.1.3.3. La territorialisation par, pour, et contre l'opium : l'espace convoité 318

Conclusion 321

3.2. Le moteur des grands rapports de force asiatiques 323
3.2.1. Triangle d'Or et Croissant d'Or : des angles géopolitiques 323
3.2.1.1. Deux angles géographiques majeurs de l'Asie 323
3.2.1.2. De l'émergence historique des angles géopolitiques du Triangle d'Or et du Croissant d'Or 326
3.2.1.3. Des angles aux carrefours régionaux et continentaux : entre enclavement et centralité 333
3.2.2. Une similarité de situations géopolitiques : relations Afghanistan – Pakistan et Birmanie – Thaïlande 339
3.2.2.1. De la nature historique de deux frontières de types similaires 339

3.2.2.2. Deux régions frontalières soumises à des flux similaires 345
3.2.2.3. Des relations transfrontalières et bilatérales similaires : du jeu du narcotrafic .. 351
3.2.3. Les puzzles régionaux des relations internationales _____ 359
3.2.3.1. L'émergence du Triangle d'Or et du Croissant d'Or dans les contextes régionaux de la guerre froide 359
Le contexte birmano-thaïlandais de la guerre froide 359
Le contexte afghan de la guerre froide 364
3.2.3.2. La péninsule indochinoise entre Inde et Chine : rivalités autour de la Birmanie 369
3.2.3.3. Un « Great Game » éclaté en Asie du Sud-Ouest 378

Conclusion _____ 385

3.3. Le nœud gordien de l'intégration _____ 387
3.3.1. L'Afghanistan et la Birmanie, entre isolationnisme et isolement _____ 387
3.3.1.1. Perspectives historiques et culturelles : de l'isolationnisme afghan 387
3.3.1.2. Perspectives historiques et culturelles : de l'isolationnisme birman 392
3.3.1.3. L'isolement international de deux Etats parias 397
3.3.2. Diversités, disparités, fragmentation politique et rôle de la guerre _____ 405
3.3.2.1. Disparités et fragmentation politique dans les conflits afghan et birman 405
3.3.2.2. La dialectique drogue – conflit au cœur de la problématique du recours à l'économie de la drogue 411
3.3.2.3. La structuration de l'économie de la drogue par la guerre 415
3.3.3. Intégration et Etat : le rôle des acteurs étatiques et non-étatiques _____ 423
3.3.3.1. Exclusion et intégration dans les sociétés polyethniques 423
3.3.3.2. Un accès inique aux ressources économiques et au pouvoir 429
3.3.3.3. La problématique étatique : efficacité politique, légitimité et stabilité 435

Conclusion _____ 439

Conclusion générale 441

TABLE DES MATIERES 449

Table des graphiques et tableaux

(Volume 1)

Graphique 1
Calendrier agricole de la culture du pavot à opium en Inde (Malwa) : p. 57

Graphique 2
Prix d'achat de l'opium au producteur en 1996 (en USD / kg) : p. 77

Graphique 3
Répartition des revenus des acteurs du narcotrafic : p. 81

Tableau 1
Rendements (kg / ha) en opium dans les principales régions de production en 1995 : p. 74

Tableau 2
Prix de l'opium au producteur en 1996, en USD / kg : p. 76

Tableau 3
Estimation de la valeur des productions nationales d'opium en Asie en 1996 : p. 83

*

* *

VOLUME 2

CARTES

BIBLIOGRAPHIE

INDEX TOPONYMIQUE

TABLE DES CARTES

TABLE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

TABLE DES POIDS ET MESURES

*